

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA CONVERSATION RÉPUBLICAINE, SINE QUA NON DE LA DÉMOCRATIE
AMÉRICAINNE, PREMIÈRE VICTIME DE LA GUERRE AU TERRORISME

THÈSE PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN COMMUNICATION

PAR
MARIE KETTLIE ANDRÉ

MARS 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je souhaite exprimer mes profonds remerciements à mon directeur de thèse, le Professeur René-Jean Ravault, qui a assumé, non seulement, le rôle attendu d'un directeur de thèse, il m'a également aidée dans la formulation de l'articulation de la problématique et de l'argumentation. Il m'a apporté une aide précieuse dans la structuration du travail ainsi que l'amélioration de l'écriture des différentes sections. Sans son aide, cette thèse n'aurait jamais vu le jour. Je le remercie pour sa patience, sa disponibilité, son expertise et également pour les précieuses connaissances qu'il m'a transmises. Je lui serai toujours reconnaissante.

Je tiens aussi à remercier tous ceux et celles qui, en arrière-plan, m'ont soutenue et encouragée durant la réalisation de cette thèse. Je pense particulièrement à Nicole Jodoin, Jocelyne Quintal, Monique Bujold, Carole Desormiers, Guy-Helen Guercin, Catherine Coutu pour leur amitié et leurs encouragements ainsi qu'au professeur Pierre-Léonard Harvey pour son soutien indéfectible.

Enfin, je ne pourrais terminer cette page sans remercier les membres de « ma famille » Kelsey, Olivier, Luc Zephir; Mulhouse, Darla et Walmond André; Guerline B. Pierre; Marie-Claire Juste; Francoeur et Anne-Marie Monfort, tout particulièrement mon frère Walder André qui m'a toujours accordé la plus grande confiance, soutenue et encouragée tout au long de ces nombreuses années d'étude et sans qui je ne serais jamais arrivée là. Merci à Urzile Monfort et Terzimon André, parents exceptionnels et irréprochables, qui m'ont toujours soutenue dans toutes mes entreprises et qui n'ont jamais douté de moi. Je vous remercie de m'avoir inculqué l'humilité, la patience, le dépassement de soi, car ce sont ces valeurs qui m'ont permis d'atteindre mes buts dans la vie. Je vous remercie de votre présence inconditionnelle à mes côtés. Merci à « Brigitte » qui m'a transmis la force nécessaire dans les moments les plus difficiles.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	iv
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION: PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA THÈSE	1
1. Sujet de la thèse, problématique centrale et principales hypothèses.....	1
2. Pertinence du sujet de cette thèse au champ d'étude de la communication.....	9
3. Plan de la thèse.....	13
4. Une stratégie de recherche inspirée de celle de l'historien.....	18
5. La méthodologie	23
6. Le corpus étudié.....	25
PREMIÈRE PARTIE.....	31
CHAPITRE I	
ÉLABORATION DE L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE PAR LA CONVERSATION	
RÉPUBLICAINE: DU MAYFLOWER À LA CONSTITUTION.....	33
1.1 La démocratie américaine et ses liens avec la communication.....	33
1.1.1 La « Conversation républicaine », concept clé de la démocratie américaine!	37
1.1.2 Les principes démocratiques des Pères Fondateurs	41
1.1.3 L'apport de la philosophie politique à la démocratie américaine	45
1.1.4 Tocqueville et la pratique de la démocratie en Amérique.....	56
1.1.5 Hannah Arendt et la démocratie comme lieu de la conversation.....	61
1.1.6 James W. Carey et la conversation républicaine.....	63
1.1.7 Indissociabilité de l'idéal démocratique et de la conversation républicaine	65
1.2 Conclusion	70

CHAPITRE II

DE LA COMMUNICATION DÉMOCRATIQUE EN TEMPS DE PAIX 74

2.1	De l'idéal de la conversation républicaine aux pratiques communicationnelles en temps de paix.....	75
2.1.1	Qu'advient-il de la conversation républicaine lors du passage de la démocratie directe à la démocratie représentative?	80
2.1.2	De la conversation républicaine au pouvoir de fait des élites et des experts	86
2.1.3	De la démocratie « représentative » à l'emprise des groupes de pression et des experts de l'opinion publique sur la gouvernance de l'Amérique	92
2.1.4	La réalisation de l'idéal démocratique freiné par l'accélération des progrès technologiques	100
2.1.5	L'industrialisation des médias ou l'emprise du capitalisme sur la communication.....	106
2.2	Conclusion	113

CHAPITRE III

L'INSTAURATION DE L'IDÉAL DE LA COMMUNICATION

DÉMOCRATIQUE STOPPÉE PAR LES MESURES DE GUERRE..... 117

3.1	<i>Alien and Sedition Acts</i>	118
3.2	La guerre de Sécession et la suspension de l'Habeas Corpus.....	123
3.3	Premier conflit mondial: <i>l'Espionage Act de 1917</i>	127
3.4	La Seconde Guerre Mondiale et la réactivation des décrets de la Première Guerre Mondiale	132
3.5	La guerre froide gèle le débat démocratique!	136
3.6	Conclusion	142

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE DE LA THÈSE 146

DEUXIÈME PARTIE..... 151

CHAPITRE IV

LA GUERRE, POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'ADMINISTRATION BUSH 158

4.1	Les évènements du 9/11, 2001 et la déclaration de guerre au terrorisme	160
4.1.1	Pour assurer la paix, indispensable au maintien ou à l'implantation des libertés démocratiques, l'Administration Bush combat le terrorisme et la tyrannie.....	168
4.1.2	Ce que la Guerre au Terrorisme a d'inédit.....	177
4.2	Contestation de la politique anti communication démocratique de Bush: présentation de critiques formulées par quelques acteurs de la société civile	185
4.2.1	Restriction des droits d'expression et d'accès à l'information et perte des libertés individuelles	191
4.2.2	Le droit à la dissension patriotique est menacé	207
4.2.3	L'égalité de tous devant la loi gravement compromise par le profilage racial, la suspension de l'Habeas corpus, et la désignation « d'ennemis combattants »	211
4.2.4	Le sceau du secret et le droit d'accès à l'information	219
4.2.5	Tentatives de manipulation de l'opinion publique par la distorsion, le contrôle des médias de masse et la dissimulation de l'information.....	240
4.3	Conclusion	254
CHAPITRE V		
	L'ADMINISTRATION BUSH, UNE OLIGARCHIE FAVORABLE À LA GUERRE MONDIALE PERMANENTE!	258
5.1	La Guerre au Terrorisme: préemptive et permanente	264
5.2	« La doctrine Bush » coule dans le béton la politique extérieure et intérieure des États-Unis	279
5.3	Conclusion	285
CHAPITRE VI		
	LE PROJET POUR UN NOUVEAU SIÈCLE AMÉRICAIN	288
6.1	L'idéologie néoconservatrice s'inscrit bien dans la mythologie américaine	291
6.2	La préparation des Néoconservateurs	307
6.3	Conclusion	315

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE	321
TROISIÈME PARTIE	326
CHAPITRE VII	
HISTOIRE MILITAIRE DE L'AMÉRIQUE AUX XVIII ^e et XIX ^e SIÈCLES	335
7.1 La Guerre d'Indépendance ou quand la démocratie naît par la guerre	337
7.2 La vraie guerre non déclarée avec la France (1798 - 1800).....	343
7.3 La Conquête de l'Ouest, prémonitoire de la conquête du monde!.....	347
7.3.1 La Conquête de l'Ouest: « A good Indian is a dead Indian! »	350
7.3.2 La guerre américano-mexicaine (1846-1848)	360
7.4 La guerre de Sécession ou quand l'ennemi est Américain!	368
7.4.1 La guerre contre Cuba (hispano-américaine, 1898)	377
7.5 Conclusion	383
CHAPITRE VIII	
« MAY THE FORCE BE WITH YOU! »	392
8.1 La Première Guerre Mondiale: Le Président Wilson, Père - Fondateur de l'Idéologie Néoconservatrice	402
8.2 La Deuxième Guerre Mondiale: l'hégémonie américaine confortée.....	413
8.3 Guerre Froide et conflits « chauds »: la Corée, le Vietnam et de nombreuses expéditions hasardeuses dans le Tiers-Monde	420
8.3.1 La guerre du Vietnam (1964 - 1972) un appel à la raison.....	432
8.3.2 Les conflits à faible intensité et l'apparition du terrorisme «islamo- fasciste» dans un contexte de fin de Guerre Froide	443
8.4 Ronald Reagan, George H. Bush, Bill Clinton et les Conflits de Faible Intensité!.....	457
8.4.1 Les conséquences de ces interventions pour la démocratie	461
8.4.2 George H. Bush et Bill Clinton: ou quand l'opinion publique est favorable aux Conflits de faible intensité.....	465
8.5 Conclusion	468

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE	480
CONCLUSION DE LA THÈSE	485
BIBLIOGRAPHIE	512

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

A.B.	Administration du Président George W. Bush (2001-2009)
A.B.1	Administration du Président George H Bush (1989-1993)
A.C.	Administration du Président Jimmy Carter (1977-1981)
A.J.	Administration Lyndon Johnson (1963-1969)
A.K.	Administration John F. Kennedy (1961-1963)
A.N.	Administration du Président Richard Nixon (1969-1974)
A.R.	Administration de Franklin D. Roosevelt (1933-1945)
A.Rea.	Administration de Ronald Reagan (1980-1988)
A.W.	Administration du Président Woodrow Wilson (1913-1921)
CFI	Conflits de Faible Intensité
GC	Guerre contre l'Espagne à propos de Cuba
GF	Guerre Froide
GI	Guerre d'indépendance et Révolution
GM	Guerres Mondiales
GR	Guerre contre les Rouges
GS	Guerre de Sécession
GV	Guerre du Vietnam
ONU	Organisation des Nations Unies
PGM	Première Guerre Mondiale
SDN	Société des Nations
SGM	Second Conflit Mondial

RÉSUMÉ

Se présentant comme une démocratie modèle fondée sur un contrat sans cesse renégocié au travers de la conversation républicaine, les États-Unis se sont dotés d'un système politique respectueux des droits de la personne et garant des libertés civiles dans tous les secteurs d'expression sociale. Ce régime, imparfait à sa naissance, a progressé de façon lente, mais constante. Même à la fin du XX^e siècle, il n'avait pas encore atteint son plein épanouissement. La démocratie américaine reste perfectible!

Bien sûr, des forces restreignent la réalisation du projet initial. Même si, dès 1789, elle a permis d'élaborer la Constitution et, plus tard, ses principaux amendements, la conversation républicaine, SINE QUA NON de la démocratie, n'a jamais pu fonctionner pleinement. L'exclusion d'importantes parties de la population (infortunés, minorités ethniques, femmes) donne une idée des lacunes qu'elle a plus ou moins comblées avec le temps. Déjà limitée en temps de paix, durant les conflits, la conversation républicaine est confrontée à des «mesures de guerre» porteuses de censure et d'autres procédures transformant la communication en propagande et l'information en désinformation. Propagande et désinformation promeuvent alors les intérêts des élites politiques et économiques. La guerre ralentit donc considérablement la mise en pratique des idéaux et elle entraîne même la régression de ce régime.

Ces constats de ralentissement, d'arrêts ou de reculs nous interpellent sur la place de la pratique démocratique aux États-Unis. Nous nous sommes demandée si ce pays, très souvent en guerre, s'est effectivement doté d'une démocratie dont le fonctionnement et la progression normale auraient été malencontreusement stoppés par de nombreux épisodes guerriers ou si, au contraire, le recours récurrent aux mesures de guerre porteuses d'entraves au bon fonctionnement de la conversation républicaine n'est pas, finalement, le scénario rêvé par l'*Establishment* pour faciliter et rendre incontestable, la gestion efficace du système économique et financier dont cette puissance mondiale est devenue le champion?

Pour répondre à cette question, nous avons suivi une approche chronologique qui nous permet de procéder à une analyse des faits et des idéologies qui ont légitimé les guerres. Nous avons étudié les épisodes guerriers qu'ont connus les États-Unis, de la Révolution de 1776 aux conflits locaux qui ont failli «faire éclater» la «guerre froide». Évidemment, nous avons particulièrement insisté sur la «guerre au terrorisme» menée par Georges W. Bush, au lendemain des attentats du 11 septembre

2001. Nous en arrivons à croire qu'en lançant cette Guerre, le Président des États-Unis, conseillé par les Néoconservateurs, a contraint les Américains à abandonner leur idéal de «conversation républicaine». L'examen précis du contexte de la guerre au terrorisme étaye notre hypothèse. Il souligne le caractère instrumental de cette guerre, et rend compte ainsi de l'impraticabilité de «la conversation républicaine». Pour garantir la pratique efficace du capitalisme sauvage, l'idéal de «conversation républicaine» a été transformé en un simple outil de propagande, un symbole publicitaire, un thème central de campagne de relations publiques!

Nous concluons en soulignant que la guerre au terrorisme dans laquelle Bush a précipité les États-Unis a un impact considérable sur la façon d'interpréter l'histoire de cette grande puissance. Loin d'être «une grande démocratie» temporairement malmenée par quelques conflits, depuis la guerre au terrorisme, nous percevons l'histoire de ce pays comme celle d'une oligarchie qui ne peut fonctionner efficacement que dans un état de guerre permanente où l'idéal démocratique de «conversation républicaine» est remplacé par celui de l'*American way of life*, sorte de culte de la consommation propice à l'enrichissement des *managers* et des financiers américains.

Mots clés: Communication, États-Unis, espace public, guerre, guerre au terrorisme, démocratie, conversation républicaine, censure, désinformation, répression, sceau de secret, secret d'État, propagande, sécurité nationale, intérêts public et national, Destinée Manifeste, pragmatisme managérial de Thayer – Ravault ou instrumentalisme de Habermas.

INTRODUCTION: PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA THÈSE

1. Sujet de la thèse, problématique centrale et principales hypothèses

Au lendemain du 11 septembre 2001, journée tragique qui a provoqué un tournant radical dans l'histoire des États-Unis et du monde, nous avons été interpellée par l'ampleur des dispositifs de sécurité mis en place par le gouvernement américain pour combattre le terrorisme. Selon les observateurs critiques dont le nombre a crû lentement, mais sensiblement, la série de régulations imposée par l'Administration Bush contrevenait à l'idéal démocratique et s'infiltrait insidieusement dans la culture politique américaine. Ceci nous a emmenée à nous interroger, tout particulièrement, sur la possibilité de la survie de la *Conversation républicaine*¹. Nous en sommes venue à nous demander si cette dernière, garante des exigences démocratiques, peut encore fonctionner dans l'état de guerre permanent dans lequel Bush a plongé l'Amérique; la guerre totale au «terrorisme», ennemi fluide et indéfini?

Nous avons voulu traiter ici des conséquences communicationnelles de la guerre au terrorisme (à laquelle nous nous référerons, à partir d'ici, par l'acronyme GT), car ce qui nous paraît le plus alarmant est le fait que l'idéologie de la communication américaine sur laquelle reposent l'élaboration, l'évolution et la négociation du contrat social tel qu'il a été conçu par les Pères Fondateurs² semble être mise en péril. En effet, le consensus social, fondé sur une notion de la communication qui implique la

1 C'est l'interprétation que donne James W. Carey de la démocratie dans son article «A 'Republic, If You Can Keep It': Liberty and Public Life in the Age of Glasnost», in James Carey, *A Critical Reader*, sous la dir. de Eve Stryker Munson and Catherine A. Warren, Minneapolis, The University of Minnesota, 1997, p. 207-227.

2 Comme René-Jean Ravault l'a souligné dans son article: «La communication dans le monde un rêve américain...», in *Dictionnaire critique de la communication*, sous la dir. de Lucien Sfez, Paris, PUF, 1993, p. 72-86.

confiance, la tolérance et le respect de l'autre³, et ce, - indépendamment de sa culture, de ses croyances religieuses et de son origine ethnique ou nationale -, est quelque peu ébranlé. Il en va de même pour les promesses d'une nation qui se dit «née de l'affranchissement de la peur et de la tyrannie par le respect des droits de chacun et de l'égalité des citoyens».

En nous avançant dans nos questionnements, nous avons pris en considération les mesures adoptées par les gouvernements américains en périodes de guerre et nous les avons confrontés aux prérogatives de l'idéal démocratique de ce pays. Nous avons ainsi pu remarquer que ce système démocratique avait été conçu pour vivre en paix, selon les prescriptions des Pères Fondateurs⁴. Au regard de nos lectures sur l'histoire des États-Unis, nous avons pu comprendre que c'est surtout en temps de guerre que les entorses à l'idéal démocratique sont les plus évidentes et ce, en raison de mesures restreignant la communication, apparemment prises de toute urgence. Ainsi, dans le cadre de la GT menée à l'extérieur des États-Unis par l'Administration de George W. Bush (A.B.)⁵, ce conflit armé a provoqué beaucoup de débats. Le problème découle des mesures de guerre qui, pour certains, permettent le contrôle et la coercition des autorités sur tout le territoire américain alors que le conflit se déroule outre-mer. De grands débats s'articulent autour de ces mesures qui stigmatisent et briment les droits des citoyens. Ainsi, la légitimité des mesures de guerre génère tout un débat entre ceux qui veulent maintenir l'état actuel de choses et ceux qui souhaitent un retour au projet démocratique.

Nous tentons de faire ici une analyse des tentatives de légitimation de la guerre aux États-Unis, en nous efforçant de cerner les idéologies et les stratégies déployées

3 Voir Dominique Wolton, *Il faut sauver la communication*, Paris, Flammarion, 2005, p. 224.

4 Pour mémoire, les Pères Fondateurs ont signé la déclaration d'indépendance, la Constitution américaine et ont participé à la Révolution américaine comme «Patriotes» désireux de s'éloigner des conflits perpétuels dans lesquels l'Europe s'enlisait lamentablement.

5 Pour rappel, Georges W. Bush a été élu deux fois de suite en 2000 et en 2004.

dans les différents conflits. Nous espérons qu'elle apportera une nouvelle perspective sur l'étude de l'évolution chaotique de la démocratie américaine comme sur la confrontation de celle-ci aux tendances bellicistes des États-Unis.

Cette introduction présente la problématique, les questions et les hypothèses de travail sur lesquelles repose notre projet. Nous y résumons le cadre théorique et l'approche méthodologique que nous comptons utiliser pour atteindre nos objectifs de recherche. Nous y exposons également les grandes lignes de la thèse. Enfin, on aura deviné que la posture éthique adoptée ici supporte le respect des valeurs de la démocratie américaine.

Les États-Unis se présentent comme une démocratie moderne et perfectible puisqu'elle est issue d'un contrat perpétuellement renégocié pour l'améliorer. Cette démocratie se veut respectueuse des droits de la personne que garantit la Constitution. Elle promeut et défend aussi l'égalité juridique des citoyens. Toutefois, et ce qui nous intéresse le plus ici, est qu'en reconnaissant les droits des individus, les États-Unis ont inventé une démocratie qui fonctionne grâce à «la conversation républicaine» qui la produit et en est le produit. Cela rend les États-Unis fondateurs des conceptions modernes et postmodernes de la communication. Ils ont été les premiers à considérer l'être humain comme maître de son destin, tant individuel que «collectif», en créant un gouvernement responsable devant l'opinion publique. Pour le faire fonctionner, les États-Unis se sont dotés d'institutions politiques reconnaissant aux médias de communication le rôle de vecteurs de l'opinion publique. C'est, séduits par cette démocratie, que plusieurs auteurs, dont Tocqueville et Baudrillard ont exprimé leur admiration pour le modèle américain. En effet, l'Amérique a été considérée par les philosophes de la fin du Siècle des Lumières et d'autres, plus près de nous, comme incarnant l'espoir de salut de l'humanité. Par certains aspects, il semble qu'elle soit parvenue à valider la doctrine du progrès et à réaliser une bonne partie du rêve des

Lumières. Elle donne l'impression d'être une terre d'accueil, une république idéale où ses habitants vivent libres de prospérer en toute liberté et égalité.

Les États-Unis semblent s'être dotés d'un mode d'organisation sociale régi par la raison, la communication, l'expression et le travail de chacun; en principe, l'héritage génétique ou ethnoculturel n'intervient pas dans le positionnement des uns et des autres sur l'échelle sociale. Idéalement, pour fonctionner dans ce pays, les citoyens interagissent en ayant recours à la négociation. Celle-ci se déroule au sein d'un processus de conversation républicaine dont l'ouverture est, en principe encore, garantie par la loi. Cette démocratie, fondée sur les valeurs fondamentales de la communication ouverte, est dotée d'une Constitution et d'une «Déclaration des droits» (*Bill of rights*) qui obligent au respect de la personne et garantissent les libertés civiles dans tous les secteurs où les voix sociales s'expriment et se font entendre. Par exemple, le premier amendement augure d'une société conversationnelle où les gens parlent en toute liberté. Comme le souligne James W. Carey (1997), les États-Unis sont une société où on argumente, discute et débat pour résoudre les conflits éventuels sans avoir à recourir à la force.

Toutefois, ce merveilleux modèle démocratique est quand même critiqué. Certains soulignent que la démocratie moderne, née en Amérique, aurait exclu, au départ, une très grande partie de la population et que «l'égalité des chances à la naissance», présentée comme l'un des piliers de cette nouvelle démocratie, serait plus un idéal, voire une expression symbolique, qu'un état de fait. Pourtant, champions de ce renouveau de la démocratie athénienne, les Américains se targuent d'être un peuple vertueux ayant réussi à la préserver, voire à l'améliorer sans cesse. C'est en tant que champions de la gouvernance démocratique qu'ils se permettent de vouloir «l'offrir» au monde entier. Selon Gérard Hugues (1999), c'est à l'époque du débarquement des Pères Pèlerins en Amérique du Nord que remonte la croyance en

son destin exceptionnel. L'Amérique se serait alors donné la mission de jouer un rôle déterminant dans l'évolution du monde!

Les travaux de Mélandri (1987, 1996) et ceux de beaucoup d'autres auteurs sur la politique étrangère américaine mettent en évidence le fait que, lors de la fondation des États-Unis, les «Pères Pèlerins» voulaient limiter leurs contacts avec les États européens qu'ils considéraient comme «décadents» parce que secoués par des guerres reliées aux religions ou au partage d'héritages entre souverains. Les *Pilgrim Fathers*, eux, ne voulaient surtout pas hériter de ces problèmes et se lancer dans des guerres absurdes. Leur souhait était de prospérer en paix en mettant sur pied un modèle de gouvernement idéal et pur. Toutefois, entre les faits et les idéaux, l'écart grandit. En effet, depuis la fondation des États-Unis, les épisodes de guerres et les crises se sont multipliés.

La conversation républicaine est progressivement devenue la cible des stratégies de guerre et des mesures de sécurité; puis elle a été ensevelie sous les couches de dispositifs contraignants que «nécessitaient» les opérations militaires. Vu la fréquence des guerres impliquant les États-Unis et, compte tenu du fait que la démocratie ne peut fonctionner qu'au travers de la discussion et de la délibération, on est amené à se demander si la démocratie a pu véritablement fonctionner dans ce pays durant les très brèves périodes de paix qu'il a connues?

Ce questionnement, évidemment, découle des critiques du modèle politique américain que de nombreuses guerres semblent avoir fait dériver. Ainsi, certains avancent que «le 'système' américain est, globalement, en difficulté - [par son bellicisme] il s'oriente dans une direction qui met fin à ses valeurs historiques

d'égalité, de liberté et de démocratie authentique.⁶» D'autres questionnent l'ambition impériale des États-Unis. Celle-ci représente une grave menace pour la population et provoquer un déficit démocratique. Tout état de guerre entraîne des mesures répressives qui restreignent considérablement la communication démocratique.

Nous allons étudier la relation entre la façon dont les États-Unis font face à ce dilemme à partir de nombreux travaux qui font mention des différents rôles que s'est donné ce pays sur la scène internationale, incluant le rôle de gardien, voire de promoteur de la démocratie. A priori, le modèle américain de la démocratie fascine beaucoup d'auteurs critiques comme Jean Baudrillard (1979) qui considère que la démocratie américaine, même si elle est imparfaite, arrive toujours à se reprendre.

À partir de travaux souvent contradictoires, nous proposons alors l'hypothèse que la démocratie américaine est surtout restée un idéal; idéal partiellement réalisé de manière imparfaite pendant les périodes de paix. Comme ce régime a connu de nombreuses guerres qui en ont suspendu la pratique, il n'a jamais pu s'épanouir pleinement.

Même si cette démocratie présente encore des imperfections majeures, on doit admettre que beaucoup d'améliorations sont survenues au cours de sa brève histoire. Il n'en demeure pas moins qu'en temps de guerres déclarées ou lors de la préparation de celles-ci, beaucoup d'ingrédients de ce régime qu'implique la relation démocratie/communication⁷ ont été et sont encore censurés ou occultés. Parmi les plus affectées des ingrédients constitutifs de la relation: communication/démocratie se

6 Noam Chomsky, *Les États manqués: Abus de puissance et déficit démocratique*, Paris, Fayard, 2007, p. 7, paru en 2006 sous le titre original, *Failed states the abuse of power and the assault on democracy*, New York, Metropolitan Books/Henry Holt.

7 L'association entre communication et démocratie sous-tend les valeurs cardinales de la démocratie américaine parmi lesquelles la liberté d'expression, la sphère publique ou la société conversationnelle, l'égalité des acteurs, liberté de la presse, etc. Nous devons cette interprétation, en particulier aux travaux de James W. Carey.

trouvent, bien sûr, la presse pourvoyeuse d'informations. Comme on le dit souvent, «l'information est la première victime des conflits». La communication démocratique suppose effectivement la participation des citoyens au sein de leur communauté et celle-ci se fait avec le concours de la presse. C'est là, un des principaux constituants du bon fonctionnement de la démocratie dont parlent, entre autres, Dominique Wolton (2004), Howard Zinn (2004a), Noam Chomsky (2007) et Al Gore (2007).

En temps de guerre, il y a une rupture entre les besoins, les droits et les valeurs fondamentales de «l'être communiquant» impliqué par l'idéal démocratique et les modalités de gestion de conflits. Cette rupture est provoquée par la suppression des moyens de communication, de la liberté d'expression et de l'égalité des citoyens dans l'accès à l'information. Pour qu'il y ait une véritable communication démocratique, la société doit être ouverte, mobile et prête aux changements. Elle doit aussi reconnaître l'égalité des citoyens, la liberté d'expression et enfin le pluralisme politique et culturel ou ethnique.

L'Histoire a montré que les régimes fascistes, nationaux-socialistes ou impérialistes sont enclins à se lancer dans des guerres pour pouvoir impunément violer les règles les plus élémentaires de la démocratie et de la justice. Ils ont exploité le fait d'être en guerre pour justifier la tyrannie et la violence asservissant leurs propres populations affolées, contrairement aux démocraties qui ne peuvent bien fonctionner que dans la paix. Dès lors, nous pouvons nous demander comment les États-Unis peuvent se présenter comme une République démocratique alors qu'ils sont dans un état de guerre récurrent pour assurer la «sécurité nationale» et la protection ou la promotion de leurs intérêts économiques?

Afin de répondre à cette question, nous avons tenté d'établir des liens entre le maintien de l'idéal démocratique, les contradictions des objectifs de la politique américaine et les prétentions hégémoniques des États-Unis. Nous nous sommes

efforcée d'évaluer l'impact des restrictions qui accompagnent la guerre au terrorisme. Pour y parvenir, nous avons pris en compte la perception de ces mesures de guerre par les opposants à l'Administration Bush (A.B.) ainsi que par les organisations citoyennes. Pour réaliser ce travail, nous avons analysé les réflexions et les propos des défenseurs du projet démocratique tels qu'émis dans des documents, des articles de journaux, des éditoriaux, des lettres à l'éditeur, dénonçant les entorses aux règles de la communication démocratique prescrites par le *Bill of rights*: liberté d'expression, liberté de protestation, de rassemblement, etc.

Nous croyons que cette stratégie de réception active, lecture critique de discours bien identifiés, nous permet d'atteindre un bon niveau de profondeur quant à la collecte et surtout l'analyse des données. En effet, notre analyse de l'éventuel maintien de l'idéal démocratique durant la GT, nous permet d'offrir une interprétation qui va bien au-delà de la déconstruction de cette guerre. Elle nous permet de relier les lignes de la politique étrangère américaine aux intérêts des élites et de mettre en évidence le fonctionnement des mécanismes idéologiques à l'œuvre. Au-delà des critiques émises de partout, l'analyse que nous faisons de la GT conduit inéluctablement à une remise en question de l'interprétation de l'histoire de ce pays. À partir du moment où l'on examine minutieusement la relation entre la politique extérieure de l'A.B. et l'évolution de sa politique intérieure, on ne peut plus considérer l'histoire des États-Unis comme étant celle d'une démocratie ayant, de temps à autre, à restreindre ses applications de la démocratie pour faire face à des conflits accidentels, mais, au contraire, comme l'histoire d'une oligarchie de *managers* qui ont besoin de conflits permanents pour ne pas se perdre en tergiversations dans les «conversations républicaines» et gérer efficacement cette entreprise impériale que sont progressivement devenus les États-Unis d'Amérique.

2. Pertinence du sujet de cette thèse au champ d'étude de la communication

Bien sûr, ce projet aurait pu être traité par d'autres disciplines que l'étude de la communication. On pense à l'histoire, aux sciences politiques ou même à la philosophie parce qu'il touche divers domaines qui appartiennent à ce champ générique. En quoi, alors, est-il davantage relié à la communication? Pour de nombreux communicologues comme James W. Carey, Paul Attallah, René-Jean Ravault, Lucien Sfez, ou Dominique Wolton, la démocratie moderne est issue de pratiques communicationnelles qui la sous-tendent et qui lui permettent de fonctionner. Comme le précisent, si bien, ces autres communicologues que sont, Janet Wasko et Slavko Splichal (1993) la relation entre communication et démocratie est mutuelle et réciproque:

Les communications et la démocratie impliquent deux conditions interdépendantes: la démocratisation de la société et la démocratisation de la communication. Les communications démocratiques sont ce sur quoi reposent la culture et le système politique démocratique, «la démocratie en général»; inversement, un environnement démocratique est également indispensable à la démocratisation des communications.⁸

De plus, Wasko et Splichal insistent: l'étude du rapport communication/démocratie convoque celle des médias et de la presse. Pourtant, la démocratie dépend aussi d'autres formes d'organisation de la société qui relèvent de l'étude et de la pratique d'autres aspects de la communication. Dans la Grèce antique, la conception de la démocratie était fondée sur quatre présupposés provenant de la *Sphère de la communication*:

⁸ Janet Wasko, Slavko Splichal, *Communication and Democracy*, USA, Ablex Publishing Corporation, 1993, p. 3 (traduction libre de: «Communications and democracy implies two related considerations: democratization of society and democratization of communication. Democratic communications are the basis of any democratic culture and political system, or "general democracy"; however a democratic environment is also necessary for democratization of communications themselves.»)

1. Les citoyens sont bien informés.
2. Généralement la politique les intéresse, le processus de socialisation y veille!
3. Ils ont des droits de parole égaux et ils participent tous aux prises de décisions.
4. Toutes les décisions sont soumises à des débats publics.⁹

L'insertion des «citoyens communiquant» dans l'espace public a retenu l'attention de penseurs qui la considèrent comme la condition *sine qua non* de la véritable démocratie. Elle n'est possible qu'avec la participation de tous. Étant donné que la démocratie suppose l'expression d'opinions divergentes, un gouvernement démocratique doit promouvoir l'égalité politique et la participation citoyenne dans les affaires publiques comme dans la prise des décisions. James W. Carey (1997) souligne ainsi que la démocratie dépend des formes de communication par lesquelles nous conduisons notre vie politique et que la communication génère les tendances centrales ou les principales aspirations des politiques démocratiques.

Pour Dominique Wolton (2005), la communication ne relève pas seulement de la culture sociale, mais aussi de la culture politique qui l'a mûrie pendant des siècles. Sa survie, maintenant, dépend des rapports humains et sociaux. «Il faut une société mobile, ouverte, tournée vers le changement, qui privilégie l'initiative, sépare le religieux du politique et du militaire, reconnaît la singularité et l'égalité des sujets, le droit à s'exprimer, la liberté d'opinion et finalement le pluralisme politique.¹⁰» La communication signifie plus que l'information, elle se définit par la volonté de communiquer et de vivre avec les autres. Cette communication n'est possible que dans la mesure où les gens se reconnaissent libres et égaux, et c'est en cela qu'il nous semble légitime de relier la démocratie aux conceptions américaines de la communication qui se retrouvent dans la notion de «conversation républicaine.¹¹»

9 Janet Wasko, Slavko Splichal, 1993, p. 5 (traduction libre de: «Citizens are well informed. Citizens are interested (as a consequence of socialization processes) in general politics. Citizens have equal rights to speak and participate in decision making. All decisions are submitted to public discussions.»)

10 Dominique Wolton, 2005, p. 26.

11 René-Jean Ravault, in Lucien Sfez, 1993, p. 72-86.

D'autres liens entre communication et démocratie sont évoqués par des penseurs tels que John Dewey ou Jürgen Habermas. Tous deux maintiennent que la solidité d'une démocratie repose sur la capacité d'un État à garantir la participation de tous ses citoyens à la communication intersubjective. Partant de la formule de John Locke, reprise par Abraham Lincoln, et selon laquelle toute démocratie doit être «formée par et pour le peuple», Jürgen Habermas (1997) suggère que, pour avoir une communication représentative, «la pratique d'autodétermination des citoyens qui aspirent au bien commun et qui se comprennent comme les membres libres et égaux d'une communauté de coopération autogérée¹²» est nécessaire. Wolton (2004) poursuit un raisonnement semblable selon lequel: communiquer, c'est être libre et reconnaître l'autre comme son égal. Selon lui, la communication démocratique est inséparable de la liberté et de l'égalité des «acteurs communiquant».

L'examen des liens entre communication et culture supporte aussi l'idée que la communication est le *sine qua non* de la démocratie. John Dewey (1939) avançait déjà que la démocratie dérive de l'esprit de communauté et du potentiel communicationnel sans lesquels les sociétés n'arriveraient pas à se créer, se maintenir et se transformer. Reprenant l'argument de Dewey¹³, Carey insiste sur le fait que la communication permet de partager des expériences, des attitudes et des opinions dans le dessein d'aboutir démocratiquement à la réalisation d'un but commun.

On a tendance à croire que l'étude de la communication se focalise sur les moyens de communication, qu'il s'agisse des nouvelles technologies ou des médias de masse, etc. Ici, toutefois, notre enquête porte sur les différentes étapes à travers lesquelles les structures, les cultures, et «les réalités communicationnelles», comme dirait Lee Thayer (1968), sont introduites, maintenues et modifiées par les élites au

12 Jürgen Habermas, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Gallimard, 1997, p. 291.

13 John Dewey, cité dans James Carey, *Communication As Culture, Essays on Media and Society*, Boston, Unwin Hyman, 1989, p. 110.

pouvoir. Cette étude porte donc sur la façon dont ces dernières tentent d'influencer l'opinion mondiale et nationale pour défendre ou promouvoir leurs intérêts. De nombreuses recherches ont déjà souligné que, durant les périodes de guerre, les structures démocratiques sont altérées; les gouvernements s'estimant contraints de recourir à la dissimulation, au contrôle de l'information et à la censure. On se demande alors de quelle marge de manœuvre jouissent les Américains durant les périodes de guerre. En d'autres termes, on veut connaître ici l'incidence du fait que les États-Unis aient été souvent en guerre - et surtout qu'ils soient rentrés dans une guerre perpétuelle contre le terrorisme - sur les possibilités de persistance de la «conversation républicaine» sans laquelle l'idéal démocratique ne peut être réalisé.

Par ailleurs, en plus de porter essentiellement sur l'étude de la communication politique dans la démocratie américaine en temps de guerre, d'autres phénomènes qui relèvent aussi de ce champ sont aussi convoqués dans les dimensions essentielles de ce travail. D'abord et avant tout, cette thèse illustre comment notre propre perception de l'histoire des États-Unis ainsi que le jugement que nous lui portons ont été profondément affectés par l'étude que nous avons faite des conséquences de la GT, conçue et menée par l'A.B., sur le fonctionnement des communications démocratiques en Amérique. Le fait que nous ayons inversé notre hypothèse de départ: «l'histoire d'une démocratie perturbée par des conflits accidentels» pour en arriver à la croyance que «l'histoire de ce pays est celle d'une oligarchie de gens d'affaires qui comptent sur un état de guerre perpétuel pour rester au pouvoir, augmenter leurs avoirs, tout en facilitant le fonctionnement efficace du capitalisme sauvage», constitue pour nous une révolution paradigmatique¹⁴ qui relève de l'étude de la communication épistémologique ou scientifique.

¹⁴ Telle que cette notion est envisagée par Thomas Kuhn dans: *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983, p. 2 (original USA 1962).

L'étude de la communication est donc fortement impliquée dans cette thèse à trois niveaux, du plus banal au plus sophistiqué:

-1) L'étude de pratiques, d'institutions et de moyens de communication tels que la conversation républicaine, les sondages, la presse, ainsi que ses aspects juridiques tels que le droit d'expression, le droit d'accès à l'information, etc.

-2) L'étude des liens de réciprocité mutuelle entre communication et démocratie et la façon dont ils sont espérés au niveau des idéaux, et sont mis en pratique dans la vie quotidienne, compte tenu des contraintes techniques en temps de paix et politiques lors des conflits en cours ou en préparation.

-3) L'étude du fonctionnement de la perception et du jugement de la chercheuse face au phénomène observé: la place et l'incidence de la GT de l'A.B. dans l'histoire de la communication démocratique aux États-Unis.

3. Plan de la thèse

Dans la première partie de la thèse, nous exposons sa problématique, son cadre théorique ainsi que l'approche méthodologique que nous avons retenue. Cette partie est consacrée au cadre de la recherche et à une revue critique de la littérature abordant le concept clef de communication démocratique. Et c'est là ce que nous sommes en train de faire, ici, dans cette introduction. Ensuite, le premier chapitre met en lumière les conceptions de la communication qui sous-tendaient l'idéal de la démocratie américaine à ses débuts. Pour ce faire, nous nous sommes référés aux travaux de penseurs tels qu'Alexis de Tocqueville, Hannah Arendt, James W. Carey, Jean Baudrillard, Jürgen Habermas, Paul Attallah, René-Jean Ravault. La plupart d'entre eux décrivent l'idéal démocratique comme étant fondé sur un contrat social qui est négocié en pratiquant «la conversation républicaine». Ce rituel communicationnel implique l'égalité des conditions légales et politiques des citoyens qui y participent. Nous soulignons aussi, dans ce premier chapitre, la contribution des Pères Fondateurs, James Madison et Thomas Jefferson qui insistent sur l'accès des citoyens

à l'information, sans lequel ils ne parviendraient pas à participer à la gouvernance démocratique du pays.

Alors que le premier chapitre tend à énoncer les attributs communicationnels de l'idéal démocratique américain, le second tente de faire le tour des inévitables imperfections de ce système en temps de paix. À partir des travaux de chercheurs engagés tels que Howard Zinn, Edward W. Saïd, Noam Chomsky, James W. Carey, etc. nous cherchons à mettre en évidence le fait que, malgré des progrès considérables, comme l'admission des Noirs et des femmes sur la scène politique, la démocratie américaine connaît des problèmes inhérents à sa conception. Il existe, au sein même des pratiques communicationnelles, des forces qui concourent à limiter ses prétentions démocratiques. Nous commençons ce second chapitre par l'étude des entraves au bon fonctionnement de la démocratie directe en temps de paix et nous le terminons par l'examen de la façon dont elle est devenue une démocratie représentative, en soulignant comment les groupes de pression et les experts de l'opinion publique ont, plus ou moins, court-circuité ce processus.

En partant du modèle de la conversation républicaine (Carey, 1995), nous montrons comment du débat rationnel éclairé entre citoyens égaux¹⁵, on est passé à la fabrication de l'opinion publique par les médias de masse. Ces derniers ont la capacité de contrôler les nouvelles dignes d'être rapportées (*agenda setting*) et par là même, d'orienter l'opinion publique. De même, les sondages, loin de refléter l'opinion publique générale ne font qu'amplifier les réactions d'un échantillon de la population à des questions qui ne préoccupent que des membres de l'*Establishment*. Pour terminer, nous comptons faire état du recul de la démocratie devant ce qui ressemble fort à une «dictature» du progrès, de l'expertise et de l'argent. C'est effectivement à ce type de constat que mènent d'une part, la théorie habermassienne

15 Paul Attallah insiste beaucoup sur cet aspect dans son manuel, *Théories de la communication: histoire, contexte, pouvoir*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, p. 29.

de la sphère publique qui insiste sur la détérioration de la démocratie dans la société moderne et, d'autre part, les travaux de Chomsky sur le pouvoir et le contrôle des sociétés contemporaines par l'*Establishment*. Ce constat est aussi renforcé par certains travaux de Carey sur le court-circuitage de la conversation républicaine par les experts de l'opinion publique¹⁶.

Si les deux premiers chapitres visent à souligner qu'en temps de paix la démocratie est défectueuse parce qu'elle déroge à ses principes de base (égalité, liberté), le troisième cherche à démontrer que la situation se dégrade radicalement lors des guerres.

Dans ce troisième chapitre, nous procédons à l'analyse des restrictions des pratiques communicationnelles démocratiques (droit de parole et liberté de presse) en temps de guerre. Nous voulons y démontrer l'impraticabilité de la «conversation républicaine» en de telles circonstances. En suivant une approche chronologique de conflits de différents niveaux, nous analysons les stratégies «anti-communication» qui sous-tendent les mesures législatives conçues par les détenteurs du pouvoir afin de faire face aux conflits. Nous recensons les entorses au fonctionnement de la communication dans la démocratie américaine qu'il s'agisse de la suspension de l'*habeas corpus*¹⁷, des empiétements sur les libertés civiles et d'autres mesures «anticommunication» s'inscrivant dans des stratégies de déception systématique, proposées par les détenteurs du pouvoir. Nous concluons qu'alors, les mesures prises pour triompher militairement ont provoqué la débâcle des libertés civiles.

Dans le dernier chapitre de cette première partie de la thèse, nous insistons sur la quasi-permanence de l'état de guerre aux États-Unis. Nous y démontrons que, depuis

16 On consultera les travaux de Walter Lippmann sur l'Opinion publique en 1922.

17 L'*Habeas corpus* est une loi anglaise votée en 1679 qui interdit toute arrestation arbitraire. Il s'agit d'une procédure essentielle qui permet aux détenus de contester la légalité et les conditions de leur détention devant une juridiction indépendante et impartiale.

la création de ce pays, les périodes de paix y sont très brèves puisqu'aux conflits proprement dits, suivent des périodes de crainte d'un autre conflit ou d'une autre attaque. Nous nous interrogeons alors sur la compatibilité de la conversation républicaine et des exigences démocratiques qui la fondent ou qui en découlent avec l'état de guerre réelle ou anticipée qui semble presque toujours prévaloir en Amérique. Répondant à cette interrogation, Rodrigue Tremblay (2004) et Maurice Lemoine (2004) soutiennent que l'idéologie démocratique américaine, souvent prise pour un «modèle de démocratie universelle», ne serait qu'un instrument de légitimation symbolique de la poursuite - par tous les moyens - de ce qui peut satisfaire les intérêts de la classe dominante. Ainsi, en nous intéressant au phénomène de la guerre et en utilisant des exemples de conflits, nous souhaitons montrer qu'en inventant de bonnes causes de conflits ou en maintenant les États-Unis dans un état d'alerte constant contre des dangers externes, l'élite alimente et maintient la peur constante de la guerre. Dans un tel contexte de tensions perpétuelles, il nous semble légitime de nous demander, à la fin de cette première partie de la thèse, si la démocratie américaine peut fonctionner dans ses brèves et rares périodes de paix?

La deuxième partie de la thèse vise à démontrer que si on avait de bonnes raisons de douter de la possibilité réelle du fonctionnement de la démocratie en Amérique, l'arrivée de George W. Bush au pouvoir en l'an 2000, balaie ce doute du revers de la main et apporte la certitude que les États-Unis ne sont pas la démocratie communicationnelle qu'ils prétendent être. Malgré les réticences des organisations civiles et de l'opposition, en moins d'un an, Bush parvient à instaurer un état de guerre perpétuelle au terrorisme.

Dans l'introduction de la deuxième partie, nous commençons par analyser les stratégies de la GT développées par les Néoconservateurs sous Nixon, Reagan, George H. Bush et surtout Georges W. Bush. Nous présentons les idéologies à l'œuvre derrière la quête perpétuelle de conflits, en partant des années 1970 pour

arriver à la lutte contre le terrorisme, telle que pratiquée par l'A.B.. Nous mettons l'accent sur la politique de guerre de cette dernière dans les régions pétrolifères et de minerais de métaux rares entourant le Golfe Persique du Moyen-Orient à l'Asie Mineure. Nous recourons aux discours des principaux membres de l'A.B., en particulier Dick Cheney, Richard Perle, Paul Wolfowitz, ou encore Condoleezza Rice pour souligner les orientations idéologiques qui président à ces guerres. Nous présentons ensuite une analyse des stratégies gouvernementales visant à contrer le terrorisme, en nous penchant sur les mesures «anti-communication» officielles d'abord, puis sur les mesures cachées qui ont été peu à peu révélées et qui visent aussi à contrer la pratique de la conversation républicaine.

Cette seconde partie, où nous analysons les stratégies «anti-communication» de l'A.B., est divisée trois chapitres. Dans le premier, nous faisons l'analyse des restrictions de l'expression et de la communication individuelle. Dans le suivant nous analysons les rapports qu'ont entretenus le gouvernement et la presse. Enfin, dans le troisième, nous analysons les résistances des acteurs sociaux tels que nous avons pu l'appréhender au travers des comptes rendus de débats provenant de la sphère publique. Cette partie traite des tentatives de poursuite du projet démocratique caractérisées par la résistance d'acteurs engagés aux entraves à la communication engendrées par la GT. Pour illustrer ces tentatives de résistance, nous nous référons à des procès et à des enquêtes sur des événements plus ou moins liés aux attentats du 11 septembre 2001.

Enfin, dans la troisième et dernière partie de la thèse, nous montrons comment la GT a contribué à changer radicalement la perception que l'on pouvait encore avoir de l'histoire des États-Unis; la faisant passer de celle d'une démocratie exemplaire, perturbée par quelques conflits accidentels à celle d'une oligarchie de *managers* qui ont besoin d'une guerre perpétuelle pour assurer leur maintien au pouvoir et la satisfaction de leurs intérêts financiers avec le plus d'efficacité possible, ce qui veut

dire: sans avoir à s'encombrer de la pratique démocratique de la conversation républicaine.

4. Une stratégie de recherche inspirée de celle de l'historien

Le sujet est immense. À peine l'a-t-on formulé qu'on le voit se subdiviser selon des catégories et dans des directions multiples, infinies.¹⁸

La section précédente a été consacrée à la définition des balises et des bases théoriques comme à la fixation des lignes directrices de notre recherche. Dans cette partie, nous comptons définir les divers éléments de la méthodologie qui encadrent notre travail, ainsi que notre propre positionnement par rapport à notre objet d'étude.

Dans cette analyse de la mise en pratique de l'idéal démocratique dans la sphère des communications politiques américaines, nous avons tenté, avec une flexibilité que nous empruntons à Tzvetan Todorov, de traiter de quelques épisodes guerriers. Nous nous sommes surtout concentrée sur la GT durant l'A.B., «parce qu'on ne peut pas parler de tout à la fois, pour commencer une recherche qui ne pourra jamais être terminée.¹⁹»

Mais comment en parler? Du temps de Socrate, l'orateur avait l'habitude de demander à l'auditoire quel était son mode d'expression, ou genre, préféré: le mythe, c'est-à-dire le récit, ou l'argumentation logique? À l'époque du livre, on ne peut laisser cette décision au public: le choix a dû être fait pour que le livre existe, et on se contente d'imaginer, ou de souhaiter, un public qui aurait donné telle réponse plutôt que telle autre; et aussi d'écouter celle que suggère ou impose le sujet lui-même.²⁰

Nous avons donc tenté, ici, d'adopter une approche d'historien limitée aux documents présentement accessibles. Nous faisons appel aux travaux d'historiens tant

18 Tzvetan Todorov, *La conquête de l'Amérique: la question de l'autre*, Paris, Seuil, 1982, p. 11.

19 Tzvetan Todorov, 1982, p. 11.

20 Tzvetan Todorov, 1982, p. 11-12.

américains qu'étrangers. Notre approche part d'une posture épistémologique interprétative, intégrée dans une démarche essentiellement qualitative dans l'espoir de faire des avancées quant à la compréhension du fonctionnement des communications politiques d'une démocratie très souvent en guerre. En d'autres termes, nous croyons avoir fait une analyse herméneutique²¹ de l'idéal démocratique américain.

Nous avons choisi de raconter une histoire un peu comme l'a fait Todorov à propos de *La conquête de l'Amérique*. Nous examinons la conception de la démocratie américaine, ses liens avec les pratiques communicationnelles surtout lorsque ces dernières sont confrontées à des restrictions dans des contextes de paix et de guerre. Dans cette recherche alternent donc, comme le dit si bien Todorov,

Un peu comme dans un roman, les résumés, ou vues d'ensemble sommaires; les scènes, ou analyses de détail farcies de citations; les pauses, ou l'auteur commente ce qui vient de se passer; et, bien entendu, de fréquentes ellipses, ou omissions: mais n'est-ce pas le point de départ de toute histoire?²²

«La structure du récit est d'ordre logique. La recherche des causes et l'administration de la preuve incitent l'historien à valoriser la recherche des faits et des indices qui le conduiront à des conclusions plus ou moins fondées.²³» À partir de là, pour répondre à notre question principale, nous essayons d'établir les rapports entre la mise en pratique de l'idéal démocratique et les épisodes guerriers ou plus simplement entre les vœux de la démocratie et les exigences de la sécurité.

21 L'herméneutique permet de saisir la signification d'une action ou d'une énonciation en la rapportant aux discours et au point de vue d'où elle provient. Elle permet de faire ressortir une connaissance qui correspond à l'expérience humaine. Dans le cadre de l'analyse herméneutique de l'idéal démocratique, nous voulons interpréter et comprendre les valeurs démocratiques américaines. Nous commencerons par analyser les conceptions théoriques de la communication qui sous-tendent l'idéal de la démocratie américaine à la naissance et articuler sa signification pour la culture américaine dans le passé et le présent. L'un des tenants de cette approche est le philosophe allemand Hans-Georg Gadamer (*Truth and Method*, London, Sheed & Ward, 1975).

22 Tzvetan Todorov, 1982, p. 12.

23 Joel Guibert et Guy Jumel (dirs.), *La socio-histoire*, Paris, Armand Colin/VUEF, 2002, p. 15.

Par cet aperçu historique, nous essayons de démontrer qu'il existe un rapport entre les épisodes de guerre et les périodes de crise de la démocratie américaine. D'une part, on retrouve la prétention des États-Unis d'être le modèle par excellence de la démocratie. De l'autre, on retrouve l'Amérique, en proie à des crises antidémocratiques, gouvernée par un petit groupe qui gère les affaires politiques et qui poursuit une politique étrangère répondant à des intérêts économiques et politiques très particuliers.

Notre recherche historique nous permet de décrire, d'analyser et d'expliquer des événements à travers le temps. Ainsi, des événements spécifiques sont identifiés, puis décrits en fonction de caractéristiques particulières. Nous nous inspirons des journalistes ayant identifié des faits qui, à leurs yeux, illustrent le respect ou le non respect de la communication en tant qu'instrument de construction et de réalisation de la démocratie. Nous essayons aussi de faire, avec prudence, le va-et-vient entre les théories et les événements sociaux, tout en nous souvenant que ...

Les historiens prennent leurs distances face aux autres sciences et délimitent un territoire restreint, mais spécifique à leurs travaux. Face aux sciences qui recherchent la construction de lois, dont l'objet est de ce fait la répétition, la régularité des phénomènes, l'histoire se pose comme une discipline idiographique, à la recherche du particulier, du singulier, de ce qui ne se reproduit pas, laissant aux sciences nomothétiques le soin de découvrir les lois de la nature.²⁴

Donc plutôt que de rechercher des constantes, des invariants, etc. nous suivrons l'approche historique qui comporte un degré de comparaison, dans la mesure où la chercheuse doit confronter de manière chronologique des événements dans le temps.

La recherche historique consiste à utiliser, de façon optimale, les données pertinentes pour tenter de comprendre un événement, une conjoncture. Selon Todorov (1982), même des sources douteuses peuvent s'avérer pertinentes: «lorsqu'un auteur

24 François Dossé in Joël Guibert et Guy Jumel (dirs.), 2002, p. 6.

se trompe ou ment, son texte n'est pas moins significatif que quand il dit vrai; l'important est que le texte soit recevable par les contemporains, ou qu'il ait été cru tel par son producteur. De ce point de vue, la notion de 'faux' est non pertinente.²⁵» Cette stratégie fait appel à des processus interprétatifs différents conduisant à des univers de croyances différents. Dans ce cas, la notion de faux devient ce qui est erroné, non dans l'absolu, mais dans l'univers de croyance de l'interprétant ou celui du producteur, pour paraphraser Todorov.

Pour nous permettre de cerner la compréhension du fonctionnement d'une démocratie en guerre, nous avons fait une analyse historique de l'idéal démocratique américain et de ses relations avec les pratiques de communication. Nous avons ensuite tenté de découvrir ses limites lorsque sa réalisation est confrontée à certaines restrictions, surtout dans ses pratiques communicationnelles, et ce, dans des contextes de paix comme de guerre. Cette approche qui épouse les traits d'un récit permet aussi d'exposer «la dimension diachronique de l'histoire, le déroulement des événements, l'exposé des faits, l'enchaînement des situations. Il s'attache à exposer la conjoncture, à rechercher les circonstances, à établir des chronologies, à traduire les chaînes causales.²⁶»

Notre travail comporte trois périodes. Une période qui constitue une partie de notre cadre théorique, traite de l'histoire de la démocratie américaine perturbée par des conflits accidentels depuis sa fondation, c'est-à-dire depuis l'arrivée des premiers colons à bord du Mayflower (qui ont signé le *Mayflower's compact* avant de débarquer au Cap Cod), jusqu'à la fin de l'Administration du Président Clinton. L'autre période va de 2000 à 2006, jusqu'à l'ouragan Katrina. Paradoxalement, ce sont les caprices de la nature et non le constat des erreurs de l'A.B. sur le plan politique international qui en ont eu raison. Pour l'opinion publique, le Président

25 Tzvetan Todorov, 1982, p. 72.

26 Joël Guibert, Guy Jumel (dirs), 2002, p. 15.

G.W. Bush s'est montré indifférent et insensible face à cette catastrophe naturelle. Dans l'ambiance de contestation que cet événement a suscitée, beaucoup de citoyens ont commencé à douter des capacités de ce Président. Mais aussi et, avant tout, nous avons retenu 2006 pour des raisons très pratiques, il fallait bien nous arrêter quelque part! 2006 est donc aussi le moment où nous avons commencé la rédaction de cette thèse et donc arrêté de collecter les données qui l'ont informée. Certes, comme ce travail nous a pris quatre années, nous sommes restée attentive aux événements qui ont suivi, et, sans les inclure dans notre travail, nous ne pouvons pas prétendre y être restée indifférente puisqu'ils nous ont plutôt confortés dans nos prises de position.

Pendant la période 2000-2006, nous avons examiné les restrictions que Bush a amenées sur les plans juridique et politique au cours de ses deux mandats. Nous nous sommes efforcée de trouver et d'examiner tout ce qui touche de façon directe ou indirecte au fonctionnement de la communication démocratique au cours de cette période et qui a été affecté par les mesures liées à la GT de l'A.B.. Ainsi, nous avons cherché et analysé des documents, des articles de journaux, des éditoriaux, des lettres à l'éditeur et des discours officiels qui témoignent des entorses aux libertés assurées par le *Bill of rights*. Cette loi garantit les libertés d'expression, de rassemblement, de protestation, etc. sans lesquelles la communication démocratique ne peut fonctionner de façon adéquate.

Ensuite, après avoir minutieusement examiné la façon dont l'A.B. a fait face au dilemme «contraintes démocratiques/exigences sécuritaires», en lançant et poursuivant sa GT, en revenant sur la première période étudiée et donc sur les deux premiers siècles de l'histoire des États-Unis, nous nous servons de cette approche historique pour justifier qu'après l'A.B. et ses excès, il est tout à fait possible de revoir l'histoire de cette hyperpuissance comme celle d'une oligarchie perpétuellement en guerre pour toutes les raisons que nous avons déjà maintes fois

évoquées et que nous ne manquerons pas de rappeler à propos du choix de notre méthodologie.

5. La méthodologie

Pour assurer la pertinence d'une méthode plutôt qu'une autre, il nous faut rappeler «le pourquoi», l'objectif de notre travail. Il consiste, bien sûr, à répondre aux principales questions de la thèse qui sont:

- 1) Quels sont les liens qui ont été faits entre communication et démocratie?
- 2) Les États-Unis, autoproclamés démocratie modèle, ont-ils bien respecté ces liens en temps de paix comme en temps de guerre?
- 3) En particulier, quel sort l'A.B. a-t-elle réservé à la conversation républicaine en lançant et menant sa GT? Et, enfin, à partir des réponses apportées à ces trois premières questions, nous ne pouvons pas ne pas nous poser l'ultime question suivante:
- 4) Comme les États-Unis sont fréquemment en guerre et semblent toujours se préparer à en faire une autre, interpellée par les réflexions de plusieurs auteurs critiques, nous nous demandons ici, avec eux, si cette grande puissance est bien une démocratie qui a été souvent obligée d'avoir recours aux armes pour assurer sa sécurité ou si, au contraire, les dirigeants de ce pays, associés à une oligarchie d'entrepreneurs pragmatiques obsédés par la poursuite de leurs intérêts politico-économiques ne considèrent pas «la conversation républicaine» (sine qua non de la démocratie) comme une dysfonction et entretiennent délibérément un état de guerre permanent qui leur permet de justifier la promulgation de «mesures visant à assurer la sécurité du pays» et qui, de ce fait, court-circuitent ou restreignent considérablement la pratique de la conversation républicaine qu'ils abhorrent. La communication démocratique est alors réduite à l'état de symboles ou de discours inopérants qu'ils récupèrent comme argument de persuasion décisif dans l'articulation de leurs

stratégies de relations publiques destinées à séduire le bon peuple américain et les inconditionnels de «l'hyperpuissance» à l'étranger.

Notre réponse à ces quatre questions qui se succèdent et se complètent pour formuler la 4^e - qui constitue l'ultime thèse de cette dissertation - est que si, jusqu'en l'an 2000, il était très difficile de répondre catégoriquement à cette question, la déclaration de la guerre permanente au terrorisme par l'Administration néoconservatrice de George W. Bush, nous amène à opter pour l'interprétation de l'histoire des États-Unis comme étant celle d'une oligarchie impériale plutôt que de continuer à supporter la thèse de la démocratie communicationnelle. Pour arriver à ce constat, à cette ultime thèse, il nous a fallu suivre trois démarches qui, sur le plan de la méthode, font appel à l'analyse de différents types de documents. Ces trois démarches ont pour but de démontrer...

1) que, sur un plan conceptuel, beaucoup de penseurs et d'acteurs politiques ont mis en évidence l'existence de liens incontournables entre les notions de démocratie et de communication. Ainsi, pour se dérouler correctement «la conversation républicaine», - par laquelle le contrat social, la Constitution de 1789 et ses amendements sont perpétuellement renégociés pour assurer le bon fonctionnement du régime démocratique -, implique le respect de principes démocratiques fondamentaux tels que l'égalité, la liberté d'expression des citoyens, l'habeas corpus, etc. L'étude des difficultés rencontrées dans la mise en pratique de cet idéal aussi bien en temps de paix que durant les conflits conforte fortement l'existence des liens qui unissent la communication à la démocratie et réciproquement.

2) - A - qu'en temps de guerre, les contraintes qui restreignaient la réalisation des idéaux de la communication démocratique, en temps de paix, se sont considérablement amplifiées.

- B - que les mesures de guerre prises par l'A.B. sur la scène nationale durant la GT en Afghanistan et en Irak ont stoppé la pratique de «la conversation républicaine», pourtant SINE QUA NON de la démocratie, tant vantée chez l'occupé.

3) que les comportements «anti-communication démocratique» auxquels le Président G.W. Bush et ses conseillers Néoconservateurs se sont grossièrement livrés ont été régulièrement pratiqués, de façon plus subtile et plus habile, tout au long de l'histoire des États-Unis. Les excès de l'A.B. ayant pour principale conséquence de les avoir tellement mis en relief qu'il n'est plus possible de ne pas les prendre en compte dans notre perception et notre évaluation de l'histoire de ce grand pays.

Notre étude est donc une réflexion théorique comparant le fonctionnement de la conversation républicaine en temps de paix à ce qu'il reste de ce régime et de ses pratiques communicationnelles en temps de guerre et plus particulièrement durant les débuts de la guerre au terrorisme déclarée par l'Administration du Président Bush en 2001. Nous avons étayé notre approche sur les recherches et les réflexions d'auteurs critiques ayant abordé ce sujet ou ses principales dimensions. En ce qui concerne l'analyse des mesures de guerre prônées par l'A.B., nous avons fait référence à des débats retrouvés dans les articles de journaux publiés entre 2000 et 2006. En fait, c'est le raisonnement critique qui constitue la part la plus importante de ce travail et il repose sur une documentation qui ne peut être exhaustive, la tâche serait surhumaine, mais aussi ample et diversifiée que possible.

6. Le corpus étudié

Notre corpus est particulièrement dense et hétérogène, il se divise en trois parties:

1) pour l'analyse historique de la conception moderne de la démocratie américaine, nous avons rassemblé de nombreux textes et documents rédigés par des

intellectuels, des politologues, des communicologues, des philosophes qui traitent l'idéal démocratique;

2) ensuite, nous avons utilisé la presse américaine, ainsi que de nombreux ouvrages rédigés par des journalistes et des historiens pour étudier la guerre au terrorisme de George W. Bush. Puis,

3) pour finir, nous avons utilisé des articles de journaux provenant de multiples sources (nationale et internationale) ainsi que des documents disponibles sur internet ainsi que des thèses et des mémoires portant sur la politique étrangère américaine.

- Les documents philosophiques et historiques

Bien que nous empruntions les idées de plusieurs universitaires, philosophes, politologues et des penseurs engagés parmi lesquels Neal Reimer (1967), Irvin Kristol (1972), William R. Brock (1974), Noam Chomsky (2002), Mike Davis (2002), Alain Bertho (2003), Eric Klineberg (2004), Hudson William E. (2004), Robert E. Denton (2005), Daniel Boorstin (1981), Anne-Marie Gingras (2006), etc. dans le cadre de notre recherche, nous avons priorisé les théories ou concepts de plusieurs auteurs qui nous permettent d'étayer notre grille théorique.

Enfin, nous avons retenu aussi des ouvrages traitant de la communication démocratique et des modifications de la démocratie américaine occasionnées par d'importants événements qui ont ponctué l'histoire américaine. Nous avons aussi utilisé les travaux d'historiens des États-Unis, tels que Daniel Boorstin (1987), André Kaspi, Pierre Melandri (1996), Samuel Eliot Morison, Howard Zinn (2003, 2004a, 2004b), Élise Marienstras (1991), Bernard Vincent (2001), Ralph B. Levering, Gérard Hughes, etc. Les études de Gérard Chaliand (2004), sur la persuasion de masse, constituent aussi, pour nous, un repère important pour mieux saisir les notions de manipulation de l'opinion publique. L'auteur s'interroge sur la persuasion de masse utilisée dans les enjeux de la guerre moderne. Il nous fournit des indices sur

l'assentiment du public américain relativement aux lois antiterroristes promulguées par l'A.B. Il est évident que, dans le contexte de la sécurité nationale, nous nous sommes inspirée d'études qui soulignent l'impact négatif des mesures de guerre sur la population civile et sur l'opinion publique.

Pour illustrer certaines défaillances de la démocratie en temps de paix, nous avons retenu les travaux d'Habermas (1987) sur la transformation structurelle et la crise de légitimation. Ils présentent les aspects négatifs d'une conception politisée de la vie sociale quotidienne. Par exemple, les dialogues rationnels des citoyens entre eux et avec l'État ont été remplacés par des échanges systémiques et stratégiques régis par le pouvoir.

D'autres travaux de philosophes et de chercheurs tels que Annah Arendt (1972), Bruno Tertrais (2004), Alain Bertho (2003) sur le concept de guerre et son influence sur la démocratie et l'espace public sont utilisés dans notre analyse. Par ailleurs, comme les travaux de Slavko Splichal et Janet Wasko (1993) insistent sur l'importance des libertés civiles et de la démocratie participative, ils nous aideront à déterminer les conséquences des mesures de guerre sur le régime démocratique. Les théories de Chomsky sur les médias et la démocratie ont amplement influencé notre posture dans cette dissertation. L'utilitarisme de Bentham (1931, 1969) est fondé sur une prémisse pragmatique qui préconise d'entreprendre des actions profitables au plus grand nombre. Si, à priori cette philosophie semble démocratique par l'évocation des intérêts du plus grand nombre on constate aussi que, d'une certaine façon, elle peut rationaliser les actions des oligarques et du gouvernement qui les sert dans le cadre de la guerre au terrorisme. Bentham nous aide donc à mieux comprendre la logique qui sous-tend les restrictions des pratiques communicationnelles ainsi que les empiétements sur les libertés civiles, de même que les enjeux opérationnels et stratégiques qui se cachent sous le sceau de secret.

Nous avons aussi relevé les ouvrages traitant des discours idéologiques invoqués pour justifier la position des administrations présidentielles tant à l'intérieur que sur la scène internationale, de l'Indépendance à nos jours, qu'il s'agisse des mythes fondateurs de la nation américaine, de la destinée manifeste et de l'exceptionnalisme. Ces auteurs s'interrogent sur l'origine de l'exceptionnalisme américain et comment celui-ci s'est forgé et s'est perpétué à travers les siècles. Tous partent d'un point de vue historique, mais les ouvrages de Howard Zinn, Vincent Deportes et Nicole Guétin qui regorgent de comparaisons avec la politique américaine actuelle, se placent dans une dimension plus sociopolitique qui s'avère plus pertinente à notre démarche.

Notre approche consiste principalement à extraire de ces documents, des arguments pouvant mettre en valeur les constances et les récurrences susceptibles de montrer les relations entre les périodes de crise de la communication démocratique américaine et les épisodes guerriers que les États-Unis ont traversés. Nous croyons qu'il est essentiel de trouver des liens entre les politiques étrangères de ce pays et les fluctuations affectant la réalisation de son idéal démocratique.

Certains auteurs américains consultés suggèrent que ce sont les théories de la «Destinée Manifeste» qui poussent les États-Unis à faire la guerre. Elles impliquent la manipulation des informations pour justifier la guerre et le mépris des libertés civiles dans sa poursuite. Mais nous n'avons pas voulu nous cantonner seulement aux ouvrages américains. Pour avoir une vue plus diversifiée, nous avons élargi notre quête de documents pour poursuivre notre analyse selon un agencement thématique susceptible de faire ressortir des persistances et des récurrences dans les faits, les narrations et les discours.

Comme on peut s'en douter, l'abondance d'informations a rendu passablement compliquée la réalisation de synthèses pertinentes à notre sujet d'étude. Comme

l'approche exhaustive s'avère herculéenne, un choix des principaux épisodes guerriers est alors devenu incontournable. C'est pourquoi nous nous sommes orientée vers une sélection assez large des épisodes de l'histoire militaire des États-Unis et un choix plus serré des événements les plus marquants, les plus médiatisés, les plus documentés qui ont illustré les deux mandats de l'A.B.. Pour nous documenter sur cette dernière période, centrale dans notre démarche, nous avons largement consulté la presse américaine.

- La presse américaine

Les deux autres parties de notre corpus consistent en:

1) Une lecture critique de certains décrets proposés par l'administration américaine en temps de crise majeure. Par exemple, le *USA Patriot Act* (2001), le *Homeland Security Act* (2002), le *Espionage Act* (1947), afin d'analyser leur impact sur les libertés civiles. Quels en sont les modèles, les répétitions? En quoi diffèrent-ils en temps et en lieu?

2) Une lecture critique de discours et d'énoncés de quelques stratégies de sécurité nationale, ainsi que des propos de politiciens et de journalistes sur les répercussions des mesures prises par l'A.B. sur l'espace public et les droits civils.

- Nous commençons par l'analyse critique du discours du Président et de l'A.B., en particulier les déclarations sur l'état de l'union et sur la GT.
- Ensuite, nous faisons l'analyse d'articles de journaux qui tournent autour de la GT, de ses enjeux quant aux libertés civiles. Nous débutons notre analyse à partir de septembre 2001, au moment où le président Georges W. Bush a déclaré la GT. Nous n'avons pu faire d'analyses de cas proprement dites, parce que les enjeux sont trop disparates et d'une durée insuffisante pour nous

permettre de nous focaliser sur un cas spécifique. Par contre, nous utilisons plusieurs cas rapportés dans les journaux pour illustrer ou documenter nos propos.

- Nous prenons les reportages, articles et chroniques parus dans les journaux et magazines spécialisés. Ils tournent autour des liens, des facteurs sociaux liés à notre cadre théorique (incarcérations, jugements des tribunaux, mesures de guerre) dont les journalistes ont fait état. Nous analysons les débats rapportés dans les articles en insistant sur les arguments de ceux qui soutiennent la démocratie et l'idéologie de la communication. Enfin, nous les confrontons à ceux qui veulent maintenir l'état de guerre perpétuelle qu'implique la GT.

Les principaux journaux et magazines consultés sont:

- *New York Times*.
- *Times Magazine*.
- *Newsweek Magazine*.
- *The Economist*. (magazine hebdomadaire britannique)
- *Washington Post*. Etc.

PREMIÈRE PARTIE

LA COMMUNICATION DÉMOCRATIQUE AUX ÉTATS-UNIS DU COMPACT DU MAYFLOWER À L'ÉLECTION DU 43^e PRÉSIDENT

Introduction

Pour Alexis de Tocqueville, Hannah Arendt, James W. Carey, Jean Baudrillard, Paul Attallah, René-Jean Ravault, etc. les États-Unis se sont dotés d'une République. Elle est la plus vieille démocratie du monde moderne. Les Américains ont amplement contribué au développement du modèle politique le plus apprécié (ou au moins, le moins insatisfaisant, selon Churchill) de l'Occident. Ce modèle repose sur l'idéal de «la conversation républicaine», dont les premières manifestations remontent au *Mayflower*. Ses germes se sont concrétisés durant la Révolution et la Guerre d'Indépendance pour se fixer, en 1789, dans la Constitution. D'abord réservé à une certaine élite, ce modèle a progressivement gagné du terrain dans la société américaine jusqu'à ce que George W. Bush et son aréopage de Néoconservateurs soient portés au pouvoir par la Cour Suprême.

Nous présentons les bases théoriques et méthodologiques à partir desquelles nous appréhendons l'ensemble de la problématique relié aux enjeux communicationnels de l'idéal démocratique américain. Étant donné que nous avons déjà présenté notre

problématique, cette première partie est consacrée à la présentation du cadre conceptuel dans lequel s'inscrit ce travail ainsi qu'à une revue de la littérature sur la communication démocratique. Elle vise à expliciter les conceptions de la communication qui sous-tendent l'idéal de la démocratie américaine à la lueur des travaux de théoriciens tels que Tocqueville, Arendt, Carey, Baudrillard, Habermas, Attallah, Ravault, Wolton, etc. Ils décrivent l'idéal de la communication démocratique comme étant fondé sur un contrat social négocié par des individus qui partagent les mêmes intérêts, ont des valeurs communes et respectent les libertés fondamentales. Nous ne manquons pas de souligner la contribution des Pères Fondateurs de la démocratie américaine. James Madison et Thomas Jefferson ont beaucoup insisté sur l'accès à l'information, garant du pouvoir et de l'autodétermination du peuple.

CHAPITRE I

ÉLABORATION DE L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE PAR LA CONVERSATION RÉPUBLICAINE: DU MAYFLOWER À LA CONSTITUTION

1.1 La démocratie américaine et ses liens avec la communication

La communication moderne s'est vue attribuer différentes genèses. Certains penseurs la font remonter jusqu'à la naissance de la philosophie dans la démocratie athénienne de l'Antiquité. D'autres pensent plutôt que c'est à la Renaissance qu'elle apparaît dans les travaux de Montaigne et de Machiavel, par exemple. D'autres encore croient plutôt que ce sont les Révolutions hollandaises, anglaises, américaines et françaises qui lui ont donné naissance. Quelques-uns croient que c'est la constitution américaine qui en est la première incarnation. Effectivement, pour René-Jean Ravault (1993), «l'idéologie de la communication a été inventée aux XVII^e et XVIII^e siècles par les Américains pour concevoir, élaborer et développer leur société déracinée.²⁷» Comme Paul Attallah (1989), il souligne que c'est la rupture avec le despotisme de droit divin qui est à la base de la communication moderne. En ce sens, les habitants de la Nouvelle-Angleterre ont rejeté la royauté de droit divin et ont utilisé la raison humaine pour déterminer leur projet de vie. Ils voulaient être libres de se régir et communiquer de façon ouverte, égalitaire et réciproque sur leur nouveau territoire. Ainsi est née une communauté démocratique empreinte de liberté et d'égalité. Ils ont aboli la hiérarchie sociale due à la naissance et à la jurisprudence religieuse. Il n'y avait, dans cette nouvelle communauté, que des hommes jouissants des mêmes droits et soumis aux mêmes devoirs, après avoir refusé l'héritage culturel

27 René-Jean Ravault, in Lucien Sfez, 1993, p. 79.

européen et renié leur origine ethnique ou nationale. Pour ce faire, ils ont convié les citoyens nés sur le sol américain ou d'adoption à participer au processus de négociation perpétuelle de leur contrat social, pour reprendre les termes de Ravault (1993). En somme, érigés en champions de la démocratie, les États-Unis se présentaient comme un nouveau pays où le mode d'organisation sociale devait être régi par la raison, la communication et le respect de l'expression de chacun, et ce, en toute indépendance des héritages ethnoculturels ou de la hiérarchie de droit divin.

Il est généralement admis que ce mirage américain correspond à la quête éternelle de l'homme d'un monde idéal, et que dans l'imagination des écrivains, il consiste à identifier l'Amérique avec l'âge d'Or de l'Antiquité ou avec le Paradis Terrestre au Moyen Âge [...] Par-dessus tout, l'Amérique était considérée comme un refuge, un asile, où les hommes mécontents des conditions existant dans leurs pays pourraient construire la fameuse Cité radieuse. Et quand la Révolution américaine éclata en 1776, ce rêve apparut comme réalisable, et l'Amérique devint alors le symbole tangible du progrès des lumières et l'espoir du genre humain.²⁸

L'ordre social dépend alors de la communication libre, ouverte et réciproque qui s'effectue rationnellement. Attallah (1989) estime que «la raison ne peut s'exercer, les humains ne peuvent déterminer le sens de la vie humaine et sociale, ne peuvent fixer leurs propres règles et relations sociales que s'ils sont libres de communiquer de façon ouverte, égalitaire et réciproque.²⁹» Donc, s'il n'y avait pas eu un cadre démocratique garanti par des institutions juridiques et légales pour permettre les débats dans la négociation du contrat social, cette dernière n'aurait pu se produire. Ainsi, pour se constituer, se donner une Constitution et, plus tard, les amendements, les États-Unis ont été les premiers à permettre à leurs citoyens de communiquer, de s'exprimer et de faire usage de la raison.

28 Colloque du bicentenaire de l'indépendance américaine. *L'Amérique des lumières. Partie littéraire du Colloque du bicentenaire de l'indépendance américaine (1776-1976)*. Genève, Droz, 1977, p. 13.

29 Paul Attallah, 1989, p. 2.

Selon Attallah (1989), la société moderne, en se sevrant de la transcendance divine, a développé trois stratégies pour s'organiser: le consensus politique, la philosophie moderne et la méthode scientifique. Selon lui, le débat politique permet à la société de s'organiser, d'énoncer des lois et des règles fondant le contrat social. En élaborant ce contrat par un débat libre et ouvert, générations après générations, les membres de la société décident des lois et de leurs modifications. Ils se sont ainsi donné des institutions telles que « le vote universel (incitation à la libre expression), le Parlement, l'institutionnalisation du débat politique dans la presse, etc.³⁰» Par ailleurs, l'émergence de la presse moderne et l'institutionnalisation de la liberté d'expression n'auraient pu se produire et se maintenir sans la conversation républicaine et les médias.

Par ailleurs, la philosophie moderne, fondement spirituel de la société moderne, exige que les citoyens, doués de raison, aient la capacité de mettre en doute les énoncés soulevés lors d'un débat. Puisque personne n'a le monopole de la vérité, il est important de faire usage d'un procédé conversationnel. Le jury moderne, pour Attallah (1989), est un parfait exemple de ce procédé. Étant donné que l'homme s'est affranchi de la vérité divinement révélée, ce n'est qu'en utilisant les règles de la raison qu'il peut évaluer le bien-fondé d'un énoncé pour prendre une décision.

Attallah ajoute que, comme le contrat social est le fruit d'un consentement politique, un mode d'organisation du monde social qui requiert l'accord de tous les membres de la société sur une base de conversations ou de débats, il nécessite la création d'institutions et de procédures telles que le vote universel, le Congrès ou le Parlement ainsi que l'institutionnalisation du débat politique dans la presse, de même que l'assurance de la liberté d'expression pour tous, etc. Ces institutions n'existent que par et pour la communication, c'est-à-dire qu'elles permettent aux voix sociales

30 Paul Attallah, 1989, p. 27.

de s'exprimer, de se rencontrer et de se faire entendre. Et ce sont là, les fondations du régime démocratique.

C'est pourquoi l'auteur nous met en garde en avançant que le contrat social peut cesser d'être négocié s'il y a absence de communication au sein de l'organisation civile. C'est ce qui se produisait dans les sociétés traditionnelles où, du fait d'une légitimation de droit divin, l'ordre social était hiérarchisé à partir d'une «volonté transcendante»! Dans une société démocratique, au contraire, il résulte de l'exercice de la raison humaine.

[...] Ainsi, la société moderne se dote d'institution et de moyens de communication inédits. Les parlements, l'opinion publique, la liberté d'expression, le suffrage universel sont autant de moyens par lesquels se déterminent et se fixent les règles de la vie sociale et humaine tout en garantissant et en appelant la communication, l'expression, l'exercice de la raison, de chacun.³¹

De son côté, James W. Carey (1997) fait remarquer que ce contrat social se renouvelle constamment à travers la conversation républicaine. Pour lui, les premiers amendements représentent les formes de communication à travers lesquelles l'organisation sociale se maintient. Comme certains de ses commentateurs le soulignent, «Le [premier] amendement stipule que les citoyens sont libres de se réunir sans l'intrusion de l'État ou de ses représentants. Une fois réunis, ils sont libres de se parler ouvertement et librement. Ils sont également libres d'écrire ce qu'ils ont dit et de le partager au-delà du lieu de rencontre.³²» Quelques auteurs pensent que le pacte signé à bord du *Mayflower* est l'archétype du contrat social américain issu de la

31 Paul Attallah, 1989, p. 3.

32 On se référera aux articles de James W. Carey dans l'ouvrage de Strykers Munson, Catherine A. Warren, (dir. publ.), *James Carey: a Critical Reader*, 1997, p. 203 (traduction libre de: «The [First] amendment says that people are free to gather together without the intrusion of the state or its representatives. Once gathered, there are free to speak to one another openly and freely. They are further free to write down what they have to say and to share it beyond the immediate place of utterance.»)

première conversation républicaine. Fuyant les persécutions religieuses européennes et avant de débarquer en Nouvelle-Angleterre, les *Pères pèlerins* décidèrent de se doter d'un contrat par lequel ils s'engageaient à n'obéir qu'aux lois qu'ils se donnèrent alors. Cette procédure sembla si alléchante que plusieurs autres colonies l'adoptèrent plus tard. Pour Bernard Vincent, elle sema les germes de *l'indépendance, de la constitution fédérale et de la République américaine*³³. La Constitution américaine de 1789 est considérée comme la première et la plus forte incarnation du fruit de «la conversation républicaine»; les États-Unis vivent toujours sous elle. Certes, il faut ajouter que les premiers amendements du *Bill of Rights* et les vertus communicationnelles dont ils sont empreints l'ont magistralement alimentée.

1.1.1 La « Conversation républicaine », concept clé de la démocratie américaine!

Au XVIII^e siècle, comme on peut le voir, par exemple, dans le film de Mel Gibson, *The Patriot*³⁴, la communication était principalement orale et était le moyen par lequel se négociait le contrat social. Il s'agissait de «conversations républicaines» où les *Gentlemen* débattaient publiquement des idées politiques qui devaient prévaloir aux États-Unis. En effet, les décideurs américains opinaient sur la gestion des affaires de leur communauté et la presse transposait sur papier les conversations. Les écrits avaient pour effet de susciter d'autres débats et de relancer les conversations publiques. Ces conversations se tenaient entre voisins, habitants du village ou de la ville, citoyens engagés, marchands et voyageurs de passage qui rapportaient les nouvelles provenant d'autres localités. De cette façon, les membres du village étaient bien informés et pouvaient, par conséquent, prendre des décisions éclairées concernant la conduite des affaires politiques et sociales de leur village, pour

33 Bernard Vincent, *Histoire des États-Unis*, Paris, Flammarion, 2001, p. 6.

34 Voir le film de Mel Gibson, Roland Emmerich et al, *The Patriot*, Culver City, California, Columbia TriStar Home Video, c 2000.

les cafés, les assemblées publiques (*City Hall Meetings*) même dans les temples, ou autres lieux de culte. C'était le prototype d'une sphère publique qui favorisait la conversation, la discussion, le débat et l'argumentation. À cette époque, les individus, dans des espaces dénués de toute contrainte, partageaient leurs connaissances, leurs valeurs, leurs aspirations, leurs projets. Par conséquent, les conversations publiques constituaient la «réalité communicationnelle» de la communauté qui était cruciale à la survie ou au développement de ses membres, comme l'a précisé Lee Thayer.

Les réalités communicationnelles vitales pour la condition humaine sont celles qui sont assimilées au contact des membres d'une communauté spécifique, à un moment donné. Toutes les réalités communicationnelles d'un être humain, fournies en grande partie par la société dans laquelle il est informé (par le biais de sa formation ou de sa socialisation), composent la structure et les instruments de son identité. Les croyances centrales d'une personne ne sont donc pas que des «croyances», mais elles soutiennent son identité comme les racines soutiennent un arbre.³⁵

Par ailleurs, l'appartenance communautaire était un ingrédient important pour créer des attachements au sein du groupe et, de ce fait, partager la réalité communicationnelle ou sociale sur une base de confiance. Et comment véhiculer les valeurs vécues et échanger les expériences pertinentes, si ce n'est par la communication démocratique. Selon Carey, la conversation républicaine qui se déroulait dans cette société était plus qu'une simple conversation. C'était une conversation critique et rationnelle entretenue par la presse.

En effet, la presse américaine favorisait la circulation des propos tenus dans les conversations publiques, et ainsi contribuait à créer le public en amplifiant sa voix par la distribution des journaux à de nouveaux auditoires. «Cette presse légitime son

35 Lee Thayer, *On communication: Essays in Understanding*, New Jersey, Ablex, 1987, p. 267 (traduction libre de: «Communication realities of vital importance for the human condition are those which comprise for a given community, at a given time. All of a human's communicational realities, provided largely by the society within which he is informed (through his formation), comprise the structure and the instruments of his identity. A person's central beliefs are therefore not merely «beliefs»; they support his identity as the roots support a tree.»)

existence au nom du public, elle existe pour informer le public, et pour amplifier son champ de perception auditive et visuelle.³⁶» Elle convoyait les informations, les nouvelles vers le public, les journaux et les autres organes de presse. La presse américaine servait de porte-voix aux orateurs et aux lecteurs. Pour John Dewey³⁷, la conversation républicaine et donc, la démocratie, émanaient de l'esprit de communauté et du potentiel communicationnel sans lesquels les sociétés n'arriveraient pas à se créer, se maintenir et se transformer. Par conséquent, la communication démocratique permet de partager des expériences, des attitudes et des opinions dans le dessein de réaliser un projet commun.

Intuitivement, communiquer consiste à échanger avec autrui. Il n'y a tout simplement pas de vie individuelle et collective sans communication. Et le propre de toute expérience personnelle, comme de toute société, est de définir les règles de communication. De même qu'il n'y a pas d'hommes sans sociétés, de même n'y a-t-il pas de société sans communication. [...] Dans cette perspective, l'originalité du modèle occidental, à travers ses racines judéo-chrétiennes puis l'émergence des valeurs modernes de l'individu libre, est d'avoir mis nettement en avant l'idéal d'émancipation individuelle et collective. Communiquer implique d'une part l'adhésion aux valeurs fondamentales de la liberté et de l'égalité des individus, d'autre part la recherche d'un ordre politique démocratique. Ces deux significations ont pour conséquence de valoriser le concept de communication dans sa dimension la plus normative, celle qui renvoie à l'idéal d'échanges, de compréhension et de partages mutuels.³⁸

Certes, ce rapport «communication - société» est bien occidental et a ses sources dans la philosophie grecque antique et la religion judéo-chrétienne, mais Franck L. Schoell (1985) semble avoir de bonnes raisons de penser que les principales innovations démocratiques telles que les déclarations de droits qui, dans la pratique, se résumaient en la liberté de parole, la liberté d'adhérer à la religion de son choix, le choix d'être jugé par un jury composé de ses pairs et le droit de ne pas être surtaxé

36 James W. Carey, «The Press, Public Opinion, and Public Discourse: On the Edge of the Postmodern», in Munson Strykers E. and Warren Catherine A. (dir. publ.), 1997, p. 236 (traduction libre de: «That press justifies itself in the name of the public; it exist to inform the public, to serve as the extended eyes and ears of the public.»)

37 John Dewey, penseur clé de la communication sociale et politique aux États-Unis, né en 1865, fondateur de l'École de Chicago, cité dans James W. Carey, 1989, p. 110.

38 Dominique Wolton, *Penser la communication*, Paris, Flammarion, 1997, p. 15.

par le gouvernement trouvent leurs sources dans la pensée révolutionnaire américaine. C'est aussi en Amérique que, conformément au vœu de Montesquieu, ces innovations dotaient la république d'un système de «freins et contrepoids» ou encore, de contrôles et de contrepouvoirs, capable d'empêcher la tyrannie d'un groupe sur un autre par des abus de pouvoir. Et c'est bien là, aux États-Unis, que la révolution démocratique a abouti à la rédaction d'une constitution corroborant la révolution politique.

Mais, c'est là aussi qu'apparaissent des contraintes qui empêchent certains Américains de poursuivre les idéaux qu'ils s'étaient fixés: respect de la vie, la liberté, l'égalité devant la loi, la poursuite du bonheur. Pour contourner ces difficultés imprévues, trois ans après la déclaration d'indépendance, les Américains promulguèrent la Déclaration des droits (*le Bill of Rights*), une série de décrets amendant la constitution des États-Unis pour conforter et renforcer le nouvel idéal de communication démocratique. Ainsi, le premier article qui vise à faciliter les communications est celui qui se rapporte le plus aux exigences de la société moderne. Il mentionne que:

Le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion, ni qui restreigne la liberté de la parole ou de la presse, ou le droit qu'a le peuple de s'assembler pacifiquement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour la réparation des torts dont il a à se plaindre.³⁹

Allant encore plus loin dans la compréhension du bon fonctionnement de la communication, l'article quatre garantit l'inviolabilité de la liberté de l'être humain, principal acteur du processus communicationnel moderne.

39 Edmond Orban et collaborateurs, *Le système politique des États-Unis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, et à Bruxelles, Bruylant, 1987, p. 327.

Le droit des citoyens d'être protégé dans leur personne, domicile, papiers et effets, contre les perquisitions et saisies non motivées ne sera pas violé, et aucun mandat ne sera délivré, si ce n'est sur une présomption sérieuse, corroborée par serment ou affirmation, ni sans qu'il décrive particulièrement le lieu à fouiller et les personnes ou les choses à saisir.⁴⁰

A en croire Carey (1997), la constitution américaine ainsi que ces deux amendements démontrent une volonté d'établir un système de gouvernement qui garantit la continuation de la conversation républicaine et l'autonomie des «citoyens - débattant» contre tout geste arbitraire du gouvernement. Le premier amendement met la presse sous la protection de la constitution. La liberté de presse est alors reconnue comme élément incontournable de la démocratie. Elle doit être libre de scruter tous les gestes des gouvernants. De même, la charte des droits et libertés rend illégale toute action visant à restreindre les manifestations de l'opinion publique. Le pouvoir de parler librement et de pétitionner le gouvernement est un aspect essentiel d'un système de gouvernance démocratique, principal pilier des principes démocratiques énoncés par les Pères Fondateurs.

1.1.2 Les principes démocratiques des Pères Fondateurs

On rapporte l'histoire suivante à propos de la Convention constituante [...] Benjamin Franklin, alors, âgé de quatre-vingt-quatre ans, était le plus vieux délégué à la Convention. Citoyen de Philadelphie, bien connu du public, il était régulièrement interpellé par les gens rassemblés à l'extérieur de l'Independence Hall. Ils lui demandaient: «M. Franklin, avons-nous un gouvernement et, si oui, quel est-il?» Et chaque jour, Franklin répondait: «Nous n'avons pas de gouvernement pour le moment.» Le dernier jour, alors qu'il quittait la Convention, on lui posa la même question, il répondit: «Nous avons un gouvernement... une République... si vous pouvez la conserver.» Si vous pouvez la conserver!⁴¹

40 Edmond Orban, 1987, p. 327.

41 Histoire rapportée par Carey, «A republic if you can keep it», in Munson et Warren, 1997, p. 207 (traduction libre de: «A story from the constitutional Convention [...] Benjamin Franklin, then, eighty-four, was the oldest delegate to the convention. A citizen of Philadelphia and a well-known public figure, Franklin was asked each day at the conclusion of deliberations by those gathered outside Independence Hall: "Mr. Franklin, do we have a government and if so what kind is it?" And each day Franklin answered, "We have no government yet." On the ultimate day, as he left the convention and

Lors de la fondation des États-Unis, les membres du Congrès constituant cherchaient à se donner un régime qui garantisse la souveraineté et la liberté de l'individu face au gouvernement. Tous les Pères Fondateurs ne concevaient pas la République de la même façon. Ainsi, dans *Thomas Jefferson: A Revolutionary Philosopher* (1976), on retrouve les différentes conceptions que les Pères Fondateurs se faisaient de la démocratie. Les débats portaient sur le degré de liberté et le type de démocratie qui seraient les plus aptes à assurer l'exercice de la souveraineté populaire. Thomas Jefferson est connu pour avoir amplement contribué à façonner l'idéal républicain. Selon de nombreux observateurs, ses idées politiques constituent une véritable «expression de la pensée américaine.⁴²» Il a beaucoup insisté sur la souveraineté et la liberté du peuple.

Il croyait que les hommes devaient être libres, que leur conduite devait être guidée et gouvernée par la raison et non par l'autorité arbitraire ou par les ordres tyranniques des dirigeants, que le but du gouvernement était de protéger la sécurité et le bonheur du peuple en lui garantissant les droits naturels qu'il tient de Dieu. Il considérait que l'assujettissement à un gouvernement disposant de pouvoirs illimités était le plus grand des maux politiques.⁴³

Il existait des désaccords quant à l'égalité des citoyens et sur le degré de pouvoir qui devait leur être accordé en fonction de leurs différentes conditions, comme en témoignent les discussions entre Jefferson et Madison. Hamilton, de son côté, doutait de la capacité du peuple à se gouverner lui-même de façon adéquate. « Hamilton, se méfiant de la populace, souhaitait une société stable et pacifique, contrôlée par les riches, les sages et les bons.⁴⁴» Jefferson, de son côté, admet «qu'un gouvernement

was asked the predictable question, he answered, or so the story goes, "We have a government, a republic; if you can keep it." If you can keep it!»)

42 Voir Thomas Jefferson, *La liberté et l'État*, textes réunis et présentés par Edward Dumbauld, Paris, Seghers, 1970.

43 Thomas Jefferson, 1970, p. 8.

44 Thomas Jefferson, *Thomas Jefferson: Revolutionary philosopher*, J. S. Pancake & N. S. Summers (Eds.), New York, Woodbury, 1976, p. 12 (traduction libre de: «Hamilton, with his abiding distrust of the people, was inclined toward a greater degree of restraint, toward tipping the scales on the side of a secure and orderly society controlled by the rich, the wise, and the good.»)

par et pour le peuple serait probablement sujet aux erreurs. Mais, il a insisté sur le fait qu'une démocratie élargie était la seule garantie contre la tyrannie.⁴⁵» Washington, quant à lui, voulait un gouvernement qui renforce l'opinion publique en la nourrissant d'informations.

Les Pères Fondateurs croyaient tous au partage d'information entre le public et le gouvernement parce que, selon eux, ce partage était indispensable au maintien de la démocratie. Pour Jefferson, en République, il faut assurer «la diffusion de l'information et la présentation de tous les abus devant le tribunal de la raison publique; la liberté de religion; la liberté de presse et la liberté des personnes par l'Habeas corpus.⁴⁶» Ils soulignent tous que, sans la liberté d'expression, de presse, d'assemblée et le droit de vote, le peuple n'a vraiment pas les moyens de se gouverner. La censure de la presse et l'utilisation du sceau du secret ne peuvent qu'abuser la souveraineté du citoyen. À cet égard, Jefferson affirmait catégoriquement que:

Si une nation espère être libre dans l'ignorance, elle compte sur l'impossible, quelle que soit la civilisation. Dans tout gouvernement, les fonctionnaires ont spontanément tendance à exploiter, tant qu'ils le peuvent, la liberté et les valeurs des électeurs (ils risquent donc d'enfreindre fréquemment les libertés des citoyens). Il n'existe pas d'endroits où la liberté puisse être garantie face au gouvernement si ce n'est chez le peuple lui-même, et ce dernier ne peut se protéger des abus sans information et éducation. Alors, partout où la presse est libre et que chaque homme est en mesure de lire, la démocratie est en sûreté. Je ne connais pas de dépositaire ultime des pouvoirs d'une société, si ce ne sont les individus eux-mêmes. Si nous pensons qu'ils ne sont pas suffisamment éclairés ou instruits pour exercer leur contrôle dans une saine gestion du gouvernement, la solution n'est pas de leur arracher le pouvoir, mais de les instruire comme il se doit.⁴⁷

45 Thomas Jefferson, 1976, p. 12 (traduction libre de: «that government by all the people would probably make mistakes. But, he insisted that a broad-based democracy was the only safeguard against tyranny.»)

46 Thomas Jefferson, 1976, p. 23 (traduction libre de: «The diffusion of information and the arraignment of abuses at the bar of public reason; freedom of religion; freedom of the press and freedom of person under the protection of Habeas corpus.»)

47 Thomas Jefferson, *Democracy*, New York, D. Appleton-Century Company, 1939, p. 1 (traduction libre de: «If a nation expects to be ignorant and free, in a state of civilization, it expects

Durant presque toute sa vie, Jefferson milita en faveur de «la diffusion des connaissances» à l'ensemble de la population. Selon lui, le progrès national et le succès de la démocratie dépendent du degré d'instruction du peuple et de la liberté de la presse. Aucun gouvernement ne devrait donc dissimuler quoique ce soit à ses citoyens. Si le public n'a pas suffisamment et efficacement accès à l'information gouvernementale, les citoyens n'ont aucun pouvoir décisionnel. Parce qu'il propose un «système d'instruction générale» susceptible d'aider le peuple à exercer ses droits, Jefferson est le champion de l'instruction et de l'information.

Selon la logique des Pères Fondateurs, il est évident qu'une démocratie ne peut fonctionner que si le peuple a accès à l'information, et si la presse rapporte l'information telle quelle au peuple au lieu d'imposer l'idéologie des élites. Madison va même jusqu'à insinuer que la démocratie peut reculer si le peuple n'a pas assez d'information pour prendre ses décisions.

Un gouvernement, populaire sans informations populaires ou les moyens d'en acquérir, n'est rien d'autre que le prologue d'une farce ou d'une tragédie, ou peut-être des deux. La connaissance gouvernera toujours l'ignorance. Et un peuple qui veut s'autogouverner doit s'armer du pouvoir que procure la sagesse.⁴⁸

Tous ces propos devraient nous convaincre que, pour les Pères Fondateurs, la Démocratie qu'ils ont fondée en Amérique est indissociable de «la conversation républicaine» qui la génère et qui a besoin d'elle pour se dérouler de façon adéquate.

what never was and never will be. The functionaries of every government have propensities to command at will the liberty and property of their constituents. There is no safe deposit for these but with the people themselves; nor can they be safe with them without information. Where the press is free, and every man able to read, all is safe. I know no safe depository of the ultimate powers of society but the people themselves, and if we think them not enlightened enough to exercise their control with a wholesome direction, the remedy is not to take it from them but to inform their discretion.»)

48 Madison, cité dans Steven L. Katz, *Government secrecy: Decisions without democracy*, Washington, People for the American Way, 1987, p. 2 (traduction libre de: «A popular government, without popular information or the means of acquiring it, is but a Prologue to a farce of a Tragedy; or perhaps both. Knowledge will forever govern ignorance. And a people who mean to be their own Governors must arm themselves with the power that knowledge gives.»)

1.1.3 L'apport de la philosophie politique à la démocratie américaine

RIEN ne surprend plus celui qui considère les affaires humaines avec philosophie que la facilité avec laquelle la plupart des gens se laissent gouverner par quelques-uns ainsi que la soumission implicite avec laquelle ils délaissent leurs propres passions et sentiments pour embrasser ceux de leurs dirigeants. Lorsqu'on tente de comprendre cela, on trouve que, la FORCE étant toujours du côté du gouverné, les gouvernants n'ont, pour les soutenir, que l'OPINION. C'est donc sur l'opinion que le gouvernement repose. Cela s'applique autant aux régimes les plus despotiques et les plus autoritaires, qu'aux plus libres et aux plus populaires.⁴⁹

David Hume, ''*On the First Principles of Government*'' (1742)

Plusieurs penseurs ont souligné l'apport de la philosophie politique à la démocratie américaine. Parmi eux, Neal Riemer (1967) considère ce régime fut influencé par trois grandes traditions: «la tradition religieuse judéo-chrétienne, la tradition constitutionnelle britannique, et la révolution des Lumières.⁵⁰» Elles ont affecté les valeurs de base, le discernement et, surtout, le jugement politique des Américains.

La part accordée à la tradition judéo-chrétienne se trouve dans le concept d'intégrité et de développement individuel qui constitue la pierre angulaire de l'éthique politique américaine. Comme cette tradition insiste aussi sur l'égalité des hommes devant Dieu, elle aura conduit au principe de l'égalité morale des citoyens devant la loi. La tradition britannique qui, sous Cromwell, avait écarté l'absolutisme et opté pour un régime monarchique parlementaire explique, dans le prolongement de

49 David Hume, «On the First principles of government», in Andrew Levine, *The American Ideology, A critique*, New York and London, Routledge, 2004, p. 1 (traduction libre de: «NOTHING appears more surprising to those, who consider human affairs with a philosophical eye, than the easiness with which the many are governed by the few; and the implicit submission, with which men resign their own sentiments and passions to those of their rulers. When we inquire by what means this wonder is effected, we shall find, that, as FORCE is always on the side of the governed, the governors have nothing to support them but OPINION. It is therefore, an opinion only that government is founded; and this maxim extends to the most despotic and most military governments, as well as to the most free and most popular.»(Sic))

50 Neal Riemer, *The Democratic Experiment: American Political Theory - Volume I*, Collections New Perspectives in political science 14, Toronto, D. Van Nostrand Company, 1967, p. 31.

cette idée reprise et amplifiée par Thomas Payne, le rejet américain de la monarchie et son remplacement par la volonté de se gouverner soi-même. Sans retracer tout l'historique de cette tradition au XVIII^e siècle, il faut souligner que ce siècle a été le théâtre de plusieurs contestations politiques, juridiques, intellectuelles, et religieuses en Europe, ainsi qu'aux États-Unis. Selon Riemer, les contestations ou les réflexions intellectuelles européennes, et surtout britanniques, ont orienté les idées des Pères Fondateurs.

Certes, toutes les racines historiques de l'amplification des espaces de liberté ne se trouvent pas uniquement dans la constitution britannique. En fait, ce mouvement trouve des origines dans de nombreuses traditions légales et religieuses. Toutefois, Riemer insiste sur les impératifs de la *Common Law*⁵¹ qui visait à combattre la suprématie légale du Parlement et du droit des propriétaires terriens. Il mentionne aussi la contribution des *Levellers or the Appeal to Natural Rights*⁵² qui présentent une forme de réforme modérée de la philosophie sociale de l'époque. Tout en s'opposant à certaines idées de réglementation de la vie basée sur le consentement, l'égalité ou sur les relations entre individus et communautés, roturiers et bourgeois anglais se sont mis d'accord sur: «la liberté parlementaire; une représentation équitable au Parlement; la tolérance vis-à-vis de la religion (mis à part certaines exceptions); la protection de la propriété et enfin le principe de consentement figurant dans la constitution britannique.⁵³» Cet esprit radical de *Levellers* (*Niveleurs*), issu de la bourgeoisie britannique, se retrouve dans les mouvements populiste et progressiste américains.

Pour Riemer, les *Levellers* conçoivent les nobles comme une communauté ayant un pouvoir politique limité. Leur but est de donner aux bourgeois l'opportunité de

51 Ce passage sur le Common Law est documenté par Neal Riemer, 1967, p. 43.

52 Neal Riemer, 1967, p. 44.

53 Neal Riemer, 1967, p. 44.

profiter de leurs droits politiques, religieux, et économiques en s'organisant dans une coopération égoïste bien pensée *self-interested coopération*⁵⁴. D'après lui, ce sont toutes les idées des *Levellers* que l'on retrouve au sein de l'expérience démocratique américaine: un système gouvernemental avec des pouvoirs limités, la protection des droits inaliénables contre l'exécutif et le judiciaire, une constitution dotée d'un *Bill of Rights*, le suffrage «universel» (alors masculin, fortuné et blanc), la souveraineté populaire, l'égalité juridique et l'égalité des droits politiques ainsi que les concepts de représentation et de tolérance religieuse et, pour terminer, le rejet du privilège économique spécial⁵⁵. Ce modèle, né en Angleterre, est reformulé durant la Révolution américaine ou Guerre d'Indépendance (GI) par les grands penseurs américains et c'est la raison pour laquelle il nous faut évoquer et analyser brièvement ici, la pensée de plusieurs philosophes britanniques. Celle de John Locke, telle que l'on peut l'appréhender dans sa théorie du libre consentement nous semble particulièrement cruciale pour comprendre «l'homme communiquant», impliqué dans la conversation républicaine.

- John Locke et sa théorie du libre consentement

Locke est considéré comme «*le père du libéralisme moderne [...] le pionnier de la pensée constituante moderne.*⁵⁶» Apparemment, c'est de Locke que les Pères Fondateurs se sont inspirés quand ils déclarent, durant la Guerre d'Indépendance, qu'ils tiennent pour vérité que tous les hommes sont créés libres et égaux, qu'ils ont des droits inaliénables, tels que la vie, la liberté et la recherche du bonheur, etc. De fait, dans la Déclaration d'Indépendance du 4 juillet 1776, on retrouve des expressions de la pensée de Locke:

54 Neal Riemer, 1967, p. 46.

55 Nous devons cette interprétation de la démocratie américaine à Neal Riemer, 1967, p. 46.

56 Ference Marshal, *Classique et modernité. Introduction à la philosophie politique*, France, Éditions Érasme, 1989, p. 190.

Nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes: que le Créateur les a dotés de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la recherche du bonheur; que, pour garantir ces droits, les hommes instituent parmi eux des gouvernements dont le juste pouvoir émane du consentement des gouvernés; que si un gouvernement, quelle qu'en soit la forme, vient à méconnaître ces fins, le peuple a le droit de le modifier ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement qu'il fondera sur tels, et dont il organisera les pouvoirs selon telles formes, qui lui paraîtront les plus propres à assurer sa sécurité, et son bonheur.⁵⁷

Les penseurs américains éprouvaient la même aversion que Locke pour l'absolutisme, l'arbitraire et les dogmatismes. Sa philosophie politique repose sur «la séparation de la religion et de la politique, sur la tolérance, les droits, l'équilibre des pouvoirs, la modération, le gouvernement représentatif selon le gouvernement populaire, et la règle de la majorité d'après les limites constitutionnelles de la loi.⁵⁸» John Locke s'inscrivant dans la tradition des philosophes constitutionnalistes tels que Platon, Aristote, Cicéron, etc. annonce la philosophie politique des Lumières et des Droits de l'homme. Pour lui, l'art du politique revient à «l'art de gérer les êtres libres» et le seul pouvoir légitime dépend du consentement du peuple.

L'autorité politique ne naît ni du droit divin, ni de la puissance paternelle. Elle ne naît pas non plus de la force qui ne conduit qu'à la conquête ou à l'usurpation. [...] L'essence du gouvernement civil réside dans la juridicité qu'expriment les pouvoirs législateur et sanctionnateur [sic], celui-ci implique une souveraineté dont l'assise est 'le peuple'.⁵⁹

Et si, chez Locke, Dieu est encore là, ce n'est pas l'autorité du prince ou la forme du gouvernement qui est d'origine divine, mais la souveraineté du peuple comme en atteste sa formule de *Potesta a Deo per Populum*. La liberté du peuple n'est pas assujettie à celle du prince. Ainsi, l'exercice du pouvoir ne peut avoir d'autre finalité que «le bien de la communauté publique» qui, chez Locke, implique la sécurité et la paix. Il insiste, la sauvegarde de la liberté dépend d'un régime représentatif fondé sur

57 Edmond Orban et coll, 1987, p. 317.

58 Ference Marshal, 1989, p. 190.

59 Simone Goyard, *John Locke, Traité du gouvernement civil*, Paris, Flammarion - Fabre, traduction de David Mazel, 1984, p. 103-104.

un mode contractuel, où le peuple a le droit de demander à son gouvernement qu'il lui rende comptes de ses actes. Le peuple et le souverain sont donc liés par des devoirs mutuels. De toute évidence, beaucoup d'États modernes se sont inspirés des idées de Locke et les États-Unis ont été les premiers à mettre en pratique son enseignement politique.

Selon ce grand penseur politique, les hommes, en s'unissant, consentent à renoncer à leur droit naturel pour le confier à la République, à la *persona civilis* de l'État-Léviathan. La société civile repose alors sur une convention négociée entre des hommes libres et égaux qui choisissent de plein gré d'abdiquer la liberté privée pour l'ordre public. Comme le souligne Locke, le nombre d'individus importe peu, ce qui compte est le consentement individuel des «contractants » en présence, dans la mesure où ils peuvent s'en tenir à la règle majoritaire. Toutefois, ils restent libres et peuvent enlever leur consentement à la communauté ou au gouvernement, parce qu'ils restent en pleines possessions de leurs droits naturels. En somme, ils sont en mesure de renégocier perpétuellement ce contrat. Ce consentement est un acte de confiance qui unit les participants. On le retrouve dans le *Compact* du Mayflower et surtout dans la Constitution de 1789.

- Montesquieu et l'équilibre des pouvoirs

Les Pères Fondateurs sont fidèles aux grands principes des démocraties antiques dont celui selon lequel un gouvernement doit être fondé sur des lois et non sur des hommes. Inspiré d'Aristote, le principe de séparation des pouvoirs de Montesquieu a aussi nourri l'ingéniosité des Pères Fondateurs lors de la rédaction de la Constitution. *L'Esprit des lois* a servi de guide au principe de séparation des pouvoirs et des *checks and balances* (procédures de contrôles et d'équilibrages). Montesquieu a ainsi suggéré une façon d'empêcher le pouvoir de devenir tyrannique et de préserver la liberté civile en créant des organes indépendants spécialisés dans l'exercice des trois

grandes fonctions de l'État: le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Ces organes sont séparés, dilués de telle manière qu'ils puissent s'équilibrer et se contenir mutuellement si l'un d'eux devenait despotique⁶⁰. Les Pères Fondateurs ont tenu à ce que ce principe de la séparation des pouvoirs soit appliqué de façon rigoureuse. Le texte de la *Déclaration des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen*, est on ne peut plus clair: «la garantie sociale ne peut exister si la division des pouvoirs n'est pas établie, si leurs limites ne sont pas fixées et si la responsabilité des fonctionnaires n'est pas assurée.⁶¹» On retrouve bien là, en très condensé, l'affirmation de Montesquieu:

Lorsque, dans la même personne ou dans le même corps de magistrature, la puissance législative est réunie à la puissance exécutrice, il n'y a point de liberté; parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le même Sénat ne fasse des lois tyranniques pour les exécuter tyranniquement.

Il n'y a point encore de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice. Si elle était jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la vie et la liberté des citoyens serait arbitraire: car le juge serait législateur. Si elle était jointe à la puissance exécutrice, le juge pourrait avoir la force d'un oppresseur.

Tout serait perdu, si le même homme, ou le même corps des principaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçaient ces trois pouvoirs: celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers.⁶²

Montesquieu insiste sur l'importance de répartir les compétences et les responsabilités au sein de différents organismes. Il recommande la spécialisation comme étant l'un des modes de répartition possibles. Par exemple, la fonction législative et la fonction exécutive sont deux spécialisations qui doivent dépendre

60 Charles de Secondat Montesquieu baron de (1748), «Livre XI: des lois qui forment la liberté politique dans son rapport avec la constitution», in *De l'Esprit des lois, Texte établi avec une introduction, des notes et des variantes*, par Gonzague Truc (éd.), T.1, Paris, Garnier Frères, 1956.

61 ONU, «Article 22 de la Déclaration des droits», In *Texte de la déclaration universelle des droits de l'homme*, 10 décembre 1948, en ligne: <http://www.un.org/fr/documents/udhr/> (consulté le 2 décembre 2004).

62 Voir le chapitre VI du livre XI, in *De l'Esprit des lois, Texte établi avec une introduction, des notes et des variants*, par Gonzague Truc (éd.), 1956, T.1, p. 164.

d'autorités distinctes. Chaque pouvoir exercera sa fonction, chacun de son côté sans aucun empiétement. Mais il a quand même hiérarchisé les fonctions. L'autorité législative doit être suprême puisque les lois traduisent l'expression de la volonté générale. «Dans un État, c'est-à-dire dans une société où il y a des lois, la liberté ne peut consister qu'à pouvoir faire ce que l'on doit vouloir, et à n'être point contraint de faire ce que l'on ne doit pas vouloir.⁶³» Ce système a été aussi fortement préconisé par Jean-Jacques Rousseau. Mais Rousseau reste sceptique quant à la hiérarchisation des pouvoirs. Pour lui, en effet, demeure le risque que le pouvoir législatif profite de la suprématie de la loi pour s'immiscer dans les affaires du pouvoir judiciaire, s'emparer de la fonction exécutive et réunir ainsi tous les pouvoirs. Ou encore que le pouvoir exécutif, au service du souverain, disposant de la force (l'armée, la police), se retourne contre le peuple. D'où la nécessité de revenir au respect rigoureux du principe de l'équilibre des pouvoirs pour empêcher la tyrannie d'un pouvoir sur un autre ou du gouvernement sur le peuple.

On peut donc soutenir que ces principes, conçus par Montesquieu, ont été repris par les penseurs politiques qui ont rédigé la Constitution américaine. «Le corps législatif y étant composé de deux parties, l'une enchaînera l'autre par sa faculté mutuelle d'empêcher. Toutes les deux seront liées par la puissance exécutrice. [...] Ces trois puissances devraient former un repos ou une inaction.⁶⁴» L'une d'elles sera quand même titulaire du pouvoir exécutif, étant donné que les autres autorités législatives peuvent être, de façon semblable, animées par des intérêts égoïstes. Chacune essaiera de repousser les lois qui cherchent à envahir sa sphère de compétence. Ce qui créera de l'opposition entre les différentes parties et, de cette opposition, jaillira l'équilibre des forces gouvernementales. «Pour que l'on ne puisse

63 Gonzague Truc (éd.), 1956, T.1, p. 162.

64 Nous avons cité, à juste titre, ce passage du chapitre VI du livre XI, in *De l'Esprit des lois, Texte établi avec une introduction, des notes et des variantes*, Gonzague Truc (éd.), 1956, T. 1, p. 172. Montesquieu insiste que cette séparation des trois corps empêche ainsi la tyrannie d'un corps sur un autre ainsi que les abus de pouvoirs dont nous avons déjà parlés.

abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir.⁶⁵» Il faut rappeler que dans la Constitution américaine, le titulaire du pouvoir exécutif est subordonné au pouvoir législatif. Et ce n'est que sa participation au pouvoir législatif et son droit de veto qui lui confèrent un *pouvoir* ou une *puissance quelconque*. Son véritable pouvoir ne réside que dans son droit de veto. Cet équilibre entre les trois pouvoirs permet de préserver les intérêts des différents groupes composant la nation.

- Rousseau et le contrat social

La notion de contrat social remonte à la Grèce antique. Déjà, chez Platon, on retrouvait l'ébauche d'un tel contrat négocié entre dirigeants de la société, meneurs de castes résultant de la division de travail dans «la cité idéale». Les citoyens, membres de cette cité devaient se soumettre aux lois de la République, mais ne pouvaient les choisir eux-mêmes. Rousseau, dans son ouvrage *Du contrat social*, avançait que celui-ci est un pacte qui garantit la liberté et l'égalité à tous les participants de la nation – contrat. «Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéit pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant.⁶⁶»

Ce contrat social repose sur un mode d'organisation politique et sociale qui requiert l'assentiment de tous les membres de la société. Et, ce qui est crucial ici, il est établi par la conversation et celle-ci nécessite l'insertion des individus de la société dans ce qu'on appelle un lieu public où peut se tenir cette «conversation». Dans *Du contrat social*, Rousseau s'interrogeant sur l'origine du pouvoir et sur le fondement de l'État, imagine, comme Locke, un mode d'organisation sociale et

65 Voir le chapitre VI du livre XI, in *De l'Esprit des lois*, Texte établi avec une introduction, des notes et des variantes, édité par Gonzague Truc (éd.), 1956, T. 1, p. 162-163.

66 Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 2001, p. 56.

politique où des hommes libres, égaux et indépendants acceptent de se soumettre à une autorité tout en conservant leurs droits individuels.

Ce n'est qu'en élaborant ensemble ce pacte qui garantit l'égalité et la liberté que les gens pratiquent la démocratie. Les individus délaissent leur intérêt personnel au profit de l'intérêt général. En limitant leur liberté naturelle d'exercer le droit du plus fort au profit de la liberté et de l'égalité de tous, ils consentent à respecter le contrat social et à le renforcer. Rousseau ajoute que la reconnaissance de l'égalité pour tous par chacun suppose que l'individu, en abandonnant la totalité de ses droits à la communauté, accepte son aliénation. Le contrat social se résume ainsi: «Chacun de nous met en commun sa personne et toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté générale; et nous recevons encore chaque membre comme partie indivisible du tout.⁶⁷»

Un autre argument de Rousseau, pertinent à notre thèse, est qu'en optant pour cette association, chaque individu se trouve engagé envers sa communauté et envers le souverain qui n'est rien d'autre que l'incarnation de la volonté générale. L'individu accepte de se soumettre à des lois qui lui paraissent équitables. Ce faisant, le peuple devient souverain et décide de la façon de se faire régir dans sa communauté, d'où le principe de la souveraineté comme expression de la volonté générale.

Pour Rousseau (2001), la souveraineté est:

- Inaliénable: elle ne peut se déléguer, seul le peuple fait la loi.
- Indivisible: elle est la volonté générale.
- Infaillible: toujours droite, elle peut errer, mais le peuple est incorruptible.
- Absolue: elle est sacrée sans être arbitraire.⁶⁸

Par ce procédé, la liberté est préservée, car le peuple ne se soumet qu'aux lois,

67 Jean-Jacques Rousseau, 2001, p. 57.

68 Jean-Jacques Rousseau, 2001, p. 65-p.70.

utiles à tous, et dont il est l'auteur. Aucun individu ne conserve de prérogatives personnelles, on a donc une légitimité fondée sur la réciprocité. Le gouvernement ne fait qu'exécuter les lois votées par la puissance législative qui émane du peuple rassemblé. La volonté générale n'est ni l'unanimité ni la volonté de tous comme addition des volontés particulières, mais la «somme des différences». Pour Rousseau, enfin, «la liberté consiste à être gouverné par des lois et à savoir que les lois ne seront pas arbitraires.⁶⁹»

Mais Rousseau va plus loin que Montesquieu. Les Pères Fondateurs ne le suivront pas et se contenteront des conseils de Montesquieu. Toutefois, le regard de Rousseau éclaire des aspects sur lesquels nous reviendrons dans notre thèse comme la distinction entre les intérêts des oligarques et ceux des citoyens ordinaires constituant «le peuple». C'est pourquoi nous en faisons état ici. En effet, pour Rousseau la démocratie repose aussi sur le respect du principe de l'indivisibilité de la souveraineté populaire. Selon ce principe, chacun appartient au Souverain (Rousseau emploie ce terme pour désigner le peuple souverain) et ne peut s'en séparer par l'intérêt personnel, car l'intérêt personnel est contraire à la recherche de l'intérêt général, seul objectif du contrat social. Ce contrat social, cet état de la société démocratique, Rousseau le voit comme faisant suite à l'état de nature, où règne entre les hommes la loi du plus fort, tout en le transcendant. Pour lui, en effet, (on voit se préciser l'intérêt de son approche par opposition au darwinisme social, si cher à la droite américaine, sur la scène nationale et au darwinisme militaire, si cher aux Néoconservateurs sur la scène internationale) la loi du plus fort ne peut être le principe directeur d'une société, car il est incompatible avec l'intérêt général, et donc avec le contrat social. La perte du contrat social, c'est le retour à l'état de nature, primitif, animal, «tyrannique et vain». Une société qui rompt son contrat social ne serait plus une société démocratique. Si ce principe pouvait ne pas déplaire à Abraham Lincoln, il a

69 Jean-Jacques Rousseau, 2001, p. 70.

probablement paru comme un peu trop radical aux Pères Fondateurs qui, sur ce point, restent plus près de John Locke et s'en tiennent aux idées de Montesquieu. On ne cachera pas que notre propre posture éthique est marquée par les réflexions de Rousseau dont nous venons de faire état.

Rousseau est dans l'esprit du temps de la Constitution; car il suggère aussi que pour empêcher que la volonté générale ne soit corrompue et s'assurer qu'elle tende toujours vers l'utilité générale, il faut tenir compte des facteurs suivants, dont plusieurs seront repris par les Constitutionnalistes américains.

Il y a souvent bien de la différence entre la volonté de tous et la volonté générale; celle-ci ne regarde qu'à l'intérêt commun, l'autre regarde à l'intérêt privé, et n'est qu'une somme de volontés particulières: mais ôtez de ces mêmes volontés les plus et les moins qui s'entre-détruisent, reste pour somme des différences la volonté générale.

Si, quand le peuple suffisamment informé délibère, les Citoyens n'avaient aucune communication entre eux, du grand nombre de petites différences résulterait toujours la volonté générale, et la délibération serait toujours bonne...

Il importe donc, pour avoir bien l'énoncé de la volonté générale, qu'il n'y ait pas de société partielle dans l'État et que chaque citoyen n'opine que d'après lui. ...Que s'il y a des sociétés partielles, il en faut multiplier le nombre et en prévenir l'inégalité. ... Ces précautions sont les seules bonnes pour que la volonté générale soit toujours éclairée, et que le peuple ne se trompe point.⁷⁰

Dans la conversation républicaine, génératrice du contrat social, c'est l'individu qui devient l'élément central en tant que sujet affranchi des dogmes religieux et politiques. C'est le principe de l'être souverain qui prime chez les philosophes des Lumières. Il s'agit d'une véritable révolution intellectuelle. L'homme libéré est devenu maître de son univers. Les États-Unis auront alors été les premiers à mettre en application les idées des Lumières en créant un système politique qui emprunte une démarche rationnelle d'enquête et de discussion. L'élaboration de la Constitution américaine a donc permis au peuple souverain de se prendre en charge à travers

70 Jean-Jacques Rousseau, 2001, notes, p. 68-69.

diverses institutions. «Pour la première fois dans l'histoire du monde moderne, l'idéal d'Aristote - un gouvernement fondé sur des lois et non sur des hommes - devint une réalité.⁷¹» La mise en pratique de ce mode de gouvernement a fasciné plusieurs observateurs célèbres, parmi eux, Alexis de Tocqueville qui a effectué une enquête cruciale sur *La démocratie en Amérique*.

1.1.4 Tocqueville et la pratique de la démocratie en Amérique

À la suite de son séjour aux États-Unis en 1831 et 1832, Alexis de Tocqueville nous fait part de son émerveillement devant le fonctionnement de ce pays. À ses yeux, «l'empire de la démocratie [y] est absolu; et l'égalité de condition au sein de l'humanité a atteint ce qui semble être sa limite ultime.⁷²» Aristocrate conservateur, l'inégalité des conditions lui paraissait inaltérable. Il savait que chaque siècle avait essayé de la réduire, mais il a constaté qu'un nivellement véritable était survenu en Amérique où «la démocratie, telle que n'avait point osé la rêver l'Antiquité, s'échappait toute grande et toute armée du milieu de la vieille société féodale.⁷³» Et il s'étonne du fait que le mouvement égalitaire ne s'y soit point atténué.

Parmi les objets nouveaux qui, pendant mon séjour aux États-Unis, ont attiré mon attention, aucun n'a plus vivement frappé mes regards que l'égalité des conditions. Je découvris, sans peine, l'influence prodigieuse qu'exerce ce premier fait sur la marche de la société... Bientôt je reconnus que ce même fait étend son influence, fort au-delà des mœurs politiques et des lois... Il crée des opinions, fait naître des sentiments, suggère des usages et modifie tout ce qu'il ne produit pas. Je voyais de plus en plus, dans l'égalité des conditions, le fait générateur dont chaque fait particulier semblait descendre... Alors, je reportai ma pensée vers notre hémisphère, et il me sembla que j'y distinguais quelque chose d'analogue au spectacle que m'offrait le Nouveau Monde. Je vis l'égalité des

71 William R. Brock, *L'évolution de la démocratie en Amérique*, Paris, Nouveaux horizons, 1974, p. 27.

72 John Stuart Mill, *Essais sur Tocqueville et la société américaine*, Paris, Vrin, 1963-1991, p. 50.

73 Pierre Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Julliard, 1993, p. 10.

conditions qui, sans y avoir atteint comme aux États-Unis ses limites extrêmes, s'en rapprochait chaque jour davantage.⁷⁴

Pour résumer la pensée de l'auteur, la transformation de l'homme par la démocratie a permis de croire en l'hypothèse selon laquelle tous les hommes naissent libres et égaux en droits et ne doivent obéir à un pouvoir que leur consentement seul peut légitimer. Tocqueville souligne l'avènement de l'homme moderne qui est gouverné par le dogme de sa souveraineté sur ses propres actions. Selon Tocqueville, «En Amérique, le principe de la démocratie du peuple n'est point caché ou stérile comme chez certaines nations; il est proclamé par les lois; il s'étend avec liberté et atteint sans obstacle ses dernières conséquences.⁷⁵» Le principe de souveraineté du peuple est le fondement politique de chacun des États de ce pays. En effet, il faut être souverain et libre pour pouvoir donner son consentement. Si les citoyens n'avaient pas été libres de concevoir leur projet de société, ils n'auraient pas été en mesure de converser et de décider de la nature du régime dont ils voulaient se doter. Et Tocqueville de constater que l'Amérique qu'il a sous les yeux incarne parfaitement l'idée qu'il se fait d'une «République idéale »:

Je conçois alors une société où tous regardant la loi comme leur ouvrage, l'aimeraient et s'y soumettraient sans peine; où l'autorité du gouvernement serait comme nécessaire et non comme divine, l'amour qu'on porterait au chef de l'État ne serait point une passion, mais un sentiment raisonné et tranquille. Chacun ayant des droits, et s'étant assuré de conserver ces droits, il s'établirait entre toutes les classes une mâle confiance, et une sorte de condescendance réciproque, aussi éloignée de l'orgueil que de la bassesse. Instruit de ses vrais intérêts, le peuple comprendrait que, pour profiter des biens de la société, il faut se soumettre à ses charges. L'association libre de citoyens pourrait remplacer alors la puissance individuelle des nobles, et l'État serait à l'abri de la tyrannie et de la licence.⁷⁶

74 Pierre Manent, 1993, p. 13.

75 Pierre Manent, 1993, 16.

76 Daniel Jacques, *Tocqueville et la modernité: la question de l'individualité dans la démocratie en Amérique*, Montréal, Éditions Boréal, 1995, p. 101.

Et pour lui, « sans respect des droits il n'y a pas de grand peuple: on peut presque dire qu'il n'y a pas de société; car qu'est ce qu'une réunion d'êtres rationnels et intelligents dont la seule force est le lien?⁷⁷»

Tocqueville répertorie trois modalités indispensables au maintien de la démocratie:

- 1. L'égalité des conditions résultant de la disparition de l'aristocratie de naissance et du despotisme. Ce sont alors les lois, les pratiques, les coutumes, les idées qui dictent la conduite du pays. Dans l'état social démocratique, le peuple ne doit pas subir l'influence directrice d'aucun groupe ou d'aucun individu. Sinon ce serait empiéter sur sa souveraineté. Chaque individu n'obéit donc qu'à lui-même et participe à la formulation de la volonté générale.

- 2. La souveraineté du peuple est le «principe générateur» de l'orientation du régime. «Chaque individu forme une portion égale du souverain et participe également au gouvernement de l'État. Chaque individu est donc censé être aussi éclairé, vertueux, aussi fort qu'aucun de ses semblables... Il obéit à la société parce que l'union avec ses semblables lui paraît utile.⁷⁸»

- 3. L'opinion publique est le principe générateur des mœurs et des lois:

Aux États-Unis, le dogme de la souveraineté du peuple n'est point une doctrine isolée qui ne tienne ni aux habitudes ni à l'ensemble des idées dominantes; on peut, au contraire, l'envisager comme le dernier anneau d'une chaîne d'opinions qui enveloppe le monde anglo-américain tout entier. La providence a donné à chaque individu, quel qu'il soit, le degré de raison nécessaire pour qu'il puisse se diriger lui-même dans les choses qui l'intéressent exclusivement. Telle est la grande maxime sur laquelle..., repose la société civile et politique: le père de famille en fait l'application à ses enfants, le maître à ses serviteurs, la commune à ses administrés, la province aux communes, l'État aux provinces, l'Union aux États. Étendue à l'ensemble de la nation, elle devient le dogme de

77 Daniel Jacques, 1995, p. 100.

78 Pierre Manent, 1993, p. 21.

la souveraineté du peuple. Ainsi, le principe générateur de la république est le même qui règle la plupart des actions humaines.⁷⁹

Comme les Fondateurs de la république étaient issus des couches aisées de la population, aucune pression externe ne les contraignait à promouvoir la démocratie, mais ils se sentaient obligés de le faire, mus par un impératif moral. Ils «voulaient faire triompher une idée.⁸⁰»

Tocqueville, comme beaucoup d'autres théoriciens de la démocratie, redoute que tous les pouvoirs ne soient accaparés par le gouvernement. Il anticipe alors la vision de la démocratie que présentera Abraham Lincoln: «Le gouvernement du peuple, par le peuple», pour avancer que si le peuple ne participe pas à la création de ses lois et aussi à leur application, sa souveraineté est menacée. Par ailleurs, il faut se méfier de l'appareil de fonctionnaires non rattachés au peuple, puisqu'il risque de poser des actes ne représentant pas la volonté générale. Or, la démocratie américaine est fondée sur les principes de souveraineté et d'égalité devant la loi et garant de la liberté. Par conséquent, pour que le peuple puisse en profiter pleinement, ces deux composantes se retrouvent renforcées au sein d'un ensemble d'institutions de lois et de coutumes représentant les trois paliers de pouvoir de façon distincte. Ce qui amenuise considérablement les risques de tyrannie.

Tocqueville précise aussi que le maintien de la République démocratique dépend de l'adoption du fédéralisme qui permet à tous les États de jouir équitablement d'une même puissance. En outre, le fait d'avoir créé des institutions communes à tous les États réduit le despotisme de la majorité locale tout en permettant au peuple de continuer à jouir de la liberté et d'apprécier l'art de la liberté. Finalement, la constitution du pouvoir judiciaire permet de corriger les déviations de la démocratie sans empiéter sur les lois qui représentent la volonté générale. En décentralisant la

79 Pierre Manent, 1993, p. 23.

80 Pierre Manent, 1993, p. 10.

bureaucratie et en laissant au peuple le soin d'élire et de contrôler ses représentants et ses juges, et en s'assurant de la liberté d'association et de la presse, les Américains entretiennent le culte de la liberté. En effet, tout ceci amplifie leur niveau de responsabilité civique et développe chez eux la culture et l'amour de la liberté. Les Pères Fondateurs ont réussi à faire de ces vertus démocratiques une priorité de l'enseignement dans l'école publique. Tocqueville insiste, l'éducation permet aux Américains de mieux remplir leurs devoirs de citoyen en plus de s'élever au-delà de leur condition d'origine.

Comme Montesquieu et Rousseau le souhaitaient, il constate qu'en Amérique le gouvernement permet à ses citoyens de s'épanouir et de jouir de la liberté:

L'égalité des chances est donnée à tous les hommes dès leur naissance, égalité devant la loi, égalité des devoirs et des droits. Non pas l'égalité dans l'asservissement à un État supra-humain, mais l'égalité dans la liberté qui, loin de niveler les personnalités, doit permettre au contraire, leur plein épanouissement.⁸¹

Selon lui, l'égalité des conditions porte l'empreinte d'un dessein providentiel parce qu'elle échappe à la nature humaine et se poursuit inexorablement. Tous les événements et tous les hommes collaborant à son développement. Aussi longtemps que l'homme démocratique se considère souverain et a des droits, ces droits continueront à progresser. Par conséquent avec l'adoption de la Constitution américaine et la déclaration du *Bill of Rights*, garants des libertés inaliénables des Américains, ces derniers continueront à être souverains tout en demeurant égaux devant la loi. Les droits inaliénables des Américains comprennent la liberté de presse, la liberté d'expression, la liberté d'organisation, l'habeas corpus. Et, Tocqueville de souligner clairement les liens entre communication et démocratie: «La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de

81 Alexis de Tocqueville, 1805-1859, *De la démocratie en Amérique pages choisies*, Paris, Istra, s.d., p. 10.

l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.⁸²»

La combinaison de la formation et de l'information du peuple sont garants du fait que, «le meilleur moyen de former une nation démocratique est d'amener le peuple à participer activement et volontairement à l'administration du pays ou tout du moins, à son contrôle à tous les échelons, sinon l'homme cesse d'être un citoyen pour devenir un assisté.⁸³» Et Tocqueville conclut qu'il n'a jamais vu un pays avec autant de débats, d'associations, de partis, de communautés. Pour lui, sans la démocratie locale qu'assurent les associations et les mouvements d'opinion, l'individu ne pourrait pas exercer sa souveraineté.

1.1.5 Hannah Arendt et la démocratie comme lieu de la conversation

Arendt retrace le début de la démocratie dans la Grèce antique où l'on a pu trouver une alternative aux dérapages du pouvoir dans la praxis - l'action et la lexis - la parole. Selon Arendt, ce qui caractérise la *Polis* grecque et la République romaine, c'est la prédominance de l'activité politique pour gérer l'action. Les citoyens grecs, pour accéder à la vie politique, devaient être propriétaires et participer activement au maniement des affaires humaines. Dans la Grèce antique, la politique prend naissance dans l'agora où les citoyens, des hommes libres et de statut égal, se rassemblent pour parler et délibérer sur le monde et la condition humaine. Ce faisant, ils prennent des décisions et réalisent des actions qui reflètent leur liberté et leur grandeur personnelles.

82 Pierre Gouirand, *Tocqueville, une certaine vision de la démocratie*, Paris, l'Harmattan, 2005, p. 187.

83 Alexis de Tocqueville. 1805-1859, s.d., p. 14.

Arendt insiste beaucoup sur les liens entre communication et démocratie. Elle se réfère à la notion du *bios politikos* d'Aristote pour décrire la condition humaine ou la spécificité de l'homme. Cette notion regroupe deux composantes: la praxis et la lexis, autrement dit, l'action et la parole, qui s'opposent à la force et à la violence. Celles-ci s'inclinent devant l'école, dans la société grecque. L'homme, ayant appris le langage, parvient à converser et cesse ainsi d'être un barbare. Ce n'est qu'en constituant une société politique, gérée par des individus libres et égaux, que l'homme arrive à se soustraire à l'état de nature. La société qu'il crée doit être fondée sur la raison, le consensus social et la liberté. Pour Arendt, la démocratie se trouve dans *la polis* qui constitue l'espace politique. Et la vie politique découle de «l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit et parle ensemble, et son espace véritable s'étend entre les hommes qui vivent ensemble dans ce but, en quelque lieu qu'ils se trouvent.⁸⁴» Cette fondation de *la polis* instaurait ainsi la permanence du débat et de l'activité politique chez les Grecs. Elle prendra les traits de «la conversation républicaine» lors de la mise sur pied de la démocratie américaine.

La polis ou l'organisation politique était le lieu où les Grecs pouvaient faire l'expérience de la liberté et l'appartenance à cette organisation les unissait. Le fait qu'ils prenaient des décisions en commun impliquait qu'ils se considéraient comme étant égaux, mais distincts. Cette prise de décision reposait sur la capacité de convaincre ses semblables qu'un argument était meilleur qu'un autre. Et, selon Arendt, c'était la mise en commun des meilleurs arguments qui engendrait, chez les Grecs, la *topique* - le sens commun, le bon sens, *the common sense* de Thomas Payne. La parole et l'agir en commun fondaient l'espace public des Grecs.

84 Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calman-Levy, 2^e édition, 1983, p. 258.

Arendt affirme que les Américains ne se sont pas trop éloignés des Grecs dans leur expérience moderne de liberté politique. Selon elle, deux principes⁸⁵ président à l'action révolutionnaire américaine: le premier, celui «des promesses mutuelles» entre citoyens américains, combiné au second: «la commune délibération». C'est par la conviction de partager un monde commun que les Américains «s'unissaient et s'engageaient mutuellement par des promesses, des conventions et des pactes.»⁸⁶

À en croire Arendt, depuis leur établissement en Nouvelle-Angleterre, les Américains s'étaient dotés de plusieurs associations, de comités, de communes, qui leur permettaient de poursuivre leur but de fonder un gouvernement établi sur la liberté. Dès le début, ils se sont constitués en corps politiques civils. Ils n'ont pas seulement fait l'expérience de la liberté politique, ils ont fondé un nouveau gouvernement. Et, sa légitimité provenait précisément des pactes et des promesses qui liaient les différents corps politiques entre eux. Ce gouvernement était ainsi «organisé de la base au sommet, c'est-à-dire, en corps dûment constitués dont chacun était autonome, pourvu de représentants librement choisis par le consentement d'amis et de voisins affectionnés.»⁸⁷ En conclusion, ils avaient fini par créer une nouvelle *Res Publica* ou un *gouvernement de conseils*, fondé sur le débat, pour reprendre les mots d'Arendt.

1.1.6 James W. Carey et la conversation républicaine

Considérant aussi que le débat public entre citoyens libres et égaux est ce qui permet à la démocratie de fonctionner et de perdurer, Carey (1997), dans son observation de la République dont s'est dotée l'Amérique (comme l'avait fait savoir

85 On consultera les travaux d'Hannah Arendt sur la conversation et la démocratie dans *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1967, p. 316.

86 Hannah Arendt, 1967, p. 268.

87 Hannah Arendt, 1967, p. 25.

Benjamin Franklin à ses contemporains en se demandant s'ils pourraient la conserver), affirme que le premier amendement laisse bien augurer cette société conversationnelle faite de gens qui se parlent et qui conversent en quête d'un accord commun (*mutual agreement*). Pour Carey, à l'origine et telle que Tocqueville l'a observée, l'Amérique était bien une société d'arguments, de discussion, de débats où les citoyens cherchaient à régler disputes et désaccords à travers la discussion civilisée. Comme il le précise, « La conversation nous permet d'être des citoyens dans toute l'acception du terme: des gens qui ne vivent pas seulement les uns à côté des autres, mais les uns parmi les autres, dans un espace commun que nous désignons par l'adjectif 'public'.⁸⁸ » Carey nous présente l'Amérique à ses débuts, comme une société conversationnelle inclusive où tous les citoyens ont le droit de débattre des affaires de la Cité. Pour lui, cette vie publique est bien à l'image du premier amendement; une république où la presse est libre et où les citoyens sont libres de pratiquer la religion de leur choix sans être persécutés; libres de parler, de s'assembler paisiblement et de critiquer ouvertement leur gouvernement. C'est donc bien une démocratie qui repose sur des valeurs fondamentales, garanties par la Constitution de 1789 et le *Bill of Rights*. Se voulant respectueux des droits de la personne, ils garantissent les libertés civiles dans tous les secteurs de la vie sociale et politique.

Mais, comme on le verra dans le prochain chapitre, pour Carey, si la presse a, au début, joué un rôle d'amplification et d'amélioration de la conversation républicaine en l'alimentant d'informations et en colportant les débats des uns chez les autres, par la suite, en se professionnalisant et en s'industrialisant, la presse trahira quelque peu la démocratie.

88 James W. Carey, in Munson et Warren (dir. publ.), 1997, p. 192 (traduction libre de: «Conversation permits us to be citizens in the fullest sense: people who live not just near, but among one another, in the common space we designate with the adjective public.»)

Carey souligne aussi que «La démocratie dépend des formes communicationnelles qu'implique la gestion politique du pays.⁸⁹» Elle est donc respectée si tous les citoyens y participent à travers une série de dispositifs visant à maintenir la négociation et la conversation ouvertes. Et, selon Habermas qui, ici, complète Carey, cela n'est possible que «... par la garantie d'un processus inclusif de formation de l'opinion et de la volonté, au cours duquel les citoyens libres et égaux s'entendent sur les objectifs et les normes qui sont dans l'intérêt commun de tous⁹⁰» dans une société de droits.

Habermas (1998), sur ce plan, parle surtout d'«espace public» pour d'écrire l'univers dans lequel «la conversation républicaine», comme Carey se plaît à la nommer, est sensée se dérouler. Il suggère que, pour avoir «une communication représentative», «la pratique d'autodétermination des citoyens qui aspirent au bien commun et qui se comprennent comme les membres libres et égaux d'une communauté de coopération autogérée⁹¹» est indispensable. Dominique Wolton (2004) quant à lui, affirme que communiquer, c'est être libre et reconnaître l'autre comme son égal. Il insiste, la communication démocratique est inséparable de la liberté et de l'égalité des personnes qui y participent.

1.1.7 Indissociabilité de l'idéal démocratique et de la conversation républicaine

Tous les auteurs que nous venons d'évoquer soutiennent que «la conversation républicaine» sert de base à l'élaboration et à la consolidation de l'idéal démocratique américain comme elle le présuppose pour pouvoir «démocratiquement» se dérouler.

89 James W.Carey, in Munson et Warren, (dir. publ.), 1997, p. 202 (traduction libre de: «What we mean by democracy depends on the forms of communication by which we conduct politics.»)

90 Jürgen Habermas, *L'intégration républicaine: Essais de théorie politique*, Paris, Fayard, 1998, p. 262.

91 Jürgen Habermas, 1998, p. 291.

- En aval, les conversations républicaines donnent la possibilité aux citoyens de prendre part directement aux affaires de la *Res publica*. Ainsi, ils confrontent publiquement leurs idées, participent aux discussions sociales et s'impliquent dans les décisions politiques concernant leur communauté. C'est ainsi que pendant la GI, ces décisions ont concouru à l'émancipation du peuple américain.

- En amont, pour pouvoir se dérouler démocratiquement, la conversation républicaine exige le respect des valeurs propres au régime démocratique comme la liberté d'expression, l'égalité et la souveraineté des citoyens. Par conséquent, en créant une synergie entre les citoyens, la presse et leur communauté, elle exprime véritablement la volonté du peuple. C'est lorsque ces conditions sont réunies que Locke et Rousseau parlent d'un «peuple souverain». Tout semble montrer que la conversation républicaine est génératrice du régime démocratique tout comme celui-ci est garant du bon fonctionnement de ce type de débats.

Sur un plan historique, il ne faut surtout pas négliger, lorsque l'on parle de la création de la démocratie en Amérique, que les conversations, au XVIII^e siècle, non seulement permettaient aux individus vivant dans une communauté de partager leurs idées, mais également de donner sens à ce qu'ils avaient en commun. C'était le ciment de la communauté, puisqu'à cette époque, la réalité sociale était basée sur l'idéologie de la vie communautaire (organisée) à partir de liens communs: mêmes origines européennes, croyances religieuses similaires: judéo-christianisme à prédominance protestante, intérêts économiques plus ou moins communs, etc.

La participation à la vie communautaire est une condition essentielle à la pratique d'une saine démocratie. Cet engagement communal exige la participation du public dans des associations politiques nécessaires aux politiques démocratiques. Le dialogue social est également nécessaire pour atteindre le type de consentement populaire indispensable à une démocratie.⁹²

92 Patrick M. Garry, *Scrambling for protection. The New Media and the First Amendment*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1994, p. 123 (traduction libre de: «Participation in community life is an essential condition for a healthy democracy. Such communal involvement

Dans cette optique, la communication démocratique permettait à des individus «déracinés», pour reprendre les propos de Ravault, de trouver une manière de fixer leurs buts, leurs connaissances et leurs valeurs en dépit des distances qui les séparaient.

Ensuite, c'est pour permettre à cette population si diversifiée de s'organiser, de négocier ses projets et ses contrats d'affaires ou de société, de les gérer ou de les contrôler aussi rapidement que possible, que les nouvelles conceptions et les nouvelles technologies de la communication ont été imaginées et surtout mises en pratique aux États-Unis.⁹³

Ravault insiste sur le fait que la démocratie s'est développée aux États-Unis grâce à l'hyper mobilité des populations et aux avancées technologiques qui l'accompagnaient. Celles-ci ont permis la circulation de l'information et des opinions, passant de la transmission orale à l'impression des journaux qui étaient distribués par le service des postes.

Ouvertes, ces conversations publiques n'avaient pas de cadres spécifiques et pouvaient se tenir dans n'importe quels lieux publics. Selon John B. Thomson (1995),

Ce sont des sphères publiques qui sont des espaces empreints de créativité et incontrôlables, des espaces où de nouvelles formes symboliques s'expriment, où de nouveaux mots et de nouvelles images peuvent apparaître soudainement, où l'information auparavant cachée est librement accessible et où l'expression et la visibilité ne sont pas appréhendées ni censurées, ne pouvant pas être pleinement anticipées. Cette sphère publique est considérée comme étant une aire de circulation sans fin, ouverte vers l'infini et dont les contenus ne sont pas programmés d'avance.⁹⁴

requires the public's participation in political association necessary for Democratic politics. Social dialogue is also necessary for achieving the kind of popular consent vital to a democracy.»)

93 Cette remarque est reprise intégralement dans René-Jean Ravault, in Lucien Sfez, 1993, p. 81.

94 John B. Thompson, *The media and modernity*, Oxford, Polity Press, 1995, p. 246-247 (traduction libre de: «Mediated publicness is an open-ended space in the sense that it is a creative and uncontrollable space, a space where new symbolic forms can be expressed, where new words and images can suddenly appear, where information previously hidden from view can be made available, and where the consequences of becoming visible cannot be fully anticipated and controlled. Mediated publicness is open-ended in the sense that the contents of mediated materials cannot be entirely delimited in advance.»)

L'ouverture de l'espace public permettait d'entretenir cet idéal démocratique. Elle permettait la circulation libre des intervenants dans les conversations publiques, celle-ci complétait la relation entre les personnes et leur communauté. Non seulement les conversations et les débats tournaient autour des faits relatés dans les journaux, mais le contenu des journaux centré sur les enjeux économiques et certains événements politiques nourrissait les conversations qui se déroulaient entre les membres de la communauté, les passants et même les étrangers. Ainsi, les gens débattaient librement de ces enjeux un peu partout, partageaient leur opinion et prenaient position. Ce faisant, ils se joignaient à l'action politique par la communication: c'était l'embryon d'une sphère publique.

Jean Chesnaux soulignera que le degré de succès des communications sociales, au sein de l'espace public, se traduit en termes d'accessibilité des connaissances et de l'expression que l'on remarquera la qualité des interactions des individus en rapport avec leur communauté et dans leur volonté de participer à la gestion de leur communauté dans l'intérêt du bien commun⁹⁵. S'il n'y avait pas eu cette interaction des conversations entre la presse, les communautés et les citoyens, ces derniers n'auraient pas été en mesure de participer à l'action politique.

Les travaux de Carey suggèrent que ces conversations revêtaient plusieurs formes:

- débats oraux dans des lieux publics - conversations journalistiques où les journaux présentaient les échanges d'opinions, - lettres à l'éditeur, - argumentations publiques, etc. La presse se donnait pour fonction de relancer le débat dans les tavernes, aux assemblées à l'Hôtel de Ville, dans les salons ou dans d'autres endroits publics où ils furent aussitôt repris par le public. Ces conversations se répercutaient partout puisque le contenu des journaux arrivait de part et d'autre, de tous les recoins des colonies

95 Jean Chesnaux, *Habiter le temps. Présent, passé, futur: esquisse d'un dialogue politique*, Paris, Bayard, 1996.

devenant des États. Ces échanges épistolaires, à cette époque, traitaient de sujets variés allant de la liberté aux nouvelles législations ou politiques, les problèmes de taxes ou la vente des esclaves. Ils donnaient lieu à une nouvelle forme de communiquer et concoururent à la création des forums publics où l'opinion était discutée par écrit. La libre circulation des conversations publiques et journalistiques faisait partie intégrante de la vie publique.

Si journalisme et démocratie désignent la même chose, ce qu'ils représentent tous les deux c'est la politique dont on converse, comme Carey le suggère si bien. ... Le journalisme à son meilleur découle et se nourrit de la vie publique qui est la conversation à laquelle nous donnons l'ampleur que nous voulons.⁹⁶

L'idéal démocratique permet aux citoyens, orateurs, écrivains et politiciens de s'exprimer librement. D'où l'insistance de Carey sur l'importance des espaces publics qui permettent à la communication de s'épanouir. Car, c'est par cette dernière que nous appréhendons le monde et lui donnons du sens. Les journaux, sans compter les pamphlets, les pétitions, et les assemblées publiques constituent l'univers communicationnel où les citoyens créent leur réalité politique quotidienne.

Les conversations journalistiques ou orales prenaient de l'ampleur. De nombreuses lettres, proposant des opinions et d'autres, des réponses, lançaient le débat sur la liberté, l'égalité d'accès aux nouvelles et à l'espace de conversation publique. La nouvelle se répandait de bouche à oreille et aussi par d'autres formes qu'offrait alors la communication démocratique. Ce qui explique pourquoi, lors de la proposition du *Stamp Act*, la contestation fut unanime. En taxant le papier, les journaux, on risquait de faire taire les voix des citoyens et des lecteurs d'où la

96 Jay Rosen, «Introduction/''We'll Have That Conversation'' : Journalism and Democracy in the Thought of James W. Carey», in Munson et Warren (dir. publ.), 1997, p. 192 (traduction libre de: «If journalism and democracy are really names for the same thing, the thing they both stand for is politics in the key of conversation which is the music Carey hears in his head. ... Journalism at its best arises from and feeds into public life, which is our conversation to the degree that determines to have it...»)

réaction des regroupements et associations révolutionnaires telles que les *Patriots* et *Sons of Liberty*. Toutes les colonies ont protesté et voté contre cette législation. Cette loi menaçait de supprimer des supports indispensables à l'expansion de la conversation républicaine.

Plusieurs auteurs, dont Tocqueville, ont souligné que l'Amérique était passée au stade de la modernité par l'expression publique et la presse sans recours à la violence. En effet, l'histoire de la communication démocratique américaine porte à croire que c'est elle qui a permis au peuple américain de s'émanciper. Carey insiste: «La démocratie dépend des formes de communication par lesquelles nous gérons les affaires politiques. La communication dépend des impulsions et des inspirations centrales des politiques démocratiques. Et l'opinion publique dépend des deux.⁹⁷» Au XVIII^e et durant la première partie du XIX^e siècle, l'Amérique puisait ses forces dans les conversations républicaines où circulaient les nouvelles, les enjeux politiques, les rumeurs publiques, l'échange des opinions qui concouraient à la prise de décisions pour le bien commun. Plusieurs penseurs, dont Tocqueville et Baudrillard, soutiennent que les États-Unis ont pu se constituer politiquement, de façon libre, grâce à une forte culture de la communication publique. Et Carey de conclure: «Nous insistons: la conversation publique est l'essence de la vie démocratique.⁹⁸»

1.2 Conclusion

L'Amérique a été construite sur la présomption d'être un endroit où tous les citoyens ont la possibilité de participer à leur propre gouvernance, d'être libres de prospérer, et de pratiquer la religion de leur choix comme le laissait entrevoir déjà, le

97 Jay Rosen, in Munson et Warren, (dir. publ.), 1997, p. 202 (traduction libre de: «What we mean by democracy depends on the forms of communication by which we conduct politics. What we mean by communication depends on the central impulses and inspirations of democratic politics. What we mean by public opinion depends on both.»)

98 Jay Rosen, in Munson et Warren (dir. publ.), 1997, p. 218 (traduction libre de: «We insist on public conversation as the essence of democratic life.»)

Compact du Mayflower, puis, comme l'ont affirmé magistralement, lors de la Révolution, la Constitution et les Écrits des Pères Fondateurs. L'exploration des conceptions de la communication aux États-Unis nous montre que ce sont l'absence de hiérarchie sociale, la prégnance de la philosophie des Lumières et des courants de pensée politique émancipateurs ainsi que le développement des outils de communication qui ont fourni les bases nécessaires à la formulation et la mise en pratique de l'idéal démocratique.

Ainsi, sans les contributions - des valeurs mises de l'avant par le Judéo-Christianisme, de la philosophie de l'Antiquité grecque et de celle des Lumières, l'Amérique n'aurait pu concevoir ce modèle de démocratie. Les travaux de Riemer (1967) sur l'expérience démocratique américaine suggèrent que les «Pères Constituants», par un coup de génie, ont su choisir les meilleurs ingrédients de cet héritage conceptuel pour l'adapter à un nouvel environnement. La philosophie des Lumières, certes, a joué un rôle décisif, comme on peut le constater par l'adoption des principes politiques suivants:

Un gouvernement limité, un gouvernement de droit, un gouvernement mixte, la séparation des pouvoirs, un gouvernement populaire, des élections libres et fréquentes, un gouvernement responsable, la confiance en la raison et dans les intérêts populaires, le respect d'une gouvernance aristocratique naturelle de fonctionnaires sages et dévoués.⁹⁹

Denis Lacorne (2006) fait remarquer qu'on retrouve dans cette démocratie une sorte d'amalgame de la Cité d'Aristote et de la République de Platon. La liberté y est définie par la capacité de participer directement à la gestion des affaires publiques ainsi que par cette volonté rationnelle, tirée de l'esprit des Lumières, de valoriser l'aisance, les activités économiques et les libertés individuelles. Dans ce dessein, il a

99 Neal Riemer, 1967, p. 52 (traduction libre de: «limited government, a government of law, mixed government, separation of powers, popular government, free and frequent elections, responsible government, faith in popular reason and interest, respect for a natural governing aristocracy of wise and dedicated public servant.»)

fallu créer un espace entre la société et le gouvernement où les individus se rassemblaient pour tenir des débats susceptibles de former l'opinion publique. Cela n'a été possible que grâce à la liberté d'expression appuyée par une presse libre et aussi grâce à la notion, très neuve, d'égalité des citoyens qui permit à tout un chacun de prendre la parole et d'être également écouté.

En paraphrasant André Tunc (1965), nous pouvons avancer que l'idéal démocratique est fondé sur l'association de la liberté individuelle et de la discipline collective, c'est-à-dire une association «de groupements d'hommes qui se reconnaissent comme égaux et veulent résoudre ensemble, par une discussion libre et éclairée, les problèmes auxquels ils sont confrontés.¹⁰⁰» Elle implique aussi le respect de la règle incontournable de la séparation et, pratiquement, de l'opposition équilibrée des pouvoirs. Ajoutons que ce désir de vouloir fonctionner dans des «démocraties pures¹⁰¹» s'est manifesté en Amérique dès le début de sa vie politique à l'époque coloniale et il semble encore être très présent dans la société américaine contemporaine.

Toutefois, il ne faut pas oublier que la démocratie américaine est avant tout un idéal dont la réalisation n'a été et ne peut-être que partielle. Ce régime a surtout une valeur symbolique et l'ampleur de sa réalisation a considérablement fluctué dans le temps. Si beaucoup d'observateurs soulignent de sérieux progrès au cours d'un peu plus de deux siècles d'existence, il y a eu, et il y a encore aujourd'hui, des reculs. Parmi les difficultés inhérentes à la réalisation de l'idéal démocratique, les pratiques communicationnelles sont celles qui sont le plus facilement sujettes à restrictions. Il nous faut donc analyser la démocratie aux États-Unis à travers le sort qui a été réservé aux pratiques communicationnelles sans lesquelles le bon fonctionnement de ce

100 André Tunc, *Les États-Unis, 'comment ils sont gouvernés'*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, (deuxième édition), 1965, p. 12.

101 Termes utilisés par André Tunc, op. cit. 1965, p. 12.

régime est impossible. C'est ce que nous nous proposons de faire dans les deux chapitres suivants, en temps de paix comme en guerre.

CHAPITRE II

DE LA COMMUNICATION DÉMOCRATIQUE EN TEMPS DE PAIX

Quand la représentation politique, l'industrialisation des médias, la monopolisation de l'opinion publique par les experts et les groupes de pression court-circuitent la pratique de la conversation républicaine

Dans un univers chaotique, c'est la culture qui garantit le sens et la signification de la vie. Pour qu'elle y parvienne, il incombe à la démocratie de protéger les hommes du pouvoir coercitif, du capitalisme prédateur, des monopoles du savoir professionnel et de l'impérialisme de la technologie. Mais, avant tout, la démocratie doit nous fournir la plus belle métaphore communicationnelle sans laquelle on ne peut vivre: la communication comme conversation.¹⁰²

Aux États-Unis, la conversation républicaine est à la fois, la cause et la conséquence de la démocratie. Depuis leur fondation, les communications sociales et politiques se confondent avec la conversation républicaine. Ainsi, nous retrouvons les mots informations, liberté, démocratie et identité au cœur de l'expérience individuelle et collective, sans compter le partage des informations et la participation des individus aux affaires publiques (par exemple lors des primaires présidentielles et les *City Hall Meetings*). Les conversations républicaines ont contribué à la création d'un espace public comme à la démocratisation de la société. Elles ont permis de développer une véritable communication démocratique, stimulée par la Constitution. «On peut affirmer, sans grand risque d'erreur, qu'aux États-Unis les discussions, les

102 John Pauly, «Introduction/On the Origins of Media Studies», in Munson & Warren (dir. publ.), 1997, p. 13 (traduction libre de: «Culture conserves sense and meaning in a world of chaos; democracy creates space for work of culture, by protecting humans from state coercion, predatory capital, monopolies of professional knowledge, and imperial technology. Best of all, democracy suggests the one communication metaphor which we cannot live: communication as conversation.»)

écrits et la rhétorique politique tiennent beaucoup plus de place que dans n'importe quel autre pays.¹⁰³»

Toutefois, la communication démocratique ne va pas de soi, entre ses promesses et ses réalisations il y a un écart d'ampleur variable. Ce décalage ne se retrouve pas seulement dans la conception de la communication qui devait accoucher d'une société intégrante et libre, où tous les gens participent à la construction de la République, mais aussi au niveau de l'information, trop souvent contrôlée ou manipulée par les classes au pouvoir et les groupes de pression. L'examen de la littérature auquel nous nous livrons dans le présent chapitre, sans être exhaustif, fait état des restrictions des pratiques communicationnelles en temps de paix aux États-Unis.

2.1 De l'idéal de la conversation républicaine aux pratiques communicationnelles en temps de paix

Dans la culture politique américaine, la réalisation de l'idéal de la conversation républicaine n'a été possible que grâce à la combinaison de plusieurs pratiques, notamment l'association entre la liberté d'expression, la liberté de presse et la présomption de l'égalité d'accès à l'information. La présentation rigoureuse des faits et des événements par la narration journalistique permet aux citoyens et aux citoyennes de se faire une opinion éclairée sur les enjeux auxquels leur société est confrontée et d'alimenter les débats publics par lesquels ils peuvent la gouverner. Comme Tocqueville l'a constaté,

en vain la richesse et la pauvreté, le commandement et l'obéissance mettent accidentellement de grandes distances entre deux hommes, l'opinion publique qui se fonde sur l'ordre ordinaire des choses les rapproche du commun niveau et crée entre eux une sorte d'égalité d'imaginaire en dépit de l'inégalité réelle de leurs conditions.¹⁰⁴

103 William R. Brock, 1974, p. 8.

104 Pierre Manent, 1982, p. 54.

Dans l'idéal de la conversation républicaine, les individus sont censés participer de façon égale à la prise de décisions. Cela n'est possible que grâce à la participation du public à l'élaboration des politiques, et ce processus n'est réalisable que si la transmission des propos est efficace et garantit une communication sincère et fluide.

Il est généralement admis que les conversations républicaines ont servi de support à la révolution démocratique américaine et ont alimenté l'opinion publique, avec l'appui des presses locales. Toutefois, ce n'est qu'à partir de 1776, avec le développement des routes, des moyens de transport et du service de poste, permettant de franchir de plus grandes distances, que les conversations ont pu s'épanouir davantage par leur reproduction dans les journaux. Les débats publics s'alimentèrent non seulement de nouvelles locales, mais également nationales. De plus, d'autres formes de conversations s'y sont ajoutées, comme les «conversations journalistiques» qui permettaient de discuter par écrit des enjeux sociaux et politiques. Génératrices de l'opinion publique, elles étaient à la base du fonctionnement de la démocratie. En effet, les conversations républicaines, ainsi diffusées par une presse libre, alimentaient l'opinion publique et éduquaient le public sur les idées politiques et les principes démocratiques. Tocqueville dans, *De la démocratie en Amérique*, souligne souvent l'importance de la presse pour la démocratie et le gouvernement. Selon lui, la presse ne faisait pas que connecter les personnes et les associations, elle nourrissait et stimulait les bases du gouvernement démocratique et décourageait les velléités de tyrannie. L'augmentation du nombre des journaux a contribué à augmenter la diversité des pouvoirs locaux et a ainsi promu la variété locale et nationale.

Aux États-Unis, il n'y a presque pas de bourgade qui n'ait son journal. On conçoit sans peine que, parmi tant de combattants, on ne put établir ni discipline, ni unité d'action: aussi voit-on chacun lever sa bannière. Ce n'est pas que tous les journaux politiques de l'Union se soient rangés pour ou contre l'administration; mais ils l'attaquent et la défendent par cent moyens divers. Les journaux ne peuvent donc pas établir aux États-

Unis de ces grands courants d'opinions qui soulèvent ou débordent les plus puissantes digues.¹⁰⁵

Toutefois, après le séjour de Tocqueville, les conversations républicaines commencent à muter, et la plupart des citoyens n'ont pas pu poursuivre la conversation républicaine. En effet, la presse commence à rompre les liens avec son public; elle cesse également d'être un forum. Le droit d'expression se voit limité, les conversations républicaines des gens ordinaires n'occupent plus autant d'espaces dans la sphère publique. De plus, les journaux n'offrent plus leurs pages à leurs propos: l'espace public est, la plupart du temps, occupé par les essayistes de la presse. Ceux-ci manient bien la plume et l'art de la rhétorique. Somme toute, les gens se sentent moins libres de s'exprimer et ceux qui persistent écrivent souvent sous des noms de plume. La communication démocratique s'amenuise.

Plus tard, avec l'apparition des normes du journalisme professionnel ainsi que la création de grands groupes de journaux et la fermeture d'une bonne partie des petits journaux de communes, la diversité politique s'estompe. Un autre coup majeur porté à la conversation républicaine a sans doute été celui de l'instauration de la rentabilité économique, impliquant le changement du statut du journaliste¹⁰⁶. La presse a donc, peu à peu, cessé de jouer son rôle d'amplificateur - propagateur des conversations publiques. Elle se détourne progressivement de ses sources primaires qu'étaient les citoyens ordinaires et leur accorde de moins en moins d'espace pour exprimer leurs opinions. L'industrialisation des journaux et la commercialisation de l'information concourent donc à la dépolitisation du public.

105 Alexis de Tocqueville, 1805-1859, *De la démocratie en Amérique I*, Paris, Garnier-Flammarion, 1981, p. 270.

106 Peu à peu, à partir de 1833, les journalistes ont officialisé leur profession. Fin de la presse partisane. Les journalistes devaient rapporter les nouvelles de façon objective. Fin de la conversation avec la presse. Désormais, les journalistes transmettent les nouvelles au public.

La presse, idéologique au XVIII^e siècle, est devenue marchande au XIX^e. Remarquons alors qu'à mesure que croissent le capitalisme et les industries culturelles, l'espace public se trouvait progressivement investi par le gouvernement, les grandes corporations et les industries de communication. Dorénavant, les informations publiées dépendent de la structure de l'industrie médiatique et donc des exigences du marketing liées aux croyances et aux valeurs des éditeurs de médias et de leurs propriétaires. La publicité finit par occuper une place primordiale, étant devenue la principale et parfois même la seule source de rémunération des journaux. La presse, obéissant aux nouvelles contraintes du marché, s'est éloignée du rôle d'échangeur d'information et d'idées pour devenir, elle-même, une marchandise. Ainsi, de plus en plus, la concentration de médias sert les intérêts de ceux qui possèdent le capital comme ceux des élites politiques qui appartiennent bien souvent aux mêmes communautés ethniques et classes socio-économiques. La monopolisation et la concentration de la propriété des médias ont conduit à la redéfinition des nouvelles, et de l'éthique journalistique. Les nouvelles considérations économiques impliquent aussi que de nouvelles politiques organisationnelles soient mises sur pied. Dans une presse qui est de plus en plus contrôlée par des magnats du genre de Hearst, quelle place reste-t-il à la liberté de presse, à la liberté des journalistes, si chères au bon fonctionnement de la «conversation républicaine»?

La communication démocratique se retrouve donc avec une presse qui s'éloigne de plus en plus de la vie publique. L'espace public devient de plus en plus évanescent. Habermas, dans ce contexte, parle de transformation structurelle de la sphère publique. Ces changements ont eu pour effet d'influencer les décisions éditoriales qui, à leur tour, ont abouti à l'altération de l'idéal de la conversation. Carey soutient que l'existence «d'un journalisme indépendant de la culture de la

conversation, ou existant en l'absence de cette conversation deviendra une menace à la vie publique et à la politique en tant que telle.¹⁰⁷»

L'idée de «conversation républicaine» s'est donc confinée au niveau local et à des petits groupes. De plus, avec l'augmentation de l'immigration, il devenait de plus en plus difficile de participer à la gestion de la *Res publica*. Les nouveaux immigrants étaient traités comme des exclus. Ils ne faisaient pas partie du contrat national et n'étaient liés ni par les mêmes rapports sociaux ni par les mêmes modèles de conduite. Les inégalités et les différences, d'abord visibles dans les villes américaines, devinrent rapidement criantes partout, car les nouvelles communautés et les institutions formées par ces nouveaux venus ne partageaient plus ni la culture des premiers citoyens américains, ni même la culture des différentes ethnies venues s'installer plus tôt, alors que la seule façon pour eux de s'organiser et de se maintenir était de recourir à la discussion, aux débats, aux négociations et à la communication, comme le soutient Carey.

La communication, au XIX^e siècle, n'était pas inhérente à l'individu ou à la communauté, elle dérivait de l'interaction d'éléments spécifiques de la culture américaine, tels que les assemblées de citoyens relayées par les institutions de diffusion collective de l'information. L'absence des conversations publiques dans les journaux a contribué à «une dépolitisation de la grande masse de la population et une détérioration de ce qui faisait l'opinion publique politique, voilà deux éléments qui expliquent une partie d'un système de domination tendant à exclure de la discussion publique les problèmes de la pratique.¹⁰⁸»

107 Jay Rosen, in Munson & Warren (dir. publ.), 1997, p. 192 (traduction libre de: «Journalism independent of the culture of the conversation or existing in the absence of such conversation will soon become a menace to public life and an effective politics.»)

108 Jurgens Habermas, *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Gallimard, 1973, p. 123.

La participation aux conversations républicaines génératrices de l'opinion publique s'est érodée aussi pour plusieurs autres raisons.

- De nouvelles formes de gouvernance apparaissent, car on se demande de plus en plus dans quelle mesure les institutions démocratiques représentent la volonté du peuple.
- L'impact de la manipulation et du contrôle grandissant de l'élite sur les véhicules d'expression de l'opinion publique et des politiques.
- L'avènement des groupes de pression et des experts.
- L'orientation des médias envers les «appareils idéologiques».

Avec plusieurs chercheurs, dans la suite de ce chapitre, on se demande dans quelle mesure la montée des réformes électorales, l'intensification des pressions des groupes d'intérêts et l'augmentation de la part de l'intérêt privé dans l'analyse de l'opinion publique ont eu un impact anti-démocratique sur la sphère publique.

2.1.1 Qu'advient-il de la conversation républicaine lors du passage de la démocratie directe à la démocratie représentative?

Au début de l'établissement des Colonies, l'existence quotidienne des Colons reposait sur la communauté. La communication était vécue publiquement et servait de base à l'émancipation et au progrès des Colons. Mais, assez rapidement, la nouvelle république a dû faire face à d'autres enjeux au niveau des pratiques communicationnelles. Par exemple, avec la croissance démographique, les débats publics et les conversations républicaines disparaissaient peu à peu, créant un vide au niveau de la vie politique. Avec le temps, l'accroissement de la population et la révolution industrielle, le modèle républicain, calqué sur le modèle grec, ne pouvait pas s'adapter à l'Amérique qui avait la dimension d'un empire et qui comptait déjà des dizaines, voire plus d'une centaine de millions d'habitants.

Le gouvernement républicain est une création de la Cité Grecque, c'est-à-dire d'un micro-État, si petit que les citoyens peuvent s'y rencontrer et discuter de leur avenir politique dans des assemblées où ils sont face à face. Ces Cités-États étaient clairement incapables d'affronter la concurrence militaire et économique des grands empires agressifs.¹⁰⁹

Bruce Ackerman (1998) ajoute aussi que les microsociétés de la Cité Grecque se sont révélées instables parce que chacun essayait de conquérir et de garder le pouvoir et, de ce fait, engendrait la tyrannie d'un groupe sur un autre. Même lorsque les aspects démocratiques étaient respectés, le modèle grec ne correspondait pas aux principes sur lesquels les Révolutionnaires américaines voulaient fonder leur nouveau régime. À savoir:

Le rejet de l'autorité traditionnelle (religieuse, intellectuelle ou politique), l'affirmation du droit des peuples d'accepter ou de refuser le gouvernement qui leur est proposé; la conviction que la volonté du peuple est la source de l'autorité; l'affirmation du droit du peuple à se gouverner lui-même dans les domaines où il est seul concerné; le double principe de la décision majoritaire et de la domination du plus grand nombre et l'aspiration des hommes à se libérer de la contrainte.¹¹⁰

Comme les citoyens des microsociétés grecques ignoraient forcément les idéaux des Lumières porteurs d'une société libre et égalitaire et que personne dans la Grèce antique n'envisageait d'étendre la notion de liberté individuelle à tous les habitants, les Américains, qui voyaient plus large, imaginèrent un système dans lequel tous les citoyens seraient politiquement représentés. Au fur et à mesure que l'instauration de la division du travail progressait, il devint évident que tous les citoyens n'étaient plus en mesure de participer directement à la gestion collective de leurs communautés. Toutefois, ils purent continuer à participer, mais de façon indirecte, par le biais de leurs représentants. De temps à autre, ils devaient élire ces derniers pour prendre les décisions à leur place en représentant aussi fidèlement que possible leurs intérêts.

109 Bruce Ackerman, *Au nom du peuple: les fondements de la démocratie américaine*, Paris, Calmann-Levy, 1998, p. 234, traduit de: *We the People*, Foundations, Boston, Harvard University Press, 1991.

110 William R. Brock, 1970, p. 145.

Les choses se compliquèrent passablement lorsque les élus, sensés préserver les droits individuels de tout un chacun, eurent à représenter des millions d'individus hétérogènes dont les croyances religieuses comme les intérêts politiques et économiques divergeaient. Malgré l'intensification de la complexité du travail des élus, les Américains prétendent que chaque citoyen a une égale opportunité de participer à la gestion de la société par le recours à ce système représentatif doté des dispositifs d'élections et de rassemblement par partis.

Chaque individu, par sa voix, constitue encore une partie égale du peuple souverain et donc du «public vertueux» qui forme ses représentants. Comme l'avait imaginé Madison:

Le but de toute Constitution politique est, ou doit être, d'abord de choisir pour gouvernants les hommes qui ont le plus de sagesse pour discerner, et le plus de vertu pour atteindre au bien public; ensuite, de prendre les précautions les plus élémentaires pour qu'ils restent vertueux pendant la durée de leur mandat.¹¹¹

En quête d'une formule qui permet à tous les citoyens de satisfaire leur désir et de mettre de l'avant leur volonté tout en évitant la tyrannie de la majorité; les Pères Fondateurs ont prévu des règles qui interdisent le cumul des fonctions électives et administratives. Ces interdictions devaient prévenir la corruption, la dépendance ou le clientélisme entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Et enfin, grâce aux élections législatives et présidentielles, les citoyens continuent de prendre part minimalement au débat en élisant leurs représentants. Les Américains inventèrent donc un système où le peuple se trouva légalement protégé par une Constitution écrite et représenté au sein du gouvernement par le Congrès, le Sénat, la Présidence, la Chambre.

111 Denis Lacorne, *L'invention de la République, le modèle américain*, Paris, Hachette, 1991, p. 130.

Il est vrai qu'au début de ce régime et pendant longtemps, ce n'étaient pas tous les habitants du pays qui pouvaient porter leurs représentants dans ces instances décisionnelles. De nombreux individus n'avaient pas le droit de vote qui est longtemps resté censitaire et donc réservé aux plus fortunées. De surcroît, les Noirs, les femmes, et ceux qui ne possédaient pas de propriétés, qui ne payaient pas d'impôts ont été exclus de ce régime pendant longtemps. Peu à peu, des améliorations sont survenues. Par exemple, en 1830, on a accordé le droit de vote à tous les citoyens mâles de race blanche. Toutefois, il faut souligner que, par rapport à ce qui se passait ailleurs, les Américains étaient, sur ce plan, des précurseurs, même si l'abolition de l'esclavage fut, pour le moins, très tardive dans ce pays.

Ainsi, la Chambre représente le peuple d'une certaine manière, par le biais du suffrage direct de l'ensemble des citoyens; le Sénat représente le peuple d'une autre manière, en donnant aux législatures des États le pouvoir d'en choisir les membres; la présidence représente le peuple d'une autre manière encore, par le biais du collège électoral. En manipulant la durée des mandats et la nature des fonctions constitutionnelles, le système investit chacun des organes de la vertu qui fait défaut aux autres. Ainsi, la Chambre sera incitée à se faire l'écho de toutes les fluctuations de l'opinion publique; le Sénat aura la capacité de formuler des jugements informés; le président disposera de l'énergie et de la faculté de décision. Lorsque ces différents représentants sont en désaccord, on peut augurer que chacun d'entre eux invoquera les vertus qui lui sont particulières pour étayer ses propres prétentions à parler au nom du peuple.¹¹²

Même si c'est souvent «moins pire qu'ailleurs», le peuple est imparfaitement représenté en Amérique. Et cela serait dû, selon Ackerman, au fait que la représentation du peuple lors des débats et des prises de décisions politiques est perturbée par deux tendances contradictoires. La première résulte du fait que, peu mobilisé par les affaires publiques durant les périodes où l'on traite de politique ordinaire, le peuple, indifférent, laisserait les élus débattre entre eux des intérêts privés ou publics. La seconde apparaît dans des grands moments de contestation révolutionnaire où le peuple, se sentant alors directement concerné, se mobilise, tranche par lui-même plus ou moins rationnellement, dans un débat de haute intensité

112 Bruce Ackerman, 1991, p. 238.

et sans prêter attention aux règles formelles. Ackerman souligne que le second cas se produit dans des circonstances extraordinaires; le reste du temps, la volonté des citoyens se trouve rarement représentée. Cela explique sans doute pourquoi Rousseau voyait déjà, dans le principe de représentation, une négation de la démocratie. Le problème porte donc sur l'articulation de la volonté populaire à l'exercice du pouvoir. Les Pères Fondateurs l'avaient entrevu et ils ont proposé une façon d'y pallier:

Dans tous les changements importants de gouvernements étatiques ... il est impossible que [le peuple] atteigne son objet de façon spontanée et universelle; il est donc essentiel que ces changements soient institués par des propositions informelles et non autorisées [*informal and unauthorized*] et faites par quelque citoyen patriote et respectable ou un certain nombre de citoyens.¹¹³

On admet généralement qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles, tout a été fait pour favoriser un système de démocratie directe. Il suffit de se référer au modèle de gouvernance dans les gouvernements locaux (*Townships*), où les citoyens conversaient directement avec les délégués des villes ou encore, les *caucus* des «primaires» lors des campagnes électorales à la présidence. Toutefois, par crainte de ne pouvoir concilier le règne de la majorité avec le droit des minorités, ce concept n'a pas été adopté dans cette «grande République» qu'est devenue la Nouvelle-Angleterre. Cette expérience démontre qu'il a été difficile d'appliquer l'idéal démocratique des Pères Fondateurs cherchant à s'assurer que la volonté du peuple puisse pleinement s'exprimer.

Finalement, les concepteurs du nouveau régime ont dû opter pour «la démocratie Madisonienne» qui offrait une sorte de compromis entre le pouvoir des minorités représentantes et celui de la majorité à représenter. On adopta alors la démocratie représentative parce qu'elle permettait d'éviter les risques de la tyrannie d'un groupe sur un autre. Les citoyens déléguaient leur autorité politique à un représentant ou à un

113 *Le Fédéraliste* No. 40, cité dans Denis Lacorne, 1991, p. 252.

fonctionnaire public qui était sensé exécuter leur volonté. Cela ne voulait pas dire, toutefois, que les représentants se sentaient contraints d'adopter la volonté du peuple. Des dispositifs ont alors été mis en place pour lier les représentants à leurs constituants. Les élections, les organisations politiques et l'opinion publique générée et transmise par la presse eurent pour principale conséquence de forcer légalement et psychologiquement les représentants à être davantage à l'écoute de la volonté de leurs électeurs¹¹⁴. Quant à savoir si ce processus a vraiment permis au peuple de s'autogouverner, les opinions sont très partagées. Il est certain que les représentants sont des individus qui ont aussi leurs propres intérêts privés et publics et ils risquent de les mettre en situation de conflits d'intérêts. Mais, là encore, comme le soutient John Dewey dans *La démocratie créatrice*, l'invention d'institutions et de procédures visant à assurer le bon fonctionnement de la démocratie représentative peut aider à endiguer ces conflits. Pour Dewey, ce n'est qu'en perfectionnant les outils et les méthodes de communication démocratiques que l'on arrivera à véhiculer des informations permettant d'adapter les décisions des représentants aux désirs des représentés.

En conclusion, il faut reconnaître que, dans cette démocratie représentative, les citoyens sont directement représentés dans deux assemblées, le Congrès et le Sénat. Mais, s'il y a effectivement délégation du pouvoir, il y a quand même une certaine diminution du contrôle des citoyens sur leur gouvernement. Toutefois, ces derniers peuvent exercer des pressions sur leurs représentants entre les élections et surtout, ils peuvent les désavouer et en élire d'autres à chaque élection. Par ailleurs, en restreignant aussi la durée du mandat d'un élu ou d'un représentant, le peuple est protégé des risques de persévérance d'une longue tyrannie. Il peut donc continuer à exercer une souveraineté limitée par le biais de fréquentes élections.

114 Giovanni Sartori, *Democratic Theory*, New York, Praeger, 1965, p. 72-95.

Pour justifier le bienfondé de la représentation du peuple par des délégués qui seraient plus compétents que leurs électeurs, les élites américaines avancent que le peuple n'est pas assez instruit pour se faire une véritable opinion sur la nature des enjeux qui confrontent la nation. Et c'est probablement le partage de cette présomption par un grand nombre de décideurs qui fait que l'on assiste à une amplification progressive de la représentation politique à tous les paliers de gouvernance et de l'organisation ou de la manipulation du public par des experts. Il devient donc important, pour s'assurer du maintien de la démocratie, de savoir si la sphère publique est contrôlée par des experts, des oligarques et d'autres dirigeants d'institutions élitistes, telles que des congrégations religieuses ou des lobbys ou si, au contraire, comme cela devrait être le cas dans une démocratie idéale, ce contrôle est exercé par des citoyens ordinaires qui se rassemblent pour traiter des affaires de la *Res publica*. La réponse à cette question va nous permettre de savoir si l'idéal démocratique est respecté ou s'il a été partiellement confisqué par quelques corps de métiers, partageant des valeurs, des intérêts, voire des héritages des élites au pouvoir - on pense ici aux travaux de Bourdieu et Passeron¹¹⁵ en France. C'est là ce que nous nous proposons d'examiner dans la prochaine sous-partie.

2.1.2 De la conversation républicaine au pouvoir de fait des élites et des experts

Dans la plupart des milieux, il est très difficile d'entretenir une conversation sur un thème public, une fois lancée, elle est rapidement congédiée par un bâillement. Cependant, aussitôt qu'on introduit un sujet traitant de la mécanique et des performances d'une quelconque automobile ou des mérites d'une actrice, le dialogue se poursuit avec grand intérêt.¹¹⁶

115 Bien qu'il s'agisse là de maux typiquement français, l'observateur attentif constatera que l'Amérique n'en est, hélas, pas totalement exemptée. Parmi les ouvrages de ces deux auteurs qu'il serait intéressant d'extrapoler avec prudence sur la vie politique américaine se trouvent, de Pierre Bourdieu, *La noblesse d'État*, Grandes Écoles [Yale, Harvard et Princeton] et *Esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, et *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979 et avec J.C. Passeron, *Les héritiers, les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1964.

116 John Dewey, *The Public and its problems*, Denver, A. Swallow, 1927, p. 138 (traduction libre de: «In most circles it is hard work to sustain conversation on a public theme; and once initiated, it is quickly dismissed with a yawn. Let there be introduced the topic of the mechanism and

Au début de la conversation républicaine, la presse, en acheminant l'information, servait de pont entre les citoyens et le gouvernement. Par les débats journalistiques, les lettres d'opinion ainsi que les débats publics se développait une véritable culture communicationnelle qui s'étendait bien au-delà des limites géographiques de sa communauté d'origine. On assistait alors à la circulation libre des conversations libres! Pendant et après la révolution américaine, la presse a entretenu la conversation républicaine un peu comme le font aujourd'hui les journaux communautaires. La presse au XVIII^e et au début du XIX^e siècle a servi de cadre à la communication démocratique et aux débats politiques. Durant la seconde partie du XIX^e et tout au long du XX^e siècle, de grands consortiums acquièrent les principaux organes de presse. Cette industrie se voit investie par les élites et perd peu à peu son rôle primordial de « phare des citoyens », comme dirait Noam Chomsky (2000).

Même avant qu'éclate la révolution américaine, il existait une sorte de conversation générale qui transcendait les barrières sociales, comme on voit dans le film de Mel Gibson, *The Patriot*. Indépendamment de leur origine, les gens se rencontraient pour discuter de la vie civique. D'après la conception libérale et libertaire de l'époque, la société est fondée sur un public solidaire qui est considéré comme vertueux. Il exprime son opinion en public et l'opinion publique est considérée comme une force dans la création et dans l'expression de la conscience civique. De plus, le public, à travers un processus discursif nommé « démocratie délibérative », débat collectivement des enjeux publics et considère les alternatives possibles dans un climat libre de toute coercition. La presse est directement impliquée dans la formation, l'entretien et l'expression de la société libérale, comme Carey

quickly dismissed with a yawn. Let there be introduced the topic of the mechanism and accomplishment of various makes of motor cars or the respective merits of actresses, and the dialogue goes on at a lively pace.»)

l'affirme dans son explication de l'utilitarisme. Pourtant, il y a à peine cent ans¹¹⁷, apparaissait une littérature abondante dénonçant l'incapacité des citoyens à prendre part aux décisions, dans un contexte alors en pleine effervescence. D'après ce que racontait cette littérature, le public n'était pas suffisamment instruit pour faire des choix éclairés. Des arguments sophistiqués y étaient avancés pour expliquer l'impossibilité d'obtenir une opinion publique stable et rationnelle.

À en croire ce que Walter Lippmann (1922) écrivait dans *Public Opinion*, un des fleurons de cette littérature, plusieurs obstacles empêchaient le développement d'une communauté de citoyens suffisamment informés pour pouvoir modeler le destin de la nation. Les affaires politiques étaient devenues trop compliquées pour que leurs significations soient comprises par le public. Devenu trop émotif, le public n'est plus assez compétent pour diriger les affaires publiques. Ces dernières ne peuvent être régies que par des spécialistes, des professionnels de la politique et de l'opinion publique. Pour eux,

la route menant de l'improvisation à la maîtrise ne passe pas par le public, ni par l'opinion publique et pas vraiment non plus par les journaux. Le seul espoir de soulager le public est de reconnaître que le citoyen moyen n'a ni la capacité, ni l'intérêt, ni la compétence requise pour diriger la société.¹¹⁸

Du point de vue de ces critiques de «la démocratie par et pour le peuple», il est préférable de solliciter l'avis d'experts scientifiques pour bien nourrir les débats de données pertinentes, puisqu'un simple orateur ne peut tenir que des propos mal informés, embrouillant davantage l'esprit du public. Au début du XX^e siècle, gouverner devient donc «une science». Des liens se forment alors entre le

117 Walter Lippmann publiait *Drift and mastery: an attempt to diagnose the current unrest*, New York, H. Holt and Co., en 1914, sur la versatilité de l'opinion publique et en 1922, il publiait *Public Opinion*, New York, Macmillan, 1949.

118 Cité dans Munson et Warren (dir. Publ.), 1997, p. 23 (traduction libre de: «The road away from drift and toward mastery was not through the public, not through public opinion, not really through the newspaper. The only hope lay in taking the weight off the public shoulders, recognizing that the average citizen had neither the capacity, nor the interest, nor the competence to direct society.»)

gouvernement et l'université qui lui assure son ressourcement en experts et l'alimente en savoirs spécialisés. Il y a alors: «professionnalisation» du journalisme et de la politique.

Un peu plus tôt, dans la seconde partie du XIX^e siècle, avec le déclin des institutions civiques et l'avènement des partis politiques, la conversation s'était déjà spécialisée. La production du nouveau savoir était assurée par une panoplie d'experts issus des élites. Ces dernières s'y référaient sans cesse pour conduire la conversation politique vers la modernité. À celles et ceux qui se demandaient comment les citoyens pouvaient s'informer des affaires publiques s'ils ne participaient plus aux débats sur les questions nationales, Lippmann répondait tout net qu'un libre système de communication n'était pas garant d'une information parfaite. Pour lui, la vérité risquait même de pâtir d'une situation de liberté totale. Il était même convaincu qu'un accès total à l'information ne suffisait pas à assurer la création d'une véritable opinion publique.

Dans *Public Opinion*, Lippmann remarque que, même si l'information circule librement, le public ne sait qu'en faire. Utilisant la métaphore du théâtre pour caricaturer le rôle des électeurs dans la gestion des affaires publiques, il s'exclame: «Ils arrivent au milieu du troisième acte et partent avant le tombé du rideau, ils ne viennent que pour décider qui est le héros et qui est le méchant.¹¹⁹» Et il affirme ailleurs que: «l'intérêt commun, dans la vie, est entièrement insaisissable par l'opinion publique. L'intérêt national ne peut être géré que par une classe spécialisée. Je n'attache guère d'importance à ce que peuvent accomplir l'opinion publique ou

119 Lippmann cité dans Munson et Warren, 1997, p. 23 (traduction libre de: «They arrive in the middle of the third act and leave before the last curtain, staying long enough to decide who is the hero and who is the villain.»)

l'action des masses.¹²⁰» Refusant au public la capacité, l'intérêt et la compétence de gérer la société, il considère que seuls, des experts, entièrement dédiés au fonctionnement de la démocratie, sont aptes à traiter les informations et ce, que le public le veuille ou non.

Durant une bonne partie du XX^e siècle, un doute plane sur l'existence de l'autonomie du public et de l'individu. À ce sujet, Mark Warren¹²¹ souligne que les individus sont autonomes dans la mesure où leurs préférences, leurs goûts, leurs projets ne découlent pas d'une quelconque manipulation, d'un lavage de cerveau. Il en va de même pour ceux qui acceptent des rôles qui leur ont été assignés. D'autres auteurs de l'époque suggèrent que l'implication dans la délibération politique impose trop d'obligations aux citoyens. Si les citoyens décident de se mêler d'affaires politiques, ils ne peuvent ignorer ce domaine. Or le citoyen ordinaire a beaucoup d'engagements liés à sa famille, à son emploi, aux exigences triviales de sa vie quotidienne, etc. Il ne peut donc se concentrer sur la politique.

De fait, que les citoyens décident de participer ou non à la *Res Publica* et qu'ils en aient ou non la compétence, les décisions politiques doivent continuer à être prises. Certes, les élus sont là pour faire ce travail en «représentant» au moins, en principe, les intérêts de leurs constituants. Et, si ces derniers ne sont pas assez informés sur le sujet, ils peuvent et doivent consulter des experts. Mais, on peut alors se demander si ces derniers conseillent bien les élus en fonction des intérêts de leurs constituants ou en réponse aux pressions de puissants lobbys? Répondant à cette inquiétude, John Dewey (1927) affirme catégoriquement que la participation du public à la prise des décisions est la seule voie susceptible de conduire à une véritable démocratie. «Un

120 Lippmann cité dans Munson et Warren, 1997, p. 23 (traduction libre de: «The common interest in life largely eludes public opinion entirely and can be managed only by a specialized class. I set no great store on what can be done by public opinion or the action of the masses.»)

121 Voir les travaux de Mark Warren, «Democratic Theory and Self and Self-transformation» in *The American Political Science Review*, vol. 86, No. 1 (Mars 1992), p. 8-23.

gouvernement par des experts, à l'intérieur duquel les masses n'ont pas l'occasion d'informer convenablement les experts de leurs besoins, ne peut être qu'une oligarchie administrant l'intérêt de quelques-uns.¹²²»

Certes, ces propos de Dewey nous font sérieusement douter de la pertinence démocratique de la représentation du peuple américain par des élus trop fortement éclairés par des experts soumis aux pressions de l'élite et de ses différents lobbys, mais une lueur d'espoir démocratique réapparaît devant le nombre de regroupements qui émanent des couches populaires et laborieuses. Effectivement, les États-Unis sont aussi un pays constitué d'associations populaires, comme Tocqueville l'avait si bien vu dès 1840.

Les Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits, s'unissent sans cesse. Non seulement ils ont des associations commerciales et industrielles auxquelles tous prennent part, mais ils en ont encore de mille autres espèces : de religieuses, de morales, de graves, de futiles, de fort généralisées et de très particulières, d'immenses et de fort petites [...] Partout où, à la tête d'une entreprise nouvelle, vous voyez en France le gouvernement et en Angleterre un grand seigneur, comptez que vous apercevrez aux États-Unis une association.¹²³

Donc, à travers les associations, le peuple se mobilise et n'a pas besoin d'experts pour faire valoir ses intérêts. De plus, dans un pays où la liberté de presse est un droit fondamental, le public concerné peut toujours y faire valoir son opinion et la partager avec autrui. Tocqueville insiste sur le fait que

L'Amérique est le pays du monde où l'on a tiré le plus parti de l'association, et où on a appliqué ce puissant moyen d'action à une plus grande diversité d'objets. Indépendamment des associations permanentes créées par la loi sous le nom de

122 John Dewey, 1927, p. 208 (traduction libre de: «No government by experts in which the masses do not have the chance to inform the experts as to their needs can be anything but an oligarchy managed in the interest of the few.»)

123 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, 1951, p. 113.

communes, de villes et de comtés, il y en a une multitude d'autres qui ne doivent leur naissance et leur développement qu'à des volontés individuelles.¹²⁴

Pour conclure ce point, malgré les doutes que font planer plusieurs penseurs sur l'autonomie du public américain, on a vu que ce dernier a quand même l'occasion de s'organiser dans la défense de ses intérêts particuliers et de participer à «la conversation républicaine». Pourtant, on ne peut contester qu'il y a eu un affaiblissement de l'opinion publique. Il est certainement imputable à l'insertion des groupes d'intérêts, des experts en sciences politiques et des professionnels de l'opinion publique dans la vie publique. Nous proposons donc, dans la prochaine sous-section, d'étudier plus en détails, le rôle que jouent les groupes de pression, les professionnels de la politique et les experts de l'opinion publique dans la gouvernance de l'Amérique. Le rôle joué par les relationnistes et les experts en marketing politique dans le maintien et la promotion de l'idée que la société américaine est une société libre et ouverte à l'intérieur de laquelle le peuple a le droit d'exprimer son point de vue politique, de pétitionner le gouvernement et de s'organiser pour défendre sa propre cause y fait l'objet d'un minutieux examen.

2.1.3 De la démocratie « représentative » à l'emprise des groupes de pression et des experts de l'opinion publique sur la gouvernance de l'Amérique

Grâce à la conversation républicaine, la vie publique a concouru à l'émancipation du peuple et lui a permis de s'auto organiser. Il s'agit d'un espace conversationnel où les individus sont libres de former leurs opinions et de décider des affaires publiques. Une association politique, telle que présentée par les Pères Fondateurs, constitue une conception moderne où les gens délibèrent collectivement des enjeux pertinents à la gestion de leur pays et parviennent ensemble à des solutions dont le système de justification constitue l'opinion publique. Cette opinion publique ou opinion des

124 Alexis de Tocqueville, 1951, p. 126.

collectivités a un impact direct sur le gouvernement. L'opinion publique est la formulation publique de ce que pense le peuple. Elle renvoie directement à la démocratie qui, à son tour, en dépend. Or, nous allons montrer, dans cette sous-partie, que l'avènement des groupes de pression, ainsi que l'émergence des industries du sondage, visant à identifier et gérer l'opinion publique ont contribué, sinon à la disparition, au moins à la marginalisation des principaux éléments constitutifs de la conversation républicaine pourtant SINE QUA NON du régime démocratique!

L'importance qui a pu être accordée à l'intégrité de l'opinion publique résulte du fait qu'elle est l'essence même de la démocratie, toute tentative de court-circuitage de cette dernière, revient à éradiquer ou ignorer la démocratie. Pour Carey, il est clair que l'avènement de l'industrie de l'opinion publique, avec le système de sondage, a participé à la quasi disparition de la «conversation républicaine». Selon lui, l'émergence des experts et des maisons de sondage doit être considérée comme une tentative de simulation qui vise à contrer la formation et la manifestation spontanée d'une véritable opinion publique.

Pour Carey, le public vertueux participant à la politique est devenu victime de la professionnalisation et de l'invasion de la scène politique par le «scientisme». Déjà, des experts en «sciences politiques», tels que Lippmann, avaient demandé que le public soit remplacé par des spécialistes dans les domaines clefs ou «pointus» de la modernité. Et, largement grâce à Lippmann, l'étude de l'opinion publique est elle-même devenue l'un des principaux champs d'expertise de la politologie. Devant ce phénomène éminemment paradoxal, certains penseurs critiques (Pierre Bourdieu, entre autres) ont affirmé que l'essence même de l'opinion publique s'est évaporée pour se transformer en statistiques abstraites générées par des questionnaires dont les réponses étaient influencées par la formulation des questions ainsi que par la publicité de masse et la propagande des classes dirigeantes. Les théoriciens de l'État-Spectacle, tels que Guy Debord (1983-1992), Roger Gérard Schwartzberg (1977) et Daniel

Dayan (2006) en France, ou, plus pertinemment, Joe McGinniss (1969), Ron Powers (1977) et Sam Hedrin (1977) aux États-Unis nous enseignent encore que le public, sensé gérer la vie politique sous un régime démocratique, est en train de disparaître; son rôle se réduisant à celui de spectateur et d'approbateur.

On se souvient que, dans le premier quart du XX^e siècle, Dewey affirme que tout processus limitant la formation de l'opinion publique réduit non seulement la vitalité de la culture et la portée de l'expérience de chacun, mais inhibe aussi la possibilité de la croissance de l'individu. Et pourtant, au même moment, la démocratie américaine est confrontée au dilemme que lui pose la surreprésentation de l'élite économique et financière chez les élus et les fonctionnaires, les pressions de plus en plus évidentes des lobbys et des groupes d'intérêts privés et étrangers, le rôle croissant des professionnels de la gestion politique et particulièrement les experts de l'Industrie des sondages. C'est, effectivement, dès 1930 que les sondages commencent à se substituer à l'opinion publique. Lippmann constatait brutalement alors que:

La notion d'un «public conversationnel» a été largement évacuée de notre époque. La vie publique a commencé à s'évaporer avec l'apparition de l'industrie de l'opinion publique et des appareils de partis encadrant les élections. Le sondage (paradoxalement synonyme de vote) a été une tentative de simuler l'opinion publique afin d'empêcher la formation d'une opinion publique authentique. Conjointement à la montée des sciences politiques, le public a été remplacé par des groupes d'intérêts qui deviennent des acteurs clés. Mais les groupes d'intérêt, par définition, sont implantés dans le secteur privé, dans les coulisses, et leur relation à la vie publique est essentiellement intéressée et manipulatoire. Selon la logique des groupes d'intérêt, le public cesse d'avoir une existence réelle. Il se mue en une abstraction statistique, «une audience» dont l'opinion ne compte que dans la mesure où l'individu résiste à la pression de la publicité de masse. En bref, pendant que le mot «public» continue d'exister dans notre langue comme un souvenir ancien et un vœu pieux, le public en tant que tel, ingrédient et facteur de la politique réelle disparaît.¹²⁵

125 Lippmann cité dans Munson & Warren, 1997, p. 218-219 (traduction libre de: «This notion of a public, a conversational public, has been pretty much evacuated in our time. Public life started to evaporate with the emergence of the public opinion industry and the apparatus of polling. Polling (the word, interestingly enough derived from the old synonym for voting) was an attempt to simulate public opinion in order to prevent an authentic public opinion from forming. With the rise of the political theory, the public was replaced by the interest group as the key political actor. But the interest groups, by definition, operate in private sector, behind the scenes, and their relationship to public life is

Avant d'analyser, plus minutieusement, l'impact des groupes d'intérêts sur le fonctionnement de la démocratie, définissons-les. Ce sont des associations et des sociétés rassemblant des acteurs sociaux qui partagent les mêmes intérêts économiques ou politiques et qui essayent d'influencer le pouvoir. Quand ils essayent d'influencer les politiques publiques, on les appelle *Influence Wielders*¹²⁶ ou *lobbys* aux États-Unis. La fonction primordiale des groupes d'intérêts est de représenter leurs clients auprès du gouvernement. Ils s'assurent, par toutes sortes de «pressions» que les décideurs gouvernementaux soient bien «in – formés» des vœux de leurs clients.

Si on veut être pointilleux, on peut dire qu'en ce qui concerne la participation citoyenne à la démocratie, les groupes de pression favorisent la participation des membres du public qu'ils «représentent». Le danger qu'ils font courir à la démocratie est que le gouvernement ne tienne pas compte des intérêts de celles et ceux qui n'ont pas les moyens de recourir aux lobbys qui, eux, ont les moyens. Comment le gouvernement peut-il procéder de manière à ne pas empiéter sur le droit de participation de ces derniers. On peut alors parler d'une sorte de «tyrannie» des groupes riches et puissants sur les groupes minoritaires, moins nantis et mal organisés. Il est évident que certains groupes d'intérêts ont suffisamment de moyens de persuasion pour intervenir directement dans la gestion des affaires de l'État. Dans les dictatures, ce dilemme est résolu par le recours manifeste à la force brutale. Aux États-Unis, les groupes d'intérêts amènent subtilement (stratégies de relations publiques douteuses, alimentation généreuse et plus ou moins légale des caisses électorales ou menace de retrait de donations régulières, etc.) les «représentants du bon peuple» à promouvoir des politiques qui bénéficient seulement aux clients des groupes de «pressions subtiles» aux dépens du reste (souvent majoritaire) des

essentially propagandistic and manipulative. In interest group theory the public ceases to have a real existence. It fades into a statistical abstract an audience whose opinions count insofar as individual refract the pressure of mass publicity. In short, while the word public continues in our language as an ancient memory and a pious hope, the public as a feature and factor of real politics disappears.»

126 Fred J. Cook, *Lobbying in American politics*, New York, Franklin Watts, 1976.

citoyens de la circonscription de «l'heureux élu». Qui n'a pas entendu parler de lobbyistes, œuvrant par exemple pour le compte des riches industriels de l'armement, qui s'efforcent de modifier le cours démocratique des choses en cherchant à «convaincre» Gouverneurs et Sénateurs, voire des membres de l'Exécutif tels que le Vice-Président ou le Président en personne, d'appuyer des mesures de guerre ou simplement des politiques visant à augmenter la part du budget consacré aux dépenses militaires?

Selon Jeffrey M. Berry (1984), qui veut voir les choses de façon plus neutre, les groupes d'intérêts continuent à maintenir leur rôle traditionnel qui est d'agencer et d'articuler les nombreux intérêts de la nation en entretenant la communication entre le gouvernement et plusieurs segments de la Nation sur des enjeux quotidiens. Pour Madison, la solution était de faire du pluralisme une réalité (Tocqueville ne dira-t-il pas, un peu plus tard, que plus il y a d'associations et mieux la démocratie fonctionne?) et d'essayer d'équilibrer les intérêts des groupes politiques¹²⁷ (L'équilibrage des pouvoirs n'était-il pas la préoccupation majeure de Montesquieu?) Mais cela ne veut pas nécessairement dire que les lobbys ont tous le même poids et se valent dans l'espace de négociation de la sphère publique. Comme disait Georges Orwell, il y a des groupes «plus égaux» que d'autres et ils parviennent à convaincre fonctionnaires et élus. Il y a donc des excès de pouvoir et les décisions prises en haut lieu ne correspondent pas toujours à l'intérêt national¹²⁸.

On peut décrire, en gros, le lobbying comme l'activité, généralement rémunérée, d'un agent, d'une association ou d'un groupe, agissant parfois seul, mais le plus souvent de façon concertée avec les dirigeants de l'association ou du groupe, et disposant de moyens pécuniaires ou autres, dans le but bien précis d'influencer, directement ou indirectement, les projets et les actes des gouvernants, afin de promouvoir les intérêts de ses patrons. En d'autres termes, le lobbying constitue une phase ou un aspect de la politique de «pression»; il ne représente qu'un élément du phénomène complexe dit de «pression». S'il est possible d'isoler du phénomène global de «pression» certaine des caractères

127 Jeffrey M. Berry, *The Interest Group Society*, Boston,/Toronto, Little, Brown and Co, 1984.

128 Jeffrey M. Berry, 1984, p. 220.

spécifiques du lobbying, au sens étroit, n'est qu'une technique d'action parmi beaucoup d'autres qu'utilisent les groupes dans leurs efforts pour promouvoir leurs objectifs par des moyens politiques.¹²⁹

Une autre fonction des groupes d'intérêts est de tenter de façonner l'opinion publique quant aux enjeux d'une situation donnée. En diffusant des publications, en réalisant des campagnes de publicité ou de relations publiques, ils s'efforcent d'informer le public des problèmes posés par des politiques ou des solutions proposées par leurs adversaires. Par ailleurs, avec la collaboration des médias dans lesquels ils achètent temps ou espace, les groupes d'intérêts s'impliquent dans des programmes pertinents à la vie publique. On peut dire alors que l'argent se substitue aux votes des individus.

Prenons comme exemple les campagnes d'évangélisation aux États-Unis. Les groupes d'intérêts concernés agissent non seulement sur les partis politiques en contribuant au financement des campagnes de ces derniers, mais ils cherchent aussi à influencer les suffrages en tentant de manipuler l'opinion publique. Il leur arrive ainsi de faire faire des sondages dont les résultats favorisent un groupe, un acteur, une politique ou un projet quelconque. Cela explique pourquoi des chercheurs tels que Bourdieu voient dans les sondages une forme de manipulation de l'opinion publique. Les résultats sont exploités dans la construction de propos circulant dans l'espace public. Ainsi, ils peuvent contribuer à faire mousser des sujets alors dits «d'intérêt commun» (*agenda setting*), «faire la nouvelle» dans les médias, alimenter les débats législatifs et documenter les projets politiques. Les sondages, même s'ils sont sensés refléter «la volonté collective», ne viennent, en fait, que d'un petit échantillon, mais veulent aller beaucoup plus loin. Ils jouent un rôle crucial dans la légitimation des politiques. Ultimement, ils favorisent souvent les représentants (du peuple) qu'appuient les groupes d'intérêts les plus puissants et, parfois, ils réussissent à

129 Léon Dion, *Les groupes et le pouvoir politique aux États-Unis*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1965, p. 114.

influencer la politique américaine. C'est pourquoi, pour les détracteurs de «l'opinion publique issue des sondages»,

L'opinion publique est un concept né de la nécessité pour le pouvoir (politique) ou, au contraire, ses contestataires, de mobiliser à leur profit un acquiescement supposé, afin d'en tirer une légitimité supérieure, lorsqu'il advient que les seules justifications fondées sur la force, la religion ou la tradition [...] deviennent insuffisantes. La magistrature de l'opinion est un phénomène qui annonce les Temps modernes, tout en relevant d'une logique différente. Loin de pouvoir représenter «ce que les gens pensent», elle est, en un sens, toujours fabriquée.¹³⁰

Pierre Bourdieu va encore plus loin en soulignant que l'opinion exprimée dans les sondages n'est pas «l'opinion publique». Elle sert plutôt à légitimer les intérêts des groupes de pression ou d'agents politiques privés. L'auteur argue que, dans les questionnaires, il n'y a pas d'espace permettant au répondant de donner sa propre opinion sur la formulation imposée de l'opinion à évaluer. L'opinion publique telle qu'elle est présentée dans les résultats des sondages publiés ne correspond pas à ce qu'auraient souhaité exprimer les sondés. Il y a souvent erreur sur l'interprétation des sujets que les sondages prétendent évaluer. Bourdieu précise que

Le sondage d'opinion est, dans l'état actuel, un instrument d'action politique; sa fonction la plus importante consiste... à imposer l'illusion qu'il existe une opinion publique comme sommation purement additive d'opinions individuelles; à imposer l'idée qu'il existe quelque chose qui serait comme la moyenne des opinions ou l'opinion moyenne.¹³¹

Évoquant les phénomènes de concentration dans l'industrie de l'information, Chomsky pour sa part, soutient dans *Propagande, médias et démocratie* que le développement de l'industrie des relations publiques et le contrôle des moyens de communication dû à l'acquisition et à la fusion des médias par les conglomérats ont contribué à court-circuiter la démocratie. Ils restreignent la concurrence dans les

130 Guy Hermet et al., *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 185-186.

131 Pierre Bourdieu, «L'opinion publique n'existe pas», in *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1984, p. 222-235.

possibilités de manifestation de la diversité des opinions. Comme le public est souvent divisé sur les enjeux politiques, le fait de mettre l'emphasis sur tel thème ou sur tel acteur, limite l'ampleur et la diversité des sujets à débattre ainsi que l'agenda des débats. Venant intensifier cette compression de l'espace public, les maisons de sondage ne font que refléter les opinions existantes sur les sujets restreints que présentent des médias de masse peu diversifiés. Il ne fait aucun doute que les acteurs politiques, élus du peuple, utilisent ces mini sondages pour réorienter leur campagne et leur politique de manière à obtenir un plus grand appui populaire sur des sujets qui ne sont pas nécessairement ceux qui intéressent les citoyens de leur circonscription et même leurs électeurs (ce qui contribue à expliquer les forts taux d'abstention)!

Certes, en créant davantage d'espaces démocratiques, au lieu de le restreindre, le public ne deviendra pas plus rationnel, comme le disent les philosophes modernes, mais il deviendra plus éclairé. Ainsi, Irvin Kristol, dans *On The Democratic idea in America*, rappelle que les Pères Fondateurs ont voulu un système de gouvernement démocratique qui se corrigerait de lui-même tout en continuant à façonner le citoyen, l'homme moyen. Pour Robert Cirino, l'homme moyen formé et informé dans le régime rêvé des Pères Fondateurs n'est plus celui que scrutent les maisons de sondages et auxquels s'adressent les médias contemporains. Pour lui, «le citoyen, l'homme moyen» dont rêvaient les Fondateurs ...

C'est l'homme qui n'a pas l'intérêt des grandes entreprises à protéger et c'est lui qui fait la force d'une démocratie. Sa capacité de raisonnement et son sens de justice projetés dans les décisions et les politiques locales et nationales constituent le type de gouvernement envisagé par ceux qui ont écrit l'acte de Déclaration d'Indépendance en Amérique. Il n'y a jamais eu de meilleure idée pour gouverner une nation. Nos erreurs importantes n'ont pas été le résultat de la démocratie, mais plutôt de l'érosion de la démocratie rendue possible par la manipulation de l'opinion publique par les médias de masse.¹³²

132 Robert Cirino, cité dans Robert G. Picard, *The Press and the Decline of Democracy: The Democratic Socialist Response in public Policy*. NewYork, Greenwood Press, 1985, p. 3 (traduction libre de: «It is the average man; the man who doesn't have large corporate interest to protect that is the

En conclusion, il importe de dire que les groupes de pression enfreignent les intérêts de la communauté. Ils ne représentent que des intérêts particuliers. Malgré tout, les groupes d'intérêts ont pu se développer et certains voient en eux la continuation ou le renforcement du processus démocratique, surtout dans les associations syndicales, professionnelles, commerciales, industrielles et religieuses. Selon Tocqueville, si les associations contribuent à la préservation du gouvernement, la presse est indispensable à leur existence, parce qu'elle leur sert de porte-voix, comme on l'a vu plus haut. Idéalement, les journaux devraient aussi servir de porte-parole aux plus faibles qui ne peuvent, comme les *lobbies*, présenter leurs revendications aux hauts fonctionnaires du gouvernement. Toutefois, puisque la majorité des médias est concentrée dans les oligopoles et représente surtout les intérêts des groupes dominants, on peut se demander où est passée la démocratie? N'assisterait-on pas à un alignement des valeurs publiques de la société civile sur celles de l'Establishment? Tocqueville parlait déjà de «tyrannie douce» de l'industrie des médias. L'emprise des technologies de communication sur les interactions des citoyens de «la démocratie américaine» sera l'objet de la prochaine sous-section.

2.1.4 La réalisation de l'idéal démocratique freiné par l'accélération des progrès technologiques

Bien que nombreux soient ceux qui ont reconnu ou dénoncé l'américanité du paradigme, des théories ou des conceptions modernes de la communication, des institutions qui les pratiquent, des médias qui les véhiculent, des systèmes technologiques qu'elles impliquent et que certains soient même allés jusqu'à qualifier l'ère de l'information de nouvelle idéologie ou de religion américaine, rares sont ceux qui ont recherché les raisons pour lesquelles la communication moderne est née et a prospéré en Amérique du Nord et pourquoi, par la suite, certains de ses aspects ont pu se répandre dans le monde

strength of a democracy. His reasoning ability and sense of justice enacted into decisions and policies constitute the type of government envisioned by those who wrote America's Declaration of Independence. There has never been a better idea for governing a nation. Our major mistakes have not been the result of democracy, but of the erosion of democracy made possible by mass medias's manipulation of public opinion.»)

avec le succès que l'on sait, même si les conséquences à long terme font l'objet d'hypothèses et d'analyses variées et contradictoires.¹³³

Les États-Unis sont apparus à un moment propice, sous le signe des temps modernes et des avancées de la Science. Ils en ont profité pour se débarrasser des anciens modèles d'organisation politique et sociale des pays d'où venaient leurs ressortissants, pour s'ériger en «Nouveau Monde», libre de toute appartenance aliénante. La nouvelle nation va survaloriser les concepts de mobilité et de déracinement, lui permettant de se distancer culturellement de l'Angleterre et de s'adonner à une exploitation intensive des ressources du Nouveau Continent. Les technologies de communication apparaissent d'emblée comme la solution idéale à l'organisation démocratique, mais aussi économique de la nation.

Comme le suggère Élise Marienstras, avant même de prendre leur «Indépendance»,

Parvenues à un certain degré de maturité économique, habituées à se gouverner très librement, [les colonies] se sont constituées un système social particulier, une classe de dirigeants locaux, un réseau de communication continental qui les rapprochent les unes des autres beaucoup plus que de la métropole britannique.¹³⁴

Progressivement, le développement des réseaux fluviaux, ferroviaires, routiers et aériens a permis à la nation américaine de se transformer en une véritable *République technologique*¹³⁵. Comme le souligne Hannah Arendt (19967), «L'Amérique était devenue le symbole d'une société sans pauvreté longtemps avant que les Temps modernes, dans un progrès technique sans précédent, eussent réellement découvert le moyen d'abolir l'atroce misère du dénuement absolu, jugée jusque-là comme devant

133 René-Jean Ravault, in Lucien Sfez, 1993, p. 75.

134 Elise Marienstra, *Les mythes fondateurs de la nation américaine*, Paris, Complexe, 1991, p. 18.

135 Nous nous référons ici aux travaux de Daniel J. Boorstin, *Hidden history, exploring our secret past*, New York, Vintage Books, 1987, p. 305-313.

durer indéfiniment.¹³⁶» Les technologies, et particulièrement les technologies de communication ont donc joué un rôle décisif dans l'érection des États-Unis en tant que puissance démocratique, économiquement prospère.

Selon Ravault (1993), chez les Américains, les éléments qui ont concouru à la création et à la multiplication des moyens de communication furent, dans un premier temps, la valorisation du déracinement, le *Go west young man!*, permit aux immigrants, déjà déracinés de leur pays d'origine de devenir extrêmement mobiles dans leur pays d'accueil. Ensuite,

c'est pour permettre à cette population si diversifiée de s'organiser, de négocier ses projets et ses contrats d'affaires ou de société, de les gérer et de les contrôler aussi rapidement que possible que les nouvelles conceptions et les nouvelles technologies de la communication ont été imaginées et surtout mises en pratique aux États-Unis¹³⁷.

Certes, ce sont les conversations républicaines qui ont semé les germes de la révolution démocratique, mais, pour Carey (1989), suivant sur ce point les penseurs canadiens Harold Innis et Marshall McLuhan, c'est la technologie qui a permis de révolutionner les conditions sous lesquelles la culture prenait forme et se répartissait dans les différentes communautés américaines. La technologie a permis de développer des façons plus conviviales de poursuivre les conversations privées et publiques, de transporter non seulement les individus, mais toute la civilisation et la culture d'un endroit à un autre, en éliminant les barrières entre les classes sociales, les régions, altérant ainsi la géographie ou, du moins la représentation que les gens s'en font et peut être même aussi le climat. Immédiatement après l'Indépendance, James Madison entrevoit dans les avancées techniques, une façon de maintenir ouverte la communication entre l'Ouest et les États de l'Atlantique, une façon de raccourcir les distances et de favoriser l'expansion de la démocratie. Thomas Jefferson conçoit

136 Hannah Arendt, 1967, p. 28.

137 René-Jean Ravault, in Lucien Sfez 1993, p. 81.

aussi l'amélioration des canaux, la construction de réseaux de communication et des routes comme une façon de maintenir l'union de la république. C'est la raison pour laquelle, il souhaite que les techniques soient sous contrôle fédéral, comme, d'ailleurs, les profits qui en découlent. Le plan de Jefferson concernant le développement des «technologies» d'alors est révélé par Albert Gallatin, son secrétaire du trésor, dans son *Report on the subject of Public Roads and Canals* déposé, en 1808, devant le Sénat.

Les routes et les canaux réduiront les distances; faciliteront les relations commerciales et personnelles et uniront dans une communauté d'intérêts toujours plus intime les secteurs les plus éloignés des États-Unis. Aucune autre opération du pouvoir du gouvernement ne pourra davantage tendre à renforcer et à perpétuer l'union qui assure l'indépendance externe, la paix domestique et la liberté interne.¹³⁸

Parmi les dispositifs de communication les plus spectaculaires, il y a le bateau à vapeur (*steamboat*), inventé en 1807 pour favoriser les relations commerciales et personnelles partout dans l'union et réduire les coûts de transports des biens et des personnes. Il y aussi la construction du Canal Erie en 1825 qui consolide l'union politique et culturelle du nord de la nation américaine. À cette époque, le credo américain était la communication, l'échange, la mobilité. Quant aux communications, le télégraphe inventé et commercialisé en 1840 par Samuel Morse et le développement des nouvelles technologies leur ont donné une importance inimaginable.

John Dewey et George Herbert Mead de l'École de Chicago ont vu dans le développement de la communication et du transport, l'unification mentale de la société par une seule culture. Pour eux, les moyens de communication permettent

138 Jefferson, cité dans James W. Carey, 1989, p. 7 (traduction libre de: «Good roads and canals will shorten distances; facilitate commercial and personal intercourse; and unite by a still more intimate community of interest the most remote quarters of the United States. No other single operation within the power of Government can more effectively tend to strengthen and perpetuate that union which secures external liberty.»)

l'amélioration de la qualité de la gestion des politiques et l'expansion sociale et géographique de la culture. Ils entrevoient ainsi l'expansion des pouvoirs du savoir, la démocratisation de l'information, de la connaissance et de la culture, le tout devant contribuer au renforcement des structures démocratiques. Usant de la métaphore biologique, ils considéraient que les moyens modernes de communication symbolisaient «les artères de la société américaine». Carey rapporte qu'ils étaient convaincus que l'accès aux quotidiens à grande couverture régionale permettrait au public de développer un discours critique et rationnel.

Toutefois, cet optimisme s'est estompé, car en matière de communication les choses sont plus complexes qu'elles paraissent. Ainsi, nos vies et nos esprits sont façonnés par des représentations et des expériences, et c'est là, pour Raymond Williams (1966), l'essence de la communication. Pour lui, le processus de la communication est celui par lequel «la réalité» est créée, partagée, modifiée et préservée. Thayer parle alors de la «réalité communicationnelle» qui constitue l'univers dans lequel nous vivons. Mais des «problèmes de communication» émergent quand ce processus devient opaque et s'embrouille, ou quand on manque de modèle permettant de l'appréhender et d'en parler. On en arrive donc à croire qu'à cause de l'inefficacité de nos modèles de communication; nous ne pouvons nous connecter aux autres. Ainsi, Carey (1989) suggère que l'on a appliqué, à tort, aux domaines clefs de la modernité un concept fondamental dont la dimension humaine n'a pas été comprise:

Nos conceptions actuelles de la communication ajoutent davantage au chaos de la culture moderne qu'elles contribuent à sa compréhension. Nous payons très cher les erreurs que l'on a longtemps répétées sur la compréhension de la nature fondamentale du processus de la communication en l'ayant mise trop vite au service de la politique, du commerce, et de la thérapie. Trois exemples: Puisque nous considérons toute nouvelle avancée dans les technologies de communication comme une façon d'améliorer la politique et l'économie, nous les avons investies presque exclusivement dans les secteurs du gouvernement et du commerce. Nous concevons rarement ces avancées comme des occasions d'étendre les moyens dont disposent les gens pour apprendre et échanger des idées et des expériences.

Parce que nous avons considéré l'éducation principalement comme un moyen d'enrichir l'économie et d'améliorer la politique, nous l'avons transformé en un outil pour les citoyens, les professionnels et les consommateurs ou encore, utilisé de façon croissante en thérapie. Parce que nous avons vu nos villes comme le domaine de la politique et de l'économie, elles sont devenues le lieu de résidence de la technologie et de la bureaucratie.¹³⁹

Carey concède que les médias modernes ont repoussé les limites de la diffusion, permettant ainsi d'exposer des auditoires de plus en plus grands aux discours médiatiques. Cependant, ces publics ne sont pas, pour autant, en mesure d'interagir directement et de participer aux discussions qui les concernent. Comme le souligne Carey, la technologie c'est de la technologie et rien de plus. Elle ne peut opérer de miracle, elle ne peut résoudre les problèmes de compréhension et de participation ni favoriser directement l'organisation des communautés pour faire face à des enjeux politiques spécifiques. Seule la conversation le peut:

La création de communautés et d'un public démocratiques articulés ne peut survenir que dans la mesure où il y a une vie communautaire locale. Les signes, les symboles, la langue sont les moyens par lesquels une expérience fraternellement partagée se produit et perdure. La conversation a une vitalité que les termes fixes et figés des discours écrits n'ont pas. Les idées qui ne sont pas communiquées, partagées et réincarnées par l'expression personnelle ne sont que des pensées éphémères et imparfaites. Le développement de la compréhension et du jugement personnel ne peut être réalisé qu'à l'intérieur de réseaux de relations interpersonnelles propres à la communauté locale. Nous nous trouvons, comme l'a dit Emerson, dans le giron d'un immense système de compréhension. Mais ce potentiel de compréhension somnole et les moyens de le faire partager sont vains tant que la communauté locale n'en est pas le support.¹⁴⁰

139 James W. Carey, 1989, p. 34 (traduction libre de: « Our existing models of communication are less an analysis than a contribution to the chaos of modern culture, and in important ways we are paying the penalty for the long abuse of fundamental communicative process in the service of politics, trade, and therapy. Three examples. Because we have looked at each new advance in communications technology as an opportunity for politics and economics, we have devoted it, almost exclusively, to matters of government and trade. We have rarely seen these advances as opportunities to expand people's powers to learn and exchange ideas and experience. Because we have looked at education principally in terms of its potential for economics and politics, we have turned it into a form of citizenship, professionalism and consumerism, and increasingly therapy. Because we have seen our cities as the domain of politics and economics, they have become the residence of technology and bureaucracy.»)

140 James W. Carey in Munson et Warren, 1997, p. 74-75 (traduction libre de: «The generation of democratic communities and an articulate democratic public can be solved only in the degree in which

Selon Carey, les relations entre les technologies de communication et l'entretien de la démocratie ne sont pas très positives si on se réfère aux analyses de Munford et McLuhan¹⁴¹ sur l'impact culturel des technologies de communication. Selon eux, les technologies de communication se sont tellement développées qu'elles ont provoqué une rupture entre le passé et le présent des sociétés. La spéculation des élites sur les bénéfices qu'elles pouvaient tirer des appareils médiatiques a contribué à modifier ces derniers pour qu'ils répondent à leur propre intérêt - qu'ils s'empressent, d'ailleurs, de faire passer pour l'intérêt commun -, affaiblissant d'autant la sphère publique. En effet, les discussions politiques et les débats entre élites, entretenus et amplifiés par des experts de l'opinion publique, font redouter un affaiblissement de la participation du public à la gestion de la communauté. On peut même redouter, avec Carey, que la dimension démocratique de l'organisation sociale et de la vie culturelle soit gravement compromise, puisque, selon Munford et McLuhan, ce sont ceux qui contrôlent les technologies de communication qui continueront à façonner les discours idéologiques et les politiques sociales.

2.1.5 L'industrialisation des médias ou l'emprise du capitalisme sur la communication

Il fut un temps où ce qui était supposé menacer l'ordre social et les traditions civilisatrices de la culture occidentale, c'était la «révolte des masses». De nos jours, cependant, il semble bien que la principale menace provienne non des masses, mais de ceux qui sont au sommet de la hiérarchie.¹⁴²

local communal life becomes a reality. Signs, symbols, language are the means by which a fraternally shared experience is ushered in and sustained. Conversation has a vital import lacking in the fixed and frozen words of written speech. Ideas which are not communicated, shared and reborn in expression are but broken and imperfect thought. Expansion of personal understanding and judgment can be fulfilled only in the relations of personal intercourse in the local community. We lie, as Emerson said, in the lap of an immense intelligence. But that intelligence is dormant and its communications are broken until it possesses the local community as its medium.»)

141 Voir «The Roots of Modern Media Analysis: Lewis Munford and Marshall McLuhan», in Munson et Warren (Ed.), 1997, p. 34-59.

142 Christopher Lasch, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Paris, Climats, 1996, traduction de *The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy*, New York, Norton & Company, 1995, p. 9.

La réalisation de l'idéal démocratique américain issu des Lumières (on pense ici surtout à Thomas Paine et Pierre Augustin de Beaumarchais), présuppose l'éradication des hiérarchies fondées sur l'origine. En toute logique, cela aurait dû se traduire par l'absence de barrières et de discrimination de castes. Incontestablement, cet idéal implique l'égalité juridique et politique qui sous-tend le droit d'être reconnu et d'être entendu. Finalement, le droit à la quête du bonheur et de la prospérité, tel que John Locke l'avait envisagé, est si bien garanti par la Constitution qu'on le confond parfois avec *l'American Way of Life*! Néanmoins, certains critiques de l'idéologie américaine soulignent que ce sont les élites qui en ont tiré profit. Ils considèrent que la majeure partie de la population est dépourvue des moyens de réaliser ce rêve. Et ils attribuent cette situation au contrôle de l'économie et de la finance par les élites dominantes réparties en quelques groupes d'intérêts puissants. Avec la croissance du capitalisme et des industries, les élites méprisent de plus en plus les valeurs et des vertus de l'idéal démocratique. Pour eux, les progrès du capitalisme ont éradiqué la conversation républicaine. Les élites économiques, principales détentrices du pouvoir, se déconnectent de la population.

Pour Pierre Melandri¹⁴³, la démocratie a été «confisquée» et le peuple ne se retrouve plus dans un gouvernement qui ne les représente pas, gérant exclusivement les intérêts des groupes dominants. On assiste à l'ascension des magnats dans la presse et des oligarques dans la sphère politique et publique. Certes, il n'y a pas de concentration apparente de pouvoir, mais les partis politiques, dominés par les intérêts privés, permettent aux élites de contrôler le pouvoir politique de façon subtile et indirecte.

Ce processus de subtilisation du pouvoir s'est déroulé à la fin du XIX^e siècle avec la vague d'industrialisation qui a accompagnée les bouleversements techniques. La

143 Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis, 1865-1996*, Paris, Fernand Nathan, 1996, p. 50.

productivité augmentait au fur et à mesure que les réseaux ferroviaires et télégraphiques s'amplifiaient et se connectaient. L'Amérique connut une prospérité sans précédent. Mais cette révolution économique a eu des graves conséquences sociales. Les ouvriers recevaient un salaire de misère pour travailler pendant de longues journées dans des conditions précaires et souvent très dangereuses.

Christopher Lasch (1996), dans *La révolte des élites et la trahison de la démocratie* soutient que, les élites américaines, participant amplement au dynamisme, mais aussi au contrôle de cette nouvelle économie, semblent être encore plus décidés que jamais à préciser leur volonté de ne pas laisser le régime qui chapeaute tout cela et qu'ils persistent à qualifier de «démocratie», redevenir l'aboutissement légitime de «conversations républicaines» où les citoyens ordinaires pourraient recouvrer leur droit de parole et les ouvriers, faire valoir leurs droits de critique de ce capitalisme sauvage.

Dans une économie de plus en plus dominée par quelques grandes compagnies industrielles ou financières, les puissances privées exercèrent des pressions de plus en plus fortes sur les pouvoirs publics. Enfin, l'organisation des partis politiques devenant plus compliquée et l'action politique plus onéreuse, les partis politiques tombèrent de plus en plus dans la dépendance des groupes d'intérêts. Instruments des puissances d'argent, les «machines politiques» furent manipulées à la fois au niveau local et au niveau fédéral par un petit nombre de gens: mais les vrais «bosses» ne furent plus les chefs de l'appareil; ce furent les hommes d'affaires.¹⁴⁴

Retournant dans le temps, Marianne Debouzy souligne que, durant la Guerre de Sécession, le parti républicain¹⁴⁵ avait déjà fourni aux hommes d'affaires un système bancaire et des lois qui leur permettaient d'exploiter les richesses du pays à leur

144 Marianne Debouzy, *Le capitalisme «sauvage» aux États-Unis (1860-1900)*, Paris, Seuil, 1991, p. 118.

145 Les Partis républicain et démocrate étaient divisés non pas sur l'idéologie politique, mais plutôt sur les problèmes économiques et sociaux. Le parti républicain fondé en 1854 par Abraham Lincoln appuyait la grande production capitaliste, incluant les brasseurs d'affaires, les élites dominantes et les magnats. Tandis que le parti démocrate, représentait plutôt, alors, les sudistes mécontents.

profit. En envahissant l'univers politique, les élites assuraient leur pouvoir économique en manipulant les institutions pour répondre à leur besoin. Pour Debouzy, «Affaires politiques et politique des affaires devinrent difficilement dissociables.¹⁴⁶»

Le gouvernement des États-Unis, investi par les élites, était devenu le lieu d'affrontement des groupes d'intérêts. Les hommes d'affaires voulaient une Amérique libérale qui appuierait davantage les intérêts privés. Pour reprendre les termes de Debouzy, le Congrès était comparable à un «encan», à «une foire d'empoigne» où les groupes de pression ayant le plus de poids pouvaient faire pencher la balance en leur faveur. On aurait pu alors parler de corruption de la vie politique aux États-Unis. Les «magnats» avaient effectivement suffisamment d'influence financière pour intervenir auprès des membres du Congrès et faire en sorte qu'ils proposent et fassent passer des législations susceptibles de les favoriser.

Poussant le paradoxe à son comble, des pressions étaient même exercées sur les ouvriers et sur les producteurs afin qu'ils appuient les candidats de l'élite. Debouzy évoque ainsi les élections de 1896 où s'affrontèrent William Jennings Bryan et McKinley. L'élite économique exerça beaucoup de pression sur les ouvriers. Ils furent intimidés et reçurent des pots de vin afin qu'ils votent pour McKinley. Sous ce dernier, la structure des entreprises américaines se modifia. Et les plus grandes devinrent des oligopoles et des monopoles gérés par Wall Street et les Trusts.

Pour que les magnats puissent faire main basse sur le pouvoir politique, la presse ne fut pas épargnée. Ils ont commencé à s'en servir comme instrument de propagande. Ils contrôlaient également les presses locales là où ils avaient des intérêts. Des articles élogieux paraissaient pour appuyer leurs projets, leurs

146 Marianne Debouzy, 1991, p. 119.

personnages politiques, etc. Ainsi, Debouzy rapporte que le bureau de presse de D. Rockefeller laissa savoir que: «Moyennant une somme de 30 000 dollars, le journal imprimerait des articles que lui fournirait la compagnie et qui seraient favorables à ses intérêts.¹⁴⁷»

Finalement, les magnats ayant beaucoup investi dans les journaux, l'arrivée de la grande presse a profondément changé la nature de l'information. Les quotidiens devinrent de grandes entreprises économiques qui permirent à certains d'hommes d'affaires de réaliser des fortunes et de se construire des empires médiatiques. Ce fut les cas de Joseph Pulitzer, propriétaire du *New York World*, de William Randolph Hearst, du *New York Journal* et E. W. Scripps de la chaîne, *Scripps Howard*. Ainsi, on rapporte que les grandes agences de presse, aussi propriétés des grands magnats, étaient ravitaillées en nouvelles et en éditoriaux standardisés approuvés par *l'Establishment*; ce qui explique en partie le formatage de l'opinion publique¹⁴⁸. Le principe des *Trusts*¹⁴⁹ était, de plus en plus, adopté chez les industriels de l'information. La presse se mit à la solde des grandes corporations pour faire connaître leurs «conversations d'affaires». Lasch¹⁵⁰ a bien choisi le titre de son ouvrage, car c'est d'une «Révolution des élites» qu'il s'agit cette fois!

Il nous faut alors admettre que la vie politique, toujours qualifiée de «démocratie», était alors devenue l'otage des élites économiques. C'est à cette conclusion que parvient Debouzy quand elle avance:

147 Marianne Debouzy, 1991, p. 136-137.

148 Marianne Debouzy, 1991, p. 137.

149 Le Trust est une forme d'association dans laquelle une personne garde et gère pour le compte d'une autre, une propriété réelle ou personnelle. Cette association permet la concentration financière et de propriétés; favorise la croissance des grands monopoles financiers et industriels.

150 Voir Christopher Lasch, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Paris, Climats, 1996, traduit de *The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy*, New York, Norton & Company, 1995.

On voit donc quelle a été l'influence des magnats dans la vie politique au niveau municipal, au niveau des législatures des États et du pouvoir fédéral, au niveau enfin - si important dans une démocratie régie par les ploutocraties - de l'opinion publique. Ils sont présents « partout où les décisions importantes en matière économique sont prises ». On voit aussi quels rapports ils entretiennent avec les groupes politiques: en tant que bailleurs de fonds, les hommes d'affaires dominent les partis. Ce sont eux qui déterminent le choix des candidats aux postes des Sénateurs, de Gouverneurs, de Président et qui déterminent les orientations de la politique préconisée par les partis. Enfin, les hommes d'affaires ou leurs alliés occupent les postes les plus importants du gouvernement, et en grands précurseurs des politiciens modernes, ils comprennent l'importance de diriger l'opinion.¹⁵¹

Certains historiens et sociologues soutiennent qu'il existerait une sorte de consensus entre les magnats et la masse; et que cette dernière serait en accord avec les activités des magnats. La raison d'une telle affirmation est que le public a tendance à croire que le capitalisme représente l'unique moyen d'atteindre l'égalité des chances et la prospérité. Mais, en gros, de 1870 à 1950, cette affirmation semble démentie par les grèves, les manifestations, les conflits et les mobilisations de plusieurs couches de la population contre les activités des élites. La société industrielle a engendré une foule d'organisations, d'associations professionnelles, de syndicats qui réclamaient la justice sociale. Leur opposition prend la forme d'écrits critiques lors des mouvements de grèves ou des protestations. On pense ici au mouvement des «Granges» en 1874, aux Alliances des fermiers du Sud et de l'Ouest en 1880, puis à la naissance du parti populiste qui réclamait une législation plus équitable, le droit à la prospérité du peuple identique à celui des élites. Le mouvement de mobilisation des fermiers a donné lieu à la loi Bland-Allison de 1878 et celui des syndicats, le *Sherman Act* de 1890. Le développement du progressisme a provoqué toute une remise en question de l'état de fait institué par le capitalisme. Des groupes de journalistes appelés *Muckrakers* (racleurs de fumiers) initient le public à l'existence de la corruption de la vie politique américaine. Ils dénoncent l'insuffisance de la représentativité des dirigeants, et les tentatives de manipulation des monopoles industriels et financiers, etc. Si les journalistes n'ont pas été les instigateurs du mouvement progressiste, ils

151 Marianne Debouzy, 1991, p. 137.

ont sans doute provoqué la prise de conscience de la population et ils ont servi de porte-voix aux classes moyennes et laborieuses contribuant ainsi à l'épanouissement du progressisme à l'échelle nationale.

Synthétisant les propos d'auteurs qui soutiennent que, en dépit de tout cela, les tentatives de réalisation de l'idéal démocratique ont persisté grâce aux pressions populaires, Yves-Henry Nouailhat (1973) conclut que

Tous ces écrivains engagés dans une certaine révolte contre le statu quo contribuèrent très largement à la croisade progressiste. Leurs dénonciations vigoureuses des maux sociaux et des tares politiques fournirent des arguments en faveur de ceux qui voulaient réaliser une véritable représentation du peuple et supprimer les principaux abus de la société.¹⁵²

Il nous semble donc permis de soutenir, comme le fait Nouailhat, que les progressistes, au début du XX^e siècle, ont tenté d'intégrer les oubliés et les défavorisés dans la conversation républicaine en s'occupant davantage des femmes, des enfants et des ouvriers non syndiqués. Dans le souci d'une plus grande justice, pour reprendre l'expression de Nouailhat, on adopta de nouvelles législations et des mesures visant à remédier aux inéquités, dont la création, en 1904, du «Comité national du travail des enfants» (*National Child Labor Committee*). En 1910, Il a à son actif, 25 branches dans 22 États. Grâce à lui, en 1914, l'âge d'embauche des enfants a été fixé à 14 ans¹⁵³. L'autre effort de justice réside dans la réduction du nombre d'heures de travail des femmes et la fixation du salaire minimum des travailleurs. Aussi, vers 1935, de nouveaux programmes de sécurité de revenu et de sécurité sociale ont été mis sur pied. À cette même période, le principe de la négociation collective a été légalement reconnu par le *Warner Act*. Bref, le début du XX^e siècle a été caractérisé par une amélioration de la condition des femmes, des enfants et des moins nantis. Comme Woodrow Wilson l'avancait: «Nous sommes en

152 Yves-Henry Nouailhat, *Les États-Unis: l'avènement d'une puissance mondiale (1898-1933)*, Paris, Éditions Richelieu, 1973, p. 97.

153 Yves-Henry Nouailhat, 1973, p. 97-98.

présence d'une révolution silencieuse par laquelle l'Amérique tente de retrouver les idéaux auxquels elle a toujours cru, et pour se donner un gouvernement dévoué à l'intérêt général et non aux intérêts particuliers.¹⁵⁴»

On a failli conclure plus haut que la force du capitalisme et des élites au pouvoir, avec leur capacité de persuasion et surtout de pression ou d'intimidation, aurait pu museler le peuple et l'exclure complètement de la conversation publique. C'était là, occulter sa tendance naturelle à se rebeller contre l'autorité et tous ceux qui cherchent à entraver la réalisation des idéaux fondamentaux de la démocratie. Ce peuple a persisté à exercer des pressions par le biais de manifestations, de grèves, etc. pour que le pays se dote de mesures lui permettant de persister à élire un gouvernement représentatif. Ainsi, les referendums, le droit d'initiative, le droit de *recall* ou de «renvoi» donnent aux citoyens la possibilité de mettre fin au mandat d'un fonctionnaire élu. L'élection des sénateurs au suffrage direct semble aussi favoriser la représentation des électeurs. Par ailleurs, l'augmentation du nombre de fonctionnaires et des responsabilités publiques devrait avoir pour effet de renforcer le processus de représentativité au sein du gouvernement. Les masses persistent donc à se regrouper en associations qui forcent le gouvernement à répondre aux promesses de la démocratie.

2.2 Conclusion

Notre étude des restrictions des pratiques de la communication publique en temps de paix a démontré que les outils utilisés pour contrôler la communication sont à double tranchant. Alors qu'ils prétendaient pouvoir offrir au monde entier le modèle de «la conversation républicaine», SINE QUA NON de la démocratie en voulant la rendre plus accessible à tous et ce, de la façon la plus conviviale possible, en faisant

154 Yves-Henry Nouailhat, 1973, p. 121.

usage des meilleurs moyens à leur portée, les Américains ont failli en entraver gravement le fonctionnement.

La raison principale de ce demi-échec est que la transformation des moyens de communication n'est pas en phase avec les changements de situation de la population américaine. Les médias répondent à leur propre logique qui est plutôt technique et commerciale. Sous couvert du respect des exigences du marketing, l'évolution des médias s'inscrit dans l'idéologie des *managers* dont les intérêts coïncident davantage avec ceux des corporations que des citoyens.

Certains penseurs optimistes ont cru que les avancées techniques puis technologiques des médias leur auraient permis de rejoindre la majorité des citoyens. Ils auraient pu ainsi devenir un instrument d'éducation des citoyens comme le souhaitait Dewey et, avant lui, Jefferson. Ils auraient pu aussi servir d'interface permettant aux citoyens d'exprimer leurs opinions lors de débats, de prises de décisions, ou de discussions publiques. Mais, selon Noam Chomsky (2004) et d'autres penseurs de l'État spectacle, les médias s'encombrent de plus en plus d'éléments de divertissement. Et, pris à ce jeu qui semble rapporter gros, ils tournent les nouvelles en dérision («info spectacle» /*infotainment*) et empêchent alors le public d'accumuler le capital de savoir politique et social garant de l'efficacité et du bien-fondé de sa participation à la conversation républicaine.

On en arrive alors à la situation paradoxale qui amène Carey (1989) à soutenir que la presse en «désinformant» ainsi le public l'empêche de participer aux discussions publiques rationnelles, d'échanger avec autrui et de débattre des options possibles aux conflits en cours. On observe de plus en plus d'émissions reliées à la politique qui revêtent les allures de spectacles, de spectacles de variétés où les gens se déchirent, se lancent des injures *ad hominem*, dans le seul but de démasquer l'infâme

qui peut tout aussi bien s'avérer être un méchant capitaliste qu'un horrible syndicaliste, traître à la cause qu'il prétendait défendre. Comme Carey le suggère,

s'il y a une référence historique qui permet de comparer la mission des communicateurs contemporains, c'est, dans la première moitié du XX^e siècle, la lutte de l'information contre la propagande et la démagogie et, aujourd'hui, l'ère de progrès, c'est ce penchant malsain pour la révélation de motivations inavouables.¹⁵⁵

D'un autre côté, il ne faut pas non plus négliger la volonté du public pour réaliser les promesses de l'idéal démocratique. Il continue à exiger que la structure sociale soit plus équilibrée. Il est vrai que l'opinion publique risque d'être manipulée par l'élite au pouvoir, mais les groupes de pressions populaires et les syndicats sont là pour contrebalancer les intérêts opposés en organisant des manifestations, des grèves et des mouvements de revendications. Contrebalançant la concentration de médias entre les mains des dirigeants, les médias alternatifs et les journaux communautaires permettent aux gens de continuer la conversation dans le cadre de débats plus diversifiés.

Selon Hélène Harper¹⁵⁶, la démocratie américaine est loin d'être parfaite. Il y a eu des coups de freins, des limitations, des régressions temporaires dues à plusieurs facteurs tels que: l'augmentation de la population, les progrès technologiques, l'industrialisation, et surtout l'emprise du capitalisme sur ce pays, etc. Néanmoins, la concrétisation de l'idéal de la conversation républicaine s'est quand même manifestée par l'importance accordée aux libertés individuelles, l'existence d'un système politique protégé de l'arbitraire grâce à la Constitution et le maintien du respect de l'opinion publique que la presse contribue parfois à entretenir et à propager. En dépit

155 Munson et Warren, 1997, p. 195, (traduction libre de: «One historical reference point for this identity is the twentieth century's long battle with demagoguery and propaganda. Another is the ideology of the progressive era with its latent urge to unmask.»)

156 Hélène Harper, *L'Amérique, Les États-Unis, patrie des libertés individuelles?* Paris, Le Cavalier Bleu, 2001.

des faux pas, de nombreux individus continuent à croire en la possibilité de la réalisation de l'idéal démocratique par la pratique de «la conversation républicaine».

Comme l'ont remarqué de nombreux auteurs, «la conversation républicaine» a été imaginée comme meilleur moyen de créer une communauté libre, s'autogérant à partir de ses propres lois. Pour que cette conversation puisse se dérouler de façon optimale, ses participants devaient être libres de se déplacer sans contrainte, d'agir à leur guise, dans la limite des lois. Ils devaient aussi disposer de la liberté de religion, de pensée, d'expression ainsi que des libertés publiques et politiques. Bien que cela ait été pensé comme le SINE QUA NON du fonctionnement de la démocratie et donc inscrit dans la Constitution et ses Amendements, force est de constater que, même en temps de paix, ces critères de fonctionnement n'ont pas toujours été pleinement respectés. Durant les deux siècles et demi de l'histoire de ce pays, des changements structurels, des crises récurrentes ont contribué à limiter et à faire régresser la poursuite de la conversation républicaine.

Si l'on peut formuler un diagnostic aussi mitigé à partir du survol de l'histoire des États-Unis en temps de paix, qu'en advient-il si notre observation porte maintenant sur les périodes de conflits qui ont affecté cette grande puissance?

CHAPITRE III

L'INSTAURATION DE L'IDÉAL DE LA COMMUNICATION DEMOCRATIQUE STOPPÉE PAR LES MESURES DE GUERRE

De tous les ennemis de la liberté publique, la guerre est probablement le plus redoutable parce qu'elle porte les autres en elle et les nourrit. La guerre est la mère des armées qui, à leur tour, engendrent dettes et impôts; et armées, dettes et impôts sont bien connus pour être ce qui permet à l'élite de ramener la majorité sous son joug. Pendant la guerre, aussi, le pouvoir discrétionnaire de l'Exécutif est étendu, et tous les moyens de conquérir les cœurs et les esprits s'ajoutent à ceux qui permettent de canaliser la force du peuple.¹⁵⁷

Dans le chapitre précédent nous avons traité de la façon dont la pratique de la conversation républicaine avait été affectée, au cours de l'histoire des États-Unis, par l'augmentation de la population, l'industrialisation des médias ainsi que la remise en question de la compétence et des facultés de jugement du public, etc. Mais nous n'avons pas encore analysé les restrictions apportées par les nombreux conflits dans lesquels les États-Unis «ont été» - et, parfois, «se sont» - impliqués. L'étude sommaire de l'idéologie dominante a montré que les Pères Fondateurs, comme les citoyens ordinaires, après la Révolution, se sont efforcés de ne pas s'impliquer dans les guerres auxquelles les grandes puissances européennes de l'époque se livraient fréquemment. Ils voulaient prospérer en paix et s'adonner à la quête du bonheur. De fait, la Déclaration d'Indépendance des États-Unis est fondée sur des prémisses telles que le respect de la vie et de la liberté ainsi que la quête pacifique du bonheur.

157 James Madison, cité dans Jeffery A. Smith, *War Freedom and Democracy: the problem of prerogative power*, New York, Oxford University Press, 1999, p. 11 (traduction libre de: « Of all the enemies to public liberty war is, perhaps, the most to be dreaded, because it comprises and develops the germ of every other. War is the parent of armies; from these proceed debts and taxes; and armies, and debts, and taxes are the known instruments for bringing the many under the domination of the few. In war, too, the discretionary power of the executive is extended; and all the means of seducing the minds, are added to those of subduing the force of the people.»)

Toutefois, bien que les libertés civiles aient indéniablement progressé, force est de constater que, durant certaines périodes, comme celles où des puissances étrangères se sont montrées menaçantes ou ont militairement agressé les États-Unis ainsi que durant la Guerre de Sécession, les autorités du pays ont été amenées à restreindre considérablement la mise en pratique de l'idéal de la conversation républicaine. Comme nous l'avons déjà souligné, limiter les droits et libertés de communication et d'information, contrevient aux principes de la démocratie garantis par la Constitution. Néanmoins, depuis la fondation des États-Unis, plusieurs législations votées par les membres des différentes institutions gouvernementales diminuent sensiblement les droits communicationnels des citoyens et limitent, voire interdisent, les discussions publiques. Ainsi, dans ce chapitre, nous allons présenter succinctement plusieurs des législations qui ont été adoptées pour faire face aux urgences dues à l'état de guerre ou à des menaces externes sur la sécurité du pays. Pour commencer, nous abordons ici, parmi d'autres mesures prises lors de guerre, *l'Alien* et le *Sedition Acts*, *l'Espionnage Act* voté en 1798 dans le cadre d'un état de menace semi permanent, et, ensuite, la suspension de *l'Habeas Corpus* durant la guerre civile.

3.1 *Alien and Sedition Acts*

Les premières élections qui eurent lieu après l'indépendance américaine amenaient au pouvoir «les Fédéralistes», promoteurs de la Constitution. Ils voulaient créer un état central fort par opposition aux «Sociétés Démocratiques» qui, elles, optaient pour une démocratie décentralisée, avec une stricte séparation des pouvoirs. Les Fédéralistes, très patriotes, prônaient l'unité nationale. Leur argument était que, vus la grandeur du pays et ses intérêts commerciaux, il valait mieux se doter d'une République que d'une Démocratie. Le seul moyen d'assurer la sécurité était d'instaurer l'Union du Nord et du Sud et de la préserver. De cette manière, le pays serait gouverné au nom des intérêts de tous, et la prise du pouvoir par des individus cherchant à satisfaire leurs propres intérêts serait ainsi évitée.

Par ailleurs, la Révolution Française avait divisé l'Amérique en lui retournant ses propres idées révolutionnaires qu'elle s'était appropriée en les radicalisant quelque peu. Les «Républicains» d'alors - dont l'idéologie était plutôt de gauche - appuyaient les idées révolutionnaires françaises, alors que les Fédéralistes voyaient dans la France révolutionnaire un danger pour l'Union ou la Confédération et s'opposaient à tout ce qui risquait de remettre en cause la neutralité de l'Amérique. Comme on vient de le mentionner, lorsque la guerre s'amplifia entre la France et le reste de l'Europe, il existait déjà des tensions entre le parti Républicain et les Fédéralistes. Par ailleurs, l'Angleterre et la France s'attendaient, chacune de leur côté, à ce que les États-Unis s'alignent sur elles, mais, ces derniers avaient décidé de ne pas intervenir dans cette guerre, se contentant de limiter leurs rapports avec l'Europe à la seule pratique du commerce. La France envoya un délégué, Genet, aux États-Unis pour les convaincre de rejoindre la France conformément au traité d'alliance de 1778. Ce traité stipulait qu'en cas de guerre, les États-Unis aideraient les Français à défendre les Antilles. Genet se rendit surtout dans les États du Sud pour essayer de convaincre les populations et ainsi soulever l'opinion publique américaine contre l'Angleterre. Par ailleurs, la plupart des Français, naturalisés après avoir vécu 5 ans sur le Continent, nourrissaient des idées très révolutionnaires qui risquaient de perturber le cours des choses en Amérique. Bien que diffuse, la menace était très présente.

Les Fédéralistes soutenaient qu'il y avait trop de Français et d'Italiens dans le pays. Et, disaient-ils, parmi les premiers, il y avait des agents qui étaient en Amérique pour semer le trouble. De plus, ces étrangers participaient aux affaires publiques, et, pour les Fédéralistes, ils «critiquaient indûment» le gouvernement et «empoisonnaient» les sociétés démocratiques avec leurs idées révolutionnaires. Les Fédéralistes trouvèrent alors que la naturalisation était trop facile. Pour eux, il fallait défendre la société américaine contre les excès de la démocratie qui risquaient de nuire à l'Union ou au gouvernement américain.

Une guerre navale, non déclarée, opposa les États-Unis à la France. Des tactiques d'intimidation et de sabotage ont été déployées par ces deux pays, de 1798 à 1800. Chacun arguant qu'il y aurait eu bris du traité d'alliance. Lorsque la France demanda à l'Amérique de lui venir en aide, les leaders américains ont opté pour la neutralité, ne voulant pas assumer le coût d'une aide matérielle aux Français.

Dans l'expectative, de nombreux navires américains se dirigeant vers les ports français furent capturés par les Britanniques méfiants qui revendirent la marchandise comme butin. De plus, les Anglais recyclaient dans la «Marine de sa Majesté» les marins américains qu'ils capturaient. Les Français, de leur côté, suivirent l'exemple britannique et capturèrent les navires américains en route vers les ports britanniques. Ils permirent également aux corsaires de s'emparer des navires américains en mer et immobilisèrent ceux qui étaient dans les ports français. Les Français ont causé d'énormes pertes à la flotte américaine et ont capturé en tout 316 navires de commerce. Alors, le 7 juillet 1798, le Congrès annula le traité avec la France et 2 jours plus tard, il autorisa le déclenchement d'attaques contre les vaisseaux français. À la fin de la «guerre» en 1800, plus de 2 000 bateaux marchands américains avaient été saisis par la France.

Durant cette guerre navale non déclarée, le gouvernement américain obtint du Congrès, la promulgation du décret *Alien and Sedition Acts* afin de protéger le pays des germes de la Révolution française et de ses propos provocateurs. L'*Alien Act* devait paralyser les agents français et neutraliser les fauteurs de troubles étrangers. Le *Sedition Act* d'une part, censurait, comme «propos séditieux», les critiques des Républicains dénonçant l'hostilité des États-Unis envers la France et devait, d'autre part, freiner la campagne de propagande menée par le gouvernement français aux États-Unis. Bref, en juin - juillet 1798, au cours d'un vote très disputé, les Fédéralistes firent promulguer par les membres du Congrès, quatre lois connues sous le nom d'*Alien and Sedition Acts*

La première loi exigeait de résider quatorze ans aux États-Unis avant d'obtenir la citoyenneté (Cette loi a été rejetée).

La seconde accordait au Président le pouvoir d'expulser des États-Unis tout étranger considéré comme dangereux ou politiquement engagé et susceptible de comploter contre le gouvernement.

La troisième autorisait le Président à emprisonner ou expulser les étrangers en période de guerre.

La quatrième, sur la sédition, restreignait la libre expression, le droit de parole.¹⁵⁸

Les provisions de l'acte de Sédition stipulaient: que pouvait être puni d'amende tout individu trouvé coupable d'incitation à la haine envers le bon peuple américain ou d'écrire des propos diffamatoires, malicieux ou scandaleux envers le gouvernement, le Congrès ou le Président. Ou alors, il était passible d'un maximum de deux ans d'emprisonnement.

Alors que l'*Alien Act* surveillait le comportement des étrangers qui, sous peine d'être déportés, devaient se conformer aux politiques prescrites, le *Sedition Act* visait tous les individus vivant aux États-Unis. Il fournissait les moyens légaux de pratiquer la censure, de punir les opinions dissidentes. La section deux de l'acte deux dévoile une législation qui va à l'encontre des libertés civiles garanties par la Constitution. Elle stipule:

... Quiconque écrit, imprime, prononce ou publie, provoque ou incite à se procurer des écrits, des imprimés, prononcés ou publiés, ou a sciemment ou de façon volontaire conspiré ou aidé à la rédaction, l'impression, ou a incité à publier des déclarations fausses, des écrits scandaleux et malveillants ou des écrits contre le gouvernement des États-Unis ou soit des deux chambres du Congrès des États-Unis, ou contre le président des États-Unis, avec l'intention de diffamer ledit gouvernement, sera puni d'une amende ne dépassant pas deux mille dollars, et d'un emprisonnement n'excédant pas deux ans.¹⁵⁹

158 William Woodward, *Les États-unis, 1497-1917. Leurs peuples, leurs institutions*, Paru sous le titre original *A New American History*, en 1932, à New York, Traduction française par René Reboud, F.D.E, Paris-6e, 1968, p. 260-261.

159 Wikipedia, The Sedition Act, 1918, en ligne: http://en.wikipedia.org/wiki/Sedition_Act_of_1918 (consulté le 20 octobre 2004). Il y a eu plusieurs versions de the Sedition Act. Le premier a été promulgué le 25 juin 1798 (traduction libre de: « ... that if any person shall write, print, utter or publish, or shall cause or procure to be written, printed, uttered or published, or shall knowingly or willingly assist or aid in writing, printing, uttering or publishing

Le décret sur la Sédition, quoique temporaire, allait directement à l'encontre du premier amendement de la Constitution prescrivant que le Congrès n'émettrait aucune loi restreignant la liberté de parole ou de la presse. Ce décret diminuait la liberté d'expression des citoyens et ne permettait pas de remettre en question les décisions du gouvernement. «C'est un crime de s'opposer à toute mesure adoptée par le gouvernement ou de publier des énoncés qui questionnent les motifs officiels ou entache la réputation du gouvernement...¹⁶⁰» La censure ne s'appliquait pas seulement aux citoyens, mais aussi aux membres du Congrès et aux journalistes qui osaient critiquer les politiques internes du gouvernement et la gestion des affaires internationales. C'est ainsi que vingt-cinq personnes ont été arrêtées, incluant Benjamin Franklin Bach, petit fils de Benjamin Franklin. La plupart d'entre eux étaient des journalistes «jeffersoniens républicains». Plusieurs journaux et des éditeurs ont été obligés de fermer leur porte.

La communication démocratique avait cédé sa place à la sécurité. Bien que la procédure cherchât à protéger les États-Unis des manigances d'un pays ennemi, il punissait toute personne protestant contre la guerre ou osant critiquer les idées du gouvernement. Donc, ce décret promulguait des restrictions communicationnelles contraires à la Constitution et au *Bill of rights*. Les droits des citoyens américains, tels qu'établis dans le *Bill of rights*, ont été supplantés par un contrôle rigide de l'information. En empêchant la protestation et la publication des décisions politiques, ce décret réduisait considérablement le diamètre de la sphère publique. C'est aussi pourquoi Jefferson et Hamilton sautèrent sur l'occasion pour réaffirmer la priorité

any false, scandalous and malicious writing or writings against the government of the United States or either house of Congress of the United States, or the President of the United States, with intent to defame the said government shall be punished by a fine not exceeding two thousand dollars, and by imprisonment not exceeding two years.»)

160 Daniel N. Hoffman, *Governmental secrecy and the founding fathers: A study in Constitutional controls*, Westport, CT, Greenwood Press, 1981, p. 205 (traduction libre de: «It is a crime to oppose any measure of the government or to publish utterances leading to question official motives or to bring the government into disrepute.»)

qu'il faut accorder au respect des libertés civiles. Paradoxalement, s'il incombait aux tribunaux de l'État de s'occuper des intrigants, c'était aussi à eux qu'il revenait l'obligation constitutionnelle d'annuler tout décret restreignant les libertés individuelles. Suite à leurs protestations, le *Sedition Act*, considéré comme une violation du cinquième amendement, fut déclaré anticonstitutionnel. Au cours de la petite enfance de la Démocratie américaine, la Constitution et la législation se sont avérées être de bons instruments de gouvernance, veillant au respect des lois. Certes, il y eût de brèves interruptions de la mouvance démocratique, mais il s'agissait alors de circonstances problématiques qui ont contraint le gouvernement à restreindre temporairement les libertés. Cela se reproduira, de façon beaucoup plus dramatique, lors de la guerre civile, mais il faut reconnaître que les circonstances allaient être beaucoup plus graves.

3.2 La guerre de Sécession et la suspension de l'*Habeas Corpus*

Le privilège d'*Habeas Corpus* ne pourra être suspendu,
sauf dans les cas de rébellion ou d'invasion, lorsque la sécurité publique l'exigera.
(Article 1, section IX de la Constitution)¹⁶¹

À de nombreux moments de l'histoire des États-Unis, il semble que l'on se trouve confronté à des événements qui restreignent temporairement les libertés d'expression individuelles ou les droits de communiquer de façon démocratique. Par exemple, durant la Guerre d'Indépendance (GI), il était interdit de publier des articles hostiles à l'émancipation des colonies. Par la suite, dans le cadre de la guerre non déclarée avec la France, le Congrès avait voté une loi contre les étrangers et le *Sedition Act* affectant les citoyens américains. Ces décrets permettaient au gouvernement de jeter en prison les critiques ainsi que d'expulser les dissidents étrangers. Selon les historiens, il s'agit là d'une première loi contre la liberté d'expression. Dans le cadre

161 Hélène Harper, 2001, p. 105.

de la GS, les atteintes aux libertés sont considérables. Elles vont de la censure de la presse à la suspension de l'*Habeas Corpus*, considéré comme pilier des libertés civiles, en passant par la négation du droit à l'information. La seule raison pour laquelle le public a accepté ces mesures tyranniques était qu'elles étaient prises pour assurer la protection de la sécurité nationale quand tout le pays était dans un état de guerre évident.

Il n'y a pas de véritable consensus concernant les causes de la Guerre de Sécession (GS). James McPherson (1991), Bernard Vincent (2001) et Nicolas Bourguinat (2006) pensent que la guerre a éclaté à cause des divergences de valeurs concernant la structure économique ainsi que la culture politique du Nord et du Sud. Toutefois, la thèse la plus communément acceptée est celle des conséquences économiques négatives redoutées par les Sudistes si le Nord imposait l'abolition de l'esclavage. Le Sud s'est senti menacé dans ses intérêts vitaux lorsque l'élection d'Abraham Lincoln devint imminente. Celle-ci entraînait une remise en question de ses valeurs et de ses traditions. L'autre enjeu résidait dans l'expansion possible de l'esclavage dans les États du Nord. Les Nordistes étaient contre la prolongation de cette pratique inhumaine et, à fortiori, de son intensification ou expansion. Il s'agit donc d'un conflit d'intérêts avec enjeux éthiques.

Les treize colonies anglaises, une fois leur indépendance acquise, adoptèrent une Constitution commune et contractèrent une alliance politique fondée, en principe, sur une République durable. La Constitution leur permettait toutefois de sortir de l'Union si ces «Colonies», devenues «États», n'étaient pas satisfaits de leurs conditions. Quand le Sud a voulu propager l'esclavage au Nord, les abolitionnistes l'ont refusé au nom des «Droits de l'Homme». De son côté, le président Abraham Lincoln, lors de son discours d'investiture rappelle que l'Union des États est devenue «indivisible et perpétuelle». Ainsi, selon McPherson, (1991), Vincent, (2001) et Bourguinat, (2006), la menace de sécession a forcé Lincoln à déclencher la guerre. De plus, il fallait aussi

empêcher la sécession des nouveaux États. Le bombardement du fort Sumter déclencha les hostilités.

Pendant la GS, Lincoln élu, en 1860, a, à contrecœur, eu recours au sceau du secret et au contrôle de l'information. Comme le souligne Jeffery A. Smith (1999), Lincoln n'a obtenu aucune autorisation du Congrès, il a complètement ignoré le premier amendement et, se fondant sur sa propre logique de guerre, a exigé la suspension des journaux.

Lors de l'exercice du gouvernement militaire, les journalistes ont vu leur publication suspendue, ils ont été jugés par une cour martiale ou se sont vus sommairement disciplinés. Les correspondants de guerre n'étaient donc pas enclins à critiquer les officiers dont ils dépendaient, et dans certains cas, 'offensés,' ils ont dû accepter des «pots de vin» pour faire une couverture favorable. Scandalisés lorsque leurs couvertures s'avéraient défavorables, invoquant des impératifs militaires, les généraux de l'Union en ont fait arrêter, leur ont refusé l'accès aux camps et, parfois même, ont procédé à la fermeture de journaux.¹⁶²

Durant cette période, quatre-vingt-douze journaux ont été suspendus, leurs éditeurs arrêtés et même certains de leurs employés emprisonnés. Au moins trois ont été lynchés par des émeutiers dont certains étaient des soldats de l'Union¹⁶³. Les journalistes étaient soupçonnés d'espionnage. Le télégraphe, surveillé, «ne pouvait transmettre des dépêches non autorisées par le commandant général, concernant les opérations militaires,¹⁶⁴» même si cette mesure n'avait pas reçu l'approbation du Congrès. Ce n'est que huit mois plus tard que ce dernier ratifia un décret autorisant la confiscation par les militaires des lignes télégraphiques. En 1862, ce fût au tour de la

162 Jeffery A. Smith, 1999, p. 99 (traduction libre de: «Journalists had their publication suspended in the exercise of military government and were tried by court-martial or summarily disciplined. Reporters were therefore not inclined to criticize the officers they depended on and in some cases took bribes from for favorable coverage, but they did offend them. Angry at coverage and claiming military necessity, Union generals arrested reported, denied them access to camps, and sometimes closed down their newspapers.»)

163 Jeffery A. Smith, 1999, p. 99.

164 Jeffery A. Smith, 1999, p. 99 (traduction libre de: «Henceforth the telegraph will convey no dispatches concerning the operations of the Army not permitted by the Commanding General.»)

poste d'être placée sous la tutelle du département d'État à la guerre; ce qui permit de saisir les courriers destinés aux journaux.

Plus que les entorses au premier amendement, c'est la suppression des libertés civiles qu'entraîne la suspension de l'*Habeas Corpus* qui frappe l'historien. *L'Habeas Corpus* accorde au citoyen le droit de comparaître en cour avant d'être emprisonné. Le 27 avril 1861, Lincoln décide de l'abolir dans l'État du Maryland, pour combattre «l'ennemi de l'arrière». Par ce geste, il accorde aux officiers de l'armée fédérale, le droit de décréter arbitrairement la loi martiale dans les territoires en révolte et de traduire les civils devant des tribunaux militaires. La loi martiale stipulait que tout rebelle, trouvé l'arme à la main, serait fusillé, sa propriété confisquée et ses esclaves libérés.

En septembre 1862, ce décret est étendu à tout le pays. On y ajoute que toute personne cherchant à décourager l'enrôlement des soldats ou résistant à la conscription des milices ou encore trouvée coupable d'une quelconque pratique déloyale aidant ou encourageant les rebelles serait exécutée. «Lincoln, redoutant l'espionnage, suspend l'*Habeas Corpus*, censure le courrier et supprime certains journaux¹⁶⁵» sans que la Cour ne puisse intervenir. «Toutefois, quelque temps après la guerre, la Cour redevient une défenderesse vigilante de la liberté individuelle.¹⁶⁶»

Bien que, formulée par les Pères Fondateurs, la notion de démocratie implique que les citoyens soient bien informés pour être en mesure de débattre des affaires publiques, et en dépit du premier amendement interdisant au Congrès de voter des lois brimant la liberté d'expression des individus comme celle de la presse, durant la

165 Arthur M. Cox, *The myths of national security: The peril of secret government*, Boston, MA., Beacon Press, 1975, p. 34 (traduction libre de: «Lincoln did suspend habeas corpus, and did authorize the censorship of mail and the suppression of some newspapers, because there was a widespread fear of spies.»)

166 André Tunc, 1965, p. 40.

plupart des conflits qui ont impliqué les États-Unis, on retrouve la tendance à restreindre ou annuler ces libertés civiles. Cependant, on doit reconnaître que la Cour Suprême des États-Unis œuvre pour que tout revienne dans l'ordre démocratique au lendemain des conflits. Comme nous allons le montrer, ces scénarios se sont reproduits pendant et après la participation des États-Unis aux deux conflits mondiaux.

3.3 Premier conflit mondial: l'*Espionage Act* de 1917

Bien que la Première Guerre Mondiale (PGM) ait fait rage depuis 1914, les États-Unis ne voulaient pas s'y engager. Ils souhaitaient, conformément à leur traditionnel discours non interventionniste, «rester éloignés des querelles de l'Europe». Toutefois, plusieurs événements survenus sur la scène internationale les concernant ont forcé «la puissance dormante» à reconsidérer sa posture pacifiste. Leur intégrité physique a été menacée par l'Allemagne suspectée d'inciter le Mexique à se tourner contre eux. De plus, le refus de l'Allemagne de respecter la liberté des mers mit en péril leurs intérêts économiques et commerciaux. Finalement, l'attaque du *Lusitania* par un sous-marin allemand a contribué à l'entrée des États-Unis dans le conflit.

Dès le déclenchement des hostilités, redoutant l'espionnage allemand, le Président Woodrow Wilson évoque les premiers discours présidentiels générés par la peur des étrangers / espions cherchant à détruire le pays. Suggérant au Congrès de réactiver l'*Alien and Sedition Act* de 1798, il affirme:

Il y a des citoyens des États-Unis, j'ai honte de l'avouer, nés sous d'autres drapeaux, qui, - après avoir été accueillis en Amérique par nos généreuses lois de naturalisation leur accordant une liberté totale et de nombreuses opportunités -, versent un poison de déloyauté dans les artères mêmes de notre vie nationale, cherchent à trainer l'autorité et la réputation de notre bon gouvernement dans le mépris, détruisent nos industries là où ils pensent que cela nous nuira le plus et ce, dans un but vindicatif qui vise à avilir nos politiques pour le compte d'intrigues étrangères... Nous n'avons aucune loi fédérale

permettant de régler ce problème. Je vous exhorte à promulguer de telles lois, le plus tôt possible. Ayez le sentiment, ce faisant, que vous ne faites rien de moins que de sauver l'honneur et le respect de la nation. Ces créatures en proie à la passion, déloyales et anarchistes doivent être éliminées ou rejetées à la mer.¹⁶⁷

Convaincu, le Congrès vota l'*Espionage Act* en juin 1917. Il rendait illégale toute publication concernant les activités reliées aux affaires militaires du pays et tous les gestes «déloyaux». Dans le cadre de cette législation, le gouvernement établit une liste d'informations relevant de la défense nationale. Quiconque essayait d'obtenir de telles informations était considéré comme espion. Ce décret entendait prévenir l'espionnage tout en permettant la surveillance des groupes soupçonnés de comportement subversif.

De plus, le Congrès, doutant de la capacité de l'*Espionage Act* d'assurer la sécurité nationale, ratifia, à nouveau, le *Sedition Act*. Répondant ainsi aux vœux de Wilson qui militait pour la réactivation de l'*Alien and Sedition Act* de 1798. Ce décret autorisait l'arrestation arbitraire de tout étranger vivant aux États-Unis, provenant d'un pays avec lequel ils étaient en guerre ainsi, d'ailleurs, que des citoyens américains originaires de ces pays ennemis. Ils pouvaient être emprisonnés ou déportés. L'existence de preuves que le citoyen menaçait le gouvernement ou qu'il était impliqué dans des machinations secrètes n'était pas requise pour procéder à son arrestation et, même, à son incarcération.

167 Wilson (tel que cité dans Daniel Patrick Moynihan, 1998, *Secrecy: The American experience*, New Haven, CT: Yale, University Press, p. 89 (traduction libre de: «There are citizens of the United States, I blush to admit, born under other flags but welcomed under our generous naturalization laws to the full freedom and opportunity of America, who have poured the poison of disloyalty into the very arteries of our national life; who have sought to bring the authority and good name of our Government into contempt, to destroy our industries wherever they thought it effective for their vindictive purposes to strike at them, and to debase our politics to the uses of foreign intrigue ... we are without adequate federal laws to deal with it. I urge you to enact such laws at the earliest possible moment and feel that in doing so, I am urging you to do nothing less than save the honor and self-respect of the nation. Such creatures of passion, disloyalty, and anarchy must be crushed out.»)

Bien sûr, la sphère de la communication publique a été gravement affectée. En 1918, la version de l'*Alien and Sedition Act* de 1798 a été modifiée pour accorder au gouvernement un pouvoir encore plus grand de blocage des flux d'information. Ainsi la section 3 du *Sedition Act*, stipulait que: « Tout langage déloyal, grossier, injurieux, ou abusif relatif au gouvernement des États-Unis, à la Constitution, au drapeau ou à l'armée, ainsi que n'importe quel langage visant à inciter, provoquer ou encourager la résistance aux États-Unis, ou à promouvoir la cause de ses ennemis¹⁶⁸ » est considéré comme un acte de trahison envers le pays. Les individus pris à critiquer cette guerre étaient passibles d'un maximum de 20 ans de prison.

L'usage des NTIC était particulièrement visé. Le Congrès avait voté le *Radio Act* de 1912 autorisant le Président à fermer ou à contrôler les stations de radio, en temps de guerre, de péril public ou de désastre. Ainsi, le Président Wilson, par l'autorité que lui conférait le *Radio Act* de 1912, a pris le contrôle de tous les moyens de communication ou de transmission et a chargé l'*US Navy* de s'en occuper. L'importance du pouvoir de censure de ce décret a engendré beaucoup de craintes surtout qu'il se combinait à d'autres mesures restreignant les libertés civiles des citoyens, en particulier la liberté de presse et d'expression. En 1918, plusieurs journaux ont été fermés, notamment *The Masses* de New York.

Par ailleurs, plusieurs méthodes d'intimidation ont été utilisées auprès des dissidents questionnant les fondements moraux de la guerre. Environ 2000 personnes ont été arrêtées en vertu de l'*Espionage Act* et 900 furent emprisonnées¹⁶⁹. Mais il n'y avait pas que la liberté d'expression et le droit à l'information qui étaient en jeu, les

168 Jeffery A. Smith 1999, p. 39 (traduction libre de: «any disloyal, profane, scurrilous, or abusive language about the form of government of the United States, the constitution, the flag, or the military, as well as any language intended to incite, provoke, or encourage resistance to the United State, or to promote the cause of its enemies.»)

169 Howard Zinn, «*Nous, le peuple des États-Unis...*» *Essais sur la liberté d'expression et l'anticommunisme, le gouvernement représentatif et la justice économique, les guerres justes, la violence et la nature humaine*, Marseille, Agone, 2004, p. 272.

principes mêmes d'équité qui reconnaissaient le droit des minorités ont été aussi bafoués par plusieurs décrets liberticides. Contrairement à ce qui s'était passé au XVIII^e et XIX^e siècles, la signature de l'armistice mettant fin aux hostilités ne fut pas suivie de la levée des restrictions des libertés individuelles, justifiées par l'entrée des États-Unis dans la PGM.

L'explication de cette entorse à la jurisprudence qui semble avoir prévalu durant les siècles précédents s'explique par la crainte que ressentaient les décideurs américains de l'époque de voir la Révolution bolchévique qui avait éclaté en 1917 se propager au delà des frontières de la Russie. L'ennemi avait cessé d'être une coalition de puissances nationales et impériales, l'Allemagne, l'Empire Austro Hongrois et l'Empire Ottoman pour devenir un adversaire idéologique, le communisme que n'incarnait pas nécessairement un État borné de frontières. L'Amérique, comme les Puissances Libérales Occidentales devait alors faire face au «Péril Rouge» ou *Red Scare* (1919-1920). Craignant un débordement illimité, les Alliés et les «vaincus» capitalistes s'associèrent pour encercler le communisme et s'assurer qu'il ne sorte pas des frontières de la Russie (*Containment*). À l'extérieur de la Russie et même aux États-Unis, la menace d'expansion du socialisme et du communisme avait engendré une forte hostilité contre des groupes minoritaires, des groupes radicaux et plus spécialement encore, les regroupements de nouveaux immigrants. Un patriotisme «fanatique» et la croyance que les ennemis internes constituent de sérieuses menaces à la sécurité du pays firent, à nouveau, surface.

Stanley Coben (1972) affirme que des millions d'Américains ont très peur des changements sociaux et nourrissent des préjugés envers les groupes minoritaires qu'ils perçoivent comme de menaçants intrus. Aussi, les récents immigrants devaient montrer leur allégeance aux valeurs américaines. Beaucoup de pressions étaient exercées envers eux pour qu'ils oublient leur langue d'origine et apprennent l'anglais.

*100% Americanism*¹⁷⁰, sinon ils risquaient, eux aussi, d'avoir à faire face à la déportation. «... Par la répression et la déportation d'une part et une assimilation totale et rapide de l'autre, les promoteurs du 100% américain, espéraient éliminer le mécontentement et purifier la nation.¹⁷¹» Cela dura du début de 1919 jusqu'au milieu de 1920. Coben rapporte qu'au mois de février 1920, un jury a pris deux minutes pour acquitter le meurtrier d'un *Alien* qui aurait dit «Au diable les États-Unis!¹⁷²» Au début des années 1920, sur six milles *Aliens* rassemblés pour être déportés, quelques milliers, suspectés d'appartenir à des organisations radicales, ont été détenus pendant de longues périodes sans être jugés et cinq cents ont été déportés¹⁷³.

Walter LaFerber, Richard Polenberg et Nancy Woloch (1992) font remarquer que le gouvernement s'est efforcé de contrer «le péril rouge» (*The Reds*) sous prétexte que ce mouvement révolutionnaire risquait de fissurer dangereusement les fondations de la société. La suppression des libertés civiles de 1917 à 1919 est survenue

parce que la société s'est sentie menacée de l'intérieur. Ses leaders, exploitant les sentiments anti-immigrants et anti-radicaux, ont eu recours à des formes légales et illégales de répression qui ont paralysé le mouvement radical américain. En 1920, il s'est retrouvé affaibli et fragmenté, en proie au désarroi.¹⁷⁴

170 Coben Stanley, «A Study in Nativism; The American Red Scare of 1919-1920», in John Milton Cooper Jr., (ed.) *Causes and Consequences of World War I*, New York, Quadrangle books, 1972, p. 200.

171 Coben Stanley, in John Milton Cooper Jr., 1972, p. 200 (traduction libre de: « [...] through repression and deportation on the one hand and speedy total assimilation on the other, 100 per centers hoped to eradicate discontent and purify the nation.»)

172 Coben Stanley, in John Milton Cooper Jr., 1972, p. 181 (traduction libre de: «To Hell with the united States»)

173 Walter LaFerber, Richard Polenberg, Nancy Woloch, *The American Century: A History of the United States since the 1980s*, New York, McGraw-Hill, inc. Fourth Edition, 1992, p. 112.

174 Walter LaFerber, et al., 1992, p. 112 (traduction libre de: «Because society felt threatened from within, both involved legal and extralegal forms of repression, and both exploited anti-immigrant and antiradical sentiments. Each had a crippling effect on the American radical movement, which by 1920 was weak, fragmented, and in disarray.»)

Arthur S. Link (1972), pour sa part¹⁷⁵, constate que les mouvements nationalistes, haïssant certains groupes, ne se sont pas évanouis à la fin de la PGM. Au contraire, ils ont continué à justifier la suppression des libertés civiles et la promulgation de lois restreignant l'immigration par la peur du communisme. Le nativisme et l'antisémitisme sont exacerbés par le Ku Klux Klan. Force est de constater que la PGM, suivie de la lutte contre «le péril rouge», constituent une autre démonstration de l'impossibilité de pratiquer «la conversation républicaine» durant un conflit impliquant de nombreuses nations et aussi, comme on le découvre ici, lorsque des idéologies anticapitalistes se répandent dans le monde et s'infiltrant dans certaines couches de la population américaine. Nous avons, toutefois, l'impression, ici, que l'éclipse totale de la démocratie n'est survenue qu'au cours d'une période limitée de l'histoire des États-Unis. Comme l'affirment Stanley Coben, (1972) et John M. Cooper Junior (1972): en ce qui concerne les libertés civiles en temps de guerre la période, 1917-1920, est une des plus répressives.

Pourtant, d'autres sections, plus récentes, de l'histoire des États-Unis ont été aussi fortement marquées par une restriction des libertés communicationnelles. Ainsi, en 1940, avant même d'entrer dans la SGM, le Congrès paralyse le droit d'expression en votant le *Smith Act* qui consacre la remise en vigueur de l'*Espionage Act*. Et, paradoxalement, c'est au nom de la protection des libertés fondamentales que le Président Theodore Roosevelt s'engage dans la SGM.

3.4 La Seconde Guerre Mondiale et la réactivation des décrets de la Première Guerre Mondiale

Antérieurement déjà, les États-Unis avaient dû prendre des mesures liberticides pour se protéger de dangers imminents. Lors de la Seconde Guerre Mondiale (SGM),

¹⁷⁵ Arthur S. link, «What Happened to the Progressive Movement in the 1920s?», op. cit. John M. Cooper Jr., 1972, p. 203-223.

ils étaient effectivement menacés par les tyrannies de l'Axe: Allemagne hitlérienne, Italie fasciste, et Japon impérial. Hitler qui s'était emparé du pouvoir en dénonçant le traité de Versailles avait progressivement envahi la quasi totalité de l'Europe (pénétrant même profondément en Russie après avoir dénoncé le pacte de non agression passé avec Staline en 1939). Avec la complicité de l'Italie, il avait envahi une bonne partie du Maghreb. Enfin, même s'il avait perdu «la Bataille d'Angleterre», il menaçait sérieusement cette grande puissance navale et son empire colonial. L'Allemagne et l'Italie en Europe et le Japon dans le bassin du Pacifique poursuivaient leur expansion territoriale. Le Japon voulait contrôler tout le Pacifique. Pour ce faire, il avait envahi une partie de la Chine et de l'Indochine Française ainsi que des colonies britanniques du Sud-Est asiatique. Il a construit des bases militaires dans tout le Nord-Ouest du Pacifique, après avoir considérablement réorganisé et modernisé sa flotte et son armée. Malgré le fait que l'Empire du Soleil Levant faisait beaucoup d'ombre sur l'Empire britannique et menaçait sérieusement, l'Australie et les bases militaires américaines du Pacifique, les États-Unis, isolationnistes, restaient neutres. Il était évident que le Japon entendait occuper toute l'Asie orientale et comptait expulser les colonisateurs européens de cette zone. Face à l'offensive du Japon, les États-Unis n'ont fait qu'appliquer des sanctions économiques, dont l'embargo pétrolier.

Les États-Unis ne sont véritablement sortis de leur isolement qu'après «l'attaque surprise de Pearl Harbour» par les Japonais, le 7 décembre 1941. Cette attaque a causé la mort de 2000 Américains¹⁷⁶. Le lendemain, par un vote quasi unanime, les États-Unis ont déclaré la guerre au Japon; ce qui les engageait, du fait même, dans la SGM.

176 Bernard Vincent (dir.), *Histoire des États-Unis*, France, Flammarion, 1997, 2001, p. 210.

Lors de l'entrée en guerre, le Congrès accorde au Président Roosevelt, par la réactivation des décrets de la PGM *First War Powers Act*, une latitude totale (*absolute discretion*) en matière de censure de la communication entre les États-Unis et les pays de son choix. «Le Président jugera de ce que la sécurité publique exige.¹⁷⁷» Quiconque contreviendrait aux injonctions de ce décret éminemment flexible serait passible d'emprisonnement et d'une amende. Promulgué en 1942, l'*Office of War Information Act* permet la surveillance des médias (journaux et radio) afin qu'ils ne diffusent pas d'informations pouvant s'avérer utiles à l'ennemi. Dépassant, il est vrai, le secteur des communications, ces décrets, plutôt flous, ont été à l'origine d'une extraordinaire vague de répressions arbitraires envers les Américains d'origine allemande et japonaise. Ils permirent aussi l'arrestation systématique d'autres résidents d'origines japonaise, italienne ou allemande qui ne possédaient pas encore la citoyenneté américaine.

En ce qui concerne plus précisément le domaine des communications publiques, même avant l'entrée en guerre, les industries du cinéma et de la radio ont été obligées de faire leurs, les perspectives de l'Administration. Des lettres officielles faisaient circuler les directives gouvernementales en matière de diffusion des nouvelles. «S'ils acceptaient de suivre ces directives, les journaux américains pouvaient se protéger de la censure.¹⁷⁸» Smith rapporte, en effet, que la proposition par le Président d'un système de censure volontaire a été bien accueillie par la Presse. Il a été considéré comme un «pacte universel de coopération.¹⁷⁹» L'attaque surprise de Pearl Harbour a provoqué un si grand consensus national que, contrairement à ce qui s'était passé lors des guerres précédentes, personne n'osait contester les mesures prises pour occulter la conversation républicaine pendant le temps qu'il faudrait pour punir les attaquants de

177 Jeffery A. Smith 1999, p. 149 (traduction libre de: «The President shall deem that the public safety demands it.»)

178 Jeffery A. Smith 1999, p. 151 (traduction libre de: «they are the rules and their observance has protected American newspaper in voluntary rather than enforced censorship.»)

179 Jeffery A. Smith 1999, p. 151

Pearl Harbour. Du coup, la presse américaine n'aura pas été aussi censurée pendant la SGM qu'elle le fut lors des conflits antérieurs. Toutefois, ce constat sur la liberté de la presse ne s'applique pas aux autres libertés civiles, car la SGM a servi à justifier la réactivation de l'*Alien act* et du *Sedition act*.

L'*Alien and Sedition Act* de 1798 a été réactivé par le Président pour permettre l'arrestation «d'étrangers d'allégeance douteuse», les fameux *Aliens*. Ceux-ci, des Américains d'origine japonaise ont été internés pour crime d'être nés de parents d'origine japonaise.

Peu de temps après l'attaque de Pearl Harbour, le gouvernement fédéral a interné de force 110 000 Américains d'origine japonaise. La plupart d'entre eux étaient des citoyens de naissance. Le droit constitutionnel à une procédure régulière leur avait été refusé - uniquement à cause de leur race - ils étaient considérés comme «des traîtres menaçant de l'intérieur la sécurité militaire du pays».¹⁸⁰

Comme cela s'était produit avant la PGM, dès 1945, les mesures restreignant les pratiques de la communication démocratique sont abolies. Par contre, si, après que l'agresseur japonais ait signé sa reddition inconditionnelle, le gouvernement américain a relâché ses propres citoyens d'origine japonaise, il lui a fallu quarante-huit ans pour reconnaître la dimension anti-démocratique du traitement qu'il leur avait infligé. Ce n'est qu'en 1988, que les «citoyens enfermés» reçurent des excuses du Congrès ainsi qu'une compensation les dédommageant des biens perdus durant leur internement.

Si l'histoire ne se répète pas tout à fait, elle hoquette. Après la défaite des Allemands en 1918, l'élite économique américaine avait redouté, d'abord, «le péril

180 Ronald Takaki, *A different Mirror: A History of Multicultural America*, First Paperback Editions, Boston, Little Brown & Co, 1993, p. 376 (traduction libre de: «Shortly after Japan's attack on Pearl Harbour, the federal government forcibly interned 110,000 Japanese Americans, most of them citizens by birth. Their constitutional rights of due process had been denied solely because of their race - they were considered disloyal and judged to be an internal military security threat.»)

rouge» de 1917 à 1920, puis les mouvements radicaux d'extrême gauche que la crise de 1929 avait remis en selle¹⁸¹. Après la victoire de 1945, cette même élite fait face à nouveau au même type de menace idéologique. Cette fois, grâce - d'une part aux Accords de Yalta qui donnaient l'Europe de l'Est à Staline et - d'autre part, au rôle considérable que les militants communistes avaient joué dans la résistance au nazisme en Europe et à l'impérialisme nippon en Asie (Indochine et Chine), la menace communiste était devenue beaucoup plus palpable. Dès la fin du second conflit mondial, la stratégie du *containment* de 1917-1920 se voit ainsi réactivée dans le cadre de la GF qui, pendant plus de quarante ans, restera essentiellement à l'état de menaces. Mais, ces «menaces» ont permis aux élites américaines de prendre des «mesures de guerre» restreignant à nouveau les possibilités de reprise de la «conversation républicaine».

3.5 La guerre froide gèle le débat démocratique!

La Guerre Froide et la peur de l'anéantissement nucléaire ont ébranlé les libertés et promu l'autoritarisme. En intervenant clandestinement sur la scène internationale et en s'infiltrant dans la politique intérieure, la lutte contre le communisme accrédite l'idée que le Président puisse violer la loi pour des raisons de sécurité nationale et agisse, face aux crises, sans en avoir l'autorité.¹⁸²

Sur la scène internationale, plusieurs événements amènent les États-Unis qui redoutaient l'expansion mondiale du Communisme à renoncer, une fois de plus, à leur prétendu isolationnisme. Staline avait effectivement confié à un auteur

181 Au cours de la période allant de la dépression à la déclaration de la SGM, le capitalisme ayant montré de béantes failles, les mouvements de contestation radicaux reprennent une certaine vigueur. Pour les stopper, en 1940, le Congrès promulgue le Smith Act qui rend illégal de publier des écrits ou des imprimés conseillant ou faisant l'apologie du renversement ou de la destruction du gouvernement des États-Unis.

182 Jeffery A. Smith, 1999, p. 169 (traduction libre de: «The Cold War and the fear of nuclear annihilation brought more tests of freedom and more autocratic lawlessness. With its clandestine actions abroad and interference with domestic political processes, the struggle against communism provided new occasions for assertions that a President could violate the law for reasons of national security or act without authority in dealing with a crisis.»)

yougoslave en avril 1945 qu'«il allait de soi que celui qui occupe un territoire qui va aussi loin qu'il peut étendre son armée, peut aussi lui imposer son propre système social...¹⁸³» Aussi, d'après Schoell (1985), c'est l'acharnement de la Russie de Staline à vouloir entraîner l'Italie et la France dans le giron communiste ainsi qu'à augmenter le nombre de ses alliés qui poussa les États-Unis à signer, pour la première fois, un important traité d'alliance avec des pays étrangers.

Et c'est en vertu de ce traité de l'Atlantique Nord (OTAN) que lorsque la Grande-Bretagne, en proie à des difficultés économiques, a stoppé son aide économique et militaire à la Grèce et à la Turquie que les États-Unis ont pris la relève. Empêcher que ces pays ne tombent dans le giron soviétique faisait partie d'un plan de l'OTAN destiné à contenir le communisme. Dans la même foulée, ils mirent sur pied un programme d'aide militaire destiné aux pays en difficulté. La «doctrine Truman» stipulait effectivement que:

Les États-Unis doivent avoir pour politique d'appuyer les peuples libres qui résistent aux efforts déployés pour les subjuguier par le moyen de minorités armées ou de pressions extérieures.

Nous devons aider les peuples libres à modeler leur propre destinée chacun à sa manière ... principalement au moyen d'une assistance économique et financière.¹⁸⁴

Au nom de cette doctrine, de nombreuses actions clandestines ont été menées dans des pays étrangers en proie à de grands mouvements d'insurrection. C'est, par exemple, le cas de l'aide fournie aux Contrás sous l'administration Reagan. Les États-Unis ont également appuyé des alliés dans le cadre d'activités «d'autodéfense» contre des ennemis appuyés par Moscou ou Beijing. Ainsi, ils sont notamment intervenus en Grèce, en Iran, au Guatemala, en Indochine, à Cuba, en République

183 Ralph B. Levering, *The Cold War 1945-1987*, New York, Harlan Davidson, Inc. Second Edition, 1988, p. 15, (Traduction libre de: «Whoever occupies a territory also imposes on its his own social system... as far as his army can reach. It cannot be otherwise.»)

184 Frank L. Schoell, *Histoire des États-Unis*, Paris, Éditions Payot, 1985, p. 275.

Dominicaine, au Chili, au Salvador, et au Nicaragua¹⁸⁵. Ces interventions s'inscrivaient dans la lutte contre la volonté apparente des deux grandes puissances communistes d'acquérir le plus de territoires possible et de propager le marxisme-léninisme dans le monde entier.

Comme Smith (1999) l'a bien souligné, la Guerre Froide (GF) et la peur de l'anéantissement nucléaire ont sérieusement mis à l'épreuve les libertés civiles et provoqué beaucoup d'actions anticonstitutionnelles. Ainsi, la transparence est occultée et le recours au sceau du secret est devenu fréquent. La lutte contre le communisme semblait parfaitement justifier que le gouvernement contourne les lois et la Constitution. Le gouvernement se sentait autorisé à entreprendre des opérations clandestines qui ne sauraient être retracées jusqu'à lui. Ainsi: «beaucoup d'activités furent planifiées et exécutées de façon à ce que toute implication du gouvernement américain ne puisse paraître évidente aux individus non initiés et dont la responsabilité, en cas de révélation, pourrait être démentie de façon plausible.¹⁸⁶» Ce gouvernement s'est donc mis en état d'alerte permanent, créant de la panique, manipulant l'opinion publique, et censurant la presse. En réactivant le spectre du conformisme national, les mouvements dissidents ont pu être aisément réprimés.

Cet état de panique permanente va de pair avec la création d'un Département de la sécurité intérieure, le *National Security Department*, un conglomerat d'agences et d'activités mis sur pied vers la fin des années 1940 pour veiller à la défense nationale et contenir le communisme. La GF a aussi donné naissance à la création de plusieurs institutions restreignant les communications. Parmi d'autres programmes d'interventions, on trouve: le *Cointelpro* du FBI, le programme d'interception de courriers par la CIA, ou l'implication de la CIA dans des coups d'état ou d'assassinats

185 Noam Chomsky, 1991, *Idéologie et pouvoir*, Éditions EPO, Bruxelles, p. 42.

186 Howard Zinn, 2004, p. 317.

planifiés.¹⁸⁷ » Selon les recherches de Theoharis, les agents de ces institutions, dotés de l'immunité, ne pouvaient être poursuivis en cour pour leurs pratiques. Ces abus avaient été institutionnalisés; justifiés par la GF, ils furent acceptés comme une nécessité. Par conséquent, personne n'osait questionner le sceau du secret, ni les autres structures mises en place pour contrer l'évolution du «Mal».

La GF était également porteuse du Maccarthysme. Certains agents du gouvernement étaient persuadés de l'existence d'une infiltration communiste à l'intérieur du pays et de ses principales institutions. On a alors assisté à toute une croisade contre l'idéologie communiste. Schoell (1985), souligne que durant le Maccarthysme, période de la *chasse aux communistes*, autrement appelée «*chasse à l'ennemi de l'intérieur*» (*Witch Hunting*), la liberté d'expression a été annulée et les dénonciations, comme les confessions étaient de mise. Cette période débuta lors de la nomination du sénateur Joseph McCarthy au poste de président du Comité du Sénat portant sur les «opérations gouvernementales» et du Sous-Comité sur les «enquêtes» (investigations). Cette double fonction le met en position de force pour contrôler l'opinion publique et museler la liberté d'expression. À coup d'audiences publiques, il dénonça et stigmatisa les activités subversives, dont certaines impliquaient des fonctionnaires du Département d'État et de la Défense. Les témoins qui ne corroboraient pas ses soupçons étaient accusés de «communisme». La liberté d'expression était tellement brimée que même les bibliothèques devaient se débarrasser des livres qui touchaient le communisme.

Par ailleurs, la loyauté de certains individus fit l'objet d'enquêtes. Les gens occupant certaines fonctions au sein de l'administration devaient prêter serment d'allégeance, s'ils ne voulaient pas être qualifiés de traîtres ou de «communistes».

187 Athan G. Theoharis, *Spying on Americans: Political surveillance from Hoover to the Huston Plan*, Philadelphia, Temple University Press, 1978, p. 234 (traduction libre de: «The institution of the FBI's COINTELPRO, the CIA's mail intercept program, or the CIA's involvement in coups or planned assassination.»)

McCarthy prétendait que le pays était infiltré de communistes et que, au sein même de l'Administration, deux cent cinq communistes œuvraient au renversement du gouvernement américain pour le compte de l'Union soviétique. Tous ceux qui le désapprouvaient étaient devenus des traîtres¹⁸⁸. Truman, lui-même, allait jusqu'à avancer que le Département d'État était infesté de «communistes». Schoell explique cet épisode comme étant l'œuvre d'ultranationalistes pour qui, toute orientation vers la gauche, était considérée comme une adhésion au communisme. «Et en effet, le zèle des super patriotes ou des obsédés fit souvent fi du droit des citoyens d'exprimer des idées dont le seul tort était d'être libérales.¹⁸⁹»

Le Maccarthysme était un système idéologique répressif où les droits civils, ainsi que la liberté d'expression, étaient très souvent ignorés. Ceux qui pensaient différemment étaient considérés comme traîtres, d'où la persécution de certains journalistes, d'artistes et d'hommes politiques, d'acteurs de cinéma, d'écrivains, etc. On utilisait également des méthodes oppressives pour juguler l'opposition. En cette période critique, tous les Américains devaient se ranger derrière leur Président. On arrêtait les gens sur la base d'un simple soupçon, sans la moindre preuve. C'est ainsi que près de seize mille des deux millions de fonctionnaires fédéraux perdirent leur emploi¹⁹⁰.

Durant cette guerre - qui n'en était pas une -, des membres d'organisations civiles et de l'administration se sont sérieusement inquiétés de l'extension du pouvoir judiciaire et présidentiel. Pour eux, la Constitution n'était plus respectée. Theoharis (1978) avance pourtant que le Congrès a appuyé le Président dans l'utilisation de son pouvoir discrétionnaire. Ainsi, dans un rapport du *Senate judiciary committee, majority report* du 28 avril 1968, le Congrès maintient que:

188 Frank L. Schoell, 1985, p. 275.

189 Frank L. Schoell, 1985, p. 283.

190 Hélène Harper 2001, p. 101.

Il est évident que tous les moyens nécessaires devraient et doivent être pris pour protéger la sécurité de la nation. Les écoutes téléphoniques et la surveillance électronique sont des moyens indispensables au contre-espionnage des activités hostiles de puissances étrangères. Rien dans les législations que nous passons ne doit entraver le pouvoir du Président dans ce secteur. Les limitations légitimes dans le domaine des affaires intérieures deviennent nulles et non avenues quand les relations internationales et de la sécurité intérieure sont en jeu.¹⁹¹

Les liens de cause à effet entre l'utilisation abusive du Sceau du secret et la restriction des libertés civiles deviennent plus évidents quand le gouvernement met sur pied des organisations fédérales, telles le FBI et la CIA, qui peuvent opérer dans le secret. Elles recueillent et analysent confidentiellement des informations sur les citoyens américains. Ainsi, un département du FBI a mis sur pied un programme de contre-espionnage: COINTELPRO (*Counter intelligence Program*) dont le but est de surveiller et de perturber les organisations politiques dissidentes. Cette organisation a conduit ses opérations dans les années 50, 60 et 70 au sein des groupes de contestataires ou au sein de communautés d'activistes non violents des droits civiques. En fait, elle cherchait à perturber toutes les organisations qui comportaient des éléments politiques radicaux, exactement comme elle le fit au sein des groupes violents et racistes. Sa stratégie consistait à infiltrer ces groupes afin de les exposer, de les perturber, de les discréditer et de les neutraliser.

Ce genre de programmes démontre qu'il y eût au sein du pouvoir, durant toute cette période, une constante volonté gouvernementale de surveiller et d'intimider les citoyens américains enclins à la critique. Ces mesures de GF ont effectivement paralysé la liberté d'expression ou la liberté de rassemblement, et ce, paradoxalement, au nom de la défense de la «liberté» contre le totalitarisme soviétique.

191 Athan G. Theoharis, 1978, p. 4 (traduction libre de: «It is obvious that whatever means are necessary should and must be taken to protect the national security interest. Wiretapping and electronic surveillance are proper means for the acquisition of counterintelligence against hostile actions of foreign powers. Nothing in the proposed legislation seeks to disturb the power of the President in this area. Limitations that might be deemed proper in the field of domestic affairs become artificial when international relations and internal security are at stake.»)

Theoharis (1998), après avoir souligné «les bonnes intentions» justifiant les gestes du pouvoir, décrit en détails les restrictions, voire les suppressions de libertés civiles impliquées par ces mesures.

Les Présidents ont également cherché à anticiper et à contenir la menace soviétique pour assurer la sécurité intérieure [de la puissance porteuse des plus grandes libertés jamais imaginées]. Pour ce faire, avec eux, les procureurs généraux ont secrètement autorisé le FBI à suivre les communistes américains et d'autres militants radicaux, conservateurs et libéraux qui pourraient involontairement promouvoir les intérêts soviétiques ou saper l'unité nationale. Avec le temps, les opérations du FBI ont progressé au-delà de la collecte de renseignements (incluant les techniques d'enquête dûment reconnues illégales, comme l'écoute électronique et les entrées par effraction dans les maisons) pour la mise en œuvre des programmes secrets permettant de contenir des organismes ciblés ainsi que leurs chefs, que ce soit le Parti communiste, les Black Panthers, la Nouvelle Gauche, au même titre que le Ku Klux Klan. Ces programmes et ces enquêtes du FBI en général n'ont jamais été limités aux espions présumés, ils ont inclus des écrivains, des professeurs, des journalistes, des animateurs, et d'autres individus œuvrant dans le domaine des médias, car ils pourraient en influencer d'autres contre l'intérêt national ou seraient en mesure de fournir une aide financière aux éléments subversifs.¹⁹²

3.6 Conclusion

Froides ou chaudes, les guerres que les États-Unis cherchent à prévenir ou dans lesquelles ils s'engagent restreignent considérablement la pratique de la conversation républicaine.

Notre survol historique, très incomplet, des restrictions des droits et libertés décidées durant de graves crises nationales ou lors de conflits internationaux fait

192 Athan G. Theoharis, *A culture of secrecy: The government versus the people's right to know*, Lawrence, The University of Kansas Press, 1998, p. 3 (traduction libre de: «Presidents also sought to anticipate and contain the Soviet internal security threat. To do so, they and their attorneys general secretly authorized Federal Bureau of Investigation (FBI) monitoring of American Communists and other radical, conservative, and liberal activists who might unwittingly promote Soviet interests or undermine national unity. In time, FBI operations moved beyond collecting 'intelligence' (including by recognizably illegal investigative techniques such as wire taps and break-ins) to implementing secret programs to contain targeted organizations and their leaders, whether the Communist Party, the Black Panthers, the New Left, or the Ku Klux Klan. These programs and FBI investigations in general were never confined to suspected spies and included 'writers, lecturers, newsmen, entertainers, and others in the mass media field' who 'might influence others against the national interest or are likely to furnish financial aid to subversive elements.»)

ressortir que les mesures visant à assurer la sécurité de la nation impliquent nécessairement, dans leur mise en œuvre des diminutions majeures voire des arrêts de la pratique de la communication démocratique. Presque toujours et paradoxalement, ces restrictions sont justifiées pour défendre la démocratie et assurer la sécurité, voire la survie du pays considéré comme le principal porteur des droits à l'expression publique et de la liberté de communiquer.

Selon les situations, il semble que ce soit l'ampleur du conflit ou de la menace qui justifie le recours à certaines mesures de guerre pouvant aller de la censure, à la suspension de l'*Habeas corpus*, et ce, pour la durée du conflit ou de la menace. On se souvient qu'en temps de paix, - temps rêvé par les Pères Fondateurs qui souhaitaient que l'Indépendance des États-Unis les maintienne isolés et leur assure de ne pas avoir à intervenir dans les perpétuelles querelles des puissances européennes -, la démocratie américaine doit reposer sur le principe de gouvernement par et pour le peuple. Il exige que chaque action, chaque nomination, ou chaque formulation de politique intérieure ou extérieure fasse l'objet d'une consultation auprès de la population et/ou de ses représentants élus. Pour arriver à des décisions cohérentes susceptibles de rallier une majorité ou, éventuellement, arriver à un consensus, les citoyens doivent courageusement se compromettre dans une conversation républicaine génératrice de l'opinion publique que les médias se doivent de colporter et d'alimenter. Ce chapitre a démontré que, de toute évidence, la communication démocratique est impraticable en temps de guerre, que cette dernière soit ouverte ou froide. Mais il a tout aussi clairement démontré que, jusqu'à la PGM, les mesures de guerre qui rendaient la conversation républicaine impraticable n'outrepassaient pas significativement la durée des combats.

Ainsi, les transgressions des droits civils et des libertés individuelles étaient suivies d'un retour à la normale accompagné de la promulgation de normes visant à rectifier les abus. Il est même arrivé durant certains conflits que, sous la pression de

certaines acteurs sociaux et de l'opinion publique, le gouvernement opte pour un retour à la normale; et les mesures en cause étaient alors modifiées, voire annulées. Devant ce constat on a l'impression que la pratique de la démocratie en Amérique, même dans des conditions difficiles, voire extraordinaires, a pu s'améliorer et s'amplifier au fil du temps. Au début, conçue et pratiquée par une élite quasiment «Athénienne», elle a, peu à peu, impliqué toutes les différentes catégories de citoyens de ce pays dans «la conversation républicaine». Bien que la protection de leurs droits figure déjà dans la Constitution, rédigée en 1789 immédiatement après la Révolution américaine qui commença en 1776; ce n'est que, tout récemment, que tous les citoyens de ce pays quels que soient leurs races ou leurs genres ont eu accès aux lieux de négociations publiques ou aux moyens d'y être représenté. Si la démocratie a fait des progrès, le niveau d'implication possible des uns et des autres n'est pas encore égal. Et c'est pourquoi on doit toujours et encore considérer la démocratie comme un régime éminemment et perpétuellement perfectible.

Néanmoins, même si ce modèle démocratique est encore très critiqué et critiquable, il semble indéniable que son application convoque une plus grande diversité de citoyens, comme l'élection d'Obama en atteste. Nous serions donc tentée de conclure ces propos en affirmant que si, en temps de guerre, la pratique de la conversation républicaine a stagné, en temps de paix elle a significativement progressé, et ce, de façon continue et assez régulière (*steady*). Toutefois, si le diagnostic que nous avons tenté de poser pour couvrir la période 1789 - 1917 paraît beaucoup trop simple, simplificateur et même simpliste pour prétendre décrire adéquatement l'histoire de la conversation républicaine au cours du XIX^e siècle, il faut ajouter qu'au XX^e siècle, les choses se sont passablement compliquées et nous sommes encore plus embarrassée.

En effet, entre 1917 et 1920, dans les cas de «la lutte aux rouges» (les *Reds*) menée sur le territoire américain pendant que les États-Unis s'engageaient sur la

scène internationale dans des stratégies d'encerclement (*Containment*) du communisme russe, ainsi que dans le cas de la GF qui succéda à la seconde guerre mondiale, de 1945 à la chute du mur de Berlin, et qui connut son paroxysme, sur le sol américain, avec le Maccarthysme et la répression des opposants à la guerre du Vietnam sous Nixon, comme la tuerie des étudiants de l'université Kent (Ohio) par des gardes nationaux en atteste, les choses ont cessé d'être aussi claires qu'elles le furent pendant les guerres ouvertes ou chaudes.

On peut donc conclure que, pendant les périodes les plus intenses de la GF, le gouvernement, par ses actions, fit preuve d'une indifférence totale envers l'entretien de la conversation publique en brimant systématiquement la liberté d'expression et le droit d'accès à l'information. En outre, il commit de très nombreuses actions répressives dans la clandestinité et parfois même au grand jour, comme à l'Université Kent, sans se préoccuper le moins du monde du respect du premier amendement. On peut donc affirmer que, pendant plus d'une quarantaine d'années, les systèmes de communication sans lesquels une démocratie ne peut fonctionner ont été passablement perturbés même si les progrès des NTICs étaient époustouflants.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE DE LA THÈSE

Même si la réalisation des idéaux démocratiques s'applique maintenant à toutes les catégories de citoyens américains, la croissance des contraintes structurelles ou organisationnelles, comme les «mesures de guerre», prises en temps de guerres chaudes et froides, restreignent de plus en plus la pratique en profondeur de la conversation républicaine.

On conclura donc cette première partie relative à l'étude des origines et de la nature de la démocratie américaine, en insistant sur le fait que la conversation républicaine, SINE QUA NON de cette démocratie, a rencontré des difficultés et des obstacles majeurs tant au cours des périodes de paix apparente qu'en temps de guerres chaudes et froides. Comme ces obstacles ont été contournés en temps de paix ou limités aux périodes de conflits - même si ces périodes s'allongent du fait qu'aux hostilités physiques, il convient d'ajouter les périodes de «menaces de guerre», comme la lutte contre les «Rouges» et la GF -, on doit reconnaître que de plus en plus de catégories d'Américains participent à la gestion politique du pays. Mais, il faut admettre aussi que l'idéal démocratique des Pères Fondateurs a probablement été dénaturé lors du contournement des obstacles générés par l'évolution de la société et surtout par la trop grande durée des périodes passées sous la pression des mesures de guerre prises au cours des conflits violents opposant les États-Unis à des puissances étrangères ainsi que durant la GF, longue période pendant laquelle les Américains ont vécu sous la menace physique d'une attaque nucléaire et la menace psychologique d'un éventuel renversement mondial de leur système économique.

Effectivement, la plupart des détracteurs du régime politique américain affirment qu'il existe un grand décalage entre les promesses de l'idéal démocratique et sa mise en pratique. Pour justifier leur affirmation, ils soutiennent:

- Premièrement, que les États-Unis n'ont pu poursuivre indéfiniment la démocratie directe fondée sur la conversation républicaine (qu'ils avaient

expérimentée durant la GI et qu'ils avaient érigée en principe fondateur dans leur Constitution), à cause de l'augmentation progressive de l'espace géographique (conquêtes des territoires amérindiens et partiellement mexicains, achat de la Louisiane et obtention de la Floride) et de la population du pays (immigration massive et annexion des populations se trouvant sur les territoires mexicains). Ils ont toutefois, trouvé un moyen de pallier cette difficulté en tentant de rejoindre et d'impliquer, en principe, tous les citoyens du pays par le biais du système représentatif.

- Deuxièmement, que l'industrialisation capitaliste, sauvagement pratiquée, a permis aux entrepreneurs, industriels, banquiers, bref, aux nouvelles élites économiques et financières de concentrer entre leurs mains des moyens considérables. Grâce à leurs capitaux, ces citoyens sont devenus plus égaux que les autres grâce à leur accaparement des moyens d'expression (tels que les médias écrits et électroniques) qui leur permirent d'être surreprésentés auprès de l'opinion publique ou par le biais de leurs *lobbies* qui leur accordèrent un surplus de présence auprès des prétendus «représentants du peuple». En réaction aux excès de ce capitalisme sauvage, sont nés des mouvements ouvriers et des syndicats qui ont milité pour la création de normes de travail. Ils ont tenté d'instaurer une plus grande justice sociale qui connut une forme accomplie sous l'État Providence qui prévalut, en gros de Roosevelt à l'arrivée de Reagan, et connut un bref sursaut sous la Présidence de Clinton.

- Troisièmement, que, profitant de l'instauration de la contestation systématique à la fin du XIX^e siècle de la compétence et de la capacité mentale du citoyen ordinaire à gérer le pays, la nouvelle élite économique et financière s'efforce sinon de l'expulser, au moins, de la maintenir aussi loin que possible des lieux où se déroulent les conversations républicaines décisionnelles. Pour ce faire, elle a remplacé les citoyens par des experts en gestion des champs modernes (armement, santé, recherches scientifiques, etc.) et des professionnels de la «représentation par sondages» de l'opinion publique. Ces experts sont néanmoins présentés comme ayant pour fonction

d'encourager la conversation républicaine et de veiller au bon fonctionnement de la sphère publique.

- Quatrièmement et finalement, que le développement des nouvelles technologies crée des médias qui, par le biais du marketing, parviennent à maintenir le public éloigné de l'arène publique tout en prétendant le représenter. Ce simulacre de représentation de l'opinion publique se fait avec la complicité des experts, spécialistes du comportement des consommateurs de journaux et des marchandises ou services dont les médias diffusent aussi la publicité qui les fait vivre.

Mais tout cela n'empêche pas Habermas (1996) d'affirmer qu'aux États-Unis, «la sphère publique» existe encore et joue le rôle de signal équipé d'un senseur permettant de traquer et de montrer les «déficiences du système social». Et si, par moments, l'idéal démocratique semble déficient ou limité, ces limitations sont temporaires, car, au moins en temps de paix, les citoyens américains peuvent toujours légalement se mobiliser, protester, s'assembler et s'organiser librement.

Néanmoins, d'autres critiques persistent à parler «d'imposture de la démocratie» en Amérique, corrompue par les richesses du capitalisme. Pour ces derniers, il y aurait confiscation de la souveraineté du peuple. Pour eux, les élites industrielles se sont approprié toute la conversation en possédant la majorité des organes de diffusions et en faisant appel aux groupes de pression pour promouvoir leurs politiques auprès des décideurs. Pourtant, nous persistons à croire que le contrôle n'est pas total, car certaines communautés ont leur propre groupe de pression et peuvent aussi tenter de sensibiliser les électeurs comme leurs représentants en menant des campagnes de mobilisations concernant certains enjeux sociaux, comme on l'a vu dans le cadre de la réforme des droits civils. En somme, on a l'impression qu'il y a toujours des palliatifs censés tempérer les manquements à la pratique de la démocratie.

Toutefois, quand des dangers externes menacent les intérêts nationaux ou les valeurs américaines, le gouvernement a recours à des mesures qui entravent les libertés civiles même si cela ne se fait pas toujours de manière systématique. On a quand même l'impression générale que, lors de tensions internes ou lorsqu'il y a menaces de guerre et, surtout quand la guerre est ouvertement déclarée, le gouvernement est amené à restreindre considérablement la concrétisation de l'idéal de conversation républicaine. Mais on reste là sur une impression pessimiste qui ne s'applique essentiellement qu'aux périodes de conflits. Il est encore permis de penser, en l'an 2000, qu'au moins en temps de paix, l'Amérique est une belle démocratie, peut être pas aussi passionnante et conséquente qu'elle le fut du temps de Tocqueville ou lors de la Révolution et de la GI mais, quand même, une démocratie communicationnelle qui a réussi à couvrir et à impliquer toutes les catégories sociales constituant la population américaine.

Par contre, et comme on va s'efforcer de le montrer dans la seconde partie de notre thèse, il ne semble pas que l'on puisse conserver cette impression favorable lorsque l'on observe ce qui s'est passé dans le domaine qui fait l'objet de cette thèse sous l'Administration renouvelée de George W. Bush (l'A.B.). D'une part, son élection ramène dans le giron du pouvoir exécutif, les Néoconservateurs qui se sont avérés être de redoutables experts de la pratique de l'occultation de la conversation républicaine chaque fois que les Républicains ont occupé la Maison Blanche, de la fin du second mandat de Nixon, à 2008. D'autre part, les attentats du 11 septembre 2001 permettent à ces derniers - qui s'empressent de faire le parallèle avec l'attaque surprise de Pearl Harbour - d'exploiter leur impact mobilisateur et rassembleur pour lancer le pays dans une guerre contre des adversaires inconnus, mais encore plus redoutables que les ennemis de la GF, par l'angoisse et la peur viscérale que provoque et entretient le terrorisme aveugle, - qui n'est pas sans rappeler celui des autochtones au XIX^e siècle -, sur les Américains. En plus de créer un climat de perpétuelle psychose au sein de la nation, cette guerre se concrétise par deux

interventions militaires d'envergure, l'une dans le Sud-ouest asiatique en Afghanistan et l'autre, en Iraq comme la GF qui avait provoqué des interventions militaires massives en Corée et au Vietnam. Bien sûr, le consensus national crée par les attentats du 11 Septembre, la psychose artificiellement renouvelée par de nombreuses vraies et fausses alertes à d'autres attentats et surtout par les guerres ouvertes contre les Talibans et Al Qaeda en Afghanistan et contre Saddam Hussein en Iraq ainsi que les menaces nucléaires iraniennes et pakistanaises auxquelles on peut ajouter les risques de débordements du conflit Isarëlo-Palestinien, créent une banque infaillible (*no-default*) de «bonnes raisons» susceptibles de légitimer toutes les mesures de guerre concevables pour stopper net toute velléité d'un éventuel recours à la conversation républicaine. L'état de guerre permanente contre le terrorisme (GT) entraverait-il donc totalement la mise en pratique de l'idéal démocratique pendant les deux mandats du Président Bush et probablement..., ceux de ses successeurs à la Maison Blanche? C'est pourquoi nous procédons à l'analyse de la GT et des limites qu'elle apporte à la pratique de la conversation républicaine.

DEUXIÈME PARTIE

LA GUERRE AU TERRORISME, «PRÉEMPTIVE» ET PERMANENTE!

Il est facile d'amener la population à suivre ses dirigeants! Tout ce que vous avez à faire est de la persuader qu'elle est attaquée, vous accusez les pacifistes de manquer de patriotisme et de mettre le pays en danger. Ça marche à tout coup, partout.
(IIIrd. Reich Marshall Hermann, au procès de Nuremberg)¹⁹³

La guerre est l'instigatrice principale du despotisme, ainsi que le plus grand obstacle à l'instauration d'un système où tout est fait pour éviter que la force irresponsable l'emporte. La prévention de la guerre est donc la partie essentielle de notre problème.
- Je dirais la plus essentielle.¹⁹⁴

Introduction

Dans la première partie de notre thèse, nous avons présenté la conception moderne de la démocratie américaine et nous avons montré que, tout en étant parfois limitée dans la pratique, elle arrive quand même à respecter ses principaux préceptes qui relie, de façon complémentaire et réciproque, la réalisation des idéaux

193 Cité dans *Hijacking Catastrophe: 9/11, fear & the Selling of American Empire*, il s'agit d'une production vidéo écrite et réalisée par Jeremy Earp & Sut Jhally; Northampton, Mass: Media Education Foundation, 2004, (traduction libre de: «The people can always be brought to the bidding of the leaders. That is easy! All you have to do is tell them they are being attacked and denounce the peacemakers for lack of patriotism and exposing the country to danger. It works the same in any country.») Nazi Reich Marshall Hermann at the Nuremberg War Trials.»)

194 Bertrand Russel, cité dans Arnaud Blin, *Géopolitique de la paix démocratique*, Paris, Descartes & Cie., 2001, p. 25.

démocratiques à la pratique de «la conversation républicaine». Nous y avons vu ensuite qu'en temps de paix, il y a des facteurs qui concourent à limiter la pratique de la communication démocratique, comme l'augmentation de la population, l'industrialisation, les avancées technologiques affectant les médias, l'appréhension «scientifique» (*guesstimates*) de l'opinion publique, etc. Enfin, nous y avons reconnu que, lors des guerres qui ont jalonné, nous semble-t-il, de façon accidentelle, l'histoire de ce pays, l'idéal de la démocratie devait être temporairement mis de côté pour des raisons de sécurité, voire de survie nationale. Dans la seconde partie, nous entendons explorer, tout d'abord, la nature de la guerre au terrorisme (GT) décrétée par l'Administration Bush (A.B.) en réponse aux attentats du 11 septembre 2001 et, ensuite, comme le sujet de notre thèse l'exige, la façon dont elle limite ou interdit la réalisation de l'idéal démocratique. L'incompatibilité des grands idéaux humanistes qui inspirent la pratique de la conversation républicaine avec la logique de persuasion et de coercition qu'implique la GPT y est aussi mise en évidence.

Nous examinons, ici, comment les États-Unis, qui prétendent toujours être une «République Démocratique», semblent se trouver dans l'impossibilité de respecter les libertés civiles lorsqu'ils prennent les mesures nécessaires à la prévention du terrorisme. Ainsi, dans le premier chapitre de cette seconde partie, le chapitre quatre de la thèse, nous présentons la GT en commençant par analyser les discours officiels justifiant les mesures contraignantes qu'elle requiert. Ensuite, nous examinons l'incidence de ces mesures sur la façon dont les principes fondateurs de la démocratie américaine et particulièrement, la conversation républicaine, ont été mal menés par l'A.B. Par exemple, nous essayons d'examiner la nature de la relation problématique: démocratie/sécurité lorsque l'A.B. espionne et harcèle certains de ses citoyens en recourant à la méthode du «profilage racial». Nous nous interrogeons sur le niveau et la durée de ces pratiques tout en tenant compte des circonstances invoquées pour les justifier. À première vue, les législations imposées par l'A.B. semblent compromettre les libertés civiles. Elles contribuent à l'expansion de la surveillance des citoyens aux

dépens de leurs droits à la vie privée et donnent au gouvernement américain le pouvoir de collecter de l'information sur des citoyens qui sont suspectés uniquement pour des raisons raciales et donc aussi irrationnelles que moralement contestables. Pour étayer notre argumentation, nous nous appuyons sur des comptes-rendus de débats provenant de l'espace public et du Congrès où s'entrecroisent des points de vues opposées sur des questions touchant les dérives liberticides et l'inaliénabilité de certains droits.

Nous concluons ce quatrième chapitre en soulignant qu'avec la déclaration de guerre permanente au terrorisme (GPT), incluant la guerre «préemptive» contre l'Irak, nous nous voyons contrainte de remettre en question le diagnostic que nous avons formulé à la fin de la première partie de notre thèse. Nous avons alors conclu que, puisque, au moins jusqu'au début du XX^e siècle, les guerres qui ont frappés les États-Unis peuvent être considérées comme des accidents de parcours, nous étions fondée à croire que les restrictions communicationnelles qu'elles impliquaient n'ont compromis le bon fonctionnement de la démocratie que de façon provisoire et pour une période de temps correspondant à la durée des conflits. La guerre permanente dans laquelle Bush a précipité l'Amérique nous force maintenant à envisager une hypothèse qui nous paraît plus plausible et qui est beaucoup plus sévère sur l'histoire de cette grande puissance. Paradoxalement, et bien qu'il soit totalement discrédité en ce début du XXI^e siècle, c'est probablement Lénine qui nous fournit cette nouvelle hypothèse. Le capitalisme sauvage, - qui est l'unique système économique concevable pour les membres de l'oligarchie qui a été au pouvoir durant les deux mandats de Bush -, porte en lui, et de façon permanente, la guerre «comme les nuées portent l'orage en elles!»

Dans le chapitre suivant, le cinquième de la thèse, nous voyons comment la GT, lancée par l'A.B. pour venger l'Amérique et surtout pour tenter de sauver l'économie occidentale du marasme vers lequel la diminution des ressources énergétiques qui, de

ce fait, coûtent de plus en plus cher, l'entraîne inexorablement, a échoué à tous les niveaux possibles et imaginables.

- Sur le plan des stratégies militaires, il y a eu, certes, de grands déploiements spectaculaires qui se sont vite avérés fort dispendieux en vies humaines (surtout parmi les habitants des régions visées) comme en dollars et, au moment où nous soumettons cette thèse, Ben Laden court toujours, Al Qaeda frappe encore, et les occupations de l'Afghanistan comme de l'Irak s'avèrent très meurtrières, immorales et surtout, «intenable» même si ce terme est tabou.

- Économiquement et financièrement, le prix du pétrole a atteint des sommets qui prennent de plus en plus la forme de plateaux très élevés. Les crises financières et économiques se succèdent sans être adéquatement jugulées. Ces dernières créent des brèches béantes dans l'unique système économique et financier que l'Occident soit en mesure d'imaginer.

- Enfin, sur les plans diplomatique et des communications, celui de l'image des États-Unis, il semble que l'A.B. ne soit pas parvenue à conquérir les cœurs et les esprits. Au contraire, elle a réussi à se mettre à dos l'opinion d'une bonne partie de la communauté internationale qui s'était pourtant montrée très émue et solidaire à la suite des attentats du 9/11. Dès 2003, la politique extérieure de l'A.B. a exacerbé les relations des États-Unis avec le monde musulman. De plus, en ce qui concerne le sujet même de notre thèse, comme le terrorisme est, en fait, une tactique utilisée par des «enragés» pour contrer la globalisation et la domination de ceux qui ont «La Force», cette guerre au terrorisme, conçue par les oligarques de Washington, Maison Blanche et Pentagone inclus, risque de durer éternellement! Et, si c'est le cas, les mesures de sécurité qui restreignent, à l'intérieur, la mise en pratique de la conversation républicaine, risquent-elles aussi de perdurer indéfiniment. Et c'est cette «permanence» des conflits, - l'impossibilité d'en entrevoir ou d'en imaginer la fin -, qui nous amène à considérer les États-Unis comme une puissance dont les dirigeants ont besoin d'un état de guerre permanent pour assurer le bon fonctionnement du système économique et financier qui les fait vivre et même bien vivre tout en leur

garantissant la pérennité du pouvoir, - toute contestation étant devenue impossible puisqu'elle ne serait que «trahison et mise en danger du pays», comme Hermann l'avait rappelé, avec un certain aplomb, lors de son jugement à Nuremberg.

Dans le dernier chapitre de cette seconde partie, chapitre 6 de la thèse, nous nous efforçons d'étayer ce que nous venons d'avancer. Comme les traces des motivations économiques de la guerre au terrorisme restent inaccessibles aux chercheurs (Dick Cheney, le Vice-Président de l'A.B. ayant réussi à interdire la levée des privilèges de l'«Exécutif» garantissant la non-révélation des entretiens qu'il a eu, dès son arrivée au pouvoir, avec les décideurs clés de l'économie et de la finance sur les problèmes d'approvisionnement en énergie), nous nous rabattons, pour notre analyse, sur des documents officiels présentant la pensée néoconservatrice sur le rôle mondial que les États-Unis doivent jouer au XXI^e siècle.

L'examen des projets néoconservateurs conçus et proposés avant même l'arrivée de l'A.B. à la Maison Blanche nous amène à nous demander si cette GPT est bien légitimée par les attentats du 9/11? Plusieurs analyses critiques ont abouti à la conclusion que la stratégie globale poursuivie par l'A.B. et qui a été longuement planifiée par les Néoconservateurs, vise surtout à limiter la participation de tous à la conversation républicaine. Pierre Melandri et Serge Picard (2008) nous rappellent effectivement que:

Le néoconservatisme, on l'oublie trop souvent, ne se focalise pas seulement ni même principalement sur la politique étrangère et l'emploi de la force à l'étranger pour assurer la survie du «bien» face au «mal». Le néoconservatisme envisage aussi le recours à des moyens non démocratiques également à l'intérieur des États-Unis pour «sauver» la liberté - qui serait alors une «liberté ordonnée» (*ordered liberty*) - de ses «dérives» populaires.¹⁹⁵

195 Pierre Melandri et Serge Picard, *Les États-Unis entre uni- et multilatéralisme de Woodrow Wilson à George W. Bush*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 211.

Nous nous efforçons d'identifier le mieux possible les motivations qui sont derrière la promotion de cette guerre. Nous essayons également d'analyser les systèmes qui sont mis en place pour gérer la société américaine durant la GT. Nous tentons d'envisager les implications du maintien permanent des mesures de guerre contre le terrorisme sur la possibilité du retour à «la conversation républicaine» démocratique? En tant que chercheuse en communication, nous ne pouvons pas nous empêcher d'investiguer la façon dont les instruments de persuasion ont été utilisés pour obtenir l'adhésion inconditionnelle des citoyens pendant un temps aussi long. Enfin, nous tenterons de voir jusqu'à quel point la manipulation de l'opinion publique par les oligarques a réussi à convaincre les citoyens ordinaires d'une démocratie de soutenir cette GT qui s'annonce de plus en plus comme devant durer éternellement (GPT).

Nous concluons cette seconde partie en montrant comment le fait que l'A.B. ait eu systématiquement et astucieusement recours à tous les stratagèmes qui ont été développés au cours de l'histoire des États-Unis pour justifier l'occultation des principes démocratiques en temps de guerre nous conduit à revoir le rôle qu'a joué ce recours à la guerre tout au long de l'histoire de cette puissance. Après l'examen des deux mandats de Bush, conduit à la lumière du questionnement central de cette thèse, nous arrivons donc à confirmer le bien-fondé du retournement de notre diagnostic: L'histoire des États-Unis n'est pas celle d'une démocratie exemplaire qui a dû, temporairement, renoncer à la pratique de la conversation républicaine, durant quelques guerres accidentellement survenues, mais plutôt l'histoire d'une hyper puissance, quasiment impériale, dirigée par des oligarques qui ont besoin que le pays soit perpétuellement en guerre - ou sur le pied de guerre - pour assurer l'efficacité maximale du système économique et financier qui leur permet de conserver le pouvoir et de continuer à s'enrichir sans être perturbés ou contestés par ce que l'ensemble de la population pourrait dire et décider lors des conversations

républicaines qui sont, comme nous l'avons démontré dans notre premier chapitre, le SINE QUA NON de la Démocratie en Amérique.

CHAPITRE IV

LA GUERRE, POLITIQUE ÉTRANGÈRE¹⁹⁶ DE L'ADMINISTRATION BUSH

Introduction

Bush arrive au pouvoir alors que les États-Unis jouissent encore d'une belle image, celle d'une grande démocratie prospère, libérale, capitaliste. Comme l'a souligné Baudrillard (1986), envahissante, l'Amérique est devenue le modèle par excellence de la démocratie pragmatique, mais aussi de l'Hyper Puissance, «gendarme du monde». «Il s'établit autour des États-Unis, de par le monde, le même effet de consensus qui se produit autour de Reagan aux USA. Un effet de crédibilité, de publicité, une perte de défenses chez l'adversaire potentiel.¹⁹⁷» Les États-Unis sont considérés comme le vecteur primordial de la mondialisation. Ils arrivent en tête sur les plans de l'innovation technologique, de l'économie, de la finance et des communications. Amérique de la mondialisation, cette superpuissance semble jouer un rôle accepté et même demandé, voire quémandé, de «gendarme planétaire» (1^{ère} guerre d'Iraq et d'ex-Yougoslavie). Pourtant, elle est, à la fois, admirée et redoutée, car, à en croire Benjamin Barber (1997), elle semble vouloir imposer sa vision du monde au reste de la planète. Elle est ce que Jacques Portes (2003)¹⁹⁸ appelle «un bras séculier universel» pouvant intervenir partout pour des raisons aussi bien humanitaires qu'économiques ou militaires même si, depuis l'échec retentissant du

196 Titre emprunté à Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Marseille, Agone, 2001.

197 Jean Baudrillard, *Amérique*, Paris, Librairie générale française, 1986, p. 112-113.

198 Jaques Portes, *Les États-Unis aujourd'hui, les maitres du monde?*, Paris, Petite encyclopédie Larousse, 2003.

Vietnam, ses citoyens refusent d'aller en guerre. En effet, comme l'ont révélé les scandales du Watergate et de l'*Irangate*, ceux-ci répugnent à partager les intérêts des dirigeants pour la guerre et redoutent les politiques étrangères agressives. C'est, peut-être, ce qui explique pourquoi à la fin de la GF, la politique étrangère américaine a pu donner l'impression d'être plus ou moins isolationniste et très intéressée. Toutefois, au cours des années 90, elle prend des allures plus nobles comme le suggère l'intervention de George H. Bush contre l'Irak pour libérer le Kuwait ou les missions humanitaires visant, par exemple, l'instauration de la démocratie ou la défense des droits civils dans certaines régions du tiers monde et surtout la lutte contre le nettoyage ethnique dans l'Ex-Yougoslavie, sous le Président Clinton.

L'impression générale qu'ont laissée les deux mandats de Georges W. Bush estompe singulièrement le fait que le 43^e Président était arrivé à la Maison Blanche avec la volonté de maintenir de bonnes relations internationales. Il croyait encore dans l'équilibre des puissances sur le plan mondial et entendait laisser les autres pays régler seuls leurs conflits internes. Pour lui, alors, il revenait à tous les citoyens de prendre le contrôle de leur pays. En fait, au tout début, il semblait même vouloir revenir à une politique étrangère isolationniste. Il cherchait à minimiser le nombre d'interventions américaines à l'étranger et ne souhaitait pas voir les États-Unis s'impliquer dans des programmes de construction ou reconstruction nationale. Il fallait mettre un terme aux missions humanitaires et réduire le nombre des interventions. Pour ce qui était des missions d'interventions indispensables, celles-ci devaient se faire prioritairement dans le but de prévention des conflits armés. Ne pouvant aider tout le monde, George W. Bush pensait qu'il fallait choisir prudemment où engager ses troupes. Il réprouvait plutôt l'usage de la force, tout en reconnaissant qu'il était nécessaire d'exercer des pressions là où la diplomatie n'atteignait pas les objectifs qui lui avaient été assignés. Selon lui, le recours à la force n'était approprié que dans les cas où les intérêts vitaux de la nation étaient mis en danger et, par «intérêts», il faisait référence à des situations où le pays était

menacé ou lorsque la vie d'Américains ou de leurs alliés était menacée. Néanmoins, en tant que Président Républicain, une des priorités de son administration était, incontestablement, le renouvellement et le renforcement de la puissance militaire des États-Unis¹⁹⁹.

Par contre, cela allait devenir la clef d'interprétation de ses mandats, George W. Bush était entouré d'une équipe de Néoconservateurs menée, tambours battants, par le Vice Président, Dick Cheney. En plus de vouloir gonfler à bloc l'énorme puissance militaire des États-Unis, ce groupe de «va-t-en-guerre» comptait l'utiliser pour freiner l'ardeur d'États voyous qui semblaient menacer (surtout par leurs propos intempestifs et téméraires) la sécurité et les intérêts économiques des États-Unis. Aussi, lorsque les événements du 11 septembre survinrent, ils fournirent au Président l'occasion de suivre les conseils des Néoconservateurs, - conseils qu'ils lui avaient, préalablement et de façon très prémonitoire, inculqués -, d'opter promptement et catégoriquement pour une nouvelle politique étrangère reposant exclusivement sur l'usage de la force militaire de l'Amérique, alors superpuissance inégalée et invincible.

4.1 Les événements du 9/11, 2001 et la déclaration de guerre au terrorisme

Les événements du 11 septembre ont réveillé de très mauvais souvenirs chez les Américains. Comme leurs parents, grands-parents ou arrière grands parents l'avaient fait après l'attaque «surprise» de Pearl Harbour, le 7 décembre 1941, ils ont donné carte blanche au Président pour qu'il les venge de ce geste odieux et châtie les coupables. Au niveau des politiques étrangères, réagissant très promptement aux attentats, l'A.B. fait simultanément appel aux traditions Wilsonienne et Hamiltonienne.

¹⁹⁹ Nous faisons ici allusion au débat présidentiel du 3 octobre 2000, à Boston, reproduit en ligne par John T. Woolley and Gerhard Peters, The American Presidency Project, Santa Barbara, CA, en ligne: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=29418> (consulté le 20 septembre 2004).

Les Hamiltoniens partagent la conviction du premier secrétaire du Trésor selon laquelle un gouvernement national fort, doté d'une armée forte, devrait poursuivre une politique réaliste, globale et que le gouvernement peut et doit promouvoir le développement économique et les intérêts des entreprises américaines à l'interne et à l'étranger. Les Wilsoniens rejoignent les Hamiltoniens et approuvent la nécessité d'une politique étrangère globale, mais ils doivent tout d'abord considérer la promotion de la démocratie et des droits de l'homme comme éléments essentiels de la grande stratégie américaine. Les Jeffersoniens, pour leur part, différents de ce consensus mondialiste, ils veulent réduire le nombre d'engagements des États-Unis autant que possible et démanteler l'État de sécurité nationale. Les Jacksoniens sont aujourd'hui des observateurs de Fox News. Ils sont populistes et méfiants des liens commerciaux hamiltoniens, de la bonté wilsonienne et la faiblesse de Jefferson. Ils sont davantage intéressés à exporter la démocratie à l'étranger.²⁰⁰

Comme l'a bien vu Walter Russel Mead²⁰¹, ces deux tendances de la philosophie politique américaine refont surface en se coalisant. En prétendant améliorer le monde, elles visent à rendre la planète entière plus propice aux intérêts américains. Elles spéculent sur l'exacerbation du patriotisme américain en se fondant sur la prémisse que les États-Unis jouissent d'une supériorité morale. Sur le plan tactique, Bush s'empresse de comparer les attentats du 11 septembre 2001 à l'attaque surprise de

200 Walter Russel Mead, «The Carter Syndrome», in *Foreign Policy*, janvier/février 2010, en ligne: http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/01/04/the_carter_syndrome?page=full# (consulté le 10 mars 2010), (traduction Libre de: «Hamiltonians share the first Treasury secretary's belief that a strong national government and a strong military should pursue a realist global policy and that the government can and should promote economic development and the interests of American business at home and abroad. Wilsonians agree with Hamiltonians on the need for a global foreign policy, but see the promotion of democracy and human rights as the core elements of American grand strategy. Jeffersonians dissent from this globalist consensus; they want the United States to minimize its commitments and, as much as possible, dismantle the national-security state. Jacksonians are today's Fox News watchers. They are populists suspicious of Hamiltonian business links, Wilsonian do-gooding, and Jeffersonian weakness.»)

201 En général comme l'a souligné Walter Russell Mead, dans son article *The Carter Syndrome*, la plupart des Administrations américaines se sont tous fiées sur l'idéologie d'un des 4 grands présidents américains pour émettre leur politique étrangère. Donc, la politique étrangère américaine serait générée à partir de l'idéologie soit d'Alexander Hamilton, de Woodrow Wilson, de Thomas Jefferson, et d'Andrew Jackson. Russel souligne qu'on retrouve l'empreinte d'une de ces idéologies au sein de chaque administration.

Pearl Harbour: «Le Pearl Harbour du XXI^e siècle a eu lieu aujourd'hui» écrit-il, le jour même, dans son journal présidentiel²⁰². Et, le 14 septembre 2001, il déclare:

Nous voici rassemblés dans une douleur profonde. Beaucoup ont subi des pertes incommensurables, et aujourd'hui, nous voulons exprimer la douleur de notre nation. Nous supplions Dieu d'accorder sa miséricorde aux disparus et aux morts, ainsi qu'à tous ceux qui les aiment. Mardi, notre pays a été attaqué avec une cruauté délibérée et d'une grande ampleur. Nous avons vu du feu, des cendres et l'acier se plier.²⁰³

Et, le 20 septembre, il parle de vengeance, pour lui, il était évident et il voulait rendre évident à tous que, vue leur supériorité morale, leur excellence militaire et leur infaillibilité nationale, les Américains devaient inéluctablement triompher de leurs ennemis.

On nous a fait beaucoup de mal. On nous a infligé de grandes pertes. Mais, dans notre chagrin comme dans notre colère, nous avons trouvé notre mission et notre raison d'être. Le combat de la liberté contre la peur. L'avancement de la liberté humaine, la grande réussite de notre temps, et le grand espoir de tous les temps, dépend de nous. Notre nation - cette génération en particulier - confrontera la sinistre menace de violence qui plane sur notre peuple et notre avenir. Par nos efforts et notre courage, nous allons rallier le monde à cette cause. Nous ne nous lasserons pas, nous n'hésiterons pas et nous n'échouerons pas.²⁰⁴

202 Voir Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Paris, Denoël, 2003, p. 56. Il nous explique que tout président durant son mandat présidentiel se doit de tenir un cahier afin d'écrire ses pensées et observations.

203 Discours présenté le 14 septembre 2001, à la National Cathedral, Washington, D.C., George W. Bush, *President's remarks at National Day of Prayer and Remembrance*, en ligne: <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html> (consulté le 30 septembre 2003), (traduction libre de: «We are here in the middle hour of our grief. So many have suffered so great a loss, and today we express our nation's sorrow. We come before God to pray for the missing and the dead, and for those who love them. On Tuesday, our country was attacked with deliberate and massive cruelty. We have seen the images of fire and ashes, and bent steel.»)

204 Discours prononcé le 20 septembre 2001 au Capitole, Washington, D. C., George W. Bush, *Address to a joint session of Congress and the American people*, en ligne: <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html> (consulté le 30 octobre 2002), (traduction libre de: «Great harm has been done to us. We have suffered great loss. And in our grief and anger we have found our mission and our moment. Freedom and fear at war. The advance of human freedom - the great achievement of our time, and the great hope of everytime - now depends on us. Our nation - this generation - will lift a dark threat of violence from our people and our future. We will rally the world to this cause by our efforts, by our courage. We will not tire we will not falter, and we will not fail.»)

Convaincu que «la destinée manifeste» de son pays consiste à répandre le bien et les meilleures valeurs du monde, George W. Bush se lance dans la guerre au terrorisme qu'il considère comme l'ennemi juré de la démocratie, un fléau mondial qu'il faut éradiquer. Ainsi, il prend d'énormes dispositions pour le combattre.

La recherche de ceux qui sont derrière ces actes diaboliques est commencée. J'ai utilisé l'ensemble des ressources de nos agences de renseignement et de police pour trouver les responsables et les traduire en justice. Nous ne ferons aucune distinction entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les hébergent ou les protègent.²⁰⁵

Dès le premier octobre 2001, l'A.B. lance une campagne de bombardements massifs et soutenus sur le nord de l'Afghanistan où se trouvait l'état major d'Al-Qaïda et son chef, Oussama Ben Laden, organisateur présumé de l'attentat. Bush reprend les formules simplificatrices, prononcées à la fin de la GF par son prédécesseur républicain le plus réputé, Ronald Reagan, pour qualifier la nature de sa guerre en Afghanistan. Dans son discours du 12 septembre 2001, avant le déclenchement des hostilités, il annonçait: «la lutte du bien contre le mal». Les États-Unis, représentant évidemment «les forces du bien», qui devaient inéluctablement l'emporter sur les terroristes, «forces du mal»!

Reprenant les projets néoconservateurs d'élargissement du conflit, dans son 2^e discours sur l'État de l'Union, prononcé devant le Congrès, le 29 janvier 2002, - en récupérant cette fois, le vocable de la Seconde Guerre mondiale qui opposait les libertés démocratiques aux tyrannies fascistes -, Bush affuble l'Iraq, l'Iran et la Corée

205 Discours prononcé le 11 septembre 2001 à la Maison-Blanche, George W. Bush, *Statement by the President in his address to the Nation*, en ligne: <http://www.whitehouse.gov>. (traduction libre de: «The search is underway for those who are behind these evil acts. I've directed the full resources of our intelligence and law enforcement communities to find those responsible and to bring them to justice. We will make no distinction between the terrorists who committed these acts and those who harbor them.»)

du Nord du quolibet d' «Axe du mal» (*Axis of Evil*)²⁰⁶. Condoleezza Rice, lors de la campagne électorale des Républicains, avait déjà dépeint l'Irak comme l'archétype des États voyous, suivi de la Corée du Nord qu'elle suspectait, par ses manigances, de vouloir compromettre la Corée du Sud. Et pour finir, l'Iran qui représente, depuis la révolution des Ayatollahs, en 1979, un problème épineux pour les intérêts des États-Unis, comme pour ceux d'Israël et, selon Condoleezza Rice, aussi pour d'autres pays du Moyen-Orient comme l'Arabie Saoudite. Pour elle, comme pour d'autres Néoconservateurs, tels que Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz, au Pentagone, il n'y avait qu'une seule et unique façon de traiter ces États voyous: l'emploi d'une force militaire robuste.

Une chose est claire: les États-Unis doivent confronter des régimes comme celui de la Corée du Nord avec détermination. L'administration Clinton a échoué en menaçant d'abord de recourir à la force puis en se relâchant par la suite, comme ce fut souvent le cas avec l'Irak. Ces régimes sont en sursis, aussi il n'y a aucune raison de leur faire des concessions. Au contraire, la première ligne de défense devrait être de les dissuader clairement et carrément d'acquiescer des armes de destruction massive, des *ADM*, en leur faisant savoir que toute tentative d'y recourir entraînerait la destruction de leur pays. Deuxièmement, nous devons accélérer les efforts pour nous prémunir contre ces armes. Leurs menaces constituent la meilleure raison de déployer, dès que possible, une défense antimissile nationale comme sur le théâtre des opérations, ainsi que de concentrer notre attention sur la défense du territoire américain contre les agents chimiques et biologiques, et, enfin, d'étendre les capacités de nos services de renseignement contre les terrorismes de toutes sortes.²⁰⁷

206 George W. Bush, *The President's State of the Union Address*, 29 Jan. 2002, en ligne: <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html> (consulté le 3 septembre 2004)

207 Condoleezza Rice, «Campaign 2000: Promoting the National Interest», in *Foreign Affairs*, Volume 79, Issue no. 1, Jan. – Feb. 2000, (p.45-62) New York, p. 61 (durant la campagne électorale de George W. Bush en 2000), (traduction libre de: «One thing is clear: the United States must approach regimes like North Korea resolutely and decisively. The Clinton administration has failed here, sometimes threatening to use force and then backing down, as it often has with Iraq. These regimes are living on borrowed time, so there need be no sense of panic about them. Rather, the first line of defense should be a clear and classical statement of deterrence—if they do acquire WMD, their weapons will be unusable because any attempt to use them will bring national obliteration. Second, we should accelerate efforts to defend against these weapons. This is the most important reason to deploy national and theater missile defenses as soon as possible, to focus attention on U.S. homeland defenses against chemical and biological agents, and to expand intelligence capabilities against terrorism of all kinds.»)

Un peu plus tard, John Bolton, alors Sous-Secrétaire d'État, ajoutera à cette liste d'États voyous, la Lybie, la Syrie et Cuba, les accusant d'être des commanditaires du terrorisme et d'essayer d'obtenir l'arme nucléaire ou d'avoir déjà les ressources nécessaires pour se doter d'armes de destruction massive²⁰⁸. Il réaffirme que la GT ne fait que commencer et se développera sur d'autres théâtres d'opération. En plus d'attaquer les réseaux de terroristes directement en Afghanistan, il veut empêcher tous les régimes appuyant ou subventionnant le terrorisme de menacer les États-Unis et ses alliés.

En juin 2002, concrétisant les propos de Bolton, Bush dévoile son intention de déclencher une guerre «préemptive» qui commencerait par l'Irak. Il précise alors que le but d'une guerre «préemptive» est d'attaquer l'adversaire avant même qu'il ait pu terminer de compléter l'arsenal d'ADM auquel il pourrait éventuellement recourir pour détruire des biens américains²⁰⁹. Comme on le précisera plus loin, une guerre «préemptive» a lieu lorsqu'un pays frappe une puissance «menaçante» avant même qu'elle ait pu disposer ses troupes de façon menaçante, ce qui aurait alors justifié et provoqué une guerre «préventive». Un exemple de guerre préventive - plus légitime qu'une guerre préemptive - nous a été donné lorsqu'en 1967, l'Égypte, la Syrie et la Jordanie ont massé des troupes le long de la frontière israélienne dans le but évident d'attaquer l'État hébreu. En anéantissant ces concentrations militaires, manifestement hostiles, avant qu'ils ne franchissent la frontière, les Israéliens avaient déclenché une guerre «préventive».

208 John R. Bolton, *Beyond the Axis of Evil: Additional Threats from Weapons of Mass Destruction*, Remarks to Heritage Foundation, Washington, D.C., 6 Mai 2002, en ligne: <http://www.state.gov/t/us/rm/9962.htm> (consulté le 24 mai 2002)

209 Anita Miller, *George W. Bush versus the U.S. Constitution. The Downing Street Memos and Deception, manipulation, Torture, Retribution, and Coverups in the Irak War and Illegal Domestic Spying*, compiled by the House judiciary Committee Democratic Staff at the Direction of Representative John Conyers. Chicago, Academy Chicago publishers, 2004, p. xvii.

Il est important de remarquer aussi que ce n'est que le 12 septembre 2002, soit un an après «les attentats», que l'A.B. annonce officiellement que l'Irak représente un très grand danger pour la sécurité des États-Unis. Malgré les accusations de Néoconservateurs et en particulier du Vice-Président, la plupart des analystes américains reconnurent que Saddam Hussein n'était pour rien dans les attentats du 11 septembre. En fait, l'idée de la guerre contre l'Irak s'inscrivait dans un plan d'invasion des pays du Moyen-Orient et du Golfe Persique, conçu bien avant les attentats. Cette guerre de faible intensité (CFI) n'était que le projet pilote d'une série de petites guerres envisagées par les Néoconservateurs. Elle faisait même partie d'un plan élaboré durant la GF et répondait aux exigences de concrétisation du vieux rêve d'ingérence permanente des États-Unis dans la plus grande région pétrolière du monde. John Bolton le reconnut, alors, tacitement en déclarant que l'Irak n'était que le commencement. Après, ce devait être le tour de la Syrie, de l'Iran, et de la Corée du Nord²¹⁰.

Depuis la fin de la SGM, par des jeux d'alliances politiques ainsi que le recours à la force militaire et aux pressions économiques, les États-Unis se sont efforcés de s'assurer l'accès aux ressources naturelles et, éventuellement, aux marchés de certaines régions du monde et, plus particulièrement, du Moyen-Orient. Ils ont un énorme besoin de pétrole pour permettre le fonctionnement de leur économie, gloutonne insatiable d'énergie, ainsi que pour consolider leur puissance hégémonique et pour pouvoir la projeter tous azimuts. Ils ont d'abord cherché à contrôler le Moyen-Orient en utilisant les mêmes tactiques qu'ils avaient utilisées, avec un certain succès, dans d'autres régions du monde. Cette stratégie est familièrement connue sous le nom de stratégie de la carotte et du gros bâton. La «carotte» consistant en l'accord d'une aide militaire, économique, culturelle, etc., et le «gros bâton» en sanctions, embargo, etc. Mais les conséquences s'avérèrent très différentes au Moyen-Orient. Les États-

210 Paul Krugman, *The Great Unravelling*, New York, Norton & C, 2003, p. 7.

Unis s'y voient confrontés à la résistance populaire, au nationalisme arabe, aux mouvements islamistes et l'anti-américanisme y est aggravé par les réactions locales à l'appui inconditionnel de l'Amérique à Israël. L'État hébreu, d'implantation récente (1948) et en expansion permanente dans le monde arabe, y est plutôt mal perçu. Bref, les fréquentes interventions américaines au Moyen-Orient n'ont jamais eu les résultats escomptés. Elles ont plutôt contribué à déstabiliser la région en engendrant davantage de conflits. Comme, avec le temps et les frustrations qu'il amène, les régimes locaux avec leurs alliances changent radicalement, l'A.B. n'espère plus parvenir à créer de nouvelles alliances ou à en consolider d'anciennes avec des pays comme l'Irak, et éventuellement, l'Iran. La guerre devient alors la continuation naturelle de la politique étrangère. Prenant Bolton à ses mots, Everest (2004) pense que l'invasion de l'Irak n'est que le commencement des interventions militaires américaines subséquentes à l'échec des négociations avec les États «voyous» de cette zone. Comme l'aurait dit Clausewitz, «la guerre n'est jamais un acte isolé». Pour poursuivre l'interprétation d'Everest, la guerre contre l'Irak n'est ni plus ni moins que la continuation de l'histoire des interventions étrangères dans le Golfe Persique dans le but de contrôler la production du pétrole, la destination de son exportation et son prix. Vu l'augmentation de la demande et la raréfaction mondiale de cette ressource énergétique jusqu'ici irremplaçable, il est évident, pour tous les observateurs, qu'il devait y avoir d'autres conflits dans cette région. Mais, à court terme, nous devons ici nous demander quelles conséquences la guerre en Irak a²¹¹ pour les États-Unis et l'Irak ainsi que pour les autres pays de la région?

211 Au moment où nous collectons nos données et rédigeons ce texte (2006-2010), cette guerre est encore en cours!

4.1.1 Pour assurer la paix, indispensable au maintien ou à l'implantation des libertés démocratiques, l'Administration Bush combat le terrorisme et la tyrannie

En quête d'un bon motif ou d'un axe éthique autour duquel pourrait s'articuler une bonne campagne mondiale de relations publiques ou de propagande, l'A.B. s'empresse de présenter les attentats du 11 septembre comme une attaque contre la liberté, l'idéal démocratique et le mode de vie américain. Ces attaques lui donnent ainsi la légitimité dont elle avait tant besoin pour entreprendre la conquête militaire de la région convoitée depuis si longtemps en déclarant la GT.

Comme les Néoconservateurs le lui avaient conseillé, le Président engage rapidement des troupes d'intervention en Afghanistan, après avoir préparé le terrain par un bombardement massif guidé par des agents de la CIA et des forces spéciales préalablement infiltrées dans la région pilonnée. D'autre part, sur le sol américain, malgré le fait qu'il n'y ait pas eu d'autres attaques, le Président appelle la population à rester très vigilante. Il se lance rapidement dans des actions, aux États-Unis et à l'étranger, visant à défaire le terrorisme et à poursuivre simultanément sa stratégie de libération qui était sensée installer la démocratie au Moyen-Orient²¹², - ce qui implicitement et indiciblement lui permettrait du même coup de contrôler les ressources pétrolières de cette région. Il tentait alors de persuader son auditoire que ce qui s'était passé en 1945 en Europe et au Japon allait se reproduire au Moyen-Orient,

Les grandes luttes du XX^e siècle entre la liberté et le totalitarisme se sont soldées par une victoire décisive des forces de la liberté et l'implantation d'un modèle unique et durable combinant, à l'avantage des États-Unis, la liberté, la démocratie et la libre entreprise. Bush poursuit en avouant son intention de créer un équilibre des forces qui favorise la

212 Une partie du discours du président G. W. Bush présenté au State of the Union, le 28 janvier 2004 (Traduction libre: «Freedom is happening in Iraq. And you've got to understand why it's important. Freedom in the heart of the Middle East, freedom and democracy in the place that has bred resentment and terror, is in our national interest. A free Iraq will help change the world. A free Iraq will help change a neighbourhood that needs to change. A free Iraq will make it easier for our children to grow up in a peaceful society.»)

liberté humaine: des conditions dans lesquelles toutes les nations et les sociétés peuvent choisir elles-mêmes les avantages et les défis de la liberté politique et économique.²¹³

Ce rêve de transposition de l'issue du second conflit mondial à ce qui devait, à ses yeux, résulter des interventions américaines, tant en Afghanistan qu'en Irak, émane directement de la pensée des Néoconservateurs. Mentalement fascinés par la guerre contre les Nazis, ces derniers étaient convaincus que la posture hégémonique dans laquelle les États-Unis se sont retrouvés sur les théâtres du Pacifique Ouest et de l'Ouest européen à la fin de la Seconde Guerre mondiale pourrait être étendue, soixante ans plus tard, à tout le centre, le sud-ouest asiatique et à la totalité du Moyen-Orient. Certes, cela nécessiterait quelques CFI. Mais les Américains et leurs alliés les gagneraient aisément, l'Afghanistan et l'Irak ne devaient être que des prototypes. De fait, comme nous le verrons au chapitre 5, plusieurs auteurs d'ouvrages critiques et d'articles de journaux ou de revues spécialisées, rédigés durant les deux mandats de Bush, concèdent au mouvement néoconservateur un grand rôle dans la formulation de la politique étrangère de l'A.B. Selon les Néoconservateurs, les États-Unis doivent accepter de jouer le rôle de leader mondial, tant aux niveaux politique que moral, s'ils veulent assurer la sécurité du peuple américain (et, sans l'avouer publiquement, - le sceau du secret étant bien gardé par Dick Cheney sur tout ce qui concerne les débats sur l'énergie - le ravitaillement de ce pays en ressources énergétiques). Et, toujours selon les Néoconservateurs qui ont bien «éduqué» ou programmé Condoleeza Rice, les États-Unis doivent faire usage de toute leur force militaire pour stabiliser la scène internationale à leur avantage.

213 White House, *The national security strategy of the United States of America*, Washington, 17 sept. 2002, (consulté le 22 décembre 2002) en ligne: <http://www.globalsecurity.org/military/library/policy/national/nss-020920.pdf>, p. 18 (traduction libre de: «The great struggles of the twentieth century between liberty and totalitarianism ended with a decisive victory for the forces of freedom—and a single sustainable model for national success: freedom, democracy, and free enterprise.» Bush goes on to avow the intention 'to create a balance of power that favours human freedom: conditions in which all nations and societies can choose for themselves the rewards and challenges for political and economic liberty.»)

Les États-Unis ont de nombreuses ressources pour atteindre leurs objectifs. L'économie mondiale requiert la libéralisation de l'économie, plus d'ouverture et de transparence, et minimalement, l'accès aux technologies de l'information. Les politiques économiques internationales qui répandent les avantages de l'économie américaine par le développement du libre échange sont des outils décisifs quant à l'élaboration des politiques internationales. Ils nous permettent de rejoindre des pays aussi divers que l'Afrique du Sud ou l'Inde et de participer avec nos voisins de l'hémisphère ouest au partage de la prospérité économique. La croissance de la classe des entrepreneurs dans le monde entier favorise la promotion des droits de l'homme et de la liberté individuelle, et cela devrait être compris et utilisé dans ce sens. Pourtant, la paix est la première et la plus importante condition pour assurer le maintien de la prospérité et des libertés. La puissance militaire américaine doit être renforcée parce que les États-Unis sont le seul garant de la paix et de la stabilité mondiale. L'actuelle négligence des forces armées américaines affaiblit leur aptitude à maintenir la paix.²¹⁴

Allant dans le même sens, après avoir rappelé que: «les États-Unis jouissent d'une force militaire sans égale et d'une très grande influence économique et politique ... », un document énonçant les stratégies de sécurité nationale, daté du 20 septembre 2001, affirme que, pour que «dans un monde sûr, les gens soient en mesure de rendre leur vie meilleure; nous défendrons la paix en combattant les tyrans.²¹⁵» Et, certains leaders de pays alliés, comme Benjamin Netanyahou, étendront, peut-être exagérément, et dans leurs propres intérêts, la liste des Tyrannies que les États-Unis devraient ainsi combattre. Dans sa liste figurent tous les ennemis potentiels d'Israël: «l'Iran, l'Irak, la Syrie, l'Afghanistan des Talibans, l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat, le Soudan, l'Égypte, le Yémen, et l'Arabie Saoudite.²¹⁶» Toutefois, Bush, au

214 Condoleezza Rice, in *Foreign Affairs*, Jan. – Feb. 2000, p. 50, (traduction libre de: «The United States has many sources of power in the pursuit of its goals. The global economy demands economic liberalization, greater openness and transparency, and at the very least, access to information technology. International economic policies that leverage the advantages of the American economy and expand free trade are the decisive tools in shaping international politics. They permit us to reach out to states as varied as South Africa and India and to engage our neighbors in the western hemisphere in a shared interest in economic prosperity. The growth of entrepreneurial classes throughout the world is an asset in the promotion of human rights and individual liberty, and it should be understood and used as such. Yet peace is the first and most important condition for continued prosperity and freedom. America's military power must be secure because the United States is the only guarantor of global peace and stability. The current neglect of America's armed forces threatens its ability to maintain peace.»)

215 Alain Bertho, *L'état de guerre*, Paris, La Dispute, 2003, p. 37.

216 Pays identifiés par Benjamin Netanyahu en 1995 comme ceux qui appuient et hébergent le terrorisme international, dans son ouvrage *Fighting Terrorism*, Farrar Strauss Giroux, New York,

début de février 2002, préfère circonscrire l'« Axe du Mal » à trois pays: l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord. Et, de ces trois pays, au cours de son mandat, il n'attaquera finalement que l'Irak, se contentant de ne prendre que des sanctions économiques contre les deux autres.

Mais son «Discours à la Nation» présentant l'«Axe du Mal» est, quand même, très symptomatique des ambitions de son Administration. Et ce n'est que dans le cadre de son discours de West Point que l'on se rendra réellement compte de l'ampleur de cette ambition. Le *Financial Times*, dont l'idéologie est proche de celle des Néoconservateurs, salue l'énoncé de ce discours «comme une nouvelle doctrine de l'action préventive.²¹⁷» Bush y insiste effectivement sur l'urgente nécessité de revoir en profondeur les stratégies de sécurité du pays:

Pendant la majeure partie du siècle dernier, la défense américaine reposait sur les doctrines de dissuasion et d'endiguement adaptées aux exigences de la GF. Dans certains cas, ces stratégies sont encore valables. Mais de nouvelles menaces exigent aussi de nouvelles réflexions. La dissuasion, la promesse de représailles massives contre un pays ne sont pas efficaces contre les réseaux clandestins de terroristes qui n'ont ni nations ni citoyens à défendre. Le confinement n'est pas possible, non plus, lorsque des dictateurs déséquilibrés détenteurs d'ADM peuvent livrer des armes ou des missiles ou les fournir secrètement à leurs complices terroristes.

Nous ne pouvons pas défendre l'Amérique et nos amis avec le vain espoir que rien ne se passe. Nous ne pouvons pas mettre notre foi en la parole de tyrans qui signent solennellement des traités de non-prolifération et les renient systématiquement par la suite. Si nous attendons que les menaces se matérialisent, alors nous aurons trop attendu. (Applaudissements).

La défense de la patrie et la défense antimissile font partie d'un plan de sécurité renforcée, et ce sont là des priorités fondamentales pour l'Amérique. Pourtant, la guerre contre le terrorisme ne se gagnera pas par la défensive. Nous devons penser à porter la guerre chez l'ennemi, perturber ses plans, et affronter les pires menaces avant qu'elles ne

1995, 2001, Paru en Français sous le titre *Combattre le terrorisme: Comment les démocraties peuvent venir à bout des réseaux terroristes*, France, L'Archipel, 2002, p. 9-10.

217 Richard Wolffe, «The Bush Doctrine», in *Financial Times*, 21 June 2002, p. 14.

se concrétisent. (Applaudissements) Dans le monde où nous vivons, la seule façon d'assurer la sécurité c'est par l'action. Et cette nation va agir. (Applaudissements).²¹⁸

Il est intéressant de souligner que si la notion de guerre «préemptive» est nouvelle dans l'histoire des États-Unis, par contre, la GT n'est pas nouvelle. Dans l'histoire récente, elle remonte aux CFI menés par les États-Unis pour freiner l'émergence de mouvements révolutionnaires dans des pays récemment décolonisés. Ils avaient alors mené des actions clandestines dans de nombreux pays du tiers-monde. Ces CFI, souligne Michael Klare (1989), englobent trois types d'opérations militaires: la contre-guérilla classique, la défense «active» contre le terrorisme et le soutien aux guérillas anticommunistes dans le tiers-monde.²¹⁹ C'est l'Administration de Ronald Reagan (A.Rea.) qui a répondu à l'accroissement des activités terroristes dans le tiers-monde en y déclenchant les opérations de défense «active». Le terrorisme, à cette époque, était conçu comme une sorte de «combat non militaire». Et, ce n'est qu'en octobre 1983, après l'attentat très meurtrier, au camion bourré d'explosifs, contre une caserne de «Marines» à Beyrouth, qu'il a été défini autrement:

Le terrorisme fut redéfini comme une menace militaire à part entière contre les États-Unis, nécessitant donc, pour être neutralisé, une réplique militaire à part entière. Cette position a été exprimée dans de nombreuses déclarations de hauts responsables de

218 Remarks by the President at 2002 Graduation, Exercise of the United States Military Academy, West Point, New York, 1er juin 2002, www.whitehouse.gov, en ligne: http://www.nti.org/e_research/official_docs/pres/bush_wp_prestrike.pdf (consulté le 15 avril 2009), (traduction libre de: «For much of the last century, America's defense relied on the Cold War doctrines of deterrence and containment. In some cases, those strategies still apply. But new threats also require new thinking. Deterrence -- the promise of massive retaliation against nations -- means nothing against shadowy terrorist networks with no nation or citizens to defend. Containment is not possible when unbalanced dictators with weapons of mass destruction can deliver those weapons on missiles or secretly provide them to terrorist allies.

We cannot defend America and our friends by hoping for the best. We cannot put our faith in the word of tyrants, who solemnly sign non-proliferation treaties, and then systemically break them. If we wait for threats to fully materialize, we will have waited too long. (Applause).

Homeland defense and missile defense are part of stronger security, and they're essential priorities for America. Yet the war on terror will not be won on the defensive. We must take the battle to the enemy, disrupt his plans, and confront the worst threats before they emerge. (Applause.) In the world we have entered, the only path to safety is the path of action. And this nation will act. (Applause).»

219 Michael Klare, «Une doctrine contestée», in *La paix des grands, l'espoir des pauvres*, Claude Julien et al., Paris, La Découverte et le Monde, 1989, p. 142.

l'administration et elle a été incorporée dans la directive de décision de sécurité nationale no 138, approuvée par le président Reagan, le 3 avril 1984.²²⁰

Et, de toute évidence, c'est à partir de cette définition du terrorisme que Bush envisagera sa GT. En l'étendant à l'Irak, il y ajoutera le concept de «guerre préemptive» qui va contribuer encore plus à déprécier l'image internationale déjà négative que les États-Unis suscitaient par leur politique extérieure qui s'apparente à de «l'impérialisme», pour beaucoup d'auteurs critiques, tant étrangers qu'américains. Et c'est cet «impérialisme» qui, selon une minorité de ces critiques, peut expliquer - sans bien sûr la justifier - l'intensification du terrorisme contre les troupes, les intérêts et les citoyens américains. C'est d'ailleurs ce constat qui amène des auteurs comme Chalmers Johnson²²¹, à expliquer «le terrorisme» non plus du point de vue de l'A.B. mais selon la perspective de ceux qui y ont recours:

Par définition, le terrorisme frappe l'innocent afin d'attirer l'attention sur les péchés de l'invulnérable. Les innocents du XXI^e siècle vont être victimes de catastrophes, de contrecoups inattendus aux tribulations impérialistes des dernières décennies. Bien que les Américains soient, pour la plupart, ignorants de ce qui a été et est toujours fait en leur nom, tous ont de fortes chances d'avoir à payer un prix élevé, individuellement et collectivement, pour les efforts continus de leur pays visant à dominer la scène mondiale.²²²

À en croire Klare (1989), depuis que Reagan, a impliqué l'armée américaine dans la riposte «active» au terrorisme, le public américain n'a pas été systématiquement mis au courant des directives gouvernementales qui impliquent des «actions» militaires comme des bombardements, des actions secrètes contre tous les régimes

220 Michael Klare, in Claude Julien et al., 1989, p. 143.

221 Auteur de plusieurs ouvrages sur les changements révolutionnaires et D. Blowback, en ligne: <http://www.thenation.com/authors/chalmers-johnson>. (consulté le 28 mars 2006)

222 Chalmers Johnson, cité dans Alex Callinicos, *The Mandarins of American Power: The Bush Administration's Plans for the World*, Cambridge, Polity Press, 2003, p. 9 (traduction libre de: «Terrorism by definition strikes the innocent in order to draw attention to the sins of the invulnerable. The innocent of the twenty-first century are going to harvest unexpected blowback disasters from the imperialist escapades of recent decades. Although most Americans may be largely ignorant of what was, and still is, being done in their name, all are likely to pay a steep price – individually and collectively-for their nation's continued efforts to dominate the global scene.»)

suspectés d'abriter ou d'aider des terroristes. À défaut de preuves mais à titre d'exemple «romancé» un film, *Spy Game*, (Jeux d'espionnage) mettant en scène Robert Redford et Brad Pitt dépeint très bien l'activité d'officiers des forces spéciales devenus agents secrets de la CIA «agissant» au Liban. L'«action» se déroule au moment où George Shultz, alors Secrétaire d'État sous l'A.Rea., et grand fervent de cette «défense active contre le terrorisme» offre du terrorisme, la définition suivante:

Ce qui, à un moment donné, pouvait apparaître comme des actions violentes, insensées et effectuées au hasard par quelques individus dérangés, apparaît, maintenant, de manière plus claire. Nous avons appris que le terrorisme est avant tout une forme de violence. Partout où il sévit, il est dirigé largement contre nous, les démocraties, contre nos valeurs les plus sacrées et contre nos intérêts stratégiques les plus fondamentaux.²²³

Pour Shultz, il est évident que ce sont les valeurs et les intérêts de l'Amérique, ainsi que ceux de ses alliés qui sont ciblés par les attaques terroristes. Il faut donc se défendre en prenant des mesures militaires adéquates pour répondre aux menaces des terroristes. Incidemment, et il est vrai qu'à cette époque, fin des années 80, on est encore dans les paramètres de la GF, et c'est probablement ce qui explique pourquoi George Shultz souligne que ce sont également les poussées antidémocratiques de la gauche qui génèrent des activités terroristes. Il était encore important, dans les années 80, de contenir le communisme. Il était considéré, non seulement, comme une doctrine despotique, mais aussi, comme une maladie infectieuse irréversible. Il fallait donc empêcher les pays menacés, d'en être victimes. Les États-Unis étaient obligés d'apporter de l'aide militaire, matérielle à tout pays qui se battait contre la tyrannie communiste²²⁴. Aujourd'hui, dans le cadre de la GT, le gouvernement doit conclure des alliances et financer les pays alliés qui se battent contre le terrorisme qui n'est plus, comme du temps de Shultz, d'origine communiste, mais «islamo-fasciste», pour reprendre le terme que lui attribuent les Israéliens et les Néoconservateurs américains.

223 Michael Klare, in Claude Julien et al., 1989, p. 145.

224 Michael Klare, in Claude Julien et al., 1989, p.146-148.

La guerre contre le terrorisme à grand rayon d'action est une entreprise mondiale, d'une durée incertaine. L'Amérique aidera les nations qui ont besoin de son appui à lutter contre le terrorisme. L'Amérique demandera des comptes aux pays qui sont compromis par la terreur, notamment ceux qui abritent les terroristes, car les alliés de la terreur sont les ennemis de la civilisation.²²⁵

Dans son analyse de la guerre au terrorisme, Callinicos avance que la guerre en Irak en 2003 était présentée comme une guerre «pour la démocratie», ayant pour but d'apporter la liberté et la justice aux peuples qui ont vécu sous l'oppression de Saddam Hussein. Évidemment, pour beaucoup d'observateurs critiques de la politique étrangère américaine, cette guerre était préméditée et répondait à la volonté d'ouvrir le Moyen-Orient aux États-Unis afin de faire triompher le capitalisme et la libre entreprise dans cette région, tout en garantissant la continuité du ravitaillement en pétrole de l'économie américaine. En effet, depuis bien avant le déclenchement des hostilités, le Président Bush avait planifié l'instauration de la démocratie en Irak et au Moyen-Orient comme une sorte de *remake* de l'imposition de démocraties libérales au Japon et en Allemagne de l'Ouest en 1945:

La sécurité du peuple américain dépend de la fin de cette menace directe et croissante. De plus, agir contre ce danger contribuera grandement à la sécurité et à la stabilité de notre monde à long terme. [...] Le régime irakien actuel a montré le pouvoir de la tyrannie à semer la discorde et la violence au Moyen-Orient. Un Irak libéré peut montrer la puissance de la liberté pour transformer cette région vitale, en apportant espoir et progrès dans la vie de millions [...] Il fut un temps où beaucoup ont dit que la culture du Japon et celle de l'Allemagne étaient incompatibles avec les valeurs démocratiques. Ils avaient tort. Certains disent la même chose de nos jours des Irakiens. Ils se trompent. (Applaudissements) La nation irakienne, avec son riche patrimoine, ses ressources abondantes et sa population éduquée et qualifiée - est capable d'évoluer vers la démocratie et de vivre dans la liberté. (Applaudissements).²²⁶

225 Arnaud Blin, *Le désarroi de la puissance: les États-Unis vers la 'guerre permanente'*, Paris, Lignes de Repères, 2004, p. 110.

226 Georges W. Bush, President Discusses the Future of Iraq, 26 Feb. 2003, cité dans Alex Callinicos, 2003, p. 23 (traduction libre de: «The safety of the American people depends on ending this direct and growing threat. Acting against the danger will also contribute greatly to the long-term safety and stability of our world. [...] The current Iraqi regime has shown the power of tyranny to spread discord and violence in the Middle East. A liberated Iraq can show the power of freedom to transform that vital region, by bringing hope and progress into the lives of millions [...] There was a time when many said that the cultures of Japan and Germany were incapable of sustaining democratic values.

En effet, selon Larry Everest, la nouvelle stratégie d'installation forcée de la démocratie au Moyen-Orient par l'A.B. amenait avec elle un surplus de libertés pour les entreprises américaines dans la région et contribuait à l'accélération de la globalisation du capitalisme sauvage. Pour lui, l'A.B. s'est servie de ces événements pour promouvoir son propre agenda d'expansion de la libre entreprise et du libre-échange aux quatre coins du globe. En d'autres termes, les élites américaines veulent avoir accès à tous les marchés mondiaux ainsi qu'aux ressources énergétiques comme aux matières premières tout en aplanissant les difficultés et les barrières politiques qui empêcheraient les États-Unis de jouir pleinement de leur statut de puissance mondiale hégémonique. Pour les critiques, il semble clair que la scène internationale devait être restructurée afin de faciliter l'accès des élites américaines aux plus grands avantages économiques que la globalisation puisse leur offrir. Et cette vision du désir de livraison exclusive des richesses du monde à l'*Establishment* américain est confortée par la notion, typiquement américaine, que se fait Bush de l'internationalisme.

Comme il l'affirme, «la stratégie de sécurité nationale des États-Unis sera fondée sur un internationalisme typiquement américain reflétant les valeurs propices à notre succès national.²²⁷» Pour l'A.B., il s'agit de reconfigurer la scène internationale de manière à ce qu'elle réponde aux intérêts et aux valeurs du capitalisme. Tout en prétendant favoriser l'expansion de la démocratie et de la liberté, on doit renforcer le libre-échange. Puisque la pauvreté peut créer de l'instabilité et générer des conflits, en offrant la liberté aux peuples des pays pauvres et y en installant le libre-échange (*Free trade*) qui est censé engendrer une certaine richesse, on peut réduire les risques de conflits et d'instabilité dans ces régions. Ainsi, dans son discours sur la sécurité

Well, they were wrong. Some say the same of Iraqi today. There are mistaken. (Applause). The nation of Iraq - with its proud heritage, abundant resources and skilled and educated people - is fully capable of moving toward democracy and living in freedom. (Applause).»

227 White House, *The National Security Strategy of the United States of America*, 17 sept. 2002, p. 18, en ligne: <http://www.globalsecurity.org/military/library/policy/national/nss-020920.pdf> (consulté le 20 juillet 2003) (Traduction libre de: «the US national security strategy will be based on a distinctly American internationalism that reflects the union of our values and our national success.»)

nationale de septembre 2002, Bush décrit, comme Ricardo l'avait fait, la façon dont le «libre-échange» peut créer de la richesse:

Le concept de «libre-échange» s'est posé comme un principe moral, même avant qu'il ne soit devenu un pilier des sciences économiques. Si vous pouvez concevoir et fabriquer quelque chose que d'autres estiment, vous devriez être en mesure de le leur vendre. Si d'autres personnes font quelque chose que vous appréciez, vous devriez être en mesure de l'acheter. Et c'est en cela que consiste la liberté véritable, la liberté qu'a une personne ou une nation de gagner sa vie.²²⁸

Mais ces différentes ouvertures à l'enrichissement éventuel d'autres nations qui accepteraient de rejoindre l'A.B. dans la GT avec son amplification par des guerres préemptives comme celle qu'elle projette de lancer en Irak sont quelque peu réduites et même carrément contredites par le ton coercitif, vindicatif, voir brutal et arrogant (*bully*) des propos du Président lorsqu'il s'adresse à l'étranger. C'est ainsi qu'il avertit ses alliés, comme ses ennemis, qu'il ne se laissera pas emprisonner dans les alliances, et qu'il leur passerait par-dessus si elles ne devaient plus correspondre aux intérêts américains.

4.1.2 Ce que la Guerre au Terrorisme a d'inédit

Effectivement, l'A.B. a réagi curieusement aux événements du 11 septembre 2001. Elle a, certes, posé un geste compréhensible, mais elle l'a accompagné d'un discours qui, par son arrogance, son intransigeance et surtout son manichéisme, compromettrait gravement les chances de succès du geste posé. D'une part, l'A.B. part en guerre contre l'organisation terroriste qui a fomenté ce coup, et, d'autre part, elle accompagne ce geste universellement compréhensible par un discours manichéen radical. Si, tout le monde peut comprendre qu'il s'en prenne aussi aux Talibans qui

228 White House, 17 sept. 2002, p. 18 (traduction libre de: «The concept of 'free trade' arose as a moral principle even before it became a pillar of economics. If you can make something that others value, you should be able to sell it to them. If others make something that you value, you should be able to buy it. This is real freedom, the freedom for a person – or a nation- to make a living.»)

hébergent Al Qaeda en Afghanistan, les connotations morales du reste du discours sont d'un simplisme hallucinant. C'est, comme la GF de Reagan, une guerre du Bien contre le Mal. Comme le remarque Callinitos, «en construisant la crise comme un affrontement d'absolus moraux, on se sent contraint de choisir le bon camp ... Chaque nation, dans chaque région, doit maintenant prendre une décision: ou vous êtes avec nous ou avec les terroristes.²²⁹» Ce manichéisme simpliste implique une telle arrogance et un tel mépris de ceux à qui ce discours s'adresse qu'il n'est pas étonnant qu'un bon nombre de pays, pourtant généralement alliés des États-Unis, aient opté pour le défi et aient refusé de s'impliquer massivement. Ils n'enverront que quelques contingents symboliques ou refuseront purement et simplement de suivre l'A.B. dans sa guerre préemptive contre l'Irak.

Sur le plan intérieur, Bush aura, toutefois, beaucoup plus de succès qu'il n'en a eu avec ses alliés sur la scène internationale et au sein d'Organisations mondiales telles que l'ONU. En effet, présentant ces attentats non seulement comme « un acte terroriste, mais un geste de guerre », l'A.B. décide d'instaurer un état de guerre dans toute la nation et de mettre en place des dispositifs de sécurité et de réglementations visant à interdire l'accès du pays à l'ennemi. Mais, comme on peut le ressentir, en décidant de défendre le pays par l'offensive à l'extérieur, au besoin sans appuis étrangers, Bush donne déjà à sa politique de riposte unilatérale et agressive quelque chose de proactif voire de préemptif dans la mesure où elle vise à...

défendre les États-Unis, le peuple américain, et nos intérêts à l'intérieur du pays et à l'étranger en identifiant et en détruisant la menace avant même qu'elle n'atteigne nos frontières. Les États-Unis s'efforceront constamment d'attirer le soutien de la communauté internationale, mais n'hésiteront pas à agir seuls si nécessaire, afin d'exercer leur droit à la défense, en agissant de façon préventive contre les terroristes,

229 Alex Callinitos, 2003, p. 9 (traduction libre de « Constructing the crisis as a clash of moral absolutes then made it easy to demand that everyone choose sides. [...] Every nation, in every region, now has a decision to make. Either you are with us, or you are with the terrorists. »)

dans le dessein de les empêcher de causer des dommages au peuple américain et au pays.²³⁰

La GT lancée, elle favorise la mise en place de toute une série de dispositifs de sécurité et de réglementations visant à assurer l'inviolabilité du sol américain. Du coup, les attentats du 11 septembre 2001 provoquent un changement fondamental de la politique intérieure que le peuple semble d'autant mieux accepter et appuyer qu'il s'accompagne aussi d'un changement de politique extérieure tout aussi radical puisqu'un adversaire étranger est identifié et va être rapidement frappé. Là encore, la recette nazie du «Feld Marshall» Herman, marche à fond «trouvez au peuple, un ennemi externe et toute contestation des décisions du Chef de l'État passera pour de la haute trahison.²³¹»

On devine alors clairement le lien avec le sujet de notre thèse, à savoir l'appréciation des conséquences que cette guerre a eues sur le respect des valeurs démocratiques liées au maintien de la conversation républicaine, il est évident que puisque la GT est totale et se fait sans compromis, les questions de démocratie, de justice sociale et de respect de l'égalité, de la diversité culturelle et de tous les droits d'expression, de rassemblement et d'accès à l'information s'effacent brusquement de la scène politique. La communication démocratique fondée sur la conversation républicaine et le respect des libertés civiles est mise à l'écart et tout ceci se déroule rapidement dans un climat répressif où l'information est gérée par le gouvernement sans la moindre résistance du public et du monde des médias. La dissimulation de l'information, les arrestations arbitraires, la suspension de l'*Habeas Corpus*

230 White House, *The National Security Strategy of the United States of America*, sept. 17, 2002, p. 6 (traduction libre de: «Defending the United States, the American people, and our interests at home and abroad by identifying and destroying the threat before it reaches our borders. While the United States will constantly strive to enlist the support of the international community, we will not hesitate to act alone, if necessary, to exercise our right of self-defense by acting preemptively against such terrorists, to prevent them from doing harm against our people and our country.»)

231 Voir Jeremy Earp & Sut Jhally (2004) in *Hijacking Catastrophe: 9/11, fear & the Selling of American Empire*.

deviennent monnaie courante. Ce sont les questions liées à la sécurité qui dominent désormais les politiques gouvernementales aux États-Unis et chez leurs alliés immédiats comme le Canada. «De nouvelles expressions sont apparues dans les discours publics: ‘périmètre de sécurité’, ‘sanctuarisation du territoire national’, ‘révolution dans les affaires militaires’, etc. Mais, au-delà des mots, les implications réelles soulevées par ces événements ne sont pas toujours très claires,²³²» affirme Ciliga Ante, dont l’expertise sur le fonctionnement du rideau de fer et des répressions soviétiques est amplement reconnue, les Américains se trouvent alors confrontés à une situation qui n’est pas sans faire penser à celle qui a été engendrée par la répression stalinienne en URSS.

Dans un même ordre d’idée, le philosophe Giorgio Agamben propose d’inscrire la nouvelle situation dans le concept de «guerre civile mondiale» proposé par Hannah Arendt en 1951. Il lui semble que la Maison Blanche cherche à instaurer un état d’exception permanent en Amérique qui lui conférerait le rôle de l’État dans une guerre civile mondiale opposant l’État au terrorisme²³³. Dans cette guerre, les appareils policiers et judiciaires de tous les États se plient aux exigences des États-Unis. Cette guerre diffère des luttes antérieures contre le terrorisme dans la mesure où elle se traduit par une plus grande ingérence des États-Unis dans les affaires des autres nations. Les lois antiterroristes promulguées par l’A.B., doivent être appliquées par tous les États, même ceux qui n’ont pas été victimes du terrorisme. Elles sont aussi adoptées par les institutions internationales qui doivent les endosser²³⁴.

Quant à l’adversaire de l’État mondial, le terrorisme, ce n’est pas un ennemi identifiable et localisable, mais une tactique, un mode d’opération, ce que certains ont

232 Ante Ciliga, *Au pays du mensonge déconcertant: dix ans derrière le rideau de fer*, Paris, Gallimard, 1977, p. 7.

233 Giorgio Agamben, *État d’exception*, Paris, Le Seuil, 2003.

234 Jean Claude Paye, *La fin de l’État de droit: la lutte antiterroriste, de l’état d’exception à la dictature*, Paris, La Dispute 2004, p. 10.

appelé: «l'arme nucléaire du pauvre». Il constitue une entité des plus floues, un fantôme pratiquement imperceptible, et donc invincible. Les États-Unis font la guerre à un ennemi fluide, impalpable, indéfini. Il n'est pas rattaché à un état particulier. Ceux qui en sont responsables sont des individus, des groupes à géométrie variable dont la liste, qui peut paraître arbitraire à certains, est dressée par l'État mondial qu'incarnent les États-Unis et leurs alliés les plus proches, comme Israël. Le fait que l'on ne sache jamais où et quand le terrorisme va frapper permet à l'A.B. de créer un état d'exception permanent tant sur les scènes locales qu'au niveau mondial.

L'aspect confus et flou de cette situation amène Alex Callinicos (2003) à articuler une analyse critique de la GT que mène l'A.B. depuis le 11 septembre 2001. D'après lui, cette guerre qui a effectivement débuté en réponse à une attaque terroriste majeure, a, peu à peu, pris une ampleur démesurée. C'est devenu un état de guerre permanent et global qui risque fort de durer plus longtemps que les deux plus grands conflits militaires que l'humanité ait connus. Pour lui, cette guerre s'inscrit aussi dans un très grand projet de transformation sociopolitique et géostratégique. Elle vise à utiliser la puissance militaire américaine pour imposer les valeurs démocratiques et libérales dans les régions du monde où les plus gros intérêts du capitalisme sont menacés. Donnant à la GT cette ampleur démesurée, les États-Unis ont développé et mis en pratique le concept de «guerre préemptive» (*preemptive war*) afin d'éliminer, bien à l'avance, avant même qu'ils aient réuni tous les moyens et pris les dispositions nécessaires (peut-être même avant qu'ils y aient pensé) les auteurs présumés d'éventuelles attaques. Cette guerre préemptive consiste à attaquer l'ennemi suspecté avant même qu'il présente la moindre menace tangible.

De façon classique, on distingue la notion de «préemption» de celle de guerre «préventive» qui prévient, juste à temps, l'imminence et la certitude de l'attaque adverse. L'A.B. utilise cette notion de manière beaucoup plus générale et vise à anticiper,

longtemps à l'avance, des menaces indirectes ou ambiguës qui seraient encore trop immatérielles ou intangibles pour relever de la guerre préventive normale.²³⁵

La logique de la GT de l'A.B. ne se limite pas qu'à des ripostes aux menaces contre lesquelles les États-Unis doivent se défendre, mais s'efforce de les anticiper de loin et longtemps à l'avance.

Après être partie de la riposte au terrorisme et être passée à son anticipation par la guerre préemptive contre l'Irak, l'A.B. donnera à sa GT un autre objectif, qui est quasiment celui d'une croisade moderne, «l'expansion de la démocratie». La réussite de ce nouveau type de guerre ne dépend plus uniquement de l'élimination du tyran contrôlant «l'État voyou», mais aussi de l'implantation d'un régime démocratique à sa place.

Pour plusieurs auteurs, cet objectif n'est pas si nouveau que cela. Il correspond aux objectifs proclamés par les États-Unis depuis plus de trente ans: étendre les démocraties libérales dans les années 50 en Europe, en Amérique latine en 1980 et en Europe centrale, puis en Afrique du Sud en 1990. Mais avec la GT, les Néoconservateurs se sentent véritablement investis d'une mission civilisatrice et leurs discours font penser à ceux qui accompagnaient les guerres coloniales des puissances européennes ou, pire encore, à celui des croisades du Moyen Âge. Kristol et Kagan, deux Néoconservateurs notoires, sont on ne peut plus clairs là dessus: «Promouvoir la démocratie au Moyen-Orient n'est pas une question d'égoïsme national. C'est devenu une question de bien-être national, et même de survie. Le 11 septembre, les problèmes du monde arabe sont devenus les nôtres.²³⁶»

235 Hassner Vaïsse, *Washington et le monde: dilemmes d'une superpuissance*, Paris, Autrement, 2003, p. 112.

236 W. Kristol et R. kagan, «Toward a Neo-Reaganite...», cité dans Bruno Tertrais, *La guerre sans fin: l'Amérique dans l'engrenage*. Paris, Seuil, 2004, p. 52.

Notre guerre contre la terreur commence avec Al-Qaïda, mais ne s'arrête pas là. Elle ne prendra fin que lorsque chaque groupe terroriste de portée mondiale aura été trouvé, arrêté et défait. (...) À partir d'aujourd'hui, toute nation qui continue à héberger ou à soutenir le terrorisme sera considérée par les États-Unis comme un régime hostile.²³⁷

De son côté, l'A.B. n'hésite pas à recourir à «un unilatéralisme agressif» pour s'imposer sur la scène mondiale, décourager d'éventuels compétiteurs et résorber les menaces géopolitiques, comme l'énonce le document de Stratégie de Sécurité nationale de septembre 2002. Elle part en guerre contre les pays de «l'Axe du Mal» qui incarnent le terrorisme et les États voyous. «Dès le début, il y avait cette conviction que Saddam Hussein était une mauvaise personne et qu'il devait s'en aller. Il s'agissait de trouver un moyen de le faire. Tel était le but: le président répète à ses conseillés et à la CIA: 'Trouvez-moi une façon de le faire'.²³⁸» L'investigation menée par le Comité du Parti Démocrate (*Democratic Comittee*) démontre qu'il y a beaucoup de preuves, antérieures au 11 septembre 2001, qui illustrent le fait que l'A.B. désirait envahir l'Irak. Par exemple les mémos de Mark B. Darmer qui ont dévoilé les correspondances entre les gouvernements américain et britannique. Et mieux encore, Everest rapporte que depuis 1991, l'A.B.1 était persuadée qu'une guerre en Irak pourrait résoudre tous les problèmes du Moyen-Orient, tout en y amenant la paix et la prospérité. Selon Everest, Bush, le fils, tient le même discours. Pour Callinitos (2003) comme pour le chercheur américain, Chalmers Johnson, dont il évoque les propos, tous ces discours dénonciateurs de tyrans et faisant l'apologie de la démocratie s'inscrivent parfaitement dans une rhétorique de conquête pure et simple. Ce ne sont que des énoncés de politiques conçus pour maintenir et consolider la domination militaro-politique du monde par les États-Unis!

237 *Address to a joint Session of Congress and the American People*, 20 sept. 2001, cité dans Bruno Tertrais, 2004, p. 32.

238 Paul O'Neill, 60 minutes, January 11, 2004, cité dans Anita Miller, 2006, p. 5 (traduction libre de: «From the very beginning, there was a conviction that Saddam Hussein was a bad person and he needed to go. It was all about finding a way to do it. That was the tone of it. The president saying "Go find me a way to do this".»)

Pour beaucoup d'observateurs critiques de l'A.B., démocratiser le Moyen-Orient ne semble pas être son objectif prioritaire. Elle veut d'abord et avant tout gagner la GT. Ainsi, Dana Priest soutient que l'A.B. qui prétend vouloir instaurer la démocratie au Moyen-Orient, continue à ignorer les atteintes aux droits civils qui surviennent régulièrement dans plusieurs pays amis où les Américains ont d'importantes bases militaires. Pire encore, les États-Unis continuent à appuyer financièrement tout pays allié, même ceux dont les régimes sont on ne peut plus autoritaires, dans le cadre de sa GT. Dana Priest (2004) évoque le cas de l'Ouzbékistan à qui Les États-Unis ont versé 100 millions de dollars d'aide financière²³⁹ pour qu'il s'insère dans le réseau des bases américaines d'Asie Centrale; alors que ce régime est universellement connu pour son mépris des droits civils. «Les États-Unis cherchent à établir des relations de longue durée avec ce pays et il ne faudrait pas les perturber en se concentrant sur un petit problème immédiat,²⁴⁰» a déclaré Donald Rumsfeld. En fait, l'A.B. cherche à consolider des alliances dans tout le Moyen-Orient afin d'assurer la protection militaire de ses ressources énergétiques et de ses marchés.

Il est évident pour de nombreux chercheurs tels que Noam Chomsky avec *Médias, propagande et démocratie* ou Gérard Chaliand avec *Persuasion de masse*, qu'une guerre est toujours appuyée par la propagande politique, la manipulation et le contrôle social. Comme ces pratiques de persuasion qui appuient les dispositifs de sécurité empiètent sur la culture et la philosophie politique américaine, nous sommes amenés à nous interroger sur l'impact qu'elles peuvent avoir sur l'éventuelle survie de la conversation républicaine. On devine, bien sûr, que la conversation républicaine à laquelle on peut se livrer exclusivement dans le respect complet des principes de

239 Dana Priest, *The mission: waging war and keeping peace with America's military*, New York, Norton paperback, 2004, p. 39.

240 Dana Priest, 2004, p. 39 (traduction libre de: «The Interest of the United States is of a long standing relationship with this country, and not something that is focused on the immediate problem alone.»)

base de la démocratie est peu compatible avec l'état de GT. Et ce, surtout lorsqu'il s'agit d'une guerre indéfinie contre l'ennemi indéfini qu'est le terrorisme.

L'A.B. a mis en place un vaste réseau interne de surveillance et d'espionnage. Elle a recours à la pratique du secret gouvernemental à de nombreux niveaux et dans de nombreux secteurs (dont l'un des plus notables est celui des entretiens de l'A.B. sur les ressources énergétiques du pays). Un grand nombre de ces mesures antidémocratiques sont prises sous couvert du décret des patriotes (*Patriot Act*). Cette jurisprudence paralyse le système législatif sur les violations de libertés civiles. Elle permet, entre autres mesures, d'établir des tribunaux militaires destinés à juger des étrangers sans possibilité d'appel ainsi que l'arrestation et l'incarcération illimitée d'individus suspectés d'être des «combattants ennemis», etc.

Il est bien évident que ces stratégies de lutte antiterroriste ont un impact considérable sur la conversation républicaine. Nous allons donc maintenant procéder à une analyse critique de certaines mesures prises par l'A.B. dans le cadre de la GT. Nous examinerons particulièrement les mesures qui nuisent ou détruisent la pratique de la conversation républicaine. En déclarant la GT, Bush semble avoir fait ressortir ce qu'il y a de plus efficace dans la façon dont les guerres permettent de paralyser les institutions et les mécanismes communicationnels de la démocratie en Amérique.

4.2 Contestation de la politique anti communication démocratique de Bush: présentation de critiques formulées par quelques acteurs de la société civile

Nous présentons les critiques et les résistances à la guerre au terrorisme émanant de quelques porte-paroles de la société civile qui vont ainsi nous aider à bien cerner les zones problématiques de l'A.B. qui nous concernent dans cette thèse. Il est généralement admis que les mesures arbitraires que l'A.B. a fait passer dans le cadre de la GT ont modifié le contrat fondateur de la démocratie et ont durablement

hypothéqué les libertés civiles. Les libertés civiles sont inscrites dans le système démocratique américain en tant qu'idéal à réaliser. Comme on l'a montré dans la première partie de la thèse, la réalisation de l'idéal démocratique a souvent été freinée et parfois temporairement stoppée. On a vu, dans le chapitre 2, que, dans la longue durée, un progrès indéniable avait quand même été accompli. De plus en plus de classes sociales, de groupes ethniques et, finalement, les femmes ont fini par s'impliquer dans la démocratie même si l'intensité de la conversation s'est quelque peu affaiblie et l'ampleur des sujets directement négociés s'est sensiblement contractée. On a vu, dans le troisième chapitre de cette thèse que les guerres dans lesquelles les États-Unis se sont trouvés impliqués constituaient la principale cause de freinage et de stoppage de la mise en pratique du régime démocratique. Il nous a alors semblé que ces guerres ont été relativement brèves même si, au XX^e siècle, les périodes pendant lesquelles les Américains ont vécu sous «la menace d'une guerre» reliée au *containment* du communisme (contre les Rouges: 1917-1920 et la GF: 1945-1989) ont duré assez longtemps pour avoir des effets comparables à ceux d'une guerre ouverte sur le fonctionnement de la conversation républicaine. Or, le problème majeur que pose à la réalisation de l'idéal démocratique la GT de l'A.B. est sa durée illimitée. Elle risque de compromettre indéfiniment le respect des valeurs sur lesquelles sont fondées les prémisses du bon fonctionnement de la conversation républicaine. C'est là ce qui inquiète le plus certains contestataires occidentaux. Si nous nous souvenons que la pratique de la conversation républicaine repose sur un système d'équilibre où la contre argumentation vient contrebalancer les propos du Pouvoir pour permettre que des décisions soient prises et que les citoyens s'engagent dans l'action collective, nous voyons alors l'importance cruciale que jouent les droits de s'exprimer, de délibérer, de s'informer exhaustivement et de s'assembler en public pour que ces conversations aient lieu et que les décisions qui en résultent permettent l'engagement de l'ensemble de la population dans l'action. Il n'y a point de démocratie sans la libre participation et la libre expression ainsi que la libre information des citoyens concernés. Et, en cas de guerre, paradoxalement, tous les

citoyens sont concernés au plus haut point - sinon par leur mobilisation (effectivement, les Néoconservateurs n'ont eu recours qu'aux militaires de carrière et aux professionnels de la violence) - au moins et toujours, par les conséquences, tant sur la vie locale ou nationale (domestique), que sur le positionnement mondial du pays et de ses citoyens. Ce positionnement pouvant être militaire, économique, financier mais aussi psychologique et éthique ou communicationnel: l'image mondiale du pays concerne tous les Américains.

Par cette sous-partie, nous entendons démontrer que, tant que dure la GT, il y a distorsion, pour ne pas dire suppression pure et simple de la communication démocratique. Comme nous le constatons, deux ans après la fin du second mandat de Bush, rien de palpable n'est venu mettre un terme à cette guerre. Et il en est ainsi malgré l'opposition croissante d'une partie de la population qui est devenue majoritaire à partir de 2006, et le triomphe en 2008 de son adversaire démocrate, qui s'est fait élire contre la guerre d'Irak, en promettant d'y mettre fin. En 2010, à mi-mandat du Président Obama, on est obligé de reconnaître que l'A.B. a bel et bien entraîné le pays dans une guerre dont son successeur ne peut extraire le pays.

Le climat politique de l'immédiat après 11 septembre n'autorisait ni la critique, ni la contestation. Spéculant sur la peur et la rage que les attentats avaient suscitées chez les Américains, le Président Bush s'est empressé de déclarer la GT. Comme Soros, l'a bien vu, après Herman, «La peur peut être un instrument bien utile entre les mains d'un pouvoir désireux de l'exploiter, puisqu'elle cimente le peuple contre un ennemi commun ... L'invocation du patriotisme permet, en outre, de réduire les critiques au silence.²⁴¹» En plus de compter sur la peur et la rage des Américains, Bush a exploité la spontanéité du sentiment de solidarité que les alliés de l'Amérique avaient ressenti face à l'horreur des attentats. Dès le 11 septembre, George W. Bush a lancé un appel

241 George Soros, *Pour l'Amérique contre Bush*, Paru sous le titre original, *The Bubble of American Democracy*, traduit de l'américain par Larry Cohen, Paris, Dunod, 2004, p. 37.

au ralliement concernant autant les citoyens américains que leurs alliés. Dès les premiers jours, il n'a pas hésité à utiliser un ton vindicatif de mise en garde contre ceux qui ne seraient pas de son côté. D'entrée de jeu, en ayant recours, avec une arrogance évidente, aux formules manichéennes du genre: «soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous», ou encore, «la GT est la guerre du Bien contre le Mal», il pointait du doigt et enjoignait au silence et à la résignation tous les opposants spontanés aux politiques gouvernementales comme les journalistes, les universitaires, les politiciens et les activistes qui auraient pu questionner ou contester son geste. De fait, ceux qui ont osé exprimer quelques mots de désaccord, ou simplement de doute, se sont retrouvés immédiatement censurés, marginalisés, culpabilisés, diabolisés et souvent punis de perte d'emploi. Par conséquent, tout contestataire éventuel s'est senti obligé de se taire et de s'autocensurer.

Et ce climat d'autocensure par «autosuspicion», - d'ailleurs fort subtilement entretenu par le ton et le regard aussi intimidant que vindicatif du Président Bush qui récitait ses discours avec une simplicité et un franc-parler surprenants -, a perduré, au moins, pendant une bonne partie du premier mandat de l'A.B. Ce n'est que dans un article du *Times*, paru au Canada le 24 février 2003, que l'on souligne pour la première fois, que «Bush, dans son désir d'étendre la guerre au terrorisme, divise la nation, alors que la terreur laisse encore de nombreux citoyens américains effrayés et confus.²⁴²» La plupart d'entre eux, en bons patriotes, prennent encore des précautions face à l'éventualité d'une prochaine attaque terroriste, alors que d'autres, très peu nombreux alors, sont convaincus qu'en agissant de la sorte, ils deviennent complices d'un stratagème politique qui les répugne.

242 «America the Anxious», *Time/Canadian Edition*, February 24, 2003, en épigraphe sur la page couverture, (traduction libre de: «Bush march toward war splits the nation, while terror alerts leave many scared and confused.»)

Dans cette controverse, deux courants se dessinent chez les intellectuels, un qui rejette la pertinence des opérations militaires et dénonce les mesures liberticides et l'autre qui se mobilise contre la mouvance impérialiste dans laquelle les États-Unis s'embourbent. Toutefois, ces opinions qui émergent très timidement sont souvent étouffées par la redoutable machine de propagande de l'A.B. Ce sont donc des discours, très souvent diffus et presque toujours étouffés, que nous présentons ici.

Comme le soulignera Al Gore en 2007, de nombreux Américains se demandent alors ce qui a bien pu arriver à leur pays, à leur démocratie et s'interrogent sur ce qu'il faudrait faire pour réparer les dommages. La majorité des discours de cette époque tardive dénonce l'état de guerre et ses répercussions sur la société civile américaine ainsi que sur ses alliés. Selon eux, 9/11 a profondément changé la structure des États-Unis, au niveau de la démocratie. Il faudra déployer de grands efforts pour tenter de restaurer le respect de la diversité et des libertés civiles. Depuis la fin du premier mandat de Bush, des chercheurs courageux ont vivement critiqué la façon dont le gouvernement a promulgué des politiques restrictives au nom de l'auto-préservation et de la sécurité nationale. Katherine B. Darmer a fait remarquer, en 2004, que: le 11 septembre 2001, «Le monde tel que nous le connaissons a changé de manière irrévocable, en ce jour historique.²⁴³» C'est aussi ce que soutient au début de la même année, Georges Soros, un économiste/spéculateur très fortuné, dans *Pour l'Amérique contre Bush*. Il prétend - et nous allons le suivre dans sa démarche - que l'Amérique, pourtant archétype de la société ouverte, serait devenue, sous l'A.B., une société fermée. La société ouverte, évoque pour lui, une société où existe liberté et absence de répression. Bush, en déclarant la GT a fait appel à une série de mesures coercitives qui impliquent la détention sans procès, l'annulation du cinquième amendement (le droit de garder le silence et d'être représenté légalement), le recours

243 Katherine B. Darmer, Robert M. Baird, Stuart E. Rosenbaum, *Civil Liberties vs. National Security*, New York, Prometheus Books, 2004, p. 11 (traduction libre de: «The world as we knew it changed, irrevocably, on that day in history.»)

à la torture, la réduction des droits fondamentaux individuels ainsi que l'expansion démesurée des forces militaires et paramilitaires.

En faisant référence à un thème classique des tragédies grecques, Thomas Jefferson avait cru bon de rappeler, lors de la rédaction de la Constitution américaine, le risque d'apparition d'un lien dangereux entre un événement tragique absurde et la perte de la raison. «L'homme, une fois qu'il a abandonné sa raison, n'a plus aucun moyen de se prémunir contre les absurdités les plus monstrueuses, et comme un navire sans gouvernail, il est alors à la merci de tous les vents.²⁴⁴» Al Gore, Vice-Président de Clinton et qui aurait pu être Président si la Cour Suprême n'avait opté pour G.W. Bush, souligne, lui aussi qu'en cas de tragédie, la raison peut être manipulée. Paradoxalement, ces propos de fervents démocrates ne sont pas très éloignés de la pensée de Walter Lippman et de Reinhold Niebuhr qui, avec des intentions opposées, doutaient de la capacité du public à faire usage de la raison et voyaient en lui «*un troupeau désorienté*» nécessitant d'être conduit par des experts pour son propre bien. Et, Gore, lui-même, reconnaît avoir succombé à ses émotions devant les événements tragiques du 9/11. En effet, durant la Convention des Démocrates d'Iowa en 2004, il confie à la foule avoir donné son appui inconditionnel à Bush. Après les attentats, il s'était dit «George W. Bush est mon président, je le suivrai, comme nous le ferons tous, en ces temps de crise.²⁴⁵» Regrettant l'absurdité de cette faiblesse, il demande à son auditoire d'être plus vigilant et de faire toujours usage des droits inscrits dans la Constitution: le droit à l'information et «le principe de recevabilité» pour conserver ces acquis.

244 Cité dans Al Gore, *The Assault on Reason*, New York, The Penguin press, 2007, p. 39 (traduction libre de: «Man, once surrendering his reason, has no remaining guard against absurdities the most monstrous, and like a ship without rudder, is the sport of every wind.»)

245 Al Gore, 2007, p. 39 (traduction libre de: «George W. Bush is my president, and I will follow him, as will we all, in this time of crisis.»)

Des grands débats qui, à la fin du second mandat de Bush, ont porté sur la GT, il ressort clairement qu'un consensus se dégage pour admettre que les mesures prises par l'A.B. ont considérablement restreint les droits des citoyens et ont concouru à la formation d'un appareil de répression omniprésent. Presque tout le monde admet que, l'A.B. a eu recours à des stratégies contraignantes, a procédé à des arrestations, des assignations à comparaître devant les tribunaux, ainsi qu'à des déportations secrètes qui ont, toutes, considérablement entravé le bon fonctionnement de la conversation républicaine. Comme on l'a déjà souligné plus haut, la question est de savoir si cette crise ne va pas être beaucoup plus longue que les précédentes, ou si, au contraire elle va perdurer et finir par mettre en évidence ce que l'Amérique avait réussi à occulter jusqu'à ce que l'A.B. la lance dans cette guerre sans fin. Effectivement, il devient de plus en plus évident que le système capitaliste américain a un perpétuel besoin de guerres, d'une part, pour sécuriser son approvisionnement en ressources énergétiques ainsi que ses débouchés et, d'autre part, pour fonctionner efficacement sans être freiné par la lenteur, comme le suspens, des délibérations démocratiques et, surtout, pour éviter d'être critiqué ou même condamné lors de l'aboutissement des conversations républicaines.

4.2.1 Restriction des droits d'expression et d'accès à l'information et perte des libertés individuelles

Pour l'A.B., la GT justifie le recours à certaines des plus sévères mesures qui ont été prises lors des grands conflits internationaux. Immédiatement après le 9/11, tout ce qui tourne autour de la sécurité nationale constitue la principale préoccupation des Américains et de l'A.B.. Et, déjà, pour les citoyens les plus avertis, il semble que l'on abuse du recours à «la sécurité nationale» dans le but inavoué de juguler les libertés civiles. Mais, pour la plupart des gens, au contraire, vu la gravité et l'imminence apparente de nouveaux attentats terroristes, il est impératif d'augmenter et d'intensifier les mesures de sécurité, même si les libertés civiles doivent être

lourdement compromises. Peu à peu, toutefois, les débats médiatiques font ressortir des prises de positions assez précises et elles orbitent autour du dilemme classique sécurité/démocratie. Le gouvernement américain peut et doit empiéter sur les libertés des citoyens au nom de la sécurité nationale, ou, à l'inverse, les citoyens ne doivent pas être privés de leurs droits constitutionnels sous prétexte que la nation est aux prises avec une menace dont l'ampleur semble être à géométrie très variable. Certes, il y a eu autant de morts le 9/11 qu'à Pearl Harbour, mais après, - grâce à l'efficacité du dispositif de prévention ou simplement, faute de terroristes sérieux -, il ne s'est rien passé de conséquent sur le sol américain jusqu'à la fin du second mandat de Bush et même jusqu'au moment où nous peaufinons ces lignes au cours de l'été 2010.

Pour souligner l'épaisseur historique du débat entre les exigences de la sécurité nationale et le respect des libertés démocratiques, nous nous proposons, d'abord, de revenir sur les résultats de quelques études portant sur des mesures prises avant le 9/11, mais qui nous aident à étayer notre argumentation. Ce sont des analyses des conséquences communicationnelles de stratégies de sécurité nationale, conçues et déployées avant les deux mandats de George W. Bush, mais qu'il s'est, toutefois, réapproprié pour justifier et renforcer ses politiques relatives à la GT.

Dans son livre, *American Democracy in Peril*, publié en 2004, William Hudson²⁴⁶ essaie de dégager, de façon générique, les enjeux auxquels fait face la démocratie américaine dans le cadre de «L'État de Sécurité Nationale» (*National Security State*) déployé durant la GF. Les questions qu'il aborde consistent à savoir si les mesures de «L'État de Sécurité Nationale», comme celles qui suivront les événements du 9/11, mais qui ont été conçues et déployées durant la GF, présentent un danger pour le maintien des libertés démocratiques. Il s'interroge aussi sur les conséquences de

246 William E. Hudson est professeur de sciences politique au collège de Providence (PC) depuis 1974.

l'expansion du pouvoir judiciaire et présidentiel. Mettrait-elle en danger les droits démocratiques que les États-Unis prétendent défendre depuis qu'ils existent?

Le choc des attentats terroristes du 9/11 a forcé la plupart des Américains à se consacrer à la recherche de moyens permettant de mieux protéger leur pays pour qu'un tel événement ne se reproduise pas. À juste titre, de nombreux Américains doutaient de l'efficacité des dispositifs existants en matière de sécurité nationale pour faire face à la menace terroriste. Sans aucun doute, des changements étaient requis dans les politiques de sécurité, comme dans les stratégies et les approches. Toutefois, dans une démocratie, on devrait s'attendre à ce que le peuple soit inclus dans les délibérations sur ces questions et, en dernière instance, elles devraient être résolues par le peuple. Pourtant, notre expérience de la résolution des dilemmes de sécurité nationale dans la moitié du siècle dernier devrait soulever des doutes quant à la façon «démocratique» dont les politiques gouvernementales, semblables à cette nouvelle guerre contre le terrorisme, ont été mises sur pied.

«L'État de Sécurité Nationale», créé durant la GF, pour protéger la démocratie contre les menaces extérieures, a engendré des pratiques qui se sont avérées être destructrices du régime démocratique, et cette expérience devrait nous mettre en garde envers l'effort de GT qui pourrait présenter un péril national similaire [...] Il y a des signes manifestes que cette nouvelle guerre pose des défis encore plus grands à notre démocratie. L'ironie que porte en elle la bataille pour la défense des valeurs démocratiques est qu'il faille les compromettre pour la gagner.²⁴⁷

Dans le passé, les États-Unis ont dû fréquemment proclamer l'état d'urgence pour se protéger de dangers imminents. La GF, par exemple, a donné naissance à la création d'un État de Sécurité Intérieure «*National Security State*» qui est un

247 William E. Hudson, *American Democracy in Peril: Eight Challenges to America's Future*, Washington, CQ press, 2004, p. 290-291 (traduction libre de: «The shock of the 9/11 terrorist attacks has focused the attention of most Americans on finding the appropriate means for protecting our country and preventing a repeat of such event. Many justifiably wonder about the efficacy of the existing national security structure for addressing the threat. Undoubtedly, innovative national security policies, strategies, and approaches will be needed. In a democracy, one should expect that deliberation about these issues should involve and ultimately be resolved by the people. Yet, our experience with how similar national security dilemmas have been dealt with in the past half century should raise doubts about how democratically policies governing the new war on terrorism will be reached. The National security state that was created to fight the Cold war-in the name of protecting our democracy from external threats-also engaged in practices that were destructive of democracy at home, and this experience should caution us that effort to fight the war on terrorism may present a similar domestic peril [...] There are strong signs that this new war may pose even greater challenges to our democracy. The irony of fighting to defend democratic values is that the very mean devised to do so are likely to jeopardize those same values.»)

regroupement hétéroclite d'agences, d'activités et d'attitudes figées. Des années 40 à 90, il a veillé à la sécurité nationale et a contenu le communisme. Cependant, la création d'amalgames d'idéologies et d'institutions de ce genre a nui à la réalisation des idéaux démocratiques américains.

Portant sur les mesures de sécurité nationale, certaines études cherchent à identifier et évaluer l'impact de ces mesures sur la population civile et l'opinion publique. Ainsi, Rozell (2003) conclut son étude en mentionnant que les discours présidentiels sur la sécurité nationale auraient dû faire l'objet de beaucoup plus de débats, même si le public a spontanément tendance à accorder de nombreux privilèges à la branche exécutive pour qu'elle puisse mieux veiller à la sécurité de la nation. Et pourtant, ce n'est jamais le cas. Et, si l'on en revient à l'A.B., il semble même que le pouvoir ait agi unilatéralement avec un comble d'arrogance. Comme Théodore Rozack (2004) le souligne, avec insistance, «aucun mouvement politique dans l'histoire des États-Unis n'a jamais été aussi épris du pouvoir, aussi convaincu de sa propre rectitude, aliéné par ses convictions, aussi déterminé à écraser toute opposition à ses projets.²⁴⁸»

Mais, peut-être plus que pendant la SGM et la GF, et surtout dès la fin du premier mandat de Bush, plusieurs organisations, œuvrant pour la protection des droits démocratiques, ainsi que des organisations non gouvernementales et, de plus en plus, la presse écrite commencent à contester sérieusement ces mesures de guerre qui restreignent démesurément les droits civils. L'Union pour les libertés civiles (*American Civil Liberties Union, ACLU*), la coalition pour les droits constitutionnels des immigrants (*Coalition for the Human Rights of Immigrants*) et l'observatoire des droits de l'homme (*Human Rights Watch*) se sont unanimement entendus pour avancer que la Charte des droits n'a jamais été si malmenée («*Bill of Rights has never*

248 Théodore Rozack, *La menace américaine: le triomphalisme américain à l'âge du terrorisme*, Paris, Cherche midi, 2004, p.113.

been so wronged)). Tous ces organismes libertaires mettent en évidence les tendances totalitaires de certaines stratégies de sécurité nationale qui contreviennent aux fondements élémentaires de la conversation républicaine que sont : le droit à la parole et la liberté d'expression. Ces organisations dénoncent le climat de répression qui règne sur le pays et revendiquent les libertés de communication garanties par la Charte des Droits. Comme l'affirme Hudson, c'est...

[au] cœur de la démocratie américaine, pour la plupart des Américains, [que] se retrouvent les libertés garanties par la Charte des droits. [...] Malheureusement, à plusieurs reprises l'état de sécurité nationale a mis ces libertés fondamentales en cause. En voulant protéger la société des menaces étrangères attribuées généralement aux «communistes», aux «éléments subversifs», et aux «terroristes», les responsables gouvernementaux ont espionné les citoyens, lu leur courrier, les ont intimidés et discrédités, et les ont contraint à quitter leur emploi et, dans certains cas, les ont emprisonnés.²⁴⁹

L'ACLU a contesté plusieurs fois devant la cour les pratiques de l'A.B. et du FBI liées aux lois antiterroristes. Elle a dénoncé les plus grands excès de ces pratiques liberticides:

- Un nouvel engouement, alarmant et sans précédent, pour la pratique abusive du secret gouvernemental et l'abandon subséquent du principe fondateur des États-Unis exigeant que le gouvernement s'exerce pour et par le peuple et doit donc lui être transparent.
- Un dédain manifeste du système de vérification et de contrepoids qui constitue pourtant la base de la démocratie américaine depuis plus de 225 ans. Plus précisément, l'A.B. contourne souvent le Congrès, alors que les pouvoirs exécutif et législatif affaiblissent l'autorité du pouvoir judiciaire qui, précisément, doit vérifier les abus de l'exécutif.
- En ne respectant pas la valeur typiquement américaine de l'égalité de tous devant la loi, l'application de mesures gouvernementales ciblant des suspects en fonction de leur

249 William E. Hudson, 2004, p. 313-314 (traduction libre de: «At the heart of American democracy for most Americans are the liberties guaranteed in the Bill of Rights. (...) Unfortunately, time and again the national security state has put the fundamental liberties at risk. In the name of protecting society from foreign threats usually from "communist", "subversives", and "terrorists" Government officials have spied on citizens, read their mail, intimidated them, discredited them, forced them from their jobs, and in some cases imprisoned them.»)

pays d'origine, race, religion ou appartenance ethnique menace sérieusement les libertés civiles des citoyens comme des non-citoyens.²⁵⁰

Confortant cette vision alarmiste, de plus en plus d'auteurs dénoncent l'abus des prérogatives présidentielles en matière de sécurité nationale. En répondant aux attentats du 11 septembre, l'A.B. a exigé la mise en place de toute une série de dispositifs de sécurité²⁵¹ et de réglementation visant à assurer la sécurité des citoyens et des biens sur le sol américain. Et, très rapidement, les adoptions en chaîne de ces mesures de sécurité ont fait que «Le pouvoir présidentiel, centré sur l'appareil de sécurité nationale, a disposé en quelques semaines d'un pouvoir inégalé depuis un demi-siècle.²⁵²» Les plus liberticides de ces pouvoirs sont les pouvoirs d'exception de l'exécutif en matière de justice et de police. Pour se protéger contre de futures attaques, le gouvernement américain resserre les mesures de sécurité visant à rendre inviolable le territoire des États-Unis²⁵³. Certains chercheurs comme Charles-Philippe

250 American Civil Liberties Union (ACLU), *Insatiable Appetite: The government's Demand for New and Unnecessary Powers After September 11th*, April 2002, p. 1, (consulté le 4 mars 2003), en ligne: <http://www.aclu.org/FilesPDFs/insatiable%20appetite%20final.pdf> (traduction libre de «An unprecedented and alarming new penchant for government secrecy and abandonment of the core American principle that a government for the people and by the people must be transparent to the people; A disdain for the checks and balances that have been a cornerstone of American democracy for more than 225 years. Specifically, the Administration has frequently bypassed Congress, while both the Executive and Legislative branches have weakened the Judiciary's authority to check government excesses; A disrespect for the American value of equality under the law. Government enforcement strategies that target suspects based on their country of origin, race, religion or ethnicity pose a serious threat to the civil liberties of citizens and non-citizens alike.»)

251 En réponse aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, le gouvernement américain a voté un projet de loi baptisé «Anti-terrorism Act». Ce dernier a été rejeté par le Sénat à cause de ces tendances trop liberticides. Par la suite, le sénat et la chambre ont rédigé une nouvelle version, le Patriot act, Provide Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism, c'est-à-dire fournir des outils appropriés pour détecter et contrecarrer le terrorisme». Cette législation accorde de nouveaux pouvoirs à la police et aux services de renseignements en matière de lutte contre le terrorisme.

252 Alain Bertho, 2003, p. 44.

253 Le Président Bush a annoncé par la suite, le 6 juin 2002, la création d'un nouveau ministère de la sécurité intérieure, le département du Homeland Security. Ce département a été approuvé par les deux chambres du Congrès le 25 novembre 2002. Ce nouvel organisme est un peu similaire à celui fondé durant la guerre froide et est un conglomérat de plusieurs organismes et services déjà existants. Il est doté d'un budget annuel de 40 milliards de dollars et emploie 170 000 personnes (Jean-Claude Paye, 2004, p. 22. On retrouve au sein du ministère de la Sécurité Intérieure cinq agences fédérales qui se partagent «la protection des infrastructures critiques » afin de centraliser l'information, cité dans

David (2002) constatent que les impératifs de démocratie, de justice sociale et de respect dans l'égalité de la diversité culturelle s'effacent brusquement de la scène politique et, du coup, ce sont les impératifs liés à la sécurité qui dominent les politiques gouvernementales du pays. Il est alors évident que la poursuite de l'idéal démocratique fondé sur la pratique de la conversation républicaine s'est arrêtée net et a reculé devant les exigences impératives de la sécurité de la nation.

Si les attaques du 9/11 ont fait prendre conscience aux Américains qu'ils étaient vulnérables, les actions subséquentes de l'A.B. ont ébranlé leurs idéaux et leurs valeurs politiques, leur causant ainsi un deuxième traumatisme. On assiste à un bouleversement des institutions qui contrecarre la progression démocratique. En fait, sont affectées toutes les fondations communicationnelles de l'idéal démocratique dont parlent des communicologues tels que Dominique Wolton (2004). Selon lui, pour que fonctionne une véritable communication démocratique, la société doit être ouverte, mobile et prête aux changements. Elle doit aussi reconnaître l'égalité des citoyens, la liberté d'expression et enfin le pluralisme politique. Or l'état de guerre instauré par l'A.B. a eu des répercussions considérables sur la culture politique, l'opinion publique et les libertés civiles. La proclamation des mesures de sécurité a provoqué un profond décalage entre les valeurs fondamentales de la démocratie et les pratiques de communication encore autorisées. Effectivement, on peut se demander à quoi est réduite la conversation républicaine s'il y a répression ou suppression de la liberté d'expression, non reconnaissance de l'égalité des acteurs et refus de l'accès à l'information.

Certes, on comprend que la majorité des citoyens américains, convaincue qu'elle vit sous un régime démocratique depuis la Révolution de 1776, vaquant à ses

Declan McCullagh, correspondant permanent in « Bush donne le feu vert à son ministère de la Sécurité intérieure », ZDNet. Fr-Actualités, publié le 26 novembre 2002, (consulté le 18 février 2004), en ligne: <http://www.zdnet.fr/actualites/telecoms/0,39040748,2126570,00.htm>

occupations quotidiennes en n'étant préoccupée que par ses propres problèmes professionnels ou familiaux, n'ait pas constaté de changements politiques majeurs, surtout si, depuis toujours, ils s'abstiennent de s'impliquer dans les débats nationaux et, même, d'aller voter tous les quatre ans. Pendant la SGM, il est fort probable que la très grande majorité des *WASPs* se soit totalement désintéressée du sort réservé à leurs concitoyens d'origine japonaise; comme beaucoup d'Européens se sont aussi désintéressés du sort réservé aux Juifs, Tziganes et Homosexuels tandis que leurs pays étaient occupés par les Nazis. Par contre, la moindre empathie, devrait nous faire prendre conscience que les questions que nous soulevons dans notre thèse ne sont pas insignifiantes pour celles et ceux qui, citoyens américains, canadiens ou de tout autre pays et même apatrides, mais innocents de toute connexion au terrorisme, ont été personnellement ou ont vu leurs proches inquiétés par des mesures telles que le recours à la torture, la suspicion et l'arrestation à partir de simples stigmates, comme l'implique la tactique du profilage racial. Dans la sous-partie suivante de ce chapitre, nous allons essayer de mieux comprendre l'impact des mesures de sécurité les plus brutales – pour ne pas dire «barbares» - sur l'idéal de la conversation républicaine.

Pour Jean-Claude Paye (2004), il est clair que la GT a donné la priorité aux mesures de sécurité au détriment des libertés individuelles qui étaient censées être garanties par la loi.

Si, traditionnellement, la guerre est une marque de la souveraineté de l'État s'exerçant dans la diplomatie et la défense nationale, il en est de même pour la « guerre contre le terrorisme». Elle est à la fois opération de police, gestion de la société par contrainte et acte de guerre. La lutte antiterroriste abolit la distinction entre ennemi et criminel. La guerre se réduit à une simple opération de police contre des États voyous. De même, «tout mouvement social peut être criminalisé au nom de l'action contre le terrorisme».²⁵⁴

Comme le titre de notre thèse le souligne, dans la guerre antiterroriste aussi bien que dans les autres, les libertés de communiquer sont les premières victimes, à

254 Jean-Claude Paye, 2004, p. 10.

commencer par les libertés d'expression et de rassemblement. Ainsi, en mai 2002, le procureur général, John Ashcroft a renforcé les dispositifs de surveillance nationale. Les agents du FBI peuvent désormais espionner autant les personnes que les organisations. Ils peuvent infiltrer n'importe quel événement ouvert au public. Sans être un observateur aussi subtil que Michel Foucault, beaucoup d'entre nous ressentent que ces dispositifs possèdent des caractéristiques panoptiques²⁵⁵. Tous les individus, citoyens américains ou non, ont l'impression d'être constamment observés et le sont peut-être. On est dans une situation où les individus doivent s'autocensurer afin d'éviter de contrevenir aux impératifs de sécurité nationale. On a de plus en plus l'impression de se retrouver sous un régime totalitaire où la population est mobilisée pour organiser sa propre surveillance. Le Ministre de la Justice en appelle effectivement à la population pour qu'elle l'aide dans sa lutte contre le terrorisme. Il fait mettre sur pied un corps fédéral d'informateurs volontaires dont la tâche est «d'aider les communautés locales à réagir à la suite d'attaques perpétrées à l'encontre de systèmes d'information et de réseaux de communications, afin de retrouver rapidement le fonctionnement normal.²⁵⁶» Ainsi, les gens dont la profession permet de pénétrer à l'intérieur du domicile des citoyens comme les livreurs, plombiers, chauffeurs de taxi, réparateurs de téléphone et de câblodistribution, postiers, voire même les agents de parcomètres, etc., doivent informer les agents de sécurité de tout ce qui leur paraît suspect. Et, à cet effet, une ligne spéciale est mise à leur disposition. Il nous faut quand même modérer un peu nos propos et reconnaître que la concrétisation (*enforcement*) de ce projet de délation, digne des pires régimes totalitaires, a été stoppée par le Congrès le 28 juillet 2002, - non pas, comme on aurait pu s'y attendre, en vertu de sa mission de veiller au respect de la Constitution -, mais à la suite de vives protestations d'associations américaines de défense des droits civiques.

255 Michel Foucault, *Surveiller et punir: naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

256 Declan McCullagh, « Bush donne le feu vert à son ministère de la Sécurité intérieure », *ZDN et. Fr-Actualités*, publié le 26 novembre 2002, (consulté le 18 février 2004), en ligne: <http://www.zdnet.fr/actualites/telecoms/0,39040748,2126570,00.htm>

Ce qui, a posteriori et même un peu tard, frappe le plus Al Gore, c'est l'agressivité de l'approche justificatrice utilisée par l'A.B.. Effectivement, elle apparaît déterminée à utiliser la peur, d'une part, comme outil politique pour établir son pouvoir et, d'autre part, comme sentiment rassembleur pour conserver l'adhésion des citoyens. L'A.B. en appelle sans cesse à la cohésion nationale et au patriotisme. En conséquence et, comme l'avait prédit Herman, - à partir de son expérience nazie -, les Américains n'osent pas critiquer la guerre au terrorisme ni les restrictions qui l'accompagnent. Ils redoutent de se faire passer pour «traîtres» et accuser de vouloir mettre «la patrie en danger». Exploitant à fond ces vieilles cordes sensibles, Bush ne clamait-il pas sans cesse, haut et fort:

Nous sommes une nation de patriotes. Les attentats du 9/11, ainsi que les autres attaques qui ont suivi, ont été conçus dans le but de briser notre cohésion. Mais au lieu de cela, ils ont créé un nouvel esprit en Amérique. Nous avons renouvelé notre patriotisme. Nous le voyons dans les drapeaux innombrables qui flottent partout en Amérique. Nous l'entendons dans des propos familiers qui nous émeuvent plus profondément que jamais. Nous savons tous que nous sommes une nation que Dieu protège et inspire. Et nous prions pour que Dieu bénisse l'Amérique, pays que nous aimons tous, peu importe notre race, notre religion, notre région.²⁵⁷

Un an plus tard, il tient toujours ce type de discours et va jusqu'à faire l'éloge de la solidarité dont les Américains font preuve face aux menaces terroristes: «Et nous continuons de voir la grandeur de l'Amérique dans la diligence et la compassion dont font preuve nos citoyens, les uns envers les autres.²⁵⁸ » Après avoir ainsi réveillé la

257 Georges W. Bush, « President launches 'Lessons of Liberty' », discours daté du 30 octobre 2001, prononcé à la Thomas Wootton High School, Rockland, Maryland, sur le site officiel de la MaisonBlanche: <http://www.whitehouse.gov>.. (traduction libre de: «We're a nation of patriots. The attacks of September 11th, and the attacks that have followed, were designed to break our spirit. But instead, they've created a new spirit in America. We have a renewed spirit of patriotism. We see it in the countless flags that are flying everywhere in America. We hear it in familiar phrases that move us more deeply than ever before. We all know that this is one nation, under God. And we pray that God will bless America, the land that we all love, regardless of our race, regardless of our religion, regardless of where we live.»)

258 Georges W. Bush, «President's remarks to the Nation », discours daté du 11 septembre 2002, prononcé à Ellis Island, New York, en ligne: <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/09/20020911-3.html> (Consulté le 30 mars 2005),

flamme patriotique et convaincu les citoyens de la nécessité de la guerre qu'il avait déclenchée, le Président Bush pouvait espérer ne plus avoir à justifier ses gestes.

En suivant ces recettes de propagande éculées, il comptait échapper au principe de «recevabilité.²⁵⁹» Il cherchait à éviter d'avoir à répondre à la Cour, au Congrès ou au peuple. Il contournait ainsi un des plus grands principes de base de la démocratie en Amérique. La monopolisation du pouvoir national par l'A.B. trouvait son pendant sur la scène internationale, par sa propension à l'unilatéralisme et à l'humiliation de ses éventuels partenaires d'ailleurs de plus en plus en voie de raréfaction. Bush, arrogant et vindicatif, ne supporte ni critiques ni conseils qu'ils viennent de l'étranger en étant formulés par les dirigeants de puissances alliées ou des hauts responsables d'organismes internationaux, ou, de l'intérieur en étant articulés par des membres du Congrès ou, même, de la branche judiciaire, ou encore par des journalistes de la presse écrite ou télévisée (on pense ici à ce qui est arrivé à l'annonceur (*anchorperson*) de CBS, Dan Rather!²⁶⁰).

Maintenant que nous avons dépeint le contexte dans lequel l'A.B. a réussi à faire passer, auprès du peuple américain et des principales institutions gouvernementales, les mesures de guerre accompagnant sa GT, nous pouvons examiner en quoi elles consistaient et comment elles ont affecté le fonctionnement de la conversation républicaine.

(traduction libre de: « And we continue to see the greatness of America in the care and compassion our citizens show to each other. »)

259 Ce principe démocratique stipule que, pour que le peuple puisse prendre ses responsabilités démocratiques en décidant et agissant en accord avec les autres branches du Gouvernement du pays, il soit constamment informé des faits et gestes de l'Exécutif.

260 Al Gore dans son discours, *Freedom and security*, November 9, 2003, en ligne: http://www.draftgore.com/freedom_security.html (consulté le 15 février 2004)

4.2.1.1 Surveillance électronique et délation

Très tôt après le 9/11, tout tribunal put autoriser écoutes, perquisitions clandestines et même interception des courriers électroniques avant qu'ils n'arrivent à destination. Le Président Bush a secrètement autorisé l'Agence de Sécurité Nationale (NSA) à épier les conversations des Américains et de toutes personnes, vivant autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis. La surveillance électronique se fait sans mandat ni raison. Elle implique la création d'une base de données, stockant les appels téléphoniques de millions de citoyens. Ce n'est qu'en 2005 que le *New York Times* a dénoncé cette pratique de surveillance²⁶¹. La N.S.A avait alors écouté aux États-Unis les conversations de 500 personnes qui y vivaient et à l'outremer, environ 5000 à 7000 personnes, suspectées d'entretenir des liens avec des terroristes²⁶². En fait, le nombre de toutes les écoutes peut être beaucoup plus élevé. Toutefois, il faut admettre que la surveillance électronique n'est pas récente dans l'histoire des États-Unis. Selon Alain Bertho, des organismes de sécurité publique écoutaient fréquemment les gens au téléphone, mais ces écoutes «illégales» n'étaient pas admissibles en cour en vertu du quatrième amendement de la Constitution. Ou bien, si elles étaient pratiquées légalement, c'était souvent en exécutant une injonction de la cour pour des raisons explicitées et une durée limitée.

Dans le cadre de la guerre au terrorisme, l'A.B. demande aux autres instances gouvernementales de lui accorder le droit de surveiller tous les sites Web et de conserver un fichier de toutes les pages consultées, incluant la liste des courriels envoyés, ainsi que la liste des appels téléphoniques sans que la personne dont les comportements communicationnels électroniques sont surveillés soit légalement «suspecte». Des clauses du *Patriot Act* autorisent le gouvernement fédéral à

261 James Risen and Eric Lichtblau, «Bush Lets U.S. Spy on Callers Without Courts», *New York Times*, Dec. 16, 2005, en ligne: http://www.nytimes.com/2005/12/16/politics/16program.html?_r=1 (consulté le 18 décembre 2005)

262 James Risen and Eric Lichtblau, in *The New York Times*, Dec. 16, 2005.

réquisitionner les registres des communications téléphoniques ou électroniques et obligent les entreprises de communication à fournir de l'information sur leurs clients, incluant les adresses et les enregistrements de communications privées. Toujours, dans le cadre du *Patriot Act*, le gouvernement et le FBI peuvent consulter les données concernant les ouvrages empruntés dans les bibliothèques publiques, et avoir accès aux données financières et médicales des individus suspectés d'activités terroristes ou d'avoir d'éventuels liens avec d'autres individus suspectés de terrorisme. Et, ce qui va totalement à l'encontre de la Constitution et des principes élémentaires de la communication démocratique est que les autorités antiterroristes n'ont pas à informer la Justice de ce qu'ils vont faire ou sont en train de faire. De plus, il existe très peu de recours légaux et de moyens techniques pour empêcher de lire les transactions électroniques personnelles. Et ces mesures n'épargnent personnes. Elles s'appliquent autant aux citoyens ordinaires qu'aux personnages politiques, au dessus de tout soupçon. Et c'est peut-être cela qui a amené, en décembre 2005, le Leader des Sénateurs, Thomas Daschle à s'opposer à l'extension des pouvoirs du Président en matière de surveillance électronique. Ainsi, il se plaint du fait que le Président pouvait agir à sa guise et écouter n'importe qui.

Ils ont présenté un projet qui accorde pratiquement au Président une autorité incontrôlée et la possibilité de faire pratiquement n'importe quoi, [a déclaré M. Daschle dans l'entrevue]. Nous avons trouvé ahurissante, la demande de prendre de telles mesures non seulement à l'étranger, mais aussi à l'intérieur du pays.²⁶³

Cela amène Al Gore à affirmer que les libertés civiles sont en grave danger parce que, de plus en plus, cette guerre amène l'A.B. à prendre des décisions qui risquent de restreindre les libertés à tout jamais. Par exemple, le *Patriot Act* a accordé aux agents

263 Richard W. Stevenson, «Congress Never Authorized Spying Effort, Daschle Says», *The New York Times*, December 24, 2005, en ligne: <http://www.nytimes.com/2005/12/24/politics/24daschle.html> (consulté le 27 décembre 2004), (traduction libre de: «They presented a draft that gave the president virtually unchecked authority and the ability to do virtually anything,'Mr. Daschle said in the interview,' We were dumbfounded that they were asking for the ability to take these actions, not just abroad but domestically as well.»)

du FBI, le droit de pénétrer et fouiller (*sneak and peak*) les maisons et ce, pendant des mois sans la moindre autorisation de la cour. Pendant plus de 212 ans, la maison et les biens des Américains ont été protégés par le 4^e amendement, avec l'A.B. cela est devenu «une chose du passé»! Al Gore mentionne qu'Israël avait déjà été confronté à une situation similaire. La Cour suprême de l'État hébreu avait alors dû trancher entre le respect des droits individuels et la sécurité du public. Mais la cour, là-bas, contrairement à ce que prône l'A.B. aux États-Unis, avait statué que la sécurité dépendait du respect des droits individuels.

Le Sénateur Russ Feingold, dès octobre 2001 avait entrevu, avec une remarquable lucidité, l'émergence de ce dilemme alors qu'il était confronté aux premières propositions de l'A.B.. Il recommanda, avec talent, de bien s'assurer du maintien de l'équilibre liberté/sécurité aux États-Unis. Il entrevoyait bien que des mesures drastiques impliquant des restrictions des libertés pourraient avoir de graves conséquences durables sur cette démocratie qu'on cherchait à protéger du terrorisme. Comme il le suggéra:

Si nous vivions dans un pays où la police pouvait fouiller votre maison à tout moment pour n'importe quelle raison; si nous vivions dans un pays où le gouvernement avait le droit d'ouvrir votre courrier; d'écouter vos conversations téléphoniques, ou d'intercepter vos communications électroniques; si nous vivions dans un pays où les autorités pouvaient emprisonner les gens pour une durée indéterminée selon ce qu'ils écrivent ou pensent, ou tout simplement parce que l'on soupçonne qu'ils nourrissent des pensées dissidentes, sans doute que les autorités trouveraient davantage de terroristes et les arrêteraient. Mais, ce ne serait probablement pas un pays dans lequel nous voudrions vivre. Ce pays n'en serait pas un pour lequel, en toute bonne conscience, nous pourrions demander à nos enfants de se battre et mourir. Bref, ce pays ne serait pas l'Amérique.²⁶⁴

264 Opening Statement of U.S. Senator Russ Feingold at the Debate of the Anti-Terrorism Bill. From the Senate Floor, October 11, 2001, en ligne:

<http://feingold.senate.gov/statements/01/10/101101at.html> (consulté le 16 mars 2003), (traduction libre de: «If we lived in a country that allowed the police to search your home at any time for any reason; if we lived in a country that allowed the government to open your mail; eavesdrop on your phone conversations, or intercept your email communications; if we lived in a country that allowed the government to hold people in jail indefinitely based on what they write or think, or based on mere suspicion that they are up to no good, then the government would no doubt discover and arrest more

Néanmoins, ce beau discours eût peu d'effets et n'empêcha pas l'instauration subséquente des mesures que nous venons de décrire un peu plus haut. À ces mesures liberticides, l'année suivante, en 2002, s'est ajoutée une procédure de délation systématique. Elle a été proposée à la population américaine pour qu'elle fasse sa part dans la guerre au terrorisme. Dans le projet de défense de la nation élaboré par le Département de l'Intérieur était prévue l'opération *TIPS* (Système d'Information et de Prévention du Terrorisme) qui devait être gérée par le Département de la Justice. Ce projet visait à enrôler certaines catégories de travailleurs pour fournir une surveillance continue des citoyens américains. Pour l'ACLU, *American Civil Liberties Union*, ces civils seraient «encouragés à espionner pour le compte du gouvernement et à dénoncer toute activité suspecte. Selon la Maison Blanche, il devait cibler des bénévoles, dont l'emploi, par exemple, des facteurs, des techniciens ou des réparateurs, les mettent dans une excellente position pour reconnaître des événements inhabituels.²⁶⁵»

Comme pendant le Maccarthysme, à l'intérieur des organisations fédérales, on encourage les employés à épier leurs voisins. David D. Cole, professeur de droit à Georgetown, rappelle que la pratique de délation remonte à cette époque éloignée et il ajoute qu'il n'y a pas eu de telles pratiques depuis les années 50. Selon lui, le retour à la pratique de délation «envoie un message troublant sur les attitudes des gens au pouvoir envers les libertés fondamentales.²⁶⁶» Ce à quoi le procureur général, John Ashcroft répond, en s'adressant au Comité judiciaire du Sénat américain:

terrorists. But that probably would not be a country in which we would want to live. And that would not be a country for which we could, in good conscience, ask our young people to fight and die. In short, that would not be America.»

265 Maurice Magis, «USA: les libertés civiles en danger», *Le Journal du mardi*, Bruxelles, no 90, 3 décembre 2002, p. 24.

266 Monica Davey, «An Antiwar Forum in Iowa Brings Federal Supoenas», 10 février 2004, en ligne: <http://www.nytimes.com/2004/02/10/national/10PROT.html> (consulté le 14 février 2004), (traduction libre de: « It sends a very troubling message about government officials 'attitudes toward basic liberties'. »)

À ceux qui brandissent le spectre de la liberté perdue pour effrayer une population pacifique, mon message est le suivant: vous ne faites qu'aider les terroristes, car vous érodez notre unité nationale et diminuez notre détermination. Vos tactiques fournissent des armes aux ennemis de l'Amérique et font hésiter ses amis.²⁶⁷

Ashcroft qualifie toute tentative de protection des libertés de geste de «*sympathie à la cause terroriste*». Évidemment, cette réponse du procureur général des États-Unis n'est pas sans rappeler les propos du Nazi Herman, condamné à Nuremberg et cités en exergue de ce chapitre. Sans remonter aussi loin dans le temps et descendre aussi bas sur le plan moral, il est évident que sur la chasse aux terroristes de l'A.B. se projette l'ombre de la chasse aux sorcières des années cinquante celles des J. Edgar Hoover et de Joseph McCarthy.²⁶⁸

«La délation devient obligatoire: garder pour soi un 'soupçon raisonnable' sur un éventuel 'terroriste' devient un délit.²⁶⁹» De plus, le Pentagone a aussi créé un réseau de dénonciation où militaires et citoyens doivent rapporter tout acte suspect. Ce réseau «d'information» alimente une base de données appelée «Talon». Elle est énorme et renferme des rapports bruts et non validés faisant état «d'activités suspectes» et de «menaces non validées». Pour le Pentagone: «Ces menaces incluent, sans s'y limiter, tout événement ou série d'événements (...) qui pourraient indiquer une menace potentielle contre les forces américaines, leurs équipements ou leurs missions, que cette menace soit directe ou collatérale.²⁷⁰»

267 Katherine B. Darmer et al., 2004, p. 40 (traduction libre de: «to those who scare peace-loving people with phantoms of lost liberty my message is this: Your tactics only aid terrorist, for they erode our national unity and diminish our resolve. They give ammunition to America's enemies and pause to America's friends»)

268 Jacques Derrida dans une entrevue accordée, en 2004, à France 3 dont le lien se retrouve au <http://cultureetdependances.france3.fr/>

269 Alain Bertho, 2003, p. 46.

270 Matthieu Auzannea, «Le pentagone crée un réseau secret de dénonciation d'activités suspectes», [www. Transfert.net](http://www.transfert.net), 26 juin 2003, en ligne: <http://www.transfert.net/Le-Pentagone-crée-un-reseau-secret> (consulté le 10 janvier 2006)

Il est évident que, dans le cadre de la GT, les actions du gouvernement ont ébranlé les idéaux et les valeurs fondatrices de la démocratie américaine. En faisant une guerre générale, voire globale de ce qui aurait pu être une lutte opposant une police planétaire à des groupes terroristes ciblés, Bush a réussi à étendre le pouvoir d'arrêter des personnes en toute ignorance du 4^e amendement et peut être même en contradiction délibérée avec lui. Il stipule pourtant que:

L'on ne pourra violer le droit que possède chacun de garantir sa personne, son domicile, ses papiers et ses effets, contre des recherches déraisonnables et des saisies. Aucun mandat de poursuite ne pourra être décerné que sur un motif plausible appuyé par serment ou déclaration. Le mandat devra désigner minutieusement les lieux où les recherches doivent être faites, et mentionner les personnes et les choses qui doivent être saisies.²⁷¹

4.2.2 Le droit à la dissension patriotique est menacé

Des critiques affirment que, sous l'A.B., l'opinion publique est muselée. Ils fondent leurs propos sur ce qui s'est déroulé le 15 novembre 2003 à l'Université Drake dans l'Iowa²⁷². Cet incident a été révélé par une fuite d'information émanant du FBI selon laquelle le Département de la Justice surveillait les manifestants opposés à la guerre²⁷³. Comme la liberté de manifestation est protégée par le Premier Amendement de la Constitution qui stipule que les gens sont libres de s'allier pacifiquement pour manifester leur désaccord, David D. Cole insiste sur la gravité et l'exceptionnalité de la chose. Il déclare: «Je n'ai jamais entendu parler d'une telle

271 Paul Lunet, *Du droit politique en Amérique et en Suisse, ou Essais sur les rapports de la Constitution fédérale des États-Unis et de quelques Constitutions suisses avec les mœurs et les institutions françaises*, fourni par la New York Public Library, numérisé le 11 septembre 2006, Éditeur C. Gruaz, 1848, p. 87.

272 Dans l'affaire Drake de l'université d'État de l'Iowa à Des Moines, des 21 personnes ayant participé au forum contre la guerre en Irak, 12 ont été arrêtées. Par la suite, il y a eu 5 assignations dont l'une demandait à l'école de fournir le nom des participants au forum.

273 Source:

http://www.boston.com/news/politics/president/bush/articles/2004/10/04/civil_liberties_i (consulté le 20 juin 2004)

chose, si ce n'est qu'en 1950, à l'époque du Maccarthysme.²⁷⁴ Il souligne aussi qu'Ari Fleisher, porte-parole de la Maison Blanche, a confirmé cette tendance de l'A.B. lorsqu'il a rappelé aux journalistes politiques qu'«on a distribué des mémos pour rappeler aux Américains qu'ils doivent surveiller ce qu'ils disent et ce qu'ils font.²⁷⁵» Celles et ceux qui posent des gestes et tiennent des propos qui pourraient nuire à la sécurité de la nation risquent de comparaître devant des instances qui ressemblent aux *Grand Jurys* qui avaient déjà été utilisés dans le cadre du conflit vietnamien pour intimider les opposants à la guerre. Face à toutes ces mesures de surveillance et d'intimidation prises par le gouvernement d'une société qui se dit «ouverte»²⁷⁶ parce que fondée sur la libre expression, on peut entrevoir dans quelle direction va la réponse à la question centrale de notre thèse: que devient le débat public, SINE QUA NON de la démocratie, lorsque le pays qui a ressuscité ce régime pour le faire sien, s'engouffre dans la guerre au terrorisme?

Et ces mesures quelque peu surprenantes sont effectivement mises en pratique (*enforced*). Ainsi, au Nouveau-Mexique, le Département de la Justice a fait arrêter un homme pour avoir écrit sur une liste de distribution Internet que «Bush était hors de contrôle». Des étudiants sont punis ou forcés de retourner à la maison pour avoir exprimé, à l'école, leur opposition à la guerre contre l'Irak. La pression exercée sur les citoyens pour établir un conformisme social et empêcher toutes idées dissidentes amènera Al Gore à expliquer non seulement en quoi les pratiques de l'A.B. sont antidémocratiques, mais aussi pourquoi elles conduiront à la défaite:

274 L'un des participants au forum antiguerre a commenté l'affaire Drake dans l'article publié sur le Boston.com, (traduction libre de: «I've heard of such a thing, but not since the 1950's, the McCarthy era.»)

275 Ari Fleischer, White House spokesman, 2001 cité par Christian Parenti, in Katherine B. Darmer et al., 2004, p.115, (traduction libre de: «There are reminders to all Americans that they need to watch what they say, watch what they do.»)

276 Karl Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, Paris, Seuil, 1979.

C'est le dilemme de la démocratie. Elle ne peut adopter des mesures inacceptables ou faire siennes les pratiques occultes employées par ses ennemis. Même si une démocratie doit souvent se battre avec une main attachée dans le dos, elle finira néanmoins par avoir le dessus. Le fait de préserver la primauté du droit ainsi que la reconnaissance de la liberté d'un individu constituent un élément important dans sa compréhension de la sécurité. En fin de compte, ils [la renforcent].²⁷⁷

Effectivement, au nom de cette guerre au terrorisme, l'A.B. a contrevenu à presque tous les amendements qui garantissent les droits civils. Le remaniement de plusieurs lois assurant la sécurité des citoyens a fini par mettre entre parenthèses toutes les valeurs fondatrices de la démocratie américaine: liberté d'expression, d'association politique, de pratique religieuse et de presse. Comme l'a souligné Timothy Lynch (2002), Directeur de l'institut Cato sur la justice criminelle, l'administration Bush ainsi que le Congrès ont procédé aux pires attaques contre la liberté dans l'histoire des États-Unis, au mépris total des principes constitutionnels. Et, comme le souligne Al Gore, ces entraves majeures à la Démocratie américaine - qui entraînent inévitablement une chute encore plus profonde de l'image mondiale des États-Unis - ces mesures anticonstitutionnelles, en plus de ne pouvoir empêcher qu'il y ait d'autres attaques créent une sensation de trahison des idéaux fondamentaux; sensation qui ne peut être que contre-productive sur le plan militaire et donc, à long terme, mère de la défaite.

On se trouve, en fait, dans une situation doublement paradoxale. D'une part, si notre thèse est fondée, on constate que l'A.B. trahit les idéaux démocratiques en imposant des mesures «anti communication démocratique» au nom d'une GT qui, parce que l'ennemi n'a rien à voir avec celui des guerres traditionnelles, ne semble

277 Al.Gore, *Freedom and Security*, November 9, 2003, en ligne: <http://www.acslaw.org/pdf/gorettext.pdf>, p. 3 (consulté le 15 février 2004), (traduction libre de: «This is the destiny of democracy, as not all means are acceptable to it, and not all practices employed by its enemies are open before it. Although a democracy must often fight with one hand tied behind its back, it nonetheless has the upper hand. Preserving the Rule of Law and recognition of an individual's liberty constitutes an important component in its understanding of security. At the end of the day they (add to) its strength.»)

pas être «une vraie guerre» et d'autre part, ceux qui dénoncent les atteintes à la démocratie se font accuser de trahir la nation au nom d'une «fausse guerre», une guerre menée contre un ennemi fantomatique par des oligarques qui ne peuvent tolérer le recours à la conversation républicaine.

Effectivement, les oligarques qui sont derrière - et même à l'intérieur de - l'A.B. n'hésitent pas à menacer le droit à la dissension patriotique dans la mesure où ceux qui s'opposent aux politiques du gouvernement sont considérés comme antipatriotiques, voire «traîtres à la nation», alors que le Premier Amendement concède aux citoyens, le droit d'avoir des opinions discordantes. Ce qui démontre, une fois de plus, que l'une des valeurs fondamentales de l'*American Way of Life* pour lequel Bush prétend se battre est abandonnée²⁷⁸. Il en va de même pour d'autres législations reliées aux stratégies de sécurité et propulsées par l'A.B.. Parmi celles qui attaquent les piliers les plus fondamentaux de la démocratie se trouve «le décret sur la Sécurité intérieure» (*Domestic Security Enhancement Act*). Comme nous le montrerons dans la prochaine sous-section, parmi ses principales tares, se trouve le fait qu'elle ramène le profilage racial et permet au gouvernement d'enlever la nationalité à quiconque aurait des contacts avec une personne soupçonnée de terrorisme ou qui figure sur la liste noire du Département de la Justice.

278 Pour rappel: Selon l'ACLU, les pouvoirs extensifs accordés à Homeland par le Patriot Act mettent en péril les libertés civiles qui sont à la base du système démocratique américain, si les agents de l'ordre sont en mesure d'espionner les citoyens américains, d'obtenir les informations compilées par la CIA sans tenir compte des restrictions constitutionnelles. Signalons que «La liberté individuelle est le précepte central de notre système de gouvernement, mais les nouveaux pouvoirs du gouvernement mettent à l'épreuve cette valeur de façon à la fois extrême et subtile» En effet, si certains des nouveaux décrets exécutifs, des lois et des statuts adoptés dans le cadre de cette guerre peuvent paraître bénins, d'autres par contre peuvent causer de graves problèmes, sans qu'ils aient nécessairement contribué à rendre l'Amérique plus sécuritaire. ACLU souligne autant que les avantages de ces lois sont inexistantes en ce qui concerne la sécurité, cependant il n'y a aucun doute en ce qui concerne les pertes liées aux libertés civiles et aux valeurs constitutionnelles de base. ACLU relève de nombreux défis liés à la sauvegarde des valeurs américaines dans le cadre de cette guerre.

4.2.3 L'égalité de tous devant la loi gravement compromise par le profilage racial, la suspension de l'Habeas corpus, et la désignation « d'ennemis combattants »

La société américaine, désireuse d'abolir les privilèges de sang et de rangs hérités pour ne reconnaître que le mérite de chaque être humain selon ce qu'il fait, embrasse la croyance fondamentale que tous les hommes naissent libres et égaux devant la loi. En venant au monde sur le sol américain où, une fois que les immigrants aient obtenu leur citoyenneté américaine, tous les citoyens sont tous égaux sur le plan politique et juridique. Les immigrants, naturalisés, ont les mêmes droits et devoirs que les Américains de naissance. Pourtant, en cas de conflits, il arrive quand même que la police procède à l'arrestation arbitraire de citoyens d'après leur profil racial²⁷⁹. Le 18 septembre 2001, le Département de la Justice a promulgué une loi provisoire, autorisant la détention de tout individu soupçonné de terrorisme pendant deux jours ou plus, selon le besoin. Et dès la fin de 2001, le Département de la Justice avait incarcéré plus de 1200 personnes vivant aux États-Unis. On les suspectait d'entretenir des liens avec le terrorisme. Comme Frank H. Wu le fait remarquer, la plupart d'entre eux étaient d'origine arabe ou musulmane, présentés, - de façon politiquement correcte -, sous le qualificatif d'«immigrants».

Le regroupement dans la catégorie informelle d'«immigrants» de suspects arrêtés dans toutes sortes de situations inclut également des catégories dont les droits constitutionnels et statutaires ne sont pas les mêmes. Elle peut inclure des citoyens naturalisés ou des citoyens de naissance qui ont grandi hors des États-Unis; elle englobe des résidents permanents légaux et des «visiteurs» dont le visa de séjour est expiré et des clandestins. Les «combattants talibans» capturés en Afghanistan et gardés par les militaires à Guantanamo n'ont rien à voir avec les autres détenus. Bien que les prisonniers de Guantanamo se battaient pour l'ennemi (même s'il ne s'agissait pas d'un gouvernement), les autres étaient ni plus ni moins que des civils américains.²⁸⁰

279 «Wrong then, Wrong now: Racial Profiling before and after September 11, 2001», *Reports and Curricula - Leadership Conference on Civil Rights*, by Leadership conference on Civil Rights, en ligne: sur www.civilrights.org/publications/reports/racial_profiling/endnotes.html - 47k -(consulté le 20 mai 2004)

280 Frank H. Wu, «Profiling in the Wake of September 11, The Precedent in the Case of the Japanese Internment», in *Civil Liberties versus National Security in a Post 9/11 World*, M. Katherine

Durant cette même période, l'A.B. commence à appliquer des lois qui impliquent de distinguer les suspects sur des critères comme la race ou l'ethnicité ou encore l'origine nationale et la religion. L'ACLU rapporte qu'il y a des millions de «non-résidents» qui vivent illégalement dans le pays, mais n'ont aucun lien avec le terrorisme. Leur statut «d'immigrant illégal» n'implique pas, pour autant, qu'ils soient des terroristes potentiels, ou qu'ils appuient, d'une façon ou d'une autre, le terrorisme. Ce n'est pas non plus en se focalisant sur l'âge, le genre et le statut qu'on va dénicher les terroristes, ni diminuer leur nombre. Pourtant, l'ACLU rapporte que, depuis que la GT a été déclarée, les détenus sont majoritairement des jeunes non-citoyens qui n'ont pas de statut et que la plupart d'entre eux ont été expulsés par la suite. On a ainsi emprisonné environ 8 000 jeunes arabes et personnes originaires du centre et du sud asiatique. On a aussi prélevé les empreintes digitales de 100 000 autres. Tout cela démontre qu'on a recours à certaines formes de «profilage racial» fondées sur l'apparence physique liée à l'origine géographique.

Les citoyens américains à part entière, mais ayant un accent, des noms et une apparence d'étrangers tombent systématiquement dans la ligne de mire des autorités fédérales. Même certaines associations de femmes pacifistes étaient «profilées» et ont fait l'objet d'enquêtes. Par exemple, un groupe de pacifistes, les «Femmes en noir» (*Women in Black*) militant contre la violence en Israël et dans les territoires occupés, a été harcelé par le FBI. On rapporte que le FBI les forçait à pratiquer la délation et menaçait d'emprisonner quiconque n'acceptait pas de fournir des informations sur les membres du groupe. Aussi, une des membres de cet organisme, tentant de rappeler

B. Darmer et al., 2004, p. 155 (traduction libre de: «The casual characterization of the current detainees in various contexts as "immigrants" also groups together many categories whose constitutional and statutory rights are not at all identical. It may include naturalized citizens or native-born citizens who have been raised outside the United States; it certainly encompasses lawful permanent residents, along with non-immigrants who have overstayed or violated their visas, and entrants without inspection (illegal aliens). The prisoners who were Taliban fighters, held by the military at Guantanamo Bay, are not the same as the internees, though: the former are combatants for an enemy (even if not a government), but the latter were civilians of the United States itself.»)

les autorités américaines à l'ordre démocratique, déclara publiquement que « si le FBI ne sait ou ne veut pas distinguer entre les organisations qui propagent la haine et le terrorisme et les activistes pacifistes qui luttent au grand jour contre toutes les formes de terrorisme, nous sommes en grand danger.²⁸¹ » Il est donc évident, pour Michael Ratner, que les libertés fondamentales sont toujours mal menées lorsque les États-Unis s'impliquent dans des guerres ou les créent. Corroborant notre thèse, il affirme qu'il y a une longue histoire d'abus perpétrés par le FBI ou la CIA envers les libertés civiles et surtout la liberté d'expression. Et il ajoute que la moindre idée dissidente valait aux citoyens de se faire fiché. Nous incitant à revoir les antécédents historiques sur lesquels l'A.B. a pu fonder ses interventions liberticides (ce que nous ferons dans la troisième partie de la thèse), il affirme encore que tout au long de l'histoire des États-Unis, «[tous] ceux qui se sont opposés, à un moment ou à un autre, à la politique de l'État - militants des droits civiques, protestataires contre la GV, opposants aux CFI de l'époque Reagan ou encore dissidents culturels - ont été ciblés par des opérations de déstabilisation du FBI.²⁸² » Pour une Américaine telle que Ronnie Gilbert, la directrice de «Femmes en noir», cela évoque le Maccarthisme et d'autres périodes de la GF durant lesquelles, quiconque signe une pétition pour la paix ou qui rejoint une organisation s'opposant au racisme et à la violence, ou encore, a essayé de collecter des fonds pour des enfants réfugiés d'une guerre civile quelconque, a été inquiété par le FBI²⁸³.

Toutefois, dans le cas de la GT de l'A.B., les suspects n'ont pas été «qu'inquiétés» par les autorités, ils étaient plutôt «tourmentés» et beaucoup ont été soumis à des sévices et des mesures coercitives d'une rare brutalité. Confirmant l'existence de la répression physique, Mike Davis, historien et professeur d'histoire à

281 Cité dans Michael Ratner, «Vague d'intimidations aux États-Unis. Les libertés sacrifiées sur l'autel de la guerre», *Le Monde diplomatique*, novembre 2001, en ligne: <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/11/RATNER/15766> (consulté le 10 janvier 2004)

282 Michael Ratner, *Le Monde diplomatique*, novembre 2001.

283 Ronnie Gilbert, «FBI investigation of Women in Black», October 04, 2010, en ligne: <http://www.labournet.net/world/0110/wmnblk1.html> (consulté le 8 avril 2006)

l'université de Californie, après avoir cité le *New York Times* qui rapporte qu'au moins 11 000 personnes²⁸⁴ ont été arrêtées ou sont tout simplement détenues dans le cadre d'enquêtes antiterroristes, et il ajoute que:

[...] grand nombre de ces personnes ont disparu dans le dédale de lieux de détention, ou elles sont dans l'impossibilité de consulter un avocat, battues par des gardes ou d'autres détenus, les yeux bandés, exposées à une perte de repères sensoriels et forcées de se soumettre à des détecteurs de mensonge... Seulement quatre d'entre elles sont sérieusement suspectées d'avoir un lien direct avec Ben Laden. La plupart ont simplement des titres de séjour périmés ou ont utilisé de faux papiers d'identité: un statut plutôt courant dans une nation où dix à douze millions d'immigrés clandestins, selon les estimations, fournissent l'indispensable main-d'œuvre bon marché.²⁸⁵

Et pourtant, beaucoup d'experts en «efficacité» des mesures de ce genre questionnent leur utilité. Ce qui amène, dès 2001, Bob Hebert, chroniqueur au *New York Times*, à soutenir que puisque le rassemblement des immigrants japonais dans des camps, durant les années 1940, n'avait pas affaibli la combativité des Japonais dans la SGM, il ne voyait pas en quoi et comment la persécution aveugle des gens du Moyen-Orient aux États-Unis comme à l'étranger rendrait l'Amérique plus sécuritaire et la protégerait du terrorisme. Et, il ajoute, en allant dans le même sens que les propos du Sénateur Russ Feingold, préalablement rapportés:

Nous avons le choix. Nous pouvons nous battre et gagner une juste guerre contre le terrorisme, et émerger en ayant gardé intacte la grandeur des États-Unis. Ou, nous pouvons gagner en malmenant les principes d'honnêteté, d'équité et de respect de la justice que nous prétendons chérir, nous déshonorant ainsi aux yeux du monde et - quand la crainte et la colère se dissiperont — nos propres yeux s'éclairciront aussi.²⁸⁶

284 Mike Davis, «Les flammes de New York», in Daniel Bensaïd et coll., *L'autre Amérique: Les Américains contre l'état de guerre*, Paris, Textuel, 2002, p. 29.

285 Mike Davis, in Daniel Bensaïd et coll., 2002, p.29.

286 Bob Herbert, «The Witch Hunt», *The New York Times*, December 3, 2001, en ligne: <http://www.nytimes.com/2001/12/03/opinion/03HERB.html> (consulté le 13 mars 2002), (traduction libre de: «We have a choice. We can fight and win a just war against terrorism, and emerge with the greatness of the United States intact. Or, we can win while running roughshod over the principles of fairness and due process that we claim to cherish, thus shaming ourselves in the eyes of the world and — eventually, when the smoke of fear and anger finally clears — in our own eyes as well.»)

En dépit de la sagesse dont ont ainsi fait preuve des politiciens de renom et des journalistes bien positionnés, on assiste, en quelques mois, à un déploiement de lois répressives, éradiquant celles qui garantissaient le recours à la conversation républicaine. Ainsi, la police et les services secrets peuvent arrêter, déporter, incarcérer et retenir des étrangers soupçonnés d'être en relation avec des groupes terroristes sans qu'intervienne le moindre jugement d'un tribunal ou d'un juge. Ces détenus ne peuvent consulter un avocat et ne sont même pas informés des accusations qui sont portées contre eux, etc. Ce faisant, l'A.B. a réussi à court-circuiter le Sixième Amendement qui est, lui aussi, au cœur de l'*American Way of Life*, si cher à Bush. Il stipule, en effet, que:

Dans toute poursuite criminelle, l'accusé jouira du droit d'être jugé, promptement et publiquement, par un jury impartial de l'État et du district où le crime aura été commis, lequel district aura été préalablement déterminé par la loi. On lui donnera connaissance de la nature des chefs d'accusation. Il aura le droit d'être confronté aux témoins à charge, et d'examiner toutes les accusations pesant contre lui, afin de présenter les témoins à décharge. Il pourra être assisté d'un conseil pour sa défense.²⁸⁷

Il faut admettre que, dans le cadre de la GT, l'A.B. n'était pas la seule à avoir trouvé plus expéditif et plus efficace d'empiéter sur les libertés civiles de certains citoyens en faisant ainsi passer à la trappe l'idéal de la démocratie insistant sur l'égal traitement des citoyens peu importe leur race ou religion. Ainsi, Stuart Taylor Jr., chroniqueur au *National Journal*, ne voit rien d'anormal ou de contestable à l'idée que des Musulmans et des Arabes américains soient soumis à des fouilles intensives dans la mesure où cela peut prévenir d'importants assassinats-suicides²⁸⁸.

Mais, ce même chroniqueur reconnaît, par ailleurs, que la détention prolongée d'individus au nom de la GT, sans justifications, constitue une attaque contre les

287 Paul Lunet, 1848, p. 88.

288 Stuart Taylor Jr., Chroniqueur au *National Journal*, «The case of using racial profiling at the airport», en ligne: <http://www.theatlantic.com/politics/nj/taylor2001-09-25.htm> (consulté le 26 décembre 2002)

libertés individuelles. Il souligne, à son tour, qu'une telle procédure n'est pas sans rappeler la détention des centaines de Japonais durant la SGM. Et, tout en ayant défendu un certain nombre de nouvelles mesures antiterror, le chroniqueur conservateur, Stuart Taylor, déplore quand même que:

Depuis l'internement des Américains d'origine japonaise pendant la SGM, nous n'avons jamais vu autant de gens enfermés aussi longtemps avec si peu d'explication. Il existe une logique de «sur-inclusion» dans l'arrestation des suspects qui sous-entend qu'il est plus prudent de se tromper par excès que de laisser filer des suspects après les crimes du 9/11. Mais cette même logique exige de veiller à ce que ces gens soient traités avec considération et respect, qu'ils aient toutes les chances de prouver leur innocence et d'obtenir leur libération, et qu'ils ne disparaissent pas sans explication pendant des semaines ou des mois dans notre vaste système de prison.²⁸⁹

Contestant plus catégoriquement l'idée qu'il faille accepter que les autorités empiètent sur les libertés civiles pour assurer la sécurité des Américains, Frank H. Wu²⁹⁰ pense que le profilage racial - qui est la méthode à partir de laquelle des gens sont suspectés et arrêtés - va changer la perception de «ceux qui pourraient devenir Américains» envers la naturalisation et les droits qui y sont attachés. Pour lui, dans la mesure où ces nouvelles lois antiterroristes persistent, l'idéal de la conversation républicaine - qui implique un dialogue équitable entre les membres de la communauté quelles que soient leurs origines - reste «un idéal» qui semble de plus en plus irréalisable aux États-Unis. Toutefois, là aussi, il faut souligner qu'après l'avoir pratiqué pendant près de deux ans, en juin 2003, le Département de la Justice reconnaîtra lui-même que tout profilage racial fait reculer les libertés civiles. Mais, là encore, cette reconnaissance de l'illégitimité de ces mesures n'impliquera pas pour autant qu'elles soient abandonnées. Les débats s'envenimeront enfin lorsque l'on

289 American Civil Liberties Union, April 2002, p. 12 (traduction libre de: «Not since the World War II internment of Japanese-Americans have we locked up so many people for so long with so little explanation. The same logic that made it prudent to err on the side of overinclusiveness in rounding up suspects after the crimes of September 11 makes it imperative to ensure that these people are treated with consideration and respect, that they have every opportunity to establish their innocence and win release, and that they do not disappear for weeks or months into our vast prison-jail complex without explanation.»)

290 «Racial profiling in the wake of September 11», in M. Catherine B. Darmer et al., 2004.

constatera que des individus sont internés sans avoir subi de procès et se voient retirer leur Habeas Corpus, comme le suggère le cas de José Padilla, citoyen américain en déplacement au Pakistan, arrêté par le FBI.

Le recours de fait au *racial profiling* pour arrêter les gens et les interner sans passer devant les autorités légales démontre clairement que l'égalité juridique garantie par la Constitution selon laquelle tous les citoyens du pays sont assujettis aux mêmes conditions légales n'est plus respectée par l'A.B.. Et cela en dit long aussi sur le non-respect du sacro-saint principe de vérification et d'équilibrage des pouvoirs de l'Exécutif par le Judiciaire et le Législatif, lui aussi très cher aux constitutionnalistes américains?

En fait, les actions de l'A.B. depuis le vote du *Patriot Act* démontrent un net dédain du pouvoir judiciaire. La preuve la plus manifeste en est qu'une série de loi ou de décrets a été passée sans qu'elle ait été approuvée par le Judiciaire. Par exemple, la section 412 du *Patriot Act* qui limite la détention d'un non-citoyen à sept jours avant l'apparition devant un juge a été remplacée par «indéfiniment» par l'Exécutif. Une fois qu'un non-citoyen a été désigné *enemy combattant* par l'Exécutif, le Judiciaire ne peut plus intervenir dans l'affaire. En plus, des nombreux gestes posés, par l'Exécutif au nom du *Patriot Act*, sapent le rôle du pouvoir judiciaire qui se doit de veiller au respect de certaines pratiques constitutionnelles. La plupart du temps, les juges - quand on a recours à eux, et ce n'est pas toujours le cas - se voient contraints de lancer des mandats d'arrêt ou de perquisition alors qu'il arrive souvent que les preuves soient discutables et que les informations ne soient pas pertinentes.

À ce propos, George Soros, soutient que l'A.B., en plus d'avoir essayé de nommer un juge fédéral connu pour faire partie des idéologues de droite, est parvenue à surveiller et contrôler certains juges, spécialement ceux qui sont réputés cléments. Et encore un an après les attaques, l'A.B. continue à imposer des demandes de ce

genre que le Congrès s'empresse, d'ailleurs, de satisfaire. Par exemple, le procureur général a autorisé le FBI à ficher les gens parce qu'ils pratiquaient certaines activités religieuses, ce qui constitue ni plus, ni moins une violation du premier amendement. Le cumul de ce genre d'excès amènera Al Gore (2007), un peu tard, il est vrai, à dénoncer le fait que «la démocratie américaine est aujourd'hui en danger, non pas à la suite de l'implantation d'une idée, mais à la suite des changements radicaux survenus dans l'ambiance à l'intérieur de laquelle les idées vivent et se répandent, se fanent et meurent.²⁹¹» Selon lui, la carence prolongée de délibérations des affaires publiques a permis au gouvernement d'engager lourdement et profondément le pays dans des politiques qui ne concordent pas avec les valeurs fondatrices et fondamentales des États-Unis. Il conforte ainsi, trop tard, les propos que tenait Soros en 2004, «... dans l'ensemble, les États-Unis sont devenus moins capables de favoriser les droits de l'homme et les valeurs de la société ouverte, depuis que George W. Bush s'est installé à la Maison-Blanche.²⁹²» Et ce genre de constat global, sur la longue durée, amenait Timothy Lynch à regretter que le pouvoir Judiciaire n'ait pas joué un rôle plus ferme. Pour avoir connu plusieurs périodes de répression durant les guerres, les législateurs auraient dû prendre en considération les erreurs du passé et les leçons de l'histoire avant de confier le pouvoir à l'Exécutif, conclut-il²⁹³.

291 Al Gore, 2007, p. 2-3 (Traduction libre de: «American democracy is now in danger—not from any set of ideas, but from unprecedented changes in the environment within which ideas either live and spread, or wither and die.»)

292 George Soros, op. cit. 2004, p. 79.

293 Timothy Lynch, «Breaking the vicious cycle: preserving liberties while fighting terrorism», *Cato Institute Policy Analysis* no. 443, June 26, 2002, p. 1. Lynch est Directeur du projet de justice criminelle à l'institut Cato (Cato Institute's Project on Criminal Justice. En ligne: <http://www.cato.org/pubs/pas/pa-443es.html>. Consulté le 3 avril 2004.

4.2.4 Le sceau du secret et le droit d'accès à l'information

Q: Alors, que faites-vous ... du droit du peuple à l'information?

Taylor: Je ne crois pas que cela soit un principe général.

-Maxwell D. Taylor, ambassadeur et général à la retraite, 1971.²⁹⁴

Selon les prescriptions de la Constitution américaine et les écrits de Pères Fondateurs, dans la société civile américaine, tous les citoyens peuvent participer à leur propre gouvernance. Pour que leur voix soit pertinente à la conversation républicaine, il faut qu'ils soient bien formés et informés. Toutefois, lors des conflits, pour des raisons qui relèvent de la sécurité nationale, le gouvernement a recours au sceau du secret qui interdit l'accès des citoyens aux informations névralgiques. Le recours au sceau de secret réduit considérablement la capacité des citoyens à participer à leur propre gouvernance. Par ailleurs, le sceau du secret menace les libertés fondamentales garanties par le *Bill of Rights* ou «Charte des Droits». Les politiques doivent être élaborées de concert avec toutes les instances concernées par le biais de délibérations au niveau des différents paliers de gouvernement et, en principe, tout cela doit se dérouler au vu et su du public. Par conséquent, les «prérogatives présidentielles» entourant la pratique du secret ne peuvent coexister avec la Charte des Droits et Libertés et le respect du principe d'un gouvernement responsable devant les citoyens (*The Bill of Rights and accountable government*).

Comme l'a souligné Wise (1973), il est vrai que le gouvernement peut utiliser le sceau du secret pour empêcher que des informations vitales ne tombent entre des mains ennemies, à l'étranger. Mais cette mesure ne semble pas très justifiée quand la menace des ennemis n'est pas manifeste ou est tout simplement fondée sur des faits

294 Cité dans Robert M. Pallito and William G. Weaver in *Presidential Secrecy and the law*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 2007, p. 1 (traduction libre de: «Q: Well, What do you make...of the people's right to know? Taylor: I don't believe in that as a general principle.» -Maxwell D. Taylor, ambassador and retired US Army general, 1971.))

non corroborés dans le but de maintenir les citoyens dans le noir. Steven Katz (1987) rappelle qu'...

Il incombe à un gouvernement démocratique de maintenir des politiques garantissant l'accès à l'information en acheminant l'information aux citoyens. Le public a également la responsabilité d'exiger que le gouvernement accomplisse ces idéaux démocratiques. Cependant, en cas d'urgence, tout reste entre les mains du gouvernement. Les politiques visant à améliorer notre système démocratique et réduire le secret institutionnel restent le fait du Président et du Congrès.²⁹⁵

Quelle que soit l'ampleur des menaces qui pèsent sur la sécurité nationale, les risques que fait courir la répression sont encore plus grands. Parce qu'un gouvernement qui refuse l'information à un citoyen dans le but de le contrôler relève de la coercition (dictature) et non de la persuasion (démocratie). Souvent le gouvernement va utiliser le sceau de secret pour faire passer des mensonges officiels. Comme le souligne, David Wise (1973), en remontant dans l'histoire, le pouvoir Exécutif utilise le sceau du secret pour rendre la «réalité» plus conforme aux objectifs qu'il poursuit:

Souvent, la presse et le public, incapables d'observer le déroulement des événements de façon indépendante, ne peuvent qu'attendre l'apparition du Président sur l'écran de télévision pour connaître la version officielle de la réalité, qu'il s'agisse de la Baie des Cochons, du golfe du Tonkin, du Laos, du Cambodge ou du Vietnam... La capacité du gouvernement à déformer l'information en vue de préserver son propre pouvoir politique est presque sans limites.

Si l'information c'est le pouvoir, la capacité de déformer et de restreindre l'information sera utilisée le plus souvent pour préserver et perpétuer ce pouvoir.²⁹⁶

295 Steven L. Katz, 1987, p. 73 (traduction libre de: « It is incumbent upon a democratic government to maintain policies permitting citizens to have broad access to information and wide dissemination of information. The public also has a responsibility to demand that government fulfill these democratic ideals. The urgency, however, remains in the government, where policies improving our democratic system and reducing institutional secrecy can be achieved by the president and by Congress.»)

296 David Wise, *The politics of Lying: Government Deception, Secrecy, and Power*, New York, Random House, 1973, p. 343 (traduction libre de: « Frequently the press and public, unable to check the events independently can only await the appearance of the president on the television screen to announce the official version of reality, be it the Bay of Pigs, Tonkin Gulf, or Laos, or Cambodia, or Vietnam.... The government's capacity to distort information in order to preserve its own political

Notre analyse du recours au sceau du secret démontre que pendant les périodes de paix ou de guerre, le sceau du secret est utilisé par les officiels du gouvernement pour des raisons de sécurité, mais parfois aussi sans raison apparente. Par exemple, durant et après la GV, des officiers de l'armée américaine ont accusé les journalistes d'être responsables de la défaite des États-Unis. Ces derniers auraient fait perdre le support du public à l'engagement américain au Vietnam après lui avoir montré des images de la GV. La plupart d'entre eux pensent qu'il est généralement souhaitable que le public soit maintenu dans l'ignorance de certaines activités du gouvernement et de l'armée. Par exemple, dans le cadre de la GT, George W. Bush et plusieurs membres de son Administration, parmi lesquels Richard Cheney, Donald Rumsfeld, ainsi que plusieurs autres membres de cabinets et de divers services semblent d'accord pour soutenir que le public devrait comprendre et accepter que les problèmes de renseignements doivent être traités dans une catégorie à part; une catégorie qui échappe aux règles de base de la démocratie. Ils soutiennent, non sans raison, que cela a toujours été le cas dans l'histoire des États-Unis. Quand il s'agit d'intérêts vitaux, le Président a le pouvoir de prendre les décisions et poser les gestes nécessaires à la protection du pays²⁹⁷.

Toutefois, dans le cas de la GT, c'est précisément cette propension au secret de l'A.B. dans des circonstances qui ne sont pas celles d'une véritable guerre que dénoncent les critiques. Ainsi, pour Katz (1987), «le secret gouvernemental aux États-Unis exige l'attention particulière de tous les Américains. C'est un sujet que nous avons appris à connaître davantage dans les moments de crise nationale: le secret officiel, trop souvent, limite et obstrue les protections constitutionnelles importantes et les valeurs démocratiques.²⁹⁸» Melanson (2001) abonde dans ce sens

power is almost limitless. If information is power, the ability to distort and control information will be used more often than not to preserve and perpetuate that power.»)

297 Robert M. Pallito and William G. Weaver, 2007, p. 1.

298 Steven L. Katz, 1987, p. 1 (traduction libre de: «Government secrecy in the United States requires the special attention of all Americans. It is a subject we have come to know best in moments

en rappelant à l'Amérique, alors qu'elle vient d'être provoquée par les attentats, les remarques des Pères Fondateurs selon lesquelles «la démocratie exige des citoyens informés, une presse libre, le droit du public à l'information et des contrôles et contrepoids institutionnels. Pour être atteints, de tels idéaux exigent la libre circulation de l'information.²⁹⁹»

La responsabilité de veiller au respect des droits constitutionnels incombe, en principe aux trois branches du gouvernement américain, mais c'est peut-être le Congrès qui, du fait que toutes les sensibilités politiques y sont représentées, est le plus à même de le faire. Selon les règles de fonctionnement du système décisionnel américain, «déclarer la guerre» est la tâche du Congrès. Toutefois, le traumatisme des attentats, a permis à l'A.B. de recourir abusivement au sceau du secret, sans informations, le Congrès s'est retrouvé dans l'impossibilité de réagir aux injonctions de l'Exécutif. Et, il faut le souligner que ce tour de passe-passe n'a pu être réalisé que grâce au recours au sceau du secret que peu osèrent contester. Ce n'est qu'à la fin du premier mandat du Président Bush que cette pratique a commencé à être sérieusement mise en question. Ainsi, dans son discours sur «la société ouverte», prononcée le 16 janvier 2004, le Général à la retraite Wesley K. Clark, candidat aux primaires démocrates pour la Présidence de 2004, dénonce la persistance du recours au sceau de secret par l'A.B.

Pendant trois ans, George W. Bush a emmuré l'Amérique. Pendant trois ans, il a mis les intérêts particuliers au-dessus des intérêts nationaux. Il a scellé des dossiers, interrompu des enquêtes, invoqué le privilège exécutif et interdit l'accès de son gouvernement aux Américains - faisant ainsi de sa présidence l'une des plus secrètes de l'histoire du pays.³⁰⁰

of national crisis: official secrecy too often displaces important constitutional protections and democratic values.»)

299 Phillippe. H. Melanson, *Secrecy wars: National security, privacy, and the public's right to know*, Washington, DC, Brassey's, 2001, p. 1 (traduction libre de: «Democracy requires an informed citizenry, a free press, the public's right to know, and institutional checks and balances. These ideals cannot be achieved without the free flow of information.»)

300 Westley K. Clark, *Remarks on open government* (January 16, 2004), en ligne: <http://www.fas.org/sgp/news/2004/01/clark011604.html> (consulté le 15 février 2004), (traduction libre

Il appuie son jugement sur de nombreuses preuves. Par exemple, il rappelle que, tout juste après son investiture, le Président Bush a chargé le Vice-président Dick Cheney de créer une commission secrète chargée de discuter des changements à apporter au niveau de la politique américaine concernant le ressourcement énergétique du pays, sans en informer le Congrès. Quand le Congrès et la Branche juridique en ont appris l'existence et demandé l'accès aux procès-verbaux des réunions de cette commission, le Président et surtout le Vice-Président ont tout simplement refusé de les fournir en invoquant le Privilège de l'Exécutif. Selon Clark, ce n'était là que le commencement d'une longue série d'actions qui devaient être secrètement gardées. Il rapporte également l'existence d'un décret de l'Exécutif, signé par Bush qui rend difficile voire impossible au public d'obtenir certaines informations, et ce, malgré le *Freedom of Information Act*, une loi, vieille d'une trentaine d'années, qui garantit le droit à l'information du public. Prolongeant ce décret, Bush a fait promulguer une série de règlements visant à interdire l'accès aux dossiers de son administration pour une très longue période de temps après son départ. Ainsi, en prolongeant le nombre d'années de classification des dossiers, il empêchera pour longtemps le public américain de savoir ce qui s'est réellement passé dans son gouvernement. Pour souligner que ce régime du secret était propre à l'A.B., Clark promet la politique de transparence et d'ouverture suivante s'il devait accéder à la Présidence.

... Je vais mettre en place un Centre national de dé-classification pour centraliser et rationaliser le processus de dé-classification à l'échelle du gouvernement...

Contrairement à notre Président actuel, je tiendrai aussi au moins une conférence de presse par mois et des conversations régulières avec les citoyens - pour que les Américains puissent vérifier que leur président est bien responsable de ses actions.

Finalement, j'exigerai que tous les lobbyistes du gouvernement fédéral déposent des formulaires de divulgation de leur démarche chaque mois, au lieu de deux fois par an,

de: «For three years, George W. Bush has stonewalled America. For three years, he's put the special interests above the national interests. He's sealed records, cut short investigations, invoked executive privilege, and shut the American people out of the government - creating one of the most secretive presidencies in our nation's history.»)

comme ils le font actuellement. Il est temps de procéder au nettoyage de notre gouvernement et cela commence par la surveillance des intérêts particuliers.

En d'autres termes, les présidents sont des serviteurs de tous les citoyens - ils ne devraient pas être au sein du gouvernement pour servir ou répondre aux besoins des intérêts spéciaux. Ils devraient être ouverts, honnêtes et francs avec le public à propos de tout - et particulièrement en ce qui les concerne. Parce que, au fond, de vrais dirigeants ne devraient avoir rien à cacher au peuple qui les élit.

En tant que candidat, je pense qu'il est crucial que nous pratiquions ce que prêchons. Comme démocrates, nous avons besoin de servir d'exemple à George W. Bush et lui montrer ce qu'est un gouvernement honnête et ouvert.³⁰¹

Certes, comme nous l'avons souligné dans notre 3^e chapitre sur les limites de la démocratie en temps de guerre, les pratiques de restrictions communicationnelles justifiées par la situation conflictuelle permettent aux autorités de distribuer les informations au compte-goutte en s'efforçant de les doser pour que le public ne s'oppose pas aux décisions qu'il prend pour «assurer la victoire». En ces périodes de crise, de nombreux systèmes de «mise au secret» (*classification*) sont imposés et, parmi les informations que le gouvernement veut bien livrer, le public et ses représentants du Congrès ne trouvent pas celles qui lui permettraient de prendre des décisions éclairées.

Dans le cas de la GT, l'A.B. a abusé de ce genre de situation. Bien avant les événements du 9/11, Il existait de nombreuses indications permettant de croire que Bush et son Administration étaient bien déterminés à envahir l'Irak sans

301 Pour plus de précisions, Westley K. Clark, (January 16, 2004), (traduction libre de: « I will establish a National Declassification Center to centralize and streamline the declassification process across the Government. »)

Unlike our current President, I will also hold at least one press conference a month and regular town hall meetings - because the American people have a right to hold their president accountable for his actions. Finally, I will require all federal lobbyists to file disclosure forms every month, instead of just twice a year, as they currently do. It's time we cleaned up our government, and that starts with the special interests. To put it simply, presidents are public servants - they shouldn't be in government to serve themselves or narrow special interests. They should be open, honest, and up front with the public about everything possible - and especially about themselves. Because, when it comes down to it, true leaders shouldn't have anything to hide from the people who elect them. As candidates, I think it's crucial that we practice what we preach. As Democrats, we need to set an example for George W. Bush, and show him what an open and honest government is really all about.»)

l'autorisation du Congrès et sans tenir compte de l'opinion publique. L'incertitude planait. Mais les attentats ont parfaitement justifié que l'information susceptible de corroborer ces suspicions soit contrôlée et fournie au compte-goutte. Par exemple, les Démocrates du Congrès et du Sénat ont, à plusieurs reprises, par des lettres et des résolutions, tenté d'obtenir l'information manquante. Mais, chaque fois, l'A.B., entourée de son aréopage républicain de Sénateurs et de Congressistes, a trouvé le moyen de retenir ou de ralentir le flot d'informations et freiner les tentatives d'investigation ou, tout simplement, les rejeter ou les ignorer³⁰². Et ce type de comportement a prévalu tout au long des deux mandats du 43^e Président. Comme le remarque, en 2005, Stephen Wayne de l'Université Georgetown:

Depuis Richard Nixon, Bush est le Président qui a utilisé le pouvoir exécutif avec le plus d'agressivité. Malgré son récent recul dans les sondages, ce sont les questions qu'il a choisies qui constituent l'ordre du jour du pouvoir législatif. En politique étrangère, il poursuit une guerre de plus en plus impopulaire en Irak sans que les autres branches du gouvernement puissent le contrôler.³⁰³

En 2006, le Démocrate John Conyers, Jr, (2006), s'en prend au manque de transparence. Selon lui, l'A.B. n'a pas donné au public et aux Démocrates, les informations qui auraient pu permettre d'évaluer le bien-fondé des mesures restreignant les libertés publiques officiellement prises pour assurer la sécurité des

302 Pour mémoire, le Démocrate Henry Waxman, par exemple, a envoyé plusieurs lettres aux membres du gouvernement, ainsi qu'aux responsables de la sécurité nationale, Condoleezza Rice, ainsi qu'à Colin Powell, demandant des éclaircissements en ce qui concerne la menace nucléaire que représente l'Irak. En général, ils n'ont pas eu de réponses satisfaisantes ou tout simplement la requête a été ignorée. En dépit de l'échec de ces tentatives, des démocrates ont demandé de créer une commission indépendante chargée de réviser les informations. Ainsi, le 2 février 2004, la chef minoritaire Nancy Pelosi, le sénateur Leader Thomas Daschle, les sénateurs Jay Rockefeller, Joseph Lieberman et Henry Waxman ont réclamé une commission d'enquête visant à analyser et à vérifier les informations utilisées pour justifier la guerre en Irak, mais l'Administration Bush a fait la sourde oreille.

303 S. Broder, «Our Back-Seat Congress», in *Washington Post*, 4 Sept. 2005, p. B7 ou en ligne: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/09/03/AR2005090301005.html> (traduction libre de: «Bush is the most aggressive user of executive power since Richard Nixon, said Stephen Wayne of Georgetown University. Despite the recent dip in his poll ratings, the issues he has chosen occupy the legislative agenda. In foreign policy, he continues to pursue, essentially unchecked, an increasingly unpopular war in Iraq.»)

citoyens. Il rapporte avoir envoyé plusieurs requêtes signées par 90 membres du Congrès exigeant plus d'informations sur ce qui avait été convenu entre le Président Bush et le Premier Ministre britannique, Tony Blair à propos des politiques des deux pays au Moyen-Orient. Conyers Jr. voulait obtenir les procès verbaux de la rencontre des deux chefs d'État à la Résidence du PM britannique, les fameuses *Downing Street Minutes*³⁰⁴. D'autres requêtes ont été envoyées auprès de l'A.B. pour obtenir des informations relatives à l'action des États-Unis au Moyen-Orient. Elles sont toujours demeurées sans réponse. Or, comme nous l'avons vu dans le 1^{er} chapitre de la thèse, une des prérogatives du régime démocratique américain est de rendre le gouvernement responsable de ses actions devant les citoyens (l'imputabilité). Par conséquent, l'absence d'accès à l'information et aux prises de décisions ne peut qu'empêcher le public de veiller, comme la Constitution le lui demande, à ce que son gouvernement lui rende des comptes. Aussi, nombreux sont les critiques qui, après avoir observé l'A.B. s'empressent de souligner l'aspect, pour le moins, cavalier de sa conduite face à ce dilemme.

Pour Conyers Jr, l'histoire de l'A.B. est un tissu de scandales où elle viole la loi à maintes reprises. Elle a presque toujours agi seule, sans égard aux dispositifs de contrôle et de contrepouvoirs institués par les Pères Fondateurs. Selon ce Sénateur, cette situation est inédite. Face à ce qui ressemble assez à «une prise de pouvoir dictatoriale,³⁰⁵» puisque le Congrès est paralysé et que la Cour Suprême s'est vue enlever son rôle d'arbitre suprême, les Démocrates continuent à maintenir un

304 Anita Miller, 2006, p. 139, Les mémos de Downing Street, qui se voulaient être de la correspondance entre le gouvernement américain et le gouvernement britannique pour le Moyen-Orient.

305 Terme introduit par William Safire in «Seizing Dictatorial Power», in *The New York Times*, publié le 15 novembre 2001, devant le non- respect de l'administration de Bush des principes démocratiques américains, en ligne: <http://www.nytimes.com/2001/11/15/opinion/15SAFI.html?pagewanted=1>.>. Consulté le 15 mars 2002.

semblant d'opposition, sans réussir à stopper des mesures qui leur paraissent insensées ou arbitraires.

Aussi, plutôt que chez les politiciens, c'est chez les universitaires et penseurs critiques, les écrivains, etc. que l'on trouve, dès la fin du XX^e Siècle et avant l'arrivée du 43^e Président, les fondements théoriques sur lesquelles l'opposition politique aurait pu articuler sa critique. Rappelons que, pour que la «recevabilité» (ou responsabilité devant les citoyens) démocratique soit assurée, les autres branches du gouvernement et, en particulier, le Congrès, comme le public doivent être suffisamment bien informés pour juger du bien-fondé des affaires gouvernementales ou, minimalement, donner leur consentement à la mise en pratique des nouvelles politiques de l'Exécutif. La communauté académique rappelle la question fondamentale que pose le bon fonctionnement de la démocratie: est-il constitutionnel pour le Président de ne pas acheminer l'information au Congrès, à la bureaucratie, à la cour et ultimement au public? Et les réponses, comme celle que fournit S. L. Katz, dès 1987, sont catégoriques:

Quand le secret est utilisé pour ne pas avoir à aller chercher l'aval du Congrès et des citoyens, notre système constitutionnel est court-circuité. Quand les informations sont dissimulées au public, le gouvernement suscite la méfiance du public et se prive des meilleurs moyens de recouvrer sa confiance.³⁰⁶

Pour les universitaires, il est évident que le sceau de secret permet à un groupe au pouvoir ou proche du pouvoir de réaliser ses propres objectifs sans avoir à soumettre ses plans à l'examen du public ou de ses représentants élus. Il est révélateur de constater (on y reviendra dans le 3^e chapitre de cette seconde partie et dans la 3^e partie de la thèse) qu'avant l'A.B., c'est sous Nixon, Reagan et G. H. Bush, alors que

306 Steven L. Katz, 1987, p. 73 (traduction libre de: «When secrecy is used to bypass the consensus of Congress and citizens, then our constitutional system is also bypassed. When information is not disclosed to the public, the government has failed to exercise the best means of maintaining the public trust and dispelling distrust.»)

les Néoconservateurs commençaient à s'infiltrer sérieusement dans la gestion des politiques extérieures des États-Unis, que les chercheurs ont trouvé que de plus en plus de scénarios favorisant les objectifs de groupes de pression appuyés par les Néoconservateurs ont été réalisés sous le sceau du secret alors qu'ils allaient à l'encontre des tendances dominantes de l'opinion publique ou d'autres branches du gouvernement. Le public était tenu dans le noir lors de prises de décisions cruciales malgré l'omniprésence de la législation stipulant qu'il soit informé. Comme M. Nincic (1992) le suggère nettement,

Isoler les décideurs politiques des jugements du public et du Congrès quand la politique en cours s'oppose aux déclarations officielles ou bien encore aux préférences exprimées ou aux valeurs tacites de la nation semble avoir été à la base d'une bonne partie de la tromperie découverte dans les dernières décennies. Le but étant tout simplement d'éviter la condamnation démocratique de gestes que le consensus démocratique aurait interdits.³⁰⁷

Malgré ces constats, il n'existe pas encore d'amendement à la Constitution visant à vérifier le bien-fondé, en temps de guerre ou de crise - dont l'ampleur est à géométrie variable -, du recours au «Privilège de l'Exécutif». Selon Vergniolle de Chantal (2007), un tel ajustement est possible puisque: «les institutions politiques américaines sont insérées dans un processus de réajustement permanent dont la flexibilité légendaire constitue la plus grande force de la structure politique inventée par les Pères Fondateurs.³⁰⁸» En effet, selon plusieurs théoriciens, le régime démocratique américain construit sur la méfiance du pouvoir, n'aurait jamais permis une telle concentration de pouvoirs entre les mains de l'Exécutif.

307 Miroslav Nincic, M. 1992, *Democracy and foreign policy: The fallacy of political realism*, New-York, Columbia University Press, 1992, p. 148 (traduction libre de: «Insulating policy makers from the judgments of the public and Congress when actual policy collides with official pronouncements or with the nation's expressed preferences or tacit values seems to have been the basis for much of the deception that has come to light in recent decades. Its frequent purpose is simply to avoid democratic accountability for acts that democratic consensus would punish.»)

308 François Vergniolle de Chantal, *L'empire de l'exécutif: la présidence des États-Unis de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush (1933-2006)*, Paris, Armand Colin-CNED, 2007, p. 138 (traduction libre de: «American political institutions are locked in a permanent readjustment whose flexibility is the greatest strength of the framework devised by the framers.»)

L'institutionnalisation du système construit sur le principe, si cher à Montesquieu, «de vérification et d'équilibre des pouvoirs» (*Checks and Balances*), permet aux trois «Branches» de s'autoréguler en temps de paix. Mais tout reste possible dès qu'il y a conflit; qu'il soit de grande intensité, comme la SGM ou de faible intensité comme dans les CFI de Reagan ou dans la GT de G.W. Bush. Dans ce dernier cas, les politiciens, surtout ceux de l'opposition démocratique, ont pris beaucoup de temps à comprendre ce qui se passait. Ce n'est qu'en 2007 que la sénatrice Holtzman (2007), dans une analyse des crises de la Constitution américaine, en arrive au constat que, jamais dans l'histoire des États-Unis, la Constitution a été aussi malmenée. Bush a falsifié des documents, a menti à maintes reprises et a manipulé l'opinion publique ainsi que les deux autres paliers du gouvernement pour partir en guerre. Selon elle, il ne peut y avoir de plus grande subversion commise à l'égard de la Constitution que lorsque le Président s'en remet au mensonge et à la tromperie pour aller en guerre. Ce faisant, il a court-circuité l'une des libertés fondamentales du pays qu'est le droit à l'information, ou, compte tenu des faits et des informations récemment révélés, il a empêché le Congrès et le peuple américain de décider raisonnablement s'ils devaient ou non partir en guerre. Seulement en cas d'attaques imminentes, le Président est autorisé à mobiliser immédiatement des troupes pour protéger le pays. Autrement, il incombe au Congrès et non au Président de décider de partir en guerre³⁰⁹. Pourtant, Bush, invoquant l'atteinte à la sécurité nationale posée par les attentats du 9/11 et la menace (invérifiable) d'autres attaques terroristes, n'a pas hésité à déclarer la GT sans même attendre l'autorisation du Congrès.

En nous référant aux dires de Vergniolle de Chantal, nous pouvons conclure qu'en dépit du cadre constitutionnel conçu par les Pères Constituants, il semble bien qu'il y ait une tendance constante de la part des tenants du Pouvoir exécutif à vouloir

309 Foreword by Elizabeth Holtzman in John C. Conyers and Staff., *The Constitution in Crisis: The High Crimes of the Bush Administration and a Blueprint for Impeachment: Deception, manipulation, Torture*, New York, Skyhorse Publishing Inc, 2007, p. (x).

supplanter les autres branches du gouvernement. Néanmoins, nous avons vu qu'en temps de paix, le pouvoir présidentiel, bien qu'il soit très fort, dépend de certaines autres forces politiques puisque, par exemple, le Congrès, appuyé par l'opinion publique, peut sinon le neutraliser, au moins le modérer en l'équilibrant. Mais, effectivement, en temps de conflits, majeurs ou mineurs (il n'existe pas d'instance apte à évaluer l'intensité du conflit), l'opinion publique, confrontée à l'utilisation du sceau du secret, ne peut s'informer et donc élaborer un jugement pertinent. Potter Stewart insiste: «le seul moyen efficace de se prémunir des excès du pouvoir exécutif et de ses politiques est d'être une communauté éclairée. En ce sens, seule une opinion publique informée et critique peut protéger les valeurs d'un gouvernement démocratique.³¹⁰» Katz appuie fortement cet avis en soulignant qu'on ne saurait accentuer l'importance que représente le fait d'avoir l'ensemble des citoyens informés des affaires de leur pays. Malheureusement, comme on vient de tenter de le montrer, sous les Néoconservateurs qui ont évolué dans les arcanes des administrations républicaines depuis Nixon et, plus particulièrement au cœur de l'A.B., le public est tenu dans l'obscurité et, si des informations parcellaires sont souvent fournies et parfois en quantités astronomiques, c'est dans le but de le manipuler «en noyant le poisson». Comme le dit un historien des démocraties, «Historiquement, dans tous les cas où l'on a voulu étouffer une démocratie, on a commencé par étouffer l'information.³¹¹» Il est donc clair que lorsque le sceau de secret est utilisé et les citoyens n'ont pas accès à l'information pertinente, la démocratie est en danger. «Il est, par ailleurs, évident qu'il n'y a pas de démocratie sans opinion publique et qu'il n'y a pas d'opinion publique sans information.³¹²»

310 Justice Potter Stewart cité dans Vergniolle de Chantal, 2007, p. 138 (traduction libre de «The only effective restraint upon executive policy and power (...) may lie in an enlightened citizenry - in an informed and critical public opinion which alone can protect the values of a democratic government.»)

311 Jacques Lemaire, «La démocratie en danger», Actes du 40e anniversaire, Nouvelle série, 35, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1997, p. 20.

312 Jacques Lemaire, op. cit., 1997, p. 20.

Mais l'information, - qui est en quelque sorte le contenu de la conversation républicaine puisqu'elle la nourrit, s'y transforme, en émane sous d'autres formes comme des décisions populaires qui, à leur tour, deviennent de l'information pour d'autres secteurs de la société - et qui est donc très importante en amont, comme à l'intérieur, et en aval de la conversation républicaine, n'est pas tout. Elle n'est peut-être même pas l'essentiel! L'essentiel de la conversation républicaine est constitué, en fait, par celles et ceux qui y participent, celles et ceux qui y entrent bien formés par l'éducation, s'informent des faits pertinents au débat public, et prennent librement, en leur âme et conscience, les meilleures décisions possibles pour la communauté, le village, la ville, l'État ou la Nation, voire, idéalement, l'humanité entière! Finalement, l'élément clef de tout processus décisionnel dans une démocratie qui se respecte est la liberté et la responsabilité des décideurs. Et, dans une démocratie, les décideurs ce sont, certes, les représentants du peuple, les politiciens élus, mais d'abord et avant tout, ceux qui les élisent, les citoyens! Si les citoyens ne sont ni proprement formés par leur éducation ni proprement informés par le libre accès à l'information gouvernementale, il n'y a pas démocratie! Et ce n'est pas tout, pour que les décisions qu'ils prennent et auxquelles ils participent soient valides, il faut qu'ils en soient pleinement responsables et pour en être pleinement responsables, il faut qu'ils soient entièrement libres de toutes contraintes! Or sous l'A.B., nous avons vu que l'information pertinente était pratiquement inaccessible et qu'il y avait aussi beaucoup d'intimidation et, sur ce point, nous reviendrons plus loin. Mais ce que nous voulons aborder maintenant c'est l'étude de la manière dont l'A.B. a réussi à supprimer l'Habeas Corpus, - qui garantit la liberté - à certains citoyens américains, des citoyens, du coup devenus moins libres que les autres. Pour illustrer ce phénomène crucial, nous allons prendre deux cas sur lesquels les médias se sont étendus; le cas de José Padilla et l'affaire Libby.

4.2.4.1 Présentation de deux cas illustrant la restriction des libertés individuelles

Cas 1: José Padilla et autres *Enemy Combatants*

Il est difficile d'imaginer que l'Amérique verrait d'un bon œil un gouvernement étranger, qui réclamerait le droit de détenir certains de ses propres citoyens en prison, incommunicado, leur refusant l'accès à une assistance juridique pour aussi longtemps qu'il le jugerait nécessaire, sans qu'ils soient officiellement inculpés selon les procédures normales. Néanmoins, c'est la position que [l'A.B.] a tenté de défendre devant les tribunaux à l'égard de citoyens américains qu'elle estime être «des combattants ennemis», *The Economist*, Londres, 14 décembre 2002.³¹³

Al Gore constatera, toujours trop tard, que, le président Bush s'est arrogé à lui seul, le droit de désigner les *enemy combatants* et de suspendre l'Habeas Corpus de n'importe quel citoyen américain soupçonné. Plusieurs d'entre eux se sont retrouvés dans cette situation. Nous avons retenu les cas de José Padilla et de Yaser Esam Hamdi, tous deux citoyens américains, qui ont été dépouillés de leurs droits constitutionnels et exclus de la conversation républicaine qui, alors, se limitait, tout simplement, à prouver leur innocence.

Charles Lane, reporter à la Cour Suprême, remarque que la GT a entraîné la création d'un système de sanctions parallèles aux États-Unis. Tout individu suspecté d'être un terroriste, qu'il soit Américain ou non, peut être surveillé, arrêté, détenu, mal traité sans qu'il puisse recourir à la moindre protection légale pourtant assurée en temps normal. C'est dans cette situation extraordinaire que s'est retrouvé Yaser Esam Hamdi, citoyen américain, né de parents saoudiens et arrêté en Afghanistan. Il a été

313 Cité dans Nat Hentoff in «George W. Bush's Constitution 'Does it Take a Lifetime to Question a Man?'», January 07, 2003, en ligne: <http://www.villagevoice.com/2003-01-07/news/george-w-bush-s-constitution/1> (consulté le 3 mars 2004), (traduction libre de: «It is hard to imagine that America would look kindly on a foreign government that demanded the right to hold some of its own citizens in prison, incommunicado, denying them access to legal assistance for as long as it thought necessary, without ever changing them with a crime. Nevertheless, that is the position that George Bush's administration has tried to defend in the courts with regard to American citizens whom it has deemed to be -'enemy combatants''- The Economist, London, December 14, 2002»)

dépouillé de ses droits constitutionnels sur ordre du Président des États-Unis³¹⁴ et détenu *incommunicado* à l'intérieur d'une base navale en Virginie. La même chose est arrivée à José Padilla. Arrêté le 8 mai 2002 aux États-Unis pour complot visant à faire exploser une bombe radioactive (*a dirty bomb*), «José Padilla, citoyen américain, est sous le contrôle du Département de la Justice, il était désigné et fiché comme «combattant ennemi», lors de son entrée aux États-Unis en 2002.³¹⁵» Al Gore déplorera, le fait que, si le Président peut désigner les *ennemis combattants*, il peut aussi exiger que les personnes soient détenues *incommunicado*, aussi longtemps qu'il le juge nécessaire, sans que la cour puisse vérifier le bien-fondé des accusations.

Si le Président, par erreur, ou en raison de fausses informations enferme la mauvaise personne; celle-ci se retrouve dans la quasi-impossibilité de prouver son innocence - parce qu'elle ne peut parler à un avocat ou sa famille ou quelqu'un d'autre et elle n'a même pas le droit de savoir de quel crime précis, elle est accusée. Le droit constitutionnel à la liberté et à la poursuite du bonheur que nous considérons comme «inaliénable» peut maintenant être immédiatement révoqué par le Président à n'importe quel Américain, sans que les autres branches du gouvernement puissent intervenir.³¹⁶

Et pourtant, tout citoyen américain est protégé par le cinquième amendement qui interdit qu'il soit incarcéré sans avoir été traduit en justice pour que ses droits lui soient signifiés et les motifs de son incarcération précisés. Il y a deux cents ans, le gouvernement, alors en guerre, a - temporairement - mis en vigueur le *Sedition Act* et l'*Alien Act*. Ces décrets lui permettaient de déporter les étrangers, mais ceux-ci, alors,

314 Nat Hentoff, «A Citizen Shorn of All Rights: A Case Vital to Future Americans, Too», Tuesday, December 31st 2002, en ligne: <http://www.villagevoice.com/2002-12-31/news/a-citizen-shorn-of-all-rights/> (consulté le 10 janvier 2003)

315 «Letter on Padilla», June 9, 2002, p. 1, en ligne: <http://www.cnss.org/padillapresord.pdf>, (consulté le 5 oct., 2004), (traduction libre de: «Jose Padilla, who is under the control of the Department of Justice and who is a U.S. citizen, is, and at the time he entered the United States in 2002 was, an enemy combatant.»)

316 Al Gore, November 2003, p. 2, (traduction libre de: « Now if the President makes a mistake, or is given faulty information by somebody working for him, and locks up the wrong person, then it's almost impossible for that person to prove his innocence – because he can't talk to a lawyer or his family or anyone else and he doesn't even have the right to know what specific crime he is accused of committing. So a constitutional right to liberty and the pursuit of happiness that we used to think of in an old-fashioned way as "inalienable" can now be instantly stripped from any American by the President with no meaningful review by any other branch of government.»)

pouvaient défendre leur cause devant un tribunal. Dans le cadre de la GT, les individus qui sont désignés comme «ennemis combattants» peuvent être détenus indéfiniment. Curieusement, ces mesures de l'Exécutif ont été entérinées par le pouvoir législatif. En 2003, la cour d'appel a effectivement appuyé la décision du Président de désigner et de s'occuper des «ennemis combattants». Et elle justifie sa décision en précisant:

Le gouvernement affirme que le Président a le pouvoir exclusif de retenir ceux qui prennent les armes contre ce pays en vertu de l'article II, section 2, de la Constitution, faisant de lui le commandant en chef. Toujours en vertu de cet article, l'exercice de ces pouvoirs, à l'intérieur du pays, ne requiert pas l'autorisation du Congrès. En outre, selon cet argument, il a été réglé *ex parte Quirin* que le pouvoir militaire de détenir des combattants ennemis en temps de guerre s'applique aux citoyens américains ainsi bien qu'aux combattants étrangers.³¹⁷

Conséquente, en 2004, alors que José Padilla était incarcéré, la Cour Suprême, interpellée à son tour sur ce sujet, a refusé de statuer sur l'anticonstitutionnalité du processus de désignation «combattants ennemis». D'après un rapport du Procureur Général émis par le Département de la Justice, il revient au Président de décider du mode d'action adéquat pour contrer le terrorisme.

Le Département de la Justice est satisfait du fait que la Cour suprême a accueilli la demande du gouvernement et a examiné la décision rendue par la Deuxième cour d'appel régionale dans le cas de José Padilla. Le Président, agissant en tant que Commandant en chef en temps de guerre, a décidé que Padilla est étroitement lié à Al-Qaïda, une organisation terroriste internationale contre laquelle les États-Unis sont en guerre. Il a été établi que Padilla avait un comportement hostile et s'est livré à des actes belliqueux. En outre, il détient des renseignements qui aideraient les Américains dans leurs efforts pour prévenir les attaques d'Al-Qaïda et il représente un danger grave pour la sécurité nationale. Par conséquent, il est dans l'intérêt des États-Unis de détenir Padilla en tant que

317 « Second Circuit Court of Appeals (2004). Padilla V. Rumsfeld», in M. Katherine, B. Darmer, et al., 2004, p. 271 (traduction libre de: «The government contends that the President has the inherent authority to detain those who take up arms against this country pursuant to Article II, Section 2, of the Constitution, which makes him the Commander in Chief, and that the exercise of these powers domestically does not require congressional authorization. Moreover, the argument goes, it was settled by Quirin that the military's authority to detain enemy combatants in wartime applies to American citizens as well as to foreign combatants.»)

«combattant ennemi». L'autorité du Président de qualifier des personnes de «combattants ennemis» est une partie essentielle de la GT. L'action de la Cour fournit aujourd'hui l'occasion de réaffirmer cette autorité cruciale.³¹⁸

Force est de constater que, face à un état de guerre flou, la protection fondamentale des libertés civiles, à laquelle devaient veiller les trois pouvoirs séparés, s'érode. Et, de plus en plus, la prophétie de James Madison, selon laquelle il y a risque de sombrer dans la tyrannie s'il y a concentration des pouvoirs, semble se réaliser. Et là encore, c'est un reporter du *New York Times*, David Stout, qui, commentant la position de la Cour Suprême au moment où elle devait trancher les questions opposant la sécurité nationale aux libertés fondamentales, insiste pour qu'elle maintienne «l'équilibre délicat entre les libertés personnelles et la sécurité de la nation, surtout, en temps de guerre. Car, particulièrement, en temps de guerre, la Constitution doit garantir ces libertés pour lesquelles nous nous sommes engagés dans cette GT.³¹⁹» Totalemment sourde à de telles suggestions, l'A.B., en recourant à des tentatives d'intimidation, parvient à museler les partisans du maintien des prémisses de la conversation républicaine dans les cours de justice ainsi que les contestataires des arguments évoqués par l'A.B. pour entrer en guerre contre l'Irak, comme nous allons le voir avec l'Affaire Libby.

318 «General John Ashcroft regarding the Padilla case», (2004, February 20), en ligne: <http://www.fas.org/irp/news/2004/02/doj022004.html> (consulté le 15 octobre 2004), (traduction libre de: «The Department of Justice is pleased the Supreme Court has granted the government's petition and will review the decision issued by the Second Circuit Court of Appeals in the Jose Padilla case. The President, acting as Commander in Chief in a time of war, determined that Padilla is closely associated with al Qaeda, an international terrorist organization with which the United States is at war, that he has engaged in conduct that constituted hostile and war-like acts, that he possesses intelligence that would aid U.S. efforts to prevent attacks by al Qaeda, that he represents a grave danger to the national security, and that it is in the interest of the United States to detain Padilla as an enemy combatant. The President's authority to designate individuals as enemy combatants is a vital part of the war on terrorism. The Court's action today provides an opportunity to reaffirm this critical authority.»)

319 M. Katherine et al., 2004, p. 297 (traduction libre de: «'the delicate balance between personal freedoms and the security of the nation, especially, in wartime'. Especially in wartime, the Constitution must stand upright for the freedoms we are fighting to defend against the terrorists.»)

Cas 2: l’Affaire Libby

Même si une partie de l’opinion publique américaine a accordé beaucoup de crédit à l’affirmation du Vice président, Dick Cheney et des Néoconservateurs selon laquelle, il y aurait eu des liens entre l’Irak et Al-Qaïda permettant de croire que Saddam Hussein était, en partie, responsable des événements du 9/11, la plupart des médias du pays et la majeure partie de l’opinion publique n’ont pas supporté cette perception de l’histoire. Par contre, la raison principale invoquée par l’A. B. pour mobiliser les États-Unis contre l’Irak selon laquelle il existait des preuves que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive a été largement acceptée. Tout le monde savait que certaines de ces armes de destruction massive avaient existé dans l’arsenal du dictateur. Ce fut particulièrement le cas des gaz mortellement asphyxiant qui avaient été utilisés contre des minorités irakiennes dans un passé récent ainsi que durant la guerre contre l’Iran du temps de l’A.Rea.. Et cela, personne ne le conteste, car ce sont les États-Unis eux-mêmes, par l’entremise de nul autre que Donald Rumsfeld, qui avaient fourni ces gaz asphyxiants à Saddam Hussein. Par contre, le fait que ce dernier détienne d’autres armements qu’il avait vainement cherché à obtenir alors, comme l’arme nucléaire, ne faisait l’objet de fortes suspicions plus ou moins partagées. Néanmoins, Dick Cheney, mais aussi le Président et surtout le Secrétaire d’État, Powell - qu’une grande majorité d’Américains considérait être au-dessus de tout soupçon - se disaient convaincus que le Président irakien était sur le point de se doter de cette arme décisive et qu’il se serait même procuré au Niger, l’uranium nécessaire à sa fabrication.

Toutefois, on a, assez vite, découvert, par des ‘fuites,’ que la plupart des documents relatifs à la possession de l’uranium étaient faux ou ne révélaient pas du tout ce que l’A.B. leur faisait dire. Pour étouffer ces «fuites», plusieurs membres de l’A.B. ont réagi en tentant de dissimuler (*cover-up*) les preuves ou d’intimider celles et ceux qui tentaient de rétablir les faits. Parmi eux, Joseph Wilson qui avait été

envoyé en mission au Niger pour vérifier ces allégations. Il avait découvert que l'uranium nigérien que Saddam Hussein était sensé se procurer était en fait totalement contrôlé par des compagnies françaises et strictement surveillé. Ainsi, l'Irak ne pouvait absolument pas avoir recours à cet uranium nigérien dans son prétendu programme de fabrication d'armes nucléaires comme l'A.B. s'efforçait de le faire croire. L'Ambassadeur Wilson a alors écrit un article dans la rubrique «opinion» du *New York Times* où il révélait les trouvailles de sa mission. Il y a fortement mis en doute l'affirmation de l'A.B., selon laquelle l'Irak serait en train de construire des armes nucléaires. Selon les critiques qui ont étudié cette affaire, immédiatement après, l'A.B. a tenté de dissimuler les documents pertinents afin d'étouffer l'histoire. Et elle a aussi cherché à détruire la crédibilité de Joseph Wilson. Des documents confidentiels sur l'ambassadeur et sa femme ont été coulés à des journalistes, dont Novák, un chroniqueur de CNN très proche de l'A.B.. Mais cette fuite qui, initialement visait à causer du tort au couple Wilson, s'est vite avérée être aussi, sur le plan légal, une atteinte à la sécurité nationale, car la femme de Wilson qui avait fait en sorte que son mari puisse se rendre officiellement au Niger, était agent secret à la CIA. L'A.B. n'a pu alors empêcher qu'il y ait enquête. Et cette enquête a permis de remonter à la source de la fuite visant à discréditer l'Ambassadeur Wilson et son épouse. Ce sont Patrick Fitzgerald, Conseiller spécial de la Maison Blanche, et Lewis Libby, chef de cabinet du Vice-Président, Dick Cheney qui ont été identifiés comme en étant les auteurs. Ils redoutaient, - à juste titre -, que si le public se mettait à croire qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak, dont le projet de construction d'armes nucléaires était un des principaux éléments, il n'y aurait plus de raisons légitimes d'envahir l'Irak.

Plusieurs médias se sont emparés de cette histoire. Les articles publiés dans le *New York Times*, *The Washington Post*, *The New Republic*, *Alternet*, laissent clairement entendre qu'il s'agit là, d'une des plus grandes tentatives de dissimulation effectuée par la Maison Blanche.

Selon le Sénateur, Jeff Bingaman du Nouveau-Mexique, les informations que le gouvernement a reçues au sujet des armes de destruction massive (ADM) étaient fausses ou manipulées. De façon catégorique, un autre Sénateur admet tristement la justesse de ces affirmations: «C'est tout à fait juste: les renseignements ont été manipulés». Sous Reagan, la réputation de la CIA, en tant que services de renseignement, a été terriblement endommagée lorsque William Casey, son directeur, avait manipulé les renseignements pour exagérer l'ampleur de la menace soviétique en Amérique centrale, et ce afin d'obtenir, [des autres branches du gouvernement] un appui accéléré aux politiques de Ronald Reagan. À nouveau, il y a, quelque chose de pourri dans les services de renseignements.³²⁰

En révélant la couverture de l'agent secret Valérie Plame Wilson, épouse de l'Ambassadeur Wilson, les Néoconservateurs, Karl Rove, Cheney, Libby et d'autres espéraient miner la crédibilité de l'ex ambassadeur. Mais ils ont, ce faisant, commis une grave infraction légale puisque, dans le but de protéger le fonctionnement du système de sécurité nationale, il est interdit de révéler l'identité des agents de la CIA. On assiste donc là à un magistral revirement de situation. Ari Fleischer, porte-parole de la Maison-Blanche, a dû alors regretter la remarque, devenue célèbre, qu'il avait faite (et rapportée plus haut) selon laquelle: «les gens devaient se rappeler que, face aux menaces terroristes, il était préférable de tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de dire quoi que ce soit.» Plutôt que de chercher à dénigrer la respectabilité d'un Ambassadeur critique, l'A.B. aurait mieux fait de se taire. Car tout ce scandale permet effectivement à Wilson d'avancer que la fuite faisait partie «d'une tentative délibérée de la Maison-Blanche d'intimider les autres et de faire taire les critiques du gouvernement.³²¹» Ces dirigeants, vindicatifs et arrogants, ont tenté

320 Nicholas D. Kristof, «Why truth matters», chroniqueur au *New York Times*, en ligne: <http://www.cnn.com/2003/US/05/06/nyt.kristof>, (consulté le 20 mai 2003), (traduction libre de: «The intelligence that our officials was given regarding W.M.D. was either defective or manipulated, 'Senator Jeff Bingaman of New Mexico.' Another senator is even more blunt and, sadly, exactly right: 'Intelligence was manipulated.' The C.I.A. was terribly damaged when William Casey, its director in the Reagan era, manipulated intelligence to exaggerate the Soviet threat in Central America to whip up support for Ronald Reagan's policies. Now something is again rotten in the state of Spookdom.»)

321 Mike Allen and Dana Priest, «DoJ Investigates White House Over Outing of CIA Operative», en ligne: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A11208-2003Sep27.html> (consulté le 30 décembre 2003), (traduction libre de «A deliberate attempt on the part of the White House to intimidate others and make them think twice about coming forward.»)

en vain de se venger de Wilson qui avait refusé de corroborer les preuves fabriquées pour faire croire que Saddam Hussein avait fait l'acquisition d'armes nucléaires.

Cette affaire Libby a révélé que l'A.B. a délibérément cherché à ruiner la carrière d'agent de la CIA de Valérie Plame Wilson pour la punir ainsi que son mari d'avoir tenté de remettre en cause le système de justification de l'expansion à l'Irak de la GT par l'Exécutif. En voulant se venger, l'A.B., pourtant focalisée sur la protection de la sécurité nationale, n'avait même pas pensé qu'en posant ce geste vindicatif, elle commettait un crime contre les règles élémentaires du maintien de l'anonymat des agents de la CIA. Tout lui paraissait donc permis pour stopper l'exercice de la liberté d'expression, SINE QUA NON de la conversation républicaine. Pour l'A.B., la guerre au terrorisme exige de faire passer comme antipatriotique et dysfonctionnelle le recours à la liberté d'expression.

Nous avons démontré, dans le premier chapitre de cette thèse, que l'accès à l'information est un des piliers de la démocratie américaine. Nous venons de voir, dans la précédente section de ce 4^e chapitre que l'A.B. a profondément sapé ce pilier de la démocratie en retenant et déformant l'information indispensable aux citoyens décideurs ainsi qu'en supprimant leurs libertés civiles et en confisquant leur liberté d'expression.

Après avoir traité des restrictions des libertés civiles ainsi que des tactiques d'intimidation telles que la délation et la censure, la surveillance et la répression, nous allons nous efforcer de voir comment l'A.B. a tenté de manipuler l'opinion publique ou de la bâillonner, en restreignant, censurant et orientant les outils de communications de masse. Beaucoup d'observateurs ont effectivement constaté l'absence du public et des médias face à la puissante machine communicationnelle que l'A.B. a mise en place, en principe, pour assurer la sécurité nationale. Et, pour

eux, cette situation n'est pas sans faire penser à ce qui s'était produit après l'attaque de Pearl Harbour en décembre 1941.

4.2.5 Tentatives de manipulation de l'opinion publique par la distorsion, le contrôle des médias de masse et la dissimulation de l'information

Pour Jefferson, le citoyen doit être guidé par la raison et la vérité. Un bon gouvernement doit donc 'lui ouvrir toutes les avenues de la vérité'.³²²

John Brady Kiesling, diplomate de l'A.B., et ancien conseiller politique à l'ambassade américaine d'Athènes, démissionne de son poste pour protester contre l'invasion de l'Irak. Selon lui, l'option guerrière prise par l'A.B. risque d'hypothéquer le capital moral acquis par les États-Unis depuis Woodrow Wilson. Selon Kiesling, les États-Unis étaient un phare de liberté, de sécurité et de justice aux yeux de l'équipage du vaisseau spatial Terre. Mais il s'empresse de mentionner que la détérioration de l'image des États-Unis à travers le monde provient du fait que le principe de souveraineté du citoyen y est systématiquement violé depuis les événements du 9/11. La manipulation de l'information et des faits par l'A.B. empêche les Américains de faire usage de leur raison et toute connaissance de la vérité.

Nous n'avions pas connu une distorsion aussi bien organisée de l'information et du renseignement, ni une manipulation aussi systématique de l'opinion publique américaine depuis la GV, écrit Kiesling le 27 février dans sa lettre de démission. Nous avons répandu, d'une façon démesurée, terreur et confusion dans l'opinion publique, liant arbitrairement deux problèmes sans relation, le terrorisme et l'Irak.³²³

322 Thomas Jefferson, 1939, p. 252-253 (traduction libre de: «Icave open to him all avenues of truth.»)

323 Robert Parry, «Bush Alderaan», April 8, 2003, en ligne: <http://www.consortiumnews.com/2003/040803a.html> (consulté le 18 décembre 2006), (traduction libre de: «We have not seen such systematic distortion of intelligence, such systematic manipulation of American opinion, since the war in Vietnam, Kiesling wrote in a resignation letter on Feb. 27. We spread disproportionate terror and confusion in the public mind, arbitrarily linking the unrelated problems of terrorism and Iraq.»)

En 2006, Conyers Jr., Sénateur durant le 2^e mandat de l'A.B. soutient que celle-ci a tout fait pour manipuler l'opinion publique. Cette tâche de manipulation a été confiée à plusieurs organismes. L'un d'eux, le «Groupe sur l'Iraq de la Maison Blanche» (*White House Iraq Group*, WHIG) a mis sur pied une campagne de relations publiques pour convaincre les citoyens d'adhérer aux objectifs de l'A.B.. Un peu plus tard, cette campagne a été reprise à l'identique par le Gouvernement britannique. Elle débuta aux États-Unis en août 2002, le Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, tient un discours où Saddam Hussein est comparé à Adolf Hitler et dans lequel il s'empresse d'appuyer l'A.B. qui prétend que l'Irak possède des armes de destruction massive. Il y compare ce qui se passe en 2002 aux années qui avaient précédé les offensives hitlériennes en Europe. La critique des «Accords de Munich» (où la France Daladier et l'Angleterre Chamberlain avaient cru avoir évité la guerre avec Hitler), - thème récurrent et privilégié de la rhétorique néoconservatrice -, est très présente dans le discours de Rumsfeld:

Pensez au prélude de la Seconde Guerre mondiale. Pensez à tous les pays qui ont dit qu'ils n'avaient pas suffisamment de preuves. Pourtant, *Mein Kampf* avait été écrit. Hitler avait dit clairement ce qu'il comptait faire. Peut-être qu'il ne nous attaquera pas. Peut-être qu'il ne fera pas ceci ou cela. Alors, des millions de gens ont perdu la vie à cause de cette erreur de calcul. Les personnes qui exigent plus de preuves doivent se demander ce qu'elles éprouveraient si un événement comparable se produisait.³²⁴

Pour Robert Parry, journaliste indépendant, l'A.B. a grossièrement manipulé l'information. «Depuis qu'elle a éprouvé le besoin d'envahir l'Irak, l'A.B. a considéré la préparation de cette guerre comme un exercice de Relations Publiques dont le but était, sinon de fabriquer un consensus, au moins de réduire au silence

324 Anita Miller, 2006, p. 27 (traduction libre de: Think of the prelude to World War Two. Think of all the countries that said, well, we don't have enough evidence. I mean, *Mein Kampf* had been written. Hitler had indicated what he intended to do. Maybe he won't attack us. Maybe he won't do this or that. Well, there were millions of people dead because of miscalculations. The people who argued for waiting for more evidence have to ask themselves how they are going to feel at that point where another event occurs.)

toute tentative d'opposition significative.³²⁵» Et, pour Parry, l'un des objectifs de cette campagne était de convaincre les Américains que Saddam Hussein représentait un risque aussi important pour eux, qu'Hitler l'avait été pour l'Angleterre et la France, en 1938. Pour donner un exemple de la bonne synchronisation de cet exercice de relations publiques mené par l'A.B. Parry fournit l'exemple de Dick Cheney qui, en septembre 2002, dans une émission télévisée intitulée: *Meet the Press*, confie aux journalistes qu'il avait maintenant toutes les preuves requises pour affirmer, sans l'ombre d'un doute, que Hussein était en train de se procurer des équipements, dont des tubes d'aluminium, qui lui permettrait de se doter de l'arme nucléaire³²⁶. Cette assertion est appuyée par Condoleezza Rice qui déclare, au même moment, sur les ondes de CNN, qu'étant donné la très bonne qualité des tubes d'aluminium en question, ils ne peuvent être utilisés que dans des centrifugeuses faisant partie d'un programme nucléaire militaire³²⁷. Et ces propos étaient tenus sans vergogne par les plus hauts dignitaires de l'A.B. en dépit de nombreuses informations et de rapports publics qui indiquaient le contraire. Faisant le même constat, Dana Milbank ne peut s'empêcher d'affirmer dans *The Washington Post*, que, pour l'A.B., les faits sont malléables! Plusieurs articles, publiés par la suite, montrent que l'A.B. a toujours été malhonnête dans sa façon d'essayer de «vendre» la guerre à l'Irak. Paul Krugman (2003), économiste et chroniqueur au *New York Times*, souligne même que ce comportement tordu est la signature de ce Président. Il soutient alors que cette habitude manipulatrice de l'A.B. remonte à la campagne présidentielle de 1999. Le candidat républicain à la Maison Blanche, selon l'économiste altérait alors, de façon éhontée, les données relatives aux enjeux sociaux, politiques et économiques. Il

325 Robert Parry, «why U.S. Intelligence Failed», in *ConsortiumNews.com*, Oct 22, 2003, en ligne:

<http://www.consortiumnews.com/2003/102203.html> (consulté le 15 mars 2004), (traduction libre de: «From the start of its drive to invade Irak, the admistration treated the war like a public relations game, with the goal of manufacturing consent or at least silencing any meaningful opposition. »)

326 Meet the Press: Entrevue avec le Vice-président Dick Cheney avec Tim Russert à NBC News, dimanche 8 septembre, 2002.

327 CNN, Late Edition: Entrevue avec Condoleezza Rice, 8 septembre 2002.

donne, comme exemple, le plan de privatisation partielle de la sécurité sociale où G.W. Bush utilisait des formules arithmétiques du genre: $2 - 1 = 4$; ou encore le fait que son équipe ait parlé de «réduction de taxe» pour l'ensemble des contribuables alors que les plus riches devaient bénéficier d'une réduction de plus de 40 pour cent tandis qu'un pour cent de réduction aurait été accordé à la classe moyenne³²⁸. Et il explique cette manie de la déception...

La raison en est que l'A.B. est une clique de privilégiés essayant de maintenir une façade populiste. Ses politiques intérieures sont conçues pour profiter à un nombre très restreint de personnes - essentiellement celles qui gagnent plus de 300.000 dollars par an, et qui ne se soucient pas vraiment de l'environnement ou de leurs compatriotes moins fortunés. Certes, cette base est élargie à de puissants groupes d'intérêts particuliers, notamment la droite chrétienne et le lobby des armes à feu. Mais, même si cette coalition peut lever des sommes colossales, et mobiliser des figurants pour feindre des émeutes bourgeoises en temps voulus, ses politiques, en tant que telles, restent impopulaires. D'où la nécessité, pour l'A.B. de remodeler sans cesse ces «faits malléables».³²⁹

Krugman s'appuie sur les propos du chef du bureau de l'A.B., Andrew Card, qui a admis que le Président a manipulé l'opinion publique pour déclarer la GT. Card a qualifié l'information gouvernementale de «campagne publicitaire visant à légitimer la guerre» (*'a marketing' to justify the war*). Krugman rappelle aussi qu'au départ, le 43^e Président ne bénéficiait pas d'une grande popularité auprès du public; ce n'est qu'à la suite du 9/11 que sa popularité s'est mise à grimper dans les sondages. C'est cette force inattendue qui lui a permis de prendre le contrôle des trois branches du gouvernement. Et c'est comme cela qu'il a pu conserver, pendant longtemps, un avantage politique indéniable.

328 Paul Krugman, *The Great Unravelling: Losing Our Way in the New Century*, New York & London, W.W. Norton & Co., 2003, p. 261.

329 Paul Krugman, 2003, p. 261-262 (traduction libre de: «For the Bush administration is an extremely elitist clique trying to maintain a populist facade. Its domestic policies are designed to benefit a very small number of people -- basically those who earn at least \$300,000 a year, and really don't care about either the environment or their less fortunate compatriots. True, this base is augmented by some powerful special-interest groups, notably the Christian right and the gun lobby. But while this coalition can raise vast sums, and can mobilize operatives to stage bourgeois riots when needed, the policies themselves are inherently unpopular. Hence the need to reshape those malleable facts.»)

Comme le souligne le sénateur John Conyers jrs.³³⁰, il y a eu, dans l'histoire récente, de nombreux scandales comme le Watergate et l'Iran/Contra, où le pouvoir exécutif a agi seul sans se soucier des lois ou de l'opinion de la majorité du Congrès. Cependant, le système de contrôle et de contrepoids a pu limiter les abus. Des investigations et des enquêtes ont été menées et, lentement mais sûrement, ces abus ont été stoppés même si, dans certains cas, des pardons présidentiels ont évité à certains suspects de se retrouver en cour pénale. Mais, toujours selon Conyers, la situation en 2006 est un peu différente, car la Constitution connaît une crise sans précédent: l'A.B. a fait main basse sur les trois paliers du gouvernement...

Nous ne pouvons plus compter sur une simple décision judiciaire pour rétablir la primauté du droit ou pour reconstituer le système de freins et contrepoids des Pères Fondateurs. Il nous faut donc rétablir un Congrès vigilant, un pouvoir judiciaire indépendant, un Président soucieux de respecter les lois, ainsi que la presse libre et énergique qui a si bien servi notre nation tout au long de l'histoire.³³¹

D'après les observateurs critiques, l'A.B. utilise la sécurité nationale pour promouvoir son propre agenda et bloquer les libertés civiles. Pour les autres, les menaces terroristes existent et il est nécessaire d'intensifier les mesures de sécurité. Mais, parmi ces derniers, certains reconnaissent quand même qu'il ne faut pas courir le risque de démanteler l'état de droit et de renier des libertés civiles qui sont à la base de la démocratie. Parmi les observateurs critiques, Tony Smith, dans «Un pacte avec le diable» (*A Pact with the Devil*), remarque que «cette disposition antidémocratique pourrait expliquer l'empressement de certains membres de l'A.B. à brandir «la

330 Le sénateur John Conyers, Jr. a rédigé l'avant propos in Anita Miller, *George W. Bush versus the U.S. Constitution*, en 2006.

331 John Conyers, Jr. op. cit. in Anita Miller, 2006, p.viii (traduction libre de: «We cannot count on a single judicial decision to reclaim the rule of law or resurrect the system of checks and balances envisioned by the Founding Fathers. Rather, we need to restore a vigilant Congress, an independent judiciary, a law-abiding president, and a vigorous free press that has served our nation so well throughout our history.»)

menace des ADM» pour renforcer les pouvoirs de l'exécutif dans une situation d'urgence et à préserver ces pouvoirs consolidés une fois le danger passé.³³²»

Ayant aussi démasqué cette stratégie de déception, le Sénateur Feingold souligne avec éloquences, l'importance de protéger la Constitution. Selon lui, il faudrait éviter que les malheureux épisodes de restriction des libertés qui ont entachés l'histoire des États-Unis, se reproduisent et ce, même dans des cas où les circonstances sembleraient le justifier. «Il y a eu des périodes dans notre histoire où les libertés civiles ont été reléguées au second plan, et cela paraissait alors justifié par les exigences de la guerre. Notre conscience nationale en est sortie gravement ternie. Nous devons interdire que cette partie de notre passé devienne la prémisse de notre société.³³³» Parmi ces événements honteux, il évoque *the Alien and Sedition Act*, l'internement des Japonais américains, la surveillance et le harcèlement des manifestants contre la GV, enfin des pratiques liberticides qui ternissent encore aujourd'hui l'image de l'Amérique. Il conclut en soulignant, dans une logique impeccable, que la Constitution qui a été conçue au cours d'une guerre révolutionnaire est aussi valable, respectable et applicable en temps de guerre qu'en temps de paix.

Je pense qu'il est important de se rappeler que la Constitution a été écrite en 1789 par des hommes qui venaient tout juste de gagner la Guerre révolutionnaire. Il est donc difficile et même inconcevable d'imaginer qu'à cette époque ils aient pu vivre en ignorant ce qu'est la confrontation à l'ennemi. Ils ont donc rédigé la Constitution et la Charte des

332 Tony Smith, cité dans Pierre Mélandri, Serge Ricard, *Les États-Unis entre uni- et multilatéralisme de Woodrow Wilson à George W. Bush*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 211.

333 Opening Statement of U.S. Senator Russ Feingold at the Debate of the Anti-Terrorism Bill, from the Senate Floor, October 11, 2001, en ligne: <http://feingold.senate.gov/statements/01/10/101101at.html> (consulté le 16 mars 2003), (traduction libre de «There have been periods in our nation's history when civil liberties have taken a back seat to what appeared at the time to be the legitimate exigencies of war. Our national consciousness still bears the stain and the scars of those events. We must not allow this piece of our past to become prologue.»)

Droits afin qu'ils protègent les libertés individuelles en temps de paix comme en temps de guerre.³³⁴

L'argument de Feingold est tellement persuasif qu'il nous amène à croire que l'A.B. s'est servi d'une menace d'une faible intensité (à l'exception, bien sûr, du 9/11) pour lancer son pays et ses alliés dans une guerre qui, même si elle avait été d'une intensité aussi soutenue que la GI et la Révolution américaine, n'aurait pas davantage justifié le mépris des droits constitutionnels dont elle a, sans cesse, fait preuve. L'A.B. semble avoir réussi, de façon irréversible (nous y reviendrons dans le chapitre suivant) à transformer un appareil visant à circonscrire et venger des incidents, certes, regrettables et regrettés, mais isolés et circonstanciels en une structure oligarchique, impériale et guerrière permanente.

Comme l'ont constaté de nombreux commentateurs, «inter arma silent reyes», avec la GT, la politique et le droit ont été suspendus «jusqu'à nouvel ordre». Et comme l'a bien vu et bien dit, Ronald Dworkin, cela a entraîné de terribles conséquences. «Les Attentats du 9/11 ont atteint l'Amérique en plein cœur. Mais les mesures d'urgence prises pour combattre le terrorisme pourraient saper les libertés que les Américains ont le plus à cœur.³³⁵» Et c'est, semble-t-il aussi, l'opinion de Gregory T. Nojeim, directeur adjoint de la branche législative de l'ACLU à Washington, qui affirmer que

Nos découvertes montrent que ce que nous redoutons du *Patriot Act* n'est pas qu'il agite «des fantômes de liberté perdue» mais «qu'il s'agisse là d'une véritable menace». La

334 <http://feingold.senate.gov/statements/01/10/101101at.html> (traduction libre de: «I think it is important to remember that the Constitution was written in 1789 by men who had recently won the Revolutionary War. They did not live in comfortable and easy times of hypothetical enemies. They wrote the Constitution and the Bill of Rights to protect individual liberties in times of war as well as in times of peace.»)

335 Ronald Dworkin, «The real threat to US value», in *The Guardian*, Saturday 9 March 2002, en ligne: <http://www.guardian.co.uk/world/2002/march/09/afghanistan.books> (consulté le 20 juin 2006), (traduction libre de «The September 11 attacks struck at the heart of America. But the emergency measures to combat terrorism could undermine the country's most cherished freedoms.»)

justification de la mise en vigueur du *Patriot Act* par l'A.B., est qu'il constitue une mesure indispensable à la protection du pays contre le terrorisme. Mais ce décret est souvent utilisé dans le cadre de poursuites qui ne relèvent pas du terrorisme. Par conséquent, il doit être modifié pour donner aux forces de l'ordre les outils dont elles ont besoin tout en garantissant le respect de notre vie privée et de notre liberté.³³⁶

Certes, peu à peu, certains éléments de la population américaine semblent se ressaisir. Ainsi s'ébranle un mouvement de fond pour le retour au projet démocratique. Quelques événements ont témoigné de l'existence d'une certaine résistance dès que commençait à se profiler l'invasion de l'Irak. Alors que Bush amassait ses troupes au Koweït et en d'autres régions du Golfe, des millions d'individus envahissaient les rues de New York, ainsi que d'une douzaine d'autres villes à travers le monde. Ils refusaient d'appuyer la guerre en Irak telle que l'A.B. la justifie³³⁷. Ces manifestations ont semblé faire naître, chez certains journalistes, des espoirs qui ont été vite déçus. Ainsi, Patrick E. Tyler, du *New York Times*, affirme, peut-être un peu trop vite, le 17 février 2003 que le pouvoir de l'A.B. semble avoir enfin rencontré un contrepoids à sa mesure: «L'éclatement de l'alliance occidentale contre l'Irak ainsi que les énormes manifestations contre la guerre à travers le monde, ce week-end, nous rappellent qu'il y a peut être encore deux superpuissances sur la planète: les États-Unis et l'opinion publique mondiale.³³⁸» Mais cela n'empêchera pas les États-Unis d'envahir très rapidement l'Irak et de s'y installer pour une période

336 ACLU, *National Security: Patriot Act Abuses and Misuses Abound; Disclosure Comes Before Congress Begins Review of Controversial Law*, April 4, 2005, en ligne: <http://www.aclu.org/national-security/patriot-act-abuses-and-misuses-abound-aclu-says-disclosure-comes-congress-begins-r> (traduction libre de : «Our findings show that our concerns about the Patriot Act are not raising 'phantoms of lost liberty'. — 'they are genuine fears'. The sales pitch of the Bush administration is that the Patriot Act is needed to protect the country from terrorists. But the truth is that the act has been abused, and been used often for investigations of crimes that are not terrorism. The Patriot Act must be modified to give law enforcement the tools it needs and to preserve our commitment to privacy and freedom.»)

337 Patrick E. Tyler, «A New power in the Streets», in *The New York Times*, 17 Feb. 2003, en ligne: <http://www.nytimes.com/2003/02/17/international/middleeast/17ASSE.html>, (consulté le 20 février 2003)

338 Patrick E. Tyler, «A New power in the Streets», in *The New York Times*, 17 Feb. 2003, (traduction libre de: «The fracturing of the Western alliance over Irak and the huge anti-war demonstrations around the world this weekend are reminders that there may still be two superpowers on the planet: the United States and the world public opinion.»)

indéterminée en dépit d'une résistance farouche, d'attentats très meurtriers et des menaces, de plus en plus précises, de guerre civile et de fractionnement de ce pays.

Un peu après la déroute de l'armée irakienne, alors que l'armée américaine commence à se heurter à toutes sortes de mouvements de résistance en Irak, sur le sol américain, des activistes demandent le rétablissement de l'Habeas Corpus. En juin 2004, la Cour Suprême émet un jugement selon lequel les prisonniers doivent être présentés à la cour et informés des raisons de leur détention. Et on apprend, en novembre 2004, que 325 prisonniers ont présenté leur cas devant la cour. Seulement deux d'entre eux ont été libérés³³⁹. De même, dans le traitement du cas Hamdi versus Rumsfeld (2004), la cour affirme que tout citoyen américain bénéficie de la protection de l'Habeas Corpus et que ce dernier ne peut être révoqué. Finalement, le 29 juin 2006, la Cour Suprême déclare illégaux les tribunaux militaires, mis sur pied par l'A.B..

Un an plus tard, dans un article paru dans le *Gulfnews* du 28 janvier 2007, on apprend que des milliers de manifestants contre la guerre sont rassemblés devant le Capitole demandant le retrait des troupes d'Irak. Des vétérans et des familles de soldats ainsi que des activistes qui ont manifesté contre la GV sont présents au rendez-vous. Ils exigent du Congrès et du Président Bush, le retrait des troupes et l'arrêt du financement de la guerre.

Beaucoup de critiques ont, par ailleurs, souvent souligné que les politiques étrangères et nationales des États-Unis manquent de cohérence. Ainsi, ils se sont étonnés du fait que les États-Unis veulent instaurer la démocratie au Moyen-Orient pendant que, sur leur propre sol, la démocratie est sérieusement ébranlée par les mesures de guerre prises par l'A.B.. Un grand nombre dénonce le fait qu'au nom de

339 CBC, News indepth: Guatanamo, June 30th 2006.

la promotion de la démocratie, l'hyper puissance bafoue les droits civils des citoyens des pays qu'elle occupe et admet que ses propres troupes ou des acolytes pratiquent en son nom la torture de suspects, comme elle le fait systématiquement à l'endroit d'ennemis combattants sur ses propres bases militaires en Irak, en Afghanistan et à Guantanamo. Et tous ces faits dispersés, mais graves viennent s'ajouter au constat qu'aux États-Unis mêmes, le Pouvoir judiciaire et le Congrès se font supplanter par l'Exécutif qui s'approprie le droit de gérer la politique américaine. Et tout cela est symbolisé à la tête du pays par le ton vindicatif et arrogant du Président qui appelle à la cohésion internationale en recourant sans cesse dans ses discours au fameux argument manichéen et simpliste: «qui n'est pas avec nous est contre nous!» Toute cette atmosphère coercitive suscite beaucoup d'inquiétude et fait douter du sens de la justice et des valeurs américaines. Cette ambiance malsaine, que fait régner l'A.B. autour d'elle, menace les alliances durables et isole de plus en plus les Américains sur la scène internationale. On comprend alors l'extrême pessimisme de George Soros affirmant

La guerre contre le terrorisme telle que l'A.B. la définit ne peut être gagnée, car elle repose sur de faux prétextes. Elle conduit plus vraisemblablement à un état de guerre permanent. Les terroristes étant invisibles, ils ne disparaîtront jamais. Ils continueront à fournir une bonne excuse pour poursuivre la politique de suprématie militaire des États-Unis. Cette politique continuera à son tour à susciter des résistances, et la spirale de la violence s'enclenchera inexorablement.³⁴⁰

Même s'il est moins sévère que Soros parce qu'il semble, plus que ce dernier, comprendre la nécessité d'implication des États-Unis dans la lutte au terrorisme, Zbigniew Brzezinski (2004), conseiller au Centre d'Études Internationales et Stratégiques (*Center for Strategic and International Studies*) et ex-Secrétaire d'État du Président Carter, insiste, lui aussi, sur la nécessité de ne pas prendre à la légère le dilemme confrontant le respect des libertés constitutionnelles à la rigueur, apparemment nécessaire, des mesures de guerre. Effectivement, pour lui, l'Amérique

340 George Soros, op. cit. 2004, p. 33.

se retrouve devant une «nécessité historique». Elle n'a pas d'autre choix que celui de faire usage de sa puissance militaire pour tenter de mettre un peu d'ordre dans le chaos mondial. Toutefois, les États-Unis doivent réfléchir profondément avant de décider de recourir à l'usage de la force. S'ils ont paru peu vulnérables jusqu'à présent (à l'exception du Vietnam), la fin de la Guerre Froide et la faiblesse apparente de la Russie (défaite de celle-ci en Afghanistan) ont laissé un vide sans précédent dans l'ordre international. Il revient alors aux États-Unis d'être le garant de la stabilité internationale, comme ils l'ont fait, avec succès, lors de la première guerre d'Irak provoquée par l'invasion du Koweït et lors des tentatives d'épuration ethniques commises par les Serbes dans les régions musulmanes de l'ex-Yougoslavie. Quand ils ont été attaqués le 9/11, c'est leur propre sanctuaire qui a été violé et leur hégémonie mondiale provoquée. Il fallait bien qu'ils continuent à s'imposer en gendarme du monde, et c'est la raison pour laquelle Brzezinski reconnaît qu'il s'agit bien là d'une «nécessité historique». Mais, comme la plupart des auteurs critiques préalablement mentionnés, il insiste sur le fait que quelle que soit l'intensité des opérations de police du «gendarme du monde», elles ne sauraient systématiquement légitimer l'abandon des valeurs démocratiques sur lesquelles reposent les États-Unis. Avant l'engagement dans la GT une réflexion aurait dû s'imposer.

Dans certaines circonstances, toutefois les impératifs de l'hégémonie peuvent entrer en contradiction avec les vertus démocratiques, la sécurité nationale s'opposer aux droits civiques, l'urgence de la situation interdit toute délibération. Il est donc légitime de se demander si l'hégémonie mondiale peut mettre en péril la démocratie elle-même.³⁴¹

Pour l'ancien Secrétaire d'État de Carter, il existe une contradiction entre le maintien de la démocratie et le rôle de «gendarme du monde». La mise en œuvre de l'un affecte l'autre. Dans les opérations de police internationale comme dans le cadre de la GT, on est effectivement confronté à un paradoxe puisque le gendarme prétend

³⁴¹ Zbigniew Brzezinski, *Le vrai choix: l'Amérique et le reste du monde*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 265.

défendre la liberté de ses concitoyens et celle des autres tout en assurant la sécurité sans laquelle on ne saurait pratiquer «la conversation républicaine». Mais, pour intervenir efficacement, pour arrêter les voyous et gagner la GT, il faut occulter les idéaux en faveur desquels on intervient. Les États-Unis, une fois la guerre déclarée, se retrouvent donc dans une posture qui fait douter de leur crédibilité, puisqu'ils interviennent pour exiger des autres ce qu'ils rejettent pour eux-mêmes, au moins aussi longtemps que dure le conflit. Et on l'a vu, le terrorisme n'est pas un adversaire, mais une méthode à laquelle les êtres humains ont eu, ont et auront recours tant qu'ils seront frustrés et se sentiront dans une position désespérée ou même de faiblesse relative. Le terrorisme est aux pauvres ce que la bombe atomique est aux riches!

Tout bien pesé, les stratégies de sécurité nationale, mises en place par l'A.B., suggèrent que cette dernière a réussi à entraîner les États-Unis dans une guerre perpétuelle contre le terrorisme. Le Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld n'a pas hésité à avancer que la guerre au terrorisme pourrait être aussi longue que la GF. Étant donné la fluidité du terrorisme, cela prendra beaucoup de temps pour l'annihiler et recouvrer la sécurité. Et, bien sûr, cela implique que les mesures liberticides prises dans le cadre de cette guerre pourraient durer aussi longtemps que la guerre, comme l'a annoncé Sandra O'Connor³⁴².

Paul Magno, coordinateur du «Centre pour la Paix à Washington» (*Washington Peace Center*)³⁴³, remarque dès 2005, que le public commence à s'inquiéter de

342 Par exemple, 14 des mesures temporaires qui ont été adoptées dans le cadre du Patriot Act de 2001 sont devenues des mesures permanentes en juin 2005. Notamment l'article 213 «Sneak and peek»; la section 505 «élargissement des pouvoirs du FBI pour l'émission des lettres de sécurité nationale»; les articles 209, 212, 214, 218, sont devenus permanents. De plus, certains articles d'une durée de vie très limitée ont été rallongés avec possibilité de prolongement, comme l'article 207, les articles 215 et 206 ont été prolongés pour une période de 4 ans.

343 Le Centre de Paix de Washington est un organisme à but non lucratif, antiraciste œuvrant pour la paix et la justice. Cette organisation fournit de la documentation et des ressources aux activités de paix de puis 1963 dans la région métropolitaine de Washington, en plus d'éduquer les citoyens sur la paix.

l'insistance de Bush sur la nécessité de continuer la guerre en Irak. Deux ans après son lancement, il est clair, pour Magno, que cette guerre n'offre aucune alternative: pas de victoire, ni de départ, mais sûrement beaucoup de victimes. De plus, entrevoyant avec perspicacité l'arrivée de périodes sombres dans l'économie et les finances de l'Occident, il souligne que les ressources qui auraient dû être consacrées à l'éducation et au bien-être social des Américains sont en train de se volatiliser dans une guerre de plus en plus questionnable. Et il fait sien, en les étoffant, les arguments de Soros:

En conduisant une «guerre sans fin contre le terrorisme», un ennemi fluide, ponctuée d'invasions, de tortures et d'espionnage des dissidents dans notre propre société, l'A.B. est allée loin dans la réalisation de la prophétie que George Orwell avait formulée dans son «1984, *The Big Brother*», en tournant en dérision les idéaux de liberté et de démocratie. En plus, son comportement reflète exactement ce qu'elle reproche à Saddam Hussein: un autoritarisme extrême. Tout cela nous renvoie aux tactiques des États policiers ainsi qu'à leurs abus inévitables dont nous avons cru nous être débarrassés avec l'effondrement dans le déshonneur de l'A.N., il y a 30 ans.³⁴⁴

Effectivement, cet héritage antidémocratique provient de l'A.N.³⁴⁵. Et cela n'a rien d'étonnant puisque les Néoconservateurs, Dick Cheney, Donald Rumsfeld, le Général Haig, Paul Wolfowitz, etc., principaux instigateurs des politiques répressives de l'A.B., ont débuté leur carrière sous ce Président déchu, d'ailleurs, paradoxalement en s'opposant en catimini à son Secrétaire d'État, Henry Kissinger. Ils étaient présents sous l'A.Rea.³⁴⁶ et l'A.B.I. Mais c'est surtout lors du premier mandat de G.W. Bush qu'ils ont le plus sévi. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup de

344 Paul Magno, «Responding to the president address, on December 21, 2005», en ligne: http://peacecenter.blogspot.com/2005_12_01_archive.html (consulté le 15 mars 2006), (traduction libre de: «Moreover by crafting an endless "war on terror" replete with an ever-changing "enemy," invasion, torture and spying on our own society's dissenters, the Bush administration has gone far in fulfilling George Orwell's 1984 Big Brother prophecy, making a mockery of the ideals of freedom and democracy in the process. Not only is this conduct a mirror-image of the extreme authoritarianism it criticizes in Saddam Hussein, for example, but it returns us to police-state tactics and their inevitable abuses that we thought we'd left behind after the Nixon administration collapsed in disgrace 30 years ago.»)

345 Pour rappel, l'A.N. réfère à l'Administration de Richard Nixon.

346 Pour mémoire, l'Area. renvoie à l'Administration de Ronald Reagan.

critiques aient pu avancer que l'A.B. constitue un plus grand danger pour le pays que toutes les organisations terroristes et États voyous conjugués. Parce que, tout comme l'A.N. a failli le faire, l'A.B. est en train de détruire les valeurs de la société américaine que nul ne peut attaquer de l'extérieur.

L'A.B., dans son zèle pour répondre à la menace terroriste, oublie ou ignore ce qui a distingué les États-Unis d'une grande partie du monde pendant deux siècles. Faire de cette nation un endroit plus sûr pour ses citoyens et ceux qui y viennent est, certes, le devoir du Pouvoir. Mais diminuer les libertés civiques, c'est altérer structurellement le contrat implicite qui lie les citoyens au gouvernement. Heureusement, les citoyens des États-Unis commencent à se rendre compte de ce qu'ils ont déjà perdu en matière de liberté. Ils attendent le rétablissement de leurs droits et des principes constitutionnels. Espérons que l'A.B. les écoutera.³⁴⁷

Il est surprenant que l'auteur de la citation que nous venons de reproduire, Michael L. Principe, la termine en faisant reposer l'espoir d'un éventuel rétablissement de la démocratie en Amérique exclusivement sur le bon vouloir de l'A.B.! En 2004, le retour éventuel des États-Unis dans le giron des démocraties ne dépendrait donc que du bon vouloir du tyran! Cette conclusion paradoxale est tout à fait cohérente avec le constat qu'avait fait, deux ans plus tôt, Duncan Watts (2002), pour qui, «Il ne peut y avoir aucune liberté là où les pouvoirs exécutif et législatif sont monopolisés par une même personne ou par un groupe de magistrats, ou encore si le pouvoir juridique n'est pas séparé des pouvoirs exécutifs et législatifs.³⁴⁸» Dès cette époque, en effet, le Président Bush n'hésitait pas, au nom de la GT, à prendre des mesures sans consulter les deux autres branches du gouvernement, comme Ronald Dworkin (2002), lui aussi, l'avait alors souligné «les nouvelles mesures laissent à l'exécutif seul - le président, le procureur général ou un fonctionnaire dépendant directement du président - le soin de décider si, dans un cas donné, le

347 Michael L. Principe, «Les libertés civiles oubliées», in *Ceras - revue Projet* no 279, Mars 2004, en ligne: <http://www.ceras-projet.com/index.php?id=1456> (consulté le 30 janvier 2007)

348 Duncan Watts, *Understanding American Government and Politics*, Manchester, Manchester University Press, 2002, p.18 (traduction libre de: «There can be no liberty where the legislative and executive powers are united in the same person or body of magistrates, or if the power of judging be not separated from the legislative and executive powers.»)

danger particulier demande d'ignorer les droits traditionnels et de courir le risque de commettre une injustice.³⁴⁹ » Il semble donc que nous puissions conclure ce quatrième chapitre de notre thèse en affirmant que la lutte contre «le terrorisme islamo-fasciste», - comme l'appellent les Néoconservateurs -, justifie bien, au moins pour l'A.B., peu contestée durant ses deux mandats, le retour à la tyrannie en Amérique.

4.3 Conclusion

Le 20 septembre 2001, seulement neuf jours après les attentats, le Président George W. Bush, qui n'est à la Maison Blanche que depuis neuf mois, lance son pays dans la GT. Certes, le Président Franklin D. Roosevelt avait déclaré la guerre au Japon que quelques heures après l'attaque de Pearl Harbour, mais dans ce cas, l'Axe Berlin - Rome - Tokyo avait déjà envahi une bonne partie de l'Europe et de la Russie, du nord de l'Afrique ainsi que du pourtour Pacifique. L'entrée des États-Unis dans la SGM était imminente et attendue par ses Alliés, au moins, depuis l'appel que lança de Londres, le Général De Gaulle, le 18 Juin 1940. Certes, les terroristes d'Al Qaeda s'étaient déjà attaqués à des ambassades américaines en Afrique et avaient récemment frappé un navire, l'USS Cole, dans un port du Yémen et des représailles avaient été lancées contre eux. Mais personne ne pensait que des actes de terrorisme quelle que fut leur ampleur, puisse engendrer une GT. Ce genre de crimes relevait d'opérations de police internationales. Mais, en moins de neuf jours, l'A.B. décide qu'à de tels gestes, les États-Unis ne peuvent répondre que par un Conflit d'Intensité variable (CVI) où le champ des opérations peut passer de: «très localisé» à toute une partie, voire un continent, de la planète. Effectivement, dans le discours par lequel il fait part à la nation de cette décision, le 43^e Président des États-Unis annonce que cette guerre débutera avec Al-Qaïda, mais ne s'arrêtera que quand tous les réseaux terroristes seront détruits. Comme le soutiendra en 2004, Arnaud Blin, pour que l'Amérique

349 Ronald Dworkin, in *L'autre Amérique contre l'état de guerre*, 2002, p. 64-65.

n'ait pas à revivre ce 9/11, elle se lançait alors dans une guerre «'contre le terrorisme' ou 'la terreur', version de la guerre permanente que les Néoconservateurs attendaient depuis la fin de la GF et dont le caractère flou, permettait d'envisager un conflit sans fin.³⁵⁰» Les États-Unis, ex gendarmes du monde et propagateurs des grands idéaux de démocratie et de liberté, ont alors donné l'impression de vouloir abuser de leur puissance militaire et de leur hégémonie pour contrôler le monde comme les dictatures oligarchiques de l'Antiquité se sont efforcées de contrôler leurs empires.

Comme le Vice-Président, Dick Cheney l'annonçait, sans sourciller, dans son discours du 1^{er} octobre 2001: «de nombreuses mesures que nous avons été obligés de prendre vont devenir permanentes dans la vie américaine» et vont constituer une «nouvelle normalité» reflétant «une compréhension du monde tel qu'il est.³⁵¹» Il était évident dès lors qu'en déclarant la GT et la conduisant, l'A.B. allait inverser la conception de la communication qui sous-tend l'idéal démocratique américain. Pour illustrer ce revirement de la conception démocratique de la communication, nous avons analysé, dans ce 4^e chapitre de notre thèse, l'impact des mesures de guerre prises pour lutter contre le terrorisme sur la possibilité de poursuivre la conversation républicaine aux États-Unis. Nous avons ainsi passé en revue les mesures prises par George W. Bush dans le cadre de sa GT et qui sont susceptibles de nuire ou de détruire la pratique de la conversation républicaine sur laquelle repose la démocratie américaine.

Nous avons constaté que, si beaucoup d'observateurs soulignent les dangers qu'il y a à ne pas prendre en compte la nécessité de respecter les pratiques communicationnelles propres à un régime démocratique lorsque l'on part en guerre, rares sont ceux qui, comme le Sénateur Feingold, soutiennent - ce qui semble

350 Arnaud Blin, 2004, p. 97.

351 Réseau Voltaire, «Les États-Unis se détournent de leur constitution», in Sources ouvertes - Veille documentaire Numéro 135, 30 septembre 2003, en ligne: <http://www.reseauvoltaire.net/article10672.html>, Consulté le 12 janvier 2004.

historiquement fondé et logique - qu'en toutes circonstances de paix ou de guerre, les États-Unis doivent fidèlement respecter les principes démocratiques qui, à la fois, conditionnent le bon fonctionnement de la conversation républicaine et en sont le produit. Comme la plupart des observateurs admettent, en mettant plus ou moins de nuances, qu'il soit nécessaire de mettre de côté les droits et libertés sans lesquels une démocratie ne saurait fonctionner lorsque l'on est confronté à un adversaire et que l'on a décidé de lui régler son sort avec un maximum d'efficacité, la question fondamentale qui se pose alors est celle de la durée de la guerre qui contraint les Américains à tolérer un retour, en principe limité dans le temps, à la tyrannie contre laquelle ils prétendent que toute leur histoire s'est dressée. Et l'A.B. semble avoir répondu à cette question en travestissant l'ennemi traditionnel en méthode, voire une tactique qui a toujours existé, existe et existera toujours. Comme le suggère Philip Golub,

Sans aller aussi loin, il semble néanmoins évident que l'État maximal de sécurité de M. Bush, si contraire aux traditions politiques américaines, ne pourra s'institutionnaliser que si la guerre s'éternise. C'est là sans doute le sens caché du discours jusqu'ici invariant de la nouvelle présidence impériale. Arguant que le 9/11 marquait le début d'une guerre mondiale, que c'était le «Pearl Harbour» du XXI^e siècle, elle annonçait une lutte globale contre le terrorisme, sans limites spatiales ni temporelles.³⁵²

Confortant cette impression que cette GT est une guerre sans fin (GPT), l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey, partisan de la guerre en Irak, annonce, en avril 2003, que les États-Unis se sont lancés dans une quatrième guerre mondiale, considérant que la GF comme la troisième. Cette quatrième guerre, selon lui, n'est pas vraiment sans fin, mais elle durera plus que les deux premières et, peut-être, - il n'en est pas sûr - moins que la troisième!

352 Philip S. Golub, «Aux origines de la guerre antiterroriste: Retour à une présidence impériale aux États-Unis», *Le Monde diplomatique*, janvier 2002, p. 8-9, et consultable également à <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/01/GOLUB/15985>

Je pense que cette quatrième guerre mondiale va durer beaucoup plus longtemps que les deux premières ont duré pour nous. Espérons que ce ne seront pas les quatre décennies de la GF. L'A.B. ne s'est pas seulement engagée dans la lutte contre le terrorisme, - nous explique Woolsey -, elle lutte aussi pour créer un «Nouveau Moyen-Orient», et répandre la démocratie pour arrêter la propagation des forces musulmanes et arabes qui pourraient détruire la civilisation libérale.³⁵³

En définitive, si nous avons cru, dans notre première partie, que l'histoire de la démocratie américaine était celle d'une démocratie contrainte de renoncer à ses idéaux lors des conflits qui semblaient accidentels, la guerre au terrorisme de Bush nous laisse envisager une hypothèse plus plausible. Et, c'est cette impression que nous allons tenter de vérifier, au moins de documenter dans le prochain chapitre de notre thèse.

353 Alex Callinicos, 2003, p. 5 (traduction libre de: «This fourth world war, I think, will last considerably longer than either World Wars I or II did for us. Hopefully not the full four-plus decades of the Cold war.' The Bush administration wasn't just fighting terrorism, Woolsey explained; it was engaged in a struggle to create 'a new Middle East', spreading democracy to prevent hostile Muslim and Arab forces from destroying liberal civilization.»)

CHAPITRE V

L'ADMINISTRATION BUSH, UNE OLIGARCHIE FAVORABLE À LA GUERRE MONDIALE PERMANENTE!

Les États-Unis se sont engagés dans ce qui sera une longue guerre... Depuis les attentats du 11 Septembre 2001, notre nation a mené une guerre planétaire contre des extrémistes violents qui usent du terrorisme comme arme privilégiée et qui cherchent à détruire la liberté et notre mode de vie. Nos ennemis veulent se procurer des armes de destruction massive et s'ils les obtiennent, ils vont probablement les utiliser contre tous les peuples libres du monde. Pour l'instant, la lutte contre le terrorisme se limite à l'Irak et à l'Afghanistan, mais nous devons nous apprêter à défendre victorieusement notre nation et nos intérêts dans le monde entier.³⁵⁴

Les événements entourant la GT font l'objet de diverses interprétations. Pour certains observateurs, cette guerre s'inscrit dans la poursuite de «la destinée manifeste». Celle-ci consiste à répandre «les bonnes valeurs» américaines dans le monde. Ils croient que les Néoconservateurs ont orchestré cette GT pour renforcer la position des États-Unis sur la scène mondiale. À la fin du XX^e siècle, ils étaient déjà considérés comme «le gardien de la démocratie» et «le gendarme de la planète». Pour eux, cette guerre s'inscrit dans la poursuite logique de cette mission relancée avec vigueur par les attentats du 9/11. Mais, tous ne partagent pas cet avis, pour beaucoup, les enjeux seraient encore plus importants.

354 Department of Defense USA, Quadrennial Defense Review Report, February 6, 2006, en ligne: <http://www.globalsecurity.org/military/library/policy/dod/qdr-2006-report.pdf>, p.v. (consulté le 18 mai 2008), (traduction libre de: «The United States is a nation engaged in what will be a long war... Since the attacks of September 11, 2001; our Nation has fought a global war against violent extremists who use terrorism as their weapon of choice, and who seek to destroy our free way of life. Our enemies seek weapons of mass destruction and, if they are successful, will likely attempt to use them in their conflict with free people everywhere. Currently, the struggle is centered in Iraq and Afghanistan, but we will need to be prepared and arranged to successfully defend our Nation and its interests around the globe for years to come.»)

Nous nous efforçons, ici, de mettre en lumière les stratégies mises en place par le Président, G.W. Bush et les Néoconservateurs (l'A.B.), pour lancer et conduire cette guerre permanente au terrorisme (GPT). Nous essayons aussi de faire état des hypothèses envisagées pour tenter de comprendre les motivations qui sont derrière les politiques de l'A.B. reliées à cette GPT et, bien sûr, puisque c'est l'objectif annoncé de ce chapitre, nous allons voir s'il s'agit là d'une guerre sans fin ou d'un conflit de faible intensité (CFI) et de courte durée.

À titre d'exemple, on examine l'hypothèse de Manning Marable (2007) qui soutient que les États-Unis sont en guerre avec l'Irak, non pas parce que Saddam Hussein posséderait des armes de destruction massive, mais, tout simplement, parce que l'A.B. cherche à monopoliser et contrôler la deuxième plus grande réserve de pétrole du monde. Ou bien encore, Bush aurait envahi l'Irak, parce que c'est la première étape du plan militaire des Néoconservateurs. Plan visant à modifier les rapports de forces existants au Moyen-Orient en remplaçant les gouvernements d'États voyous comme l'Irak, l'Iran, et la Syrie³⁵⁵.

Abondant en ce sens, Alex Callinicos (2003) présente une analyse critique de la stratégie globale dans laquelle s'inscrit la GT. D'après lui, cette guerre, qui a débuté comme une réponse à une attaque terroriste, a vite pris une toute autre ampleur. Ce conflit, d'abord restreint aux régions montagneuses du nord de l'Afghanistan, est devenu un état de guerre permanent et global qui durera plus longtemps que les deux plus grands conflits que l'humanité a connus. Cette amplification du théâtre des hostilités répond, comme l'ont vu d'autres critiques, à un projet de transformation géopolitique du Moyen-Orient. Pour étayer son analyse, Callinicos s'appuie sur les propos de Paul Wolfowitz selon lesquels, sur un plan géopolitique, se débarrasser de

355 Manning Marable, *The Iraq War and America's Economic Imperialism*, MR zine A Project for the monthly review magazine, en ligne: <http://mrzine.monthlyreview.org/2007/marable100107.html> (consulté le 14 mars 2007)

Saddam Hussein permettrait de stabiliser cette région régulièrement secouée par des conflits. Un Irak devenu démocratique sera très vite une sorte de pivot sur lequel reposerait un nouvel agencement de la région qui répondrait davantage aux intérêts et à la sécurité des États-Unis. Un Irak démocratique pourrait jouer un rôle positif dans les négociations avec des pays voisins comme l'Arabie Saoudite, l'Iran ou la Turquie. De plus, selon ce stratège du Pentagone, cela pourrait améliorer la position des États-Unis dans leur protection d'Israël, perpétuellement en danger. Selon cette hypothèse, il est clair que si l'Irak est envahi par les États-Unis c'est purement et simplement à cause de sa situation géostratégique et de ses ressources pétrolières. Si l'Irak était situé ailleurs et dépourvu de ressources énergétiques, il ne serait pas envahi!

Cette hypothèse est plus ou moins partagée par Philip S. Golub (2002), et Arnaud Blin (2004). Pour ces derniers, cela fait plus de trente ans que les Néoconservateurs se préparent à faire cette guerre, et ils ont eu le temps d'envisager plusieurs scénarios pour la déclencher et la gagner. Il était important, pour eux, de conforter la suprématie des États-Unis et de s'assurer que ce pays ait les ressources militaires pour y parvenir. Depuis la fin de la GF, il devenait difficile de justifier, d'une part, auprès de l'opinion publique américaine, l'injection massive de fonds et d'efforts dans la consolidation de l'armée et, auprès de l'opinion publique mondiale, la projection de cette force sur la scène internationale nécessitant le maintien d'importantes bases aux quatre coins du monde, à moins d'avoir un ennemi réel, digne de ce nom. Dans cette optique néoconservatrice, les événements du 9/11 se sont avérés tout à fait, «providentiels»!

C'est aussi ce que croit, Nicholas Lemann qui considère le 9/11, non pas comme «une opportunité de faire la guerre» mais plutôt comme «créateurs d'opportunités» ou, du moins, c'est ce qu'il tire des propos de Condoleezza Rice, responsable de la sécurité nationale, après qu'il l'eût interviewée le 1er avril 2002.

Rice a dit qu'elle avait convoqué les hauts fonctionnaires du Conseil de Sécurité Nationale et leur avait demandé de réfléchir sérieusement aux façons dont ils comptaient exploiter les événements du 9/11 pour changer fondamentalement la doctrine américaine et l'aspect du monde politique. Elle pense vraiment que la période que nous vivons est comparable à celle qui s'est déroulée de 1945 à 1947. Années où la doctrine d'endiguement du communisme a été conçue et mise en pratique: - les événements du 9/11 ont clairement démontré qu'il existe une grande menace mondiale. Et c'est aussi ce que croient beaucoup de pays que vous n'auriez pas soupçonnés de vouloir faire partie de la coalition. Nous assistons à un déplacement des plaques tectoniques de la politique internationale. Il est donc important d'essayer de profiter de ce changement pour repositionner nos intérêts, nos institutions, enfin tout, avant que la situation se fige à nouveau.³⁵⁶

Si Arnaud Blin (2004) ne parle pas d'«opportunité», il voit dans le 9/11, une occasion en or de «justifier» l'exécution d'un plan longuement concocté et qui n'attendait qu'un événement de cette nature pour être exécuté (*enacted*). Pour lui, ces événements ont permis de justifier la légitimité des interventions américaines en Afghanistan et en Irak en les intégrant dans la GT. Ils ont permis d'augmenter l'intensité de ces interventions et de les mener au grand jour sans le moindre embarras éthique ou politique. L'horreur, la brutalité et l'inconcevabilité du 9/11 ont suscité l'émergence spontanée d'un consensus au sein de la communauté intellectuelle occidentale qui s'est, au moins dans un premier temps, montrée favorable à l'invasion et à l'occupation des États voyous. Toutefois, après les offensives des Américains et de leurs alliés (d'ailleurs beaucoup moins nombreux en Irak qu'en Afghanistan) et avec le recul qu'apporte le temps, des critiques en sont arrivés à voir les Néoconservateurs, comme une «clique d'impérialistes de la

356 Nicholas Lemann, «The next world order: The Bush Administration may have a brand-new doctrine of power», Letter from Washington, in *The New Yorker*, April 1, 2002, en ligne: http://www.newyorker.com/archive/2002/04/01/020401fa_FACT1_ixzz0fG0NdXLc (consulté le 4 mars 2005), (traduction libre de: «Rice said that she had called together the senior staff people of the National Security Council and asked them to think seriously about “how do you capitalize on these opportunities” to fundamentally change American doctrine, and the shape of the world, in the wake of September 11th. “I really think this period is analogous to 1945 to 1947,” she said that is, the period when the containment doctrine took shape—”in that the events so clearly demonstrated that there is a big global threat, and that it’s a big global threat to a lot of countries that you would not have normally thought of as being in the coalition. That has started shifting the tectonic plates in international politics. And it’s important to try to seize on that and position American interests and institutions and all of that before they harden again.»)

démocratie». Ces critiques n'ont pas tardé à se rendre compte que cette «clique» de Néoconservateurs a tiré profit de l'attaque terroriste en sol américain pour appliquer son idéologie belliqueuse à la politique étrangère de l'A.B. Alejandro Colàs et Richard Saull (2006) font le même constat et soutiennent que:

Les circonstances créées par la jonction, presque accidentelle, d'événements ne devraient pas occulter le cadre structurel dans lequel ils se sont déroulés. Une nouvelle conjoncture, comme on le présuppose toujours, s'inscrit dans des structures, en l'occurrence, des structures historiques de longue durée et des institutions garantes de la puissance mondiale américaine, ainsi que des formes de support idéologique telles que «le Projet pour le Nouveau Siècle Américain» des Néoconservateurs. Comme Truman a conçu «l'État de Sécurité Internationale» à la suite de la Seconde Guerre mondiale, Bush a réussi à transformer la crise du 9/11 en une occasion permettant d'obtenir l'approbation de l'opinion publique américaine pour une nouvelle sorte de stratégie de sécurité internationale qu'évoque le slogan de « la GT». L'existence d'une stratégie déjà disponible, formulée par une cohorte de conseillers très expérimentés et influents (...) a contribué à cette mobilisation.³⁵⁷

Pour d'autres auteurs, comme Manning Marable (2007), les interventions militaires américaines ont été entreprises dans le dessein de protéger les intérêts stratégiques d'une élite particulière. Cette GT va effectivement changer de façon radicale la façon de prendre des décisions politiques et sociales aux États-Unis. Contrairement à ce que semblaient être les pratiques démocratiques antérieures, l'A.B. a manipulé les informations pour convaincre les Américains de se lancer dans cette guerre. Ensuite, elle a modifié les paramètres constitutionnels fondés sur la division des pouvoirs, puisque dans ces circonstances exceptionnelles, le Président

357 Alejandro Colàs and Richard Saul, *The War on Terrorism and the American 'Empire' after after the Cold War*, London & New York, Routledge Taylor & Francis Group, 2006, p. 4 (traduction libre de «The contingent, almost accidental combination of both these events should not blind us to the structural framework in which they unfolded: contingency always assumes, indeed is arguably constituted by structures, in this instance, the long-term historical structures and institutions of US global power, and the accompanying ideological forms expressed, for instance, in the neoconservative Project for the New American Century. In a fashion directly comparable to Truman's construction of a national security state in the aftermath of World War II, Bush was able to turn the crisis of 9-11 into an opportunity to secure the endorsement of the American public for a new kind of national security strategy encapsulated in the slogan 'the war on terror. The existence of a readily available strategy formulated by a highly experienced and influential cohort of advisers (...) was instrumental in this mobilisation. »)

Bush a cru de son devoir de prendre de nombreuses décisions de façon unilatérale sans consulter les membres des autres branches du gouvernement. Finalement, l'A.B. a sapé les libertés civiles en prenant des mesures dont les conséquences s'étendent à perte de vue dans l'espace comme dans le temps.

En effet, en octobre 2001, à peine un mois après la déclaration de la GT, l'A.B. annonçait que l'état de guerre se poursuivra jusqu'à l'éradication totale du terrorisme³⁵⁸. «Les guerres envisagées pour combattre le terrorisme vont se poursuivre pendant longtemps. On ne sait combien de guerres il faudra pour assurer la liberté de la mère patrie.³⁵⁹» Certes, on pourrait croire que l'impossibilité de voir et même d'imaginer la fin de ce type de guerre est due à la nature de l'ennemi. Comme on l'a déjà mentionné, cet «ennemi» est flou, ce n'est pas une entité physique, un État, une Nation à laquelle on déclare la guerre. C'est une méthode, voire une tactique violente, doublement aveugle parce que l'on ne sait pas d'où elle vient et surtout qui en sera victime. C'est une méthode, voire une arme, «la bombe atomique du pauvre», l'arme de ceux qui ne peuvent ou ne veulent avoir d'armée, une armée identifiée par un uniforme, des insignes perceptibles, etc. C'est donc aussi «l'arme du lâche», même si l'attentat suicide implique que celui qui le commet, fasse le sacrifice de sa vie et donc fasse preuve de témérité, sinon de courage. En d'autres mots, pour des raisons qui n'appartiennent qu'à lui, - l'auto perception de son malheur, de son traitement injuste, d'une situation frustrante, etc. - n'importe quel individu, n'importe où et n'importe quand, peut devenir terroriste. Tenter de l'éradiquer est une entreprise «donquichottesque». Toute GT est donc vouée à être une guerre sans fin. C'est un peu comme la guerre à la guerre, «la der des ders», comme disaient les soldats mobilisés en 1914 en Europe comme dans l'Empire britannique et en 1917 aux États-

358 «Remarks by the President in roundtable with Asian editors», 16 octobre 2001, cité par Bruno Tertrais, *La guerre sans fin: l'Amérique dans l'engrenage*, Paris, Seuil, 2004, p. 83.

359 Bulletin of the Atomic Scientists, July-August 2002, «Reviewing these and similar administration initiatives», cité dans George Perkovich, in *Foreign Affairs*, March-April 2003 (traduction libre de: «The wars contemplated as part of the redeclared war on terror are to go on for a long time. There's no telling how many wars it will take to secure freedom in the homeland.»)

Unis. Mais la question qui se pose à nouveau, puisque vouloir en finir avec le terrorisme semble être une contradiction dans les termes, est de savoir pourquoi et qui peut avoir intérêt à lancer son pays et éventuellement toute l'humanité dans une guerre sans fin. La réponse peut, éventuellement, provenir du fait qu'il s'agit là d'une guerre «préemptive», une guerre où l'on frappe l'adversaire avant même qu'il ait posé des gestes terroristes, et peut-être même avant qu'il ait sérieusement pensé devenir terroriste. On va donc, maintenant, tenter de voir plus clairement ce qui se cache derrière ces notions de préemption et de GT.

5.1 La Guerre au Terrorisme: préemptive et permanente

Il semble que la fin de la GF ait sonné le glas de la stabilité internationale. Paradoxalement, la rivalité des deux Super Puissances arbitrait et limitait, de façon à peu près équilibrée, les conflits naissants dans la région du Golfe et au Moyen-Orient. Beaucoup de commentateurs, souvent membres de groupes de recherche (*Think Tanks*) associés aux Néoconservateurs, sont convaincus que n'importe quel dictateur, possédant des ADM, peut décider de les utiliser ou même de les partager avec des terroristes³⁶⁰. Selon eux, il n'y a plus ce jeu d'équilibre de pouvoirs et de contrôle dans ce qu'on appelait les jeux de dissuasion et les stratégies d'endiguement (*deterrence & containment*) de la GF. Avec la disparition de l'URSS, les conflits dans ces pays se sont répercutés hors frontières, créant de l'instabilité dans les régions avoisinantes. En plus, la globalisation a contribué à intensifier l'interdépendance des États. C'est, en tout cas, ce que soutiennent plusieurs auteurs, en particulier James K. Oliver³⁶¹, quand il analyse les politiques étrangères américaines après le 9/11. L'augmentation des revendications panislamiques et l'intensification des tensions

360 Richard Cheney, «Remarks by the Vice President to the Veterans of Foreign Wars 103rd Convention», August 26, 2002, en ligne: <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/08/print/20020826.html> (consulté le 27 août 2002)

361 James K. Oliver, «US Foreign Policy after 9/11: Context and Prospect» in *The War on Terror in Comparative Perspective*, Mark J. Miller and Boyka Stefanova, London, Palgrave MacMillan, 2007, p. 19-45.

israélo-arabes illustrent très bien cette montée des périls dont le 9/11 est une manifestation patente. Les actes terroristes sont devenus si fréquents dans la période charnière XX^e/XXI^e siècles qu'ils doivent être pris en compte dans l'organisation de la vie quotidienne, surtout, dans cette région du monde. Même les pays ayant toujours vécu dans le respect du droit international se voient également menacés par les conflits générés par des militants d'organisations émergentes et changeantes. Presque tous les pays sont exposés aux menaces terroristes qui deviennent une des principales sources d'instabilité. C'est donc là ce qui a poussé l'A.B. à défendre les pays occidentaux et leurs valeurs contre les attaques terroristes. L'A.B. s'est effectivement engagée, devant les instances internationales, à fournir de nombreuses formes d'aide, incluant les services de renseignement, l'appui militaire, etc. aux pays qui se sentent menacés ou ont été agressés par des terroristes. Dans cette ambiance, Bush a réussi à faire accepter l'idée que, pour prévenir de futures attaques, une politique «d'autodéfense anticipée» recourant donc à «la guerre préemptive» (que nous avons définie, à deux reprises, au début et au milieu du 4^e chapitre) doit, dorénavant, être mise sur pied. Puisque le terrorisme est une pratique qui, comme l'hydre aux sept têtes, peut ressurgir ailleurs dès qu'on croit l'avoir anéanti quelque part, l'idée de chercher à le prévenir - idée brillante en soi - peut s'avérer catastrophique si on le fait par la violence qui, elle-même, est provocatrice et participe aussi, quelque part, du «terrorisme». Prévenir le terrorisme par la violence correspond, en fait, à en assurer la pérennité, un peu comme la peine de mort assure la pérennité des gestes meurtriers. La guerre préemptive au terrorisme contribue donc à assurer sa pérennité en réactivant ou même en ressuscitant le terrorisme en temps de paix!

Au début de l'invasion de l'Afghanistan, en 2001, l'intervention n'avait d'autres objectifs que de capturer Ben Laden, démanteler les réseaux d'Al Qaïda et mettre fin au régime des Talibans qui les avaient hébergés et ce, en s'efforçant d'exposer, le moins possible, les GI's ainsi qu'en évitant que le nombre de pertes en vies humaines soit trop élevé dans la population afghane. Par conséquent, au début, les forces de

frappe étaient précises et meurtrières chez les Talibans et parmi les membres des réseaux d'Al-Qaïda. Ensuite, cette guerre punitive, sorte de grosse opération de police d'envergure internationale, s'est muée en guerre contre les terroristes et ceux qui les supportent dans tout le pays et même un peu au-delà de ses frontières, trop poreuses, avec le Pakistan. Toutefois, les objectifs, mal définis, n'étant jamais parfaitement atteints - Ben Laden court toujours et donne des ordres diffusés par Al-Jazeera -, les actions militaires ont été appelées à se prolonger en s'amplifiant et en se multipliant. Certes, les Talibans ont été chassés du pouvoir; mais ils n'ont pas été éliminés de la scène afghane et même pakistanaise où ils sont toujours et encore très actifs. Ousama Ben Laden n'a pas été tué ni fait prisonnier, son réseau d'Al-Qaïda n'a été que partiellement démantelé. On peut donc affirmer de façon catégorique que l'intervention des Occidentaux en Afghanistan a donc bel et bien engendré «une guerre sans fin», (*A war without end*) pour reprendre les termes mêmes de Donald Rumsfeld qui avance, dès le 2 décembre 2001, que

Malgré les progrès en Afghanistan, la guerre globale contre la terreur n'en est encore qu'à ses débuts. Les réseaux terroristes opèrent dans des douzaines de pays différents, et les menaces terroristes pèsent toujours, à la fois, sur les citoyens de nos nations et sur nos intérêts. Relever les défis qui nous attendent, nécessitera beaucoup de sacrifice, de détermination et de persévérance. (Donald Rumsfeld, Secrétaire à la Défense)³⁶²

En 2003, débute la guerre «préemptive» contre l'Irak, dans laquelle s'engagent surtout les États-Unis et la Grande Bretagne. Beaucoup de commentateurs, surtout chez les Musulmans, l'ont perçue comme «une croisade» lancée contre le régime de Saddam Hussein, que l'A.B. qualifie de «régressif» et de «répressif». Pour les Néoconservateurs de l'A.B., il s'agissait d'une guerre «pour la démocratie», visant à

362 Cité dans Phil Scruton, *In the Name of a 'Just War' in Beyond September 11: an Anthology of Dissent*, London. Sterling. Virginia, Pluto Press, 2002, p. 219-220 (traduction libre de: «Despite the progress in Afghanistan, the global war against terror is still in its early stages. The terrorist networks that threaten us operate in dozens of different countries, and terrorist threats against both of our nations' citizens and interest continue. Meeting the challenges ahead will require sacrifice, determination and perseverance. Donald Rumsfeld, US. Defense Secretary December 2, 2001.»)

empêcher le régime de Saddam Hussein de maintenir une «source d'oppression», de semer la tyrannie, la discorde et la violence dans les autres pays du Moyen-Orient³⁶³. Pour Bush, l'Irak devait devenir une sorte de laboratoire de la démocratie qui servirait d'exemple aux autres pays du Moyen-Orient, comme il le prétendit dans son discours du 26 février 2003³⁶⁴. Pour l'A.B., l'invasion de l'Irak n'est que le commencement d'une série d'interventions visant à faire avancer «la cause de la liberté au Moyen-Orient». Évidemment, cette perspective est loin d'être partagée dans la région. Daniel Yankelovich fait remarquer que, si les Américains croient que la vie des Irakiens s'améliorera avec l'élimination de Saddam Hussein, dans les pays musulmans, les deux tiers des gens sont convaincus que la situation va empirer en Irak. Selon Yankelovich, la méfiance que suscitent les États-Unis ne se cantonne pas que chez un petit nombre d'extrémistes qui réfutent les valeurs de l'Occident, elle est partagée par la grande majorité de Musulmans.

Cette méfiance généralisée crée un climat qui facilite le recrutement de terroristes. Elle permet également de canaliser toutes les frustrations sur les États-Unis. Elle soutient des extrémistes religieux et leur Jihad contre nous. Notre utilisation de la force militaire dans le monde musulman a exacerbé la haine à notre égard. Cette guerre menée en Irak fait apparaître les États-Unis comme antimusulmans dans un monde où il y a 57 nations musulmanes et 1.3 milliard de croyants.³⁶⁵

La GT de Bush a donc largement contribué à l'exacerbation d'un antiaméricanisme primaire dans tout le Proche-Orient et fait en sorte qu'une grande

363 George W. Bush, President discusses the Future of Iraq, 26 Feb. 2003, en ligne: <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/02/20030226-11.html> (consulté le 30 mars 2003)

364 George W. Bush, 26 février 2003.

365 Daniel Yankelovich, «Cutting the Lifeline of Terror. What's Next After Iraq?», Prepared by Public Agenda with Support for Rockefeller Brother Fund, July 14 2004, p, 7, en ligne: http://www.publicagenda.org/files/pdf/fall2004_newsletter.pdf (consulté le 25 octobre 2008), (traduction libre de: «The pervasive mistrust creates a climate that makes recruitment of terrorists fatally easy. It also makes it easy to channel frustration onto the United States. It supports extremist religious clerics and their jihad against us. Our use of military force in the Muslim world has exacerbated Muslim resentment. It makes the United States seem anti Muslim in a world 57 Muslim nations and 1.3 billion people. »)

partie de la population musulmane soit plus ou moins sympathique aux réseaux d'Al-Qaïda et aux militants antiaméricains radicaux.

En 2004, Richard A. Clarke³⁶⁶, explique que la politique extérieure de l'A.B. a provoqué un changement radical de la perception du reste de l'humanité envers les États-Unis. «Ailleurs, nous sommes désormais perçus plus comme un super tyran qu'une superpuissance, non seulement à cause de ce que nous avons fait, mais de la façon dont nous l'avons fait, en dédaignant les mécanismes internationaux dont nous pourrions avoir besoin plus tard.³⁶⁷» Et les Américains eux-mêmes commencent à changer d'attitude envers Bush. Il ne jouit plus de la confiance homogène du public américain. Si en 2001 et 2002, la majorité des Américains approuvait la GT conduite en Afghanistan, à la fin de 2003, avec la guerre d'Irak, le public américain découvre qu'il a été manipulé. D'une part, la majorité des Américains est convaincue qu'en dépit des affirmations persistantes de Dick Cheney et d'autres Néoconservateurs, les Irakiens, et Saddam Hussein en particulier, n'étaient pas du tout impliqués dans les événements du 9/11. En 2004, c'est aussi une majorité d'Américains qui acquiert la conviction que le dictateur irakien n'avait plus d'ADM en sa possession. Clarke souligne alors que l'A.B. a besoin de regagner la confiance et l'appui des Américains pour faire face aux vraies menaces externes, parce qu'il y en a. Al-Qaïda sévit toujours dans le monde tandis que les vulnérabilités à l'interne perdurent aussi. Tout le monde est donc bien conscient, lorsqu'arrivent les Présidentielles de 2004, que la GT est loin d'être terminée et, à fortiori, gagnée.

Assez sceptique quant à l'avenir des États-Unis et de l'Occident, l'écrivain français Emmanuel Todd, auteur d'un ouvrage au titre on ne peut plus révélateur de son pessimisme, *Après l'empire: Essai sur la décomposition du système américain*,

366 Pour mémoire, Richard A. Clarke est l'ancien conseiller en contre-terrorisme de Bill Clinton, et de George W. Bush.

367 Richard A. Clarke, *Against All Enemies: Inside America's War on Terror*, New York, Free Press, 2004, p. 273.

pensait en écrivant son livre, avant 2002, que l'idée même d'une guerre permanente visant à annihiler le terrorisme et combattre «l'Axe du Mal» était vouée à l'échec, la véritable menace venant d'ailleurs. L'auteur amène des arguments de poids pour montrer que les États dits «voyous» ne constituent pas une véritable menace pour les États-Unis. L'Irak est insignifiant en tant que puissance militaire, la Corée du Nord communiste est amenée à disparaître en l'absence de toute intervention extérieure; l'Iran est stigmatisé par les Américains comme l'un des membres de l'Axe du Mal, alors que tout ce qu'il cherche est l'apaisement interne et externe. Selon Todd, même la Chine que les États-Unis auraient, selon lui, provoquée ouvertement en bombardant son ambassade à Belgrade durant la guerre du Kosovo, n'est pas encore la menace que Samuel Huntington entrevoyait dans *Le choc des civilisations*³⁶⁸. Pour Todd, la menace ne vient pas de l'extérieur.

Todd croit que les États-Unis sont la proie d'une fébrilité militariste. Il voit un des symptômes de cette fièvre dans le fait que le Pentagone laisse filtrer son intention d'utiliser des frappes nucléaires contre des pays non dotés d'armes nucléaires³⁶⁹. Selon lui, L'Amérique utilise «la stratégie du fou»³⁷⁰ pour intimider ses adversaires, elle n'hésite pas à passer pour irresponsable. Et, cette stratégie atteindrait son apogée du délire dans le plan de construction d'un bouclier spatial sensé briser l'équilibre nucléaire et permettre aux États-Unis de frapper où bon leur semble. Il en conclut que,

Les États-Unis sont en train de devenir un problème pour tout le monde. Nous sommes plutôt habitués à voir en eux une solution. Garants de la liberté politique et de l'ordre économique durant un demi-siècle, ils apparaissent de plus en plus comme un facteur de désordre international, entretenant, là où ils le peuvent, l'incertitude, et le conflit.³⁷¹

368 Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997.

369 Emmanuel Todd, *Après l'empire: Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002, p. 10.

370 Emmanuel Todd, op. cit. 2002, p. 10.

371 Emmanuel Todd, 2002, p. 9.

Rappelons que Yankelovich (2004) partage cette perspective en avançant que la majorité des pays semblent conclure que les États-Unis représentent une véritable menace pour la paix mondiale. Enfin, Todd (2002) pense que les États-Unis ont aussi perdu la bataille de la persuasion. Leurs efforts mis dans le plan de marketing visant à se faire passer pour l'unique superpuissance bienveillante ne fonctionnent plus. Au contraire, un sentiment de méfiance et de peur prévaut dans le monde devant leur politique extérieure qui semble être de plus en plus imprévisible. Selon l'auteur, même certains de ses alliés et clients traditionnels semblent ne pas être rassurés, vu leur proximité géographique avec des États voyous désignés par l'A.B. comme faisant partie de «l'Axe du Mal».

De plus, les Européens commencent à se demander si les États-Unis ne cherchent pas à tirer un plus grand profit de l'éternel conflit qui gangrène le Proche-Orient. Si leur puissance et leur pouvoir sont aussi grands qu'ils le pensent et cherchent à le faire croire, il est alors permis de se demander pourquoi le conflit israélo-palestinien n'est pas résolu? Et si, par hasard, le fait de présenter le réseau d'Al-Qaïda, comme «une puissance aussi stable que maléfique, «un terrorisme omniprésent» - de la Bosnie aux Philippines, de la Tchétchénie au Pakistan, du Liban au Yémen -, légitimant ainsi n'importe quelle action punitive, n'importe où et n'importe quand.³⁷²» De surcroît, pour Todd encore, depuis la fin de la GF, on peut se demander si la tendance qu'ont les États-Unis à vouloir instituer le terrorisme comme une menace universelle tangible contre laquelle il faut mener un éternel combat, à l'instar du communisme, n'illustre pas un désir d'être perpétuellement en guerre. En effet, «les États-Unis recherchaient, pour une raison obscure, le maintien d'un certain niveau de tension internationale, une situation de guerre limitée, mais endémique.³⁷³» Et nous devons admettre, ici, que c'est bien cette conclusion à laquelle parvient Todd (2002) dans son analyse de «l'empire» qui va orienter la réponse à la question que

372 Emmanuel Todd, 2002, p. 11.

373 Emmanuel Todd, 2002, p. 11.

nous sommes amenée, par nos trouvailles, à nous poser maintenant: «les États-Unis sont-ils une démocratie communicationnelle accidentellement en guerre ou une oligarchie capitaliste qui a constamment besoin de la guerre pour survivre et croître dans la plus grande efficience possible?»

Comme nous l'avons maintes fois entrevu et comme nous allons le voir de plus en plus explicitement, ce sont les propos mêmes des Néoconservateurs qui nous amènent à suivre Todd dans son analyse et sa conclusion. Il y a, depuis longtemps déjà, dans leur esprit, toute une série de menaces qui pèseraient lourdement sur la sécurité des États-Unis et qu'il faudrait donc éliminer, à tout prix. Avec l'A.B., qu'ils noyautent parfaitement tout au long de son premier mandat, l'éradication des menaces a commencé par l'Afghanistan, immédiatement suivi de l'Irak, mais après ce sera au tour de l'Iran ou de la Corée du Nord. Puis, à long terme, Le choc des civilisations obligeant, ce sera le tour de la Chine. Comme l'a bien souligné Samuel Huntington (1997-2000) cette puissance colossale qui émerge rapidement commence à présenter de sérieux risques commerciaux, et donc économiques et financiers pour les intérêts américains. Les Néoconservateurs devront donc s'en occuper un jour ou l'autre!

Les États-Unis ont connu de nombreuses guerres, même des guerres qui ne cadrent pas dans la définition classique du terme, comme les guerres contre la drogue et la pauvreté, ou encore, la GF, etc. En principe, sur le plan des discours justificateurs, ces guerres visaient à combler le fossé entre le problème de la violence, causée par exemple, par la drogue ou la pauvreté et l'idéal d'un état pacifique et sécuritaire. Avec l'A.B., nous sommes confrontés à un nouveau type de guerre, la GPT. Alain Bertho (2003) critique les justifications des guerres qui s'éloignent de plus en plus du cadre traditionnel. Pour lui, si les théories américaines traditionnelles de la guerre préconisent que l'on ne pouvait faire la guerre que pour repousser une agression contre la liberté, la doctrine de «la guerre préemptive» change complètement les balises éthiques de la guerre classique. En ce sens qu'elle agit par

anticipation comme les guerres préventives, mais elle va plus loin, elle remonte plus loin dans le temps que les actions préventives. Elle vise à éliminer les menaces avant même qu'elles naissent. En plus, la guerre préemptive ne vise pas qu'à prévenir, longtemps à l'avance, des attaques contre le territoire américain proprement dit, comme Pearl Harbour ou le 9/11, mais aussi des agressions contre les intérêts et des valeurs américaines situées dans le monde entier. Dans le cas des guerres préemptives imaginées par l'A.B., il s'agit également d'empêcher des régimes ennemis de la démocratie, comme les États voyous, de financer des groupes terroristes qui pourraient causer du tort aux États-Unis et à ses alliés. Bertho conclut donc que, dans l'ordre mondial du XXI^e siècle, la guerre est devenue une nouvelle manière de gérer politiquement le monde. Il reprend, les propos de Foucault qui inversent la fameuse formule de Clausewitz,

Non, la guerre n'est pas la politique prolongée par d'autres moyens, mais au contraire «l'ordre civil est un ordre de bataille... Donc: la politique, c'est la guerre continuée par d'autres moyens.» Si l'ordre mondial est un ordre de bataille, alors la guerre qui s'engage n'est pas l'instrument d'une politique et d'un pouvoir. Elle est en train d'en devenir la substance même. La guerre devient un mode de gouvernement.³⁷⁴

Et Bertho laisse entendre qu'avec ce type de guerre, il s'agit, pour les États-Unis, de faire bénéficier le reste de la planète, de ce dont ils ont toujours profité en tant que peuple élu, à savoir leur destinée manifeste: la prospérité économique, la paix sociale et la démocratie. Car, selon Eric Patterson (2007), la sécurité des Américains est à ce prix et l'État est responsable de la sécurité de ses citoyens. Ce projet aurait donc bien incité, hier, les États-Unis à participer à plusieurs guerres et, maintenant, à en préparer plusieurs, et ce, avant même que l'ennemi manifeste son hostilité. Éric Patterson qualifie même, sans la moindre ironie, cette attitude de «pragmatisme militaire fondé sur une bonne éthique»:

374 Alain Bertho, *L'état de guerre*, Paris, La dispute, 2003, p. 16.

Bien sûr, le désir de «sauver notre propre peau» est pragmatique, en même temps valoriser la vie humaine et la sécurité internationale est une bonne éthique. Une doctrine de la responsabilité est donc à l'intersection de l'esprit pratique et de la moralité. L'État est obligé moralement de prendre toutes les mesures raisonnables pour protéger la vie, la subsistance et le mode de vie de sa population. C'est également pragmatique pour les États d'être attentifs aux menaces, réelles et potentielles, et d'envisager les mesures appropriées.³⁷⁵

Ce type d'attitude semble si naturel aux Américains qu'elle amène Charles-Philippe David à affirmer en 2006 que, même si les Démocrates récupéraient le pouvoir, cela ne veut pas nécessairement dire que la politique étrangère des États-Unis différerait de celle des Républicains, parce que, selon lui, les Américains sont continuellement obsédés par leur Sécurité. L'obsession sécuritaire demeure l'une des préoccupations fondamentales des Américains. Par conséquent, ne comptant que sur eux-mêmes pour assurer leur défense et protection, ils n'ont pas d'autre choix que d'investir sans compter dans les dépenses militaires. Dépenses militaires qui deviennent évidemment énormes si elles doivent tenir compte des exigences des guerres préemptives. Pour David,

les Américains ne veulent jamais céder sur leur sécurité. L'obsession sécuritaire est omniprésente aux États-Unis... Être capable de mener seul ses intérêts de défense, de pouvoir imposer, à l'occasion, son point de vue, de disposer des moyens d'intervention nécessaires, de pouvoir décider seuls des politiques, convaincre les Américains, peu importe la situation, que la défense, c'est sacré. Bien sûr, il y a des débats vigoureux aux États-Unis, mais même le plus Démocrate ne sacrifiera jamais les fondements de la défense américaine sur l'autel des dividendes de la paix en sabrant de manière spectaculaire dans la défense.³⁷⁶

375 Eric Patterson, 2007, p. 42 (traduction libre de: «Of course, the desire to «save our own skins» is pragmatic, while at the same time valuing human life and international security is an ethical good. A doctrine of responsibility is thus at the intersection of practicality and morality. It is the moral obligation of the state to take every reasonable step to protect the life, livelihood and way of life of its populace. It is also pragmatic for states to be alert to threats, actual and potential, and consider appropriate action.»)

376 Charles-Philippe David, in *Born in the USA. Les médias québécois sous influence?*, sous la direction de Yves Théoret, Antoine Char et Margot Ricard, Presses de l'université du Québec, 2006, p. 35.

Pour Robert G. Patman³⁷⁷, dorénavant les stratégies militaires américains considèrent «la guerre préemptive» comme la meilleure façon d'assurer la suprématie des États-Unis. Dans un monde globalisé, ils doivent assurer la sécurité de leur pays en instaurant un nouvel ordre mondial qui reflète les valeurs et les intérêts de l'Amérique toute-puissante. Cette idée de frappe préemptive s'inscrit dans une logique de guerre permanente parce qu'elle fait partie de la GT et que cette dernière vise un ennemi non identifiable et le frappe avant même qu'il y ait eu agression de sa part ou qu'il ait pu se préparer à attaquer. La guerre préemptive permet de s'en prendre à plusieurs catégories d'adversaires et d'obstacles aux intérêts américains. Parmi les ennemis potentiels, on peut, certes retrouver, les États voyous et leurs alliés, des régimes autoritaires, mais aussi des pays qui ne sont que des compétiteurs commerciaux, et, bien sûr, ces guerres préemptives sont envisagées au nom de la défense de la liberté et de la promotion de la démocratie.

Il est bien évident, comme le soutient Patman, que cette hypocrisie évidente qui sous-tend la GT et ses frappes préemptives ne peut contribuer qu'à renforcer le réseau d'Al-Qaïda, rendant ses membres encore plus dangereux et ses partisans autonomes encore plus nombreux. Et Patman souligne que les observateurs critiques considèrent l'invasion de l'Irak comme «le plus grand désastre stratégique de l'histoire américaine.³⁷⁸» Les stratagèmes pervers déployés dans cette aventure creusent un fossé infranchissable et incontournable entre les fins louables annoncées et les moyens décevants déployés.

Pour Noam Chomsky (2007) et Alex Calinicos (2004), la façon arbitraire dont l'A.B. a désigné son adversaire en le qualifiant de «terroriste», responsable de crimes

377 Robert. G. Patman, «Sources of US Foreign Policy and the War on terror», in *The War on Terror in Comparative Perspective*, Mark J. Miller and Boyka Stenova, New York, Palgrave Macmillan, 2007.

378 Robert. G. Patman, page 61; citation tirée de The Lowell Sun, September 29, 2005 (traduction libre de «The greatest strategic disaster in the United States History.»)

qu'il n'a manifestement pas commis (participation aux attentats du 9/11) ou dont on a jamais trouvé les preuves (possession d'armes de destruction massive et nucléaires), combinée aux fortes pressions exercées sur les leaders de pays alliés, qualifiés de «volontaires» (*willing nations*), alors que leurs populations s'objectent à suivre l'A.B. dans ses aventures. À cela s'ajoute l'obstination de l'A.B. dans l'engagement unilatéral qui n'a fait qu'isoler les États-Unis de leurs partenaires sur le plan international, tout en contribuant à créer, à l'intérieur, une culture d'irresponsabilité de l'Exécutif face à la nation qui contredit les valeurs américaines, pourtant brandies par cette dernière.

Effectivement, même si les valeurs démocratiques sont encore des symboles respectables aux États-Unis, l'A.B. a trop abusé de manipulations et de déclarations trompeuses. Jon W. Dean affirme, dès 2004, que Bush est allé plus loin que le *Watergate* en matière de dissimulation, manipulation et désinformation. Il a tout mis en œuvre pour empêcher qu'il y ait des débats publics sur les événements entourant les attentats du 9/11. Même les enquêtes du Sénat sur ces événements semblent avoir été court-circuitées par l'Administration Bush³⁷⁹. Ce rapport indique que cette administration a fabriqué des preuves pour démontrer que les États-Unis étaient menacés par l'Irak. Chomsky (2007)³⁸⁰, Seymour M. Hersh (2004)³⁸¹ et bien d'autres auteurs, sont parvenus au même constat que Dean: l'A.B., prise en otage par les idéologues néoconservateurs, a violé les règles constitutionnelles, certains traités internationaux tels que la convention de Genève concernant le traitement des prisonniers de guerre. Elle a ignoré la convention de Vienne de 1967 et a défié la résolution de l'ONU concernant la guerre préventive. Enfin, elle a créé son propre cadre légal, celui de «la guerre préemptive» pour justifier son intervention en Irak.

379 Voir référence le rapport du Sénateur John Conyers sur l'administration de Georges W. Bush en 2006: George W. Bush versus the U.S. Constitution.

380 Noam Chomsky, *Les États-Unis manqués. Abus de puissance et déficit démocratique*, Paris, Fayard, 2007.

381 Seymour M. Hersh, *Chain of command: the road from 9/11 to Abu Ghraib*, New York, Harper-Collins, 2004.

Même si la guerre est un acte de barbarie, certains de ses aspects sont, en principe, régis par des conventions. Par exemple, il existe des conventions relatives au traitement réservé aux prisonniers, aux blessés, aux morts et d'autres visant à réduire le nombre de pertes civiles. De plus, la notion de guerre permanente paraît étrange et choque. Historiquement, les guerres commencent par une déclaration de guerre et se terminent par une reddition, un traité de paix. Tout au long de son double mandat, Bush a violé ce principe et ce, de façon répétitive. Il a fait d'une méthode, le terrorisme, un ennemi, et lui a déclaré la guerre. Or, le terrorisme est flou et sans frontières, par conséquent les objectifs ne peuvent que l'être aussi. En outre, la convention de Genève concernant la torture et la représentation légale des prisonniers de guerre n'a pas non plus été respectée par Bush. L'A.B. a fait établir des camps d'internement où les prisonniers ont été soumis à des traitements inhumains. De plus, le Pentagone a permis l'usage d'armes prohibées par de nombreux accords internationaux telles que les bombes à fragmentation et le phosphore. *The independent*, fait état de nombreuses preuves démontrant que les États-Unis ont déversé des quantités massives de phosphore blanc sur la ville irakienne de Fallujah, lors de l'attaque, en novembre 2004, tuant et blessant des insurgés et des civils avec les brûlures effroyables imputables à cette arme. Comme le rapporte un correspondant de ce journal: «Les troupes américaines auraient utilisé, selon certaines sources, des armes chimiques et des gaz toxiques dans leur offensive de grande envergure contre le bastion de résistance irakienne à Fallujah, un sombre rappel du gazage des Kurdes imputé à Saddam Hussein en 1988.³⁸²» Les États-Unis ont tout d'abord nié les rapports, pour admettre ensuite que le phosphore n'avait pas été utilisé contre des êtres humains, combattants ou civils (*anti-personnal weapons*), mais

382 Peter Popham, «US Forces 'Used Chemical Weapons' During Assault on City of Fallujah» *The Independent* / UK, November 8, 2005, en ligne: <http://www.commondreams.org/headlines05/1108-01.htm> (consulté le 15 novembre 2005), (traduction libre de: « US troops are reportedly using chemical weapons and poisonous gas in its large-scale offensive on the Iraqi resistance bastion of Fallujah, a grim reminder of Saddam Hussein's alleged gassing of the Kurds in 1988.»)

seulement pour éclairer les zones de combats, comme le rapporte Andrew Buncombe, un journaliste de Washington.

La Convention de l'ONU de 1980 sur les armes de guerre interdit l'usage du napalm et du phosphore blanc contre des civils - mais pas contre des cibles militaires. Les États-Unis n'ont pas signé le traité et ont continué à utiliser le phosphore blanc ainsi qu'une version dérivée du napalm, des bombes incendiaires appelées Mark 77, à base de pétrole plutôt que d'essence. Un officier supérieur américain a confirmé auparavant que 510 livres de bombes au napalm avaient été utilisées en Irak et a déclaré que les généraux aiment le napalm parce qu'il produit un effet psychologique important.³⁸³

Toutefois, le recours démesuré à ces innovations stratégiques (la guerre préemptive), tactiques d'interrogation (Abu Graib, la prison de Guantanamo, etc.) et technologiques (nouvelles armes de destructions précises, mais aussi massives) provoque de graves tensions au sein de la société américaine comme chez ses alliés. Ces gestes posés pour renforcer la sécurité nationale, joints au *Patriot Act* ont eu pour effet de réduire considérablement le respect des principes qui sont au cœur du système démocratique; système qui est sensé différencier les États-Unis des groupes terroristes. Et comme tout indique que cette GT va se prolonger indéfiniment, les manquements aux droits de la personne risquent fort de se prolonger indéfiniment. Et cette crainte, face à la nouveauté d'une situation qui risque de perdurer indéfiniment, est confortée par les propos de hauts dirigeants de l'A.B.. Ainsi, dans une émission diffusée sur les ondes de la BBC³⁸⁴, le directeur général du Pentagone, responsable en haut lieu de la gestion de la base de Guantanamo, déclarait à propos des prisonniers qui y sont enfermés:

383 Andrew Buncombe «US criticised for use of phosphorous in Fallujah raids,» in Washington. *The Independent*, 9 November 2005 (traduction libre de: «The 1980 UN Convention on Certain Conventional Weapons bans the use of weapons such as napalm and white phosphorus against civilian - but not military - targets. The US did not sign the treaty and has continued to use white phosphorus and an updated version of napalm, called Mark 77 firebombs, which use kerosene rather than petrol. A senior US commander previously has confirmed that 510lb napalm bombs had been used in Iraq and said that 'the generals love napalm. It has a big psychological effect' .»)

384 Chaîne de télévision anglaise (londonienne).

Le seul droit qu'ils ont est d'être traité dans des conditions humaines. Ce sont des terroristes. Nous faisons face ici à une nouvelle situation et nous nous y adaptons. Nous faisons les choses différemment parce que nous avons une menace différente, un ennemi différent contre qui nous nous battons. Il ne s'agit pas d'une question juridique, c'est une question de sécurité, et c'est une question de guerre... Jusqu'à la fin de la guerre et il peut y en avoir pour dix ans.³⁸⁵

Quatre ans après les attentats perpétrés sur le sol américain et malgré le fait qu'il n'y en ait pas eu d'autres, l'obsession de la sécurité nationale est toujours aussi présente. Le Président entend continuer sa guerre globale contre le terrorisme selon ses propres termes. Il les a même modifiés afin que l'Amérique sorte victorieuse de ce conflit. Il ne lésine pas sur les moyens. Il entend gagner la GT, peu en importe les coûts financiers et humains (*whatever it costs, whatever it takes*). Le budget alloué à la défense militaire a beaucoup augmenté. Toutefois, comme le rappelle Robert G. Patman, si les États-Unis veulent gagner cette guerre, il faut qu'ils tiennent compte de la complexité de la GT dans un monde globalisé. Et il souligne aussi que pour défaire le terrorisme, il faut que les États-Unis arrivent à séduire les cœurs et les esprits du monde islamique et donc à changer radicalement la perception qu'ils en ont. Pour lui, une victoire militaire est inconséquente, voire un échec, si les terroristes profitent de cette guerre pour acquérir la sympathie du monde arabe. Et il conclut que la défaite du terrorisme reste une chimère tant que l'A.B. ne modifiera pas radicalement sa façon de conduire la GT.

Parmi les aberrations qui rendent ce conflit ingagnable se trouve le projet qu'a le Président Bush au début des opérations d'en arriver, par la force, à une entente avec l'Irak autorisant les forces militaires américaines à demeurer en Irak pour assurer la

385 Dans une émission télévisée spéciale sur les prisonniers détenus à Guantanamo, sans avoir été inculpés. Special Peter Jennings reporting on Guantanamo Bay, repris dans «BBC's Report on Guantanamo Kuwaiti Prisoners.», *ABC News Report* (traduction libre de: «The only right, they have is to be kept in a humane manner. They are terrorists. We have a situation here that's new, we are adapting to it. We are doing something differently because we have a different threat, a different enemy we are fighting... This is not a legal matter, this is a matter of security, and it is a matter of war... [...] Until the war is over and it may be ten years.»)

sécurité du pays, un peu comme les États-Unis l'avaient fait à la fin de la SGM avec le Japon et l'Allemagne³⁸⁶. Hathaway, professeur de droit à Yale, ne peut s'empêcher de souligner l'aspect aussi inédit qu'aberrant de ce projet: «Il n'y a littéralement aucun doute qu'il s'agit d'un cas sans précédent. Le pays n'avait jamais entrepris ce genre d'engagement sans que le Congrès ne soit impliqué. Point final.³⁸⁷» Si cet objectif devait être maintenu, il est bien évident, comme le soutient Charlie Savage, journaliste au *Boston Globe*³⁸⁸, que les États-Unis ne pourraient retirer leur troupe d'Irak à la fin du second mandat du 43^e Président. Les implications stratégiques et diplomatiques de ce projet sont de rendre très difficile, voire impossible, le retrait des troupes américaines de ce pays.

5.2 « La doctrine Bush » coule dans le béton la politique extérieure et intérieure des États-Unis

Bush, ayant fait sien le Projet des Néoconservateurs d'imposer, manu militari, un Nouveau Siècle Américain, en partage l'objectif de répandre les valeurs américaines et de promouvoir la démocratie libérale dans le monde, plus particulièrement au Moyen-Orient et dans le Sud-Ouest asiatique. Par ailleurs, comme ses prédécesseurs, il cherche avant tout à conserver la suprématie de l'Amérique sans laquelle cet ambitieux projet ne pourrait être réalisé. Toutefois, lorsqu'elles sont survenues, les attaques du 9/11 ont perturbé le traditionnel mandat présidentiel en matière de politique étrangère. Au lieu de contrôler des nations ou leurs gouvernements, il devait affronter des réseaux terroristes impalpables.

386 Charlie Savage, «Bush plan for Iraq would be a first. No OK from Congress seen; Constitutional issues raised», *The Boston Globe*, January 25 2008, en ligne :http://www.boston.com/news/nation/articles/2008/01/25/bush_plan_for_iraq_would_be_a_first/ (consulté le 25 janvier 2008)

387 Charlie Savage, in *The Boston Globe*, January 25, 2008, (traduction libre de: «There is literally no question that this is unprecedented. The country has never entered into this kind of commitment without Congress being involved, period.»)

388 Charlie Savage, in *The Boston Globe*, January 25, 2008.

Mais, comme nous l'avons vu plus haut, si les attentats antérieurs avaient donné l'impression de perturber la feuille de route des précédents Présidents, pour Bush et ses maîtres à penser néoconservateurs, le 9/11, qui aurait pu menacer la politique extérieure, s'est avéré être une occasion en or pour embrayer sur la mise en application des activités guerrières que porte en lui le Projet de Nouveau Siècle Américain. Ces attentats ont donc permis à l'A.B. de faire passer son projet de guerre permanente sous le nom, apparemment fort adéquat, vu les circonstances, de «guerre globale au terrorisme». Mais, si les circonstances semblaient la justifier, cette guerre, par sa radicalité et son ampleur, a créé un grand fossé sur la scène internationale, divisant le monde entre «ceux qui sont avec l'Amérique» et «ceux qui sont contre elle» et, à l'interne, les mesures prises pour interdire l'accès du territoire aux terroristes et éliminer ceux qui s'y trouvaient déjà ont restreint profondément les pratiques de la conversation républicaine, à un point tel que plusieurs observateurs se demandent si les libertés fondatrices pourront être, un jour, recouvrées?

Pire, comme l'A.B. avait divisé ses alliés traditionnels (OTAN) entre la «Vieille Europe» qui ne voulait pas suivre l'Amérique dans cette nouvelle aventure et la «Nouvelle Europe» dont les leaders se disaient prêts à la suivre inconditionnellement, et comme elle avait perdu la confiance de la majorité des pays islamistes, suite à l'invasion d'Irak - qui a conforté la mésestime de ces pays envers l'Amérique -, la confrontation avec des adversaires mal identifiés ne s'annonçait pas «gagnée d'avance» même si l'Hyper Puissance avait peu à peu reconquis sa réputation d'invincibilité. Déclarer «la GT», dans ces circonstances, justifiait parfaitement l'entrée en guerre, mais en brouillait l'issue. Comment les États-Unis et leurs quelques alliés, - qui allaient d'ailleurs s'avérer peu fiables -, pourraient-ils combattre un ennemi non identifiable qui se propage et frappe de façon imprévisible?

Comme on l'a déjà souligné plus haut, comme l'hydre aux sept têtes de l'antique légende, combattre le terrorisme semble le stimuler. Dès 2004, Richard A. Clarke

rapportait qu'une analyse effectuée par Jeffrey Record, du *War College's Strategic Studies*, 'démontrait que la guerre en Irak était une grave erreur stratégique. Elle a apporté à Al-Qaïda l'élan idéologique nécessaire pour se renforcer, alors que la priorité aurait dû être accordée à la consolidation des liens avec des gouvernements clés qu'Al-Qaïda risquait d'affecter'³⁸⁹. Comme Clarke le souligne:

Beaucoup ont crû que l'A.B. faisait un bon travail dans sa lutte contre le terrorisme. Mais, en fait, elle a complètement raté l'occasion d'éliminer Al-Qaïda. Elle a même contribué au renforcement de l'ennemi en prenant une tangente complètement inutile, l'invasion de l'Irak. Un nouvel Al-Qaïda a émergé et se renforce, en partie grâce à nos propres actions et inactions. À maints égards, Al-Qaïda est devenu un adversaire plus coriace que la menace initiale rencontrée avant le 9/11. Et il est évident que nous ne faisons pas ce qui est nécessaire pour rendre l'Amérique plus sécuritaire.³⁹⁰

Puisque la sécurité des États-Unis dépend de l'élimination d'Al-Qaïda et d'éventuels autres réseaux ainsi que de la promotion de la démocratie au Moyen-Orient, il ne fait aucun doute que la GT devra persister bien après Bush, même si, comme le souligne Timothy J. Lynch et Robert S. Singh (2008)³⁹¹, une nouvelle frénésie saisira les Américains. Ils voudront diminuer ou mettre un terme aux actions militaires et prôner la fin des hostilités. Mais les forces qui sous-tendent la politique étrangère de l'A.B. ont des racines plus profondes qu'on voudrait le croire. Comme Lynch et Singh le précisent,

Nous prévoyons qu'après Bush, il existera peu de raisons valables nous permettant d'espérer ou de vouloir que l'approche fondamentale de l'Amérique concernant les affaires internationales diffère sensiblement de celle qu'il a exposée en 2002 dans sa «Stratégie de Sécurité Nationale» (*National Security Strategy*). La continuité demeurera

389 Richard A. Clarke. 2004, p. 273-274.

390 Richard A. Clarke, 2004, p. ix (traduction libre de: «Many thought that the Bush administration was doing a good job of fighting terrorism when, actually, the administration has squandered the opportunity to eliminate al Qaeda and instead strengthened our enemies by going off on a completely unnecessary tangent, the invasion of Iraq. A new al Qaeda has emerged and is growing stronger, in part because of our own action and inactions. It is in many ways a tougher opponent than the original threat we faced before 9/11 and we are not doing what is necessary to make America safer from that threat.»)

391 Timothy J. Lynch et Robert S. Singh, *After Bush*, Boston, Cambridge University Press, 2008.

la caractéristique de la politique étrangère. La suprématie américaine, comme moyen et fin, ne sera pas rejetée. La prévention et les guerres préemptives, seront devenues des compléments importants aux stratégies traditionnelles d'endiguement, et ne seront donc pas abandonnées.³⁹²

Par ailleurs, l'idéologie utilisée pour justifier la guerre au terrorisme s'est sensiblement transformée. Les activités des États-Unis, relevant de la GT, ont retrouvé leurs objectifs initiaux. Elles ne visent plus à établir une démocratie mondiale ou même restreinte au Moyen-Orient, mais sont redevenues ce qu'elles prétendaient être lorsqu'elles ont été lancées, uniquement des moyens d'assurer la sécurité des États-Unis, ainsi que celle de leurs alliés. En effet, Nicolas Bourguinat (2006) affirme que les nouveaux défis du XXI^e siècle sont étroitement liés à la politique étrangère américaine. Celle-ci se résume à assurer la sécurité collective face à une clique de voyous soupçonnés de vouloir déstabiliser la scène internationale. D'idéologique comme la voulait les Néoconservateurs, cette guerre devient «réaliste». Selon Richard A. Posner (2006), bien que les dirigeants des organisations terroristes, en particulier Al-Qaïda, aient été dispersés, décimés et qu'ils semblent avoir perdu leur base géographique, il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont pas été éliminés ou défaits. Oussama Ben Laden annonce, de temps à autre, qu'il y aura d'autres attaques terroristes sur le sol américain ou contre leurs intérêts vitaux à l'étranger.

En 2006, Posner considère qu'il est indispensable de continuer la guerre. Les recherches qu'il a effectuées, durant les dernières années auprès des «Services de Renseignements sur les Risques de Catastrophe et le Terrorisme International», l'ont persuadé que les États-Unis vivent une époque de dangers croissants, comparables à

392 Timothy J. Lynch et Robert S. Singh. 2008, p.7 (traduction libre de: «We also advance the case that, after Bush, there will exist few compelling reasons to expect or want America's fundamental approach to international affairs to alter substantially from that outlined in the NSS of 2002. Continuity, not discontinuity, will remain the hallmark of foreign policy. American primacy, as means and end, will not be rejected. Preventive and preemptive action, as important supplements to traditional strategies of containment, will not be abandoned.»)

ceux qu'ils avaient confrontés durant la SGM. Les terroristes ne se comportent pas comme les adversaires auxquels l'Amérique a l'habitude de se mesurer, ils se sont révélés très résilients et insaisissables. Avant, les ennemis traditionnels étaient des États étrangers, tandis qu'à l'interne c'étaient des criminels, voire des « rebelles » durant la GS. Maintenant, les États-Unis font face aux « terroristes islamo-fascistes », selon l'expression de Benyamin Netanyahu (1995-2001), qui suscite beaucoup de craintes. D'après ce qu'a écrit Posner, ils sont...

...nombreux, fanatiques, implacables, insaisissables, plein de ressources, résistants, tout à fait impitoyables, apparemment intrépides et apocalyptiques dans leurs buts. Ils sont désireux d'acquérir des armes de destruction massive et de les utiliser contre nous. Ils nous ont fait du mal le 9/11 et peuvent nous nuire encore. Nous savons peu de leur nombre actuel, des dirigeants, des emplacements, des ressources, des sympathisants, des motivations ainsi que des plans; et en partie, à cause de notre ignorance, nous n'avons aucune stratégie pour les vaincre, seulement quelques-unes pour les combattre.³⁹³

Lynch soutient que la GT, peu importe que la guerre d'Irak soit gagnée ou non, continuera encore longtemps parce que de nombreux « voyous » (États ou Réseaux) existent encore. Dans la même foulée, Richard A. Clarke avance qu'il serait imprudent de sous-estimer Al-Qaïda. Les terroristes sont intelligents et patients, les éliminer nécessitera beaucoup de temps et d'énergie, beaucoup de créativité et d'imagination. Et les enjeux sont majeurs, car, comme Michel Ignatieff le souligne: « Une démocratie ne peut tolérer que ses dirigeants commettent plus qu'une seule erreur fatale - et, pour beaucoup d'observateurs, elle a déjà eu lieu le 9/11 - les Américains ne leur pardonneraient pas une deuxième.³⁹⁴ » Puisque les Américains

393 Richard A. Posner, *Not a suicide pact: the constitution in a time of national emergency*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 5 (traduction libre de: « Numerous, fanatical, implacable, elusive, resourceful, resilient, utterly ruthless, seemingly fearless, apocalyptic in their aims, and eager to get their hands on weapons of mass destruction and use them against us. They did us harm on September 11, 2001, and may do us worse harm in the future. We know little about their current number, leaders, locations, resources, supporters, motivations, and plans; and in part because of our ignorance, we have no strategy for defeating them, only for fighting them. »)

394 Michael Ignatieff, « Lesser Evils », in *The New York Times*, May 2, 2004, en ligne: <http://www.nytimes.com/2004/05/02/magazine/02terror.html?pa...> (consulté le 24 mai 2004),

veulent à la fois le respect des principes démocratiques et être en sécurité chez eux, le dilemme: «Sécurité/Démocratie» semble donc bien constituer un nœud indénouable en ce pays. Et cela, bien sûr, fait le jeu des oligarques, qu'ils soient officiellement (sous les Républicains) ou officieusement (sous les Démocrates) au pouvoir!

Consolidant l'impression de coïncidence: entre «GT» et «guerre permanente», Condoleeza Rice souligne que les concepts de *Stratégie de Sécurité Nationale* (SSN) de 2002, réaffirmés en 2006, continueront à façonner la politique étrangère de son pays. En fait, la SSN de 2006 reprend les stratégies de 2002 et renforce le concept de préemption. En 2006, l'attention s'est relâchée sur l'Irak (la situation s'est effectivement quelque peu adoucie pour les Américains depuis qu'ils ont, suite au constat de leur défaite implicite mais inavouée, publiquement annoncé qu'août 2010 sera la date de leur départ) pour se tourner d'avantage vers l'Afghanistan, le Pakistan et surtout l'Iran, au niveau des pressions économiques et diplomatiques. Par sa stratégie nationale de sécurité de 2006, l'A.B. entend en finir avec la tyrannie qui entrave l'expansion de la liberté en Iran comme avec les autres régimes tyranniques qui cherchent à acquérir des ADM, surtout les armes nucléaires ou encore ceux qui parrainent le terrorisme, et menacent la sécurité ou nuisent aux intérêts des États-Unis. Parmi les États voyous identifiés en 2006 se trouvent: la République populaire démocratique de Corée (RPDC), l'Iran, la Syrie, Cuba, la Biélorussie, la Birmanie, et le Zimbabwe. Mais il n'y a pas que les États voyous qui posent problème. Les réseaux de terroristes semblent s'être multipliés et avoir intensifié leurs activités. En avril 2006, un rapport rédigé par le Centre National d'Antiterrorisme a dévoilé que les attaques terroristes dans le monde entier ont sensiblement augmenté, voire presque quadruplé en 2005. La menace terroriste devient de plus en plus omniprésente. Comme le soulignent Singh et Lynch, «la GT» risque de durer indéfiniment puisque dans le cadre de cette guerre, il n'y a pas d'effet de «dissuasion

(traduction libre de: «A democracy can allow its leaders one fatal mistake--- and that's what 9 /11 looks like to many observers---but Americans will not forgive a second one.»)

mutuelle» (*deterrence*) ou d'équilibre de la terreur qu'entretenait, pendant la GF, la peur de destruction mutuelle. Selon eux, dans cette «GT», les «terroristes» n'hésiteront pas à embrasser la mort aussi longtemps que l'Amérique, Israël et l'Occident ne cesseront pas d'agresser, d'envahir et d'exploiter le monde islamique pour ses ressources énergétiques. Yankelovich s'inscrit dans la foulée des remarques de Sinh et Lynch en avançant que les États-Unis n'ont pas d'autres choix que de continuer cette guerre pour assurer leur sécurité nationale.

(...) Il existe une différence entre les terroristes aujourd'hui actifs et ceux de demain que nous voulons étouffer avant qu'ils se manifestent. En ce qui concerne les terroristes d'aujourd'hui, notamment ceux d'Al-Qaïda, je ne crois pas qu'il existe de réponse politique quant à la façon de les aborder. Nous les tuons ou les désorganisons, ou ils nous tuent et nous perturbent. (...) Pour les terroristes extrémistes d'aujourd'hui et les terroristes existentiels, je ne pense pas qu'il existe de réponse politique. Il faut répondre à leurs gestes et anticiper leurs menaces de manière essentiellement militaire et physique.³⁹⁵

5.3 Conclusion

Devenue permanente, la GT assure, à l'intérieur, l'impossibilité de contester les projets des oligarques, à l'extérieur, la multiplication des adversaires qui l'a rendue permanente, en toute logique, reporte aussi la victoire aux calendes grecques. Cet ultime échec fait-il partie du projet néoconservateur?

Depuis la fin des «trente glorieuses» (1945-1973) marquée par la Guerre du Kippour suivie de la création de l'OPEP, les crises économiques se succèdent en Occident. La cause majeure en est la raréfaction et donc l'augmentation du prix des ressources énergétiques. Fascinée par le succès de la première guerre d'Irak qui avait été organisée de main de maître par George H. Bush, l'A.B. a déclenché, à son tour,

395 Daniel Yankelovich, *Cutting the Lifeline of Terror*, p. 30 (traduction libre de: «(...) The difference between today's terrorist who exist, and tomorrow's terrorists who we want to avoid becoming terrorists. Today's terrorists, particularly the Al Qaeda variety, I don't believe there is a political response to them. We either kill them, or disrupt them, or they kill us and disrupt us. (...) For today's extreme terrorists and the existential terrorists, I do think there's only essentially a military and physical answer, not a political answer.»)

une guerre qui, beaucoup plus ambitieuse, devait durer beaucoup plus longtemps. En effet, dès ses premières phases, cette «guerre permanente» devrait assurer l'accès durable et à bon compte aux ressources pétrolières du Moyen-Orient. Cet objectif semblait être à portée de la main lors de l'invasion de l'Irak en 2003. Selon Wolfowitz, les profits du pétrole, ainsi acquis, devaient permettre de rembourser rapidement les coûts de l'invasion. Aujourd'hui, cet objectif oublié semble inatteignable et c'est là, l'une des autres raisons pour lesquelles la guerre au terrorisme s'est pérennisée. Par contre, à l'intérieur, les contraintes liberticides de la guerre permanente semblent assurer le fonctionnement efficace du capitalisme sauvage qui ne pourrait être que perturbé, freiné, limité ou, même éventuellement, stoppé par la pratique citoyenne de la conversation républicaine.

En ce qui concerne le théâtre des opérations outre-mer, les critiques soulignent que les États-Unis sont tombés dans le même piège qu'au Vietnam. Ils ne peuvent abandonner l'Irak sans rendre leurs propres institutions vulnérables. Dès 2001, Chomsky considérait - comme nous sommes portée à le croire maintenant - que l'agenda de la guerre permanente masqué par la notion de «guerre préemptive» proposée par l'A.B. n'était, ni plus ni moins, qu'une tentative visant à s'assurer que les pays pauvres soient absorbés dans l'escarcelle des ressources énergétiques indispensables aux projets des dirigeants américains de l'économie et de la finance. Rappelons que les Stratégies de Sécurité Nationale de 2002 ou 2006 avaient pour objectif de faire en sorte que tous les pays visés finissent par pratiquer la liberté économique et respecter les principes démocratiques. Pour l'A.B., c'était là, la seule façon d'atteindre et de maintenir la prospérité économique qui, pour elle, à moyen ou long terme, ne pouvait que réduire les chances de conflits. Cependant, paradoxalement, en tentant d'imposer ce projet par la force, elle n'a fait que créer, puis alimenter, l'hostilité des terroristes.

En 2007, Al Gore semble aussi partager la perspective de Chomsky et pense que la politique extérieure de l'A.B. cache le mal pernicieux dont souffre alors l'Amérique: une nation en désarroi, minée par de profondes crises économiques, sociales et politiques. Et c'est, peut-être, ce qui explique pourquoi Arnaud Blin pensait en 2004 que la GT, telle que conçue et pratiquée par l'A.B., cachait des desseins moins généreux que la volonté de partager avec les pays du Moyen-Orient la démocratie et le libéralisme dont l'Amérique était censée jouir. Parmi les desseins moins avouables qu'il entrevoyait, il y avait, bien sûr, la velléité de la part des dirigeants d'entretenir une guerre permanente, dont l'objectif majeur était le repositionnement géostratégique des États-Unis sur la scène internationale. Et ce repositionnement devait permettre la réalisation des desseins hégémoniques de l'Hyper Puissance tant sur les plans militaire qu'économique. En effet, selon lui, il semble que les Néoconservateurs ont développé une stratégie visant à restaurer la suprématie américaine sur tous les plans, et plus particulièrement à réorganiser le Moyen-Orient. Comme ce projet ne semble plus tout à fait être sur le point de se réaliser - ce qui, d'une certaine manière, justifie que la guerre se poursuive -, mais être plutôt sur le point d'échouer (retrait des troupes d'Irak puis, bientôt, d'Afghanistan et désir évident de ne pas élargir le conflit au Pakistan et à l'Iran, voire à la Corée du Nord), il serait temps d'examiner les forces et les faiblesses du cadre conceptuel ou idéologique dans lequel s'inséraient les plans des Néoconservateurs qui ont tant influencé la politique étrangère de l'A.B. Le sombre avenir qui découle de leur exécution par l'A.B., aurait-il des origines bien ancrées dans l'histoire récente du pays où s'inscrit la conception du Projet Américain pour le Nouveau Siècle?

CHAPITRE VI

LE PROJET POUR UN NOUVEAU SIÈCLE AMÉRICAIN L'AMÉRIQUE SERA, EST, ET A TOUJOURS ÉTÉ EN GUERRE «PRÉEMPTIVE»!

Introduction

Depuis leur récente fondation, les États-Unis ont connu une brève histoire marquée par de nombreux conflits armés. Nous souvenant de la célèbre injonction que George Washington fit à ses concitoyens de rester loin des querelles de l'Europe pour ne pas connaître la décadence permanente dans laquelle de trop nombreuses guerres l'ont entraînée, jusqu'à l'arrivée de l'A.B., nous avons eu tendance à considérer les guerres que l'Amérique a dû livrer comme de regrettables accidents de parcours. Toutefois, la volonté manifeste de l'A.B. de veiller à ce que «la GT» - dans laquelle elle a précipité l'Amérique immédiatement après les attentats du 9/11 - devienne «une guerre permanente», nous a convaincue que ce type de conflit était devenu le SINE QUA NON de la survie du capitalisme sauvage qui profite avant tout aux oligarques qui guident l'A.B. Nous contentant de ce que nous avons vu jusqu'ici dans cette thèse, nous pourrions en rester là. Et conclure que, de 1776 à 2001, l'histoire des États-Unis est celle d'une société qui s'est donnée, dès sa naissance, de beaux idéaux démocratiques et, qu'en deux siècles, malgré de nombreuses guerres qui ont ralenti ou stoppé la réalisation de ses idéaux, certains d'entre eux ont été mis en vigueur, permettant à tous les citoyens américains de participer à la conversation républicaine; conversation où tout se décide, même si le régime démocratique reste encore très perfectible. Par contre, comme nous pensons l'avoir montré dans les deux précédents chapitres de cette thèse, il nous semble que les Néoconservateurs,

éminences grises de l'A.B., ont profité des attentats du 9/11 pour instaurer un système oligarchique en Amérique. Les élites au pouvoir se servent des exigences de la guerre permanente pour court-circuiter les mécanismes de la communication démocratique qui, au départ et en temps de paix, permettent aux différents contrepouvoirs institutionnels et populaires de se manifester et d'équilibrer les décisions de l'Exécutif. Maintenant que nous avons examiné ce qui s'est passé sous l'A.B., nous pouvons affirmer que, depuis l'Automne 2001, l'histoire des États-Unis a cessé d'être celle d'une Démocratie pour devenir l'histoire d'une Oligarchie où le pouvoir est détenu par une élite. Les oligarques veillent à ce que les États-Unis soient dans un état de guerre permanent pour assurer, à l'extérieur - et manu militari -, le ravitaillement de l'économie en ressources énergétiques et pour garantir, à l'intérieur, l'efficience maximale du capitalisme sauvage. En GPT, toute forme de contestation et de revendication de participation au processus décisionnel est condamnée d'avance comme trahison et tentative d'aide aux terroristes. Nous pourrions alors nous en tenir là, et affirmer que de 1776 à 2001, l'histoire des États-Unis est celle d'une démocratie et de 2001 à la fin inenvisageable de la GPT, celle d'une oligarchie de Néoconservateurs, grands promoteurs et principaux bénéficiaires du capitalisme sauvage!

Toutefois, si nous examinons de plus près le contexte dans lequel s'est formé l'idéologie des Néoconservateurs, celle-ci et les projets dont elle est porteuse comme ceux qui sous-tendent la GPT, il y a fort à parier que nous découvrirons, dans un passé récent, des interventions militaires qui relèvent plus ou moins de cette idéologie. Elle est née dans l'entourage de Nixon et n'a cessé de mûrir et de se développer depuis. Nous trouverons aussi dans un passé plus lointain, de nombreux faits d'armes américains que les Néoconservateurs ont récupérés pour documenter et justifier leur idéologie en l'inscrivant dans la continuité de l'histoire des États-Unis. Cette interaction, voire cette utilisation d'une grande partie de l'histoire militaire des États-Unis comme prémisses de l'idéologie néoconservatrice risque fort, en retour, de

nous contraindre à reconsidérer la première partie de notre diagnostic. Elle risque de nous amener à la conclusion inverse, à savoir que toute l'histoire des États-Unis est celle d'une oligarchie belliqueuse, toujours en guerre ou en préparation d'une prochaine guerre (il y a toujours une menace quelque part!), qui se sert des beaux idéaux de la conversation républicaine comme axe psychologique d'une propagande visant à gagner les cœurs et les esprits de celles et ceux dont la seule raison d'être est de servir de chaire à canons et, s'ils survivent, de main d'œuvre consommatrice des produits du capitalisme sauvage! Pour mieux comprendre ce revirement de diagnostic, il nous faut maintenant, dans ce sixième chapitre de notre thèse, examiner la trajectoire suivie par l'idéologie néoconservatrice, de sa naissance à son plein épanouissement durant les mandats de l'A.B..

La GT est généralement considérée comme l'accomplissement de la pensée d'un groupe d'idéologues de Washington, les Néoconservateurs. Ils ont dirigé la politique étrangère des États-Unis sous l'A.B.! Comme nous l'avons rappelé plus haut, G.W. Bush arrive au pouvoir avec une volonté de revenir à une politique étrangère plus ou moins isolationniste. Lorsque les événements du 9/11 surviennent, les Néoconservateurs, omniprésents autour du Vice-Président, qui en est un lui-même, comme au cœur du Pentagone, entreprennent de guider l'A.B. sur la façon de faire face à la crise. Le Président épouse immédiatement leur point de vue. Selon ces derniers, les États-Unis doivent faire usage de leur supériorité militaire pour maintenir leur image d'Hyper Puissance tout en promouvant l'instauration de la démocratie et, surtout, de la libre entreprise aux quatre coins du monde. Ex-Trotskyistes, se souvenant de la formule de Marx, «le libéralisme c'est le renard libre dans le poulailler libre», «démocratie» ne signifie pas «conversation républicaine» mais «capitalisme sauvage». En gros, comme nous l'avons déjà entrevu, dans le système de pensée géopolitique des Néoconservateurs, la guerre est une composante essentielle de l'évolution des États-Unis. Elle sert à ressouder la société - en d'autres

mots, à raviver le patriotisme (et le conformisme) - ainsi que les vertus civiques des Américains, tout en dynamisant l'économie (hyper capitaliste) du pays.

Nous allons donc nous efforcer, ici, d'examiner, plus en détail, le rôle de l'idéologie néoconservatrice dans l'élaboration des politiques de l'A.B.. Pour y parvenir, nous ferons des incursions historiques dans le passé, mais nous nous concentrerons aussi et surtout sur ce que l'on peut en appréhender à partir des discours du Président Bush.

6.1 L'idéologie néoconservatrice s'inscrit bien dans la mythologie américaine

Selon Philip S. Golub (2004), depuis trente ans, les Néoconservateurs évoquent toutes sortes de menaces fictives ou réelles pour maintenir les États-Unis en état d'alerte. Presque tous les observateurs s'accordent pour reconnaître que les attentats du 9/11 ont permis aux Néoconservateurs de réaliser leurs projets rassemblés sous le nom de «Projet pour le Nouveau Siècle Américain» (*Project for the New American Century*.) D'après Golub, ils entretiennent le culte de la guerre depuis les années «70». Ils veulent «unifier la société par la guerre et la mobilisation permanente pour assurer la suprématie stratégique planétaire des États-Unis.³⁹⁶» Les Néoconservateurs partent de l'hypothèse que, puisque le système géopolitique mondial est instable et souvent défectueux, des guerres peuvent y éclater en tout temps. Dans ce monde volatile, les États-Unis n'ont pas d'autres choix que de se préparer au pire. Ils sont convaincus que les risques d'une attaque s'amplifient avec le temps. Donc, pour faire face à ces diverses menaces, les États-Unis doivent sans cesse démontrer leur supériorité. Pour les Néoconservateurs, en gros, il s'agit de pratiquer une sorte de darwinisme militaire pour s'adapter à «la loi de la jungle qui règne sur la scène internationale».

396 Philip S. Golub, «Les néoconservateurs et le culte de la guerre», in 'Les États-Unis en campagne' dans *Le Monde diplomatique*, Manière de voir 77, Éditions bimestrielles octobre novembre 2004.

En 1996, deux célèbres représentants de la pensée néoconservatrice, William Kristol et Robert Kagan donnent leur aval moral à ce darwinisme militaire en précisant, dans un article publié dans *Foreign Policy*, qu'«une politique pacifique de rayonnement par l'exemple est une politique de lâcheté et de déshonneur.³⁹⁷» Pour eux, de nos jours, les idées, jadis exprimées par Washington sur la nécessité de pratiquer des relations étrangères pacifiques, sont perçues par les adversaires potentiels comme un signe de faiblesse; même si, sur la scène internationale et, pensent-ils, grâce à leurs prédécesseurs, «l'empire du mal» s'est volatilisé et qu'il existe plutôt une sorte d'indolence face à la conjoncture mondiale. La fin de la GF ne veut pas dire, pour autant, que la paix règne. Pour eux, la stabilité internationale n'est pas la norme; elle n'est jamais acquise. Il faut donc absolument qu'elle soit «parainnée» par une grande puissance comme les États-Unis. Mais, là encore, selon le chroniqueur Charles Krauthammer (1990), «Il y aura toujours et encore de nouvelles menaces.³⁹⁸» Par exemple, on assiste depuis une vingtaine d'années, à l'émergence d'un environnement hostile où plusieurs États voyous possèdent des ADM qu'ils peuvent utiliser n'importe où. Par ADM, on entend: armes biologiques, chimiques, voire nucléaires. Et ces armes peuvent être utilisées n'importe où, aussi bien en recourant à des véhicules spatiaux qu'à des porteurs humains. Les avancées technologiques ont considérablement réduit les distances³⁹⁹. Et c'est l'intensification de cette instabilité planétaire qui permet aux Néoconservateurs d'affirmer que les menaces d'attaques sont, plus que jamais, omniprésentes. Dans cette ambiance paranoïaque, il est bien évident que les événements du 9/11 viennent conforter magistralement leurs sombres prédictions. L'A.B. n'aura plus qu'à appliquer les recettes néoconservatrices. Les États-Unis doivent donc utiliser leur position

397 William Kristol and Robert Kagan, «Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy», in *Foreign Affairs*, July/August 1996, Volume 75, No. 4 (traduction libre de: «A policy of sitting atop a hill and leading by example in practice is a policy of cowardice and dishonour»)

398 Charles Krauthammer, «The Unipolar Moment», in *Foreign Affairs*, Vol. 70, No. 1, America and the World (1990/1991), published by Council on Foreign Relations, p. 29 (traduction libre de: There will be constantly be new threats disturbing our peace.)

399 Charles Krauthammer, 1990, p. 30.

hégémonique unique pour se protéger. Et, pour assurer la pérennité de leur projection stratégique mondiale, ils doivent être en mesure de garantir la sécurité de leurs alliés.

Pour les Néoconservateurs, puisque les États-Unis se trouvent dans la position enviée de «superpuissance sans rivale», ils doivent en profiter et ne plus hésiter à faire usage de leur influence économique et surtout de leur puissance militaire pour empêcher les États voyous de posséder des ADM et pour contrecarrer la montée éventuelle de puissances rivales. Le tout étant, bien sûr, psychologiquement appuyé par une campagne de propagande promouvant les grands idéaux américains de liberté et de communication démocratique.

En harmonie avec ces beaux discours, un autre aspect de la stratégie néoconservatrice vise à récupérer les démocraties stables, ou celles qui aspirent à le devenir, en instaurant et développant des liens commerciaux avec elles, comme on l'a déjà vu dans le document de sécurité nationale de 2002, évoqué par Condoleeza Rice. De plus, et toujours au niveau des stratégies de propagande, les États-Unis devraient également canaliser leurs efforts vers l'édification d'institutions internationales qui font dans l'humanitaire et promeuvent les droits de l'homme. Par ailleurs, compte tenu de leur position dans le monde, les États-Unis doivent être perçus comme une puissance hégémonique bienveillante, assurant la protection des pays alliés tout en intimidant tous ceux qui menacent leurs intérêts vitaux. Pour être convaincante, cette intimidation peut aller jusqu'à des interventions très musclées lorsque cela s'avère nécessaire. C'est donc en injectant ces options stratégiques dans la politique étrangère américaine que les Néoconservateurs entendent faire face au chaos du XXI^e siècle.

C'est dans la déclaration de principes du «Projet pour le Nouveau Siècle Américain» de juin 1997 que l'on trouve le libellé le plus explicite des intentions des Néoconservateurs. Dans ce rapport, les auteurs commencent par rappeler que le contexte de la politique étrangère a beaucoup changé. Les moyens de pression comme

l'endiguement et la coexistence armée qui ont fonctionné durant la GF ne permettent plus d'assurer la sécurité nationale. D'autres menaces et de nouvelles sources d'instabilité ont émergé en engendrant des conflits intra et transnationaux qui rendent caduques les frontières des nations. Si, dans le cadre de la GF, les États-Unis devaient bloquer et repousser l'expansion soviétique, aujourd'hui, les enjeux ont changé. Ils sont plus amples et plus diversifiés. En plus d'avoir à préserver la sécurité des zones de paix que constituent les nations démocratiques, il faut les étendre «pour contrer l'émergence d'une éventuelle puissance rivale; défendre les régions clés d'Europe, d'Asie orientale et du Moyen-Orient, et maintenir la supériorité des États-Unis en tenant compte de l'incidence des nouvelles technologies sur les pratiques de combats.⁴⁰⁰» En résumé, l'Amérique doit veiller à préserver, renforcer et étendre ses positions de leader mondial et maintenir sa supériorité militaire dans les zones de conflits.

Le *Project for the new American Century* a été mis sur pied au printemps de 1997 à la suite de constats du déclin des forces armées. Il s'efforce donc d'examiner et de répondre aux conséquences que ce constat peut avoir pour les États-Unis en tant que «leader mondial» et «gardien de la paix». Pour les Néoconservateurs, puisqu'après la GF, les États-Unis sont devenus une superpuissance inégalée sur la scène mondiale, ils doivent en profiter pour empêcher qu'apparaissent de nouvelles menaces, et pour façonner le monde à leur façon, en créant des alliances, ainsi qu'en décourageant les États qui sont insatisfaits de leurs sorts et qui veulent s'en prendre à eux. Or les auteurs constatent que le budget alloué à la défense est de plus en plus réduit. Ils voient en cela un grave danger pour les États-Unis surtout s'ils souhaitent consolider leurs acquis. Les auteurs pensent qu'il faut répondre aux questions suivantes:

400 Project for the New Century, *Statement of Principles*, 3 June 1997, en ligne: www.newamericancentury.org, p. 2-3 (2 janvier 2009), (traduction libre: de « zones of democratic peace;» to deter the rise of a new great power competitor; defend key regions of Europe, East Asia and the Middle East; and to preserve American preeminence through the coming transformation of war made possible by new technologies.»)

Alors que le vingtième siècle tire à sa fin, les États-Unis se positionnent comme le pouvoir le plus puissant du monde. Ayant mené l'Ouest à la victoire dans la GF, l'Amérique fait face à la fois à une chance et à un défi: Les États-Unis ont-ils la volonté et le pouvoir d'utiliser leur réalisation des décennies passées pour construire un Nouveau Monde? Sont-ils résolus à façonner un nouveau siècle favorable aux principes et aux intérêts américains ?

Ils y répondent en formulant les recommandations suivantes:

[Ce dont nous avons besoin] c'est d'une armée qui soit robuste et prête à affronter les défis présents et futurs; une politique étrangère qui promeuve hardiment et résolument des principes américains à l'étranger; et un leadership national qui accepte les responsabilités mondiales des États-Unis ...

Bien sûr, les États-Unis doivent être prudents dans la manière dont ils exercent leur pouvoir. Mais il leur est impossible d'éviter les dépenses associées à leur responsabilité mondiale. L'Amérique a un rôle vital à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité en Europe, en Asie, et au Moyen-Orient. Si nous déclinons nos responsabilités, nous invitons les autres à s'attaquer à nos intérêts vitaux. L'histoire du vingtième siècle aurait dû nous enseigner qu'il est important de façonner les circonstances avant que les crises n'apparaissent, et de répondre aux menaces avant qu'elles soient insurmontables. L'histoire du siècle passé aurait dû nous enseigner à embrasser la cause du leadership américain.⁴⁰¹

Et Dick Cheney, de conclure:

Nous avons le choix entre entretenir les forces [armées] dont nous avons besoin pour rester dans une position qui nous permet d'orienter les choses pour le mieux, ou ignorer

401 Project for the New Century, (traduction libre de: « As the 20th century draws to a close, the United States stands as the world's most preeminent power. Having led the West to victory in the Cold War, America faces an opportunity and a challenge: Does the United States have the vision to build upon the achievement of past decades? Does the United States have the resolve to shape a new century favorable to American principles and interests?

«[What we require is] a military that is strong and ready to meet both present and future challenges; a foreign policy that boldly and purposefully promotes American principles abroad; and national leadership that accepts the United States' global responsibilities.

«Of course, the United States must be prudent in how it exercises its power. But we cannot safely avoid the responsibilities of global leadership of the costs that are associated with its exercise. America has a vital role in maintaining peace and security in Europe, Asia, and the Middle East. If we shirk our responsibilities, we invite challenges to our fundamental interests. The history of the 20th century should have taught us that it is important to shape circumstances before crises emerge, and to meet threats before they become dire. The history of the past century should have taught us to embrace the cause of American leadership.»)

cette chance. Retenir la seconde option ne ferait que hâter le jour où nous aurons à confronter des menaces plus importantes, à des coûts plus élevés et où, il nous faudra, en plus, risquer des vies américaines.⁴⁰²

Constatant l'affaiblissement militaire des États-Unis, les auteurs du *Projet* suggèrent quatre types de missions fondamentales que les forces armées devraient remplir:

défendre la patrie; intervenir outre-mer pour obtenir de multiples victoires décisives sur les théâtres majeurs de conflits simultanés; exécuter des «opérations de police» associées au façonnement d'un environnement sécuritaire dans les régions vulnérables; enfin, transformer les forces américaines de façon à exploiter la «révolution dans les affaires militaires».⁴⁰³

Par conséquent, les forces américaines doivent se transformer pour être en mesure de faire face aux nouveaux défis géopolitiques et technologiques.

Dans *Vers une politique étrangère Néo-Reaganienne (Toward a Neo-Reganite Foreign Policy)*, Kristol et Kagan (1996) affirment que, si les États-Unis parviennent à convaincre le reste du monde qu'aucune nation ne peut rivaliser avec leur puissance militaire ou dépasser leur capacité technologique, ils pourront maintenir l'ordre qui leur est le plus propice. Ni la Chine, ni l'Iran ne viendront troubler l'ordre international. S'ils parviennent à stabiliser ainsi l'état du monde, dans l'avenir, les États-Unis n'auront plus à investir autant d'argent pour leur défense⁴⁰⁴. Selon Kristol et Kagan,

402 Rebuilding America's Defense : Strategy, Forces and Resources for a New Century, p. ii (traduction libre de: «We can either sustain the [armed] forces we require and remain in a position to help shape things for the better, or we can throw that advantage away. [But] that would only hasten the day when we face greater threats, at higher costs and further risk to American lives.»)

403 Rebuilding America's Defense: Strategy, Forces and Resources for a New Century, p. iv (traduction libre de: «defend the American homeland; fight and decisively win multiple, simultaneous major theater wars; perform the 'constabulary' duties associated with shaping the security environment in critical regions; transform U.S. forces to exploit the 'revolution in military affairs'.»)

404 William Kristol and Robert Kagan, in *Foreign Affairs*, July/August 1996, vol. 75. No. 4, p.26

... les États-Unis évoluent dans un monde où la paix et la sécurité ne dépendent que de leur propre puissance et de leur volonté d'y recourir. Le vrai danger auquel les États-Unis sont confrontés, est le refus d'accepter leur rôle de leader. Leur inaction sera leur propre faiblesse. La défense par la force de l'hégémonie américaine est donc le seul rempart contre le démantèlement de l'ordre international et de la paix.⁴⁰⁵

Selon, les Néoconservateurs, si les États-Unis n'avaient pas fait et gagné la GF, le monde entier ferait partie de l'Union Soviétique. Selon eux, ils ne peuvent pas et ne doivent pas faire preuve de la moindre faiblesse. Ils doivent, à tout prix, rester une puissance hégémonique bienveillante pour aider les autres pays. C'est pourquoi, ils doivent pratiquer une politique étrangère «néo reaganienne», pour paraphraser Kristol et Kagan. Ils sont moralement tenus de protéger les idéaux qu'ils représentent. En dépit des échecs essuyés au Vietnam et en s'en souvenant comme une leçon, les Néoconservateurs tiennent absolument à ce que les États-Unis n'hésitent plus jamais à faire usage de leur puissance militaire. Après l'échec du Vietnam, le gouvernement américain, alors très contesté par «la nouvelle gauche» (*The New Left*) qui remettait en question la supériorité du libéralisme américain sur le modèle socialiste élaboré par l'Union Soviétique, s'est réfugié dans un certain isolationnisme, limitant considérablement son ingérence et ses interventions à l'étranger. En même temps, stimulés par la victoire des communistes vietnamiens, émergeaient, dans de nombreux pays du tiers-monde, des mouvements d'insurrection et de libération nationale. La décolonisation des ex colonies européennes était pratiquement achevée et les pays plus anciennement émancipés du joug européen, mais encore sous forte influence américaine comme l'Iran, étaient en proie à des révolutions qui visaient en même temps que le pouvoir corrompu, la présence américaine, comme en témoigne la longue crise des otages de l'ambassade des États-Unis à Téhéran à la fin du mandat du Président Jimmy Carter. Le militantisme anti-américain et anti israélien s'exacerbe au Moyen-Orient, y créant de nouvelles sources de conflits et d'instabilité sur la

405 William Kristol and Robert Kagan, in *Foreign Affairs*, July/August 1996 p. 23 (traduction libre de: «In a world in which peace and American security depend on American power and the will to use it, the main threat the United States faces now and in the future is its own weakness. American hegemony is the only reliable defense against a breakdown of peace and international order.»)

scène internationale. Ces conflits émergents menacent clairement les intérêts américains dans la région, comme les attentats contre la présence militaire américaine et française au Liban le prouvent tandis qu'à l'intérieur, les menaces terroristes se précisent, comme on le démontre le premier attentat contre le World Trade Center.

L'intensification des revendications du panislamisme militant et l'exacerbation du conflit israélo-arabe (invasion du sud Liban par Israël) ont contribué à l'émergence et à l'intensification du terrorisme qui menace directement les intérêts américains à l'étranger et, indirectement, le pays même. Les contrecoups des troubles du Moyen-Orient sont devenus tangibles dans plusieurs pays, engendrant violence, conflits et instabilité politique. Il faut donc utiliser d'autres stratégies et tactiques - que celles qui avaient été conçues pour la GF - pour réagir efficacement sur la scène internationale. Il fallait imaginer une nouvelle doctrine rationalisant la défense égoïste des intérêts nationaux, - comme la protection de l'approvisionnement, à bon compte, en ressources énergétiques -, par un discours généreux, digne des meilleures campagnes de relations publiques. L'élargissement de l'économie libérale internationale, l'ouverture inconditionnelle du marché mondial et, bien sûr, cerise sur le gâteau: l'exportation de la démocratie américaine au Moyen-Orient devient alors un des thèmes favoris de Condoleezza Rice qui, nous le rappelons, avait écrit durant la campagne électorale de George W. Bush en 2000:

Les États-Unis contrôlent de nombreux leviers de pouvoir dans la poursuite de leurs objectifs. La prospérité mondiale requiert la libéralisation de l'économie, l'ouverture et la transparence des marchés, et minimalement, le libre accès aux technologies de l'information. Les politiques économiques internationales, généralisant les avantages de l'économie américaine par le développement du libre échange, sont des outils indispensables à l'élaboration des politiques internationales. Ils nous permettent de rejoindre des États aussi divers que l'Afrique du Sud ou l'Inde ainsi que de participer, avec nos voisins de l'Occident, au partage de la prospérité économique. L'amplification de la classe des entrepreneurs dans le monde entier favorise la promotion des droits de l'homme et des libertés individuelles, et cela devrait être compris et exploité dans ce sens. Par ailleurs, la paix est la première et la plus importante condition sans laquelle le maintien de la prospérité et des libertés ne peut être assuré. C'est parce que les États-Unis

sont le seul garant de la paix et de la stabilité mondiale que la puissance militaire américaine doit être renforcée. Le fait que les forces armées américaines soient aujourd'hui négligées, affaiblit leur aptitude à maintenir la paix.⁴⁰⁶

D'autres arguments ont été avancés par Condoleezza Rice qui s'inspire de l'idéologie des Néoconservateurs, Paul Wolfowitz étant son tuteur en la matière. Selon Rice, la politique étrangère, dans une A.B., doit accorder la priorité aux intérêts des États-Unis et non à ceux d'une communauté internationale illusoire. Certes, l'Amérique peut exercer sa puissance sobrement et poursuivre ses intérêts équitablement, sans harcèlement, ni intimidation. Mais elle doit le faire de concert avec quelques alliés sûrs, pas avec le monde entier. Elle doit s'associer, dans des relations bilatérales et non multilatérales, avec ceux de ses alliés qui partagent les mêmes valeurs fondamentales qu'elle. Alors, le monde deviendra plus prospère, démocratique et pacifique. Et c'est justement là le rôle de leader que doivent jouer les États-Unis et s'ils y parviennent, ils entreront dans leur «Nouveau Siècle»⁴⁰⁷.

-Il nous faut augmenter les dépenses militaires de façon significative si nous voulons assumer nos présentes responsabilités mondiales et moderniser nos armées pour faire face à l'avenir;

-Nous devons renforcer nos liens avec nos alliés démocratiques et confronter les régimes hostiles à nos intérêts et nos valeurs;

-Il nous faut promouvoir la cause de la liberté politique et économique à l'étranger;

-Nous devons accepter la responsabilité du rôle unique de l'Amérique en ce qui concerne la préservation et l'expansion d'un ordre international favorable à notre sécurité, notre prospérité et nos principes;

406 Condoleezza Rice, in *Foreign Affairs*, Volume 79, Issue no. 1, Jan. – Feb. 2000, p.50, (traduction libre de: «The United States has many sources of power in the pursuit of its goals. The global economy demands economic liberalization, greater openness and transparency, and at the very least, access to information technology. International economic policies that leverage the advantages of the American economy and expand free trade are the decisive tools in shaping international politics. They permit us to reach out to states as varied as South Africa and India and to engage our neighbours in the western hemisphere in a shared interest in economic prosperity. The growth of entrepreneurial classes throughout the world is an asset in the promotion of human rights and individual liberty, and it should be understood and used as such. Yet peace is the first and most important condition for continued prosperity and freedom. America's military power must be secure because the United States is the only guarantor of global peace and stability. The current neglect of America's armed forces threatens its ability to maintain peace.»)

407 Condoleezza Rice in *Promoting national interest*, 2000, op. cit.

-Une telle politique reaganienne de puissance militaire et de clarté morale peut ne pas être à la mode aujourd'hui; mais elle est nécessaire si l'Amérique veut bâtir sur les succès du siècle dernier et assurer sa sécurité, comme sa grandeur dans le prochain.⁴⁰⁸

Et, Callinitos (2003) insiste, le principe d'état de GPT n'est nullement un agenda caché. Il a été publiquement mis en relief par les idéologues néoconservateurs. En fait, selon l'auteur, tout ce qui a été révélé dans «le manifeste de guerre» paru en septembre 2002, dans le cadre de la «Stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique» (*National Security Strategy of the United States of America*,) ressemble beaucoup au «Projet pour le Nouveau Siècle Américain» (*The Project for the New American Century*) publié par les Néoconservateurs. Il s'agit de façonner le monde pour les 100 prochaines années en insistant sur la libéralisation des marchés de façon à ce qu'il corresponde mieux aux intérêts capitalistes et aux valeurs libérales américaines. Dans un discours présenté à Monterrey en mars 2002, Bush invite les dirigeants à commencer une nouvelle ère économique mondiale où la croissance de la libre entreprise et du libre échange serait stimulée. Il est effectivement persuadé qu'une économie mondiale forte exercera une influence positive sur les valeurs morales du monde entier. Pour lui, le capitalisme facilite la moralité par le truchement du renforcement des valeurs traditionnelles, comme le prêchent des Néoconservateurs tels que Mark Gerson. Pour eux, la manifestation la plus concrète, la plus palpable de la liberté politique, c'est la libre entreprise. Irving Kristol le soulignait déjà en 1978,

408 <http://www.newamericancentury.org/iraqmiddleeast.htm> (traduction libre de: «-we need to increase defense spending significantly if we are to carry out our global responsibilities today and modernize our armed forces for the future;

-we need to strengthen our ties to democratic allies and to challenge regimes hostile to our interests and values;

-we need to promote the cause of political and economic freedom abroad;

-we need to accept responsibility for America's unique role in preserving and extending an international order friendly to our security, our prosperity, and our principles.

Such a Reaganite policy of military strength and moral clarity may not be fashionable today. But it is necessary if the United States is to build on the successes of this past century and to ensure our security and our greatness in the next.»)

Jamais dans l'histoire de l'homme a-t-on vu une société politiquement libre qui n'était pas fondée sur un système économique libre, c'est-à-dire, un système fondé sur la propriété privée, où les activités économiques normales sont constituées de transactions commerciales entre adultes consentants. À cela, on ne verra jamais, jamais, jamais, la moindre exception.⁴⁰⁹

Selon les Néoconservateurs, l'expansion du capitalisme et la promotion de la démocratie génèrent la liberté politique s'ils dépendent étroitement l'un de l'autre. C'est pourquoi les éloges du «libre échange» (*free trade*) sont omniprésents dans les discours de Bush. On peut donc affirmer que, pour les Néoconservateurs, la notion de «démocratie américaine» se confond avec «le libéralisme économique», un libéralisme qui se dit «responsable» mais qui ne tolère pas la moindre intervention de l'État ou d'une «bande de privilégiés».

Lorsque les nations ferment leurs marchés et que les chances de réussite deviennent l'apanage de quelques privilégiés, quel que soit le montant d'aide alloué au développement, il sera toujours insuffisant. Si une nation respecte ses citoyens, garde son marché ouvert, investit dans l'amélioration de la santé et de l'éducation, alors chaque dollar d'aide, chaque dollar de recettes commerciales et de capitalisation nationale devient beaucoup plus rentable... Les leçons de l'histoire sont claires : les économies de marché, pas celles qui sont gérées par la lourde machine gouvernementale, constituent la meilleure façon de promouvoir la prospérité et de réduire la pauvreté.⁴¹⁰

Il semble donc, pour Bush et les Néoconservateurs, que cette GPT intimement associée à l'ouverture des nations au capitalisme responsable, mais entièrement géré par l'entreprise privée devrait permettre aux États-Unis d'accroître leur propre

409 Irving Kristol cité dans Mark Gerson, *The Neoconservative Vision, from the Cold War to the Culture Wars*, Lanham, Madison books, 1997, p. 229 (traduction libre de: «Never in human history has one seen a society of political liberty that was not based on a free economic system - i.e., a system based on private property, where normal economic activity consisted of commercial transactions between consenting adults. Never, never, never. No exceptions.»)

410 President Bush, West point, New York, June 1, 2002. *The National Security Strategy of the United States of America*. September 2002, p. 17, en ligne: <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html> (traduction libre de: «When Nations close their markets and opportunity is hoarded by a privileged few, no amount - no amount - of development aid is ever enough. When nation respect their people, open markets, invest in better health and education, every dollar of aid, every dollar of trade revenue and domestic capital is used more effectively. (...) The lessons of history are clear: market economies, not command-and-control economies with the heavy hand of government, are the best way to promote prosperity and reduce poverty.»)

puissance économique tout en contribuant à l'augmentation de la prospérité des autres nations. Moins claironné est peut-être aussi le fait qu'ils misent sur l'extraordinaire puissance militaire des États-Unis pour consolider et étendre l'accès des entrepreneurs américains aux ressources naturelles et aux marchés de presque toutes les régions du globe. Pour les critiques, la doctrine néoconservatrice de Bush a permis de mettre en œuvre une énorme machine qui ne respecte plus les mécanismes juridiques et légaux, entre autres, existants sur la scène internationale pour satisfaire les besoins économiques et financiers des États-Unis. Bush a reconnu, dans de nombreux discours (particulièrement ceux qui ont accompagné l'invasion de l'Irak) la faiblesse que crée, pour les États-Unis leur dépendance à l'or noir du Moyen-Orient. Il était clair que l'invasion de l'Irak et l'augmentation de la présence américaine dans cette région devaient pallier cette «faiblesse». Lorsque Bush déclara la guerre à l'Irak en insistant sur le fait que les puits de pétrole ne devaient pas être détruits, il était évident qu'il souhaitait avoir accès à une grande partie des réserves de pétrole du Golfe Persique... Et après l'Irak, ce devait être le tour de l'Iran, puis de la Syrie qui étaient déjà identifiés comme faisant partie de «l'Axe du Mal» pétrolier à titre d'États voyous.

Pour Todd (2002), tout cela est limpide, les États-Unis doivent se réapprovisionner en capitaux et en ressources énergétiques. Comme il le précise, ce sont ces motivations qui expliquent l'étrangeté des gestes quasi désespérés de l'Hyper Puissance, en déclin rapide. «L'objectif des États-Unis n'est plus de défendre un ordre démocratique et libéral qui se vide lentement de sa substance en Amérique même... le but stratégique fondamental des États-Unis est désormais le contrôle politique des ressources mondiales.⁴¹¹» Toutefois, ils doivent agir avec circonspection pour ne pas trop offenser la Russie, la Chine, l'Europe et le Japon qui peuvent redevenir d'importants acteurs stratégiques. Les États-Unis doivent négocier avec

411 Emmanuel Todd 2002, p. 31.

eux, composer avec leur dépendance économique et montrer leur toute-puissance sur la scène internationale ce qui requiert, selon Todd, le développement d'«un militarisme théâtral⁴¹²» qui se scinde en trois actes fondamentaux:

1. Ne jamais résoudre définitivement un problème, pour justifier l'action militaire indéfinie de l'«unique superpuissance» à l'échelle planétaire.
2. Se fixer sur des micropuissances --- Irak, Iran, Corée du Nord, Cuba, etc. La seule façon de rester politiquement au cœur du monde est d'«affronter» des acteurs mineurs, valorisant pour la puissance américaine, afin d'empêcher, ou du moins de retarder la prise de conscience des puissances majeures appelées à partager avec les États-Unis le contrôle de la planète: l'Europe, le Japon et la Russie à moyen terme, la Chine à plus long terme.
3. Développer des armes nouvelles censées mettre les États-Unis «loin devant », dans une course aux armements qui ne doit jamais cesser.⁴¹³

Selon Todd (2002), «la fin de l'histoire» annoncée prématurément par le Néoconservateur, Francis Fukuyama (1992) ne serait en fait que l'universalisation quasi absolue du libéralisme. Pour lui, l'effondrement du communisme a permis de reprendre la marche triomphale de la liberté humaine vers l'instauration du libéralisme planétaire. Avant l'effondrement du totalitarisme soviétique, cette marche de la liberté avait progressé lors de la chute de plusieurs dictatures en Europe méditerranéenne, la consolidation de la démocratie en Amérique latine ainsi que par l'émergence de la démocratie laïque en Turquie. Fukuyama pense qu'avec les événements de 1989, pour la première fois dans l'histoire du monde, le modèle de la démocratie libérale peut s'universaliser. Et comme les Démocraties ne se font pas la guerre, il semble possible d'installer sur la planète un régime de paix perpétuelle - ce qui, comme le titre de son ouvrage le suggère, coïnciderait avec *La fin de l'histoire*. Mais, dans ce cas, pense Todd, les États-Unis, en tant que super puissance militaire deviendraient caducs et inutiles⁴¹⁴. Les États-Unis perdront leur fonction de protecteur du monde libre et devraient redevenir une nation libérale et démocratique

412 Emmanuel Todd 2002, p. 32.

413 Emmanuel Todd 2002, p. 32.

414 Emmanuel Todd 2002, p. 21.

comme les autres. Ils n'auraient plus qu'à se démobiliser⁴¹⁵. Pour Todd (2002), envisager «cette inutilité de l'Amérique est l'une des deux angoisses fondamentales de Washington et l'une des clefs qui permettent de comprendre la politique étrangère des États-Unis.⁴¹⁶» Il est convaincu que les États-Unis ont un besoin vital de ce rôle. Sans lui, ils ne pourraient plus faire avancer leurs valeurs telles que la démocratie libérale et le libre échange dans le monde. Et, ce qui est crucial, ils ne pourraient plus protéger leurs intérêts nationaux à tous les niveaux; le principal étant leur ravitaillement en ressources énergétiques. Et Krauthammer (1990) renforce les propos de Todd. Il souligne avec vigueur qu'il serait tout à fait erroné de croire que les problèmes économiques et financiers des États-Unis sont, en partie, dus à leur surarmement et à leurs trop fréquentes incursions outremer. Selon ce Néoconservateur, il est aberrant de penser que si les États-Unis arrêtaient de faire la guerre et cessaient d'intervenir ici et là, ils pourraient réduire leur surendettement puisqu'ils n'auraient plus à investir autant dans la défense militaire.

C'est une erreur de considérer les interventions outremer comme une source de dépenses inutiles... Comme on peut le constater dans le Golfe, l'engagement de l'Amérique y est, à bien des égards, un pilier essentiel de son économie. Cette puissance, comme la Grande-Bretagne auparavant, est d'abord et avant tout une nation commerçante, maritime, qui a besoin d'un environnement mondial ouvert et stable pour y prospérer. Si le monde de Saddam devait prévaloir, les États-Unis y perdraient leur rôle de superpuissance et leur économie en serait gravement affectée. La sécurité des voies maritimes serait compromise, les partenaires commerciaux s'appauvriraient, le prix de pétrole deviendrait exorbitant, l'instabilité régionale exploserait et ce ne sont là que les risques les plus évidents qu'entraînerait l'abdication par l'Amérique de son rôle planétaire. Tenter de résoudre militairement l'imbroglio des affaires internationales est une grosse tâche, en effet. Mais il est indispensable de l'accomplir. Le coût des efforts nécessaires au maintien d'un monde ouvert est élevé, mais, par rapport à ce que représente le commerce américain --- plus ou moins 5,4 pour cent du PNB du pays --- il n'est pas si exorbitant.⁴¹⁷

415 Emmanuel Todd 2002, p. 72.

416 Emmanuel Todd 2002, p. 21.

417 Charles Krauthammer, op. cit., p.27 (Traduction libre de: « It is, moreover, a mistake to view America's exertions abroad as nothing but a drain on its economy. As can be seen in the gulf, America's involvement abroad is in many ways an essential pillar of the American economy. The United States is, like Britain before it, a commercial, maritime, trading nation that needs an open, stable world environment in which to thrive. In a world of Saddam, if the United States were to shed its unique superpower role, its economy would be gravely wounded. Insecure sea lanes, impoverished

Déjà en 1977, les Néoconservateurs pensaient qu'une politique étrangère agressive, ou tout bonnement patriotique, même si elle ne devait pas permettre d'éradiquer les adversaires, aurait le grand mérite de libérer les États-Unis du sentiment de honte qu'a généré la défaite du Vietnam et le scandale du Watergate. Une telle politique permettrait aux Américains de réaffirmer leur rectitude morale⁴¹⁸. Comme le soulignait Irving Kristol «Pour qu'une politique étrangère, digne de ce nom, puisse exister, il faut que les Américains aient foi dans les idéaux que la nation est censée représenter ainsi qu'en la nation qui incarne ces idéaux...⁴¹⁹» Il est clair que le patriotisme, le libéralisme économique, le capitalisme démocratique, l'entreprise responsable, mais privée et la surpuissance militaire occupent une très grande place dans la pensée des Néoconservateurs, et, pour eux, il est indispensable que les États-Unis se mettent au niveau de leurs idéaux, s'ils veulent conserver le mode de vie américain, le fameux *American Way of Life*! Pour les Néoconservateurs il est urgent que les États-Unis revitalisent leur force militaire.

Leur pensée a commencé à se réaliser sous Reagan et George H. Bush, mais ce sont les événements du 9/11 qui leur ont permis de mettre totalement en pratique le plan de réarmement militaire de l'Amérique qu'ils préconisent avec force depuis les déboires de Jimmy Carter face aux exactions de la Révolution des Ayatollahs en Iran. Bien que ce réarmement ait été entrepris de façon significative sous les présidences de R. Reagan et G.H. Bush, en 1990, c'est sous le mandat de ce dernier, que le rapport: «Remettons la guerre au centre des combats» (*Let's put 'War' Back into Warfighting*), est publié par James J. Tritten. Il y soutient que l'armée n'a pas la

trading partners, exorbitant oil prices, explosive regional instability are only the more obvious risks of an American abdication. Foreign entanglements are indeed a burden. But they are also a necessity. The cost of ensuring an open and safe world for American commerce-5.4 percent of GNP and falling --- is hardly exorbitant.»)

418 Mark Gerson, 1997, p. 182.

419 Mark Gerson, 1997, p. 182 (traduction libre de: «for any kind of 'mature' foreign policy to exist, Americans must also continue to have faith in the ideals the nation is supposed to represent, and in the nation as an incarnation of these ideals...»)

capacité d'entreprendre des guerres de longue durée, même si elle était adéquatement équipée que pour conduire des CFI (*limited war*). Aussi Tritten conclut son rapport, en suggérant qu'il est nécessaire de consolider et de mobiliser les armées des États-Unis pour leur permettre de mieux faire face aux défis qu'ils rencontrent en 1990 et qui pourraient s'intensifier et se multiplier par la suite. Un appareil militaire plus conséquent leur permettra de convaincre leurs alliés qu'ils peuvent intervenir plus vite que n'importe quelle autre nation en n'importe quel point du globe et les confortera ainsi dans leur rôle d'Hyper Puissance⁴²⁰.

C'est une constante dans l'idéologie des Néoconservateurs, il faut investir dans la défense. Comme le disaient Gary Schmitt et Tom Donnelly, chroniqueurs à la revue *The Weekly Standard*⁴²¹. «Mettez votre argent là où vous combattez!» (*Put Your Money Where Your War is*). Pour les Néoconservateurs, les États-Unis ne dépenseront jamais assez dans la Défense. À la rigueur, s'il leur permet de réduire leurs coûts, les États-Unis peuvent accepter de recourir au multilatéralisme et de rendre leurs interventions plus légitimes sans pour autant cesser de promouvoir ou de défendre leurs intérêts nationaux. Mais, en règle générale, pour Schmitt et Donnelly, les États-Unis ne peuvent assumer le leadership mondial en étant parcimonieux. Ils doivent profiter de la double opportunité qu'ils ont de donner l'impression qu'ils sont encore tout puissants et que leurs principes politiques sont encore désirés et recherchés pour se projeter, plus que jamais, sur la scène internationale⁴²². L'hégémonie exceptionnelle qui était la leur à la fin du XX^e siècle dérivait de la somme de tous leurs succès militaires. D'où le sentiment d'urgence qu'ont les Néoconservateurs de collecter les bénéfices de cette rente de situation historique en

420 Dr. James J. Tritten, «Let's Put 'War' Into Warfighting», in *Naval Doctrine Command*, Norfolk, Virginia, June 1994, en ligne: <http://handle.dtic.mil/100.2/ADA364177> (consulté le 30 septembre 2009).

421 Journal appartenant à la mouvance néoconservatrice.

422 Gary Schmitt and Tom Donnelly, «Put Your Money Where Your War is. The underfunded Bush Doctrine.», in *The Weekly Standard*, May 20, 2002, p. 19.

s'engageant dans une guerre tout azimuts de longue durée dès que le renouvellement des forces armées le permettra.

6.2 La préparation des Néoconservateurs

Le «Projet pour le Nouveau Siècle Américain» part du constat que les États-Unis constituent, indéniablement et de loin, la plus grande puissance militaire du monde. Ils sont aussi le leader technologique mondial, ils possèdent la plus grande économie, et, sur le plan politique, ils se présentent comme le régime le plus démocratique du monde. La stratégie la plus logique à suivre serait de préserver ce statut et de le prolonger le plus longtemps possible. Or, leurs experts prétendent que les stratégies de défense américaines sont insuffisantes, épuisées et inadéquates⁴²³. Ils doivent donc augmenter le budget alloué à la Défense. Selon Dick Cheney, grand penseur

423 Pour mémoire, l'écroulement de l'empire soviétique et ses conséquences sur l'hégémonie américaine: Selon Emmanuel Todd (2002), entre 1950 et 1990, les États-Unis ont joui d'une hégémonie inégalée sur les parties non communisées de la planète. Leur potentiel économique, militaire et idéologique leur a permis d'acquiescer toutes les dimensions d'une puissance impériale. Toutefois, la globalisation a provoqué une interdépendance entre les économies. Celle-ci a entraîné un affaiblissement progressif de la structure interne de l'Amérique. Elle s'est retrouvée dans les années 70 avec un grand déficit commercial. Pendant les dix années suivantes, de 1990 à 2000, les États-Unis ont échappé d'un déficit commercial de 100 à 450 milliards de dollars. (Emmanuel Todd. 2002: 25)

En 1998, huit ans après la chute de l'Union soviétique et peu avant la lutte contre le terrorisme, les forces américaines hors des États-Unis suivaient le même déploiement géographique que durant la guerre froide. Dans les camps américains, on trouvait 60 053 hommes en Allemagne (Todd. 2002: 100), 41 257 au Japon, 35 663 en Corée, 11 677 en Italie, 11 379 au Royaume-Uni, 3 575 en Espagne, 2 864 en Turquie, 1679 en Belgique, 1066 au Portugal, 703 aux Pays-Bas, 498 en Grèce (Todd. 2002:101). Les déploiements en Allemagne et au Japon couvrent 85% du personnel militaire américain à l'étranger.

Et bien sûr, il y a de nouveaux pôles qui viennent s'y ajouter. Dans la région du Sud-est européen (la Hongrie, la Croatie, la Bosnie et la Macédoine: 13774 hommes en 1998. Le pôle moyen oriental avec l'Égypte, l'Arabie saoudite, Koweït et Bahreïn seulement 9956, ou 12820 si on y ajoute le pôle turc plurifonctionnel, tourné simultanément contre la Russie et vers le Moyen-Orient. Ensuite, l'établissement de 12 000 hommes en Afghanistan et 1500 en Ouzbékistan a complété plutôt qu'altéré ce déploiement géographique fondamental (Emmanuel Todd, 2002, p. 101)

En 1990, le budget militaire américain était de 385 milliards de dollars, en 1998, de 280 milliards soit une réduction de 28 pour cent. Entre 1990 et 2000, le personnel actif américain global est tombé de 2 à 1.4 millions d'hommes (Emmanuel Todd, 2002, p. 102), soit une chute de 32 pour cent en 10 ans (Todd. 2002:103). Entre 1997 et 1999, le déficit commercial explose. Entre 1999 et 2001, l'Amérique amorçe sa remilitarisation (Emmanuel Todd, 2002, p. 103).

néoconservateur depuis Nixon, devenu Vice-Président dans l'A.B., la puissance américaine, ainsi que son influence militaire ont plafonné sous Clinton. Il lui semble que les forces militaires sont exténuées et risquent de ne pas être en mesure de répondre aux nombreuses demandes qu'il est bien placé (il commencera son mandat en organisant des réunions - qui resteront secrètes - sur l'approvisionnement de l'économie américaine en ressources énergétiques) pour les voir se profiler à l'horizon. Ainsi, il est évident, pour les Néoconservateurs que si les Américains veulent maintenir leur *Way of Life*, ils doivent se préparer à renforcer leur hégémonie par d'importantes dépenses militaires ainsi qu'à faire un remaniement substantiel des priorités du Pentagone. Ce dernier va être géré par deux grands Néoconservateurs de longue date, Paul Wolfowitz et Donald Rumsfeld.

D'après Charles Krauthammer (1990), à la fin de la GF, alors que les États-Unis se cherchaient un nouveau rôle à jouer dans le monde, quatre grandes orientations semblaient s'offrir: le «néo-isolationnisme; l'engagement sélectif; la sécurité coopérative; et la suprématie.⁴²⁴» Pour Stephen Walt (2008), le plus grand dilemme était de savoir comment bénéficier de l'hégémonie sans répéter les erreurs du passé. Comme plusieurs intellectuels, experts et universitaires s'étaient penchés sur la question, les réponses n'étaient pas unanimes. Il est rare qu'on obtienne un consensus sur la manière d'aborder les enjeux internationaux. Confrontés à des situations particulières, les États-Unis ont pu se fixer des buts. Par exemple dans la GF, c'était l'endiguement (*containment*) de l'Union Soviétique, mais maintenant que ce danger est écarté et qu'ils se retrouvent être l'unique superpuissance, la question de la meilleure politique étrangère à adopter se pose.

424 Barry R. Posen and Andrew L. Ross, «Competing Visions for U.S. Grand Strategy», in *International Security*, The MIT Press, Vol. 21, No. 3 (Winter, 1996-1997), p. 5 (traduction libre de: «neo-isolationisms; selective engagement; cooperative security; and primacy.»)

Pour les Néoconservateurs, il était temps que les États-Unis reprennent leur place sur la scène internationale comme puissance hégémonique, car la politique d'apaisement qu'ils menaient depuis la GV, ne permettait pas de prévenir les attaques. Et, pour Krauthammer cela était aberrant puisque la prééminence des États-Unis, fondée sur la puissance de leur armée et de leur économie, leur permettait d'intervenir n'importe où et quand ils le voulaient. Cette politique d'apaisement équivaut donc à abdiquer leur rôle. Il trouve ainsi fort regrettable qu'en vertu de cette politique, la libération du Koweït et la pénétration des alliés dans le sud de l'Irak en 1990 se soient arrêtées court et ne se soient pas prolongées par la prise de contrôle de toute la péninsule Arabique⁴²⁵.

Depuis la fin de la GF, les Néoconservateurs ont conçu un plan⁴²⁶ qu'ils n'ont pas réussi à «vendre» dans sa globalité ni à Reagan ni à G.H. Bush et, évidemment, pas au Démocrate, Bill Clinton. Il finira quand même par être exécuté par l'A.B. lors de la GT. L'objectif principal des Néoconservateurs a toujours été d'établir des stratégies militaires visant à empêcher l'émergence d'une superpuissance rivale. En 1997, ils ont présenté un nouveau projet dans lequel il s'agissait avant tout de promouvoir l'hégémonie idéologique et politique des États-Unis.

Notre premier objectif est d'empêcher l'apparition d'un nouveau rival. C'est là le point central de la nouvelle stratégie de défense régionale. Il faut tout faire pour empêcher toute puissance hostile de dominer une région où elle pourrait contrôler suffisamment de

425 Charles Krauthammer, in *Foreign Affairs*, Vol. 70, No. 1, America and the World (1990/1991), p. 24.

426 Paul Wolfowitz, alors sous secrétaire à la défense a supervisé l'ébauche de politique sur la nouvelle mission des États-Unis dans la période de l'après-guerre froide, appelée «Defense Planning Guidance». Il s'agissait d'un guide interne qui contenait les lignes directrices du département de la défense. Il a été rejeté par George Bush senior en 1992. Il a fallu attendre l'élection George W. Bush pour le mettre en application. Ce plan était distribué au leader militaire et fournissait un cadre d'action pour évaluer leur force et les besoins budgétaires. C'était un document «classifié» de 46 pages qui a circulé dans les plus hautes sphères du pentagone. Toutefois, il a été ébruité par le New York Times and The Washington Post et la maison blanche a demandé à Dick Cheney, alors secrétaire à la défense, de rédiger une autre version. Il a fait l'objet de plusieurs controverses.

ressources pour devenir une puissance mondiale. Ces régions sont l'Europe occidentale, l'Asie de l'Est, le territoire de l'ex Union soviétique et l'Asie du Sud-ouest.

Pour atteindre cet objectif il ya trois choses à accomplir: - D'abord, les États-Unis doivent faire preuve du leadership nécessaire pour établir et maintenir un nouvel ordre susceptible de convaincre les rivaux potentiels qu'ils ne doivent pas aspirer à jouer un plus grand rôle ou prendre une posture plus agressive pour protéger leurs intérêts légitimes. - Deuxièmement, dans les secteurs ne relevant pas de la défense, il nous faut prendre en charge les intérêts des nations industrielles avancées pour les dissuader de contester notre leadership ou de chercher à altérer l'ordre politique et économique. - Enfin, nous devons réussir à empêcher d'éventuels concurrents de jouer un plus grand rôle régional ou mondial.⁴²⁷

Si cet ambitieux projet belliqueux des Néoconservateurs se heurtait encore à quelque résistance alors même que l'A.B. commençait à gérer le pays, le 9/11 leur donnera toute la latitude constitutionnelle requise pour le mettre en œuvre.

L'attaque du 9/11 fournira aussi une parfaite justification pour la quête de l'autre objectif de ce projet; celui de «s'attaquer aux sources de l'instabilité et de conflits régionaux afin de promouvoir un plus grand respect du droit international, limiter la violence internationale et encourager la propagation de formes démocratiques de gouvernement et de systèmes économiques ouverts.⁴²⁸» On a déjà mentionné qu'une

427 Excerpts from Pentagon's Plan, «Prevent the Re-Emergence of a New Rival», in *The New York Times*, Mar. 8, 1992, en ligne: <http://www.nytimes.com/1992/03/08/world/excerpts-from-pentagon-s-plan-prevent-the-re-emergence-of-a-new-rival.html> (consulté le 28 septembre 2006), en ligne: <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/iraq/etc/wolf.html> (traduction libre de: «Our first objective is to prevent the re-emergence of a new rival. This is a dominant consideration underlying the new regional defense strategy and requires that we endeavour to prevent any hostile power from dominating a region whose resources would, under consolidated control, be sufficient to generate global power. These regions include Western Europe, East Asia, the territory of the former Soviet Union, and Southwest Asia.

There are three additional aspects to this objective: First the U.S must show the leadership necessary to establish and protect a new order that holds the promise of convincing potential competitors that they need not aspire to a greater role or pursue a more aggressive posture to protect their legitimate interests. Second, in the non-defense areas, we must account sufficiently for the interests of the advanced industrial nations to discourage them from challenging our leadership or seeking to overturn the established political and economic order. Finally, we must maintain the mechanisms for deterring potential competitors from even aspiring to a larger regional or global role.»)

428 Excerpts from Pentagon's Plan, 1992, op.cit., (traduction libre de: «to address sources of regional conflict and instability in such a way as to promote increasing respect for international law, limit international violence, and encourage the spread of democratic forms of government and open economic systems.»)

esquisse de ce plan avait été présentée, en 1992, à l'A.B.1 qui l'avait rejetée. Vu le bouleversement de la conjoncture, George W. Bush, le fait sien sans la moindre hésitation, en 2001. Ce plan contenait plusieurs scénarios prévoyant que de grands intérêts américains seraient menacés par des conflits régionaux. Parmi ceux-ci, comme par hasard, il était envisagé que les États-Unis ne puissent plus avoir...

accès aux matières premières essentielles, principalement, le pétrole du Golfe Persique. Tandis que proliféraient armes de destruction massive et missiles balistiques. Des ressortissants américains se voyaient dangereusement menacés par le terrorisme et des conflits régionaux. Par ailleurs, le trafic des stupéfiants avait une incidence de plus en plus grande sur la société américaine.⁴²⁹

Ce projet était si perspicace qu'il faisait même état d'éventuels problèmes avec l'Irak et la Corée du Nord.

Prophétique, (dans le sens prophétie auto-réalisatrice (*self-fulfilling prophecy*) est aussi le troisième objectif de ce projet car il promeut, là et quand c'est nécessaire, l'action unilatérale des États-Unis. Ce projet suggère au gouvernement américain de s'arranger pour se désengager d'alliances qu'il jugerait préjudiciables aux intérêts du pays ou de son économie. Dans un mémorandum publié le 30 janvier 2002 sur «La doctrine Bush», Schmitt et Donnelly soulignent le fait que celui-ci se désintéresse de tout ce qui ne relève pas d'intérêts stratégiques et rejette l'approche multilatérale que prônait Bill Clinton pour résoudre les conflits⁴³⁰. Les critiques remarquent aussi qu'il n'y est pas fait mention d'actions collectives à mener sous l'égide des Nations Unies. En plus, leur document mentionne la présence, dans «La doctrine Bush», de plusieurs éléments reflétant une tendance à l'isolationnisme ou à l'unilatéralisme. Les «Plans

429 Excerpts from Pentagon's Plan, 1992, (traduction libre de: « access to vital raw materials, primarily Persian Gulf oil; proliferation of weapons of mass destruction and ballistic missiles, threats to U.S. citizens from terrorism or regional or local conflict, and threats to U.S. society from narcotics trafficking.»)

430 Gary Schmitt & Tom Donnelly, «The Bush Doctrine», in *Memorandum to Opinion Leaders*, 30 January 2002, en ligne <http://www.newamericancentury.org/defense-20020130.htm> (consulté le 24 février 2005)

du Pentagone» qui sont dérivés de ce projet, précisent en effet que: «le plus important est ‘que l’ordre mondial soit finalement défendu par les États-Unis’. Ainsi, ‘les États-Unis devraient être prêts à agir de façon unilatérale lorsqu’une intervention collective ne peut être orchestrée’ ou quand une crise exige une réponse immédiate.⁴³¹»

Selon les directives de la «Stratégie de Sécurité Nationale» (*National Security Strategy*), il est de la prérogative des États-Unis de se protéger de n’importe quelle menace, si possible, avec le support de la communauté internationale. Cependant, si cette dernière se montre réticente et refuse de donner son assentiment, les États-Unis agiront seuls, aussi longtemps que nécessaire pour se protéger. Et ce, quitte à faire appel à d’autres forces non officielles. Par exemple, durant la GF, les États-Unis, dans le cadre de leur politique étrangère, communément nommée «doctrine Kennan», n’ont pas hésité à recourir à des éléments que l’on appelle *counter-forces* ou *Contras* de façon systématique pour empêcher l’expansion géographique de l’URSS et idéologique du Communisme. De même, à la suite du démantèlement de l’Union Soviétique, la même démarche a été suivie au Moyen-Orient après la Guerre du Golfe de 1991 dans le cadre d’une politique appelée «endiguement double» (*Dual containment*) dont l’objectif était d’isoler l’Iran et l’Irak. Dans le cas de l’Irak, il s’est agi d’une série de sanctions économiques dosées de bombardements visant à affaiblir et à maintenir sur la défensive le régime de Saddam Hussein. Et malgré le fait que certains membres du conseil de sécurité de l’ONU, comme la France et la Russie ainsi que des États Arabes démontraient de l’intérêt pour renforcer leurs liens diplomatiques et économiques avec l’Irak, les États-Unis ont continué à l’isoler en se liant à l’Angleterre pour se lancer dans une action conjointe bilatérale de bombardements intensifs.

431 Excerpts from Pentagon’s Plan, 1992, (traduction libre de: «what is most important is ‘the sense that the world order is ultimately backed by the U.S.’ and that ‘the United States should be postured to act independently when collective action cannot be orchestrated’ or in a crisis that calls for quick response»)

Bien avant que ne surviennent les événements du 9/11, Condoleezza Rice, alors professeure de sciences politiques à Stanford et conseillère du candidat G.W. Bush, avait proposé que les États-Unis maintiennent cette politique d'engagement unilatéral. Pensant aux États voyous tels que l'Irak et la Corée du Nord, elle écrivait que la politique étrangère américaine ne pouvait plaire à tous, ni répondre aux besoins et intérêts de tous les groupes, comme Clinton, selon elle, avait essayé de le faire en laissant ainsi une période de vide dans la politique étrangère américaine. C'est sur ce type de réflexion que reposent les propositions qu'elle présentera, plus tard, à l'A.B. pour reformuler la politique étrangère des États-Unis.

La politique étrangère d'une administration républicaine doit se focaliser sur l'intérêt national et la poursuite de priorités essentielles que sont:

- veiller à ce que l'armée puisse prévenir la guerre, intervenir en tous lieux et se battre pour la défense des intérêts du pays là et quand la dissuasion échoue;
- promouvoir la croissance économique et l'ouverture politique en étendant le libre-échange et un système monétaire international stable à tous les pays qui sont attachés à ces principes, y compris l'Occident qui n'a pas été assez considéré comme une zone cruciale pour les intérêts nationaux américains;
- renouveler les relations fortes et intimes avec les alliés qui partagent les valeurs américaines et peuvent ainsi assumer une partie de la tâche de promotion de la paix, de la prospérité et de la liberté;
- concentrer les énergies du pays sur tous les types de relations avec les grandes puissances, notamment la Russie et la Chine, qui peuvent façonner et façonneront le système politique international, et
- s'attaquer de façon décisive à la menace que posent les régimes voyous comme les puissances hostiles qui risquent d'appuyer le terrorisme et de contribuer au développement des ADM.⁴³²

432 Condoleezza Rice, in *Foreign Affairs*, Volume 79, Issue no. 1, Jan. – Feb. 2000, p. 46-47, (traduction libre de: «American foreign policy in a Republican administration should refocus the United States on the national interest and the pursuit of key priorities. These tasks are:

- to ensure that America's military can deter war, project power, and fight in defense of its interests if deterrence fails;
- to promote economic growth and political openness by extending free trade and a stable international monetary system to all committed to these principles, including in the western hemisphere, which has too often been neglected as a vital area of U.S. national interest;
- to renew strong and intimate relationships with allies who share American values and can thus share the burden of promoting peace, prosperity, and freedom;
- to focus U.S. energies on comprehensive relationships with the big powers, particularly Russia and China, that can and will mold the character of the international political system; and

Selon, Rice, dont le projet fut accepté par l'A.B. qui s'empessa de le réaliser sans le modifier, on devait remettre l'accent sur la mission des armées et ignorer les détracteurs du projet. Les États-Unis ont le besoin, le droit et le devoir de défendre leurs intérêts nationaux, surtout que, pour une fois, les circonstances ne donnaient pas du tout l'impression que les intérêts des États-Unis étaient définis par une volonté d'expansionnisme, comme ce fut trop souvent le cas dans le passé. En réagissant aux événements du 9/11, nul ne pouvait contester le fait que les États-Unis, animés par un profond besoin de justice, se lançaient dans une lutte légitime contre le terrorisme et des dictatures d'États voyous qui semblaient le supporter. Nul ne pouvait douter qu'ils allaient se battre pour la liberté, la prospérité de l'Occident et la paix mondiale. La volonté du peuple et les exigences de l'économie moderne, - garante de *l'Américan Way of Life*, - s'accordaient avec cette vision du futur. Bien avant le 9/11, il était clair que certains pays du Moyen-Orient constituaient une menace pour la paix et les intérêts nationaux américains. Par conséquent, il fallait les dissuader, prévenir leurs intentions. La dissuasion est bien l'élément clef du discours de Condoleezza Rice et, de la dissuasion à la guerre préventive et de la guerre préventive à «la guerre préemptive», il n'y avait que deux pas:

Que nous faut-il pour dissuader, combattre et gagner les guerres dans la défense des intérêts nationaux? Avant tout, il faut que l'armée américaine soit absolument en mesure d'interdire l'émergence de toute puissance hostile en Asie Pacifique, au Moyen-Orient, dans le Golfe Persique et en Europe, régions où nos intérêts sont en jeu comme ceux de nos alliés clés. L'armée américaine est la seule qui soit en mesure de remplir cette fonction de dissuasion, et elle ne doit pas diluer sa puissance, ni se détourner vers des zones où elle n'a pas à assumer ses plus grandes responsabilités. Ce rôle, les États-Unis l'ont bien joué lorsque Saddam Hussein a menacé le golfe Persique. Ils sont encore assez puissants pour empêcher l'émergence de problèmes entre les deux Corées ou dans le détroit de Taiwan. Dans ces derniers cas, l'objectif est de rendre inconcevable pour la Corée du Nord ou la Chine l'idée d'utiliser la force parce que la puissance militaire américaine reste un élément décisif dans ces équations locales.⁴³³

-to deal decisively with the threat of rogue regimes and hostile powers, which is increasingly taking the forms of the potential for terrorism and the development of weapons of mass destruction (WMD).»)

433 Condoleezza Rice, in *Foreign Affairs*, Volume 79, Issue no. 1, Jan. – Feb. 2000, p 51-52 (traduction libre de: «What does it mean to deter, fight, and win wars and defend the national interest?

Cherchant à se démarquer radicalement des Démocrates et pour éviter toute confusion, les Néoconservateurs qui n'ont été dans les arcanes du pouvoir qu'au cours de Présidences républicaines, tiennent à préciser ce qu'ils entendent par «intérêt national». Pour eux, quand les intérêts américains sont remplacés par ceux de la communauté internationale ou des missions humanitaires, cela va à l'encontre des intérêts nationaux! Un exemple significatif, qu'apporte Rice, s'est déroulé à l'époque où Clinton a voulu signer le protocole de Kyoto sur la réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Pour les Républicains, ce protocole risquait de pénaliser énormément l'industrie américaine. Par ailleurs, ce traité n'incluait pas la Chine et dispensait d'autres pays développés de répondre à de normes sévères pour lutter contre la pollution. Pour les Néoconservateurs, c'étaient là deux raisons suffisantes pour montrer que participer à ce protocole ou le ratifier allait à l'encontre des intérêts nationaux américains. Aux dires des Néoconservateurs, seuls les États-Unis peuvent déterminer ce qui est dans leur intérêt, les normes internationales n'étant pas généralement, d'après eux, favorables aux États-Unis.

6.3 Conclusion

En défendant agressivement leurs intérêts de façon unilatérale, les États-Unis disent agir pour le bien de l'humanité, malgré elle.

Au niveau international, les Néoconservateurs insistent beaucoup sur le fait qu'il revient exclusivement à chaque nation de décider quand partir en guerre ou pas, ou encore, quelle politique étrangère adopter. Cette volonté des Néoconservateurs de

First, the American military must be able to meet decisively the emergence of any hostile military power in the Asia-Pacific region, the Middle East, the Persian Gulf, and Europe—areas in which not only our interests but also those of our key allies are at stake. America's military is the only one capable of this deterrence function, and it must not be stretched or diverted into areas that weaken these broader responsibilities. It is the role that the United States played when Saddam Hussein threatened the Persian Gulf, and it is the power needed to deter trouble on the Korean Peninsula or across the Taiwan Strait. In the latter cases, the goal is to make it inconceivable for North Korea or China to use force because American military power is a compelling factor in their equations.»)

faire en sorte que les États-Unis agissent unilatéralement, s'ils ne peuvent faire autrement - volonté d'action unilatérale que l'on retrouve d'ailleurs dans «La doctrine Bush» - conduit directement à la guerre préemptive. Et c'est par ce dernier type de guerre que l'A.B. s'est cru justifiée de lancer l'Amérique contre l'Irak en 2003. Comme on l'a vu dans notre chapitre quatre sur la GPT, ce plan allait à l'encontre des résolutions de l'ONU. Le Président du Venezuela, Hugo Chavez s'est même permis de souligner ce désaccord entre l'ONU et les États-Unis en laissant entendre de façon caricaturale que le Président G.W. Bush était le diable fait homme. Mais si cet humour que les Américains ont évidemment trouvés «très sulfureux» était le fait d'un homme d'État qui a l'habitude de tenir des propos qui relèvent d'un «anti-américanisme primaire», d'autres pays, généralement très proches des États-Unis, comme le Canada, la France et l'Allemagne ou la Belgique ont aussi tenu à se démarquer de cette «politique de guerre préemptive».

Toutefois, même si, dans le cas de la guerre préemptive contre l'Irak, on ne peut parler d'un unilatéralisme absolu, puisque la Grande Bretagne de Tony Blair s'est jointe très tôt à ce projet tandis que plusieurs pays d'Europe méditerranéenne et de l'ancienne Europe de l'Est, celle que Donald Rumsfeld a rajeunie en la baptisant «Nouvelle Europe», s'y sont associés malgré la forte opposition de leurs propres populations, on voit quand même triompher l'esprit d'unilatéralisme ou, au moins, de leadership contraignant de l'Unique Super Puissance, si cher aux Néoconservateurs. On se souvient que ceux-ci sont nés en s'opposant au réalisme défaitiste (la *Real Politic*) de Kissinger sous Nixon et ont grandi en critiquant le réalisme impuissant de Jimmy Carter (face aux révolutionnaires iraniens) pour s'immiscer dans les coulisses réservées aux éminences grises de Ronald Reagan et de son Vice-Président et successeur, G.H. Bush. Ils ont, peu à peu, réussi à faire triompher l'idéologie de vainqueurs sur le réalisme des vaincus. Plutôt que d'écouter et d'observer ce qui se passait dans le monde et de tenter tant bien que mal, de s'y adapter, comme l'ont fait, entre autres, Kissinger et Brzezinski, Ronald Reagan, n'écoulant que ses idéologues

néoconservateurs, a projeté l'idéalisme hollywoodien du Superman en enjoignant l'humanité de devenir américaine, peu importe ce qui s'y passait dans les faits et peu important les désirs que le reste de l'humanité pouvait ressentir et exprimer.

En reprenant à leur compte l'idéologie wilsonienne et aidés par un bon acteur ainsi que par une conjoncture mondiale fortement marquée par l'écroulement général des totalitarismes qui a pu faire croire en *La fin de l'histoire*, les Néoconservateurs ont tenté, avec un certain succès de faire croire au monde qu'en poursuivant leurs égoïstes intérêts nationaux, les États-Unis, comme le veut aussi la doctrine d'Adam Smith, contribuaient en même temps au bonheur de toute l'humanité. Pour justifier le bienfondé de la démarche américaine, il suffisait de rappeler comment le monde avait progressé à l'image du «modèle américain».

Dans leurs discours, les Néoconservateurs retournent sans cesse à la période historique qu'ils privilégient. L'histoire de la SGM, avec les erreurs des leaders européens qui y ont conduit - et qu'il ne faudra absolument pas réitérer -: les accords de Munich, mais aussi et surtout, ce à quoi elle a conduit - et qu'il faut entretenir -: l'hégémonie des États-Unis, au moins sur le monde occidental. Il est clair, pour eux, qu'il faut remettre l'hégémonie américaine à l'ordre du jour en l'amplifiant et en l'étendant aux régions pétrolifères, maintes fois évoquées dans ce chapitre. Condolezza Rice, à son tour, rappelle comment la poursuite des intérêts nationaux américains, après la SGM, a contribué à la prospérité des alliés et à la propagation de la démocratie à travers le monde. Les États-Unis ont alors profité de leur puissance économique et militaire pour faire progresser la démocratie et le respect des droits de l'homme, le libéralisme économique et commercial, ainsi que l'atteinte d'un compromis pacifique dans les relations internationales et l'institution de lois internationales respectables.

Les Néoconservateurs sont convaincus que, dans «le monde post GF», Les États-Unis, à eux seul, peuvent encore assurer la stabilité mondiale, s'ils ont recours à de bonnes stratégies. Selon Rice, l'image des États-Unis s'améliorerait s'ils faisaient un usage légitime de leur puissance. En poursuivant leurs intérêts nationaux, ils créeront les conditions optimales à la promotion de la liberté, des marchés et de la paix. En d'autres termes, pour elle, c'est l'ouverture des autres pays aux intérêts économiques américains, au capitalisme démocratique qui est la clef du bonheur et de la paix globale. Pour les Néoconservateurs, les événements du 9/11 obligent les États-Unis à poursuivre leur mission d'assurer leur sécurité et la stabilité mondiale. Sinon, ils risquent de se retrouver confrontés aux menaces qu'ils ont décrites dans le Projet pour le Nouveau Siècle Américain. L'A.B., conseillée par les Néoconservateurs, a donc tenté de profiter de la suprématie militaire des États-Unis pour continuer à construire un monde plus pacifique et plus prospère qui, en plus, de ce fait, est plus propice à l'expansion des intérêts américains. Légitimée par la promesse que, dans un monde où il n'y aurait que des échanges commerciaux, il ne sera plus nécessaire de s'engager dans des conflits, la puissance militaire des États-Unis devient acceptable à l'opinion publique mondiale et mérite d'être maintenue, voire accrue. Quiconque veut protéger ses acquis sur la scène internationale face aux menaces terroristes provenant de groupes transnationaux et d'États voyous, doit reconnaître qu'il faut que quelqu'un fasse régner l'ordre et c'est ce rôle que devraient s'attribuer les États-Unis selon la politique de «Stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique» (*The National Security Strategy of the United States of America*). En faisant sien ce projet des Néoconservateurs, l'A.B. veut développer et moderniser la puissance de l'armée américaine. L'introduction d'importantes innovations technologiques dans les forces armées, leur permettra de développer de nouvelles approches stratégiques et de déployer des tactiques innovantes. Elles pourront alors triompher de n'importe quel adversaire. Les États-Unis ne devraient pas hésiter à utiliser toutes les ressources militaires qui leur permettent d'assurer la sécurité nationale et globale pour instaurer la paix en tous les points du monde. Ce sont là les conditions essentielles à

l'avancement de la démocratie comme à l'ouverture économique, qui en retour, deviennent les bases de la stabilité nationale et de l'ordre international.

Les attentats du 9/11, permettent à ce culte, quasi hollywoodien, de la force pour la force (*May the Force Be With You*), typique de l'A.B., de triompher de façon définitive de l'alternative que semblaient supporter les Démocrates américains avant que la Cour Suprême ne concède la Floride aux Républicains et fasse basculer le résultat des élections 2000 en la faveur des Républicains. Mais cette alternative est quand même celle qui prévalait encore à l'ONU le jour où Bush, deux ans après les attentats, a décidé de lancer l'Amérique et «ses alliés volontaires-contraints» (*The Alliance of the willing*) dans la guerre préemptive contre l'Irak. Et cette alternative consistant à refuser le recours «préemptif» à la violence pour le respect de l'exercice légitime du pouvoir, Rice la connaissait fort bien. Elle l'avait, elle-même, présentée et critiquée, en 2000, dans l'un de ses discours d'appui au candidat G.W. Bush lors de la campagne présidentielle.

Le recours à la force est décisif, autant lorsque ce sont les États-Unis qui l'exercent que lorsque d'autres le peuvent. Pourtant, beaucoup d'Américains éprouvent (et ont toujours éprouvé) un certain malaise face à l'idée d'exercer le pouvoir par la force, ainsi que face aux notions de grande puissance, ou encore, d'équilibre des pouvoirs. Dans sa forme extrême, ce malaise conduit à s'en remettre au droit international ou aux normes universelles, et la conviction, affirmée par de nombreux États ou, mieux encore, une institution comme l'Organisation des Nations Unies que l'exercice légitime du pouvoir est incontournable.⁴³⁴

Il semble donc bien que, par le recours à la guerre préemptive qui s'inscrit dans la politique d'intervention unilatérale de l'A.B. «pour le plus grand bien de l'humanité et la prospérité économique des États-Unis» s'est fait contre la volonté d'un bon

434 Condoleezza Rice, op. cit., p. 47, (traduction libre de: «Power matters, both the exercise of power by the United States and the ability of others to exercise it. Yet many in the United States are (and have always been) uncomfortable with the notions of power politics, great powers, and power balances. In an extreme form, this discomfort leads to a reflexive appeal instead to notions of international law and norms, and the belief that the support of many states—or even better, of institutions like the United Nations—is essential to the legitimate exercise of power.»)

nombre de citoyens américains comme celle des citoyens des pays alliés aux États-Unis ainsi que de l'humanité, dans son ensemble, telle qu'elle a été exprimée par des institutions démocratiques internationales aussi respectables que l'ONU.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Nous avons vu, dans notre étude de la GPT pratiquée par l'A.B., comment les événements du 9/11 ont servi à justifier et à promouvoir une idéologie visant à consolider et à étendre la puissance américaine. Pour la rendre plus acceptable à l'opinion publique, cette guerre a été présentée sous un jour plus politique qu'économique. L'accent est mis sur la promotion des droits de l'Homme (surtout de la Femme, dont les droits, tels qu'ils sont conçus en Occident, semblent être systématiquement bafoués par les Talibans, souteneurs d'Al-Qaïda, en Afghanistan) et de la démocratie libérale. Comme on le constate en relisant ce que notait, déjà en 1968, le journaliste français, Claude Julien, en suivant ce stratagème, les Néoconservateurs n'ont fait que reprendre, en l'idéalisant, une vieille tradition de la politique extérieure des Etats-Unis; vieille tradition qui, à le croire, était aussi celle de «Réalistes»:

C'est pour la défense de la liberté qu'ils enserrent le globe dans un réseau de pactes et de bases militaires qui s'appuient bien souvent sur les régimes dictatoriaux. C'est au nom de la justice et du progrès qu'ils cultivent l'amitié des gouvernements rétrogrades au nom de la paix et qu'ils écrasent Dresde, Hiroshima ou les villages du Vietnam sous le feu de leur arsenal militaire. Le rêve et l'idéal coexistent assez bien avec la réalité qui les nie. Certes des tensions se manifestent parfois, qui ébranlent dans ses profondeurs la stabilité de l'empire. Mais jusqu'à présent [1968], il a su les dominer et les maîtriser... L'idéalisme américain n'est pourtant pas incompatible avec l'empire américain. Au contraire, il le sert, lui fournit ses justifications, le rend plus acceptable aux yeux de certains, élargit son rayonnement, favorise son extension...⁴³⁵

Pourtant, un autre critique français, Emmanuel Todd, près de quarante ans plus tard, doutera que l'universalisation de la démocratie libérale et l'instauration de la *Pax Americana* au niveau mondial fassent partie d'un processus historique inévitable ou éternellement durable. Elles ne sauraient donc assurer «la fin de l'histoire» dont parle Fukuyama. Cynique, Todd (2002) pense même qu'un tel monde serait un

435 Claude Julien, *L'empire américain*, Paris, Grasset, 1968, p. 15.

cauchemar pour l'Amérique. Dépendant économiquement des ressources et des marchés du monde entier, elle a besoin d'un niveau de désordre assez élevé pour justifier sa présence politico-militaire dans l'Ancien Monde et particulièrement au Moyen-Orient⁴³⁶.

Pour ce chercheur français, les États-Unis se font «les défenseurs des libertés» et c'est cela qui leur permet non seulement d'intervenir impunément sur la scène internationale, mais, parfois même, d'y être demandés (Ex-Yougoslavie dans les années 1990). Mais, il n'en a pas toujours été ainsi. Et il n'en sera pas ainsi en 2003 où une bonne partie de l'humanité s'objectera à la guerre préemptive contre l'Irak. La suprématie des États-Unis, telle que présentée et justifiée dans «Le Projet pour un Nouveau Siècle Américain», paraît clairement être devenue une façon d'assurer «la suprématie militaire perpétuelle» d'une puissance qui, et cela devient de plus en plus limpide, n'est intéressée qu'à protéger les intérêts économiques et financiers de ses oligarques, comme l'affirme Todd. Parce que, selon ce dernier, au niveau mondial, les pays prennent conscience qu'ils n'ont pas besoin de l'ingérence des États-Unis dans leurs affaires pour sauvegarder leur liberté. Ce serait même les États-Unis qui représenteraient une menace de plus en plus grande, aux dires de certains pays. Pour Todd, il est évident que la dépendance croissante des États-Unis envers les biens et ressources énergétiques de la planète les a fait passer du statut de protecteur à celui de prédateur. Il est donc convaincu qu'aucune stratégie quelle que soit la façon dont elle puisse être «emballée» et présentée par les relationnistes d'Hollywood, de Madison Avenue ou de la Maison Blanche ne parviendra à convertir leur puissance semi-impériale en empire de fait et de droit, parce que cette puissance s'est affaiblie économiquement, idéologiquement et même militairement et ce, quels que soient les discours que les Néoconservateurs aient pu inspirer à l'A.B.. De plus, nous pouvons tous constater, aujourd'hui, que l'empêchement des États-Unis dans les actions

436 Emmanuel Todd, 2002, p. 72.

politiques et guerrières lancées par l'A.B. a affaibli considérablement leur posture stratégique, économique et financière⁴³⁷.

Ainsi, en abusant de leur puissance, les États-Unis ont amoindri leur image et leur présence réelle sur la scène internationale. Certaines méchantes langues comme Clyde Prestowitz⁴³⁸ et George Soros⁴³⁹ laissent entendre qu'ils auraient finalement rejoint et même dépassé les autres «pays voyous». Plus sérieusement, comme l'a souligné Katherine B. Darmer (2004), le 9/11, avec les stratégies qu'il a contribué à faire mettre en place pour combattre le terrorisme, a créé une ligne de démarcation entre l'avant et l'après. Comme elle le dit: «Le monde, tel que nous le connaissons a changé irrévocablement depuis ce jour fatal.⁴⁴⁰»

Toutefois, si Darmer (2004) a raison et, de fait, beaucoup de témoins de ces événements ont tendance à partager son point de vue, son constat corroborerait plutôt notre première impression qui nous a amenés à notre première hypothèse centrale à savoir que l'histoire des États-Unis a bien été celle d'une «Démocratie Communicationnelle» de 1776 à 2001 et est devenue celle d'une «Oligarchie Coercitive» en 2001 et le restera jusqu'à ce que cesse la GT. Et, effectivement, dans les deux premiers tiers de cette seconde partie de notre thèse, nous pensons avoir documenté, sinon justifié, le bien-fondé du retour à cette hypothèse moins risquée. Dans le chapitre quatre visant à montrer que le régime de GT établi par l'A.B. a bel et bien transformé la démocratie américaine en oligarchie coercitive, tandis que le cinquième chapitre a souligné que, moins ambitieux que les Nazis qui voulaient que le IIIe Reich dure mille ans, l'A.B., souhaite maintenir l'hégémonie des États-Unis

437 Emmanuel Todd, 2002, p. 221.

438 Clyde Petrowitz, *Rogue Nation, American Unilateralism and the Failure of Good Intentions*, New York, Basic Books, 2003.

439 George Soros, 2004.

440 Katherine B. Darmer, Robert M. Baird & Stuart E. Rosebaum, 2004, p. 11.

sur le monde pendant cent ans, comme le suggère la notion d'*American Century* du *Project* néoconservateur.

Par contre, dans le dernier chapitre de notre seconde partie, le chapitre six, en essayant de mieux comprendre l'idéologie des néoconservateurs, surtout au travers de discours qu'elle a inspirée, nous nous sommes rendue compte que ces discours faisaient référence à de nombreux faits et à des idées importantes comme «le Wilsonisme» qui s'inscrivent, au moins, dans le dernier siècle de l'histoire des États-Unis et l'ont profondément marqué. L'idéologie néoconservatrice vient de loin. La Doctrine de Monroe remonte à la seconde partie du XIX^e siècle, l'idéologie de la Frontière qui a motivée la Conquête de l'Ouest et qui remonte au début du XIX^e siècle, ne lui est pas étrangère non plus! De plus, beaucoup d'historiens, sinon tous, reconnaissent que, depuis la fin de la SGM, pour certains, depuis la fin de la PGM, les États-Unis ont, peu à peu et avec des méthodes différentes, remplacé l'Angleterre comme principale puissance impériale mondiale. Ce que nous avons montré dans le sixième chapitre de notre thèse nous incite à maintenir notre seconde hypothèse qui veut que toute l'histoire des États-Unis d'Amérique soit celle d'une oligarchie impériale et non celle d'une démocratie communicationnelle; sa «conversation républicaine» n'ayant toujours été qu'un idéal, jusqu'à maintenant irréalisé, et, peut-être, irréalisable, mais mis de l'avant pour des fins de légitimation et de propagande. La communication américaine ne serait donc que celle des publicitaires, des *marketers*, des relationnistes et des propagandistes, une communication vaseline visant à rendre tolérable, pour l'opinion publique américaine et mondiale, le gros bout du bâton (*Big Stick Policies*) de l'empire et de ses gendarmes!

À la lueur de cette hypothèse, le 9/11 n'apparaît plus comme une hyper catastrophe qui a fait basculer l'histoire des États-Unis de la démocratie à l'oligarchie, mais un événement, comme il y en a tant dans l'histoire de ce pays - on pense à Pearl Harbour, mais il y en a beaucoup d'autres - qui a justifié la «vente» et la

mise en pratique du «Projet des Néoconservateurs», projet qui s'inscrit dans une constante idéologique prégnante dans toute l'histoire des États-Unis. Elle leur permet d'être toujours impliqués dans une guerre ou dans la préparation d'une suivante pour assurer, à l'extérieur, leur approvisionnement en ressources énergétiques et des débouchés commerciaux comme, à l'intérieur, pour faciliter un processus décisionnel qui, pour être efficace, doit court-circuiter les tergiversations démocratiques de la conversation républicaine.

Enfin, avant de survoler à nouveau l'histoire militaire des États-Unis pour montrer, cette fois, que le concept d'oligarchie impériale la dépeint mieux que celui de démocratie communicationnelle, nous tenons à souligner que cette idée de revoir l'histoire des États-Unis, sous cet angle pessimiste, ne nous serait pas venue à l'esprit si l'A.B. n'avait pas exploité les événements du 9/11 pour exaucer les vœux des idéologues néoconservateurs. Et, nous insistons, c'est parce que l'A.B. a eu recours à pratiquement tous les stratagèmes que l'histoire des États-Unis peut receler pour imaginer, justifier et réaliser ses projets au détriment du respect des principes élémentaires de la démocratie que nous en arrivons à revoir négativement toute l'histoire de cette puissance. Notre révision va donc se faire à la lumière des excès de l'A.B. qui a puisé dans les archives des gouvernements antérieurs la plupart des mesures qu'elle a prises. Ces archives relatent ce que des Administrations précédentes ont dû faire lorsqu'elles ont été confrontées à des adversaires autrement puissants, dans des situations autrement plus graves. Nous insistons, c'est l'observation des excès auxquels s'est livré l'A.B. dans la GT qui nous a amené à changer notre perception de l'histoire de ce pays. Nous allons donc nous efforcer, dans la troisième et dernière partie de notre thèse, de nous assurer que ce revirement de perception et de jugement est historiquement fondé en examinant, sous ce nouvel éclairage, l'importance relative ainsi que les tenants et les aboutissants des principaux conflits armés dans lesquels ce pays s'est impliqué.

TROISIÈME PARTIE

ET SI L'HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS ÉTAIT CELLE D'UNE OLIGARCHIE QUI A TROP AIMÉ LA GUERRE?

/.../Il est facile d'imaginer, par exemple, que dans une société où existent certaines formes démocratiques, une oligarchie économique arrive à contrôler suffisamment le gouvernement et les médias pour orienter la politique étrangère vers des buts qui sont loin d'être nobles.⁴⁴¹

Dans le quatrième chapitre de notre thèse, nous avons présenté les restrictions de la communication démocratique qu'impose la guerre au terrorisme (GT). Nous y avons montré la façon dont cette guerre a compromis la mise en pratique des idéaux démocratiques; comment l'A.B. a falsifié des informations et a forgé des documents pour persuader les membres du Congrès du danger que les réseaux terroristes étaient sensés présenter pour les États-Unis. Précipitamment convaincu, le Congrès a autorisé le Président G.W. Bush à déclarer la guerre GT, dès le 20 septembre 2001. Les stratégies de sécurité nationale ont limité les possibilités de communication, tant en ce qui concerne les médias de masse, que la liberté d'expression des individus ainsi que les autres libertés fondamentales indispensables au bon fonctionnement de la conversation républicaine. En effet, il semble bien que les États-Unis, malgré leur aspiration à vouloir être une «République démocratique modèle», se sont retrouvés dans l'impossibilité de sauvegarder leur propre principe d'inviolabilité qui est

441 Jean Bricmont, in Noam Chomsky, 2001, p.13.

pourtant la base des libertés civiles. On pense ici à l'espionnage de citoyens sélectionnés à partir de «profils raciaux».

Dans les chapitres cinq et six, nous avons présenté et analysé les idéologies et la philosophie néoconservatrices impliquées dans le système de légitimation des atteintes au respect de la démocratie. Nous avons trouvé, dans l'analyse que nous avons faite dans le chapitre cinq, les motivations de ceux qui appuient la GT ainsi que les raisons de sa transformation en guerre permanente. Parmi ces raisons, nous avons identifié un objectif inavoué qui, à lui seul, selon Emmanuel Todd, justifierait cette perpétuation de l'état de guerre. Il s'agit, bien sûr, de la course aux ressources énergétiques et aux minéraux rares dont l'économie américaine a besoin pour ralentir son déclin. Et cette course est d'autant plus dangereuse et féroce que ces ressources deviennent rares et dispendieuses.

L'A.B. entendait, assurer la suprématie des États-Unis sur la scène militaire internationale pour enrayer les crises économiques, sociales et politiques qui s'intensifiaient et se multipliaient dans le pays. Dans le chapitre six, nous avons montré que les stratégies développées par l'A.B. dans sa GT constituent la mise en pratique de l'idéologie que les Néoconservateurs avaient élaborée au cours des trente années précédant l'arrivée au pouvoir de George W. Bush et Dick Cheney. Ces idéologues, s'inspirant de l'histoire militaire des États-Unis, voulaient donner à leur pays et, pour un siècle encore, un rôle militaire plus important. Grâce au renouvellement et à la modernisation de son armée, ce pays pourrait assurer, durant tout le XXI^e siècle, sa survivance, et si possible, à nouveau, sa croissance économique. En bref, ils voulaient assurer le fonctionnement sécuritaire du libre-échange pour que les élites américaines puissent en profiter. En ce sens, ils ne faisaient que reproduire les mécanismes de base des grands impérialismes comme celui de l'Angleterre dont les États-Unis avaient pris la relève, peut être, dès la fin de la Première Guerre mondiale, certainement, avec la seconde.

Ce que nous avons démontré, dans la deuxième partie de notre thèse, donne l'impression que cette «guerre perpétuelle au terrorisme» était demandée par l'oligarchie capitaliste américaine. Les oligarques croyaient pouvoir s'en servir pour perpétuer leur suprématie ou leur «leadership» ainsi que leur prospérité. Si, avant l'A.B., on pouvait considérer certaines restrictions des pratiques communicationnelles américaines comme étant des «errements» ou des «incidents de parcours», l'analyse des tenants et aboutissants de la GT donne bien l'impression qu'il s'agit là, en fait, d'une constante dans l'histoire des États-Unis. Bush nous fait découvrir que l'histoire des États-Unis n'est pas celle de la mise en application progressive des idéaux démocratiques, mais celle de conflits et de menaces perpétuelles savamment entretenus par l'élite capitaliste pour assurer le ressourcement ainsi que les débouchés de l'économie américaine tout en facilitant une gestion moins freinée par les débats ou stoppée par la critique du capitalisme sauvage.

La façon dont la politique belliciste de Bush a mis en évidence les ressorts violents du capitalisme auxquels ont recours les membres de l'oligarchie néoconservatrice pour faire fonctionner l'économie et les finances des États-Unis, nous amène à revoir - sous ce nouvel éclairage - dans la troisième partie de notre thèse, les grands traits de l'histoire militaire de cette puissance. Nous allons y montrer que, finalement, ce qui fait vivre ce pays n'est pas la communication démocratique vantée par les Benjamin Franklin, Alexis de Tocqueville et James W. Carey, mais «le capitalisme sauvage qui porte en lui la guerre comme les nuées portent l'orage en elles», comme disait Lénine. De fait, cette acception pessimiste de l'histoire des États-Unis semble avoir été partagée, depuis le milieu du XIX^e siècle, par de nombreux observateurs même si, peu d'entre eux, sont Américains.

Parmi les quelques Américains, figurent K. Boulding et G. Ackley (1963) qui ont vu une corrélation significative entre «les dépenses d'armement, l'activité

économique et l'évolution de l'environnement stratégique international.⁴⁴² Ils ont démontré que de nombreux conflits coïncidaient avec des crises économiques. Ils ont utilisé comme exemple la crise de Cuba et la guerre du Vietnam. Noam Chomsky et Seymour Melman⁴⁴³ abondent en ce sens. Melman affirme que, les États-Unis semblent systématiquement exagérer les menaces provenant de l'étranger; ce qui leur permet de légitimer leurs interventions à l'extérieur et d'entretenir «*Une économie de guerre permanente*». Il soutient aussi que, le reste du temps, la pratique de la communication démocratique n'aurait eu pour but que de rendre acceptable et même souhaitable la monopolisation du pouvoir par l'oligarchie. Ainsi, le bel idéal de la conversation républicaine conçu par les Pères Fondateurs et dont Alexis de Tocqueville a constaté la mise en pratique au début du XIX^e siècle, n'est qu'une stratégie de promotion ou de relations publiques conçue par les oligarques de l'économie et de la finance afin de séduire les dirigeants des autres pays, sur le plan international, et les citoyens américains, au niveau national.

Des critiques ont effectivement souligné que les oligarques américains réussissaient à masquer la poursuite de leurs intérêts économiques et financiers égoïstes en inscrivant systématiquement leurs projets dans la prétendue poursuite des «idéaux élevés» et «altruistes»⁴⁴⁴ tels que le respect de la personne, la liberté, l'égalité, la stabilité et la justice ainsi que la poursuite du Bonheur promus par les Pères Fondateurs. D'autres critiques, plus nuancés, ont souligné qu'il existe un flou concernant le rapport: intérêts publics / intérêts privés dans l'élaboration des politiques nationales comme dans la conduite de la politique étrangère. Ils soulignent le fait que beaucoup de politiciens américains, surtout des Démocrates au XX^e siècle, se sont publiquement demandé comment faire en sorte que la satisfaction des intérêts

442 J.K. Galbraith, 1968, *La paix indésirable? Rapport sur l'utilité des guerres*, paru sous le titre original *Report from Iron Mountain on the Possibility and Desirability of Peace*. Calmann-Lévy. France, p. iii.

443 Seymour Melman, *Pentagon Capitalism: The political Economy of War*, McGraw-Hill, New York, 1970.

444 Noam Chomsky, 2004, p. 65.

privés ne pénalise pas le bien commun. Pour ces auteurs, on ne sait jamais avec certitude quand la politique étrangère correspond aux intérêts du public ou aux besoins des élites américaines. Ils concèdent volontiers que, «dans l'ensemble, l'expérience a été une tentative assez réussie de louvoisement entre liberté et contrainte, évitant anarchie et tyrannie, populisme et élitisme.⁴⁴⁵» Ainsi, pour les critiques modérés, toute l'expérience américaine aurait fait en sorte que la nation ait suffisamment de pouvoirs pour répondre aux besoins économiques et stratégiques nationaux tout en restant ancré dans les exigences démocratiques de la rhétorique de l'égalité de tous devant la loi et du maintien en opération d'un ample secteur de libertés individuelles. Toutefois, pour la plupart des critiques dont Jean Bricmont⁴⁴⁶, ce portrait est trop naïf et cache bien le fait qu'au cours de l'histoire, des oligarques économiques et financiers sont parvenus à orienter les politiques internes et externes du pays en contrôlant d'assez près le gouvernement par leurs lobbys ainsi que les médias par l'achat d'espace et de temps publicitaire, maintenant ainsi constamment une sorte d'autocensure économico-politique dans les milieux journalistiques américains.

Il semble donc bien que, pour satisfaire leurs propres intérêts, les oligarques ont toujours su court-circuiter les lenteurs et les tergiversations qu'implique le fonctionnement idéal de toute conversation républicaine équitable et démocratique. Ils l'ont fait, sans vergogne et parfois même avec arrogance, en invoquant la nécessité de faire face rapidement et efficacement aux menaces externes provenant des Rouges, des Fascistes, des Communistes, des Voyous (*Rogue States*) et des Terroristes, pour ne reprendre que les principales menaces invoquées ou évoquées au cours du XX^e siècle. La préparation des conflits et la gestion de ceux-ci sert de moteur à l'économie et assure la prospérité de la démocratie américaine (en pillant les ressources et en

445 Neal Riemer, 1967, p. 217, (traduction libre de: «On the whole, the experiment has been a fruitful effort to link release and restraint and thus avoid anarchy or tyranny, mobocracy or oligarchy.»)

exploitant la main-d'œuvre, ici et là, dans le reste du monde), tout en maintenant, paradoxalement, la population américaine dans l'iniquité, la contrainte, la délation et le court-circuitage systématique de sa conversation républicaine. Alors, craignant de passer pour «traître» ou «ennemi de la nation», personne n'ose exprimer le constat que: «les États-Unis ont besoin de la guerre s'ils veulent se procurer les ressources énergétiques requises par leur économie et éviter les ralentissements ou les pertes d'efficacité du processus décisionnel entrepreneurial que pourrait entraîner le respect des règles et des lois démocratiques». Dans une telle ambiance, on en arrive à croire que s'il n'y avait pas de guerres, il faudrait en inventer! Si, jusqu'aux deux mandats consécutifs de G.W. Bush on pouvait encore douter de la pertinence ou de la validité de cette boutade, la façon dont ce Président a conduit sa politique extérieure permet de répondre de façon catégorique à ce questionnement. L'A.B. a enfin donné un pouvoir discrétionnaire total aux Néoconservateurs qui avaient déjà et depuis longtemps leur plan de guerre dans leurs cartons. Comme nous l'avons répété, l'objectif de ce plan est double. Il vise à renforcer le consensus interne par des interventions permanentes à l'extérieur qui, elles-mêmes visent à assurer l'accès perpétuel et à bon marché aux ressources énergétiques existantes. Que ce soit sous Reagan, Bush père et Bush fils, les interventions militaires suggérées par les idéologues/stratèges néoconservateurs visent à assurer - l'accès aux ressources énergétiques (dont les prix sont aussi militairement fixés) - l'ouverture de nouveaux marchés - la possibilité d'exploiter, par l'*out sourcing*, des mains d'œuvres étrangères ne bénéficiant pas des mêmes avantages sociaux et des mêmes privilèges que la main d'œuvre américaine.

Même s'il y a là de nouveaux objectifs, la plupart, à l'interne comme à l'externe, sont hyper classiques et c'est là la raison pour laquelle, dans cette troisième partie de notre thèse, nous revenons sur l'étude du rôle de la guerre dans l'histoire des États-Unis. Nous cherchons à démontrer, ici, que depuis la création des États-Unis, les périodes de paix y ont été très brèves, puisqu'aux conflits proprement dits, se

succèdent des périodes de crainte d'une nouvelle attaque par un autre adversaire et parfois le même. Partant de la prémisse - qui nous paraît évidente depuis ce que nous avons révélé dans le chapitre six de notre thèse -, que l'Amérique a toujours vécu en état de guerre réelle ou anticipée, nous nous interrogeons sur l'usage qui, dans un tel contexte, a pu être réservé à la conversation républicaine et aux exigences démocratiques qui la fondent comme elle en est à l'origine. Comme nous l'ont montré les travaux de Rodrigue Tremblay (2004) et de Maurice Lemoine (2004), l'idéologie démocratique américaine «modèle de démocratie universelle», n'est plus alors qu'une idéologie de légitimation de la poursuite par tous les moyens de ce qui peut satisfaire les intérêts des groupes, classes ou communautés dominantes. Ainsi, en nous intéressant au phénomène de la guerre, en utilisant des exemples de conflits très précis, nous souhaitons démontrer qu'en inventant et en maintenant les États-Unis dans un état d'alerte constant contre des dangers externes, on détourne l'idéal démocratique, ainsi devenu inapplicable, pour le mettre au service de l'idéologie de la guerre. Et nous ne sommes pas les seuls à nous poser la question centrale de la troisième partie de notre thèse puisque Yves-Marc Ajchenbaum (2003) se demande aussi: «Comment qualifier un pays qui, au cours des cent dernières années, est intervenu militairement, politiquement et économiquement sur tous les continents, dans des dizaines de pays, au point de transformer radicalement la vie quotidienne des hommes et les organisations sociales?⁴⁴⁷»

Assurer la sécurité nationale et défendre les intérêts nationaux sont les deux éléments qui régissent l'orientation politique de la société américaine depuis sa fondation. C'est pourquoi dans les chapitres sept et huit qui constituent la dernière partie de notre thèse, nous proposons un retour sur les guerres qu'ont connues les États-Unis en démontant les mécanismes idéologiques et l'articulation des intérêts qui les ont motivées. Dans le septième chapitre, nous abordons des guerres qui ne

447 Yves-Marc Ajchenbaum, *Les États-Unis, gendarmes du monde: Pour le meilleur et pour le pire*, Collectif, Paris, Éditions J'ai lu, 2003, p. 5.

relèvent pas directement des stratégies de politique étrangère américaine comme les guerres d'indépendance ou de Sécession ainsi que la Conquête de l'Ouest et des États du Sud Ouest. Elles nous paraissent pertinentes et contribuent à expliquer la volte-face que nous avons accomplie à la fin de la seconde partie de notre thèse par rapport à l'hypothèse de départ sur laquelle nous avons construit notre première partie. Les guerres que nous présenterons ici permettront de souligner, comment, à différentes périodes, une poignée d'individus est parvenue à orienter la politique internationale du pays de façon à ce qu'elle corresponde à leurs intérêts économiques et financiers. Nous entreprenons donc de démontrer comment, à chaque période, l'élite au pouvoir, parvient à utiliser en la détournant la rhétorique de la communication démocratique pour façonner sa politique étrangère. On montrera comment elle fait appel à des justifications idéologiques telle que «la destinée manifeste», la défense des libertés des autres pays, la démocratie, ou la sécurité de l'ensemble de la nation et même «la sécurité de la communauté internationale», pour justifier les interventions américaines à l'étranger. On soulignera en particulier comment l'A.B. a récupéré et exploité ces jeux de rhétorique dans son propre système de justification de la guerre au terrorisme. Enfin, par l'argumentation que nous développerons dans le chapitre huit, nous tenterons de démontrer l'incidence de la croissance ou la dépression économique sur la politique extérieure américaine.

Nous concluons notre thèse en soulignant que nous ne sommes pas les seuls à avoir effectué le revirement d'appréhension de l'histoire des États-Unis suite à l'examen des deux mandats de l'A.B.. En puisant dans les débats et les réflexions propres aux sciences politiques et sociales qui portent sur cette période, nous montrerons qu'ils laissent clairement entendre que les stratégies de l'A.B., en matière de sécurité nationale, ont modifié de façon permanente la perception des fondements idéologiques des États-Unis. En effet, les politiques adoptées par l'A.B. tant à l'interne qu'à l'externe ne font que mettre en évidence le fonctionnement pervers de la politique traditionnelle des États-Unis. Ces études, comme notre démarche,

présentent l'évolution des États-Unis comme l'histoire complexe d'un pays qui n'arrive pas à concilier sa belle idéologie de la conversation républicaine avec les exigences de ses intérêts nationaux et de sa sécurité. Et puis, finalement, on découvre l'histoire d'un pays qui utilise à sa guise les alliances et les conflits pour assurer son hégémonie mondiale; hégémonie qui lui permet de garder «ouverts» tous les marchés. Tantôt héros, tantôt voyou de l'histoire, les États-Unis utilisent les conflits pour assurer l'efficacité optimale de son système économique et financier, en restreignant, du même coup et de manière irrévocable, la conversation républicaine.

CHAPITRE VII

HISTOIRE MILITAIRE DE L'AMÉRIQUE AUX XVIII^e et XIX^e SIÈCLES

Une «démocratie communicationnelle» qui n'a pu éclore et croître que dans le giron de la guerre qui l'empêche de s'épanouir en tant que démocratie!

Introduction

Lorsqu'un historien étudie une société antique comme l'Empire romain, il tente de relier les gestes des dirigeants de l'époque à leurs intérêts économiques et politiques, ou du moins à la perception qu'il en a. ... Loin de prendre les intentions avouées des dirigeants comme de véritables motivations, c'est la structure «cachée» de la société (où s'imbriquent les relations de pouvoir et les contraintes institutionnelles), mise à jour par l'historien qui permet d'analyser les discours officiels comme justification idéologique.⁴⁴⁸

Si l'on considère la Démocratie américaine essentiellement sur un plan théorique en focalisant notre attention sur des événements comme la signature du *Mayflower Compact* ou la ratification de la Constitution de 1789, on peut avoir l'impression que les Américains voulaient prospérer et vivre en paix en réglant leurs différends par la conversation républicaine. Les relations avec les autres pays devaient exclure les alliances militaires pour être maintenues à un strict minimum, juste ce qu'il fallait pour entretenir des échanges économiques cordiaux. À écouter George Washington, il était hors de question de s'engager dans les guerres dont les Européens raffolaient parce que les Américains, ne croyant pas au bien-fondé des propos justifiant les conflits, ne voulaient pas en assumer les coûts humains, financiers ou autres. Pourtant, si l'on délaisse les considérations théoriques et on regarde les événements constituant l'histoire de ce pays, on constate que les conflits se succèdent, se

448 Jean Bricmont, in Noam Chomsky, 2001, p. 11.

jouxtent et se superposent sans cesse. Ils éclatent pour des raisons officielles louables; allant des intérêts nationaux à la sécurité nationale, de la sécurité nationale à la défense de la liberté. Et pourtant, en dépit de ces beaux discours, dans presque toutes ces guerres, les libertés civiles ont été restreintes de façon draconienne. Et puis, en fouillant un peu plus, comme tout bon historien se doit de le faire, on découvre également, que les guerres se déclenchent surtout lorsque les élites n'arrivent pas à satisfaire leurs intérêts ou que ceux-ci semblent menacés. Tout à coup, ces menaces sont présentées comme colossales, nécessitant d'urgence sinon une mobilisation générale, au moins une intervention militaire rapide et très musclée. On a bien vu que c'est dans ce modèle traditionnel que s'est inscrit Bush pour annoncer sa GT. Et c'est aussi pourquoi nous avons trouvé pertinent de revoir l'histoire des guerres américaines, avec l'intention de vérifier si elles ne présentent pas d'autres similitudes avec la GT.

Certes, comme nous l'avons mentionné plus haut, le fait que Bush, appuyé par les Néoconservateurs, ait utilisé des méthodes impériales dans sa guerre préventive a fait percevoir les États-Unis, non plus comme une démocratie, mais une oligarchie impériale avide de faire main basse sur les ressources de la planète sans se soucier des conséquences politiques, a amené certains critiques comme Bruce Nussbaum (2003)⁴⁴⁹ à affirmer que ce qu'Alfredo G.A. Valladão (1993) avait annoncé comme «le siècle américain⁴⁵⁰» est, tout à coup, devenu «le siècle antiaméricain». Toutefois, puisque, pour concocter sa stratégie impériale visant à maintenir la suprématie américaine, l'A.B. s'est inspirée de nombreux épisodes de l'histoire impériale des États-Unis, en leur empruntant des mesures qui avaient été adoptées pour faire face aux conflits, on se rend compte que sa stratégie est plutôt classique dans l'histoire des États-Unis qui, de fait, ne l'ont pas attendue pour se faire mal aimer, l'anti-

449 Bruce Nussbaum, «The High Price of Bad Diplomacy: Mis-managing the Runup to War Will Do More Than Squander Goodwill and Damage Alliances», in *Business Week*, March 24, 2003.

450 Alfredo G.A. Valladão, *Le XXI^e siècle sera américain*, Paris, La Découverte/essais, 1993.

américanisme, même primaire, a sévi bien avant l'A.B.. C'est probablement le style vindicatif, arrogant, voire même vulgaire du Président G.W. Bush qui a alors poussé l'anti-américanisme à son comble, nulle nation n'appréciant de se faire traiter d'*irrelevant* ou d'insignifiante ou de faire partie de la «Vieille Europe».

7.1 La Guerre d'Indépendance ou quand la démocratie naît par la guerre

D'aucuns pourraient douter de la pertinence de l'implication de cette guerre dans le retour historique que nous nous sommes convenus de faire. Il est vrai qu'elle ne cadre pas, à prime abord, dans cette étude de la politique étrangère des États-Unis, façonnée qu'elle est par les élites pour répondre à leurs intérêts. Toutefois, en l'analysant en profondeur, on verra que les colons ordinaires n'avaient pas en fait de raisons de vouloir se séparer de la métropole, comme le suggèrent les propos que tient le personnage qu'Incarné Mel Gibson dans *The Patriot*: «Pourquoi rejeter, par la guerre, un tyran éloigné, si c'est pour se soumettre, ensuite, à mille tyrans locaux?» Effectivement, ce sont plutôt les élites, ceux qui étaient les mieux nantis et payaient le plus d'impôts qui souhaitaient se distancier de la gouverne britannique. La Métropole leur imposait des lois et des règles qui empiétaient sur leurs libertés et surtout freinaient leur croissance économique. Les colons américains, même lorsqu'ils jouaient un rôle économique indéniable, étaient souvent mis à l'écart des procédures d'élaboration de conventions relatives à l'avenir du pays. Et c'est cette mise à l'écart du processus décisionnel qui les a amenés à la formulation de leur fameux slogan révolutionnaire: «Pas de Taxes sans Représentation»! Enfin, on notera que si cette Guerre d'Indépendance (GI) a bien abouti à la construction de la République et donc d'une démocratie communicationnelle avec sa Constitution, les élites qui l'ont fomentée et gérée ont, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, eux aussi eu recours au sceau du secret et n'ont donc pas toujours pratiqué, au cours de la GI, la transparence qu'ils prêcheront dans la Constitution.

Il n'y a pas de consensus concernant l'explication de la GI. Était-ce une véritable guerre de rupture avec la métropole ou, tout simplement, comme l'écrivait Thomas Paine en 1776, les Américains n'étaient-ils que des enfants qui avaient grandi et voulaient une nation à eux? S'agissait-il d'une guerre d'indépendance, d'une guerre intra-américaine ou d'une révolution? Toujours est-il qu'elle était considérée comme une guerre contre la métropole et contre les Colons restés loyaux sujets de Sa Majesté Britannique. Il est effectivement important de souligner que les Colons n'étaient pas tous solidaires et antiroyalistes. C'était une guerre civile entre les Loyalistes et ceux qui voulaient se libérer de la tutelle monarchique. La GI a effectivement de multiples causes. Certaines sont économiques et liées à l'inégalité des conditions tandis que d'autres semblent plus politiques parce que liées au refus de la tyrannie qu'exerce la métropole sur la colonie. Les lois votées à Londres paraissent arbitraires localement, surtout en ce qui concerne les taxes, ainsi que la politique commerciale qui imposait le monopole de la Grande-Bretagne. Certes, ce n'étaient pas tous les résidents des treize colonies qui se sentaient concernés, beaucoup vivaient dans une pauvreté relative, alors qu'une petite minorité détenait toute la richesse. À cette époque, 5% de la population possédaient 49 pour cent des ressources taxables⁴⁵¹.

Une autre cause du mécontentement de l'élite et d'une bonne partie des «payeurs de taxes» a été la dette générée par le conflit armé avec «la France et les Indiens» (*The French Indian War*). L'esprit révolutionnaire a germé en 1763 après cette longue guerre avec la France. C'est ce conflit qui a conduit les Américains vers la guerre de libération nationale et, quelques années plus tard, à l'indépendance⁴⁵². Cette guerre, qui dura plus de sept ans, laissa aux Colonies Américaines, une dette de plusieurs millions de livres envers l'Angleterre. Ainsi, la dette publique qui s'élevait à 70 millions de dollars avant la guerre a été augmentée de 60 millions à la fin⁴⁵³.

451 Bernard Vincent, 2001.

452 Bernard Vincent, 2001.

453 Bernard Vincent, 2001.

L'Angleterre, pour renflouer sa caisse, décide de percevoir un droit de timbre dans «les Colonies». Son gouvernement propose le *Stamp Act*, approuvé par le Parlement britannique pour devenir loi en 1765. Les «Coloniaux» contestent cette loi, mais n'ayant pu trouver d'autres solutions pour réduire la dette, ils s'y soumettent. Selon cette loi, tous les documents légaux: billets à ordre, hypothèques, licences des tavernes, actes de vente ou d'achat de terre, etc. doivent porter un timbre pour être valides. Des hommes de loi et des orateurs dénonçaient en public le *Stamp Act* parce qu'il nuisait à l'avenir du commerce. Un vent de violence parcourt alors les Colonies et des distributeurs de timbres furent pendus et leurs maisons ravagées. Assez rapidement, les Colonies en viennent à revendiquer le droit exclusif d'imposer des taxes à leurs habitants. Les leaders révolutionnaires, voulant convaincre les travailleurs d'adhérer à leur cause, ont usé de propagande, dont le message essentiel affirmait que l'Angleterre cause du tort à l'économie des Colonies, provoquant éventuellement leur perte ainsi que la misère des travailleurs qui se retrouveraient à la rue, sans un bout de pain pour nourrir leurs enfants. Il s'agissait bien là de la première campagne de propagande des élites visant à faire fléchir l'opinion publique en leur faveur!

Suite à la réaction violente qu'elle provoque, cette loi est abrogée en décembre 1775. Mais, à peine le calme revenu, les autorités anglaises remettent en vigueur le *Sugar and Molasses Act* de 1773, obligeant tout importateur de mélasse française à verser un droit de 6 pence par gallon. Des mandats généraux, dits de main-morte (*Writs of assistance*) donnent aux douaniers le pouvoir de perquisitionner. Un seul mandat par communauté autorise les douaniers à perquisitionner les maisons, les navires et tout autre lieu pouvant receler des produits de contrebande. Face à ces mesures restrictives prises par la Grande-Bretagne, un mouvement secret de résistance s'esquisse sous le nom des «Fils de la liberté».

Si les Coloniaux admettaient que la Grande-Bretagne puisse collecter les taxes externes, c'est-à-dire tout ce qui touchait les droits liés au commerce maritime, ils ne toléraient pas que les taxes internes soient perçues par la Métropole, pour eux, ces impôts relevaient des Colonies. L'imposition des taxes et des timbres par la métropole constituait une atteinte à leurs «droits inaliénables». D'autres événements, s'ajoutant à cela, devaient contribuer au déclenchement de la Révolution. Parmi ces événements les plus connus figurent le massacre de Boston, où quatre Bostoniens furent tués par les *Redcoats* lors du *Boston Tea Party*⁴⁵⁴. Assez rapidement, les protestations s'amplifièrent, les mouvements de révolte se succédèrent, allant des émeutes au boycottage des marchandises britanniques. Comme on le voit très bien dans le film, *The Patriot*, les révoltés, encore peu convaincus du bien-fondé de leur cause, se sont servis de la presse pour rejoindre les autres colonies et étendre la conversation républicaines à toutes les grandes villes américaines de l'époque afin d'organiser des «Congrès Nationaux».

[...] l'esprit d'indépendance coloniale n'était pas encore très ancré dans leurs convictions. L'indépendance était un saut trop grand pour être envisagée d'un seul coup. Ils étaient moins radicaux que les gens qui les avaient envoyés. Tous ou presque tous, en effet, devaient tenir compte de leurs intérêts, et ils agissaient avec la prudence habituelle des nantis. Ils considéraient le Congrès comme une réunion de protestation plutôt que de rébellion.⁴⁵⁵

Un premier Congrès continental a réuni les coloniaux au-delà des différences, pour une action commune et concertée contre la promulgation par la Grande-Bretagne de «lois intolérables.⁴⁵⁶» À partir de 1688, et bien qu'il y eût d'ultimes tentatives de

454 Les coloniaux, en guise de protestation contre le Tea Act en 1773, qui accordait le monopole du thé de la compagnie des indes orientales, se déguisèrent en Indiens et s'attaquèrent à un navire de cette compagnie versant sa cargaison à la mer.

455 William Woodward, 1968, p. 147.

456 La première loi voulait que la population de Boston rembourse la valeur des pertes encourues par la métropole lors du Boston Tea Party; la deuxième, les citoyens étaient soumis à des administrateurs nommés uniquement par Londres; la troisième préconisait que les soldats ou fonctionnaires accusés de crime ou ayant commis des infractions graves dans les colonies soient jugés en Angleterre, une autre permettait à l'armée anglaise de cantonner ses soldats dans les maisons des

rapprochement des colonies avec la métropole, on sentait que ce n'était qu'une question de temps avant que les Colonies coupent les ponts avec la Grande-Bretagne. Depuis le «Compact du Mayflower», elles s'étaient peu à peu préparées à l'auto-gouvernance⁴⁵⁷. De plus en plus, la Grande Bretagne devenait nettement un obstacle au développement économique des Colonies. Elles étaient lasses de dépendre d'elle pour le commerce, comme pour sa sécurité. C'était la Grande Bretagne qui décidait des taxes de représentation en plus de décider des pays avec lesquels ils pouvaient faire des transactions commerciales.

Un deuxième Congrès continental se tint à Philadelphie le 10 mai 1775, il fut réuni dans le but de former des gouvernements provisoires et de préparer les hostilités visant à libérer les treize Colonies américaines de l'ingérence britannique dans leur gouvernance. Il se conclut par une déclaration qui annonce les premières lignes de la Constitution de 1789. En effet, le deuxième paragraphe de la Déclaration, se lit: «Nous considérons ces vérités comme évidentes: tous les hommes sont créés égaux; ils sont dotés par leur créateur de certains Droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la Vie, la Liberté et la poursuite du Bonheur.⁴⁵⁸»

En fait, pour beaucoup d'historiens américains, la guerre d'indépendance a une double cause. D'un côté, c'est la révolte des riches commerçants et des planteurs contre le gouvernement britannique. Ils lui reprochent de leur imposer des restrictions qui nuisent au commerce et aux possibilités d'enrichissement des colonies. De l'autre côté, c'est la révolte des fermiers, des artisans et des domestiques qui composent la majorité de la population. Ils se révoltent contre les privilèges de l'aristocratie et de la classe dirigeante des administrateurs. Cette élite s'appuyait sur les lois britanniques

colons et enfin , une cinquième qui empêchait les colons des provinces contestataires d'avoir accès à certains territoires.

457 Samuel Elliot Morison, *Sources and Documents illustrating the American Revolution 1764-1788 and the formation of the Federal Constitution*, Second Edition, New York, Oxford University Press, 1965.

458 William Woodward. 1968, p. 157.

qu'elle appliquait pour gérer les colonies de façon à ce qu'elles leur soient rentables. Finalement, comme l'indique Franck L. Schoell (1985), les esprits démocratiques se réveilleront pendant la révolution et tenteront de répondre aux velléités d'égalitarisme démocratique.

Toutefois, l'indépendance acquise, l'Amérique, devenue Confédération des États Unis, entrait dans une profonde dépression économique. De 1783 à 1788, l'inflation s'accrut et les différentes monnaies existantes se dépréciaient et fluctuaient incessamment, entraînant le commerce dans l'instabilité et provoquant une surenchère des prix des marchandises. De plus, les États vécurent intensément les tiraillements et les dissensions provoqués par les différents styles de vie. Par-dessus tout, se posait la question de savoir comment et qui devait payer la dette accumulée durant la guerre? En fait, restaient à construire les structures sociales, économiques et politiques de la Confédération: les banques, la monnaie, les infrastructures routières et plus encore. La révolution américaine s'est déroulée au cours d'une grave crise économique et politique. Le gouvernement avait annulé les taxes sur les importations, mais les autres taxes et les dettes devaient être payées alors que régnait une grande misère publique. Elle a provoqué plusieurs mouvements d'insurrection comme la Révolte de Shay au Massachussetts ainsi que la répétition d'actes de désobéissance à l'égard du gouvernement. Ces mouvements furent réprimés par la milice. Ces graves tensions sociopolitiques et économiques expliquent en partie pourquoi la Convention a été tenue en secret par les élites intellectuelles alors qu'elles discutaient d'affaires publiques et d'intérêts généraux. Les États-Unis n'étaient pas encore fondés qu'une partie importante de leur population s'est retrouvée exclue du débat conventionnel. Et cette attitude est reprise par les gouvernements de plusieurs États qui utilisent le sceau de secret à outrance. Lorsque l'on sait que les Pères Fondateurs ont abusé du sceau du secret, on ne peut plus s'étonner qu'après les attentats du 11 septembre 2001, Bush ait conseillé aux Américains de retourner vaquer à leurs affaires pendant que son Administration allait s'occuper de les venger. Le modèle de prise de décision rapide

et efficace qui évite tous les risques (risques allant des menaces à la sécurité de la nation jusqu'à la possible contestation de l'égoïsme de l'élite par le reste de la population) que peut faire courir la conversation républicaine était donc déjà adopté et donc aussi prescrit par les grands leaders de la Révolution américaine. Dès le départ, dès la GI nous devons constater que notre hypothèse de cette 3^e partie de la thèse est confortée: l'Amérique est bel et bien une oligarchie. Mais si cette tendance est déjà présente lors de l'éclosion de ce pays on peut encore espérer qu'elle disparaisse dès les premiers pas. Si elle est indéniablement présente dans le conflit fondateur opposant l'Amérique à l'Angleterre, le sera-t-elle aussi dans la guerre larvée avec la France qui a suivi de près cette Révolution.

7.2 La vraie guerre non déclarée avec la France (1798-1800) ou comment la guerre ralentit la croissance de la démocratie en Amérique

Au début de la Révolution française, la France et l'Amérique entretenaient de bonnes relations. En effet, les relations entre les Républicains américains⁴⁵⁹ et les révolutionnaires français étaient excellentes. La France ayant été un allié important des États-Unis pendant la guerre d'Indépendance, un traité fut signé entre les deux nations dans le cadre duquel les États-Unis s'engageaient à aider la France si elle entraînait en guerre avec une autre nation européenne. Ce traité engageait les Américains à défendre les Antilles françaises en cas d'attaque, à laisser les Français utiliser leur port pendant les périodes de guerre, leur permettant d'accoster et de réapprovisionner leurs navires en armes et en nourriture et d'y apporter leur butin. Dans ce traité, il était stipulé que ce privilège serait exclusif à la France. Il contenait aussi des clauses économiques favorisant le États-Unis. Entre autres, les Français ont supprimé les restrictions relatives au commerce américain dans les Antilles, ce qui permit aux Américains d'y entretenir des affaires florissantes. Ils étaient aussi autorisés à

459 Il faut se souvenir qu'à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle les Républicains étaient plus à gauche que les Démocrates d'aujourd'hui.

transporter des marchandises entre la France et ses colonies. Toutefois, à partir de 1793, les rapports entre les deux pays commencent à se détériorer.

Vue l'intensification des conflits entre la France révolutionnaire et les royaumes qui l'entourent, les Américains proclament leur neutralité face à tout ce qui se passe en Europe. Par ailleurs, la signature du traité de Jay entre le gouvernement américain et la Grande-Bretagne, permettant aux Anglais de confisquer les marchandises françaises découvertes dans les navires américains, est interprété par les Français comme une «trahison et violation», un non-respect des termes du traité d'alliance bilatéral signé en 1778. Par ailleurs, les États-Unis accusent de grands retards dans le remboursement de la dette contractée envers la France durant la GI. En fait, tout ce que les riches armateurs des États-Unis veulent, c'est augmenter leurs activités commerciales dans les Antilles et continuer leur expansion territoriale. D'où la signature du «Traité de Jay» qui leur assure une plus grande liberté en mer.

La guerre, non déclarée, est une guerre navale entre les États-Unis et la France, des tactiques d'intimidation et de sabotage sont mises en œuvre par les belligérants de 1798 à 1800 parce que, selon les deux parties, il y a eu rupture du traité d'alliance. L'argument présenté par la France est que lorsqu'elle entra en guerre avec l'Angleterre, elle demanda à l'Amérique, comme prévu par le traité, de lui venir en aide, mais les leaders américains optent pour la neutralité, ne voulant pas assumer le coût excessif d'une aide matérielle aux Français. Hamilton prétexte d'ailleurs que le traité est nul et non avenu puisque le roi de France, qui l'avait signé, était mort sur l'échafaud.

L'Angleterre et la France s'attendaient, l'une et l'autre, à ce que les États-Unis se rangent de leur côté, mais, contre toute attente, ceux-ci ont décidé de ne pas intervenir dans cette guerre, désirant limiter leurs rapports avec l'Europe à la pratique du commerce. En représailles, de nombreux navires américains se dirigeant vers les ports

français sont capturés par les Britanniques et vendus comme butin. De plus, les Anglais «recyclent» les marins américains capturés dans la marine de Sa Majesté. Les Français, de leur côté, suivent l'exemple des Britanniques et commencent à capturer les navires américains en route vers les ports britanniques. Ils permettent également aux corsaires de s'emparer des navires américains en mer et immobilisent ceux qui sont dans les ports français. Les Français causent ainsi d'énormes pertes à la flotte américaine.

Durant cette quasi-guerre, le gouvernement américain obtient du Congrès la promulgation du décret *Alien and Sedition Acts*, afin d'immuniser le pays des germes de la Révolution française et de ses propos provocateurs. Si les historiens considèrent la Révolution américaine comme bourgeoise, oligarque, ils dépeignent la française comme plus populaire, plus «prolétarienne» surtout sous Robespierre et «La Terreur». Et c'est peut-être ce qui explique les craintes qui amènent les leaders américains de l'époque à prendre ces mesures contre les «Étrangers» et les «Séditieux». Selon plusieurs auteurs, dont Jeffery A. Smith (1996), Noam Chomsky (2002), Al Gore (2007), le vote du *Sédition Act* de 1798, ôtant au public le droit de critiquer le gouvernement, n'est qu'une manifestation du dédain de certains Américains envers le *Bill of Rights* ainsi qu'une tentative de faire taire tous ceux qui osent se plaindre des activités et des politiques gouvernementales. Comme nous l'avons vu, dans le troisième chapitre traitant des restrictions des pratiques communicationnelles, plusieurs journaux sont saccagés et d'autres fermés. Et parmi les journalistes emprisonnés, se trouve même le fils de Benjamin Franklin. La répression des émeutes entraîne aussi la mort de plusieurs journalistes. Comme l'a bien vu Jeffery A. Smith,

Les excès de la semi-guerre avec la France, sept ans après la ratification de la «Déclaration des Droits» ont, non seulement, illustré la tendance naturelle des dirigeants à réagir de façon disproportionnée aux dangers venant de l'extérieur, mais ils ont aussi

mis en évidence la difficulté qu'ils éprouvaient à maintenir les idéaux démocratiques lorsqu'ils étaient confrontés à l'opposition intérieure.⁴⁶⁰

Ce sinistre épisode démontre bien que les excès systématiques auxquels l'A.B. s'est livrée au cours de ses deux mandats, avaient été clairement commis dès le début de l'histoire des États-Unis. Les *Alien and Sedition Acts* ont inspiré le *Patriot Act* qui permet au gouvernement Bush de se débarrasser des pétitions, des manifestations et des dissensions. C'est bien dans l'esprit des *Alien and Sedition Acts*, que la seconde version du *Patriot Act*, dictée par l'A.B. qualifie d'«acte terroriste» toute critique explicite de la GT. Et on a vu que ce *Patriot Act* a découragé les organisations, les activistes et surtout les citoyens ordinaires à participer aux manifestations, aux réunions contestatrices à l'université, voire même d'emprunter des ouvrages critiques dans les bibliothèques. Et les journalistes eux-mêmes se sentent moralement embrigadés dans cette GT. Ainsi, lors d'une manifestation pacifique contre la guerre dans les rues de Georgetown, le rédacteur en chef du *New Republic*, Peter Beinart met en garde ses lecteurs en affirmant que ce n'était pas le moment de nourrir des doutes et d'être ambiguës envers la guerre: «La nation est à présent en guerre. Et dans une telle situation, la dissidence politique est immorale lorsqu'elle n'est pas précédée d'une déclaration de solidarité nationale, du choix d'un camp.⁴⁶¹» Force est de constater que la GT, telle que pratiquée par l'A.B., coupe court aux débats politiques qui devraient être ancrés dans la société américaine comme le firent, en 1800, les *Alien and Sedition Acts*. Mais ce ne sont là que des mesures qui affectèrent la tendre enfance des États-Unis, interdisant, du coup, la croissance de leur conscience démocratique. Hélas, on retrouve d'autres manifestations de ce phénomène tout au long de leur jeunesse?

460 Jeffery A. Smith, 1999, p. 76 (traduction libre de: «The excesses of the Half-War with France, seven years after the ratification of the Bill of Rights, not only provided an example of the natural tendency of leaders to overreact to foreign dangers, but also exposed the difficulty of maintaining democratic ideals in the face of domestic opposition.»)

461 Lewis Lapham, 2004, p. 20.

7.3 La Conquête de l'Ouest, prémonitoire de la conquête du monde!

Une fois sortis de l'Empire Britannique, les États-Unis préparent leur place dans le monde. D'ailleurs, la plupart de ses intellectuels (John Adams, Thomas Paine) croient déjà que les États-Unis ont un destin dicté par la providence. Ce pays aura un rôle de premier plan à jouer sur la terre par sa mise en valeur du continent, par l'ampleur de son commerce extérieur et son ascension au sommet des grandes puissances planétaires. C'est «la Destinée Manifeste», déjà présente dans l'idéologie américaine, bien avant que Sullivan en ait parlé dans son article de 1845, paru dans *The United States magazine and Democratic Review*. Cette doctrine sous-entend que le continent américain n'existe que pour être exploité et colonisé par les Américains. À en croire, Avenel (2007), ils se croyaient vraiment investis d'une mission divine héritée des Puritains qui avaient fui la persécution en Angleterre de s'implanter dans le continent et de le peupler. En 1774, Thomas Paine déclarait que les objectifs de la révolution américaine se confondaient avec ceux de l'Humanité. Plus tard, Jefferson intitula son discours inaugural à la présidence (1805):« Dieu a conduit nos ancêtres comme il le fit pour el peuple d'Israël» (*God led our forfathers as Israël of Old*) de l'Ancien Testament. Il considérait les Américains comme «le peuple élu de Dieu.⁴⁶²» Plusieurs évènements historiques confortent cette propension à l'expansionnisme territoriale⁴⁶³. En 1803, l'achat d'un immense territoire à Napoléon: la Louisiane qui était beaucoup plus grand que l'État actuel qui porte ce nom, il remontait tout le Mississipi jusqu'aux Grands Lacs et incluait, par exemple l'actuel État d'Iowa qui a fait sien le drapeau français en souvenir de cette époque. Et, entre 1845 et 1848, les États-Unis incluent la rive nord du golfe du Mexique et dans l'Ouest, avancent jusqu'à l'Océan Pacifique. Cette volonté d'expansion était couplée d'un sentiment nationaliste très intense, une conviction profonde d'appartenir à une civilisation

462 Jean-David Avenel, 2007, p. 14.

463 Pour rappel. L'expansion territoriale n'est que la première ébauche de la destinée manifeste. Dieu les a placés sur ce territoire inconnu, sauvage et rempli de possibilités économiques, en plus ou ils peuvent répandre les libertés économiques et religieuses.

supérieure dont la «Destinée Manifeste» est de «dominer le monde après le continent», comme Bernard Vincent le rappelle dans son ouvrage⁴⁶⁴.

C'est aussi ce qu'affirme, à l'époque, David Ramsay dans *A discourse*: «Nous avons établi les fondements d'un nouvel empire qui promet d'accroître encore ses vastes dimensions et de donner le bonheur à un immense continent. C'est maintenant notre tour de nous imposer sur la face de la terre et dans les annales du monde.⁴⁶⁵» Même avant l'indépendance, on pouvait se rendre compte que ce n'était qu'une question de temps avant que la nation s'étende, car la marche vers l'Ouest débuta tôt et sporadiquement à partir de chacune des colonies. Toutefois, plusieurs auteurs parmi lesquels Pierre Lagayette (1997) soutiennent ...

qu'il ne faudrait pas croire pour autant que l'expansion territoriale a toujours procédé par démarches pacifiques. Directement, les États-Unis, inspirés par la *Manifest Destiny*, ont souvent cherché à prêter main-forte à la Providence, par des conquêtes visant à dépouiller les Indiens de leurs terres ancestrales, ou à repousser les Mexicains vers le sud.⁴⁶⁶

Selon Lagayette, le problème indien aurait pu être résolu dans le cadre du traité de Greenville (1795), selon lequel les tribus indiennes des hautes plaines vaincues devaient céder la place aux Colons blancs. Toutefois, le fait de vouloir «civiliser les Indiens», les américaniser, les convertir au christianisme, a provoqué chez ces derniers une résistance persévérante dont la seule issue était la guerre. Et comme les Indiens résistaient, de guerre en guerre, ils étaient devenus une entrave, - un peu comme les «Islamo-Fascistes⁴⁶⁷» du Moyen-Orient sous l'A.B., alliée inconditionnelle d'Israël -, que les Américains continueraient à éradiquer ou à déplacer incessamment vers l'Ouest pour satisfaire leur désir d'expansion. Il en est de

464 Bernard Vincent, p 115.

465 David Ramsay, cité dans Élise Marienstras, 1992, p. 328.

466 Pierre Lagayette, 1997, p. 33.

467 C'est ainsi que Benyamin Netanyahou, auteur de *Combattre le terrorisme, Comment les démocraties peuvent venir à bout du terrorisme* (1996 – 2002, Montréal, L'Archipel, 187 p.) appelle les ennemis d'Israël et des États-Unis qui doivent être physiquement éradiqués de la surface de la terre.

même pour les Mexicains qui voulaient garder les territoires qui faisaient partie du *future Sun Belt* (Texas, Nouveau-Mexique, Nevada, Californie, etc.). La guerre américano-mexicaine (que nous examinerons, plus en détails, un peu plus loin) a fini par faire perdre au Mexique une bonne partie de son sol, (tout ce qui se trouvait au Nord du Rio Grande).

Lagayette, dans ses recherches sur «la Conquête de l'Ouest (CO)», a utilisé plusieurs travaux réalisés par des historiens prestigieux dont ceux de Richard Slotkin, et en particulier sa trilogie *Regeneration through Violence* (1973), *The fatal Environment* (1985), et *Gunfighter Nation* (1992), pour en arriver à l'affirmation que

La conquête [... repose...], sur des bases impérialistes où toute résistance à l'accomplissement d'un destin national devait absolument être éliminée. L'Ouest, jusqu'au tournant du XX^e siècle, a offert la représentation concrète la plus aboutie de l'ambition collective américaine. En gros, l'Ouest était le champ idéal où pouvait se dérouler la formidable joute entre «civilisation» et «le monde à l'état sauvage (*wilderness*)», le dernier terrain d'expérimentation de la puissance civilisatrice de l'Occident.⁴⁶⁸

Comme les Indiens résistaient, et leur mode de vie était incompatible avec les valeurs américaines, ils devenaient une menace qu'il fallait éliminer. Et par là-même, il fallait assurer la défense territoriale et la sécurité, exactement comme Bush l'a fait dans sa GT. La guerre préemptive de Bush ne vise pas seulement la défense territoriale, mais aussi celle des intérêts et des valeurs américaines dans le monde entier. Les indiens ne faisaient pas parties de «la conversation républicaine» qui était alors réservée à l'élite mâle de la race blanche. Lorsqu'ils survivaient aux massacres, le sort qui leur était alors réservé inspira peut-être celui des prisonniers «ennemis combattants» de Bush, comme nous le verrons plus loin dans notre survol du déplacement des Indiens vers l'Ouest, et de la guerre américano-mexicaine.

468 Pierre Lagayette, 1997, p. 95-96.

7.3.1 La Conquête de l'Ouest: «A good Indian is a dead Indian!»

La Conquête de l'Ouest (CO), contre la résistance indienne semble avoir fourni l'archétype dont se sont servis l'A.B. et les Israéliens au Moyen Orient. Par exemple, constatant que les Irakiens vivaient sous un dictateur qu'ils redoutaient et que les Palestiniens s'abstenaient de résister seulement devant «la force brutale» des Israéliens, ces derniers, comme les Américains en déduisent que «les Arabes ne comprenaient que la violence». De plus, pour l'A.B., comme pour Israël, plusieurs pays du Moyen Orient sont considérés comme un obstacle au monde libre. Un peu comme les premiers Puritains qui, dès leur arrivée en Amérique, avaient trouvé que les peuples autochtones constituaient une entrave à leur mission civilisatrice, principalement parce que les Indiens vivaient à l'état de nature donc à l'état sauvage, ce que n'admettait pas la rigueur puritaine. Comme Bush veut faire régner la démocratie au Moyen Orient, les premiers Puritains se croyaient investis d'une mission divine; celle de faire régner l'ordre divin sur la terre. Or, les Indiens étaient des adorateurs de la nature et ne connaissent pas le vrai Dieu. La mission puritaine consistait, donc, à ramener les Indiens sur le droit chemin. En cas de refus, comme le souligne Élise Marienstras (1992), ils pouvaient être éliminés. Exactement comme Bush et Netanyahou (1996-2002) veulent faire disparaître les «Islamo-Fascistes» dans le cadre de la GT.

Marienstras (1992) insiste sur la façon dont les Puritains percevaient les Indiens. Ils les considéraient à peine comme des hommes, même s'ils en avaient l'apparence. En fait, pour eux, les Indiens étaient plus sauvages, plus inhumains que la nature; en deux mots, ils étaient des «Agents de Satan», l'incarnation de l'Axe du Mal de l'époque. Par conséquent, ils méritaient d'être détruits et tous les moyens étaient bons pour le faire. Comme le rapporte, Marienstras, les Puritains se réjouissaient quand une grande majorité d'indigènes mourraient de la petite vérole. Les Indiens étaient déjà condamnés, soit à se faire évangéliser pour accéder au mode de vie des blancs ou

à être écartés à jamais de la civilisation occidentale chrétienne. Nombreux sont les récits, les réflexions et les articles négatifs sur les Indigènes. Ainsi, l'anthropologue identifie quatre modes de raisonnement qui découlent de cette perception des indigènes par les Puritains et les Colons:

1) Celui qu'ont légué les Puritains, absolument hostile, selon lequel les Indiens sont mauvais par nature; 2) celui que l'on pourrait qualifier de sociologique parce qu'il se fonde sur une opposition entre deux modes d'activité économique; 3) la pensée à la fois universaliste et relativiste qui découpe l'espèce humaine suivant une échelle chronologique; 4) enfin, le raisonnement réaliste et pratique qui considère d'abord l'Indien comme l'ennemi parce qu'il détient un territoire dont les Blancs convoitent l'ultime possession.⁴⁶⁹

On retrouve bien ici, l'opposition, encore d'actualité, entre barbarie et civilisation. Et bien sûr, la civilisation est composée d'êtres civilisés déterminés à faire de l'Amérique un nouvel Éden. Par conséquent, il fallait éloigner les Indiens des zones colonisées, d'où la déportation massive des Indiens vers l'Ouest. Cependant, bien qu'au XVII^e et au XVIII^e siècle, les Indiens étaient considérés comme un obstacle pour la pérennité du commerce et le bien-être des Colons, ce n'est qu'après l'indépendance que les relations se sont vraiment détériorées, à en croire James Wilson (1998). Parce qu'«au cours de la décennie qui a suivi l'indépendance, les problèmes économiques, la spéculation effrénée et les disputes relatives aux titres de propriété ont poussé de plus en plus de Colons vers l'Ouest, en quête de nouvelles terres, maintenant les États-Unis dans un état de guerre permanent contre les Indiens.⁴⁷⁰» Par conséquent, le «déplacement des Indiens» représentait un des éléments cruciaux quant à l'expansion de la civilisation américaine. En fait, il s'agit de la première esquisse de la guerre permanente en vue de détruire ou d'éliminer ceux qui représentaient un obstacle à la mobilité géographique puis sociale des

469 Élise Marienstras, 1992, *Les mythes fondateurs de la nation américaine. Essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'indépendance (1763-1800)*, Éditions complexe, Bruxelles, p. 164.

470 James Wilson, 2002, *La terre pleurera, une histoire de l'Amérique indienne*, Albin Michel, Paris, (Édition originale américaine, 1998), p. 202.

Américains. Cette idée n'a pas échappée à l'A.B. qui a voulu créer un nouvel Éden au Moyen Orient. Ne voulait-elle pas apporter, en ces lointaines contrées, liberté et démocratie, dont tous les autochtones pourraient bénéficier, s'ils avaient la bienséance de se convertir au capitalisme sauvage qu'y amèneraient les entrepreneurs et les commerçants américains et ceux d'autres pays alliés, une fois «la paix américaine» établie.

La CO répond à l'apparent désir américain de fonder un empire républicain et chrétien qui voile à peine un empire économique, comme l'affirme Bernard Vincent (2001). Et ce besoin d'expansion s'inscrit bien dans la mentalité impériale que cachait parfois l'esprit de «réfugiés» de certains des premiers *settlers* (surtout ceux de la Nouvelle Angleterre) européens en Amérique. S'il ne s'était pas encore beaucoup manifesté avant 1800, c'était surtout à cause de la carence du peuplement et pour des raisons économiques ainsi que l'insuffisance des moyens de communication et aussi à cause des anciennes politiques royales. Mais, une fois que les États-Unis se sont débarrassés du joug de l'Angleterre, ils pouvaient commencer leur rêve de conquête territoriale. «La civilisation doit s'étendre, c'est la justification morale des États-Unis. Et l'extension territoriale de la nation civilisatrice implique le recul de la nation indienne.⁴⁷¹» Déjà Jefferson rejetait le mode de vie des Indiens et les invitait à adopter le style de vie des Blancs. Plus les autochtones rejetaient leur indianité, plus ils auraient une chance d'être traités comme citoyens. Il y a toujours eu ce refus de reconnaître à l'indigène le droit d'être différent. Marienstras insiste sur le fait que la nation américaine refusait d'admettre en son sein des peuples non conformes à l'image unique des premiers citoyens américains. Il n'y avait pas de place pour des nomades vivant uniquement de chasse, de pêche et de cueillette dans la civilisation américaine. Curieusement et même paradoxalement, la volonté d'exclure les Indiens de la nation est en contradiction flagrante avec l'idéologie des philosophes des

471 Élise Marienstras, 1992, p. 171.

Lumières dont les États-Unis se réclament. Comme les philosophes l'affirmaient, «Les hommes sont les mêmes dans tous les âges et dans toutes les contrées. À quelques préjugés et coutumes près, les mêmes passions les ont toujours habités.⁴⁷²» Confronté aux autochtones, le concept de l'égalité de tous les hommes devant la loi, dont les Puritains et les Pères Fondateurs ne cessent de se targuer, semble s'être évaporé. Marienstras s'en étonne et donne une réponse qui s'inscrit dans une sorte de croyance en l'évolution des mentalités:

Curieusement, dans la pensée américaine, la venue sur le nouveau continent représente toujours une sortie hors de l'histoire, un arrêt du temps historique. Mais, alors que les Blancs, en arrêtant la pendule, replacent l'heure de l'histoire à zéro pour la faire repartir à un rythme accéléré, ils considèrent que le temps des Indiens est tout à fait arrêté et que seule leur mise à l'heure de l'histoire blanche peut les réintégrer dans le cycle historique.

La distance chronologique établie par une conception à la fois universaliste et évolutionniste de l'histoire rationalise l'idée antique selon laquelle les peuples primitifs sont à un échelon inférieur de la chaîne des êtres. Vivant à des temps différents, les Indiens ne peuvent être inclus dans une nation dont tous les citoyens vivent au même rythme. Cette philosophie humaniste comporte un jugement de valeur. Arrêtés dans la marche au progrès, les Indiens sont considérés comme inférieurs par rapport à un peuple qui a, lui, bénéficié de l'avance de l'humanité. Pour les Américains, il y a dans cette doctrine une raison supplémentaire de se démarquer et de se définir: culturellement, économiquement et chronologiquement, la nation américaine est unique.⁴⁷³

Dès l'indépendance proclamée, les Américains ne s'embarrassent plus de scrupules et s'emparent des territoires. Ainsi, de nombreuses ordonnances furent signées en 1784, 1785 et 1787, les autorisant à s'approprier des terres plus rapidement. La *Land Ordinance* de 1785 et la *NorthWest Ordinance* de 1787 présentaient une façon rationnelle de répartir et de vendre au public les terres conquises. Ils envisageaient aussi leur gestion administrative. D'après Vincent (2001), de 1783 à 1828, l'expansion prend de l'ampleur et se diversifie. D'abord, il y a les législations qui favorisent l'expansion; comme la loi qui permet aux citoyens de s'approprier tous les territoires acquis par le traité de Paix de Paris signé en 1783, en

472 Élise Marienstras, 1992, p. 173.

473 Élise Marienstras, 1992, p. 176.

particulier les terres du Nord-Ouest situées entre l'Ohio et le Mississippi. Ensuite, l'ordonnance du nord-ouest (*Northwest Ordinance*), formulée le 13 juillet 1787, pour organiser le «territoire du Nord-Ouest»⁴⁷⁴ en différentes *townships*. Il est aussi important de rappeler que l'acquisition de colonies espagnoles et françaises dans le cadre de traités, a permis aux États-Unis non seulement de contrôler des territoires, mais également les Indiens qui y vivent. Or les Blancs, à en croire Marientras, pour des raisons culturelles et idéologiques, ne voulaient pas partager la terre avec les Indiens. Ils souhaitaient devenir à court terme les seuls propriétaires légitimes des terres. Par conséquent, de nombreux moyens de pression ont été utilisés pour forcer les indigènes à émigrer vers l'Ouest.

Les Amérindiens n'avaient donc que l'alternative: se retirer vers l'Ouest ou lutter contre les Visages Pâles pour tenter de sauvegarder la nature et leurs cultures. De leur côté, les Américains n'en démordaient pas, soit les Indiens se conformaient à ce que les Blancs exigeaient d'eux, soit ils disparaissaient pour que l'Amérique puisse se moderniser. L'immigration, l'expansion, la construction des villes et leurs infrastructures dépendaient du retrait ou de l'éradication des Indiens, souligne Howard Zinn (2004a).

Bien que la Constitution plaçait, théoriquement, tout le monde sur le même pied et proclamait l'égalité juridique et le droit à la poursuite du bonheur comme des droits inaliénables, les Indiens n'avaient pas ce droit. Ils n'avaient pas non plus le droit de créer leurs propres instances de gouvernance ou d'unité légale, comme de nombreux historiens le rapportent. Les contrats et les traités parfois proposés par certains Américains dans le but de respecter un semblant de justice se sont vite avérés mensongers. Ils n'ont pas été respectés, par un parti ou l'autre, les Indiens ayant été contraints de les signer sous la pression. Durant tout le temps de la CO, les Indiens

474 Bernard Vincent, 2001.

vivaient dans un exode perpétuel et leur nombre s'amenuisait sans cesse. Comme le souligne Zinn (2004a), le gouvernement américain perpétua une politique quasi génocidaire à leur égard. Il rapporte qu'un agent du gouvernement, avait déclaré aux Indiens *Sacs et Fox* que le «Grand-Père⁴⁷⁵ [...] ne le [supporterait] plus. Il a essayé de les reformer, mais ils sont devenus pires encore. Il est résolu à les effacer de la surface de la Terre. S'ils ne peuvent pas devenir bons, ils doivent être tués.⁴⁷⁶» Claude Fohlen critique les rapports entre les Colons britanniques et les Amérindiens. Selon lui, depuis le début, les nouveaux arrivants britanniques ont toujours refusé l'Indien, ils étaient persuadés d'avoir en face d'eux «des *Sauvages*» indifférents à la civilisation.

Les Américains procédaient non seulement à la déportation systématique des Indiens, mais ils recouraient souvent aux massacres et à des techniques meurtrières de toutes sortes, voire même des guerres bactériologiques; même si la notion d'«Armes de Destruction Massive» ne faisait pas encore partie du vocabulaire courant de l'époque. Tout était permis pour se débarrasser de cette population autochtone qui ralentissait «la poursuite du bonheur». Comme l'expliquait Lewis Cass, secrétaire à la Guerre, gouverneur des territoires du Michigan et candidat à la présidence, s'emparer de centaines de milliers d'hectares appartenant aux Indiens à coup de traités provoque leur retranchement dans les contrées les plus arides, rases et reculées de l'Ouest, dans le «Grand Désert américain». Et il justifiait ce plan par le raisonnement suivant:

Le principe de perfection progressive semble inhérent à la nature humaine. ... Nous luttons tous, dans la longue carrière de la vie, pour acquérir abondance d'honneurs, de pouvoir ou tout autre objet dont la possession servira à la satisfaction des désirs nés de

475 Grand-Père, Père, étaient utilisés par le gouvernement pour infantiliser les Indiens. Parce que ces derniers étaient considérés comme des enfants ou de sauvages incapables de se prendre en main et qui méritent la bienveillance de leur père pour croître. Les termes Père/enfants décrivaient la relation existant entre le Congrès/gouvernement et les Indiens.

476 Howard Zinn, 2004a, p. 156.

notre imagination. La somme de ces efforts garantit le progrès de la société. Il semble, cependant, que rien ou presque de tout cela ne soit dans la nature de nos sauvages.⁴⁷⁷

Cass était effectivement convaincu que la déportation des autochtones était nécessaire, voire primordial pour que puisse progresser une civilisation à laquelle il leur est impossible de s'adapter. Pour lui, en effet, les Américains voulaient promouvoir ...

... les progrès et les transformations de la civilisation ou le triomphe des arts et de l'industrie par lesquels ces contrées ont été mises en valeur et grâce auxquels la liberté, la religion et la science y étendent désormais leur influence. [Lewis Cass, ajoute Zinn, aurait souhaité que tout cela se fût accompli] ... au prix de sacrifices moindres et que la population indigène s'adaptât au changement inévitable de sa condition... Mais cet espoir est vain. Un peuple barbare, dépendant pour sa subsistance des produits aussi chiches que précaires de la chasse ne peut survivre au contact d'une communauté civilisée.⁴⁷⁸

En plus de montrer, qu'en son temps, il est normal de disculper les Américains, voire même des les encourager à commettre l'un des pires génocides de l'histoire de l'humanité, au nom de la progression des arts et de l'industrie, Cass tient ses propos pour justifier toutes les pratiques qui ont été mises en œuvre pour détruire les villages des Indiens, les déraciner et, éventuellement, les exterminer puisque, de toute façon, selon lui, ce n'était qu'une question de temps avant que leur extinction ne survienne, car cette dernière était inéluctable, compte tenu de leurs conditions de vie. En ce temps là, un tel point de vue n'était contesté de personne⁴⁷⁹. Tout Comme au début du XXI^e siècle, Bush obtiendra le consensus de la population américaine dans sa guerre au terrorisme avec toutes ses incursions meurtrières au Moyen Orient et en Asie du Sud Ouest. Les Indiens d'alors étaient le prototype de ce que sont aujourd'hui, pour les Américains et les Israéliens, «les terroristes islamo-fascistes» ou Palestiniens.

477 Howard Zinn, 2004a, p. 157.

478 Howard Zinn, 2004a, p. 157.

479 Pour rappel: Les Indiens étaient l'archétype du terrorisme d'aujourd'hui. La guerre contre le terrorisme prôné par Bush n'a pas été contestée non plus.

C'est donc, pour des raisons d'expansion économique, que les Indiens ont été assassinés ou acculés et entassés là où les Blancs ne voulaient pas être. Marienstras analyse en des termes très semblables les rapports Colons britanniques/Amérindiens. Selon elle, il était peu probable que les nations indiennes bloquent l'avancée des Colons sur leurs territoires parce que, dès leur arrivée en Amérique, les Colons prétendaient avoir affaire à «des sauvages imperméables à la civilisation». Ce qui justifiait parfaitement qu'ils s'emparent de l'Amérique que Dieu avait mise à leur disposition. D'où la nécessité de repousser les Indiens au-delà de «la Frontière de la civilisation». En dépit des protestations, des plaintes formulées auprès du gouvernement, les Indiens se sont vu condamnés à faire partie du paysage qu'offrait la nature à l'état sauvage (*The Wilderness*), spectateurs muets devant la pénétration des envahisseurs. Certes, des lois ont été votées et des traités signés pour protéger les Indiens, mais ils sont devenus caducs aussitôt que des possibilités de gains économiques ou d'avancement social se présentaient. La même situation se répète aujourd'hui au Moyen Orient. Là bas, les Américains ne se préoccupent pas vraiment du viol des droits des Irakiens, ou même du nombre de morts que peuvent entraîner les changements de régimes et la guerre, à partir du moment où ces voltefaces et ces tueries leur donne un plus grand accès au pétrole et leur permet d'en faire baisser le prix. La logique discursive est à peu près la même, si les autochtones ne peuvent ou ne veulent accepter le capitalisme sauvage que cache «la civilisation démocratique et libérale», qu'ils aillent au diable!

Insistant sur la rétractation systématique des Américains (n'est-ce pas le même Donald Rumsfeld, qui est allé supplier Saddam Hussein de lancer ses troupes contre l'Iran sous Reagan, et qui, sous G.W. Bush, focalisa toute l'énergie du Pentagone contre lui?), Dale Van Every souligne que, dans l'histoire des relations diplomatiques entre Indiens et Blancs, il n'existait pas un seul traité qui n'ait été rompu par les Blancs et ce, quelles qu'aient pu être les formules utilisées dans les traités:

«permanent, à jamais, pour toujours ou aussi longtemps que le soleil brillera!⁴⁸⁰». Ainsi, le traité de Washington de 1832, appuyé financièrement par le gouvernement, pour permettre le déplacement rapide des Crees, fut rompu en quelques jours. Selon Van Every, jamais un traité n'a été si vite rompu entre les Blancs et les Indiens. Les Crees ont été forcés de se retirer vers l'Ouest à la pointe du fusil, sans être le moins indennisés pour les biens et le sol qu'ils laissaient derrière eux. Et tout ceci s'est fait sous le faux prétexte que c'étaient eux qui avaient brisé le traité.

Un colonel de l'armée racontait que [...] vous ne pouvez pas vous faire une idée des privations que les Indiens ont eu à subir ces deux ou trois dernières années, passant d'une relative abondance à un état de nécessité et de misère inqualifiable. L'invasion non contrôlée de leur nation par les Blancs, la saisie de leurs terres (même celles qu'ils avaient cultivées), les violences commises sur leurs personnes, les foules de négociants qui, comme des parasites, ont dévoré leur substance même et les ont saoulés de whisky, ont détruit le peu de disposition à l'agriculture que les Indiens avaient pu montrer jusque-là.[...] Ils sont rudoyés, menacés, abusés et déprimés tant ils ont le sentiment de ne bénéficier d'aucune protection des États-Unis et de n'avoir aucun moyen de se défendre par eux-mêmes.⁴⁸¹

De 1832 à 1838, plusieurs traités ont été signés ordonnant aux différentes tribus d'Indiens d'aller vers l'Ouest. Toute idée de refus, de rébellion ou de fuite dans les montagnes était déjà proscrite ou découragée. Les menaces de représailles étaient très présentes dans les discours: ils ne devaient pas forcer les Américains à utiliser leurs armes ou à les pourchasser. Cependant, à mesure que les Indiens se déplaçaient vers l'Ouest, ils mourraient de faim, de privation, de maladie, de chaleur ou de froid. L'épisode le plus connu est celui du premier octobre 1838, connu sous le nom de «chemin des Larmes»: sur les dix-sept milles Cherokees appréhendés, quatre mille trouvèrent la mort soit dans des camps, soit au cours de cette marche vers l'Ouest⁴⁸².

480 Dale Van Emery, «The Disinherited». Ce passage, sur les exactions commises envers les Indiens lors de la marche de l'Ouest, est cité dans Howard Zinn, 2004a, p. 168.

481 Cité dans Howard Zinn 2004a, p. 168-169.

482 Cité dans Howard Zinn 2004, p. 174.

Marienstras souligne que tous les Américains considéraient qu'ils avaient besoin d'un territoire comme l'Angleterre, la France pour l'enracinement de leur nation. D'où la nécessité d'obtenir la propriété légitime de l'Amérique. De plus, ils sont convaincus que les blancs d'Amérique doivent s'étendre sur tout le Continent pour accomplir l'injonction de la «Destinée Manifeste». Quant aux Indiens, étant séparés des Américains par l'idéologie, la culture, la physiologie, ils constituaient une nation différente et il était futile de les assimiler. Le discours des Pères Fondateurs, tels que Benjamin Franklin, sur ce sujet étaient très clairs, « pour donner des racines à la nation civilisée, il [fallait] déraciner l'«ivraie» que représentent les Indiens.⁴⁸³ » Dans le contexte idéologique qui prévalait à l'époque, ils sont loin de considérer comme «injuste» le traitement qu'ils ont infligé aux Indiens. «La population américaine doit rester blanche et donner au monde l'exemple d'un peuple homogène dont la couleur symbolise le progrès d'une civilisation pure.⁴⁸⁴ » Par contre, pour les Blancs, la CO était une source de vitalité démocratique, un lieu privilégié de circulation des élites sur l'échelle sociale. William R. Brock (1974) insiste: l'expérience de l'Ouest permettait aux Américains d'avoir accès à l'égalité des chances. Pour la majorité des Américains, maintenant, la recherche du bonheur était non seulement un droit, elle était devenue le but de la société. C'est aussi ce type de mentalité qui explique pourquoi le Président James K. Polk n'a pas éprouvé la moindre difficulté à déclencher les hostilités contre le Mexique, même si les contestataires de l'époque trouvaient cette guerre immorale et anticonstitutionnelle. Bush, également, en dépit des contestations de la société civile décidera de lancer une guerre permanente au terrorisme. Comme James K. Polk, il était plus intéressé par une politique de conquête que par le respect de la Constitution.

483 Elise Marienstras, p. 183.

484 Elise Marienstras, p. 214.

7.3.2 La guerre américano-mexicaine (1846-1848) et «l’Affaire Thorton»⁴⁸⁵, prototype du «casus belli», garant de l’adhésion populaire à l’aventurisme militaire!

Les historiens soulignent que la guerre entre les États-Unis et le Mexique a eu deux causes principales. Tout d’abord, la volonté d’expansion territoriale des Américains à travers le continent nord-américain jusqu’à l’océan Pacifique qui a causé des frictions avec les Loyalistes du Canada, les Mexicains dans le Sud-ouest et les Indiens partout. La croyance que les États-Unis avaient reçu de Dieu la mission d’occuper et de «civiliser» l’ensemble du continent était de plus en plus partagée par les Américains. Par conséquent, le nombre d’émigrés vers l’Ouest a cru de manière fulgurante. Certains d’entre eux ont même occupé, dans leur élan de Conquête, des terres n’appartenant pas aux États-Unis, comme cela s’est produit au Texas.

Ensuite, pour quelques historiens critiques parmi lesquels Jean-David Avenel (2007), la guerre contre le Mexique a été causée par la revendication du Texas par les Américains. Ces derniers, par cupidité, voulaient acquérir le plus de territoire possible pour fonder la République. Les Colons voyaient dans l’Ouest, le symbole de l’expansion de la civilisation. Ainsi, les gouvernements fédéraux n’ont pu empêcher l’annexion de certains territoires, ni freiner le mouvement expansionniste. Les possessions continentales ne suffisaient pas. L’annexion de la république du Texas par les États-Unis le 29 décembre 1845 ne contentera pas les États-Unis qui jetteront leur dévolu sur la Californie, province mexicaine où s’étaient déjà aussi installés de nombreux citoyens américains. Mais le gouvernement mexicain refusait de vendre la moitié de son pays à son plus grand ennemi. Par conséquent, il fallait forcer la main de Dieu. Plusieurs provocations ont été amorcées par le gouvernement américain à l’égard des Mexicains afin de le contraindre à entrer en conflit. Par exemple, un ordre a été donné au général Taylor de faire avancer ses troupes jusqu’au Rio Grande qui

485 L’affaire Thorton, du nom de l’unique soldat ayant survécu à l’attaque de Rio Grande et dont le témoignage a permis à Polk de déclarer la guerre au Mexique.

était alors sous la juridiction du Mexique. Tout comme James K. Polk, Bush n'a fait aucun cas de la diplomatie pour atteindre ses objectifs. Polk décide de créer un incident à la frontière pour convaincre le Congrès de partir en guerre, tout comme Bush a convaincu le Congrès que l'Irak possédait des armes de destruction massive. C'est un peu la même histoire qui se répète aujourd'hui dans le cadre de cette guerre au terrorisme.

Ce n'était pas la première fois que les Américains convoitaient des territoires mexicains. En 1821, des Colons anglo-saxons étaient venus s'installer sur une partie de ces territoires en imposant leur propre culture. Ceci causa un conflit entre les gouvernements mexicain et américain. C'est parmi ces conflits que se situe la fameuse bataille du Fort Alamo. Par ailleurs, à deux reprises en 1835 et en 1845, les États-Unis ont voulu acheter la Californie pour débloquer la route à l'expansion territoriale, mais le Mexique a refusé. Au printemps 1846, un incident militaire permit de déclencher les hostilités contre le Mexique⁴⁸⁶. Une guerre meurtrière s'en suivit. Les États-Unis la gagnèrent et la conclurent par le traité d'Hidalgo, signé le 2 février 1848, leur concédant tous les territoires au nord du Rio Grande et, sur les rives du Pacifique, la Californie d'El Paso à San Diego. En compensation, les États-Unis durent abandonner les créances du Mexique à leur égard et lui versèrent quinze millions de dollars pour le dédommager.

Les hypothèses concernant les causes de cette guerre sont nombreuses, la plus importante souligne l'engouement des Sudistes à vouloir se répandre dans l'Ouest pour faire contrepoids au Nord qui commençait à se développer. Une hypothèse allant en ce sens voudrait que la guerre américano-mexicaine découle du désir des Sudistes

486 Nous reviendrons un peu plus loin sur cet incident, tant il est symptomatique de la façon dont l'establishment américain s'y prend pour donner l'impression que les guerres dans lesquelles il entraîne les États-Unis, de façon plus ou moins «préemptive», sont toujours «justes». Évidemment, c'est en montrant comment la L.A. s'est inspiré de cette période pour lancer sa guerre préemptive que nous décrirons l'affaire Thornton plus en détails.

de multiplier le nombre d'États esclavagistes pour maintenir, voire étendre «la slavocratie». Finalement, pour la plupart des historiens⁴⁸⁷, la guerre serait la manifestation du nationalisme agressif des Américains qui entendent réaliser à tout prix leur «Destinée Manifeste». Toujours est-il que cette guerre qui éclata abruptement et connut un dénouement rapide, aura permis de réaliser une très grande expansion territoriale. Le Président James K. Polk a pris au Mexique le tiers de ses terres en deux ans.

La politique extérieure des États-Unis démontre, une certaine constante. Depuis leur fondation, leurs élites n'ont cessé de poursuivre agressivement le pouvoir et tout ce qui pouvait répondre à leurs intérêts économiques et financiers. Selon les termes même du John O'Sullivan, directeur de la *Democratic Review*, il semble qu'à cette époque les politiques intérieure et extérieure des États-Unis se confondaient dans la réalisation de leur «Destinée Manifeste»: «Notre Destinée Manifeste [consiste] à nous étendre sur tout le continent que nous a alloué la Providence pour le libre développement de nos millions d'habitants qui se multiplient chaque année.⁴⁸⁸» Rêve impérialiste ou pur idéalisme visant à assurer le bonheur des immigrants, ex-parias de la Vieille Europe, cette expansion s'est accomplie, le plus souvent à travers une pression constante et souvent fatale exercée sur les populations autochtones, comme le rappelait Claude Julien (1968) dans *L'empire américain*. La guerre contre le Mexique ne fait que conforter l'idée que les États-Unis, depuis leur création, cherchent leur bien-être économique sans tenir compte des traités antérieurs à leur arrivée. Ils prient pour qu'une guerre éclate afin de leur permettre de proclamer un régime qui «court-circuiterait ses propres règles». Ce type d'expansionnisme sauvage qui caractérise la politique américaine du XIX^e siècle semble avoir inspiré les agissements de l'A.B. dans sa GT. L'A.B., guidée par les Néoconservateurs, voulait

487 Ici, nous nous référons aux travaux de Bernard Vincent, 2001.

488 Yves-Henry Nouailhat, *Les États-Unis et le monde au XX^e siècle*, Paris, Collin/Masson, 1997, p. 22.

tellement accéder aux ressources du Moyen Orient qu'elle n'a pas hésité à renier ou à ignorer les traités qui l'empêcheraient de déclencher sa guerre préventive, comme nous l'avons précisé dans notre cinquième chapitre. Les conseillers de G.W. Bush ne sont pas restés indifférents au fait que les annales historiques rapportent qu'avant les premiers incidents qui ont précédé la Guerre avec le Mexique, le général Taylor avait adressé des messages au Président Polk dans lesquels il laissa entendre que les hostilités débuteraient prochainement. Et, en mai, avant même que les hostilités ne soient engagées, le Président Polk suggérait déjà à son cabinet de rédiger une déclaration de guerre. Comme on peut le lire dans son journal:

J'ai annoncé [...] que, si nous n'avions pas encore entendu parler d'actes d'agression de la part des Mexicains, le danger n'était pas moins imminent de voir de tels actes se produire. J'ai dit également que, selon moi, nous avions suffisamment de raison de faire cette guerre et qu'il était impossible [...] de rester plus longtemps silencieux [...], tant le pays se montrait impatient et agité à ce sujet.⁴⁸⁹

L'incident, tant attendu se produisit le long de la frontière du Rio Grande (alors arbitrairement tracée par les États-Unis sans l'accord du Mexique). Il permit au Président de déclarer la guerre qu'il avait bien préparée. Il présenta la demande d'envoi des troupes au Congrès comme une mesure de légitime défense indispensable à la sauvegarde de la vie des citoyens.

Les limites du supportable étaient déjà dépassées avant même que nous recevions ces informations en provenance de la frontière Del Norte (le Rio Grande). Mais, à présent, après des menaces réitérées, le Mexique a franchi la frontière des États-Unis et a versé le sang américain sur le sol américain. La guerre ayant déjà commencé, malgré tous nos efforts pour l'éviter, par la faute du Mexique lui-même, nous nous devons, par devoir et par patriotisme, de faire valoir vigoureusement nos droits, notre honneur et les intérêts du pays.⁴⁹⁰

S'il est vrai que le Mexique avait provoqué les États-Unis en attaquant des soldats américains sur la rive Nord du Rio Grande, alors frontière disputée, il est évident

489 Howard Zinn, 2004a, p. 178.

490 Howard Zinn, 2004a, p. 178-179.

aussi que les États-Unis avaient des intérêts commerciaux dans cette guerre. Là, encore on remarque les points communs que présente cette situation avec les agissements de l'A.B. dans la guerre contre l'Irak. Il n'existait pas de preuves reliant l'Irak aux attaques du 11 septembre 2001. Pourtant l'A.B. n'hésita pas à envahir l'Irak sur des preuves fallacieuses. Il voulait avoir accès aux ressources énergétiques de cette région. De même, John H. Schroeder (1973) affirme dans son livre *Mr. Polk's War*, qu'il est incontestable que la guerre américano-mexicaine avait été provoquée par le Président Polk. Il cherchait une excuse pour s'appropriier des territoires historiquement peuplés et gérés par des Mexicains. Et c'est pour cela qu'il a envoyé ces soldats patrouiller sur les territoires mexicains. Comme c'est devenu une habitude aux États-Unis, ce pragmatisme agressif, était accompagné de déclarations soulignant combien le Mexique bénéficierait de «cette guerre qui lui ouvrait les portes de la civilisation». C'est ainsi que le révérend Theodore Parker, dans ses sermons - que, mutatis mutandis, G.W. Bush semble avoir repris à la lettre en 2003 -, exultait à l'idée de cette guerre qui devait ramener les «méprisables» Mexicains au rang d'êtres humains⁴⁹¹.

«Peuple lamentable. Lamentable par ses origines, son histoire et son caractère», qui devrait finalement céder la place, comme les Indiens l'avaient fait avant lui. Oui, les États-Unis devaient s'étendre, disait-il, mais pas par la guerre: par la simple force des idées et du commerce, ainsi que par «le développement progressif de la race supérieure, avec ses idées supérieures et sa civilisation supérieure [...] En étant meilleurs que le Mexique, plus sages, plus humains, plus libres et plus virils».⁴⁹²

Encore une fois, la «Destinée Manifeste» échauffe les esprits des Américains, ne leur laissant pas le choix d'accepter ou non la mission que Dieu leur avait confiée car s'ils la refusaient, la punition serait divine. Le sénateur H. V. Johnson n'affirmait-il pas...

491 Un peu comme les discours de Bush vis-à-vis des Arabes.

492 Howard Zinn, 2004a, p. 183-184.

[...] que ce serait « faillir à [une] noble mission que de refuser d'accepter les glorieux desseins d'une sage Providence. La guerre a ses méfaits. De tout temps elle a été le ministre de la mort et de désolations effrayantes et systématiques. Mais, aussi impénétrable qu'elle nous soit, elle a aussi été créée par le Dispensateur omniscient des événements comme l'instrument de l'accomplissement du grand objectif de l'élévation humaine et du bonheur de l'Homme. [...] C'est habité par cette certitude que je souscris à la doctrine de la «destinée manifeste».⁴⁹³

Pour comprendre ce qui s'est passé à l'intérieur des États-Unis, à la suite de cette guerre avec le Mexique, il est important de mentionner que bien que la guerre ait été acceptée par le Sud, elle avait été fortement contestée par les abolitionnistes qui arguaient que cette guerre n'entendait que perpétuer l'esclavage et l'étendre à travers tout le territoire conquis sur le Mexique. Une fois ces territoires acquis, la question s'est posée de savoir s'ils seraient ou non exempts d'esclaves. Comme l'a souligné Lagayette, l'expansionnisme était à son zénith et l'esquisse d'un empire continental se dessinait. Toutefois, les véritables défis contre lesquels il fallait se prémunir commençaient à jeter une ombre inquiétante sur la gestion de cet empire continental. Ils laissaient augurer des dissensions politiques majeures. Ces frictions commencèrent à créer des déchirements entre le Nord et Le Sud.

Polk n'a pas hésité à recourir à des tactiques agressives et mensongères comme «l'incident frontalier» du Rio Grande pour justifier son entrée en guerre avec le Mexique, plutôt que de faire appel à la diplomatie traditionnelle. Et ce genre de tactique (à laquelle, comme nous le verrons plus loin, les États-Unis ont eu souvent recours avant de partir en guerre) n'a pas échappé à l'A.B. qui l'a récupérée dans sa GT⁴⁹⁴. L'Administration Polk a fait voter *The War Bill* par 174 voix contre 14⁴⁹⁵, tout comme Bush fera voter le *Patriot Act* et sa guerre préemptive contre l'Irak. La similarité des circonstances est frappante. Sous Polk, Le Sénat n'a eu qu'un jour pour

493 Howard Zinn, 2004a, p. 182.

494 Voir chapitre IV.

495 Alexander DeConde, *Patterns in American History. Volume I*, California, Wadsworth Publishing Company, 1973, p. 304.

délibérer. Comme sous l'A.B., les membres minoritaires dénonçaient le manque de temps nécessaire à l'analyse sérieuse des documents avant le vote. L'opinion publique était très divisée en ce qui concernait ce conflit. Selon certains opposants à la guerre: il s'agit d'une guerre sale contre une nation plus faible. Les ressemblances avec la guerre contre l'Irak par l'A. B., une nation déjà affaiblie par la guerre contre l'Iran puis par la première guerre du Golfe en 1991, crèvent les yeux!

Même les critiques se ressemblent. Un démocrate sudiste, John C. Calhoun, aurait clairement fait remarquer qu'une déclaration de guerre doit être faite par les Congrès dans les deux pays. Dans les deux cas, en s'engageant dans la guerre avec le Mexique comme ils s'engouffreront dans la guerre avec l'Irak, les États-Unis sont entrés en guerre avec leur propre Constitution. Plusieurs journaux émettent les mêmes critiques envers le *War Bill* qui déclencha cette guerre qu'ils considèrent comme «l'un des mensonges les plus obscènes qui n'ait jamais été proféré⁴⁹⁶» que celles qu'ils formuleront envers la guerre préemptive contre l'Irak. De plus, - et là, la critique contre l'A.B. ne va pas encore aussi loin -, il est généralement admis par tous les opposants à la guerre mexicaine, que Polk était l'agresseur et qu'il avait agressé le Mexique, un pays pauvre, au profit de l'expansion des États-Unis. Plusieurs intellectuels comme Ralph Waldo Emerson, Henry Thoreau, James Russel Lowell, finirent par dénoncer la guerre mexicaine et la Destinée Manifeste. Henry Thoreau alla même jusqu'à prêcher la désobéissance civile. Comme quoi les intellectuels américains de cette période avaient un sens éthique qu'ils n'ont plus!

C'est peut-être aussi parce que le sens moral fait défaut chez les intellectuels américains d'aujourd'hui que l'A.B. n'a pas eu besoin de recourir à une censure des médias aussi évidente que celle que le Président Polk avait mise en place en son temps. Durant cette guerre du Mexique, dans les zones de guerre et dans les villes

496 Boston Press, cité dans Alexander DeConde. 1973, p. 304, (traduction libre de: «One of the grossest national lies that was ever deliberately told.»)

occupées, la loi martiale avait été instaurée. On l'utilisait, entre autres, pour réprimer plusieurs journaux américains et mexicains. Au moins cinq, parmi ceux qui critiquaient la façon dont cette guerre était conduite ont été fermés. Et, d'après Jeffrey A. Smith. «Les journaux critiques ou gênants, qui n'ont pas été fermés, étaient parfois soumis à la censure, aux pressions économiques et menacés de violences. Les publications, ayant survécu, étaient devenues la voix semi officielle de l'armée, ils imprimaient les ordres des généraux et des poèmes soumis par des soldats.⁴⁹⁷» Le Président Polk justifiait la censure en arguant qu'

aucun doute ne devait planer. Tous les journaux situés dans les zones de guerre émettant la moindre critique contre les politiques et les actions de l'administration, seraient poursuivis pour haute trahison, ou apport d'aide et de réconfort à l'ennemi. Ils étaient donc soumis à «toutes les rigueurs de loi martiale».⁴⁹⁸

Même si le contrôle des médias a été moins évident, comme on l'a vu dans la seconde partie de notre thèse, ce qui s'était alors produit s'est reproduit dans le cadre de la GT. Plusieurs politiciens ou membres de l'élite politique intimaient le silence à ceux qui osaient questionner la GT. Au lendemain des attaques, comme après Pearl Harbour (on l'a déjà mentionné et on y reviendra dans le chapitre huit) il aurait paru encore plus antipatriotique que pendant la guerre du Mexique de soulever des idées dissidentes. «Les médias d'information fournirent la fanfare d'un soutien loyal.⁴⁹⁹» Comme on pouvait s'y attendre, ceux qui protestaient contre la GT n'ont fait l'objet d'aucune couverture médiatique. Ce qui explique pourquoi l'opinion publique mondiale a cru qu'il existait un consensus national sur l'appui de l'effort de guerre en Irak. En tout cas, il est clair qu'aux États-Unis comme ailleurs, la censure fait partie

497 Jeffrey A. Smith, 1999, p. 95 (traduction libre de: «Critical or annoying papers that were not shut down were sometimes subjected to censorship, economic pressures, or the threat of violence. The publications that survive became semi official voices of the military, printing general orders and poetry submitted by soldiers.»)

498 Jeffrey A. Smith, 1999, p. 95 (traduction libre de: «there could be no doubt that war zone newspapers critical of administration policies and actions were guilty of 'flagrant treason' for giving 'aid and comfort to the enemy' and were subject to 'all the rigors of summary martial law.'»)

499 Lewis Lapham, 2004, p. 38.

des prérogatives de guerre. La seule différence, finalement est peut-être que les États-Unis sont plus souvent en guerre que la plupart des autres Démocraties occidentales (Israël excepté!). Ce qui fait que la conversation républicaine qu'ils auraient inventée, aux dires de James W. Carey, n'a finalement pas été beaucoup pratiquée dans ce pays et a peu de chances de l'être dans les siècles à venir puisque Bush a engouffré les États-Unis dans une guerre permanente. Mais, comme on va le voir dans le sous-chapitre suivant, l'A.B. trouvera encore beaucoup de sources d'inspiration dans les portions suivantes de l'histoire de l'Amérique. Comme on va le voir maintenant, c'est dans la Guerre de Sécession (GS), où le Président suspendra l'habeas corpus, censurera la presse et restreindra les libertés civiles que G.W. Bush trouvera en abondance des modèles de légitimation de ses politiques.

7.4 La guerre de Sécession ou quand l'ennemi est Américain!

Les historiens considèrent la Guerre de Sécession (GS) comme la plus grande épreuve que les États-Unis aient subie. Même si, pour certains, «c'est le choc des grandes personnalités et des partis, dans les lois principales de l'époque⁵⁰⁰» qui en serait la cause, la guerre de Sécession a fait l'objet de plusieurs hypothèses fondées sur des arguments contradictoires. Par contre, parmi d'autres, James M. McPherson (1991) et Bernard Vincent (2001) affirment qu'il est certain qu'elle aura permis aux Américains d'abolir l'esclavage et de consolider le pays en une nation d'États, unis et indivisibles.

Selon Robert Paul Jordan (1969), plus de 30 différents noms ont été attribués à ce conflit, ce qui illustre l'ampleur de l'éventail des différentes perspectives que l'on a eu sur lui. Parmi eux qui reviennent le plus souvent sont: «la guerre contre l'agression du Nord, la guerre pour les droits des États, la guerre pour la liberté constitutionnelle,

500 Bernard Vincent, 2001, p. 101.

la guerre pour la préservation de l'Union, la guerre fratricide, la guerre de M. Lincoln.⁵⁰¹» Beaucoup de Sudistes se plaisent à y voir leur deuxième guerre d'indépendance (*our second War of Independence*). Cependant, Jordan avance que, quelle que soit sa dénomination, cette guerre demeure l'expérience nationale la plus forte qui fragilise toujours les États-Unis. Les suites de cette guerre se répercutent encore dans la vie politique américaine, notamment dans le domaine des droits civils.

Il faut souligner que la GS a fait plus de 600 000 morts⁵⁰² quand les États-Unis n'avaient que 31 millions d'habitants⁵⁰³. Dans la littérature de l'époque, le plus puissant des arguments présentés pour justifier cette guerre relevait de considérations morales: il était inhumain de maintenir des êtres humains en esclavage. Selon Vincent (2001), Il est important de mentionner qu'avant la GS, les États-Unis furent traversés par un grand courant réformateur, inspiré de l'évangélisme protestant qui tentait d'améliorer la condition matérielle et morale des citoyens en changeant les structures de la société. Ce courant voulait supprimer l'esclavage, humaniser les prisons et accorder plus de droits aux femmes, promouvoir l'instruction gratuite à tous les citoyens et aussi autoriser la mise sur pied de syndicats ouvriers qui ne seraient plus accusés de conspirer contre l'ordre social. Par contre, les considérations économiques incitant à l'abolition de l'esclavage étaient rarement mentionnées. Pourtant, sur ce plan, bien que latentes, les différences fondamentales entre États esclavagistes et États «libres» étaient considérables.

501 Robert Paul Jordan, *The Civil War, Special Publications Division*, Washington, D.C., by the National Geographic Society, 1969, p. 12 (traduction libre de: «The War Against Northern Aggression, the War for State's Rights, the War for Constitutional Liberty, the War for the Preservation of the Union, the Brothers' War, Mr. Lincoln's War.»)

502 Bernard Vincent, 2001, p. 127.

503 Pierre Belperron, *La guerre de sécession (1861-1865) ses causes et ses suites*, Paris, Plon, 1947, p. 249.

À en croire McPherson (1991), professeur d'histoire à l'Université Princeton et auteur d'un ouvrage sur la GS⁵⁰⁴, on aurait omis de mentionner que le Nord et le Sud représentaient deux civilisations distinctes. Selon lui, le Sud esclavagiste, était doté d'une économie essentiellement agraire qui s'est enrichie par la vente du coton et l'esclavage, associé à un régime politique moderne, couplé d'un régime social fortement hiérarchisé et stratifié, marqué par une profonde coupure entre riches et pauvres. Tandis que le Nord industriel, où le travail était libre, se targuait d'être une société plus égalitaire. Il présentait une image plus dynamique de la démocratie américaine et voulait pratiquer le protectionnisme pour défendre ses industries naissantes. Les deux sociétés cohabitaient bon gré mal gré. Cependant, la majorité des historiens ou des critiques s'accordent pour avancer que c'est l'élection de Lincoln qui a précipité le conflit, car le Sud savait que ce nouveau Président s'opposait à l'expansion de l'esclavagisme. Et cela devint évident quand il prononça son discours du 4 mars 1861 à l'intention des Sudistes. Il y avoue qu'il lui est impossible d'empêcher cette guerre: «C'est à vous, mes compatriotes déçus, pas à moi, de trancher la question cruciale de la guerre civile...⁵⁰⁵» Schoell insiste: cette élection menaçait la survie même du système social du Sud.

Il est important de mentionner qu'en 1860, 4 millions de «Nègres» vivaient dans 11 États occupés par seulement 11 millions et demi de Blancs qui étaient prêts à se séparer de l'Union⁵⁰⁶. Jordan (1969) rapporte que la vie de ces Blancs dépendait de l'esclavage qui modulait tous les aspects de leur vie. Y mettre fin était pour eux une

504 James M. McPherson, 1991, *La guerre de sécession (1861-1865)* paru sous le nom de *Battle Cry of Freedom* paru en 1988, par oxford University Press Inc. Éditions Robert Laffont. Traduit de l'américain par Béatrice Vienne, Paris.

505 Irvin Werstein, *The adventure of the Civil War told with Pictures*, New York, Cooper Square publishers, Inc. 1969, p. 9 (traduction libre de: «In your hands, my dissatisfied fellow countrymen, and not in mine, is the momentous issue of civil war»)

506 Robert Paul Jordan, 1969, p. 18.

étape infranchissable et ils redoutaient le chaos social et économique que provoquerait l'émancipation⁵⁰⁷.

Plusieurs ouvrages ont souligné les effets néfastes de l'esclavage sur l'économie des États du Sud. Par exemple, Hinton Rowan Helper, dans son livre traitant la crise menaçante du Sud (*The Impending Crisis of the South*), affirmait «que les hommes blancs, en tant que classe, ne pourraient pas prospérer tant que l'esclavage subsistait... Parce que l'argent qui aurait dû aller à la finance et à l'industrie du Sud avait été gaspillé dans l'achat d'esclaves.⁵⁰⁸» Ces arguments appuient le discours des tenants de l'émancipation puisqu'ils affirment que le système esclavagiste n'était pas aussi rentable, ni aussi profitable que les industries du Nord, et c'est pourquoi les États du Sud étaient contraints d'acquérir de nouveaux territoires fertiles.

Les divergences s'accroissaient au sujet de l'esclavage entre les deux grandes régions traditionnelles des États-Unis. Les gens du Sud défendaient surtout leurs intérêts économiques; les plus éclairées ou les plus cyniques d'entre eux s'en rendaient compte, mais beaucoup étaient, avant tout, convaincus que l'esclavage était une institution sacrée. Les gens du Nord, dans les vieux États puritains et intellectuels comme le Massachusetts, attaquaient surtout l'esclavage pour des raisons idéologiques; mais l'intérêt économique était présent dans leurs pensées, car ils entendaient bien que les territoires du Sud leur soient ouverts pour leur permettre d'y entrer en «compétition loyale entre hommes libres».

Pour Karl Marx et Friedrich Engels (1970) la GS est, en grande partie, liée à des mesures politiques adoptées pour répondre à la fuite des esclaves⁵⁰⁹. Selon eux, ces lois mettaient le Nord dans l'impossibilité de protester contre ces pratiques ou même

507 Robert Paul Jordan, 1969, p. 18.

508 William Woodward, 1968, p. 460-461.

509 Karl Marx, Friedrich Engels, *La guerre civile aux États-Unis (1861-1865)*, Paris, Union Générale d'Édition, 1970, p. 126.

de les appuyer. Cependant, les deux camps étaient insatisfaits de ces politiques. Et Jordan (1969) précise comment d'une guerre de mots on en est venu à la GS:

Pendant des décennies, les fauteurs de troubles de deux factions abusèrent d'arguments politiques, économiques et moraux jusqu'à perdre raison. Le 12 avril 1861, la dissension pris finalement des proportions catastrophiques, à Fort Sumter, en Caroline du Sud, même si des projectiles avaient été tirés ailleurs, des mois plus tôt.⁵¹⁰

Selon Charles A. et Mary R. Beard, si les systèmes économiques du Nord et du Sud étaient restés stables ou avaient lentement évolué sans affecter la structure sociale, l'équilibre des pouvoirs aurait pu être maintenu indéfiniment par des tactiques de compensations et le recours ponctuel à la diplomatie, la guerre n'aurait peut-être pas eu lieu, mais cela aurait été possible s'il n'y avait pas eu de grandes oppositions entre les intérêts sociaux et économiques du Nord et du Sud⁵¹¹.

Avant de laisser le pays sombrer dans la guerre civile, Abraham Lincoln a souligné la moralité de son action, en faisant référence aux notions de devoir, d'obligation et de défense de son pays. Sa décision de laisser la guerre éclater était à la fois pratique et morale. Si l'on paraphrase Éric Patterson (2007), c'était la responsabilité de l'État d'assurer la sécurité interne et internationale, comme Abraham Lincoln l'affirmait:

Mes chers concitoyens, nous ne pouvons échapper à l'histoire... Nous disons que nous sommes pour l'Union. Le monde n'oubliera pas que nous l'avons dit. Nous savons comment sauver l'Union. Le monde sait que nous savons comment le faire. Nous détenons le pouvoir, et nous en sommes responsables.⁵¹²

510 Robert Paul Jordan, 1969, p. 13 (traduction libre: «Firebrands of both sections for decades broadcast abuse on politics, economics, and morals until reason no longer could be heard. Dissension finally erupted in disaster at Fort Sumter, South Carolina, on April 12, 1861, although shots had been fired months earlier elsewhere.»)

511 Alexander De Conde, 1973, p. 407.

512 Eric Patterson, *Just War Thinking: Morality and Pragmatism in the Struggle against Contemporary Threats*, USA, Lexington Books. Rowman & Littlefield Publishers, 2007, p. 35 (traduction libre de: «Fellow citizens, we cannot escape history... We say we are for the Union. The

Une maison divisée contre elle-même ne peut se tenir debout. Un gouvernement ne peut pas indéfiniment demeurer à demi libre et demi esclave. Je n'entends pas que l'Union soit dissoute, je n'entends pas que la maison s'effondre. Mais j'entends qu'elle cesse d'être divisée.⁵¹³

Et, effectivement, le conflit est devenu inévitable. Puisqu'il n'existait plus la moindre sympathie entre le Nord et le Sud, il n'y avait aucune chance de préserver l'Union sans aliéner le plus faible, rapportait Bruce Catton (c1966)⁵¹⁴. La sécession était imminente. Comme Marx (1970) l'explique,

L'actuelle lutte entre le Sud et le Nord est donc essentiellement un conflit entre deux systèmes sociaux, entre le système de l'esclavage et celui du travail libre. La lutte a éclaté, parce que les deux systèmes ne peuvent pas coexister plus longtemps en paix sur le continent nord-américain. Elle ne peut finir qu'avec la victoire de l'un sur l'autre.⁵¹⁵

Selon Marx, il était impossible que la Confédération du Sud se séparât à l'amiable. Elle ne voulait pas vraiment se séparer de l'Union pour devenir un groupe d'États indépendants. Elle devait se lancer dans la guerre civile. Selon lui, le Sud avait besoin du pays entier pour faire fonctionner son système. Il avait besoin de tous les territoires s'étendant au nord-ouest du Missouri jusqu'à l'Océan Pacifique, en plus des «États frontières» (*Border States*). Ce que les esclavagistes appelaient «le Sud», constituait plus des trois quart du territoire de l'Union de l'époque. Le plus surprenant est qu'une grande portion du territoire revendiquée se trouvant encore en possession de la Confédération n'a jamais été constituée de véritables *États esclavagistes*. Marx n'exagérait pas quand il affirmait à propos de ces États...

[qu']Ils constituent bien plutôt le territoire des États-Unis, dans lequel les systèmes de l'esclavage et du travail libre existent côte à côte et luttent pour l'hégémonie; en fait,

world will not forget that we say this. We know how to save the Union. The world knows we do know how to save it. We—even here—hold the power, and bear the responsibility.»)

513 Frank Louis Schoell, 1985, *Histoire des États-Unis*, Paris, Éditions Payot, p. 177.

514 Catton Bruce, *The Penguin Book of the American Civil War*, (The American Heritage Picture History of the Civil War). Harmondsworth, Penguin Books. 1967, c1966.

515 Karl Marx, Friedrich Engels, 1970, p. 86.

c'est là où se déroule la bataille entre le Sud et le Nord, entre l'esclavage et la liberté. La Confédération du Sud ne mène donc pas une guerre de défense, mais une guerre de conquête en vue d'étendre et de perpétuer l'esclavage.⁵¹⁶

Toutefois, en plus de ces considérations morales et économiques liées à la guerre, il y a une autre dimension qui est rarement évoquée. Ce que Zinn appelle «l'autre guerre civile». Une guerre de classe entre les élites et les pauvres. La société américaine était rongée par les conflits sociaux, défigurée par la misère des masses et dominée par une élite qui avait main mise sur tous les aspects de la société américaine. Comme le fait remarquer Zinn (2004a), si, à cette époque, l'Amérique capitaliste connaît beaucoup de succès grâce au triomphe de la libre entreprise et de la logique du marché, l'inégalité des revenus et le fossé entre les riches et les pauvres croissent de plus en plus. Car il y a contradiction entre l'égalité des chances offerte à tous par la Déclaration des Droits ainsi que d'autres préceptes promus par l'Amérique démocratique et la réalité économique. D'après ce que l'on peut lire dans des documents divulgués par des syndicats de Boston, les Américains vivent alors très éloignés des préceptes de la Déclaration d'Indépendance:

... les lois qui visent à élever une certaine classe au-dessus du reste des citoyens en lui accordant certains privilèges vont à l'encontre de ces principes fondamentaux et les bafouent... Notre système d'enseignement finance très libéralement des séminaires d'enseignement ... qui ne sont accessibles qu'aux riches tandis que nos écoles ordinaires sont si pauvrement dotées. Ainsi, dès l'enfance, les pauvres sont-ils amenés à se considérer eux-mêmes comme des êtres inférieurs.⁵¹⁷

Bien que l'Amérique véhiculait l'image d'une société égalitaire sur le plan de l'accès à l'enseignement, c'étaient les riches qui avaient de meilleurs moyens de jouir de la «vie» comme de la liberté et de s'assurer que leurs enfants en héritent. Ils pouvaient même, face aux revendications des moins fortunés, faire fléchir la loi en leur faveur. D'où la formation de plusieurs syndicats professionnels qui militaient

516 Marx et Engels, 1970, p. 77.

517 Howard Zinn, 2004, p. 258.

déjà contre les pratiques de reproduction des élites. Les syndicats commencèrent à s'organiser, mais leurs activités étaient considérées par les tribunaux comme «illégalles et conspiraient contre la liberté du commerce». Des mouvements de protestation des travailleurs s'organisaient d'un bout à l'autre de l'Union.

Entre 1834 à 1860, la plupart des États sont traversés par plusieurs crises qui donnent lieu à des émeutes sociales. On pourrait donc dire, avec Zinn, qu'il y eut aussi une «guerre des riches contre les pauvres» et qu'elle a servi de détonateur à la GS opposant le Nord et le Sud. Les Sudistes qui ne possédaient pas d'esclaves ou qui étaient pauvres n'avaient rien à gagner de l'expansion de l'esclavage et avaient tout intérêt à appuyer le Nord dans sa lancée industrielle. Comme l'ont montré Marx et Engels (1970) dans leur analyse de la GS, la guerre entre le Nord et le Sud relève, d'un côté, d'une lutte des classes provoquées par le système esclavagiste et de l'autre, d'une lutte entre la classe ouvrière et ceux qui détiennent le capital.

Marx conclut que la GS est le fait d'une oligarchie de trois cent mille esclavagistes qui souhaitent contrôler la république pour étendre son empire et, en même temps, asservir la population blanche non propriétaires d'esclaves. Tandis qu'au Nord, l'esclavage étant impraticable, «la classe ouvrière blanche serait progressivement abaissée à la condition d'ilote,⁵¹⁸» parce que dans l'Union, seulement l'élite peut être libre. Mais les Démocrates du Nord refusent de jouer les «pauvres blancs» du Sud.

Comme on le voit, tout le mouvement reposait - et repose encore - sur la *question des esclaves*. Certes, il ne s'agit pas directement d'émanciper - ou non - les esclaves au sein des États esclavagistes existants; il s'agit bien plutôt de savoir si vingt millions d'hommes libres du Nord vont se laisser dominer plus longtemps par une oligarchie de trois cent mille esclavagistes, si les immenses territoires de la République serviront de serres chaudes au développement d'États libres ou d'États esclavagistes, si, enfin, la politique

518 Marx et Engels, 1970, p. 86.

nationale de l'Union aura pour devise la propagation armée de l'esclavage au Mexique et en Amérique centrale et méridionale.⁵¹⁹

Même si l'analyse marxiste, parce que pervertie par les excès du Stalinisme n'est plus à la mode dans l'univers de la recherche contemporain, le portrait qu'elle fait de la GS a l'avantage de mettre en relief les enjeux économiques (luttres de classes au Nord et au Sud) qui sous tendent les enjeux éthiques (lutte contre l'esclavagisme des Sudistes) trop souvent mis de l'avant de façon exclusive. Elle permet de mieux comprendre comment derrière de beaux discours émancipateurs se cachent les jeux de pouvoirs et d'intérêts économiques des oligarques du Nord comme du Sud et de mieux expliquer l'extrême brutalité qui caractérise cette lutte fratricide.

Schoell (1985) souligne effectivement que la lutte a été couteuse en vies humaines, 360 000 Nordistes et 250 000 Sudistes, que le Sud est ruiné et que de grandes parties du pays ont été ravagées, mais la «maison» cessait officiellement d'être «divisée»⁵²⁰. De plus, les votes du 13^e, 14^e et 15^e amendement, ont fait des Noirs des citoyens des États-Unis, avec le même statut que les autres, sous la protection égale des lois. Toutefois, Schoell s'empresse de souligner que, même s'il y avait de bonnes intentions derrière les textes, les relations, entre les Noirs et les Blancs, demeurent extrêmement tendues, particulièrement chez les pauvres. Le Sud, sortant de sa lutte, épuisé et appauvri, deviendra un champ de tensions sociales où les pauvres des deux races se disputeront les mêmes emplois.

Ainsi, la GS a complètement modifié les paramètres des États-Unis. Elle lui aura permis d'atteindre deux buts primordiaux qui formaient l'idéal des gens du Nord et des «meilleurs» parmi les gens du Sud: l'unité de la patrie et la suppression de l'esclavage. Et ce, au moment même où dans les pays d'Europe, aussi en proie à des révolutions et à des guerres nationales, les individus et les peuples réclamaient le

519 Marx et Engels. 1970, p. 52.

520 Schoell. 1985, p. 180.

droit à disposer d'eux-mêmes, comme l'a bien vu Jean David Avenel (2007). Ainsi, les crises sociales et économiques qui avaient secoué la structure des États-Unis se résorbent, laissant place à une période de stabilité dans la poursuite de la CO et la «guerre aux terroristes indiens» conduisant au massacre des autochtones, malgré le fait que les idéaux démocratiques, qui avaient été abandonnés des deux côtés durant cette guerre, devaient, en principe, s'appliquer à tous les Blancs et s'étendre aux Noirs.

Selon Melandri et Portes (1991), l'amplification de la CO fera en sorte qu'aucun grand conflit social important ne vienne secouer le pays. Des perspectives plus ou moins positives laissent augurer une amélioration de la situation de chacun. «Ainsi, dans les dernières années du XIX^e siècle, les États-Unis connaissent une période de transition, pendant laquelle s'opèrent des changements qui vont profondément affecter la période suivante.⁵²¹» Parmi ces changements, l'adoption du 14^e amendement par le Congrès qui accorde le droit de suffrage aux Noirs en 1870. Toutefois, malgré la stabilité économique et politique qui règne alors, il reste encore de graves problèmes sociaux stagnants qui risquent de tourner en conflit, mais la guerre hispano-américaine, permettra de détourner vers l'extérieur les tensions qui montaient à l'intérieur.

7.4.1 La guerre contre Cuba (hispano-américaine, 1898) ou comment désamorcer des tensions sociales par l'aventurisme militaire

Les États-Unis, à la fin du XIX^e siècle, ayant pratiquement terminé leur CO, connaissent une relative stabilité économique et politique. La reconstruction économique de l'après GS est achevée et, socialement, il existe un consensus national sur le nouveau rôle qu'ont à jouer les États-Unis: le rôle de «Civilisateur Mondial»

521 Pierre Melandri et Jacques Portes, *Histoire intérieure des États-Unis au XX^e siècle*, Collection Un Siècle d'histoire, Paris, Éditions Masson, 1991, p. 28.

dicté par la «Destinée Manifeste» et temporairement restreint au Continent américain par la «Doctrine Monroe». La cohésion nationale se maintient. Toutefois, en dépit d'une croissance remarquable, les États-Unis se retrouvent confrontés à des émeutes locales d'origine sociale dues à une pauvreté croissante provoquée par le boom démographique. En effet, la population du pays triple entre 1860 et 1910 en partie à cause de l'arrivée massive d'immigrants qui se retrouvent dans des emplois précaires, très peu payés. Les inégalités sociales se sont maintenues, voire amplifiées. Par exemple, en 1893, on estime que cinq pour cent de la population du pays possédait les trois quarts de la richesse nationale et le reste ne possédait presque rien. Ensuite la panique boursière de 1893 provoquée par la faillite de compagnies importantes, comme la *Philadelphia and Reading Railroad* a exacerbé les tensions sociales.

Selon Avenel (2007), le fait, plutôt surprenant, que les nouveaux immigrants, vivant dans des bidonvilles, acceptaient le système capitaliste américain, ne faisait pas, pour autant, disparaître les inégalités ou le malaise. Au contraire, selon lui, cela finit par créer une ambiance fébrile, instable. Une guerre permettrait de canaliser les nouvelles énergies inutilisées. C'est ainsi que, d'après lui, Théodore Roosevelt et McKinley auraient été séduits par la thèse d'Alfred Thayer Mahan⁵²², selon laquelle «l'expansion commerciale à l'étranger, accompagnée de conquêtes militaires, permettrait de résoudre la crise intérieure.⁵²³» Cet engouement pour la Destinée Manifeste ne s'arrête pas à l'élite entourant le Président, la théorie de Thayer Mahan fut reprise par plusieurs acteurs sociaux très influents qui parvinrent à la faire accepter par l'opinion publique. On se souvient, bien sûr, que les Néoconservateurs de l'A.B. ne manqueront pas de réhabiliter cette idée que les États-Unis doivent utiliser leur force militaire et particulièrement les 13 flottes ou *aircraft carrier groups*

522 Les travaux théoriques d'Alfred Thayer Mahan fournirent une justification intellectuelle aux tenants du développement d'une marine puissante. Ce qui a permis aux États-Unis de développer une puissante flotte. Il a écrit: *The Interest of America in Sea Power: Present and Future* (1897), *The Influence of Sea Power on History* (1890), Ed Little Brown and Co.

523 Jean-David Avenel, *La guerre hispano-américaine de 1898: La naissance de l'impérialisme américain*, Paris, Éditions Economica, 2007, p. 13.

pour promouvoir leurs valeurs, assurer leur sécurité et veiller à satisfaire leurs intérêts sur la scène internationale.

Selon Howard Zinn (2003, 2004a), de nombreux responsables américains ont été influencés par la propagande populaire expansionniste. Ils se sont vite montrés convaincus que les États-Unis devraient renoncer à la politique isolationniste pour s'orienter vers l'extérieur. Ainsi, à la veille de la guerre hispano-américaine, le *Washington Post* écrivait:

Un nouveau sentiment semble nous habiter: la conscience de notre propre force. Et, avec elle, un nouvel appétit: le désir d'en faire la démonstration... Ambition, intérêt, appétits fonciers, fierté ou simple plaisir d'en découdre, quelle que soit la motivation, nous sommes habités par un sentiment nouveau. Nous sommes confrontés à un étrange destin. Le goût de l'empire règne sur chacun de nous comme le goût du sang règne sur la jungle.⁵²⁴

Zinn se questionne sur «ce goût de l'empire». L'agressivité est-elle innée chez les Américains? Ce goût du pouvoir et de la puissance est-il le fruit d'une vaste procédure de manipulation et de propagande menée par les acteurs prépondérants de l'armée, du gouvernement, ou encore, les magnats d'une nouvelle presse nationale, etc.? Toujours est-il que les États-Unis croyaient qu'il leur revenait de veiller à l'organisation politique du monde moderne.

En pleine harmonie avec la «Doctrine Monroe», l'intervention de T. Roosevelt à Cuba aurait pour motif de libérer le pays d'une domination étrangère. Mais, comme pour la guerre avec le Mexique, un événement propice à la justification d'une intervention musclée devait survenir. Et cela ne tarda guère. En février 1898, l'explosion d'un navire américain, le *Maine*, dans le port de La Havane, - exactement comme Pearl Harbour et les attentats du 9/11, le feront plus tard -, poussera l'opinion publique américaine à partir en guerre contre Cuba.

524 Howard Zinn 2003, p. 17.

Le *Commercial Advertiser* de New York, au départ opposé [à cette guerre], exigea, le 10 mars 1898, une intervention à Cuba par humanité, par amour de la liberté et, par-dessus tout, pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie de tous les pays du monde, le plus librement possible.⁵²⁵

L'A.B., comme on l'a vu dans notre deuxième partie, tiendra aussi, après un événement encore plus spectaculaire et touchant de plus près les Américains, un discours identique affirmant que la propagation de la démocratie, du libéralisme économique et commercial, seraient les garants du bien-être des nations et de la stabilité mondiale.

À en croire Avenel (2007), la Guerre contre Cuba (GC) de 1898 est la première manifestation extérieure de la «Destinée Manifeste». Non seulement elle permet à l'Amérique d'accroître son capital et d'atteindre un développement technologique la dotant d'une grande supériorité militaire et d'une marine moderne. La victoire s'est concrétisée par l'annexion de nouveaux territoires et du contrôle de certaines régions des Antilles. Les Espagnols possédaient, à proximité des côtes américaines, les îles de Puerto Rico et Cuba dotées de riches plantations qui avaient déjà tenté les capitalistes américains, bien placées stratégiquement dans les Caraïbes, mais sujettes à une anarchie récurrente. Ce qui les rendait éligibles pour une intervention américaine.

Avec Claude Fohlen (1988), il faut reconnaître que, depuis Jefferson, Cuba paraissait être une proie bien tentante, là où les intérêts américains semblaient menacés. Les États-Unis avaient essayé d'annexer Cuba au Début de 1808, mais John Quincy Adams avait retardé l'invasion pensant que Cuba allait se détruire de l'intérieur. En 1850, une autre tentative a avorté. Des membres de l'élite nordiste refusaient de prêter leurs efforts à l'acquisition de Cuba, parce qu'ils ne voulaient pas que le Sud y étende son esclavage. Finalement, quand ils jugèrent la situation opportune, le cuirassé *Maine* fut envoyé dans la baie de La Havane, où il sauta le 15

525 Howard Zinn 2003, p. 23.

février 1898. Accident? Provocation? Nul ne le sait, mais la presse, entraînée dans le sillage du groupe Hearst, exploita l'incident jusqu'à ce que le public finisse par répéter, «Souvenez-vous du Maine!» pour demander réparation à l'Espagne. Et ce fut la guerre⁵²⁶. On ne peut pas ne pas remarquer la similitude avec les attentats du 11 septembre, qui furent aussi une répétition de Pearl Harbour et qu'attendaient avec impatience les Néoconservateurs pour exécuter les plans dont ils avaient rempli les tiroirs du Pentagone. On voit donc émerger une constante dans l'histoire de ce pays au peuple fondamentalement isolationniste et pacifique: l'attaque mexicaine du détachement américain au Nord du Rio Grande, les ruses guerrières des Sioux et des Apaches visant à ralentir contre la CO, le Maine coulé à Cuba par des agents espagnols, Pearl Harbour sournoisement attaqué par les Japonais, le contre torpilleur Maddox attaqué dans les eaux internationales du Golfe du Tonkin et les Attentats Islamo fascistes sur Manhattan et Washington qui ont fourni la légitimité nécessaire à l'A.B. pour lancer l'Amérique dans une guerre préemptive, tout azimut et permanente contre le terrorisme et les «États Voyous».

Après l'invasion réussie de Cuba, l'Espagne concède la victoire aux États-Unis. Le traité de Paris consacre l'annexion de Puerto Rico aux États-Unis qui prennent aussi le contrôle de l'île de Guam et des Philippines. Pour compenser, ces derniers versent une indemnité de 20 millions de dollars à l'Espagne. Bien qu'indépendant, Cuba passe sous protectorat américain. «À la faveur de ce régime, le *big business* américain eut vite fait de s'assurer le monopole virtuel de l'industrie de la canne à sucre, du tabac, de l'extraction minière ainsi que des télégraphes et des téléphones.⁵²⁷» Howard Zinn (2003) rapporte que, selon le Président Grover Cleveland, Cuba présentait déjà un intérêt économique considérable en 1898. Les capitaux américains investis dans les plantations, les chemins de fer, les mines et

526 Claude Fohlen, *Les États-Unis au XXème siècle*, Collection historique fondée par Paul Lemerle et dirigée par Maurice Agulhon et Bernard Guenée, Paris, AUBIER, 1988, p. 31-32.

527 Cité dans Julien Claude, 1968, p. 107.

autres étaient estimés aux environs de 30 à 50 millions de dollars et les échanges commerciaux étaient passés de 64 millions de dollars en 1889 à environ 103 millions de dollars en 1893⁵²⁸. Face à cet exemple, il est évident que les Néoconservateurs conseillant l'A.B. ne se sont montrés ni sourds ni aveugles. Le modèle des guerres préemptives remonte au moins à Février 1898 et se dessinait peut être dans les guerres contre le Mexique des années 1830-1850 ainsi que dans la CO.

Par cette GC, les Américains ont pu bénéficier de tarifs préférentiels faisant grimper les exportations américaines avec les territoires convoités de 45% à 75 %⁵²⁹. Ce qui permet, plusieurs années plus tard, au responsable du bureau du commerce extérieur des États-Unis de faire le commentaire suivant:

À la base de ce sentiment populaire, qui aurait pu s'évanouir avec le temps et qui obligea les États-Unis à prendre les armes contre la domination espagnole à Cuba, se trouvaient nos relations économiques avec les Antilles et les républiques d'Amérique du Sud... La GC n'était qu'un événement dans une dynamique générale d'expansion qui avait ses racines dans le changement d'environnement de nos capacités industrielles qui dépassaient de loin la capacité de consommation intérieure. Il était indispensable de trouver non seulement des acheteurs étrangers pour nos produits, mais également les moyens de rendre l'accès à ces marchés extérieurs à la fois facile, économique et sûr.⁵³⁰

Selon, Fohlen (1988), en signant ce traité, les États-Unis marquaient leur entrée comme acteur prééminent et hégémonique sur la scène internationale. Cette opinion est partagée par de nombreux auteurs. Avenel (2007) remarque que «L'année 1898 marque probablement un tournant dans la géostratégie du monde contemporain. Elle représente évidemment un symbole aux yeux des opinions publiques et est l'aboutissement d'un long phénomène de maturation et la conséquence d'évolutions inéluctables.⁵³¹»

528 Howard Zinn. 2003, p. 20.

529 Source Julien Claude, 1968, p. 07.

530 Howard Zinn, 2003, p. 25.

531 Jean-David Avenel, p. 161.

7.5 Conclusion

Le modèle de la guerre préemptive contre le terrorisme est bel et bien inscrit dans l'histoire du XIX^e siècle américain!

Pour conclure ce chapitre en faisant, comme il se doit, le lien avec l'hypothèse qui sous tend la troisième partie de notre thèse dont ce chapitre 7 constitue la première moitié, il est important de préciser, en premier lieu, que nous n'avons évoqué et sommairement analysé ici que quelques épisodes, - épisodes majeurs certes -, mais pas toute l'histoire guerrières des États-Unis, de leur fondation à la fin du XIX^e siècle. Entre autres, faute de temps et d'espace, nous avons omis d'évoquer les velléités d'expansion de la nation naissante, commandée par Georges Washington, vers le Canada. Des «Patriotes québécois», - avant l'heure -, étaient prêts, selon Jean-Pierre Boyer (1995)⁵³², à soutenir Washington dans ses incursions en terres canadiennes contre les Loyalistes. Mais l'Establishment québécois, moyennant l'octroi du droit de conserver langue et religion en la Province, a finalement accepté de prêter main forte aux Loyalistes pour repousser les troupes du Général Washington. En 1811, un commando de «terroristes» québécois a même poussé le zèle jusqu'à aller incendier, en la ville de Washington, la maison du Président. C'est d'ailleurs après l'avoir reconstruite et peinte en blanc qu'elle prit le nom de «Maison Blanche». Mais, si cet épisode a surtout de l'importance pour le Québec, puisque c'est dans ce contexte qu'il fut décidé que les Québécois purent légitimement conserver la langue française et la religion catholique dans un Canada anglais, loyaliste et protestant, nous l'avons, ici, négligé parce qu'il nous a paru anecdotique par rapport à notre thèse; même si des Québécois furent les derniers «terroristes» étrangers à détruire d'importants édifices gouvernementaux à Washington avant Al-Qaïda. Par contre, nous avons probablement eu tort de passer sous silence les premières grandes incursions de l'*U.S. Navy* en Méditerranée. Mises à part, les grandes batailles navales contre l'Angleterre

532 Voir «Le Québec à l'heure de la Révolution Américaine», in *Le sens commun* de Thomas Paine, présentation de Jean Pierre Boyer et traduction annotée de Bernard Vincent, Sillery, Québec, Les cahiers du septentrion, 1995, p. 155-179.

de la Guerre d'Indépendance et les anicroches avec la flotte de la Révolution française, dont nous avons amplement parlées plus haut, les grands engagements de la flotte américaine au début du XIX^e siècle se firent contre les pirates maures (déjà, les terroristes «islamo-fascistes») qui perturbaient considérablement le commerce américain en Méditerranée. Ceci nous aurait permis de montrer que les principaux ennemis de l'A.B. et d'Israël étaient déjà ceux qu'essayait d'éradiquer la flotte américaine, dès la tendre enfance de la «Grande Démocratie».

En tout cas, même s'il est bien évident que notre survol des grands conflits dans lesquels les États-Unis se sont impliqués au XIX^e siècle ne saurait être exhaustif et précisément parce qu'il n'est pas exhaustif, nous pouvons affirmer que les États-Unis ont très souvent été en guerre. Guerres étrangères intermittentes avec le Canada loyaliste, la France, le Mexique et l'Espagne, guerres internes avec l'asservissement par la force des Noirs jusqu'à la guerre de Sécession, guerre entre Américains avec la GS et la guerre d'extermination permanente et préemptive contre les peuplades autochtones durant la CO. Nous avons vu que toutes les guerres étaient motivées par la poursuite des intérêts économiques de l'Establishment et mêmes, dans le cas de la GS, d'Establishments opposés qui ne lésinèrent point, des deux côtés, sur le gaspillage de vies américaines. Pour réquisitionner la chaire à canons, tous les conflits devaient être accompagnés de beaux discours moralisateurs, les adversaires incarnant toujours le mal, des sauvages, des barbares, des non-civilisés, voire des incivilisables, irréligieux et donc immoraux, des êtres inférieurs, inaptes à la pratique du commerce et de l'économie libérale - qui, il est vrai, ne s'est jamais dépeinte sous le terme de «capitalisme sauvage». Seuls, quelques observateurs critiques, probablement rougis au marxisme diabolique, oseront lui attribuer ce terme au XX^e siècle. Mais, pragmatistes réalistes, les mots seuls ne parviennent pas toujours à convaincre l'Américain de la rue, il lui faut des gestes (*Deeds not Words!*), des gestes provocateurs et profondément choquants, perturbants, scandaleux et outrageants. La Révolution américaine (GI) aurait-elle connue son ampleur sans les massacres

perpétrés par les *Red Coats* sur «la colline du Bunker» (*Bunker Hill*) de Boston? La mobilisation autour du Président Polk contre le Mexique aurait-elle pu se faire sans l’Affaire Thorton? La guerre contre l’Espagne (GC), à propos de Cuba, aurait-elle pu être déclarée avec le soutien de l’opinion publique sans que le journal de Hearst fasse ses *scoops* sur l’explosion du Maine dans le port de La Havane? La CO se serait-elle faite avec la brutalité systématiquement organisée (qu’on lui connaît depuis les films *Hidalgo* ou *Dances With Wolves*⁵³³ sans les légendaires attaques des convois de charriots bâchés par les «sauvages» qui forçaient les pionniers à prendre sans cesse des mesures défensives (*Circle the Wagons*) en attendant la «charge salvatrice et claironnante» des «tuniques bleues» dont les avant-postes devaient, pour pouvoir toujours intervenir à temps, avancer régulièrement en territoire indien (comme le décrivent si bien les films de John Ford qui ont bercé la tendre enfance de G.W. Bush)?

Bush et ses Néoconservateurs n’ont donc rien inventé. Ils ont fait preuve d’une grande ingéniosité en se servant de l’histoire américaine pour y inscrire leurs propres objectifs. Ils s’en sont servis, non seulement, pour obtenir l’appui de l’opinion publique et des autres instances politiques du gouvernement américain aux agressions de l’étranger, mais aussi, pour faire accepter toutes les restrictions des libertés citoyennes qu’ils ont ainsi réussi à faire passer pour nécessaires à la bonne conduite de la guerre au terrorisme.

Certes, dans ce septième chapitre, nous ne sommes pas beaucoup revenu sur les similarités que l’on peut trouver entre la politique intérieure de l’A.B. en GT et les mesures prises, à l’intérieur, par les différentes administrations qui, au XIX^e siècle, ont impliqué l’Amérique dans des conflits transfrontaliers et au delà des mers. Et

533 Kevin Costner, *Dance with the Wolves*, film américain réalisé en 1990 par Tig Productions; d’après le roman de Michael Blake, Santa Monica, California, MGM Home Entertainment, 2004, c1990.

pourtant, dans le pays modèle des démocraties occidentales, les choses auraient dû se passer autrement; particulièrement dans l'événement archétypal que constitue la Guerre Révolutionnaire ou GI. Comme le soutient William R. Brock (1974), «si pour la première fois dans l'histoire du monde moderne, l'idéal d'Aristote - un gouvernement fondé sur les lois et non sur des hommes - devint réalité. Il se cachait un paradoxe derrière cet événement révolutionnaire: la Constitution n'imposait pas ses limites à des princes, mais au peuple qui en était l'auteur.⁵³⁴» C'était donc au peuple et à ses représentants que revenait, même durant les périodes de conflits, le droit, mais aussi la responsabilité et le devoir de prendre toutes les décisions qui concernaient le pays. La guerre, pas plus que la paix, ne devait être «le fait du Prince». Les représentants du peuple, bien informé de la situation devait délibérer et prendre des décisions après consultation des citoyens tout aussi bien informés.

Certes, l'effet de surprise étant, depuis toujours et tant qu'il y aura des guerres, un élément déterminant dans la conduite des hostilités, les décisions devaient être prises rapidement pour que les militaires des démocraties puissent surprendre l'adversaire. En tant que communicologues, nous comprenons que beaucoup de problèmes de communication se posaient alors. Certes, la mobilité des troupes n'était pas aussi rapide qu'elle l'est aujourd'hui et les moyens de communication n'avaient pas l'ubiquité que nous leur connaissons. Pensons aux signaux lumineux ou enfumés des Indiens, au Tam Tam ou, encore plus pertinemment ici, à la légendaire chevauchée de Paul Revere qui colporta aux citadins de la côte Est, de Charlestown à Lexington, le fameux message: «*the Brits are coming!*» En attendant les sémaphores puis le télégraphe, il fallait compter sur les pigeons voyageurs et «le Pony Express». On doit donc admettre que ces médias ne permettaient pas d'informer et de consulter aussi rapidement les populations que la volonté d'assurer l'issue heureuse des combats l'exigeait. En plus des difficultés techniques de circulation de l'information, se

534 William R. Brock, 1974, p.27.

posaient les problèmes plus délicats de confiance, fiabilité, crédibilité et d'espionnage. On comprend donc bien que, pour des raisons aussi techniques que psychologiques (*psychological warfare*), les communications devaient être écourtées, voire court-circuitées. Et elles le furent selon un modèle qui perdure encore aujourd'hui (et dont l'A.B ne manquera pas d'abuser).

Ce modèle est simple. Si, au niveau des décisions tactiques les officiers informent leurs supérieurs qui prennent immédiatement des décisions qui, en retour, doivent être exécutées sur le champ, on admet souvent, et depuis toujours, qu'en cas d'urgence extrême, les bons militaires doivent faire preuve d'initiatives. Par contre, sur le plan stratégique où le moyen et le long termes peuvent être envisagés, les grandes décisions doivent être acheminées au Pouvoir Exécutif; le Président étant aussi général en chef des armées. Certes, la Constitution de 1789 a prévu des mécanismes pour que les décisions cruciales soient prises de façon démocratique. Le Congrès étant le seul à pouvoir décider, en principe, de l'entrée en guerre du pays. Le problème principal qui se pose est qu'avec un peu d'imagination, il est toujours possible de court-circuiter le processus informationnel sous-jacent aux prises de décisions cruciales. Un superbe exemple de court-circuitage de l'information entre un secteur de l'armée et l'Exécutif nous est offert, de façon comique, mais assez plausible, dans le film de Kubrick, *Dr. Strangelove*⁵³⁵ (Docteur Follamour) où un général devenu fou parvient à restreindre la circulation des informations de bombardiers nucléaires de la *Strategic Air Force* exclusivement à la base qu'il commande. Il maîtrise seul la situation pendant suffisamment de temps pour diriger les bombardiers sur l'URSS avec mission de lâcher leurs bombes sur des objectifs préprogrammés et, pour des raisons de confiance et de prohibition de toute intervention des communications de l'adversaire, les systèmes sont vite verrouillés et

535 Stanley Kubrick, *Dr. Strangelove, or, How I learned to stop worrying and love the bomb*, directed and produced by Stanley Kubrick; screenplay by Stanley Kubrick, Terry Southern & Peter George enregistrement vidéo, Columbia Tristar Home Video, Burbank, Calif. c1995, c1963.

certaines avions ne peuvent plus être rappelés, les Russes en accord avec le Président américain donnent l'ordre d'abattre les avions avec lesquels il n'est plus possible de communiquer. Mais, l'un d'entre eux échappe à tous les systèmes et moyens de défense et parvient à atteindre un objectif névralgique, le système de représailles automatique de dissuasion absolu des Soviétiques se déclenche et, malgré les bonnes intentions des Russes et des Américains, la planète disparaît sous un splendide holocauste nucléaire.

Certes, ce n'est là qu'un film romancé, mais il a l'avantage de nous porter à réfléchir sur les problèmes de communication possibles entre l'Exécutif et les exécutants militaires. Et ce n'est pas là une mince affaire! Toutefois, l'histoire militaire du XIX^e siècle que nous venons de survoler en Montgolfière (il nous faut éviter les anachronismes) nous montre qu'en ce temps là, les pires problèmes de communication ne semblent pas s'être produits du côté de l'exécution des ordres de l'Exécutif mais du côté des communications démocratiques qui auraient dû se dérouler entre l'Exécutif et les autres instances politiques normalement responsables de la gouvernance démocratique du pays.

Idéalement, si un événement porteur de menaces sérieuses pour le pays survenait, les observateurs nationaux sur le terrain (diplomates, reporters, espions, etc.) devraient informer les décideurs de Washington, élus par la population et, bien sûr, en priorité l'Exécutif pour que ceux-ci se consultent entre eux en informant leurs mandants pour les impliquer le plus possible dans le processus décisionnel vers lequel devraient converger les «conversations républicaines». Nous avons vu qu'au XIX^e siècle, les choses se sont rarement déroulées ainsi. D'abord les événements porteurs de grandes menaces ne sont pas toujours du fait de l'ennemi (les guerres préemptives sont le fait d'oligarques américains). Certes, les troupes britanniques ont bien tiré sur la foule protestant à Bunker Hill, mais avant, il y eût le *Boston Tea Party* au cours duquel des Continentaux, d'ailleurs déguisés en Indiens, ont jeté le thé importé

d'Angleterre (et taxé par celle-ci) à la mer. Dans la guerre non déclarée à la France, certes la France a pu poser des gestes provocateurs en arraisonnant et confisquant des navires américains, mais le non-respect du traité qu'ils avaient signé avec la puissance qui les avait aidés à obtenir leur Indépendance était lui aussi un geste très provocateur pour les Français. Dans l'Affaire Thorton, l'incident déclencheur était clairement fabriqué par l'Administration Polk, dans la guerre avec l'Espagne, la connivence entre Hearst et l'Exécutif sur l'explosion du Maine est historiquement admise... Donc, c'est souvent l'élément perturbateur, l'acte déclencheur qui est fabriqué par l'Exécutif (ou son entourage) et, dès lors, les décideurs des autres branches gouvernementales, sans parler du public, se voient mal informés, sujets à des propagandes où l'urgence de la situation est mise en évidence afin d'éviter que les délibérations susceptibles de faire sortir «le chat du sac» soient écourtées, voire évitées. Quelles que soient les conflits émergents, l'ultime élément déclencheur implique souvent le même scénario ou les mêmes mécanismes, et pour le reste, il suffit de préparer, de la façon la plus démagogique possible, l'opinion publique en évoquant la supériorité légendaire des Américains et les stéréotypes les plus grossiers que l'histoire a pu générer sur les adversaires (le chien dont on veut se débarrasser a forcément la rage) qu'il convient alors d'attaquer au plus vite pour se défendre de façon préemptive puisque la meilleure défense est l'offensive.

Ainsi, dans tous les cas de figures que nous avons évoqués, c'est le peuple qui voit ses libertés civiles restreintes et ses facultés de juger des affaires publiques s'amenuiser par faute d'informations adéquates ou par suspension de ses droits à l'information et à l'expression. Des techniques liberticides sont alors mise en œuvre dans le but de maintenir le public hors de la conversation républicaine. Le pouvoir en place a recours à des techniques de propagande, au sceau du secret, au «privilege de l'exécutif». Tout ce qui permet de faciliter ce que Al Gore (2007) appellera «*The assault on reason*» est déployé. En effet, dans les périodes de guerre, voire même parfois en périodes de paix, l'arraisonnement du public est continu. Pour maintenir le

public dans le noir, cela fait plus de 200 ans que le sceau du secret est utilisé par les élites au pouvoir au nom du «Secret Defense» et de la bonne gouvernance des relations étrangères.

Il semble donc que l'histoire conflictuelle des États-Unis du XIX^e siècle ait fourni à l'A.B. les éléments les plus décisifs de sa guerre préemptive et permanente au terrorisme. Que l'on pense au mythe de la «Destinée Manifeste» ou à la théorie d'Alfred Thayer Mahan voulant que les États-Unis se lancent dans toutes les conquêtes économiques que le déploiement (projection) de toutes leurs forces et de tous leurs plus beaux discours leur permettraient de gagner. Ou que l'on pense encore aux connivences des oligarques avec l'Exécutif et ses idéologues, tous appuyés par une presse autocensurée par les directives de ses propriétaires, au XIX^e siècle et, comme nous le verrons dans le huitième chapitre, par «les impératifs du marché» à la fin du XX^e. Car il nous reste encore à réexaminer l'histoire des conflits et de la politique étrangère des États-Unis au XX^e siècle pour voir si les tendances identifiées au XIX^e se maintiennent et s'amplifient.

En guise de prélude à ce huitième chapitre, nous concluons en soulignant que ce goût du sang n'est pas le fait du peuple américain qui semble avoir bien reçu les conseils pacifistes et isolationnistes de Georges Washington. Comme nous l'avons montré, il est plutôt le fait des oligarques qui, sur ce plan se comportent en Prince sans en avoir l'élégance et la magnanimité. Ainsi que le rapportent de nombreux historiens, lors de la première guerre mondiale, le gouvernement américain aura de la difficulté à mobiliser ses troupes. Il implora même la nation d'accepter de s'engager. Une infinité de raisons retreignaient la volonté combattive des Américains moyens.

Le gouvernement a réagi à ces réticences par l'exhortation, en offrant des récompenses pour le service national, mais il exerça aussi des menaces et fit preuve de coercition. Puisant dans les profonds réservoirs de patriotisme national, il monte une campagne de propagande massive en vue de stimuler l'enthousiasme du public et de susciter l'hostilité

envers les ennemis extérieurs et intérieurs de la nation. Il a aussi puisé dans une tradition populaire d'actions bénévoles, offrant des récompenses psychologiques et matérielles aux citoyens qui se sont montrés prêts pour le service et a exercé une grande pression contre ceux qui rechignaient. Le gouvernement a poursuivi et emprisonné des personnes qui ont questionné les motifs de la guerre ou ont tenté d'entraver ses activités; pourtant, il gère la nation en temps de guerre plus par manipulation que par contrôle direct, plus par encouragements que par punitions.⁵³⁶

Nous allons donc voir, maintenant, si et comment, entre autres choses, ce recours préférentiel aux dimensions manipulatrices de la communication s'est maintenu et amplifié au cours du XX^e siècle.

536 Ronald Schaffer, *America in the Great War: the Rise of the War Welfare State*, New York/Toronto, oxford university Press, 1991, p. xii (traduction libre de: «The government responded to these limits with exhortation, by offering rewards for service, and with threats and coercion. Drawing on deep national reservoirs of patriotism, it uses a massive propaganda campaign to stimulate public enthusiasm and to arouse hostility against the nation's foreign and domestic enemies. It tapped into a popular tradition of voluntary action offering psychic and material rewards to citizens for willing service and directing great pressure against those who held back. The government prosecuted and imprisoned individuals who questioned the war or tried to impede its activities; yet it ran the wartime nation more by manipulation than by direct control, through incentives more than punishments.»)

CHAPITRE VIII

«MAY THE FORCE BE WITH YOU! »

Guidés par leurs intérêts économiques et financiers, les oligarques du XX^e siècle amènent les États-Unis à assumer leur «Destinée Manifeste» par La Force

Introduction

Notre survol historique des XVIII^e et XIX^e siècles américains a révélé la propension des élites de ce pays à trouver de bons prétextes pour le lancer dans des guerres qu'elles ont minutieusement planifiées. Des critiques parlent même d'une volonté impériale qui remonterait jusqu'à la fondation des États-Unis. Ces guerres ou ces conflits, selon Zinn (2003), ont toujours été dictés par des intérêts économiques. Certes, depuis fort longtemps, il est banal d'affirmer que les guerres font la fortune des marchands de canons. C'est dans cette traditionnelle ligne de pensée que s'inscrit le chercheur français, Albert Jacquard (1995) qui soutient que la guerre a pour principal objectif de faire fonctionner l'économie. Selon ce penseur critique, elle ne remplit plus sa fonction passée. Avant, les peuples faisaient la guerre pour défendre leur liberté. Un peu comme Hannah Arendt dépeint guerre et colonialisme, Jacquard, considère que la guerre est devenue un moyen de développer l'économie des pays industriellement avancés et, plus particulièrement, leurs industries d'armement. Il constate que, dans ces pays, les guerres font avancer la science en injectant de l'argent dans l'industrie militaire. Celle-ci développe des technologies de pointe qui permettent d'augmenter les performances destructrices de toutes sortes d'armements. Armements dont les puissances se dotent pour, éventuellement, les utiliser ou les vendre à d'autres pays qui ne les menacent pas immédiatement. Ce qui permet à

Jacquard de conclure cyniquement que: «La guerre est devenue le moyen d'améliorer les bénéfices de quelques entreprises.⁵³⁷»

Plus subtil, parce que paradoxal, est l'argument de Zinn et d'autres critiques qui croient que la guerre permet d'amoindrir les tensions entre classes sociales et entre ethnies qui menacent la stabilité de la société américaine. Il pense d'ailleurs que ce rôle de «pacificateur social de la guerre» s'est accentué tout au long du XX^e siècle, comme on le verra dans l'analyse de la première (PGM) et de la seconde guerre mondiale (SGM).

Zinn (2003), Seymour (1970) et d'autres penseurs critiques considèrent en effet que la guerre est nécessaire au bon fonctionnement de la société américaine. Celle-ci est soumise à de fortes tensions sociales dues aux inégalités économiques. Par exemple, dans *Une histoire populaire des États-Unis*, Zinn n'hésite pas à soutenir que, pour éviter des crises sociales déstabilisatrices, la classe dominante recourt à la guerre. Il étaye son affirmation en partant du constat que les États-Unis, en périodes de paix, sont soumis à de fortes tensions sociales et raciales. Les problèmes sociaux qui persistent depuis la création du pays y ressurgissent sans cesse. Pour lui, en créant une situation conflictuelle permanente, en identifiant des adversaires et en entretenant la peur, le gouvernement détourne l'attention citoyenne des problèmes sociaux. Les menaces externes contribuent à maintenir éveillé un sentiment de cohésion politico-sociale au pays. Annonçant ce constat terriblement critique, le fameux économiste, John K. Galbraith ne soulignait-il pas, dès 1968, qu'

En général, le système social fondé sur la guerre fournit les motivations indispensables à toute organisation sociale. Ce faisant, il reflète sur le plan social les motifs du comportement humain individuel. Le plus important de ces motifs, en ce qui concerne les attitudes sociales, est le sentiment d'allégeance qui dit, en même temps, cause à défendre;

537 Albert Jacquard, *J'accuse l'économie triomphante*, France, Le Livre de Poche Calmann-Lévy, 1995, p. 88.

et qui dit cause à défendre, dit ennemi. Ceci est particulièrement évident; le point important est que l'ennemi que définit la cause doit paraître très effrayant. En bref, la puissance présumée de l'«ennemi», suffisante pour assurer un sentiment d'allégeance à une société, doit être d'une dimension et d'une complexité proportionnelles aux dimensions et à la complexité de la société. Aujourd'hui, bien entendu, cette puissance doit être d'une force effrayante et sans précédent.⁵³⁸

La guerre, selon Galbraith, serait utile, voire indispensable au maintien de la société. Pour illustrer son affirmation, il mentionne que, de 1900 jusqu'à la PGM, les États-Unis sont traversés par plusieurs crises sociales qui provoquent, entre autres, des émeutes raciales. Les Noirs réclament l'égalité des conditions et des chances. De leur côté, les militantes féministes, les «Suffragettes» réclament le suffrage universel et l'émancipation de la femme. Les travailleurs salariés réclament des mesures de sécurité et des améliorations de leur niveau de vie. Le mouvement de syndicalisation qui a commencé à accompagner l'industrialisation au XIX^e siècle s'accroît, le syndicalisme progresse et se spécialise au point de se transformer, parfois, en corporatisme. On compte alors plus de deux millions de syndiqués dont la majorité sont des hommes blancs, des ouvriers qualifiés. Par contre, seulement une femme sur cent est syndiquée et les Noirs, même lorsqu'ils sont syndiqués, ne gagnent que le tiers du salaire de Blancs⁵³⁹. Le pays est souvent paralysé par des grèves, les grévistes revendiquant l'égalité des conditions.

Les mouvements de mobilisation et de grèves sont réprimés par ceux qui contrôlent l'économie du pays et donc, les politiciens des partis au pouvoir, qui à leur tour, commandent les policiers. Les militants de l'IWW qui se proposent de regrouper les ouvriers du monde (*Industrial Workers of the World*⁵⁴⁰) «sont la cible de tous les instruments dont le système peut disposer: la presse, les tribunaux, la police, l'armée,

538 J. K. Galbraith, 1968, p.108-109.

539 Howard Zinn, *Le XX^e siècle américain: une histoire populaire de 1890 à nos jours*, traduit de l'anglais par Frédéric Cotton, Marseille/montréal, Agone/Lux, 2003, p. 48.

540 Les travailleurs industriels du monde. Organisation syndicale fondée aux États-Unis en 1905 pour lutter contre les patrons et l'exploitation capitalistes.

la violence de rue. Les autorités locales votent des lois pour les empêcher de s'exprimer.⁵⁴¹» La répression sévit, allant jusqu'à la brutalité policière, aux intimidations musclées, aux arrestations en masse et aux emprisonnements. Les Noirs commencent à s'organiser et créent en 1903 le *National Afro-American Council* pour protester contre le lynchage, la discrimination raciale et la suppression des droits de représentation, etc. La *National Association of Colored Women*, alors naissante, poursuit les mêmes objectifs. Entre 1885 et 1906, deux cent soixante Noirs furent lynchés.

On constate donc que, s'il fallait nous en tenir à ce qui s'est passé au cours des premières années du XX^e siècle pour répondre à la question que nous nous posions à la fin du chapitre précédent à propos de la tendance montante au cours du XIX^e siècle voulant que le pouvoir recourt d'avantage à la persuasion qu'à la coercition pour gérer les masses, notre réponse serait carrément l'inverse. Et cette réponse pessimiste est hélas confortée par la poursuite de notre survol de cette période de l'avant-PGM.

Effectivement, les mouvements de grèves continuèrent. Les responsables de l'économie et le gouvernement n'arrivaient pas à trouver un *modus vivendi* avec les travailleurs regroupés. Les tensions qui suivirent «le massacre de Ludlow» en Avril 1914 rendirent le climat peu propice à la reprise des négociations. La garde nationale avait tué des mineurs qui faisaient grève et avait incendié leur campement, faisant vingt six morts, dont onze enfants et deux femmes, retrouvés carbonisés dans une fosse. Cet événement a provoqué un regain de colère chez les syndicalistes: un appel à la mobilisation des travailleurs fut lancé. De nombreuses manifestations eurent lieu à travers le pays. Une des plus importantes se déroula à Denver, cinq mille personnes

541 Howard Zinn, 2003, p. 52.

y participèrent⁵⁴². Les manifestants exigent que les officiers de la garde nationale soient inculpés pour meurtres.

Cherchant à désamorcer ces tensions explosives, alors que les conflits de classes font rage, les élites, détenant le pouvoir économique et politique, s'efforcent d'attirer l'attention des Américains vers des conflits externes, comme le bombardement de Veracruz qui coïncide avec la découverte des corps dans la fosse de Ludlow.

Plusieurs historiens critiques, dont Zinn (2003, 2004a) et Chomsky (2002), interpellent les motivations qui se cachent derrière ces trop fréquentes coïncidences entre bavures internes et agressions externes. Ainsi Zinn pose la question:

La ferveur patriotique et l'esprit belliqueux suffiraient-ils à apaiser la colère de classe? Le chômage et les difficultés de la vie se faisaient plus pressants en 1914. Les fusils pourraient-ils détourner l'attention de l'opinion publique et créer un consensus national contre un ennemi extérieur? La coïncidence entre le bombardement de Veracruz et le massacre de Ludlow était assurément fortuite. Mais 'l'Affaire du Mexique' pourrait également être considérée comme un sursaut instinctif du système pour assurer sa survie et créer, chez un peuple divisé par les conflits internes, une union sacrée autour d'un objectif guerrier.⁵⁴³

Il semble donc que, juste avant l'entrée en guerre des États-Unis dans le PGM, (l'Affaire du Mexique, en étant l'un des principaux détonateurs puisqu'elle insinuait que des Allemands s'efforçaient de relancer le Mexique contre les États-Unis,) les motivations étaient essentiellement d'ordre économique. Certes, de toute évidence, les marchands de canons américains qui fournissaient déjà les alliés allaient considérablement augmenter leurs profits et, en plus, les tensions sociales ou interethniques et entre les genres qui nuisaient au fonctionnement efficace de l'économie risquaient fort de s'estomper. Mais, paradoxalement et contrairement à ce que nous avons affirmé jusqu'à maintenant, si l'économie était bien le moteur de

542 Howard Zinn, 2003, p. 79.

543 Howard Zinn, 2003, p. 80.

cette guerre, les bénéfices n'allaient pas ou ne devaient pas nécessairement aller du côté des oligarques, de l'élite ou de l'Establishment. La pensée socialiste ayant infiltré les milieux ouvrier et syndicaux ainsi que certains milieux intellectuels, il s'est trouvé des penseurs qui ont sincèrement cru que la guerre, annoncée comme étant la dernière, allait accoucher d'un climat de paix perpétuelle où les nations s'entendraient et où les démunis connaîtraient enfin justice sociale et équité. Parmi ces penseurs, figurait le grand sociologue et philosophe, fondateur de l'École de Chicago, John Dewey.

Effectivement, si aux yeux de certains auteurs critiques, les interventions des États-Unis sur la scène internationale ont pour principal objectif de détourner vers «un dangereux ennemi de la nation» la colère qu'éprouvaient des citoyens démunis envers les détenteurs de capitaux et les forces conservatrices, d'autres auteurs, - peut être tout aussi critiques mais plus utopistes parce que, vivant à cette époque, ils partageaient les idéaux alternatifs qui seront discrédités à la toute fin du XX^e siècle -, se sont montrés avides de changements radicaux porteurs d'une plus grande équité sociale. Contrairement aux critiques d'aujourd'hui, ils ont vu apparaître, derrière la perspective d'un conflit mondial qui se profilait à l'horizon, une chance unique d'établir un ordre mondial différent et plus juste que celui qui prévalait dans la période dont Galbraith et Zinn ont fait l'analyse et que nous venons de rapporter.

Parmi ces critiques utopistes de l'époque, se trouve effectivement John Dewey. Pour ce dernier, même si la Guerre Mondiale qui se profilait à l'horizon pouvait être un exutoire des problèmes sociaux locaux, il ne fallait surtout pas qu'elle soit, - ce qu'elle est peut être devenu aux dires des critiques d'aujourd'hui -, une façon de faire éclater la solidarité mondiale latente des prolétaires, telle que l'IWW la promouvait, pour un retour à l'exacerbation des nationalismes qui ne pouvait que faire le jeu des classes possédantes et dirigeantes au détriment de la mise en pratique à l'échelle mondiale des idéaux démocratiques, égalitaires et pacifistes. Quelque part, Dewey,

pourtant bien ancré dans les idéaux de la Démocratie en Amérique, partageait un peu l'idéal marxiste d'«union des prolétaires de tous les pays». Et, à ce titre, pour lui, il était important de s'assurer que cette guerre, qu'il n'avait pas souhaitée, réponde au moins à l'objectif qu'il visait, à savoir, la démocratisation du monde. Une fois cet objectif - au moins partiellement - admis par le Président Wilson, il souhaitait que les alliés utilisent la force dont les Américains, entrant dans le conflit, leur permettait de disposer de manière rationnelle et socialement morale. Contrairement, au diagnostic que Zinn et Chomsky portent maintenant sur les guerres de cette époque, Dewey, qui la vivait alors, a cru voir des «chances de salut et d'équité» dans ce que cette guerre pouvait apporter. Il croyait que cette guerre, qui devait être «la dernière», pourrait encourager une évolution sociale constructive tant aux États-Unis que sur la planète entière. Comme le dit Ronald Schaeffer:

Alors que d'autres redoutaient que la guerre engendre le chaos, Dewey estimait que l'entrée en guerre de l'Amérique allait créer une «union artificielle», une chance de réorganiser l'économie mondiale et d'établir un «contrôle public» transnational qui pourrait résoudre les problèmes sociaux. Il pensait que la guerre accroîtrait l'utilisation de la science à des fins communautaires et a cru que la participation américaine permettrait de créer un organisme international capable d'ajuster les intérêts contradictoires des nations et donc de prévenir de prochaines guerres.⁵⁴⁴

Convaincu que la guerre connaîtrait l'issue qu'il souhaitait, Dewey s'était fait à l'idée, qu'une fois de plus et, comme ce fut toujours le cas lors des précédents conflits, le gouvernement manipule l'opinion publique. Mais, cette fois, ce devrait être par «une intervention psychologique (*Practical psychology*)» dans laquelle des experts «persuaderaient» le public - sans recourir à la coercition - du bienfondé des objectifs de la guerre (que nous venons d'évoquer) qui n'apparaissaient pas de façon

544 Ronald Schaffer, 1991, p.111 (traduction libre de: «While others complained about the chaos war created, Dewey believed that America's entry had created a 'plastic juncture,' a chance to reorganize the world economy and to establish a 'public control' across national boundaries that could solve social problems. He thought the war would increase the use of science for communal purposes and believed American participation would help produce an international body that would adjust conflicting interest of nations, preventing future war.»)

évidente. Pour lui, les pratiques de la communication démocratique comme la liberté d'expression, qui avaient toujours été restreintes dans les autres conflits, devaient être alors maintenues. Il a même demandé à l'Administration Wilson (A.W.) d'inviter le public à prendre part aux débats sur la guerre afin que celui-ci puisse en décider rationnellement au lieu de se faire transformer par la propagande en fanatiques hypnotisés, comme c'est trop souvent le cas en de telles circonstances.

Par contre, si le sociologue et philosophe Dewey se faisait l'avocat de l'Américain ordinaire et souhaitait sincèrement que l'issue de cette guerre, qui devait être la dernière, lui soit favorable et permette l'établissement d'une société mondiale, plus juste, plus équitable et où la conversation républicaine serait pratiquée par tous, Walter Lippmann, lui, était beaucoup plus près des élites conservatrices auxquelles il offrait ses services. Comme la plupart des oligarques de l'époque, il pressentait que les États-Unis avaient beaucoup à gagner sur le plan économique en s'engageant dans ce conflit. Si l'on peut soupçonner Dewey d'éprouver quelques sympathies pour l'«International-Socialisme», alors à la mode chez beaucoup de penseurs occidentaux, Lippman, sans aucun doute, se situait aux antipodes idéologiques, comme le prouve son appréciation de la tournure des événements: «Nous nous tenons au seuil d'un collectivisme, écrit-il, qui est plus grand que tout ce qui a été jusqu'ici planifié par un parti socialiste. La guerre qui avait commencé comme un conflit entre empires s'était muée (selon Lippmann) en une révolution démocratique mondiale.⁵⁴⁵» Cette première Guerre Mondiale, appelée *The Great War*, qui était en train de faire plus de 20 millions de morts dans le monde a donc effectivement suscité chez les oligarques américains, le besoin, voire la nécessité d'y intervenir pour assurer un ordre mondial qui leur soit sécuritaire et donc, surtout, «libre de socialisme». La posture de Dewey,

545 Ronald Schaffer, 1991, p. 114 (traduction libre de: «We stand at the threshold of a collectivism, he wrote, which is greater than any as yet planned by a socialist party. The war that had started as a clash of empires had turned (in Lippmann's mind) into a worldwide democratic revolution. »)

on s'en doute, était alors minoritaire mais elle méritait mention puisque Wilson l'a exploitée en la détournant quelque peu de son orientation originelle et originale.

Wilson, dont Lippman était, idéologiquement, beaucoup plus près, ne partageait évidemment pas l'utopisme socialisant de Dewey. Il saura toutefois en faire bon usage dans ses stratégies de persuasion favorisant l'entrée de l'Amérique dans ce premier conflit mondial et surtout, à la fin de la guerre, avec la création de la Société des Nations. Société des Nations que Dewey appelait de tous ses vœux et sur laquelle il avait fondé de grands espoirs qui seront, bien sûr, vite déçus. Schaffer rapporte que Wilson, dans la poursuite des intérêts économiques et stratégiques américains, a participé à beaucoup plus d'interventions militaires que n'importe quel autre Président avant lui. Il est intervenu militairement, en Haïti, à Cuba, au Panama, en République Dominicaine, et également au Mexique.

Selon Schaffer, Wilson était «un réaliste». Certes, il croyait comme les idéalistes de la Destinée Manifeste et, un peu comme l'utopiste socialisant, Dewey, que les Américains étaient les champions du monde libre et que l'Amérique avait été fondée pour être au service de l'humanité. Mais, il voulait aussi en intervenant dans la Grande Guerre, - et c'est en cela qu'il est «réaliste» à la Walter Lippman ou à la Alfred Thayer Mahan - que le système international devienne encore plus favorable au capitalisme américain et adopte les principes américains de liberté politique et surtout de liberté économique.

Laissez vos pensées et votre imagination vous guider à travers le monde entier et, en vous inspirant du fait que vous êtes des Américains dont le destin est de porter la liberté, la justice et les principes de l'humanité partout où vous allez, allez vendre des produits qui rendront le monde plus confortable et plus heureux, et convertissez les étrangers aux principes de l'Amérique.⁵⁴⁶

546 Schaffer, 1991, p xv (traduction libre de: «Let your thoughts and your imaginations run abroad throughout the whole world, and with the inspiration of thought that you are Americans and are meant to carry liberty and justice and the principles of humanity wherever you go, go out and sell

Évidemment, ces propos du Président Wilson illustrent parfaitement pourquoi il a été dit et répété que les idéologues, néoconservateurs, éminents conseillers de l'A.B., sont «Wilsoniens». Toutefois, ici, avant de continuer, une remarque que l'on pourrait qualifier de technique ou de sémantique s'impose. On sait, lorsque l'on traite d'une longue période de l'histoire des États-Unis, que les mots clefs que l'on utilise n'ont pas toujours le même sens. Ils ont parfois même des connotations pratiquement opposées. On sait, par exemple, que le parti Républicain de la dernière décennie du XVIII^e siècle était un parti de gauche, comme il l'a montré en appuyant la Révolution Française alors qu'il est inutile de préciser qu'aujourd'hui, c'est définitivement un parti de droite même si et, peut être, aussi parce qu'il donne dans le populisme outrancier. Par contre, lorsque nous parlons, ici, en suivant James W Carey, de «conversation républicaine» nous prenons l'acception de ce mot dans son sens classique de *RES-PUBLICA*: «chose publique» et nous pensons à la participation du public aux négociations et prises de décisions concernant la gouvernance du pays. Mais les termes qui posent problème dans notre argumentation immédiate sont ceux d'«idéisme» et de «réalisme». L'acception que nous retenons ici, à la suite de Ronald Schaeffer, du terme «idéiste», est celle que l'on retrouve dans l'utopisme quelque peu socialiste de Dewey ou dans la mission d'expansion de la Démocratie américaine à l'échelle mondiale qu'implique la notion de «Destinée Manifeste». Comme le fait Schaeffer, nous opposons l'«idéisme» ainsi définit, au «réalisme» de Wilson lorsqu'il suit Lippman et Thayer Mahan dans la poursuite des intérêts économiques du pays sur la scène mondiale. Cette opposition s'inscrit alors dans l'opposition traditionnelle de l'idéalisme au matérialisme ou, pour être marxiste, dans l'opposition de la superstructure idéologique à l'infrastructure économique. Autrement dit, c'est là, l'acception que l'on retrouve dans les sciences économiques. Par contre, c'est dans une acception qui relève des sciences politiques que se situent les débats contemporains qui entourent l'A.B. et les Néoconservateurs. Ces derniers

goods that will make the world more comfortable and more happy, and convert them to the principles of America. »)

sont souvent qualifiés d'«idéologues» - bien qu'ils soient parfaitement «Wilsoniens» et suivent, à la fois, l'idéal de la Destinée Manifeste concernant la promotion universelle de la Démocratie et le réalisme de Thayer Mahan en s'assurant que, par le biais du glissement de la Démocratie vers le Libéralisme (plutôt sauvage de surcroît), on garantisse et on augmente une plus grande satisfaction des intérêts de l'Establishment économique et financier américain. Et l'«Idéologisme» des Néoconservateurs est alors opposé au «pragmatisme» de l'Administration de G.H. Bush (A.B.1), le père, et surtout au «réalisme» des Kissinger et Brzezinski qui se situent à l'antipode conceptuel des Néoconservateurs. L'«Idéalisme» que l'on attribue alors aux Néoconservateurs provient du fait qu'ils souhaitent imposer leur «projet américain pour le nouveau siècle» à l'ensemble de la planète quelle que soit la situation réelle de la planète et quelle que soit l'opinion du reste de l'humanité. Kissinger et Brzezinski ont développé des stratégies qui, elles, tiennent compte de l'état du monde et des forces qui y sont en présence, tandis que l'A.B. a nié avec arrogance l'existence de «réalités» présentes en croyant pouvoir en imposer une nouvelle, la sienne! Et c'est pour cela aussi qu'elle est considérée comme composée d'«idéologues» avec toute la connotation péjorative que ce concept prend dans une Amérique qui se dit «pragmatique». Ces précisons syntaxiques étant données, voyons maintenant de façon plus précise ce que l'A.B. a pu tirer de la participation des États-Unis à la Première Guerre Mondiale (PGM).

8.1 La Première Guerre Mondiale: Le Président Wilson, Père - Fondateur de l'Idéologie Néoconservatrice

Avant la PGM, en matière de politique étrangère, les oligarques américains se contentaient d'un isolationnisme relatif, reposant sur le fait que les espaces terrestres non encore annexés demeuraient ouverts à leur commerce. Ils exigeaient toutefois que leurs partenaires effectifs ou potentiels gardent «la porte ouverte». Ils arrivaient à donner l'impression de se conformer à un bel idéal de politique étrangère qui

consistait en un apparent «...refus du colonialisme, ... respect de la souveraineté nationale, ... rejet de toute ambition territoriale, volonté de partager une technologie de pointe, vecteur du modèle américain.⁵⁴⁷» «Devenir un modèle de vie et de culture pour le monde sans s'ingérer directement dans les affaires des autres», telle est la doctrine de la destinée manifeste énoncée par Monroe. Conformément à cette doctrine, le Président Wilson avait proclamé que les États-Unis resteraient neutres. Cependant, l'A.W. se trouva confronté à un dilemme: «comment maintenir la neutralité tout en prêtant des fonds et en vendant des munitions aux belligérants avec lesquels les États-Unis avaient des affinités et des dettes». En vendant des munitions, d'une certaine manière, ils favorisaient la cause des Alliés. Alors une série d'événements et de mesures a progressivement amené les États-Unis à s'engager sur le sentier de la guerre:

- 1) le refus allemand de respecter la «liberté des mers» en coulant des navires neutres porteurs de marchandises destinées aux Alliés et en pratiquant, à partir de janvier 1917, la «guerre sous-marine contre les États-Unis à outrance»;
- 2) la révélation des intrigues de la Wilhelmstrasse visant à pousser le Mexique dans une guerre contre son voisin du Nord;
- 3) la révolution de mars 1917 en Russie qui, en éliminant l'autocratie tsariste, donnait à l'action conjuguée des pays de l'entente l'allure d'une croisade des démocraties.
- 4) À cela s'ajoute, bien sur, le poids des intérêts économiques d'emprunts massifs consentis par les banques américaines aux Alliés occidentaux et préférence exclusive accordée aux mêmes puissances en matière commerciale.⁵⁴⁸

Bien que le gouvernement prônait la neutralité, les États-Unis avaient vendu pour plus de deux milliards de dollars de marchandises aux Alliés, selon des données fournies en avril 1917⁵⁴⁹. Deux ans plus tôt, au début de 1915, les Allemands coulèrent le paquebot anglais Lusitania. À bord du Lusitania, il y avait mille cent quatre vingt dix huit passagers qui périrent noyés et, parmi eux, on comptait 124

547 Pierre Milza, «Pax Americana: le triomphe des États-Unis», in *Les collections de l'histoire* No 7, 2000, p. 43.

548 Pierre Milza, 2000, p. 44.

549 Yves-Henry Nouailhat, 1997, p. 79.

Américains⁵⁵⁰. Toutefois, Nouailhat (1997) précise qu'en dépit d'une forte opinion publique en faveur de la guerre, «il n'est pas question d'intervention, car l'Amérique est 'trop fière pour se battre' (*too proud to fight*).⁵⁵¹»

Selon l'historien, John Milton Cooper Jr. (1972), la décennie précédant la PGM avait vu se dérouler sur la scène mondiale une suite d'événements qui contribuèrent à former la conviction chez beaucoup d'Américains que l'Allemagne représentait un ennemi potentiel tandis que la Grande-Bretagne était un allié naturel des États-Unis. Selon, cet historien, plusieurs journaux depuis les années 1898 faisaient état de cette méfiance. Parfois c'étaient les journaux anglais qui présentaient l'Allemagne comme une menace pour la paix mondiale et les intérêts américains et parfois c'étaient des quotidiens d'Amérique latine dont les articles étaient repris par la presse américaine. Dans un article écrit en 1909, Amos S. Hershey, professeur de Sciences politiques et de droit international à l'université d'Indiana, écrivait que:

Les Américains pouvaient difficilement rester neutres devant une guerre germano-britannique risquant de donner la suprématie navale à l'Allemagne... De plus, un blocus des îles britanniques par des croiseurs allemands et des mines sous-marines, comme des pertes occasionnées par le danger d'avoir à pratiquer la contrebande seraient durement ressenties dans ce pays.⁵⁵²

Il devenait donc de plus en plus urgent de sécuriser les intérêts américains à travers une alliance gagnante. Ce qui explique la tendance que l'on retrouve dans la presse et chez certains intellectuels à promouvoir l'alliance des États-Unis avec l'Angleterre. L'accent était mis sur la nécessité de préserver de la puissance maritime de la Grande-Bretagne si on voulait protéger la sécurité et les intérêts américains.

550 Howard Zinn, 2003, p. 84.

551 Yves-Henry Nouailhat, 1997, p. 79.

552 Cité dans John Milton Cooper, 1972, p. 54-56 (traduction libre de: «The people of the United States could hardly remain neutral in a war between Germany and the Great Britain which might possibly end in German naval supremacy. ... A blockade of the British Isles by German cruisers and submarine mines, or the loss involved in the danger to contraband trade would be severely felt in this country.»)

Selon Cooper (1972), en 1917, peu d'indices suggèrent que la majorité des citoyens américains appuyait l'entrée de leur pays dans la première guerre mondiale pour défendre des enjeux nationaux vitaux. Toutefois, beaucoup de documents montrent que la majorité des intellectuels et des citoyens informés ont été continuellement exposés à la propagande contre l'Allemagne. Ils se sont souvent, eux mêmes, comportés en agents de propagande contre ce pays en le présentant comme menaçant la sécurité et le bien-être des États-Unis. L'existence de cette attitude a probablement facilité la condamnation de l'Allemagne sur des bases morales et idéologiques, après que le conflit européen eût éclaté en 1914. Elle a aussi favorisé l'entrée en guerre des États-Unis sous le prétexte que leurs droits de pays neutres tels qu'inscrits dans le principe de «liberté des mers» (*Freedom of the Seas*) avaient été fréquemment violés par l'Allemagne. En 1915, l'A.W. promulgua une politique selon laquelle, il revenait aux États-Unis de faire respecter le droit international. Elle défendait donc une conception des intérêts nationaux selon laquelle la sécurité nationale dépendait de la préservation du droit international de l'époque.

Puisque l'hypothèse qui sous-tend la troisième partie de notre thèse veut que, «dans tous ses excès, l'A.B. n'ait fait que de s'inscrire dans la continuité de l'histoire d'agression perpétuelle qui est celle des États-Unis conduits par une oligarchie impériale», nous devons admettre que, sur ce point précis, bien que «wilsonienne», l'A.B. a outrepassé, au moins verbalement, la politique étrangère de l'A.W.. Comme Wilson l'a fait en se lançant dans la première guerre mondiale au côté des Alliés, l'A.B. s'est empressée, comme on l'a vu en détails dans la seconde partie de notre thèse, de redonner aux États-Unis, le rôle de gendarme du monde comme d'ailleurs l'avaient fait plus récemment, avant lui, l'Administration du Général Eisenhower (A.E.) en Corée, celle de Georges H. Bush (A.B.1) au Koweït, et celle de Bill Clinton (A.C.2) dans l'ex-Yougoslavie. Toutefois, contrairement à Wilson, Eisenhower, son père et Clinton, George W. Bush, tout en prétendant agir au nom de «la communauté internationale», n'a pas reçu l'aval de l'ONU ni même de l'OTAN pour lancer sa

guerre préemptive contre l'Iraq. Certes, il pouvait se prétendre tout à fait Wilsonien en intervenant en 2001 contre le régime taliban d'Afghanistan qui supportait ouvertement Al-Qaïda, mais pas contre Saddam Hussein en 2003. Sur ce point précis, nous devons - au moins temporairement (car nous y reviendrons dans la conclusion de ce chapitre) - faire amende honorable, la thèse de notre troisième partie est partiellement «falsifiée», comme dirait Karl Popper, les États-Unis se sont rarement (pour ne pas dire jamais) autant opposés au droit international que l'a fait L'A.B. dans sa guerre préemptive contre l'Iraq. Sur ce point précis, le discours que G.W. Bush a présenté à la Maison blanche le 17 septembre 2002, où il insiste sur le fait que: «Aujourd'hui, l'humanité tient en main, la possibilité d'affirmer le triomphe de la liberté sur tous ses ennemis. Les États-Unis accueillent sans hésiter la responsabilité de diriger cette mission.⁵⁵³» représente le chant du cygne ou la dernière fois que la Maison Blanche ait été en phase avec le droit international et même, comme le veut la thèse sous tendant notre troisième partie, en phase avec la continuité historique des États-Unis au XX^e siècle.

Si l'on revient en 1916 pour y retrouver le Président Wilson, on constate que dans son discours préparant en douceur l'entrée en guerre de son pays, il insiste bien sur le rôle de gendarme au service de la légalité internationale que les États-Unis doivent jouer. Comme il le dit,

Les États-Unis doivent défendre les principes juridiques et soutenir la communauté internationale. Les méthodes de guerre illégales de l'Allemagne menacent la sécurité américaine, il devient impératif de maintenir l'honneur et les droits de la nation, ainsi que de préserver la structure du droit et de la moralité internationaux.⁵⁵⁴

553 Discours du président Bush présenté à la Maison blanche, le 17 septembre 2002, in *The National Strategy of United States of America* (traduction libre de: «Today, humanity holds in its hands the opportunity to further freedom's triumph over all these foes. The United States welcomes our responsibility to lead in this great mission.»)

554 John Milton Cooper, 1972, p. 57 (traduction libre de: «The United States had to defend legal principles and support the international community. Germany's lawless methods of warfare affected American security, the President implied, dependent as it was on maintenance of national honor and rights and the preservation of the structure of international law and morality.»)

Il semble donc que ce soit en mariant l'idéal démocratique américain qui, à l'époque, pouvait même avoir la connotation un peu socialisante que Dewey lui a conférée, avec le respect du droit international qui assurait, entre autre, la liberté de circulation en haute mer des vaisseaux battant pavillons neutres que le Président ait tenté de rallier à sa cause l'opinion publique américaine.

Pourtant, souligne Zinn (2003), quand les États-Unis s'engagèrent dans la guerre en avril 1917, la ferveur patriotique était peu palpable. Le pays était divisé plus que jamais. Et la tension inter classes était telle que James Wadsworth, sénateur de New York, imposa le service militaire à tous les Américains, sans exceptions, pour empêcher que le clivage social soit renforcé par la division: - classes modestes, conscrées et - classe des privilégiés, exemptée. Il préconisait d'inscrire des leçons de civisme dans les programmes scolaires destinés à tous les jeunes Américains pour qu'ils connaissent leurs devoirs envers le pays. Le gouvernement a eu beaucoup de mal à procéder au recrutement des conscrits, et ce, malgré de gros efforts de propagande. S'inspirant de la généreuse posture de John Dewey, le Président Wilson, dans sa campagne de propagande, annonçait que cette guerre se faisait «pour que cessent toutes les guerres» et pour «sauver la démocratie dans le monde».⁵⁵⁵

Mais, au delà des discours généreux, Wilson, dans la tradition présidentielle belliciste (celle que nous nous efforçons de la débusquer dans cette troisième partie de notre thèse) savait se servir de l'armée pour défendre les intérêts que les oligarques de son pays détenaient ou voulaient faire valoir à l'étranger. N'avait-il pas envoyé des troupes américaines au Mexique en 1914, pour mettre un terme au mandat d'un président mexicain que l'A.W. (et les oligarques qui l'avaient installée) avait jugé corrompu et inapte moralement à diriger ce pays? Et, en ce sens, c'est bien sous ce Président fort habile au maniement de l'épée et de la plume que se dessine le spectre

555 Howard Zinn, 2003, p. 87.

de l'A.B. et des Néoconservateurs. Leur stratégie de promotion de la démocratie et du libre échange au Moyen Orient ne visait-elle pas, comme celle de l'A.W., à rendre le monde entier plus sécuritaire? Mais, parmi tous les incidents que nous avons évoqués plus haut et que l'A.W. a essayé d'exploiter pour mobiliser l'opinion publique, aucun n'a eu l'impact électrisant que Pearl Harbour a eu pour Roosevelt ou le 9/11 pour G.W. Bush. En 1916, il a donc fallu créer un «Comité d'Information Publique» visant à convaincre les Américains du bienfondé de la guerre. Et là, la similitude entre les propos de l'A.B. et ceux de l'A.W. est plus que frappante! «Des millions de tracts, autant de discours proférés dans les théâtres et autres salles publiques par 75 000 personnes, insistent lourdement sur la lutte de la démocratie contre la barbarie.⁵⁵⁶» Ce «Comité» était composé de soixante-quinze mille orateurs qui présentèrent sept cent cinquante mille discours dans cinq mille villes et villages des États-Unis⁵⁵⁷. Compte tenu du profond désintéressement des Américains envers la guerre, le gouvernement doit prendre des mesures draconiennes pour forcer les jeunes à rejoindre les rangs. Ceux qui refusent de se présenter dans les centres de recrutement sont sévèrement sanctionnés. Le 18 mai 1917, le Congrès vote un décret qui instaure «le service militaire sélectif⁵⁵⁸» pour recruter le plus grand nombre possible d'hommes âgés de 18 à 45 ans. Selon un membre de la Fédération Civile National (*National Civic Federation*), au début de la guerre, «ni les travailleurs ni les agriculteurs ne [prenaient] part ou ne [s'intéressaient] aux efforts fournis par les ligues de défense et de sécurité ou tout autres mouvements d'alerte nationale.⁵⁵⁹»

Entre temps, le parti socialiste s'implantait sur la scène politique et, dans la plupart des villes importantes, les électeurs de ce parti passèrent de trois pour cent à plus de trente pour cent. L'A.W. conscient de l'importance du mouvement, recruta George Creel, comme propagandiste officiel de la guerre. Ensemble, ils mirent sur

556 Melandri et Portes, 1991. p. 51.

557 Howard Zinn, 2003, p. 87.

558 Selon Nouailhat, 1997. p. 83.

559 Howard Zinn, 2003, p. 87.

piéd «l'Alliance américaine pour le travail et la démocratie» (*American Alliance for Labor and Democracy*) dans le but de créer un courant national ouvrier en faveur de la guerre. Cette organisation possédait des succursales dans cent soixante-quatre villes, mais jamais elle n'a eu un effet rassembleur comparable à celui du parti socialiste sur la masse des travailleurs qui continuèrent à s'opposer à la guerre.

C'est ainsi qu'en juin 1917, le Congrès vota la loi sur l'espionnage, ratifiée ensuite par Wilson. Son intitulé pouvait laisser penser qu'il s'agissait d'une loi contre l'acte même d'espionnage, mais elle présentait également une clause qui prévoyait une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à vingt ans contre «toute personne qui, en temps de guerre, inciterait volontairement ou tenterait d'inciter à l'insubordination, la trahison, la mutinerie ou le refus de servir dans les forces armées et navales des États-Unis, ou qui ferait volontairement obstruction aux services d'enrôlement et de recrutement américains». [...] Une autre clause précisait que «rien de tout cela ne devait être interprété de manière à limiter ou restreindre [...] les discussions, les commentaires ou les critiques touchant l'activité politique du gouvernement ». Ce double langage dissimulait en réalité un objectif unique: la loi sur l'espionnage permit de jeter en prison les Américains qui prenaient position, oralement ou par écrit, contre la guerre.⁵⁶⁰

Cette loi, même masquée derrière ce double langage révélateur, violait clairement le Premier Amendement: «Le Congrès ne fera aucune loi [...] qui restreigne la liberté de parole ou de la presse ». Mais rien n'y fit, bien au contraire; en été 1917, une nouvelle organisation a été créée: l'*American Defense Society*. Selon le *New York Herald*: «Plus d'une centaine d'hommes se sont engagés ... dans la Patrouille américaine de sécurité sous l'égide de l'*American Defense Society*. ... Cette patrouille a pour but de faire taire les propos séditions qu'on entend dans nos rues.⁵⁶¹» Chaque État mettait sur pied ses milices de surveillance. Ces mesures répressives étaient appuyées par des organes de presse, dont le *New York Times* qui demandait aux citoyens de rapporter aux autorités concernées, tout propos séditions ou toute manifestation de déloyauté. De même, le *Literary Digest* demandait à ses lecteurs de lui faire part de toute publication qui semblait séditions. Là encore, il est fort

560 Howard Zinn, 2003, p. 88.

561 Howard Zinn, 2003, p. 92.

probable que l'A.B. a trouvé dans les mesures prises à cette époque de l'histoire américaine, les incitations à la délation dont elle s'est montrée si friande en lançant sa guerre contre le terrorisme. C'est probablement de là qu'elle a puisé son modèle de répression implicite de la liberté d'expression comme du droit à l'information, et sa propension au glissement subtil de la censure à l'autocensure. Dans ses discours rassembleurs, Bush n'intime-t-il pas les citoyens à choisir leur camp, ceux qui n'étaient pas avec lui dans sa lutte contre le mal, étant contre lui. Par conséquent, ceux qui étaient contre la guerre se voyaient automatiquement taxés d'antipatriotisme et même de trahison.

À en croire, certains observateurs de l'époque Wilson, même le courrier était surveillé, parce que des organisations gouvernementales étaient parfaitement au courant du contenu du courrier de certains suspects. Comme cette guerre n'était pas populaire, les Américains refusaient d'obéir aux ordres de conscription. Plusieurs personnes ont été emprisonnées pour refus de participer à la guerre. Près de soixante-cinq mille recrues se déclarèrent «objecteurs de conscience», et acceptèrent seulement d'effectuer un service civil. Ces individus reçurent de mauvais traitements et certains ont été affreusement torturés. Une socialiste, Emma Goldman critiqua vivement ces pratiques. Et elle ne mâchait pas ses mots (qui redeviendront d'une brûlante actualité sous l'A.B.):

Étant donné le manque de démocratie [aux États-Unis], comment pouvons-nous prétendre l'apporter au reste du monde? [...] Une démocratie conçue dans l'asservissement militaire des masses, dans leur esclavage économique et qui se nourrit de larmes et de sang n'est pas une démocratie. C'est du despotisme. Le fruit d'une série d'abus que le peuple, selon ce dangereux document qu'est la Déclaration d'indépendance, est en droit d'abolir.⁵⁶²

562 Howard Zinn, 2003, p. 96.

L'A.W. profita de ses mesures de guerre pour tenter de se débarrasser de l'IWW, rapporte Zinn. Ainsi, elle fit arrêter 165 membres⁵⁶³, responsables de cette organisation, pour incitation à la désertion et pour avoir conspiré contre la conscription. Ils furent tous déclarés coupables et condamnés à une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 20 ans, en plus d'avoir à payer une amende collective de 2,5 millions de dollars. Tout cela a complètement affaibli l'IWW, sans pour autant mettre un terme à la circulation de l'idéologie socialiste en Amérique. Les nombreuses tentatives de reconstruction de l'unité nationale, que ce soit par des réformes ou par la répression, se sont soldées par des échecs. Pour conforter la dimension coercitive des mesures prises par l'A.W., une loi votée peu avant la fin de la guerre promulguait la déportation des étrangers qui s'opposaient aux politiques du gouvernement. En janvier 1920, environ 4 mille personnes avaient été arrêtées aux États-Unis et confinées en secret dans des prisons jusqu'à ce qu'elles soient déportées.

Tout compte fait, il semble que cette guerre n'ait pas eu les effets sociaux, économiques et politiques que ses instigateurs de droite comme de gauche en attendaient. Contrairement à ce que recherchaient les oligarques, la guerre n'a pas réussi à regrouper les différentes classes d'Américains autour d'un nationalisme patriotique et, contrairement aux vœux de sympathisants socialistes comme Dewey, si la guerre avait bien abouti à la création de la Société des Nations, cet organisme ne parviendra pas à établir une paix durable dans un système mondial où les démunis auraient pu bénéficier d'une justice socio-économique. Comme Zinn le souligne :

On avait fait des réformes. On avait invoqué la ferveur patriotique et guerrière. Les tribunaux et les prisons avaient servi à convaincre les gens que certains idéaux et certains modes de résistance ne sauraient être tolérés. Et pourtant, du fond même des cellules des condamnés, le message continuait de passer : la guerre de classes se poursuivait dans cette

563 Howard Zinn, 2003, p. 96.

prétendue société sans classes qu'étaient les États-Unis. Et en effet, tout au long des années 1920 et 1930, la guerre des classes continue.⁵⁶⁴

En conclusion, pour Stanley (1972) et Zinn (2003), la PGM a provoqué une vague de protestations des classes moyennes et populaires qui furent réprimées aux États-Unis, parce que beaucoup de citoyens, dont un bon nombre était favorable aux internationales socialistes de l'époque, ne voulaient pas aller se battre. Toute la violence et la répression étaient dirigées vers des groupes qui n'acceptaient pas la culture de la conformité: conformité en ce qui concerne les inégalités sociales et les droits civils. Les groupes politiques radicaux et les non-conformistes ont été durement réprimés. Toutefois, la plus grande suppression des libertés civiles que l'on aura connues à l'époque s'est manifestée pendant la «menace rouge» de 1919-1920 où ont été systématiquement censurés les opposants à la guerre de *containment* ou d'encerclement de la Révolution Soviétique⁵⁶⁵. Plusieurs médias des opposants de cette guerre ont été fermés. Par contre, parce qu'ils sont proches des oligarques ou du monde des affaires, ou du commerce qui les fait vivre par l'achat d'espace publicitaire, la majorité des journaux font la promotion de cette guerre contre le communisme qui s'est fait État en Russie. La guerre a aussi pénalisé l'émergence de certains mouvements sociaux, en particulier le parti socialiste qui perd beaucoup de sa popularité à cause des actions du gouvernement et de la répression qui sévit. Ce parti eût aussi à faire face au «vigilantisme» privé. Toutefois, la fin de la PMG et de sa prolongation par l'encerclement de la Russie Communiste annonce une nouvelle période orientée vers la paix et l'isolationnisme qui prendra fin avec la crise de 1929 dont les principaux remèdes contribueront, à moyen terme et paradoxalement, à la préparation de la Seconde Guerre Mondiale (SGM). SGM, dont l'issue favorisera démesurément les États-Unis qui connaîtront leur apogée pendant les trente glorieuses allant de 1945 à 1973.

564 Howard Zinn, 2003, p. 100.

565 Pour mémoire, Guerre de *containment* (encerclement du péril rouge, des Bolchevicks)

8.2 La Deuxième Guerre Mondiale: l'hégémonie américaine confortée

À la fin de la PGM, en créant la SDN (Société des Nations, ancêtres malheureux de l'ONU), le Président W. Wilson avait donné à l'Amérique la mission de défendre la Démocratie et le Libre Échange à travers le monde. Cette mission qu'incarne de façon synthétique la doctrine du «Wilsonisme» se retrouve dans les discours de presque tous les Présidents américains quand ils doivent prendre une décision de politique extérieure. Quoi qu'il arrive dans le monde, l'Amérique doit défendre la liberté. Cette mission civilisatrice aurait dû les empêcher de garder la neutralité qui avait pourtant prédominé, dans les faits, avant l'engagement des États-Unis dans la PGM et qui dominera la politique extérieure américaine durant presque tout le second quart du XX^e siècle américain, jusqu'à l'attaque de Pearl Harbour. «Pour certains, l'histoire de cette période de 'neutralité' démontre que les États-Unis ne peuvent se tenir à l'écart de la guerre. Mais les faits ne corroborent pas cette affirmation, ils montrent plutôt qu'il est impossible de s'impliquer sur la scène internationale et d'éviter les conflits.⁵⁶⁶» Effectivement, la recherche des marchés extérieurs empêche les États-Unis de rester neutres. Ainsi, tout en prétendant le rester, ils prendront parti pour l'Angleterre dès 1935, en votant le *Lend lease Act*, loi sur le prêt bail. Cette législation autorise le gouvernement américain à prêter des matériels lourds à l'Angleterre. L'Amérique est devenue, de fait, le principal fournisseur des arsenaux des démocraties. Certains historiens avancent que Pearl Harbour aurait servi de prétexte au Président Roosevelt pour finalement lancer les États-Unis dans la SGM. La légendaire neutralité américaine aurait donc fait long feu en faveur de la défense des intérêts économiques et commerciaux du pays. En 1942, l'économie américaine, longtemps stagnante après la crise de 1929, est totalement convertie en économie de guerre et tourne à fond. Une grande partie de la production est orientée vers le matériel de guerre et la recherche militaire. Et l'entrée des États-Unis dans la guerre

⁵⁶⁶ H. C. Peterson, 1939, p. 330 (traduction libre de: «To some, the history of the 'neutrality' period demonstrates that the United States cannot keep out of war. But the facts do not bear out any such contention. What it does prove is that it is impossible to be unneutral and keep out of war.»)

contre l'Axe, ne fera qu'exacerber cette tendance, la poussant même à son paroxysme. Si bien qu'en avril 1944, un responsable du Département d'État affirmera: «Comme vous le savez sans doute, nous prévoyons une gigantesque augmentation de la production américaine après la guerre que le marché domestique américain ne pourra pas absorber indéfiniment. De toute évidence, accroître nos marchés, deviendra une nécessité.⁵⁶⁷» Selon les historiens, Yves Bourdin et Jean Lamarre, cette guerre a permis aux États-Unis de sortir enfin complètement de la crise économique de 1929.

Face à la période qui a précédé l'engagement des États-Unis dans la SGM, les Néoconservateurs se poseront en s'opposant. Ils seront, effectivement, très critiques de toutes les velléités de neutralité et de non intervention qui semblent avoir gravement affecté, selon eux, l'Amérique dans la première moitié du XX^e siècle. Toutefois au lieu de dénoncer directement le non engagement des États-Unis, ils s'en prendront aux «Pacifistes Européens» qui se sont efforcés d'éviter ou de repousser la guerre avec Hitler. En particulier, ils n'auront de cesse de dénoncer les humiliants «Accords de Munich» où, en 1938, l'Anglais Chamberlain et le Français Daladier se sont inclinés devant Hitler en lui laissant envahir les Sudètes qui faisaient pourtant partie de la Tchécoslovaquie avec laquelle la France et l'Angleterre avaient signé un traité de défense mutuelle. Si les Néoconservateurs n'ont pas directement critiqué Roosevelt qui ne s'était pas compromis aux côtés de Daladier et Chamberlain pour barrer la route à Hitler, ils n'ont pas cessé d'évoquer ce «traité de lâches» pour ridiculiser et rejeter du revers de la main toute tentative diplomatique visant à empêcher les conflits qu'ils souhaitaient voir l'A.B. déclencher au Moyen-Orient. Cette période de neutralité nous contraint donc, là aussi, à mettre un bémol à l'inversion de notre jugement de départ sur l'histoire des États-Unis qui justifie la troisième partie de notre thèse. Les périodes d'isolationnisme et de neutralité qu'ont

567 Howard Zinn, 2003, p. 142.

connues les États-Unis au cours de la première moitié du XX^e siècle, infirment partiellement notre hypothèse selon laquelle, l'histoire des États-Unis aurait toujours été le miroir fidèle de ce qu'a été ce pays sous l'A.B.. Par contre, à contrario, ces périodes isolationnistes montrent, comme notre hypothèse le suggère, qu'en temps de paix, l'économie fonctionne mal, voire très mal, et qu'il y a de graves frictions sociales et ethniques. On a vu un peu plus haut et on va continuer à constater que, dès que l'interventionnisme militaire se précise, dès que la neutralité s'estompe, l'économie repart et les tensions sociales s'amenuisent, même si elles ne disparaissent pas totalement.

Effectivement, la préparation économique des États-Unis à la Seconde Guerre Mondiale n'a pas tout à fait mis fin aux fortes tensions qui régnaient entre les travailleurs et la classe dirigeante depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Par contre, l'engagement dans le conflit proprement dit, semble y être presque parvenu. Pour certains observateurs, cette guerre a réussi à unir le pays dans un même effort. Il s'agit indéniablement et, contrairement à la PGM, d'une guerre populaire puisqu'il y a eu une participation élevée de la population américaine. «Dix-huit millions d'individus servirent sous les drapeaux, dont dix millions à l'étranger.⁵⁶⁸» Et, selon Zinn (2003), ceux qui restèrent y contribuèrent aussi de façon significative puisque vingt-cinq millions de travailleurs prélevèrent régulièrement des contributions à même leur salaire pour monnayer cette guerre. Pourtant, malgré ce climat patriotique et de dévouement total à la guerre, il y eut, pendant la durée du conflit, quatorze mille grèves qui ont mobilisé six millions sept cent mille travailleurs. En dépit de l'abondance provoquée par la vente des armements sur le marché international, il existait un profond écart entre l'augmentation des profits de certaines industries:

568 Howard Zinn, 2003, p. 135.

600% entre 1940 et 1946 et l'augmentation des salaires: 36%⁵⁶⁹, durant la même période.

Plusieurs critiques prétendent que, sans l'attaque des Japonais à Pearl Harbour, les États-Unis ne seraient jamais entrés en guerre. Ainsi, Pierre Melandri (1982) soutient que:

Le 7 décembre 1941, l'attaque de Pearl Harbour démontra aux Américains qu'ils n'avaient pas pu, encore une fois, et sauver leur vision du monde et éviter un conflit armé. Elle leur fit surtout découvrir que leur sécurité ne pouvait plus être assurée par leur seule action économique ni par leur refus de se laisser «empêtrer» dans d'inévitables responsabilités. Pour eux, le monde ne serait jamais plus le même désormais.⁵⁷⁰

Plus jamais les États-Unis ne pourront s'isoler du reste du monde et n'intervenir que dans les affaires qui pourraient représenter une menace directe à leurs intérêts ou à leur sécurité. Ils ont une nouvelle responsabilité, celle d'assurer la paix mondiale en dissuadant les nouvelles puissances qui la menaceraient. Et Wilson avait déjà compris, en avançant ainsi les Néoconservateurs qu'il inspira, qu'une importante force armée est la seule façon d'assurer la paix. Par contre, en 1947, Le Président Harry Truman avancera dans sa «doctrine» moins agressive: que les États-Unis n'atteindront leurs objectifs que dans la mesure où ils aideront les peuples à l'autodétermination. Et, à cela, selon ce Président, moins guerrier que Wilson et donc que les Néoconservateurs, les Américains peuvent parvenir par le biais de conseils, d'aide économique, voire d'aide militaire, etc. mais pas nécessairement en intervenant eux-mêmes militairement et surtout pas de façon unilatérale. Et c'est pour cela que l'Administration Truman (A.T.) a largement contribué à la création de l'ONU qui, jusqu'à nouvel ordre connaît de plus grands succès que la SDN de

569 Howard Zinn, 2003, p. 147.

570 Pierre Melandri, *La politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1982, p. 24.

Wilson, mais qui n'est guère appréciée des Néoconservateurs qui la trouvent souvent non pertinente (*irrelevant*) lorsque ses membres refusent d'appuyer leurs projets.

Le 7 décembre 1941, les Japonais attaquent la base militaire de Pearl Harbour dans l'île d'Oahu (Hawaï). Avec dix-neuf navires coulés, cent cinquante avions américains détruits et deux mille trois cents militaires (soldats et marins) tués; cet événement a radicalement et définitivement mis fin aux politiques de neutralité et de non-ingérence des États-Unis. Ils déclaraient la guerre au Japon. Les hypothèses concernant cette guerre sont nombreuses. L'une d'entre elles est que les Américains se seraient économiquement préparés à cette guerre depuis 1939 ou 1940, mais qu'ils n'étaient pas, politiquement, prêts à s'y engager. Cette guerre extérieure avait effectivement entraîné une conversion de l'économie américaine qui généra un formidable arsenal militaire en recourant à une croissance exponentielle de la production industrielle. Cette dernière suscita une augmentation de la main-d'œuvre et par conséquent, la disparition du chômage. Elle provoqua aussi une redéfinition de la société dans laquelle le capitalisme de guerre devenait un facteur clef de la prospérité, donc de la stabilité sociale et politique même si des injustices flagrantes persistaient dans la distribution des revenus. Les États-Unis s'étaient transformés en fournisseurs d'arsenaux à tous les belligérants alliés et parfois même à leurs ennemis potentiels immédiats (l'Allemagne) ou à venir (la Russie soviétique, lorsqu'elle fut agressée par Hitler et que le Japon la menaçait aussi). Entre 1940 et 1945, les Américains ont construit cinquante-six millions de tonnes de navires, sans compter les commandes militaires d'avions, de chars, de canons, de camions et de Jeep. Cette période de guerre est associée à l'épanouissement optimal de l'économie américaine. Aussi c'est à cette guerre que succèdera l'hégémonie incontestable des États-Unis, au moins pendant les «trente glorieuses».

Évidemment, les Néoconservateurs trouveront que la SGM illustra parfaitement la combinaison du rôle libérateur des États-Unis et de la satisfaction de leurs intérêts

économiques et financiers, sorte de parfait amalgame de la Destinée Manifeste et de l'optimisation des performances de l'économie américaine tel qu'anticipée par la théorie de Thayer Mahan. Mais ils récupérèrent surtout, dans leurs discours, les images de la participation des États-Unis à la libération des pays occupés par les fascistes et les nazis pour anticiper la façon dont les Américains seraient reçus à Bagdad après la «libération» de l'Irak. Leur scénario était un parfait *remake* de la Libération de Paris en Août 1945⁵⁷¹. De surcroît, la persistance de l'occupation des pays vaincus, comme l'Allemagne et le Japon où les États-Unis ont encore d'importantes bases, leur permit aussi d'espérer, *mutatis mutandis*, une éternelle installation, sous protection militaire, des industries américaines en Irak et en Afghanistan où ils pourraient exploiter les ressources énergétiques ou les minerais précieux. Ce qui nous permet de souligner que, sur cette période de l'implication des États-Unis dans la seconde guerre mondiale, l'hypothèse conductrice de notre troisième partie est totalement confortée: ce qu'a fait ou plutôt voulu faire l'A.B. est amplement inspiré de cette glorieuse période de l'histoire des États-Unis.

Mais, si c'est au nom de la défense de la démocratie que Franklin D. Roosevelt entraîna progressivement son pays vers la guerre, par exemple, en consentant un prêt-bail d'armes (*lend lease*) à la Grande-Bretagne pour l'aider à faire face à l'Allemagne: «*Nous devons être le grand arsenal de la démocratie*,⁵⁷²» ce n'est qu'après l'attaque de Pearl Harbour, que ce rôle va être confirmé, comme l'affirme Nouailhat (1997).

Par contre, en confortant toujours notre hypothèse, une fois de plus, mais, cette fois, de façon très paradoxale car, dans cette Guerre, les États-Unis se sont effectivement battus à côté des Démocraties et même du Communisme, puisqu'ils se

571 Dont on peut se faire une certaine idée à partir du film, *Paris brûle-t-il?: Histoire de la libération de Paris* par Dominique Lapierre et Larry Collins, 25 août 1944, Paris, R. Laffont.

572 Roosevelt, conférence de presse du 17 décembre 1940, cité dans Nouailhat, 1997, p. 138.

sont alliés aux Soviétiques contre les tyrannies fascistes, nazies et impériales, ils ont quand même dû prendre, chez eux, des mesures de guerre nettement anti-démocratiques. Effectivement, en février 1942, Roosevelt signa le décret exécutif 9066 qui permettait à l'armée d'arrêter sans mandat, sans convocation, ou même enquête, les Américains d'origine japonaise de la côte ouest, de les forcer à vendre leur demeure pour les placer dans des camps où ils furent emprisonnés pendant toute la durée du conflit avec le Japon. Ils étaient cent dix mille dont les trois quarts étaient des *nisei*, nés sur le sol américain, mais dont les parents étaient Japonais. Ceux qui étaient nés au Japon n'avaient pas droit à la citoyenneté américaine. Ils les gardèrent en captivité pendant près de trois ans et la Cour Suprême a approuvé ce geste, qu'elle jugea justifié par les impératifs de la guerre. On peut voir là, un ancêtre, beaucoup plus sévère il est vrai – ce qui conforte la thèse de cette troisième partie – du *racial profiling* que pratiquera l'A.B. au cours de sa GT.

Selon Jacques Portes (1997), le choc de Pearl Harbour aurait forcé les États-Unis à sortir de l'isolationnisme, Roosevelt s'inspira largement de Wilson dans son discours de déclaration de guerre qui, comme la PGM, devait être «la dernière des dernières». «L'influence de l'Amérique devrait s'exercer avec constance dans la recherche d'une paix finale pour l'humanité qui éliminerait, dans toute la mesure du possible, l'usage futur de la force entre les nations.⁵⁷³» Comme Wilson, Roosevelt voulait faire des États-Unis le champion de la paix mondiale dans cette «Guerre pour la Démocratie et la Liberté». Ils entraient en guerre contre le fascisme et, du coup, donnaient à la SGM une connotation noble qui suscita l'adhésion des citoyens. «L'enjeu était clair: une victoire totale et la préservation du niveau de vie.⁵⁷⁴» De 1941 à 1945, les États-Unis entretiennent des liens financiers et économiques de plus en plus étroits avec les autres continents et surtout avec l'Amérique latine. Les États-Unis, victorieux et prospère, réussissent non seulement à consolider mais aussi à

573 Nouailhat, 1997, p. 151.

574 Jacques Portes, *Les États-Unis au XXe siècle*, Paris, Armand Colin/Masson, 1997, p. 123.

amplifier considérablement leur statut de très grande puissance. Et, conformément à l'esprit de la «Destinée Manifeste» et aux idées d'Alfred Thayer Mahan, ils entendent reconstruire un monde nouveau fondé sur leur expérience nationale.

Ayant une confiance absolue et inébranlable en cette expérience, ils veulent projeter leur propre conception de l'ordre économique et de la politique néolibérale sur toute la planète. Les militaires et la technologie américains ont permis de gagner cette guerre. Pourtant, les mesures coercitives internes allant à l'encontre des idéaux de la communication, inhérents à la Constitution, ont fait peu de bruit. Et, de plus, on voit se profiler à l'horizon l'établissement du complexe militaro-industriel qui semble être au-dessus des délibérations publiques. Très peu de temps après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'Union Soviétique, pourtant solidement alliés contre le Nazisme, se lancent dans une course effrénée à l'armement et à la domination mondiale qui concrétise à nouveau leur viscérale opposition idéologique. Et c'est ainsi que commence la Guerre Froide. Loin de l'isolationnisme qui marqua, par intermittence, quelques décennies de la première partie du XX^e siècle, les États-Unis resteront toujours sur le pied de guerre, avec de nombreuses incursions, petites et courtes, mais aussi amples et durables, à l'étranger.

8.3 Guerre Froide et conflits «chauds»: la Corée, le Vietnam et de nombreuses expéditions hasardeuses dans le Tiers-Monde

La Seconde Guerre mondiale se termine en laissant un pouvoir démesuré à deux grandes puissances: les États-Unis et l'URSS, dotés d'idéologies apparemment opposées: le communisme et le capitalisme. Cette période historique (1947-1989) est le théâtre de tensions entre ces deux grands rivaux. Elle se caractérise par un affrontement dans tous les domaines (idéologique, commercial, économique), à l'exception du plan militaire, au moins directement; une confrontation ouverte aurait

conduit à une destruction nucléaire mutuelle ou à de grands désastres. Tout commence en 1947, alors que le Président Truman accorde la priorité à l'endiguement de l'expansion soviétique, qui n'est pas sans rappeler le *containment* des Rouges par Wilson à la suite de la PGM.

D'après Levering (1988) et Chomsky (2001), cette lutte anti-communiste contribue à rétablir la cohésion sociale et politique en Amérique. Toutefois, le contexte international particulier de la « Guerre Froide » (GF) pèse lourdement sur la politique étrangère du pays. L'URSS et l'idéologie communiste font contrepoids au modèle américain. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, selon le discours qui prévaut en Occident, l'URSS émerge comme « seconde grande puissance, après les États-Unis ». Elle a profité des aléas de la Guerre pour imposer son modèle en Europe de l'Est et en Asie, lors des « Accords de Yalta ». Après la guerre, l'animosité et l'affrontement étaient inévitables entre les deux puissances qui jouèrent de leur force militaire et de leur puissance économique pour s'imposer au reste du monde. Et pour Levering, l'Administration Truman (A.T.) porte la responsabilité de cette triste situation:

Le Président Truman a stupidement tenté d'intimider Staline avec la bombe atomique et a cherché à repousser les Soviétiques hors d'Europe de l'Est. Les États-Unis étaient donc les principaux responsables du déclenchement de la G.F.

Obsédée par son expansion économique, l'Amérique a souvent supportée de nombreuses dictatures de droite pour protéger ses investissements.

Découlant, en partie, de la juteuse collaboration entre le Pentagone et le complexe militaro-industriel, l'Amérique est largement responsable de l'inutile course aux armements qui aurait pu tourner à la catastrophe planétaire.

Les objectifs de paix et d'amélioration des conditions de vie de la Russie sont comparables à ceux d'autres pays. L'idéologie communiste a été considérée largement à tort comme une influence néfaste sur la politique soviétique, tant aux niveaux national qu'international.⁵⁷⁵

⁵⁷⁵ Ralph B. Levering, *The Cold War 1945-1987*, Arlington Heights, Illinois, Harlan Davidson, Inc., 1988, p. 8 (traduction libre de: «President Truman foolishly tried to intimidate Stalin with the atomic bomb and sought to drive the Soviets out of Eastern Europe; the United States, therefore, was primarily responsible for starting the Cold War.

Les annales historiques attribuent à Staline le coup d'état communiste en Tchécoslovaquie en 1948. Deux ans plus tard, l'A.T. envoie des troupes en Corée en 1950 sur la demande apparente de l'ONU. Même si les Américains croient toujours que c'est Staline qui a provoqué la GF, des analyses politiques démontrent que c'est l'AT qui a surestimé la menace soviétique dans l'Est de l'Europe. Des libéraux américains en veulent à Truman et regrettent même Roosevelt, «Si seulement Roosevelt avait vécu, les relations soviéto-américaines ne seraient pas devenues aussi amères.⁵⁷⁶» D'autres historiens avancent au contraire que la GF aurait pu être évitée si, après la défaite du Japon et de l'Allemagne, l'Union Soviétique n'avait pas tenté d'étendre son influence sur le reste de l'Allemagne et l'Ouest de Japon. De toute façon, il semble que le développement de la rivalité entre les États-Unis et la Russie était inévitable; même si l'Amérique capitaliste n'avait pas cherché à étendre ses marchés comme ses champs de ressources énergétiques et minérales et même si l'Union Soviétique ne s'était pas efforcée de répandre l'idéologie communiste au delà des frontières de l'U.R.S.S.

Pour Levering (1988), il semble que la Russie et les États-Unis ont pratiqué, chacun de leur côté, une sorte d'unilatéralisme. Les États-Unis ont choisi d'agir seuls ou en «tordant les bras de leurs Alliés», alors que la Russie s'est retrouvée isolée à l'intérieur des cordons sanitaires. Ils ont, tous deux, entretenu des relations houleuses avec le reste du monde. Ils cherchaient à rendre universellement applicables leurs propres institutions nationales et à faire reconnaître leur supériorité récemment acquise. «Cette guerre est différente, commentait Staline, lors d'un entretien avec des

America's primary goal in world affairs is economic expansion; it props up numerous right-wing dictatorships in order to protect U.S. investments.

Partly as the result of the lucrative alliance between the Pentagon and defence contractors, America is largely to blame for wasteful and potentially disastrous arms race.

Russia's goals - peace, improved living conditions, etc. - are similar to those of other countries; communist ideology has been vastly overrated as an influence on Soviet policy, either domestically or internationally.»)

576 Ralph B. Levering, 1988, p. 12 (traduction libre de: «If only Roosevelt had lived, this bitterness in Soviet-American relations would not have developed.»)

dirigeants yougoslaves, en avril 1945. L'occupant d'un territoire doit lui imposer son propre système social ... et ce, aussi loin que son armée puisse aller. Et nul n'y peut rien!⁵⁷⁷» Réciproquement, le Président Roosevelt avait écrit plus tôt à Staline: «Dans cette guerre mondiale, il n'y a pas la moindre question, politique ou militaire, qui ne concerne pas les États-Unis.⁵⁷⁸» Puisque Staline ne voulait pas renoncer à ses visées sur plusieurs pays voisins et que Truman ne voulait pas que l'Union Soviétique amplifie son hégémonie où que ce soit, la GF se poursuivait, malgré le maintien des négociations.

George Kennan et Henry Wallace pensent que «la politique de l'endiguement» (*Containment*), mise sur pied pour freiner les tendances expansionnistes de la Russie, est à l'origine de la GF. C'est effectivement en s'inscrivant dans cette stratégie de blocage des débordements du communisme que le Président Truman (1945-1953) offre une aide économique et financière des États-Unis aux «peuples libres». Comme il l'affirme:

Les États-Unis doivent avoir pour politique d'appuyer les peuples libres qui résistent aux efforts déployés pour les subjuguier par des minorités armées ou des pressions extérieures. Nous devons aider les peuples libres à modeler leur propre destinée comme ils l'entendent ... principalement par une assistance économique et financière.⁵⁷⁹

Le plan Marshall s'inscrit dans cette politique. Il émane des préoccupations de George Marshall (Secrétaire Général puis Secrétaire d'État) qui, en 1948, souhaitait créer un programme de reconstruction des pays d'Europe de l'Ouest. Melandri (1982) souligne que le but de ce plan «devait être de remettre l'économie mondiale en état de fonctionner et de permettre ainsi l'émergence de conditions politiques et sociales

577 Ralph B. Levering, 1988, p. 15 (traduction libre de: «This war is not as in the past, Stalin commented in a conversation with Yugoslavia leaders in April 1945. Whoever occupies a territory also imposes on it his own social system... as far as his army can reach. It cannot be otherwise.»)

578 Levering, 1988, p. 15 (traduction libre de: «In this global war there is literally no question, political or military, in which the United States is not interested.»)

579 Schoell, 1988, p. 275.

dans lesquelles puissent exister des institutions libres.⁵⁸⁰» En fait, ce plan avait surtout pour but de créer des marchés pour les Industries américaines. «Succès incontestable sur le plan économique, le plan Marshall, dans la logique de l'endiguement, consacra la rupture en deux, du vieux continent et ... l'hégémonie des États-Unis sur les vieux pays.⁵⁸¹»

D'après Zinn (2003), ce plan répondait aussi à des objectifs politiques. Il tentait d'empêcher les partis communistes italiens et français, alors très puissants, de participer à la reconstruction de leurs pays. Toutefois, l'orientation de l'aide se précisa davantage à partir de 1952 quand cette aide, en principe accordée aux pays étrangers en vue de leur reconstruction économique, servit plutôt à instaurer des bases militaires dans les pays non communistes. Sur les cinquante milliards d'aide fournie à quatre-vingt-dix pays, seulement cinq milliards ont été investis dans leur développement économique.

Athan G. Theoharis (1978), a effectué une analyse en profondeur de cette période. De ses travaux ressortent deux questions. - Pourquoi cette volonté de discréditer les mouvements dissidents? - Pourquoi, aussi, certains membres de la bureaucratie américaine étaient-ils si empressés de contourner les protections légales? L'explication de l'auteur est que la GF a été engendrée par une élite très puissante, agissant au sein du gouvernement américain. Au nom de la sécurité nationale, elle a fini par convaincre le public de la nécessité d'imposer des restrictions. Par cette approche, les bureaucrates responsables de la sécurité nationale ont été dispensés de respecter le principe de recevabilité. Pour des raisons de sécurité, face à la menace soviétique, ils pouvaient agir dans la clandestinité, couverts par le sceau du secret. Et, comme le pouvoir des citoyens implique le libre accès à l'information publique, une véritable opinion publique ne put se former. Ce qui permit, durant toute la durée de la

580 Pierre Melandri, 1982, p. 31.

581 Pierre Melandri, 1982, p. 84.

GF, de garder les citoyens ordinaires hors des procédures du partage de responsabilité (recevabilité) - qui représente pourtant l'un des fondements de la démocratie -. Comme beaucoup des principaux Néoconservateurs (Dick Cheney, Donald Rumsfeld, le général Alexander Haig,) faisaient partie de l'élite très puissante évoquée par Theoharis, on ne s'étonnera pas qu'ils se soient empressés de réintroduire ces mesures de GF anti-démocratiques dans la GT de l'A.B.

Toutefois, le 22 mars 1947, bien avant que les Néoconservateurs ne s'infiltrèrent dans les réseaux du pouvoir, le Président Truman signa le décret présidentiel N. 9835, mieux connu sous le nom de «Décret de Loyauté», permettant de repérer les «agents de Moscou» sensés soutenir le communisme au sein du Gouvernement Fédéral, ce qui devait ainsi déjouer toute tentative d'infiltration.

Le décret exécutif sur la loyauté, décidé par Truman en 1947, incita le Département de la Justice à identifier et démanteler toute organisation jugée «totalitaire, fasciste, communiste ou subversive ..., ou bien encore susceptible d'attenter au mode de gouvernement des États-Unis par des moyens inconstitutionnels ». L'appartenance ou la simple «expression d'une sympathie» envers les organisations inscrites sur la liste du ministère de la Justice suffisaient à se voir accuser de comportement déloyal.⁵⁸²

Cette mesure provoqua toute une série de délations. Les techniques d'intimidation pratiquées par les délateurs ont conduit à des démissions forcées de certains employés, soupçonnés de «loyauté incertaine». Entre mars 1947 et décembre 1952, près de six millions de personnes furent interrogées. Toutefois, aucun espion n'a été démasqué par ces procédures. Mais comme la propagande, répandant la rumeur que l'administration américaine était envahie d'espions, était très forte, les Américains se laissèrent convaincre de l'existence d'une grave menace communiste et acceptèrent les dispositifs établis pour préserver l'ordre établi. Indubitablement, le gouvernement de l'époque réussit à manipuler le public, à le rendre méfiant envers les prétendus «communistes» et favorable aux mesures drastiques prises à leur encontre. Les

582 Howard Zinn, 2003, p. 164.

pratiques d'arrestation et d'emprisonnement utilisées par le gouvernement ainsi que les opérations militaires effectuées à l'extérieur ont été très largement acceptées. Un des principaux leaders de l'élite évoquée par Theoharis, le Sénateur du Wisconsin, Joseph McCarthy fit savoir qu'il détenait une liste d'individus appartenant au système communiste. Chose surprenante et quelque peu inquiétante mais contre laquelle personne n'osa protester, il modifiait le nombre des individus inscrits sur sa liste à son gré. De surcroît, cette liste était divisée en plusieurs catégories sémantiques, illustrant, une fois de plus, la variation des acceptions des termes clefs dans l'histoire des États-Unis. Par exemple, il parlait de *Liberals* (gauchistes, n'ayant rien à voir avec le Libéralisme économique) ou d'individus suspects ayant des «inclinations communistes» ou encore des «sympathisants» et les pires étaient les «communistes militants». Mais les noms de ceux qui figuraient sur une liste ou sur une autre variaient selon les circonstances. Toute la culture américaine était imprégnée d'anticommunisme, comme elle l'est d'antiterrorisme sous l'A.B., où les membres les plus en vue de l'élite au pouvoir tiennent des discours qui découragent toute forme de critique, en la faisant passer pour de la sédition, voire de la subversion. Ainsi, le 6 décembre 2002, l'*Attorney general* déclara devant une Commission du Sénat, que ceux qui regrettent publiquement les libertés perdues ne font que miner la cohésion nationale et donnent encore plus d'armes aux ennemis de l'Amérique. Le parallélisme est frappant avec ce qui se passait en pleine GF. Comme Zinn (2003) le souligne, pendant la GF, le *New York Times* refusa d'embaucher un journaliste, réputé «communiste», prétextant qu'il manquait d'objectivité. Dans cette grande vague d'hystérie provoquée par cette prétendue «infiltration communiste» dans les grandes institutions américaines, le Congrès vota une série de mesures dont une rendit illégal le Parti Communiste ce qui permit d'emprisonner sans autres procédures ses membres ou ses sympathisants.

Ces programmes permirent à diverses organisations plus ou moins officielles de surveiller en permanence les citoyens américains. Et, bien sûr, tout cela s'est fait sous

le sceau du secret, autorisé par «la menace soviétique». De toute évidence, ces mesures de GF paralysaient les libertés d'expression et de rassemblement ainsi que toutes les formes de protection impliquées par la Déclaration des Libertés Civiles. Theoharis (1978) affirme que, dans les années de crise occasionnées par la GF, le système démocratique américain est devenu, tout simplement, impraticable. Il soutient, en effet, qu'un système fondé sur la vérification et le recours aux contre-pouvoirs ainsi que sur le principe que le pouvoir découle du droit et est alimenté et «contenu par le droit», n'a pas fonctionné pendant les années de GF. De toute évidence, l'A.B. s'est inspirée de cette période, au cours de laquelle la plupart de ses conseillers avaient fait leurs premières armes. Pour n'évoquer qu'un exemple, quand l'opposition lui a demandé de fournir des informations sur l'affaire du *Downing Street* ou sur la guerre préemptive, et les rencontres sur les ressources énergétiques dirigées par Cheney avant le 9/11, Bush a ignoré ces requêtes.

Le Sénateur Frank Church, dans un rapport du comité sénatorial sur les activités du service de renseignements (*l'Humintell*), synthétise très bien le problème auquel sont alors confrontés les citoyens et le Congrès:

La principale cause des excès dont nous faisons amplement état dans notre rapport a été le refus par les responsables du renseignement de s'en remettre à la sagesse du système constitutionnel de «vérification et de contre-pouvoirs». Notre expérience nationale nous enseigne que nous devons placer notre confiance dans la loi, plutôt que dans les hommes. Les Pères Fondateurs, intuitivement, ont vu que le principal risque d'excès de pouvoir était la conséquence inévitable de l'octroi d'un pouvoir illimité à une seule des trois branches du gouvernement. On vient d'en avoir la preuve dans le domaine du renseignement où, trop souvent, les principes constitutionnels ont été délaissés au profit d'un pragmatisme de circonstance ou la poursuite aveugle des fins dicte des moyens délictueux.⁵⁸³

583 Athan G. Theoharis, 1978, p. 244 (traduction libre de: «The root cause of the excesses which our record amply demonstrates has been a failure to apply the wisdom of the constitutional system of checks and balances to intelligence activities. Our experience as a nation has taught us that we must place our trust in laws, and not solely in men. The founding fathers foresaw excess as the inevitable consequence of granting any part of government unchecked power. This has been demonstrated in the intelligence field where, too often, constitutional principles were subordinated to a pragmatic course of permitting desired ends to dictate and justify improper means.»)

Plutôt que d'aborder l'antiterrorisme des années 2000, restons encore un peu à l'anticommunisme des années 50. On constate aussi que, durant la vague de propagande anticommuniste, comme sous l'A.B., le gouvernement put aisément réaliser sa politique de réarmement. De toute façon, l'économie de guerre avait déjà fait ses preuves en apportant, à la fin des années 30, une certaine stabilité sur le plan socio-politique et d'énormes bénéfices aux élites impliquées dans l'exploitation capitaliste des industries de l'armement. Le magazine *Steel* n'avancait-il pas, en novembre 1946, que l'A.T. offrait «la ferme assurance que le maintien a niveau puis l'augmentation de la production militaire [seraient] la plus grande affaire des États-Unis pendant une période relativement importante.⁵⁸⁴» Effectivement, sous cette Présidence, le budget relié aux dépenses militaires augmenta de façon exponentielle. Et Zinn (2003) précise qu'au début des années 1950, les États-Unis avaient un budget global approximatif de 40 milliards de dollars, dont 12 étaient alloués aux dépenses militaires, en 1955, sur un budget de 62 milliards, 40 y ont été engloutis. Et, en 1960, le budget militaire s'élevait à 45,8 milliards, la moitié du budget global⁵⁸⁵. Et, que les Présidents aient été Démocrates ou Républicains, cette tendance s'est longtemps maintenue. Ainsi, sous prétexte de conserver la position dominante des États-Unis dans la course aux armements alors que l'on soupçonnait les Soviétiques de réaliser d'importants progrès dans ce domaine le budget militaire américain augmenta de 9 milliards en 14 mois sous l'Administration Kennedy (A.K.). Du coup, l'Amérique se retrouva en possession d'un arsenal militaire absolument colossal:

Les États-Unis s'assurèrent une suprématie nucléaire écrasante. Ils possédaient alors l'équivalent de mille cinq cents bombes du type Hiroshima, bien plus qu'il n'en fallait pour détruire toutes les grandes villes de la planète. Pour livrer ces bombes, l'Amérique possédait un peu plus de cinquante missiles balistiques intercontinentaux, quatre-vingt-dix missiles sur des bases outre-mer, mille sept cents bombardiers capables d'atteindre l'Union Soviétique, trois cents bombardiers de combat sur des porte-avions et mille porteurs supersoniques.⁵⁸⁶

584 Howard Zinn, 2003, p. 169.

585 Howard Zinn, 2003, p. 169-170.

586 Howard zinn 2003, p. 170.

En 1970, il atteint 80 milliards de dollars⁵⁸⁷. Et, selon Zinn (2003), la croissance du budget militaire américain entraîna avec lui l'augmentation du niveau de vie des Américains. Les entreprises faisant d'énormes bénéfices sur les contrats d'armement et on nota une augmentation des salaires comme des revenus de placements dans ces industries. Par contre, tout cela créa une véritable dépendance pathologique à ce type d'industrie. Sur le plan militaire, du côté «chaud» de «la guerre froide», ce surarmement ne pouvait faire autrement que de déboucher sur une série de conflits de plus ou moins longue durée et de plus ou moins grande intensité comme la Guerre de Corée ou l'Incident de la Baie des Cochons qui, dans ce dernier cas, à en croire les historiens, a failli dégénérer en holocauste nucléaire⁵⁸⁸.

En effet, avant l'Incident de la Baie des Cochons et donc de la Révolution cubaine, les Américains dominaient l'économie de l'île en contrôlant 80% des ressources, mines, élevage et raffineries de pétrole, 40% de l'industrie sucrière et 50% des chemins de fer⁵⁸⁹. La révolution menée par Fidel Castro réduisit à néant les intérêts américains sur l'île. Par exemple, Castro, dans le cadre de sa réforme agraire, confisqua 4 000 hectares de terre qui appartenait à une compagnie américaine. De surcroît, sur le plan stratégique international, en signant un accord avec l'Union Soviétique, Cuba se mit dans le camp du principal ennemi de la GF. Il n'est donc pas étonnant que, selon plusieurs sources, le Président Eisenhower ait secrètement autorisé la CIA à entraîner et à armer des exilés cubains au Guatemala dans l'espoir de renverser Castro. Dans le cadre de ce projet, environ mille quatre cents exilés cubains ont reçu une formation militaire. Et, le 17 avril 1961, aidés de quelques Américains, ils débarquèrent à la Baie des Cochons dans le but de provoquer un soulèvement populaire. Mais cette mission a complètement échoué compte tenu du

587 Howard zinn 2003, p. 170.

588 Et on sait maintenant qu'après l'affaire de la Baie des Cochons, la tentative soviétique d'installer des fusées à capacité nucléaire à Cuba faillit provoquer un conflit armé entre les USA et l'URSS. Mais les Russes retirèrent leurs armes balistiques de l'île, en échange de quoi, les Américains firent de même en Turquie.

589 Howard Zinn, 2003, p. 172.

support populaire dont jouissait Castro et que les Américains, mal informés, avaient sous estimés. Bien que les États-Unis aient nié avoir participé à cette tentative, c'était bel et bien des avions américains, pilotés par des Américains qui avaient participé à ce fiasco. En commettant cette agression, les États-Unis ont violé un décret de la charte de l'Organisation des États Américains qu'ils avaient pourtant signée, stipulant que «nul État ou groupe d'États [n'était] en droit d'intervenir, directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre État.⁵⁹⁰» De plus, il est vite devenu de notoriété publique que, deux articles, un du *New Republic* et l'autre du *New York Times*, portant sur l'entraînement des exilés cubains par la CIA, n'ont pas été publiés sur la demande de l'A.K. L'assistant spécial du Président Kennedy, Arthur Schlesinger, a même publiquement accusé le *New York Times* d'avoir posé des gestes «antipatriotiques». La presse a donc été victime de censures avec pour conséquence, bien sûr, de maintenir le public dans le noir. Là encore ce «détail» n'a pas échappé à l'A.B. qui, par la bouche de son porte parole, Ari Fleischer, avertissait les journalistes, postés à la Maison Blanche, dans son briefing quotidien: «il faut rappeler à tous les Américains qu'ils doivent surveiller leur propos et leurs actes...⁵⁹¹» Ce qui voulait dire, implicitement, que tout propos à caractère critique devait être immédiatement éradiqué de la presse écrite ou des médias électroniques.

Toutefois, même si les États-Unis vivaient dans le cadre d'une économie de guerre permanente et florissante, la répartition des richesses restait quand même inéquitable. En effet, environ 20% des familles défavorisées ne recevaient que 5% du revenu national brut contre 20% des familles aisées qui en recevaient 45%⁵⁹². Une partie de la population était donc marginalisée et pauvre. Pour faire face à cette situation, à la fin de 1946, le Président Truman créa un Comité des Droits Civiques.

590 Howard Zinn, 2003, p. 173.

591 Lewis Lapham, 2004, p. 17.

592 Howard Zinn, 2003, p. 175.

Et, entre temps, le Congrès vota, pour une deuxième fois, une loi contre le lynchage des Noirs⁵⁹³ et toute législation discriminante. Aussi, de nouvelles lois contre la discrimination à l'emploi étaient fortement suggérées⁵⁹⁴. Le Président Truman affirmait que cette série de réformes, visant à favoriser l'intégration de certaines couches de la population, n'était pas uniquement motivée par des raisons d'ordre moral mais qu'il y avait aussi des raisons économique et diplomatique. En n'utilisant pas toute la main d'œuvre disponible on faisait du tort à l'économie et, ensuite, les pratiques discriminatoires ternissaient l'image des États-Unis. Surtout, quand ils se proclament défenseurs de la liberté et des Droits civils. Selon Truman, les pays ennemis risquaient de s'en servir pour dénoncer les imperfections et les faillites de la démocratie sur le sol même des États-Unis.

Toutefois, ces petites reformes entreprises par les États-Unis n'eurent pas de grands effets. Les recommandations faites par le Comité sur des Droits Civiques n'ont pas été vraiment prises en considération car le Congrès refusa de voter ces lois et un décret signé par Truman, ordonnant l'égalité raciale et la déségrégation au sein de l'armée ne fut mis en vigueur que dix ans plus tard. Il faut rappeler que, dans les années 1860 - 1870, les amendements quatorze et quinze avaient été votés pour mettre fin à la discrimination raciale. Bien que la Constitution exigeât que les Présidents les mettent en pratique, aucun ne l'a jamais fait. Eisenhower a essayé de mettre fin à la discrimination raciale en 1957, mais sans succès. Ce n'est jusqu'en 1964, le 2 juillet, le président Lyndon Johnson signera le *Civil Rights Act* qui mettra fin à la discrimination dans les lieux publics et l'année suivante, le 6 août 1965, il signa le *Voting Rights Act* interdisant la discrimination raciale relative au droit de vote pratiquée dans certains États.

593 Pour rappel, Cette loi appelé la loi de Lynch, du nom de l'émetteur William Lynch, a été voté pour la première a été votée le 20 avril 1871 qui interdisait légalement les activités du Ku Klux Klan, incluant le lynchage des Noirs. Et plus tard sous le gouvernement de Truman en décembre 1946 contre lynchage des noirs.

594 Howard Zinn, 2003, p. 183.

**8.3.1 La guerre du Vietnam (1964 - 1972) un appel à la raison...
que les oligarques, trop sûres d'eux et de la supériorité technologique de leur
pays, n'ont pas entendu, assourdis qu'ils sont par leur vanité et les médias qui
lui font écho.**

Comme l'a bien vu Zinn (2003), «cette guerre américaine contre le Vietnam fut une guerre entre la technologie moderne organisée et des êtres humains organisés. Et ce sont ces derniers qui l'emportèrent.⁵⁹⁵» Le fait que cette guerre ait été télédiffusée en direct dans les foyers américains et qu'elle recruta sa chaire à canons par un système de conscription injuste a enclenché un mouvement pacifiste de grande ampleur de la part des citoyens. Et c'est, prétend le haut commandement des armées, en citant le communicologue canadien, Marshal McLuhan⁵⁹⁶, ce mouvement d'opinion publique qui l'aurait forcé à cesser les hostilités, comme si le Viet Kong et son organisation humaine ne leur avait pas forcé la main!

Cette aventure malheureuse a commencé par la guerre de décolonisation contre la France, en Indochine. Elle opposait alors le Viet Minh, mouvement indépendantiste et procommuniste, aux colonisateurs français. Ces derniers, vaincus à Dien Bien Phu, se retirèrent, le Viet Minh prenant possession du Nord Vietnam tandis que l'élite du Sud, non communiste et ayant collaboré avec les Français, demanda l'aide des États-Unis, sachant que les Américains, obsédés par «l'endiguement des Rouges», redoutaient, plus que tout, l'expansion communiste. Kennedy lança donc l'Amérique dans ce conflit et, quelques années plus tard, Johnson déclara: «je ne vais pas être le Président qui verra le Vietnam du Sud prendre la même voie que celle de la

595 Howard Zinn, 2003, p. 205.

596 On se souvient en effet que McLuhan avait affirmé que c'est en voyant, pour la première fois une guerre se dérouler en direct à la télévision, dans leur salon, que les Américains, très émus devant le sort des victimes, ont refusé de continuer à appuyer leur gouvernement dans cette guerre néocoloniale aux objectifs flous. Battus sur le terrain par des hommes plus déterminés que les leurs, les généraux américains se sont servis des propos du chercheur canadien pour cacher leur incompetence et la première grande défaite de l'armée américaine confrontée à un peuple démun.

Chine.⁵⁹⁷» Les États-Unis avaient d'ailleurs apporté une aide massive à l'armée française d'Indochine et financèrent 80% de l'effort de guerre de la France avant que ce pays soit militairement contraint de se retirer. Les raisons offertes par le gouvernement américain à ses propres citoyens étaient qu'il fallait freiner la progression du communisme en Asie, car ce n'était pas là qu'un conflit d'idées. Chang Kai Check, qu'appuyait le général Mac Arthur, fut défait en 1949 par Mao Tsé Tong, après sa longue Marche. Il dû se réfugier sur l'île de Formose (Taïpé). Des notes confidentielles du Conseil National de Sécurité qui avisait le Président en matière d'affaires étrangères, révélèrent, en juin 1952, que le réseau constitué par les bases militaires américaines situées le long de la côte chinoise, aux Philippines, à Taiwan, au Japon et en Corée du Sud se trouvait effectivement de plus en plus menacé. La théorie des dominos risquait effectivement de se voir confortée en Asie du Sud-Est. En un mot, perdre le Vietnam du Sud équivalait alors à perdre toute l'Asie du Sud-Est:

Le contrôle du sud-est asiatique par les communistes rendrait particulièrement précaire la position américaine dans les îles du Pacifique et mettrait en péril les intérêts américains en matière de sécurité en Extrême-Orient. ... Le sud-est asiatique, et en particulier la Malaisie et l'Indonésie, fournit la plus grande part de caoutchouc naturel et d'étain de notre marché intérieur. Et regorge de pétrole et autres matières d'une importance stratégique évidente.⁵⁹⁸

Par conséquent, la perte de l'Indochine par la France aux mains des communistes vietnamiens risquait de faire pencher la balance au profit de l'Union soviétique et/ou de la Chine qui, aux dires des Américains, semblaient vouloir s'accaparer toute la région. L'enjeu était trop important pour que les États-Unis ne s'en mêlent pas. En 1953, un rapport du Département d'État affirmait que «si les Français décidaient

597 Claude Fohlen, 1988, p. 241.

598 Howard Zinn, 2003, p. 207.

vraiment de se retirer, les États-Unis seraient contraints d'envisager très sérieusement la possibilité d'intervenir dans cette région.⁵⁹⁹»

Cette possibilité devint très vite un état de fait. Et sous l'A.K., les États-Unis se substituèrent discrètement à la France. Un peu plus tard, et comme cela arrive souvent dans l'histoire militaire des États-Unis, «des circonstances», ici l'incident du *Maddox*, fournirent à l'Amérique la clef justifiant le subtil passage d'une guerre préemptive (bien planifiée mais inacceptable pour l'opinion publique mondiale) à une guerre défensive (spontanée et tolérable aux yeux de cette même opinion publique). Robert Mc Namara, alors Secrétaire d'État à la Défense, affirma qu'«au cours d'une patrouille de routine dans les eaux internationales, le destroyer américain *Maddox* avait été l'objet d'une agression injustifiable.⁶⁰⁰» Suite à cet «acte de guerre», en 1964, le Congrès vota unanimement la «Résolution du Tonkin» autorisant Lyndon B. Johnson, Vice-Président et donc successeur du Président John F. Kennedy, assassiné, «à prendre toutes les mesures nécessaires pour repousser toute agression contre les forces des États-Unis et prévenir toute agression ultérieure», et ce, sans avoir à soumettre ces mesures au Congrès. Ainsi, débuta une guerre de grande ampleur qui devait durer plusieurs années. Et, là encore, on voit bien que cette période de l'histoire peut être considérée comme un modèle de l'itinéraire que suivra le *Patriot act* et la GT de l'A.B. après l'incident légitimateur parfait du 9/11.

Zinn (2003) rapporte que les États-Unis auraient lâché sur le Vietnam sept millions de tonnes de bombes. Soit le double du tonnage largué sur l'Europe et l'Asie pendant la Seconde Guerre mondiale⁶⁰¹. Les dommages causés à ce pays sont inestimables. Des produits toxiques ont été déversés sur d'immenses zones, détruisant

599 Howard Zinn, 2003, p. 208.

600 Howard Zinn, 2003, p. 212.

601 Howard Zinn, 2003, p. 214.

pour longtemps toute végétation. Les bombes ont creusé vingt millions de cratères⁶⁰². Et Noam Chomsky (2004) de souligner, avec une ironie tragique, que la guerre contre le Vietnam a été «couronnée de succès» puisqu'entre 1954 et 1965, plus de 3 millions de personnes ont été tuées au Vietnam en plus d'un autre million au Laos et au Cambodge⁶⁰³.

Lors de son discours inaugural en 1960, Kennedy confirmait la «Destinée Manifeste» de Défenseur de la Liberté dont était investie l'Amérique en envoyant, le message suivant, au monde entier: «Que toutes les nations sachent, qu'elles nous veuillent du bien ou du mal, que nous paierons n'importe quel prix, que nous supporterons n'importe quelle difficulté, que nous soutiendrons tout ami ou que nous nous opposerons à tout ennemi afin d'assurer la survie et le triomphe de la liberté.⁶⁰⁴» En plus du recours à la force brutale, et suivant une stratégie déjà mise de l'avant par ses prédécesseurs, mais - ce qui nous intéresse particulièrement dans cette partie de notre thèse -, qui ne sera absolument pas reprise par George W. Bush, John F. Kennedy précisa que «l'aide étrangère est une méthode par laquelle les États-Unis maintiennent une position d'influence et de contrôle dans le monde entier et soutiennent un grand nombre de pays qui s'écrouleraient définitivement ou bien passeraient au bloc communiste.⁶⁰⁵» En effet, une fois de plus et, dans la logique du Plan Marshall, grâce à l'aide financière, les États-Unis contractent une assurance d'adhésion qui leur permet d'exercer un certain contrôle sur leurs alliés. Ce qui n'empêche pas qu'en évoquant le «danger» que représente le communisme pour la liberté, un budget colossal ait été alloué à l'augmentation de l'effectif militaire et donc à la croissance du complexe militaro-industriel. Parce que, arguait Kennedy, quelles que soient les circonstances, les États-Unis doivent être en mesure de mener

602 Howard Zinn, 2003, p. 215.

603 Noam Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planète? L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale*, Paris, Fayard, 2004, p. 45.

604 Yves Henry Nouailhat, 1997, p. 216.

605 Pierre Melandri, 1982, p. 73-74.

n'importe quelle guerre. Là encore, l'A.B. pourra retrouver certaines de ses racines dans l'A.K. mais, alors que l'aide financière généreuse faisait partie intégrale du mode d'intervention de l'A.K., les Néoconservateurs ne gonfleront que les dépenses militaires en espérant, économes qu'ils prétendaient être, les faire rembourser par les pays conquis, ou «libérés» pour être imposés. Toutefois, dans cette affaire, et jusqu'à nouvel ordre, c'est l'Amérique qui s'est lourdement surendettée, les conquêtes de l'A.B., s'étant soldées par des désastres inavoués.

La guerre du Vietnam (GV), en effet, est le modèle que les Néoconservateurs ne voulaient pas suivre mais plutôt inverser. Car la GV n'est pas dénuée de conséquences pour les Américains, soutiennent Melandri & Portes (1991) comme Fohlen (1998). D'un côté, ils ont enregistré leur première défaite militaire importante sur la scène mondiale; ce qui a provoqué une remise en question de leur statut de grande puissance. Et, de l'autre côté, sur le plan financier, suite à la GV, le dollar américain, qui était considéré comme l'étalon monétaire international depuis Bretton Woods, a perdu sa parité avec l'or.

Par la suite, l'Amérique va essayer de trouver un compromis entre ses visées expansionnistes et la stabilité interne affectée par la GV. Elle va s'efforcer de «Concilier une politique expansionniste et socialement réformiste avec une ouverture croissante des marchés, bref, elle a considéré à tort que sa supériorité était si illimitée que les objectifs intérieurs pouvaient être poursuivis sans conséquence négative sur leur compétitivité.⁶⁰⁶» Ainsi, son influence à l'étranger va prendre une autre dimension. Faisant enfin preuve de réalisme, la priorité sera accordée davantage à la coopération qu'aux interventions militaires. Selon les lignes de la politique étrangère esquissée par Kissinger:

606 Melandri et Portes, 1991, p. 81.

L'Amérique n'est plus un géant dominant le monde avec des ressources sans limites et un monopole nucléaire. Il fallait compter avec les autres puissances, l'URSS et la Chine. La GF touchait à sa fin, et une nouvelle approche devait être élaborée dans les relations avec les puissances communistes où, selon Kissinger, l'idéologie jouait un rôle de plus en plus réduit. Dans ce nouveau contexte, les États-Unis s'acheminaient vers une détente, qui requerrait l'abandon de l'endiguement et la recherche de relations confiantes avec leurs interlocuteurs.⁶⁰⁷

Face à cette volte-face de la politique extérieure des États-Unis, une division apparaît chez les leaders politiques. Il y a ceux qui veulent continuer à pratiquer la GF et ceux qui veulent faire preuve de réalisme. Pour les Néoconservateurs, qui discrètement, s'installent dans l'ombre du pouvoir sous Nixon, la doctrine réaliste des Kissinger et Brzezinski est une pilule difficile à avaler, compte tenu de leur croyance inébranlable en l'exceptionnalisme américain et dans les visées de «la destinée manifeste».

En effet, pour Michael W. Doyle (1992) et les Néoconservateurs, les Américains ont un rôle important à jouer dans le monde car ils jouissent d'un destin exceptionnel⁶⁰⁸. Selon Pierre Hasner et Justin Vaisse, «cette idée de l'exception américaine peut prendre la forme d'un modèle unique à préserver, celui de la terre promise, libre et républicaine, ou celle d'une croisade pour la civilisation et la démocratie, dont les États-Unis seraient le leader.⁶⁰⁹» C'est aussi pourquoi ils croient qu'ils ne devraient jamais abdiquer leur rôle de «défenseurs de la démocratie». Toutefois, Gregory F. Traveron et Barbara A. Biscler (1992) soutiennent que ce qui se passe sur la scène internationale, comme la montée du nationalisme dans les pays du tiers-monde et la course aux armements nucléaires, exige que l'on pense à une

607 Claude Fohlen, 1988, p. 249.

608 Michael W. Doyle, «An international Liberal Community», in *Rethinking America's Security. The American Assembly and the Council on Foreign Relations*, Graham Allison and Gregory F. Traveron (editors), W. W. Norton & Company, New York/London, 1992, p. 307-333.

609 Pierre Hassner et Justin Vaisse, *Washington et le monde, Dilemmes d'une superpuissance*, Éditions Autrement, Coll. CERI-Autrement, 2003, p. 58.

nouvelle façon de concevoir la politique étrangère. Selon les Néoconservateurs, les États-Unis doivent revoir leur notion de sécurité nationale, car...

Ce qui menace la sécurité nationale américaine est en train de changer. Avant, nos adversaires militaires représentaient le plus grand danger, mais aujourd'hui, nous faisons face à de nouvelles menaces telles que le trafic international de drogues et la concurrence économique internationale et elles constituent maintenant le plus grand danger. Ces nouvelles menaces exigent d'autres politiques de sécurité nationale que celles que nous avons utilisées dans le passé.⁶¹⁰

Selon Doyle (1992), les États-Unis ont le choix entre retourner à l'isolationnisme ou, au contraire, jouer leur rôle de gendarme mondial, instaurant la PAX AMERICANA là où leurs forces militaires peuvent l'assumer. Ils peuvent également choisir de maintenir la paix en contractant de nouvelles alliances et en recourant à la diplomatie. Toutefois, les Néoconservateurs soulignent que les États-Unis peuvent toujours agir unilatéralement pour protéger leurs intérêts. Ils peuvent étouffer dans l'œuf des gestes déstabilisateurs qui pourraient hypothéquer leurs intérêts. Doyle ajoute que, pour maintenir une stratégie globale d'équilibre des rapports de force, la diplomatie ou la simple démonstration de force ne suffisent plus. La mondialisation et la diversité des dangers que l'on retrouve sur la scène internationale ont complètement changé la donne. Face à l'intensification de la complexité et des dangers, il devient indispensable d'amplifier sensiblement la puissance militaire pour assurer une projection rapide dans les régions sous tensions.

En 1982, le Président Ronald Reagan, dont l'Administration (A.R.) comptait des Néoconservateurs lança une croisade au nom de la liberté «*Crusade For Freedom*» ainsi qu'une campagne pour le développement démocratique. En 1988, le Président

610 Gregory F. Treverton and Barbara A. Biscle, «Conclusion: getting from here to Where?» in Graham Allison and Gregory F. Treverton (editors), 1992, p. 407-433 (traduction libre de: «Threats to U.S. national security are changing. Whereas our military adversaries used to be the greatest danger, new threats like international drug trafficking and international economic competition now pose the greatest danger, and these new threats require different kinds of national security policies that we've used in the past.»)

George H. Bush, embrassant les idées de Reagan, continue de les promouvoir. Deux exemples significatifs illustrent cette continuité. L'invasion de Panama pour faire tomber le dictateur et apporter la démocratie aux Panaméens et la libération du Koweït qui avait été envahi par les troupes de Saddam Hussein.

Le principe des interventions pour provoquer un changement de régime au nom de la Liberté et de la promotion de la Démocratie a, bien sûr, été récupéré par les Néoconservateurs qui ont piloté la politique extérieure de l'A.B. À propos des différentes mises en pratiques de cette stratégie sous les prédécesseurs républicains de George W. Bush, Claude Folhen (1988) fait remarquer qu'on y retrouvait la même mentalité que celle qui sévissait dans la GF, du temps du maccarthysme. Tous ceux qui s'opposaient à la GV étaient considérés comme des «traîtres», qu'ils aient été dissidents, contestataires ou déserteurs. On retrouve, bien sûr, ce même phénomène dans la GT. George W. Bush avait exigé des Américains et de ses alliés internationaux qu'ils se rallient à sa cause. Ce faisant, il n'avait pas hésité à utiliser un ton vindicatif de mise en garde contre ceux qui ne le suivraient pas. En utilisant le cadre manichéen dans lequel s'inscrivent ses injonctions favorites du genre: «si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous», ou encore «la guerre au terrorisme est la lutte du bien contre le mal», il faisait des opposants à ses politiques, des «marginaux» ou des «traîtres». Ces opposants devaient être, à tout prix, censurés, marginalisés, culpabilisés, diabolisés, ostracisés, et punis par le désœuvrement, voire la prison pour collaboration avec l'ennemi terroriste: et ce, qu'ils soient journalistes, universitaires, politiciens ou activistes pacifistes. Effectivement, pendant les premières années de l'A.B., silence et autocensure ont été les deux mamelles de la critique américaine.

Au fur et à mesure que les chances de victoire contre le Viet Kong devenaient de plus en plus incertaines, la GV provoquait de plus en plus de protestations et de manifestations d'opposants pacifistes qui ont été brutalement réprimés par la police et

la Garde Nationale⁶¹¹. En mars 1972, la prolongation inutile des combats augmentait le malaise dans l'opinion publique. Surtout quand on apprit que les informations fournies pour étendre la guerre étaient fausses ou partiellement fabriquées. Il semble en effet que le gouvernement ait menti à ses citoyens et au monde entier. L'épisode du Golfe du Tonkin n'était qu'un coup monté, destiné à justifier l'élargissement de la GV à toute l'Indochine. En fait, l'amplification du conflit n'était, certes pas «injustifiable», car le Maddox avait bel et bien essuyé le feu de l'ennemi, mais à ce moment là, il n'était plus du tout dans les eaux internationales, comme le gouvernement américain l'avait alors claironné. Il se trouvait en mission, en zone vietnamienne, dans le cadre d'une opération secrète dont la cible était des installations côtières nord-vietnamiennes. Il n'y avait donc jamais eu d'attaques provocatrices ni contre le Maddox, ni contre d'autres contre-torpilleurs américains en «eaux internationales» comme l'avaient alors rapportées des membres accrédités du Gouvernement Johnson⁶¹². Cette tentative de manipulation, même dévoilée, n'a pas échappé à l'A.B. qui n'a pas hésité à falsifier grossièrement les preuves que l'Irak avait des armes de destruction massive et entretenait des liens avec Al-Qaïda. La seule différence est peut-être que la presse américaine a été plus critique, plus engagé, lors de la GV et, ce de plus en plus, au fur et à mesure que le désastre se précisait, comme le rapporte encore Zinn: La presse conduisait des enquêtes et identifiait la propagande utilisée par le gouvernement à l'égard des citoyens. Elle rapportait tout sans retenue sur les désertions, la mutinerie, l'usage des stupéfiants, la criminalité, voire même les mensonges de l'administration et surtout les méfaits de la guerre. Toutefois, les révélations de la presse et les critiques de nombreux intellectuels ne sont pas parvenues à générer de véritables discussions publiques sur la GV.

En évitant un débat public authentique sur les projets de guerre pendant la campagne électorale et en se faisant passer pour le parti de la paix, les membres du gouvernement

611 On se souvient de la répression, par la garde nationale, des étudiants de l'Université Kent en Ohio où, en 1969, sept étudiants ont été tués et d'autres blessés par balles.

612 Howard Zinn, 2003, p. 212.

au courant du subterfuge pensaient que ce qu'ils faisaient était ce qu'il y avait de mieux à faire pour le bien du pays et s'imaginaient que l'histoire leur donnerait raison.⁶¹³

En fait, pour Smith (1999), pendant toute la GF, il y a eut une succession de gouvernements qui ont prétendu vouloir protéger la liberté en combattant le communisme. Par ce protectorat militaro-présidentiel, espionnant ses propres citoyens et usant de subtils moyens pour circonvenir l'opinion publique, ces gouvernements successifs n'ont réussi qu'à provoquer de la suspicion et ont, en fait, causé beaucoup plus de tort à la démocratie américaine que si le prétendu ennemi ou des dissidents internes l'avaient véritablement attaquée. L'A.B. a fait, à peu près, la même chose quand elle a décidé de partir en guerre pour protéger la liberté et en faisant voter le *Patriot Act*. Comme ses prédécesseurs de la GF, Bush s'est empressé d'annoncer que ceux qui protestaient contre ses mesures de guerre étaient des «sympathisants à la cause terroriste», voire des «traîtres à la nation». Donc, ici encore, notre hypothèse de cette troisième partie de la thèse est confortée. Aujourd'hui, rien de nouveau par rapport à hier, L'A.B. s'inscrit bien dans l'histoire des États-Unis, vue comme celle d'un pays manipulé par des Oligarques avides de satisfaire leurs intérêts économiques et financiers en détournant, à leurs propres fins, les contributions fiscales et l'impôt du sang de leurs concitoyens tout en n'ayant pas la moindre considération pour les autres habitants de la terre dont ils s'approprient ainsi les ressources en les massacrant.

Tout compte fait, la GF, a contribué à créer une situation de menace qui a paru interminable jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par les préludes de la GT que sont les conflits de faible intensité (CFI) et la GT proprement dite. Cette GF que l'on a considérée surtout comme une guerre idéologique entre les États-Unis et l'Union

613 Sissela Bok, *Lying: Moral choice in public and private life*, New York, Pantheon Books, 1978, p. 171-172 (traduction libre de: «In suppressing genuine debate about these plans during the election campaign and masquerading as the party of peace, government members privy to the maneuver believed that they knew what was best for the country and that history would vindicate them.»)

Soviétique, a eu, bien sûr, des manifestations physiques ou «chaudes» comme la Corée ou le Vietnam. Mais avant tout, elle a permis de gérer l'économie et les finances américaine d'une façon qui paraissait alors très efficace. Un tel climat de paranoïa et d'urgence interdisait de prendre le risque de se perdre dans les tergiversations de la conversation républicaine et des critiques, voire des condamnations du capitalisme sauvage qui auraient pu en émaner. Ce climat paranoïaque a aussi servi à justifier le recours au secret d'État et aux privilèges de l'Exécutif pendant environ 40 ans, non seulement dans les services de renseignement, d'espionnage ou de contre-espionnage mais aussi dans des domaines aussi anodins et universels que la recherche universitaire. Les recours au sceau du secret et à la dissimulation auraient empêché le public de comprendre ce que les Oligarques cachaient derrière le prétendu danger d'infiltration communiste. La carence d'informations en ce qui concerne le niveau de danger réel a créé un sentiment de panique au sein de la population, donnant à des manipulateurs notoires tels que Joseph McCarthy, un pouvoir aussi indu qu'inébranlable. La Guerre Froide a mis aussi en évidence la tendance bureaucratique du gouvernement américain consistant à garder le secret pour protéger l'accomplissement de projets privés sans avoir à les mettre sous la loupe du public, comme l'exige pourtant la Constitution. Ce scénario est réutilisé chaque fois que les projets d'un groupe de pression sont en contradiction avec les attentes de l'opinion publique ou risquent de rencontrer l'opposition d'autres départements ou branches du gouvernement comme on l'a vu sous de nombreuses administrations, incluant, bien sûr, celle du Président, George W. Bush.

8.3.2 Les conflits à faible intensité et l'apparition du terrorisme «islamo fasciste» dans un contexte de fin de Guerre Froide

Alors que s'estompe la crainte d'une offensive généralisée des forces du pacte de Varsovie ou d'une attaque nucléaire massive de l'Union soviétique, la stratégie américaine traverse une profonde crise. Mais les changements de doctrine préconisés par certains experts conservateurs risquent de perpétuer les théories de la GF.⁶¹⁴

D'après un rapport rendu public le 10 janvier 1988 intitulée «dissuasion sélective» (*Discriminate Deterrence*), le système international est alors en pleine ébullition. Le gouvernement américain doit trouver de nouvelles stratégies pour faire face aux nouveaux défis militaires émergents sur la scène internationale. Ce rapport part du constat que la Chine et le Japon s'érigent en superpuissances régionales et que les pays du tiers monde sont en train de vivre une série de «conflits de faible intensité (CFI).⁶¹⁵» Comme les États-Unis sont affectés par ces changements, il est indispensable de revoir la stratégie américaine. Michael Klare (1989) rapporte que, bien que les États-Unis aient réalisé de profondes avancées technologiques et bénéficient d'un complexe militaire ultra moderne, la commission reproche au gouvernement de continuer à opter pour des «réponses conventionnelles» à ces changements. Elle déplore qu'il n'essaye pas de trouver de nouvelles façons d'aborder les questions de sécurité nationale surtout en ce qui touche le contrôle des armements et des moyens de défense alternative. Ce qui préoccupait les États-Unis, avant la chute du mur de Berlin, c'était la crainte d'une attaque nucléaire provenant de l'Union soviétique. À cette époque, les CFI paraissaient moins menaçants que l'U.R.S.S., mais ils commençaient à être perçus comme potentiellement dangereux:

Ces conflits dans le tiers monde sont, à l'évidence, moins dangereux que ne le serait toute guerre soviéto-américaine, note le rapport, et pourtant ils ont eu et auront un effet cumulatif négatif sur l'accès des États-Unis à des régions critiques... et sur la confiance

614 Michael T. Klare, *La paix des grands, l'espoir des pauvres: Désarmement, développement et survie de l'humanité*, Préface de Claude Julien, Paris, Éditions La découverte/Le Monde, 1989, p. 101.

615 Michael T. Klare, 1989, p. 102.

de l'Amérique en elle-même... Les États-Unis doivent [donc] être mieux préparés à traiter les conflits dans le tiers monde.⁶¹⁶

La commission propose au gouvernement américain d'abandonner la course aux armements avec la Russie et de se concentrer sur les CFI. Cela impliquait la création de forces d'intervention puissantes permettant aux États-Unis de projeter, rapidement et de façon décisive, leurs armées dans les conflits régionaux ou internes du tiers monde⁶¹⁷. Plus précisément, le rapport «Dissuasion Sélective» suggérait:

- d'améliorer la capacité d'intervention dans des régions éloignées sans avoir à s'appuyer sur des bases à l'étranger.
- une augmentation de l'aide américaine aux régimes amis du tiers monde et la mise sur pied de «forces de coopération» (*cooperative forces*), composées de détachements américains et alliés pour intervenir dans des conflits régionaux;
- un soutien vigoureux à la «doctrine Reagan» qui prévoit la création, suivie d'aide, de mouvements rebelles anticomunistes, tels que les Contras du Nicaragua
- et l'aide aux Talibans (et autres Mujahedins) en Afghanistan contre les Russes.⁶¹⁸

Ainsi, Michael T. Klare et Peter Kornbluh (1988) ont souligné qu'après les 25 ans de la doctrine de «contre-insurrection» (*counterinsurgency*) qui a transformé la stratégie militaire américaine et entraîné les États-Unis dans la GV, une nouvelle stratégie d'intervention a pris naissance au sein de l'A.Rea. Il s'agissait d'une doctrine plus ou moins agressive appelée: conflits de faible intensité, CFI (*low-intensity conflict* ou *LIC*) répondant aux «guerres de libération». Selon les auteurs, cette doctrine est partie de la doctrine de contre-insurrection et s'est étendue à toute une panoplie d'autres opérations politico-militaires à la fois officielles (*overt*) et clandestines (*covert*). Cependant, les auteurs font remarquer que ce nouveau type d'intervention est beaucoup plus qu'une simple stratégie. C'est un changement de théâtre des opérations sur la scène mondiale: «il représente une réorientation stratégique de l'institution militaire américaine, et un engagement renouvelé de

616 Cité dans Michael T. Klare, op. cit., p. 103.

617 Michael T. Klare, 1989.

618 Cité dans Michael T. Klare, 1989, p. 105.

recours à la force dans une croisade planétaire contre les mouvements et les gouvernements révolutionnaires du Tiers Monde.⁶¹⁹» Ainsi, «dans la mentalité de nombreux grands dignitaires, la bataille décisive de ce siècle est en train de se dérouler dans «un combat crépusculaire entre les guerriers américains du CFI et les combattants révolutionnaires du Tiers-Monde.⁶²⁰»

À partir de cette période, l'attention n'est plus captée par la concentration des troupes soviétiques en Europe mais s'oriente plutôt vers les insurrections du Tiers Monde qui menaçaient d'avantage la sécurité des États-Unis. Ceux-ci réalignent donc leurs stratégies, délaissant «la position passive de dissuasion mutuelle» (*Mutual deterrence*) pour «l'action défensive» apte à confronter le «péril insurrectionnel». Klare et Kornbluh poursuivent leur analyse de cette nouvelle stratégie en avançant que les tenants de la théorie des CFI considèrent eux-mêmes que le cumul de ces interventions constitue une sorte de guerre perpétuelle. Et, un expert militaire, Neil C. Livingstone, précise la nature de ce nouvel état de guerre permanente:

Toutefois, il ne s'agit pas là, d'une guerre au sens classique de champs de bataille où s'opposent des adversaires. Le scénario le plus plausible pour l'avenir, [...] est celui d'une succession continue de prises d'otages, d'opérations de pacification, des missions de sauvetage, et d'efforts de contre-insurrection, ou encore, ce que certains appellent des «guerres de frontières internes.» Si cela devait s'avérer être la tendance dominante, il faudrait que nos concitoyens, comme nos décideurs politiques se sensibilisent à la nature de ces conflits contemporains ainsi qu'à la nécessité d'en sortir vainqueur.⁶²¹

619 Michael T. Klare et Peter Kornbluh (Editors), *Low-Intensity Warfare: Counterinsurgency, Proinsurgency, and Antiterrorism in the Eighties*, New York, Pantheon Books, 1988, p. 3 (traduction libre de: «it represents a strategic reorientation of the U.S. military establishment, and a renewed commitment to employ force in a global crusade against Third World revolutionary movements and governments.»)

620 Michael T. Klare et Peter Kornbluh (Editors), 1988, p. 3 (traduction libre de: «In the mind-set of many senior officials, the decisive battle of this century is now unfolding in this 'long twilight struggle' between America's LIC warriors and the revolutionary combatants of the Third World.»)

621 Michael T. Klare et Peter Kornbluh (Editors), 1988, p. 4 (traduction libre de: «This is not, however, warfare in the classic sense of armies fighting armies on a common battlefield. 'The most plausible scenario for the future,' [...] is that of 'a continuous succession of hostage crises, peacekeeping operations, rescue missions, and counterinsurgency efforts, or what some have called 'low frontier warfare.' 'This being the case, it is essential' that the American people and our policy-

On notera, avec un malin plaisir - quant à la falsification de notre thèse -, que, de façon révélatrice et très suggestive, le concept de «guerre de frontières internes» fait allusion aux petites guerres contre les insurrections et les résistances des Amérindiens durant la Conquête de l'Ouest (*Frontier Warfare*). Ce qui suggère, à qui ne l'aurait pas déjà compris, que les guerres de Reagan et des Bush, père et fils, sont la reprise et l'expansion, en différents points du globe et, plus particulièrement, au Moyen-Orient, de la «Conquête de l'Ouest». Ce qui prouve que la mentalité qui anime les administrations présidentielles privilégiant, aujourd'hui, la sécurité nationale dans un monde dangereux est la même que celle qui obsédait les pionniers américains vivant la Conquête de l'Ouest. L'attaque du 9/11 pouvant se comparer à l'assaut surprise des tourelles d'un fort trop avancé en territoire indien. Le Moyen-Orient serait donc aussi, sinon plus, dangereux que l'était le *Far West* américain du temps des Pionniers. Comme la nation américaine court de très grands risques en vivant dans un monde très dangereux, il est nécessaire de concentrer tous les efforts de la nation sur la sécurité planétaire. Et ce, d'autant plus que les adversaires ne manquent pas dans ce monde qui, grâce à la globalisation, est devenu, en quelque sorte, le nouveau *Far-West* de l'Establishment américain. Il devient fondamental, pour les différentes branches de la sécurité nationale, d'éliminer ces menaces. Le Secrétaire à la défense de l'A.R., Gaspar Weinberger, dans son rapport annuel au Congrès, ne soulignait-il pas:

De nos jours, nous ne manquons pas d'adversaires qui cherchent à saper notre sécurité en rongant constamment nos intérêts par des guerres fantômes que mènent guérilleros, assassins, terroristes et renégats s'imaginant avoir trouvé le point faible de notre système de défense. Et il concluait que si les États-Unis n'adoptaient pas une stratégie nationale tout azimut pour gagner ces guerres de faible intensité, ces formes d'agressions resteraient, probablement, les menaces à notre sécurité les plus coriaces.⁶²²

makers be educated as to the realities of contemporary conflict and the need to fight little wars successfully.”»)

622 Michael T. Klare et Peter Kornbluh (Editors), 1988, p. 4 (traduction libre de: «Today there seems to be no shortage of adversaries who seek to undermine our security by persistently nibbling

Pour faire face à toutes ces menaces provenant du Tiers-Monde, les États-Unis ont transformé leurs stratégies de sécurité nationale ainsi que leur façon de faire face aux problèmes. Sous l'A.Rea., la gestion des CFI est devenue une branche de la sécurité nationale. Son mandat était de développer et de mettre en vigueur une stratégie nationale unifiée pour conduire ces guerres. Ces dernières comprenaient diverses opérations allant des opérations spéciales (*special operations*), aux activités spéciales (*special activities*) en passant par les guerres non traditionnelles (*unconventional warfare*)⁶²³. À en croire Klare et Kornbluh (1988), cet appareil devait être appliqué à des pays comme le Salvador, les Philippines, l'Angola, le Cambodge et l'Afghanistan où les États-Unis devaient prêter main forte à un allié contre des soulèvements révolutionnaires ou encore, préparer une insurrection contre-révolutionnaire envers un régime hostile. Un exemple flagrant serait la vaste opération militaire que Kennedy a ordonnée pour faire échec au mouvement insurrectionnel procommuniste qui, au Vietnam du Sud, menaçait un régime en place proaméricain. Même si ce conflit s'inscrit, idéologiquement, dans la logique de la GF, le théâtre des opérations comme ses tactiques et stratégies constituent les ingrédients de base des CFI.

Bien qu'au début, dans les années 50 et 60, la théorie des CFI a été créée dans le but officiel de rendre le monde plus sécuritaire pour les États-Unis, il est bien évident que, derrière elle, se cachaient d'autres motifs plus intéressés, comme éviter que l'Union Soviétique ne fasse main basse sur des régions qui possédaient des minerais et des ressources énergétiques. En gros, et comme toujours, il s'agissait d'éviter le recul des intérêts des oligarques américains à l'étranger; un peu comme Bush l'a fait récemment, dans l'espoir de conserver l'accès à bon prix au pétrole du Moyen-Orient,

away at our interests through these shadow wars carried on by guerrillas, assassins, terrorist, and subversives in the hope that they have found a weak point in our defenses." Unless the United States adopted a comprehensive "national strategy" to combat low-level wars, he asserted, "the forms of aggression will remain the most likely and the most enduring threats to our security.»)

623 Michael T. Klare et Peter Kornbluh (Editors), 1988, p. 7.

dont les États-Unis dépendent énormément. Mais Klare (1988) a aussi constaté que le concept de CFI était beaucoup trop vaste et flou pour que l'on puisse arriver à un consensus sur son application et sa définition. Parce que les menaces étaient ambiguës et n'étaient jamais de même ampleur, en 1985, le Pentagone a adopté la définition suivante:

Un CFI est un combat politique restreint visant à atteindre des objectifs politiques, sociaux, économiques, ou psychologiques. Il est souvent très long et va des pressions diplomatiques, économiques et psychosociales au terrorisme et à l'insurrection. Les CFI sont généralement confinés dans une zone géographique précise et exigent souvent des ajustements subtils quant à l'armement, aux tactiques et aux niveaux de violence requise.⁶²⁴

Sous la présidence de Jimmy Carter, le Moyen-Orient est devenu une zone de CFI. Cette région était effectivement le théâtre de plusieurs conflits menaçant les intérêts économiques, militaires et diplomatiques des États-Unis. Il y avait la guerre civile au Liban, la guerre entre les deux Yémen, le conflit israélo-arabe, et, enfin, la révolution iranienne avec la crise des otages⁶²⁵. Non seulement, les États-Unis dépendaient de cette région pour le pétrole, mais aussi pour des échanges économiques qui se sont élevés à plus de 47,7 milliards de 1971 à 1981. Mais il semble que toutes ces tensions aient été perçues à l'aune des séquelles de la GF. Ainsi, Carter, croyant la sécurité américaine fortement menacée dans cette région, avait décidé d'adresser un message à l'U.R.S.S. concernant la domination du Golfe Persique, lors de son discours sur l'état de l'Union du 24 janvier 1980: «Toute tentative, d'une quelconque puissance extérieure à la région, de s'emparer du contrôle de la zone persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis et sera combattue par tous les moyens nécessaires, y compris la force

624 Klare et Kornbluh, 1988, p. 53 (traduction libre de: «Low-intensity conflict is a limited political struggle to achieve political, social, economic, or psychological objectives. It is often protracted and ranges from diplomatic, economic, and psycho-social pressures through terrorism and insurgency. Low-intensity conflict is generally confined to a geographic area and is often characterized by constraints on the weaponry, tactics, and the level of violence.»)

625 Yves-Henry Nouailhat, 1997, p. 261.

militaire.⁶²⁶» C'était la «Doctrine Carter» et elle devait, éventuellement, être appuyée par des actions immédiates. Effectivement, la chute du Shah et l'affaire des otages d'Iran avaient sensiblement contribué à la détérioration des relations entre les États-Unis et l'URSS. Après que les États-Unis aient, au cours des ans, aidé l'Iran du Shah à devenir une forte puissance militaire pour faire face à la menace soviétique sur la région, la révolution islamique, le retour d'exil de l'Ayatollah, très hostile au Shah et aux États-Unis, la fuite du Shah en Californie et enfin, l'occupation de l'ambassade américaine de Téhéran par des militants islamistes sonna le glas de cette collaboration et provoqua la volte face des relations entre l'Iran et les États-Unis.

Selon Zinn (2003), durant les années «60 et 70» il y avait des entreprises américaines presque partout dans le monde non communiste. Et l'économie américaine dépendait fortement de ses marchés étrangers. Par exemple, dans les années «70», 40% du bénéfice des sept plus grandes banques américaines, provenait de ces marchés. En plus, les États-Unis et leurs entreprises dépendaient des nations pauvres pour l'importation et l'exploitation des ressources minières et naturelles ainsi que pour les ressources de bases. Par conséquent, les Américains avaient (et ont toujours) un grand besoin de stabilité sur la scène internationale afin de protéger leurs intérêts. Le 20 décembre 1978, Zbigniew Brzezinski, Secrétaire d'État sous le Président Carter, soulignait que:

Depuis l'adoption du plan Marshall en 1947, l'un des points forts de la politique étrangère américaine a été de reconnaître que notre sécurité ne dépend pas seulement de notre puissance militaire. Aussi vitale que soit celle-ci, ... d'autres formes de puissance - économique, sociale, politique, morale - jouent, chaque jour, un rôle plus décisif dans le contexte d'un ordre mondial qui évolue à un rythme accéléré.⁶²⁷

626 Yves-Henry Nouailhat, 1997, p.266.

627 Brzezinski in «USA Document, no 2527», cité dans Pierre Melandri, *La politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Presses Universitaires de France, 1982, p.183.

Et Melandri (1982) remarque que, sous l'Administration Carter (A.C.1), les États-Unis se sont efforcés de trouver un moyen de séduire les pays sous-développés, en promouvant des valeurs universelles susceptibles de contribuer à créer un sentiment d'adhésion tout en poursuivant leurs propres intérêts. D'où une reformulation originale et propre à l'A.C.1, de la politique étrangère qui consiste à aider généreusement les pays alliés sur les plans militaire, financier et humanitaire. Selon Franck Schoell (1985), un autre Président Démocrate, Kennedy avait si bien compris le principe qu'il avait proposé aux républiques latino-américaines - à la condition qu'ils se joignent aux États-Unis - un plan d'aide au développement économique et social de vingt milliards de dollars étalé sur une période de 10 ans. Ce plan de l'A.K. s'inspirait à son tour du plan Marshall, proposé par le Président Truman, un autre Démocrate. De façon surprenante, les Néoconservateurs de l'A.Rea. (Administration Reagan), reprirent cette rhétorique et proposèrent un plan qui, lui aussi, chercherait à... «construire un hémisphère où tous les hommes pourraient espérer le même niveau de vie élevé et où tous pourraient vivre ... dans la dignité et la liberté.⁶²⁸» Mais, très vite, sous Reagan, nous avons vu que ce genre de discours venait appuyer des interventions musclées et relavait plus de la communication vaseline, que sont les relations publiques et le Marketing ou la simple propagande que de l'énunciation d'un plan d'aide suivi d'actions concrètes. Néanmoins, si l'on oublie l'A.Rea. et, si l'on s'en tient à la rhétorique, on doit partiellement falsifier l'hypothèse de notre 3^e partie de thèse et reconnaître que tous les Présidents des États-Unis, contrairement à l'A.B. ne s'en sont pas toujours remis exclusivement aux forces militaires du pays pour promouvoir ou défendre les intérêts de leur Establishment économique et financier. Les Présidents Démocrates, Truman, Kennedy, Johnson, Carter, et, comme nous le verrons, peut-être Clinton, ont su manier la carotte avec autant d'habileté que le bâton et parfois mieux que le bâton, surtout si l'on pense à Carter, là où les Républicains ne connaissaient que la force brutale pour faire prévaloir les intérêts du

628 Franck Schoell, 1985, p. 307.

capitalisme sauvage. Même si notre hypothèse tient toujours la route, nous devons reconnaître que dans certains «virages démocrates» Ses roues n'adhèrent pas aussi bien à la route. Nous reviendrons sur cet aspect de notre argumentation dans les conclusions de ce 8^e chapitre et de cette 3^e partie. Mais nous pouvons quand même affirmer, ici, que le «virage démocrate» qui semble le plus mettre notre hypothèse en défaut est certainement celui de l'Administration Carter (A.C.1).

En effet, si avant l'A.C.1, les États-Unis avaient utilisé les régimes locaux pour implanter les politiques américaines, avec l'A.C.1, il s'agit véritablement de promouvoir la démocratie et de protéger les droits de l'homme. Un rapport au Président Carter, critique la politique traditionnelle des États-Unis. Il souligne « qu'un certain nombre de pays ayant un comportement déplorable en matière de droits de l'homme se [trouvaient] être également des pays dans lesquels nous [avons] des intérêts de politique étrangère et de sécurité à maintenir.⁶²⁹ » Mais, hélas si l'A.C.1 avait fort bien identifié de nombreux problèmes de la politique étrangère des États-Unis, elle n'a pas survécu à la crise d'Iran qui a permis à l'A.Rea. de la supplanter sans difficultés aux élections de 80. Conseillé par les Néoconservateurs, dont l'étoile poursuivait son ascension vers le firmament du pouvoir, le Président Reagan s'est empressé de revenir aux vieilles politiques, musclées, paternalistes et exhibitionnistes ou hollywoodiennes qu'adorent beaucoup d'Américains moyens mais que ne prisent guère les «intellectuels» du reste du monde.

Il y a effectivement, depuis 1980⁶³⁰, une augmentation très sensible du nombre d'opérations clandestines menées par les États-Unis qui correspond à un accroissement du rôle de la CIA. Le nombre d'agents impliqués dans les missions clandestines et le budget qui leur est alloué aurait triplé. Et, pour Claude Fohlen

629 Howard Zinn, 2004, *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, traduit de l'anglais par Frédéric Cotton, Montréal/Marseille, Lux/Agone, p. 641.

630 Pour mémoire, Année d'élection de Ronald Reagan (avec ses Néoconservateurs).

(1988) cette importante sensation de changement ne provient que du contraste avec la politique de l'A.C.1, qui, elle, se démarquait des autres Présidences. Comme il le démontre, la politique de l'A.Rea. n'est pas si nouvelle qu'elle ne parut alors. Les États-Unis pratiquaient «la sale guerre⁶³¹» depuis leur accession au rang de puissance mondiale. Ils sont intervenus sans mot dire et sans justifications dans plusieurs conflits afin de poursuivre leurs intérêts ou ceux de leurs proches alliés. Par exemple, ils ont participé, en 1967, à la guerre des six jours au Moyen-Orient et, en 1973, à la guerre du Kippour que, sans l'intervention américaine, Israël aurait perdu. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, à la demande de l'A.Rea., le Congrès verse 750 millions de dollars aux *Mujahedins* afghans pour repousser les envahisseurs soviétiques, entre 1980 et 1986⁶³².

Confortés par de nombreux discours officiels, dont nous avons amplement fait état dans la seconde partie de notre thèse, les critiques, - pour ne pas dire tous nos contemporains quelque peu avertis -, savent fort bien que les CFI ont été déclenchés pour protéger les intérêts des oligarques américains ou ceux de leurs plus proches alliés. Néanmoins, les porte-paroles des administrations présidentielles essayent toujours de présenter ces interventions dans un contexte ayant une connotation plus acceptable au niveau des relations publiques, comme la promotion ou le soutien de la démocratie et de «la civilisation luttant contre le mal ou la barbarie». Une fois l'objectif présenté comme louable, on peut s'en remettre au pragmatisme de circonstances du «qui veut la fin veut les moyens», même si ces derniers sont quelque peu délictueux. Et la «Doctrine Reagan» s'inscrit à fond dans cette logique: «La démocratie peut être promue par de tels moyens. Pour l'A.R., ces opérations secrètes ne sont même pas 'des mesures exceptionnelles prises lors de paniques', mais plutôt

631 Expression utilisée par G. Fohlen pour parler des nombreuses interventions des États-Unis sur la scène mondiale, en supportant même des régimes dictatoriaux pourvu qu'ils y trouvent leurs intérêts.

632 Klare et Kornbluh, 1988, p. 184.

l'instrument clé de la politique étrangère.⁶³³» Ainsi, entre 1980 et 1987, les États-Unis, ont accordé une aide militaire de un milliard de dollars au gouvernement du Salvador et entraîné cinquante trois milles soldats de ce pays pour combattre les guérillas locales⁶³⁴.

Un analyste du Pentagone, qui a, comme il se doit sous Reagan, une vision diamétralement opposée à celle de Carter et de Brzezinsky, souligne que: «l'armée ne constitue qu'une petite tranche du gâteau dans cette affaire ... La vraie guerre est la guerre économique, la guerre politique, la guerre sociale.⁶³⁵» Pour protéger leurs intérêts, les États-Unis, peuvent donc complètement déstabiliser la base sociale du pays où ils interviennent pour liquider les membres de la guérilla. Ainsi, dès le début de son premier mandat, l'A.Rea. s'en prend au Salvador où elle projette de construire «un monde normal» qui répond à ses objectifs. Ensuite, au début du mois de mars 1981, le directeur de la CIA, William Casey, demande l'aval du Congrès pour mener des opérations secrètes et officielles au Nicaragua⁶³⁶. Puis en Afghanistan, au Laos, au Cambodge, à la Grenade, en Iran, en Lybie, et à Cuba. Ce qui montre bien que l'A.Rea. ne parle pas en vain et pose toujours les gestes que ses paroles impliquent. Dans son discours sur l'«état de l'union», le Président Reagan ne s'engageait-il pas à appuyer les forces anticomunistes luttant contre les gouvernements prosoviétiques «sur tous les continents, de l'Afghanistan, au Nicaragua». Évidemment, le Président G.W. Bush a repris ce modèle. Et, en s'opposant, lui aussi, diamétralement à la Doctrine Carter, il n'a pas hésité à appuyer, voire même à demander, pour ne pas dire implorer l'hospitalité pour ses troupes à des pays qui violent, de façon éhontée, les droits de l'homme et surtout ceux de la femme. La seule chose qui compte est que ces

633 Klare & Kornbluh, 1988, p. 184 (traduction libre de: «Democracy can be promoted through such means, the administration views covert operations not as exceptional, last-ditch emergency measures, but rather as a key instrument of foreign policy.»)

634 Klare et Kornbluh, 1988, p. 116-117.

635 Cité dans Klare & Kornbluh, 1988, p. 119 (traduction libre de: «The military is only one slice of the pie in this business [...] The real war is the economic war, the political war, the social war.»)

636 Klare & Kornbluh, 1988, p. 138-139.

pays soient «avec lui» - même de façon très douteuse (on pense au Pakistan) - dans sa GT.

Ensuite, ce sont les «Contras» du Nicaragua qui reçurent l'aide des Américains dans leurs combats contre les Sandinistes. Klare (1988) rapporte que le Congrès aurait accordé 19.5 millions à la CIA en vue de créer un commando paramilitaire censé effectuer des opérations secrètes au Nicaragua. «Au nom de la Doctrine Reagan, les États-Unis s'engagent à appuyer la 'démocratie révolutionnaire' ou 'les forces de la liberté' contre le totalitarisme.⁶³⁷» Comme les Contras représentaient les forces du Front national de «libération», l'Amérique de l'A.R. devait appuyer la cause des «soldats de la liberté».

Toutefois, d'une légendaire brutalité, les Contras n'ont pas tardé à ternir leur cause en dépit de leur manuel d'instruction *made in America*. À la fin de 1985, le Ministère de la Santé du Nicaragua estime que 3 652 civils ont été tués, et 5 232 kidnappés au cours des raids des contras⁶³⁸. En plus des attaques fomentées de l'intérieur par la CIA, l'A.Rea., de son côté, monte une campagne de déstabilisation économique faite de sanctions économiques, de coupures de crédits, d'embargos, etc., et ce, toujours dans le but de renforcer la position des Contras au Nicaragua. Klare souligne que ces tactiques de harcèlement ont forcé les Sandinistes à soutenir une guerre fort coûteuse malgré une très faible économie nationale.

Aux Philippines, les CFI revêtent plus l'aspect d'une manipulation politique et idéologique souvent dépeinte comme «Stratégie de la Troisième force». Toujours, selon Klare, cette approche repose «sur l'émergence et la promotion d'un «leader» populiste et réformiste, qui, tout en réclamant des élections justes afin de désamorcer

637 Klare & Kornbluh, 1988, p. 140 (traduction libre de: « In the name of the Reagan Doctrine's pledge that the United States would sponsor "revolutionary democracy" ---that is, the "forces of freedom" against the forces of totalitarism.»)

638 Klare & Kornbluh, 1988, p. 140.

la pression populaire, promeut la culture des couches moyennes-supérieures, traditionnellement pro-occidentales, et souligne ce que l'Amérique a déjà fait en faveur de la démocratisation.⁶³⁹» Si cela a fonctionné aux Philippines, en Afghanistan, la «Doctrine Reagan» a occasionné des affrontements avec l'Union Soviétique. Ce qui s'explique par la fragmentation sociale et politique de l'Afghanistan et la proximité du territoire soviétique. Et, en plus, planaient déjà de fortes dissensions entre les mouvements fondamentalistes et les communistes au sein de la population afghane. Au début, des Afghans, qui devinrent minoritaires, pensaient que les communistes amèneraient une rapide modernisation du pays. La politique américaine envers la République Démocratique Afghane s'est donc peu à peu alignée sur la cause des insurgés pour faire échec à l'occupation soviétique. Les opérations secrètes effectuées par la CIA et l'aide fournie par l'A.Rea., avec l'approbation du Congrès, à la résistance des Mujahedins (futurs Talibans et Al Qaïda), auraient coûté 750 millions de dollars aux États-Unis entre 1980 à 1986⁶⁴⁰.

Tout compte fait, même si, dans le passé, les interventions américaines dans le Tiers-Monde cherchaient, en principe, à maintenir l'ordre et la stabilité, elles se faisaient surtout dans le but d'infliger des pertes à une puissance rivale ou de faire échouer les mouvements révolutionnaires dans ces régions. Comme l'affirmaient des membres en vue de l'A.Rea., «Si nous ne pouvons pas nous défendre là-bas, [en Amérique centrale], nous ne pouvons espérer nous imposer ailleurs. Notre crédibilité ainsi que nos alliances s'effondreront, mettant ainsi en danger la sécurité de notre patrie.⁶⁴¹»

639 Klare & Kornbluh, 1988, p. 180 (traduction libre de: « on the emergence and promotion of a populist, reformist leader; the advocacy of fair elections as a means of defusing popular pressures; the cultivation of the traditionally pro-Western middle strata; and stress on America's record as a "supporter" of democratization.»)

640 Klare & Kornbluh, 1988, p. 184.

641 Cité dans Edgard Bottome, *The Balance of Terror: Nuclear Weapons and the Illusion of Security (1945-1985)*, Boston, Beacon Press, 1986, p. 232 (traduction libre de: «If we cannot defend ourselves there [Central America], we cannot expect to prevail elsewhere. Our credibility would collapse, our alliances would crumble, and the safety of our homeland would be in jeopardy.»)

C'est ainsi que les États-Unis ont essayé de s'imposer en «gendarmes du monde», pour reprendre l'expression consacrée par Klare et Chomsky, entre autres. Toutefois, un policier fonctionne selon des règles précises. Son autorité doit être légitime et il ne doit pas faire un usage abusif de la force. Même à l'intérieur d'une nation, le rôle du policier peut être discrédité s'il se compromet sans cesse dans des fusillades (*shoot-out*). C'est à ce scepticisme qu'aboutissent Klare et Kornbluh (1988) quand ils rapportent avec une certaine ironie que les États-Unis ont plus de puissance de feu qu'aucune autre nation. Tout en soulignant que «le gendarme du monde» ne semble pas avoir toutes les capacités requises, surtout dans le domaine du renseignement (*Humintel*) pour contrer et surtout prévenir les menaces imprévisibles. Ce gendarme semble compenser ses défaillances cérébrales par une musculature hors pair.

Il semble donc, pour paraphraser encore Klare et Kornbluh (1988), que le fait de concevoir tout un programme de projection militaire tout azimut fondé sur la doctrine des CFI repose sur la croyance que le monde entier est en perpétuelle insurrection ou à la veille de l'être. Cela dit, mobiliser les forces armées de la nation pour fomenter des assassinats, faire sauter des écoles, ou lancer des milliers de tonnes bombes sur des pays pauvres, ne constitue pas *une stratégie* en soi, à moins que l'on considère que les guérillas révolutionnaires sont le fer de lance de la multitude⁶⁴² des mécontents. Puisque rien n'accréditait une telle croyance au XX^e siècle, on ne peut arriver qu'à la conclusion que la politique étrangère américaine s'est de plus en plus militarisée non pas pour faire face à des menaces réelles mais afin de répondre au besoin des oligarques américains de gérer les zones clefs du monde en favorisant leurs intérêts économiques et financiers. Nous avons vu qu'un tel constat semble conforté par les principaux épisodes de l'histoire guerrière des États-Unis, que l'on pense au renversement du gouvernement Mossadegh en Iran dans les années 50,

642 Comme le suggère un peu l'ouvrage d'Antonio Negri et Michael Hardt, 2004, *Multitude, Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Montréal, Boréal.

comme au Guatemala, à l'intervention militaire en République dominicaine, à l'invasion de la Grenade, etc., sous l'A.Rea.

Les conséquences de ces interventions ne sauraient être sous-estimées. Parce qu'en dépit du succès militaire apparent de ces missions, elles n'ont apporté ni la stabilité, ni la démocratie, ni d'avantage augmenté voire même assuré l'influence américaine ou encore permis la promotion des intérêts des oligarques américains, comme l'a souligné Chomsky. Bien au contraire, ces interventions n'ont conduit qu'à l'aliénation des populations des pays où elles se sont déroulées. Et, cette rancœur a engendré chez les militants les plus enragés une soif de vengeance envers les gouvernements et les oligarques américains. Ces politiques agressives n'ont causé que des dommages à la réputation comme à la sécurité nationale des États-Unis, en plus d'avoir considérablement affaibli les libertés civiles, SINE QUA NON de la communication démocratique à l'intérieur du pays, et ce, surtout par l'utilisation à outrance du sceau de secret qui rend vaine, toute tentative de conversation républicaine.

8.4 Ronald Reagan, George H. Bush, Bill Clinton et les Conflits de Faible Intensité!

Au début des années 80, les États-Unis et l'Union Soviétique continuent la GF commencée depuis quarante ans, tout en essayant de maintenir l'équilibre dans leurs concessions et dans leurs gains respectifs. Selon Edgard Bottome (1986), les discours exacerbant le nationalisme politique, les jeux de pouvoirs économiques, ainsi que les rapports de forces militaires ont été combinés de manière à miner mutuellement les positions de domination absolue que recherchait chaque empire. Toutefois, la montée du nationalisme dans les pays du Tiers-Monde a concouru à freiner les désirs impériaux des deux puissances. La scène internationale, à la fin du XX^e siècle est fort tumultueuse. Bottome (1986) souligne la perte de la GV par les États-Unis;

l'humiliation de ces derniers lors de la Révolution des Ayatollahs, la course à la possession d'armes nucléaires par l'Inde et le Pakistan, puis la Corée et peut-être, un jour prochain, l'Iran. L'Union Soviétique, de son côté, donne des signes d'essoufflement dans son empire Est-Européen. D'abord, la Pologne, la Tchécoslovaquie, puis l'Allemagne de l'Est et avec la chute du mur de Berlin, en 1989-90, c'est la quasi totalité de l'empire soviétique européen qui va rapidement se désagréger. Quant à la Chine, elle redéfinit son propre type de communisme qui n'est pas sans présenter des points communs avec le capitalisme dont les désirs de se doter d'une puissante armée et de consommer beaucoup d'énergie.

Vers la fin de la GF, de nombreux acteurs de la scène internationale commencent donc à mettre en question la bipolarité de l'ordre mondial. Plusieurs pays parmi lesquels l'Irak, l'Algérie, l'Égypte, la Somalie, et l'Afghanistan, ne voulaient plus s'aligner sur la volonté d'aucune puissance impériale. De même, les pays de l'Europe de l'Est résistent à l'Union soviétique et commencent à s'en détacher. La Chine, l'Europe, et le Japon commencent aussi à douter de l'hégémonie des États-Unis et de l'Union soviétique. Ils ne voulaient pas trop se compromettre avec l'une ou l'autre de ces deux puissances qui étaient aux prises avec le déclin de leur économie et de leur pouvoir militaire⁶⁴³. Si les contours du monde bipolaire commençaient à s'estomper, le nouvel ordre mondial qui émergeait était plutôt flou. Le fait que de plus en plus de pays possèdent des armes nucléaires complique la logique de la course aux armements. La résurgence de conflits interétatiques, les guerres nationales de libération, les révolutions, les guerres civiles, perturbent le système établi par les deux grandes puissances, rendant l'équilibre de la terreur vacillant. C'est à cette conclusion que parvient Edgard Bottome en 1986. Devant ces constats, la question qui se pose est de savoir comment rééquilibrer ce nouvel ordre mondial chancelant?

643 Edgard Bottome, 1986, p. 236.

Quand Reagan arrive au pouvoir, au début des années 80, il annonce qu'il existe «une fenêtre de vulnérabilité» (*window of vulnerability*) qu'il considère comme présentant une grande menace pour la sécurité américaine. Il prétend que l'armement nucléaire de l'Union Soviétique a dépassé celui des États-Unis et, conseillé par les Néoconservateurs, il utilise ce constat contestable pour augmenter le budget militaire. Évidemment, l'A.B. conseillée par les mêmes Néoconservateurs fait un constat semblable à propos du Moyen Orient en affirmant que l'Irak a des armes de destruction massive. Comme Reagan, G. W. Bush et les Néoconservateurs, sont convaincus que, pour éviter les agressions de l'URSS (pour Reagan) ou de l'Irak (pour G.W. Bush), il faut que les États-Unis consolident leur force militaire et s'assurent qu'elle soit opérationnelle et prête à frapper n'importe où, n'importe quand. Pour résoudre le problème de la «fenêtre de vulnérabilité», sous l'A.Rea., on a proposé la construction du, très controversé, missile MX qui fait partie du parapluie nucléaire aussi appelé projet *Star War*. C'était là porter la course aux armements nucléaires à son paroxysme pour dépasser la prétendue supériorité de l'Union Soviétique.

Mais, selon Edgard Bottome (1986), « 'la fenêtre de vulnérabilité', 'l'écart dans les budgets militaires' et le *SDI* constituaient, ce que l'on appelle maintenant, des 'inventions mythiques' justifiant l'accélération de la course aux armements tout en permettant, en même temps, d'augmenter la capacité d'intervention des forces américaines dans le Tiers-Monde.⁶⁴⁴ » Ces subterfuges que d'aucuns qualifient de «désinformations», devaient amener les citoyens à appuyer les politiques interventionnistes sur la scène internationale. Toutefois, au tout début de l'A.Rea., les Américains sont encore paralysés par le spectre du Vietnam et par le souvenir, très frais dans les mémoires, du fiasco de Carter en Iran. Ils demeurent donc très réticents

644 Edgard Bottome, 1986, p. 233 (traduction libre de: «'The window of vulnerability,' the 'spending gap,' and the SDI represented the now-traditional myth creation used to escalate the arms race and at the same time substantially increase the US capacity to intervene militarily in the Third World.»)

à l'idée de se lancer dans une autre guerre en dépit de la légendaire supériorité de la puissance militaire américaine. Quels qu'aient pu être les efforts des Démocrates (sous Carter) et de la plupart des membres du parti républicain au début de l'A.Rea., les interventions militaires à l'étranger ont dû se faire sans l'appui du public. Bottome constate même que le recours répété aux «inventions mythiques» ou à la «désinformation» n'a jamais eu l'effet recherché puisqu'au beau milieu des années 80, l'adhésion du public aux politiques interventionnistes de l'A.Rea. n'était toujours pas assurée :

L'atmosphère nationale de résurgence du patriotisme et «la fierté d'être Américain» constituant un acquis solide, les forces d'intervention étant rassemblées, le gouvernement de Washington espérait que l'aventurisme de la politique extérieure soit docilement accepté à l'intérieur. Le seul obstacle aux guerres d'intervention provenait de l'incertitude quant à la volonté du peuple américain de soutenir une telle guerre.⁶⁴⁵

Pendant toute l'A.Rea., les décideurs américains se sont efforcés d'imposer une culture de guerre en promouvant sans cesse le droit à l'autodétermination des populations et surtout la protection de la sécurité et des intérêts nationaux des États-Unis. Toutefois, comme l'enfer est pavé de bonnes intentions, surtout lorsqu'elles ne sont pas partagées par toute la nation, ce n'est pas de l'extérieur, même du cœur de l'A.Rea., que l'on peut décider de l'orientation que doit prendre un pays éloigné. Un «projet», une intention de conquête, même formulée par une administration présidentielle américaine n'est pas «la» conquête. Par contre, les contraintes que le conquérant impose au régime de son propre pays pour se lancer dans des aventures externes ont un impact immédiat sur la société. Une démocratie en guerre contrôlée par son élite pour faire cette guerre n'est plus une démocratie mais une oligarchie en quête d'empire.

645 Edgard Bottome, 1986, p. 233 (traduction libre de: «The national atmosphere of resurgent patriotism and "pride in America" laid the foundation, the interventionary forces were assembled, and the government in Washington was counting on adventurism abroad being matched by docility at home. The only restraint against an interventionary war was the uncertainty about the willingness of the American people to support a war.»)

8.4.1 Les conséquences de ces interventions pour la démocratie

Effectivement, ces interventions ne sont pas sans conséquence pour les libertés civiles. Premièrement, la gestion des CFI s'effectue complètement en secret, sans consultation publique. Par ailleurs, le peu que savent les Américains de ces conflits leur donne des sentiments mitigés quant à leur justification et quant au bien fondé de l'interférence dans les affaires d'autres pays. Selon Klare et Kornbluh (1988), quarante pour cent de l'électorat n'a jamais souscrit aux stratégies de ces interventions modernes ni approuvé leurs objectifs, si tant est qu'ils aient été clairement formulés. Il y a, sans doute là, un lien de cause à effet réciproque avec le recours fréquent de l'A.Rea. au sceau du secret et à la «désinformation» pour mener ces interventions. L'A.Rea. savait d'avance qu'elle ne pourrait gagner l'opinion publique par des débats politiques ouverts et transparents. Ces interventions à l'étranger ont donc été menées sans consulter l'opinion publique. Ce qui signifie, pour le moins, que la procédure démocratique a été profondément hypothéquée et est demeurée très difficile à jauger. Des arguments dignes de considération ont été avancés par plusieurs critiques sur «le bâillonnement de l'opinion publique» et «l'éclipse de l'électorat dans la gestion du pays.» Chomsky (1989) dans son ouvrage, *La guerre comme politique étrangère*, souligne qu'une proportion significative du public qui s'intéresse à la politique étrangère est souvent déçue: les manipulations de l'électorat salissent profondément les prémisses démocratiques de l'accès à l'information et l'une des notions sur lesquelles le système démocratique américain est fondé: la souveraineté populaire issue de la conversation républicaine bien informée.

Dans cette ligne de pensée, Klare et Kornbluh soulignent aussi que: «l'idée même d'un conflit de faible intensité est avant tout d'éviter d'«alarmer» le public, - euphémisme pour «informer» l'opinion publique - (Dans les zones de combat, l'intensité peut être très élevée), l'intérêt de cette stratégie repose donc sur le

secret.⁶⁴⁶» Et, les auteurs critiquent l'utilisation abusive du sceau de secret, même s'ils reconnaissent qu'il puisse y avoir parfois des secrets «légitimes»⁶⁴⁷.

Klare & Kornbluh soulignent, en rappelant la thématique centrale de notre thèse, que ce n'est pas sans raison que, depuis plus d'un siècle et demi, de grands observateurs de l'Amérique, allant de Tocqueville à George Kennan, se sont demandés si le régime démocratique dont s'est doté ce pays à sa naissance peut survivre alors qu'il devient la plus grande puissance mondiale? Comment peut-on être une puissance impériale, à l'extérieur, et protéger les libertés civiles, à l'intérieur? Et ce, surtout, si le déploiement de cette puissance militaire répond à des objectifs qui ne sont pas compris et donc pas supportés par ses propres citoyens. Et, ce dernier élément n'est pas près de changer car, comme Zinn (2003) et Klare & Kornbluh (1988) l'affirment justement, les autorités militaires sont convaincues que la censure est primordiale dans la conduite des CFI. Les militaires sont persuadés que si la presse s'en mêle, le gouvernement perdra le support de l'opinion publique. Sans rentrer dans les détails de l'histoire du sceau du secret et de la censure au cours des guerres précédentes, la rumeur court effectivement chez les gradés de l'armée américaine (qui ont lu ou entendu parler de McLuhan) que c'est Walter Cronkite qui, ayant montré des images d'enfants vietnamiens brûlés au Napalm, a anéanti la volonté des Américains de poursuivre la GV⁶⁴⁸.

Un commandant des *Marines* outragé suggère, dans un article qui a été publié par la *Military Review*, que la télévision soit exclue de toute zone de combat, non pas parce que les images mentent, mais parce que les éléments de vérité qu'elles transmettent ont un tel impact émotionnel qu'elles sapent la vérité officielle. La télévision est trop puissante -

646 Klare & Kornbluh, 1988, p. 218 (traduction libre de: «the whole idea of low-intensity warfare is to avoid "disturbing"—a euphemism for informing—public opinion in the United States. (in the battle zone, the intensity can be high indeed.) The strategy depends upon secrecy.»)

647 Klare & Kornbluh parlent d'informations classifiées relatives à l'identité des agents, la construction de certaines armes utilisées contre les pays étrangers, etc.

648 Klare & Kornbluh, 1988, p. 220.

elle a trop d'impact. Il est clair que si nous acceptons cette érosion de notre volonté publique, notre cause est perdue, même si elle est juste et nécessaire.⁶⁴⁹

Il semble, par ailleurs, que la neutralisation de l'opinion publique se soit étendue de la politique étrangère, où elle peut éventuellement se légitimer, aux affaires intérieures où elle est inacceptable. Il est vrai qu'une nation est toujours confrontée à toute sorte de crises et d'urgences. Mais alors, comment s'assurer que la gestion de ces crises ne compromette pas le principe d'acceptation par l'ensemble des citoyens? Comment concilier les impératifs de sécurité nationale avec les exigences de la démocratie? Plusieurs critiques s'accordent pour avancer que c'est là le plus grand défi auquel ont fait face les États-Unis depuis leur fondation. Et ce dilemme de l'histoire américaine risque de se projeter encore pour longtemps dans l'avenir de celle-ci si la conduite des CFI devient partie intégrante des politiques extérieures des gouvernements américains à venir. Surtout si l'on garde présent à l'esprit que l'idéologie qui sous-tend la gestion des CFI est une trouvaille qui permet de contourner la profonde aversion qu'a le public américain envers les interventions militaires dans les pays du Tiers-Monde.

Devant l'augmentation considérable des opérations militaires et paramilitaires clandestines dans la politique étrangère américaine, le Congrès a formé un «Comité restreint d'observation permanente des services de renseignement» (*House Permanent Select Committee on Intelligence*). Le président de ce comité, Lee Hamilton, déplore le recours quasi systématique de l'Administration à ces opérations clandestines et rappelle que le respect du principe d'acceptation du partage des responsabilités (*Accountability*) est incontournable. Selon lui:

649 Major Cass D. Howell cité dans Klare & Kornbluh, 1988, p. 220 (traduction libre de: «An outraged Marine major has proposed in an article in *Military Review* that television be excluded from any combat zone, not because pictures lie but because the bits and pieces of truth they transmit with such emotional impact undermine official truth.» Television is too powerful—it has too much impact. It is clear that, if we accept this erosion our public will power, our cause, however just and necessary, is doomed.»)

Il est trop facile d'engager des [actions secrètes], elles ne requièrent d'être évaluées que par quelques membres de l'Exécutif. Ce qui incite les décideurs à l'utiliser comme outil commode pour changer de politique sans devoir se procurer l'approbation du Congrès. ...Ce problème est particulièrement grave dans le cas des grandes opérations militaires. Aujourd'hui, l'Administration cherche à combattre le communisme ainsi que les gouvernements qui le soutiennent partout dans le monde. Alors, l'action militaire secrète semble ne dépendre que de «la créativité politique». Le Président peut secrètement financer une guerre, sans le moindre débat public, approfondissant dangereusement l'engagement des États-Unis dans ce que l'Administration appelle des CFI.⁶⁵⁰

Et on a vu, dans le cas du Vietnam, premier CFI, qu'il pouvait dégénérer en un grand conflit de «forte» intensité, faisant près de cinq millions de morts et s'étirant sur des années en inversant le sens de l'histoire puisque, pour la première fois, la super puissance surarmée, se faisait battre par une population déterminée et bien organisée. Malgré leur grande importance potentielle, grâce au sceau de secret et à la censure, dont la presse est la première victime, il est évident que le public est exclu du processus décisionnel conduisant à ces CFI. On peut alors se demander ce qu'il reste de la démocratie dont l'Amérique, par sa puissance de feu inégalée, veut faire bénéficier la planète? Pour bien souligner ce dilemme qui a persisté, sans trop nuire à l'A.Rea., jusqu'à sa fin, on doit citer Klare et Kornbluh qui soutiennent que:

Les États-Unis se retrouvent dans une situation intenable puisqu'ils présentent la promotion de la démocratie dans le monde comme but explicite de leur politique étrangère, alors qu'ils ont, eux-mêmes, trahi leurs obligations démocratiques en menant une politique étrangère téméraire. Concilier la sécurité nationale avec les exigences de la démocratie constitue aujourd'hui le plus grand défi du gouvernement des États-Unis depuis qu'ils existent.⁶⁵¹

650 Lee Hamilton, cité dans Klare & Kornbluh, 1988, p. 97 (traduction libre de: «[Covert action] is too easy to initiate, requires the review of only a few people in the executive branch, and tempts policymakers to use it as a convenient tool to change policy without the approval of Congress... This problem is especially serious in the case of large-scale military operations. Today the Administration is seeking to combat communist and communist-supported governments around the world, and military covert action is the cutting edge of policy. The president can fund a war secretly, without public debate, deepening US involvement in what the Administration calls "low-intensity" wars.»)

651 Klare & Kornbluh, 1988, p. 221 (traduction libre de: «The United States is in the anomalous position of making the promotion of democracy abroad the explicit goal of its foreign policy even as democratic obligations have been recklessly evaded in the conduct of its foreign policy. Reconciling national security with the requirements of democracy now poses the greatest challenge to the idea of popular government since the nation was founded.»)

Encore une fois, il est presque inutile de rappeler que l'A.B. ne fera que reprendre, en l'amplifiant considérablement, voire en l'exacerbant, cette stratégie des CFI mise au point par les Néoconservateurs durant toute l'A.Rea. qui leur a permis de faire véritablement leurs premières armes. Ils s'étaient d'ailleurs fort bien rendu compte qu'ils ne recevaient pas, sur le plan des CFI dans le Tiers-Monde, l'approbation de l'opinion publique. Par ailleurs, celle-ci était satisfaite de la façon dont Reagan conduisait la politique intérieure. Elle était aussi très rassurée par la fin de la GF imputable à l'éclatement de l'Empire du Mal que les Néoconservateurs s'efforceront de présenter comme étant le résultat de leurs stratagèmes.

Toutefois, lorsque l'A.B. vint au pouvoir, les Néoconservateurs, qui étaient passés de grands conseillers (sous Reagan) à principaux décideurs (dès le premier mandat de l'A.B.), savaient très bien que pour obtenir une adhésion du public comparable à celle que reçut le Président Roosevelt au cours de la SGM, il fallait que se produise un événement en tous points comparable à Pearl Harbour! Et, comme par hasard, l'événement survint, avènement de la providence, neuf mois et onze jours après l'installation de G.W. Bush à la Maison Blanche. En fait, cet incident hyper mobilisateur plus grave que Pearl Harbour par le nombre de morts, et encore plus révoltant parce que les victimes étaient civiles, n'était peut être pas aussi indispensable que les Néoconservateurs le pensaient. D'autres événements providentiels survenus entre l'A.Rea. et l'A.B. ont, en effet, complètement changé la donne.

8.4.2 George H. Bush et Bill Clinton: ou quand l'opinion publique est favorable aux Conflits de faible intensité

On se souvient que lorsque le Vice-Président G.H. Bush a succédé à Ronald Reagan, les États-Unis s'étaient lourdement endettés par l'augmentation considérable des budgets militaires reliés à la GF, comme ceux qu'impliquait le projet *Star War*,

ainsi que ceux qui concernaient la gestion des CFI dans le Tiers-Monde. De plus, les coupures d'impôts des classes les plus aisées avaient lourdement affecté le renflouement des caisses de l'État. L'A.B.1 (Administration de Bush-Père) dû assez rapidement revenir sur les promesses du candidat G.H. Bush et augmenter les impôts. Ensuite, comme le prix du pétrole commençait à grimper dangereusement et à grever lourdement le budget des Américains, autant les citoyens que les entreprises et que le gouvernement, Saddam Hussein, apparemment fort mal conseillé par ses amis qui l'avaient jadis lancé dans la guerre contre l'Iran, eût la mauvaise idée d'envahir le Koweït qui lui prenait sa vue sur la mer et dont les recettes du pétrole lui permettraient d'arrondir ses fins de mois. Comme à l'accoutumé dans l'histoire militaire des États-Unis, les oligarques américains ont vu là, «l'occasion inespérée» de s'implanter dans la région la plus riche en ressources pétrolières du monde. En presque un peu moins de temps qu'il en fallut aux Papes pour organiser les croisades, Bush-Père rassembla, avec une dextérité remarquable que son fils lui enviera, une «Coalition de Libérateurs du Koweït» qui, en plus des puissances occidentales, traditionnellement alliées aux États-Unis par l'OTAN, regroupait aussi des pays arabes aussi différents que l'Arabie Saoudite et l'Égypte. Le brillant général Schwarzkopf, sous les ordres de Powell, mena une guerre éclair qu'il stoppa net après avoir libéré le Koweït et s'être assuré que le prix du pétrole ne dépasserait pas les 20\$ le baril pendant une dizaine d'années. Après un tel succès, l'Amérique, à la fois ivre et assoiffée de pétrole, n'avait plus rien contre les CFI.

Bill Clinton, - dont les deux mandats ont été égayés par le sursaut de prospérité que connut l'économie américaine grâce au plein d'énergie qu'avait fait, à bon compte, Bush-Père au Koweït -, a pourtant failli faire «tourner la mayonnaise». Certes, comme la plupart des Présidents issus du parti démocrate, ses intentions étaient moins matériellement teintées que celles des oligarques qui téléguident le Parti Républicain. Pour des raisons humanitaires et sur la demande de l'ONU, il décida de faire un *remake* du *D. Day* sur les plages de Somalie. Et mal lui en prit! Cette

aventure se termina par un *Black Hawk Down*⁶⁵² qui évoqua, en flash back dans l'inconscient américain, le spectre du Vietnam, de Beyrouth et du désert iranien où d'autres hélicoptères s'étaient lamentablement écrasés. Cet échec cuisant, comparable au fiasco de Reagan au Liban, faillit ressusciter le scepticisme du public quant au bien fondé de la participation américaine aux CFI. Toutefois, on remarque qu'en s'accumulant, ces interventions dans le Tiers-Monde, matériellement intéressées sous les Républicains ou motivées par l'humanitarisme sous les Démocrates, contribuent à consolider, en Amérique, une «culture de guerre» que les Néoconservateurs s'étaient efforcés en vain d'y implanter sous l'A.Rea. Effectivement, comme l'épigraphe du roman de Mark Bowden le souligne bien, à l'orée du XXI^e siècle, les Américains sont profondément convaincus que

Peu importe ce que les hommes pensent de la guerre,... On doit l'endurer. C'est comme se demander que penser d'une pierre. La guerre a toujours été là. Avant même que l'homme paraisse, elle l'attendait. L'ultime profession attendant l'ultime professionnel.⁶⁵³

Mais le Président Clinton, sur ce plan, s'est rattrapé car, non seulement il a contribué à la consolidation de «la culture de guerre» dans la mentalité américaine, mais en plus, sollicité, voire imploré par les Européens et l'ONU d'intervenir en Ex-Yougoslavie pour stopper «le nettoyage ethnique» auquel se livraient certains éléments de l'armée serbe contre des Musulmans du Kosovo, il a parfaitement légitimé le rôle de «Gendarme du Monde» dont les Néoconservateurs ont toujours cherché et chercheront toujours à doter les États-Unis. Enfin, en plus d'avoir réussi à faire accepter par l'opinion publique américaine et surtout internationale le rôle de «Gendarme du Monde» que peuvent jouer les États-Unis dans les CFI, Clinton a, malgré lui, au cours de son second mandat identifié le futur ennemi public No. 1 du

652 Nous évoquons ici le titre du film tiré du roman de Mark Bowden, *Black Hawk Down*, 1999 - 2010, (New York, Grove Press, 396 pages) qui illustre quelques mésaventures des Marines en Somalie en 1993.

653 Nous référons ici au roman *Blood Meridian* de Cormac McCarthy, cité en épigraphe de l'ouvrage de Mark Bowden, *Black Hawk Down*, 1999 - 2010, New York, Grove Press, préambule.

pays. Ben Laden à la tête de son organisation terroriste, Al-Qaïda, s'est manifesté par divers attentats importants, notamment contre des ambassades américaines en Afrique de l'Est et contre un bâtiment de l'*U.S. Navy*, l'*USS Cole* qui mouillait dans le port d'Aden au Yémen. À la place des attentats du 11 Septembre 2001, un attentat du même calibre que ces derniers aurait permis à l'A.B. de lancer ses troupes à l'assaut des Talibans qui abritaient Al-Qaïda, tant l'opinion publique américaine avait compris le bien fondé des interventions du «Gendarme de la Planète» dans les CFI, surtout si celles-ci étaient susceptibles de faire redescendre le prix du pétrole - alors en rapide ascension - vers les 20\$ le baril, comme Bush, père avait réussi à le faire dix ans plus tôt.

8.5 Conclusion

En étant la quintessence, la politique extérieure de G.W. Bush s'inscrit bien dans le prolongement des politiques défensives de la grande majorité de ses prédécesseurs du XX^e siècle à la Maison Blanche.

Notre revue des principaux épisodes de guerre qu'a connu l'histoire des États-Unis au XX^e siècle, nous démontre que l'A.B., n'a pas autant innové que nous le croyions en rédigeant le début et le milieu de la seconde partie de notre thèse! On pourrait même dire que, s'il y a eu excès, c'était plus au niveau des paroles, des discours, et même du ton des discours qu'au niveau des gestes effectivement posés et qui ont plutôt lamentablement échoués, si on les appréhende une fois dépouillés des campagnes de relations publiques ou de propagande dont l'A.B. a tenté de les affubler. Mais, c'est dans la conclusion de toute la thèse que nous reviendrons sur l'évaluation du succès ou de l'échec de la politique extérieure de l'A.B. Ici, il nous incombe simplement de revoir rapidement en quoi, la façon d'affronter le dilemme, «guerre/démocratie» en Amérique par l'A.B., diffère ou non de ce qu'ont fait, sur ce plan, les autres administrations présidentielles au XX^e siècle.

Le fait que l'A.B. ait débuté son premier mandat en invoquant un certain retour à l'isolationnisme et au refus de s'impliquer dans des projets de reconstruction de nations (*Nation Building*) peut, un peu, faire penser aux nombreuses années d'isolationnisme qui ont marqué la première moitié de l'histoire du XX^e siècle américain. Toutefois, deux arguments suggèrent de ne pas nous attarder sur cet aspect. L'un porte sur l'A.B. et l'autre sur les deux périodes d'isolation des États-Unis au début du XX^e siècle. Le premier consiste simplement à rappeler, d'une part, que le Président, G.W. Bush n'a tenu de tels propos que durant quelques mois, pendant sa campagne électorale et au tout début de son premier mandat et, d'autre part, que ces propos sonnent faux par rapport à ce qui se disait dans son entourage essentiellement composé de Néoconservateurs, dont le plus important, le Vice-Président, Dick Cheney, tenait, au contraire, un discours très interventionniste, préoccupé qu'il était par la diminution des ressources énergétiques à bon marché. On peut, donc, considérer le semblant d'isolationnisme des premières heures de l'A.B. comme négligeable, autant sur le plan de la durée que sur celui de l'importance relative. Par contre, on ne peut pas en faire autant et balayer du revers de la main le rôle de «l'Isolationnisme» dans l'histoire de la première partie du XX^e siècle américain. On ne peut comprendre la place des États-Unis dans les deux GM sans souligner l'Isolationnisme qui, dans les deux cas, a «justifié» leur non-ingérence manifeste dans la fomentation des conflits et leur intervention tardive, voire très tardive, dans le cas de la PGM.. Chose certaine, dans les deux cas, on ne peut absolument pas parler de «guerres préemptives» de la part des États-Unis. On doit donc admettre, par rapport à l'hypothèse de cette troisième partie de notre thèse, qu'en ce qui concerne la comparaison de la GT de l'A.B. avec ces deux périodes cruciales que sont les GM, l'A.B. a considérablement innové et ne s'inscrit absolument pas dans la continuité de ces portions de l'histoire des États-Unis. Notre hypothèse est donc infirmée, au niveau de la fomentation des deux GM. Par contre, il ne faut pas aller trop vite en besogne et tout abdiquer. Car, même en ce qui concerne l'entrée de l'Amérique dans les deux GM, certains aspects confortent quand même

des éléments clefs de notre hypothèse. Même si les États-Unis ne sont intervenus qu'assez tard dans les deux GM, ils se sont joints aux grandes démocraties européennes après en avoir garni les arsenaux bien avant l'éclatement des conflits et, évidemment, encore plus pendant ceux-ci, élargissant même leurs livraisons de matériels de guerre à l'URSS dès que l'Allemagne nazie l'eût attaquée. On peut donc affirmer que, même si les États-Unis n'ont pas fomenté les deux GM, leurs oligarques des industries de l'armement y ont fait fortune. Et l'ensemble du pays y a même gagné considérablement puisque la PGM a permis aux États-Unis de passer du statut de débiteurs qu'ils étaient envers les grandes démocraties européennes à celui de leur principal créancier et la SGM leur a offert les trente plus belles années économiques et financières de leur histoire, «les trente glorieuses», durant lesquelles l'hégémonie américaine a atteint son apogée dans le monde libre. Donc, ces deux périodes confortent bien l'aspect de l'explication de notre hypothèse de la 3^e partie de notre thèse qui veut que ce soit pour des motivations économiques que les oligarques américains poussent leur pays à s'impliquer dans les guerres. De plus, même si l'A.W. et l'A. Roosevelt n'avaient pas manigancé les GM dans lesquelles elles ont dû tardivement s'impliquer, l'A.B. a bien retenu la stratégie de persuasion utilisée pour justifier leurs entrées en guerres auprès de l'opinion publique tant américaine que mondiale. De l'A.W., l'A.B. a retenu l'argument de la répétition des attaques sous marines dont le torpillage du *Lusitania* (que l'A.B. reprendra en soulignant les tirs anti-aériens de Saddam Hussein sur les vols d'observation de l'OTAN), celui de la révolution bolchévique en Russie (en arguant que Saddam Hussein pratiquait le nettoyage ethnique aux gaz dans son propre pays) et, élément détonateur, l'affaire du Mexique, dans laquelle des agents allemands auraient tenté de dresser le Mexique contre les États-Unis (que Dick Cheney récupérera en accusant l'Iraq d'avoir appuyé Al-Qaïda dans son attaque contre le *World Trade Center*). Et de l'A. Roosevelt, l'A.B. s'est souvenue de *Pearl Harbour* dans la matinée même du 9/11. Enfin, et ce qui nous importe d'avantage en ce qui concerne l'hypothèse centrale de l'ensemble de la thèse, c'est dans la gestion du rapport: «mesures de guerre/respect des

institutions démocratiques» que l'on peut dresser les parallèles les plus frappants. Nous les avons assez soulignés dans ce huitième chapitre comme dans le reste de la thèse pour ne pas y revenir ici. Toutefois, avant de passer aux autres conflits, GF et CFI, où les similitudes sont évidentes, on conclura notre retour sur les deux GM en soulignant que si la SGM a permis d'unifier le peuple américain derrière Roosevelt et Truman, (ce qui conforte l'élément de notre hypothèse concernant cette 3^e partie selon lequel les oligarques poussent l'Amérique vers la guerre pour gérer plus efficacement le système capitaliste en évitant les tergiversations qui caractérisent la communication démocratique), ce ne fut pas tout à fait le cas de la PGM. Effectivement, lors de la PGM, les tensions sociales étaient énormes, tant aux États-Unis que dans toutes les sociétés plus ou moins industrialisées de l'époque. Comme la révolution bolchévique le prouve, des revers militaires, - et la Russie avait déjà été échaudée par une première révolution lors de sa défaite contre le Japon en 1905 -, pouvaient aussi bien provoquer le renversement du capitalisme que sa consolidation. C'est peut être là, la raison pour laquelle l'A.W. a mis tant de temps (le Lusitania avait été coulé en 1915) avant de lancer, en 1917, l'Amérique dans la PGM, aux côtés des Alliés. On se souvient aussi que Wilson avait pris ses précautions en entourant ce geste d'une rhétorique quasi socialiste et pacifiste inspirée des propos de John Dewey. Mais, si notre hypothèse finale est à la fois confortée et infirmée par les deux GM, ce sont les autres conflits, qu'ils soient imaginaires et réels mais toujours nombreux, qui ont plus directement et plus clairement informés et formés l'A.B.. Plus que les deux GM, ce sont surtout la GF et les CFI qui nous permettent d'affirmer, qu'en gros, notre hypothèse de cette 3^e partie est quand même corroborée par l'histoire militaire du XX^e siècle américain.

Il faut d'abord rappeler que, même lorsque l'Amérique prétendait pratiquer une politique isolationniste, surtout avant la PGM, c'était surtout à l'égard du théâtre européen. De 1900 à 1917, les États-Unis peaufinaient l'application de la «Doctrine Monroe», selon laquelle les Américains n'intervenaient pas dans les affaires

européennes à condition que les Européens n'interviennent pas sur les deux continents américains. On a souligné, plus haut, que le Président Wilson et ses prédécesseurs ont été très actifs en Amérique latine et dans les Caraïbes, Haïti, Cuba, etc. Et c'est précisément en prétextant le viol de cet accord implicite par une intervention de l'Allemagne dans les rapports très tendus et souvent explosifs entre les États-Unis et le Mexique que l'A.W. s'est finalement lancée dans la PGM. Entre 1900 et 1917, l'Amérique s'est impliquée dans des petites guerres avec le Tiers-Monde voisin, que l'on appellera, beaucoup plus tard, des CFI, qui confortent totalement notre hypothèse.

Après la PGM, qui se conclut par le dépôt de cette énorme bombe à retardement que constituent les traitées de Versailles et de Sèvres, (- Hitler se servira de l'iniquité du traité de Versailles pour justifier la volonté revancharde des Nazis, le traité de Sèvres dessinait le partage du Moyen-Orient qui, depuis, est resté «un baril de poudre sous des barils de pétrole»-) l'A.W. parvient à calmer temporairement les tensions internationales par la création de la Société des Nations (SDN) dont les États-Unis se retireront, d'ailleurs, assez vite et, plus agressivement, l'A.W. s'est empressée de se joindre aux corps expéditionnaires européens qui vont tenter de contenir la Révolution Soviétique en Russie. C'est l'implication des États-Unis dans cette guerre d'encerclement (*containment*) des «Rouges» qui permet à l'A.W. d'écraser, sur la scène nationale, la gauche et l'extrême gauche américaines en se servant de la logique des mesures de guerre pour étouffer dans l'œuf les velléités de conversation républicaine qu'impliquaient le bon fonctionnement d'une démocratie en temps de paix. La prolongation de la PGM par «la Guerre contre les Rouges» permet de faire passer pour «traître à la nation» toute personne s'exprimant pour revendiquer la moindre équité sociale! Comme, en plus, l'inversion des rapports débiteur/créancier sur la scène financière internationale favorisait considérablement le capitalisme américain déjà fort stimulé par la PGM, on a là, la preuve la plus flagrante de la pertinence de l'hypothèse guidant cette 3^e partie de notre thèse. Les oligarques

américains se servent de «la Guerre avec les Rouges» pour rétablir l'ordre social et politique au niveau national tout en assurant la gestion efficace d'un capitalisme, d'une sauvagerie anarchique telle, qu'il débouchera sur la catastrophe économique et financière de 1929.

En plus d'avoir entraîné une infinité de faillites et de situations désespérées, cette crise a mis un terme à toute velléité de coopération et de solidarité internationale. Ce qui restait de la SDN s'évanouit dans le paysage et les sociétés industrialisées, vaincues de la PGM, optent pour le réarmement revanchard que promettent les partis d'extrême droite. À elles vient se joindre, dans cette stratégie, le Japon Impérial qui sera le premier à se lancer dans les hostilités en entreprenant sa Conquête de l'Est sur le continent asiatique. L'Espagne, ancienne grande puissance coloniale, évincée du continent sud-américain, tentera de régler ses différends sociaux par la révolution républicaine qui dégénérera en guerre civile, où les futurs grands belligérants de la SGM viendront tester leur moral et leurs matériels. Les grandes démocraties, voyant le socialisme conforté par le premier grand échec du capitalisme sauvage, feront de grandes concessions sur leur gauche en donnant beaucoup plus de pouvoir au gouvernement qu'aux entreprises (dont beaucoup seront nationalisées) et en concédant une distribution des revenus un peu plus équitable entre le capital et le travail. Mais, c'est la préparation directe et indirecte de la SGM qui relancera au moins les industries de l'armement dans la plupart des pays économiquement avancés. Plus lent à se reconverter à cette logique, et donc, pour gagner du temps ainsi que pour envahir facilement la moitié Est de la Pologne, la Russie de Staline signera avec Ribbentrop le pacte Germano-Soviétique de non agression mutuelle.

C'est peut-être aussi parce que le pouvoir des oligarques capitalistes américains avait été ébranlé par la crise qu'ils ne poussèrent pas l'Amérique à s'aligner sur ses anciens Alliés de la PGM qui, en France comme en Angleterre, semblaient faire trop de concessions au monde du travail. En fait, il se peut aussi qu'en plus de

l'antisémitisme notoire des Lindbergh, Ford et même du père de John F. Kennedy, certains des leaders du monde des affaires américain, aient eu plus de sympathie pour les régimes fascistes et nazis qui semblaient faire plus pour le grand capital que les partis de Chamberlain et de Daladier, qui géraient respectivement les démocraties britannique et française. Si les lamentables «Accords de Munich» ont été signés, c'est peut-être aussi, en partie, parce que le Grand Capital Américain n'appuyait pas les vieilles démocraties de l'Europe occidentale. Et, cela, les Néoconservateurs se gardent bien de le dire lorsqu'ils brandissent les Accords de Munich pour critiquer ceux qui refusent de les suivre dans leurs aventures douteuses au cœur des CFI du Tiers-Monde. Donc, trop complexe et trop confuse, la période d'Isolationnisme des années 25 à 40 ne nous permet pas de vérifier et d'évaluer la pertinence de notre hypothèse selon laquelle l'A.B. serait une fidèle incarnation ou reproduction de toute l'histoire des États-Unis.

Par contre, un peu plus haut, nous avons rappelé en quoi, l'entrée des États-Unis dans la SGM, en décembre 1941, et la façon dont l'A. Roosevelt avait conduit cette guerre tant à l'interne qu'à l'externe a inspiré l'A.B.. Nous ne reviendrons donc pas, ici, sur la SGM. Par contre, et peut-être parce que les Néoconservateurs les ont connu, y ont grandi, y ont participé et y ont même joué un rôle déterminant, la GF et les CFI sont tout à fait comparables à ce que l'A.B. a pu faire au cours de ses deux mandats. Revenons donc un peu sur la GF avant de terminer cette conclusion du chapitre huit par un bref retour sur les CFI.

Alors que «la Guerre contre les Rouges» de l'A.W. avait permis d'écraser les représentants du monde du travail, ce sont plutôt les intellectuels et les artistes, les dissidents innovateurs qui, à l'intérieur, ont souffert de la GF. Comme nous l'avons vu, la sortie de la crise de 1929 grâce aux Grands Travaux Nationaux de Roosevelt et surtout la fabrication d'armes pour les Alliés puis l'engagement sur deux fronts dans la SGM ont contribué à rétablir «les valeurs de l'Entreprise privée» dans la société

américaine. Certes, la collaboration avec la Russie de Staline contre Hitler et le Japon et surtout la création de l'ONU avaient pu éveiller un retour des rêves égalitaires et universalistes de John Dewey mais cela relevait plus d'un idéalisme humaniste d'intellectuels que de l'idéologie de militants marxistes. Plus qu'idéologiques, les répercussions internes et anti-démocratiques de la GF étaient véritablement dues à la crainte des oligarques de voir les pays communistes ne pas respecter les Accords de Yalta et s'étendre au delà des limites qui y avaient été fixées. De fait, peu de temps après la défaite des Japonais et malgré les efforts du général, MacArthur, la Chine continentale était devenue Maoïste. Et en Europe, comme les partis communistes avaient, un peu partout, joué un rôle décisif dans la résistance antinazie, ils obtinrent le pouvoir dans les pays dont il fut décidé à Yalta qu'ils feraient partie de l'URSS, ailleurs, ils constituaient des opposants frustrés et souvent redoutables, comme on a pu le voir en Grèce, en Italie et même en France. On a vu aussi que les guerres de décolonisation qui ont secoué le Tiers-Monde, ont souvent mis socialistes et communistes dans des positions stratégiques importantes en de nombreux points du monde. La théorie des dominos (voulant qu'un pays voisin d'un pays communiste ne tarde pas à le devenir), mise de l'avant par les leaders du monde des affaires américain, semblait fondée en réalité. Les oligarques, sentant l'hégémonie américaine et surtout leurs marchés comme leurs champs de ressources énergétiques et de matières premières menacés un peu partout dans le monde, ne toléraient pas la moindre forme de doute ou d'humour intra-muros.

Effectivement, la situation mondiale était fort inquiétante pour l'Establishment économique et financier américain. La guerre de Corée ne s'était pas soldée par une victoire du Sud qu'appuyaient les États-Unis et l'OTAN mandatés par l'ONU à la suite de subtiles manœuvres. Le Nord, appuyé par les Soviétiques avait, certes, été difficilement «contenu» et ramené aux lignes de démarcations qu'avait imposées l'ONU à la fin de la seconde guerre mondiale, mais aucun traité n'a conclu cette guerre qui n'est donc toujours pas terminée. Et la GV s'est soldée par un échec

retentissant. En Europe, la Grèce, après la SGM, a connu une guerre civile et puis, à la fin des années 60, début des années 70, la lamentable dictature de colonels fortement appuyée par les États-Unis, tandis que les Russes réimposaient sans pitié leur présence à Budapest, puis à Prague, qui s'étaient révoltées contre l'occupation soviétique. Berlin, en territoire communiste, mais partiellement occupée par les Alliés, a fait l'objet de fréquentes et importantes menaces. Enfin, la Russie qui, par l'ampleur de ses sacrifices, plus de 20 millions de morts durant la SGM, est considérée à l'Est, comme la puissance qui a véritablement gagné la SGM, s'est montrée très menaçante tant par l'amplification de ses arsenaux traditionnels et nucléaires que par ses performances technologiques. C'est quand même elle qui a été la première à mettre un satellite artificiel sur orbite autour de la terre. Tout ceci nuance donc un peu le ton des Zinn et Chomsky, que nous avons amplement cités dans le corps de ce chapitre, et nous amène à reconnaître que la paranoïa des oligarques américains était en partie fondée et donc que la politique qu'ils ont tenté de mettre de l'avant était plus une politique défensive qu'une politique d'expansion impériale.

Cela affaiblit, peut être, ou nuance certainement un peu notre propre thèse de 3^e partie. Il conviendrait donc mieux de dire que, durant la GF, les oligarques ont tenu à ce que l'Amérique se dote d'un gros budget de défense et intervienne au Viet Nam et dans d'autres régions du Tiers Monde où le communisme risquait de gagner du terrain pour «défendre» leurs intérêts économiques et financiers plutôt que pour les «promouvoir». S'il s'agit d'un Empire, c'est un Empire qui est manifestement sur la défensive. Mais cela n'affecte pas fondamentalement notre sous hypothèse de notre 3^e partie: il y a donc bien eu dans l'histoire du XX^e siècle américain des périodes où les droits à la communication démocratique ont été aussi, sinon plus, brimés par des mesures de guerre que sous l'A.B.! On pourrait même dire que, puisque durant la GF, l'élite capitaliste sentait le communisme international la menacer de façon perceptible, sa tendance à la répression interne n'en était que plus brutale.

Effectivement, nous pouvons imaginer qu'il était plus difficile, pour un intellectuel ou un artiste de survivre en plein McCarthysme que sous l'A.B., d'autant plus que les idéaux socialistes pouvaient donner l'impression d'être, moralement, tout aussi valables que ceux du capitalisme. Par contre, sous l'A.B., il est moralement difficile de supporter, voire de comprendre la logique justifiant l'assassinat aveugle d'innocents. Et, c'est évidemment là, la force principale de la GT!

Maintenant, pour en finir avec cette conclusion du huitième chapitre, nous devons insister sur le fait que si l'on retrouve, sous l'A.B., l'atmosphère de la GF en ce qui concerne, à l'intérieur, la censure de toute critique des politiques de gestion des CFI ainsi que «la chasse aux sorcières» pour des raisons qui semblent être plus ethniques et religieuses qu'idéologiques (*racial profiling*) - on reviendra aussi sur ce point dans l'ultime conclusion -, c'est surtout dans la stratégie développée par les Néoconservateurs face aux CFI qu'il y a le plus de continuité entre l'histoire de la fin du XX^e siècle américain et le début du XXI^e. Ce qui n'est pas sans surprendre puisque, avec la chute de «l'Empire du Mal⁶⁵⁴», survenait «*La fin de l'histoire*⁶⁵⁵», selon Francis Fukuyama, un des plus grands penseurs néoconservateurs. Effectivement, puisque le Libéralisme triomphait enfin, les menaces soviétiques de la GF disparaissaient et les oligarques n'auraient donc plus à exiger de leurs concitoyens d'entretenir la suprématie de l'armée américaine pour protéger leur empire et à faire valoir les risques d'atteinte à la sécurité nationale pour justifier la persistance de la censure et d'autres atteintes aux pratiques démocratiques de la communication.

L'Empire soviétique s'étant disloqué et les «ex-aparatchiks» du parti, travestis en capitalistes sauvages aptes à exploiter, pour leur propre compte, les énormes ressources énergétiques du collectivisme, la Russie cessait d'être menaçante. Les Communistes, purs et durs, de Cuba et de la Corée du Nord, n'impressionnent guère,

654 Nom donné par Reagan à l'URSS.

655 Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

même dotés d'armes nucléaires pour la dernière. Par contre, l'amalgame communisme/capitalisme/ surpopulation de la Chine n'est pas sans inquiéter l'auteur du *Choc des civilisations*⁶⁵⁶. Effectivement, la discipline, l'ampleur de l'armée, la rapidité du développement du pays et de ses capacités d'exportation de produits finis, comme sa capacité d'infiltration de l'Afrique, inquiètent.

L'armement nucléaire de l'Inde et surtout du Pakistan, trouble beaucoup. Enfin, les rituels et coutumes anti-feministes comme l'agressivité revancharde du monde islamique, hyper peuplé et très jeune, interpelle de nombreux observateurs. C'est effectivement la menace venue de l'Islam, titillée par la Révolution des Ayatollahs en Iran et les terrorismes anti-israéliens puis anti-américains qui finiront par capter l'attention des Néoconservateurs. Dans sa GT, l'A.B. s'inspire d'abord de Pearl Harbour pour déclarer que les attentats du 9/11 devaient être punis par une guerre contre Al-Qaïda et les Talibans qui l'abritait en Afghanistan; pays que les États-Unis avaient pourtant arraché des mains des Communistes grâce à l'aide de l'A.Rea. conseillé par les mêmes Néoconservateurs. Par contre, c'est de l'incident du «Maddox» qui, sous l'A.J., avait permis d'élargir la GV au Cambodge, que l'A.B. s'inspira (en sachant parfaitement que ce prétexte avait été dénoncé comme faux), pour accuser, à tort, Saddam Hussein de posséder des armes de destruction massive, de préparer un arsenal nucléaire et de s'être allié avec Al Qaïda pour attaquer le World Trade Center. Que ces arguments se soient, comme dans l'affaire du contre torpilleur Maddox, avérés faux, n'avait pas la moindre importance. Ce qui comptait pour l'A.B. était d'avoir mis le dispositif militaire des États-Unis dans une situation de non-retour; transformant ainsi une guerre préemptive en guerre perpétuelle.

On peut donc conclure que la thèse de cette troisième partie est bien confortée. Les excès scandaleux de l'A.B. s'inscrivent parfaitement dans la continuité de

656 Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997, 2000.

l'Histoire des États-Unis de la GF, jusqu'à nos jours. Si un bémol devait être placé, ce serait peut-être, paradoxalement sous l'A.N. (Administration Nixon) - qui a pourtant donné accès à la Maison Blanche à ces Néoconservateurs de taille que sont le général Haig, Donald Rumsfeld et Dick Cheney -, ainsi que l'A.C.. Cette période, des années 70 - 80, étant marquée par la *Real Politic* des Kissinger et Brzezinski qui se sont efforcé d'appréhender le monde tel qu'il était plutôt que de s'efforcer de le rendre conforme à ce que les Néoconservateurs, à la solde des oligarques américains, eussent souhaiter qu'il fut. Hélas, depuis Reagan, les États-Unis vivent dans un rêve hollywoodien que l'A.B. a réussi à transformer en éternel Cauchemar, au grand dam de tout l'Occident. Revenons une dernière fois sur l'hypothèse qui a guidée toute cette 3^e partie de la thèse.

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

L'Administration Bush (A.B.) et sa Guerre au Terrorisme (GT) s'inscrivent encore plus dans l'histoire profonde que dans l'histoire récente des États-Unis!

Comme nous avons largement développé les conclusions des chapitres sept et huit qui constituent cette troisième partie de notre thèse, nous éviterons ici de nous répéter. Pour de plus amples détails nous renvoyons les lecteurs à ces conclusions qui commencent respectivement aux pages 383-391, et 468-479.

Nous allons donc nous efforcer, ici, de faire une brève synthèse des trouvailles auxquelles nous sommes parvenue. Comme nous avons commencé à le redouter dans la rédaction de la fin de la seconde partie de notre thèse, les excès auxquels l'Administration de G.W. Bush (A.B.) s'est livrée ne détonnent pas! Ils s'inscrivent parfaitement dans l'histoire profonde (du XIX^e siècle) et dans l'histoire très récente (depuis la fin de la GF à nos jours) des États-Unis. En effet, rompant avec les politiques défensives du XX^e siècle des GM et de la GF., l'A.B. s'inscrit dans un retour aux politiques agressives du XIX^e siècle marquées par la CO et la mise en application de la «Doctrin Monroe» sur les deux continents américains et, en ce sens, elle ne fait que prolonger, en l'amplifiant démesurément, les politiques extérieures de l'A.Rea. et des Administrations qui lui ont succédé.

Certes, la politique extérieure de l'A.B. avec les répercussions qu'elle a sur l'irrespect des pratiques communicationnelles indispensables au bon fonctionnement de la démocratie s'inspire bien des deux guerres mondiales et de la GF. De la PGM et de la Guerre contre les Rouges qui la suit de près, sur le plan de la politique intérieure, l'A.B. emprunte toutes les mesures de censures de la conversation républicaine et de limitation des libertés d'expression et d'information. Partout où

c'est possible tout mouvement critique, social et politique est associé à de la collaboration avec l'ennemi de la nation et à la menace à la sécurité du pays. À l'externe l'A.B. emprunte au Wilsonisme tout ce que celui-ci doit à la combinaison de l'idéologie de la «Destinée Manifeste» avec les idées de Thayer Mahan sur l'usage de la force militaire et particulièrement des forces navales - maintenant aéronavales -, comme fer de lance de la promotion ou de la protection des intérêts économiques de l'Establishment américain. Par contre, l'A.B. se gardera bien de reproduire les dimensions généreuses et humanistes, voire socialistes, de ce que pouvait avoir le Wilsonisme et qu'il devait, en partie, aux idées de John Dewey, à savoir l'instauration d'un état de paix mondial au travers de la SDN.

Il en est de même pour la SGM et la GF, surtout à l'interne. Là, l'A.B. s'inspire de Pearl Harbour pour exploiter la tragédie du 9/11 et se sert des mesures de guerre qui avaient «justifié» l'emprisonnement des citoyens américains de parents japonais pour surveiller de plus près et arrêter arbitrairement des ressortissants américains ayant un «profil» d'intégristes islamistes. Pour rendre acceptable l'extension de sa GT à l'Irak auprès des opinions publiques américaines et internationales, l'A.B. s'inspira du faux incident du Maddox, tiré de la GV, pour créer les fausses preuves de détention d'armes de destruction massive ou nucléaires par Saddam Hussein comme de sa collaboration avec Al-Qaïda. Par contre, l'A.B. ne suivra évidemment pas l'A.T. dans la création de l'ONU. Elle ne respectera même pas les décisions prises au sein de cette organisation. L'A.B. ira même jusqu'à la qualifier de non pertinente (*irrelevant*)! Enfin, l'A.B. ne suivra pas l'A.T. dans sa générosité en mettant sur pied un nouveau plan Marshall envers l'Iraq et l'Afghanistan. Dans ses discours, elle aura, au contraire, une attitude de pillard, les stratèges néoconservateurs, conseillés de l'A.B., ayant, au su et au vu du monde entier, promis aux Américains que la GT se paierait elle-même par l'exploitation, par des entreprises américaines, des ressources énergétiques et des mines de métaux rares des pays «libérés» par les *Gi's*. On sait

maintenant que ces CFI finiront, malgré tout, par coûter très cher aux États-Unis qui connaissent aujourd'hui une situation financière catastrophique.

En fait, ce ne sont pas les trois premiers quarts de l'histoire du XX^e siècle américain qui fournissent les meilleurs modèles des politiques de l'A.B. En d'autres termes, cette période corrobore «assez bien» mais pas «parfaitement» notre revirement d'hypothèse sur la nature de l'histoire des États-Unis. Certes, de 1900 à la chute du mur de Berlin, même s'il y a eu des périodes d'isolationnisme relatif qui infirment partiellement notre hypothèse, en particulier avant les deux guerres mondiales, ainsi qu'une très brève période de réalisme sous Nixon et Carter, on peut quand même affirmer que, sur le théâtre des deux continents américains et dans le monde entier à partir de la PGM jusqu'à l'éclatement de l'Empire Soviétique, l'histoire des États-Unis est bien l'histoire d'une oligarchie qui s'est presque toujours impliquée dans des guerres chaudes et froides pour promouvoir et surtout protéger ses propres intérêts. Ces intérêts consistant à maintenir des marchés ouverts aux produits et services de ses industries (surtout militaires), s'assurer un accès à bon marché aux champs de ressources énergétiques et aux minerais rares, tout en court-circuitant le plus possible à l'intérieur tous les dispositifs de la conversation républicaine qui, tout en étant le garant, en aval comme en amont, du bon fonctionnement du régime démocratique, risquent de perturber le processus décisionnel du système de gestion du capitalisme qui, pendant la période: «PGM - fin de la GF», n'a pas toujours été «sauvage». D'importantes concessions aux revendications des ouvriers et des salariés ont été faites à partir de la fin du XIX^e siècle, autour de la PGM, et surtout après la crise de 29 ainsi que pendant la GF.

Pendant les trois premiers quarts du XX^e siècle, le capitalisme, même triomphant dans le monde libre, se sentait très menacé, tant à l'intérieur que de l'extérieur, parfois, plus à l'intérieur et parfois plus de l'extérieur. C'est en partie la révolution bolchévique qui a amené Wilson à se lancer dans la PGM car il y avait de fortes

tensions sociales dans son pays au début du siècle. Si la Révolution bolchévique avait fait tache d'huile sur toute l'Europe - ce qui était alors fort possible, le moral des troupes, des deux côtés était au plus bas -, l'Amérique présentait de telles tensions internes qu'elle aurait fort bien pu suivre, au grand dam des oligarques de l'époque. L'Allemagne, pour éviter que les Rouges l'emportent aussi chez elle, a, la première, demandée que l'on mette fin aux hostilités. Ce qui a permis à l'Europe avec l'aide de l'A.W. de se tourner contre la Révolution soviétique. Profitant de cette mouvance guerrière, l'A.W. a pu aussi écraser, à l'intérieur, les Rouges, c'est à dire les mouvements socialistes américains. Toutefois, ces mouvances gauchistes sont réapparues dans le pays, pendant et immédiatement, après la crise de 29, puis elles se sont estompées avec les politiques de Roosevelt, la préparation de la SGM et la SGM. Après, le communisme est devenu à nouveau très menaçant de l'extérieur. Réalisant la théorie des dominos, le communisme semblait régulièrement outrepasser les frontières fixées à Yalta. En d'autres termes, les oligarques américains, même à l'apogée de leur posture au sein du «monde libre» pendant les trente glorieuses, ont été, tout au long (à l'exception des quelques années qui ont précédé la crise de 1929) de ces trois premiers quarts du XX^e siècle, sur la défensive.

La chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'Empire soviétique ont donc fort bien marquée «La fin de l'histoire⁶⁵⁷», non pas dans un sens absolu, mais la fin de l'histoire du capitalisme défensif, du capitalisme civilisé, civilisé parce que menacé par un adversaire crédible, le communisme promu par l'URSS. Sitôt l'URSS éclatée, le capitalisme est retourné à son état sauvage, le capitalisme de la «Destinée Manifeste» tel qu'il s'était manifesté, avec toute sa brutalité, sur le continent nord américain puis, par la magie de la «Doctrine Monroe» sur les 2 continents américains et les petites îles qui les séparent dans le Golfe du Mexique et la Mer des Antilles. L'histoire de la menace perceptible et longtemps redoutée étant finie, les oligarques

657 Francis Fukuyama, *ibid...*

américains, conseillés par les Néoconservateurs dont Fukuyama, ont cru, avec Ronald Reagan que ce qui s'était fait sur les deux continents américains au XIX^e siècle allait pouvoir s'étendre au monde entier au XXI^e siècle comme le dit clairement le «Projet Américain pour le XXI^e Siècle». L'A.R. a tracé la voie, avec un certain succès et quelques échecs retentissants, particulièrement au Liban. L'AB1 a parfaitement réussi son coup avec la libération du Koweït. L'A. Clinton a connu quelques déboires au début, notamment en Somalie, mais l'Europe, l'OTAN et l'ONU l'ont imploré d'intervenir au Kosovo pour mettre fin au nettoyage ethnique, ce qui a fait de l'Amérique, le «Gendarme du Monde», incontesté et même sollicité. La voie était donc toute tracée et l'ennemi, islamiste intégriste, désigné. L'A.B. n'a fait qu'emboîter le pas ou prendre le relais de l'histoire. Toutefois, et peut être aussi parce qu'elle s'inscrivait bien dans une mouvance historique qui la précédait depuis longtemps, l'A.B. a trop forcé la note. Comme nous allons le voir dans la conclusion générale de notre thèse, contrairement au «réalisme politique» des Kissinger et Brzezinski, son idéologie de managers pragmatiques, niant l'état apparent du monde pour établir le sien, comme cela fut possible au XIX^e siècle sur les continents américains, n'a fait qu'accélérer à la vitesse grand V, le déclin de l'empire américain et de tout l'Occident!

CONCLUSION DE LA THÈSE

DE LA RADICALISATION DE L'ACTION POLITIQUE À LA RADICALISATION DE LA PERCEPTION DE L'HISTOIRE!

Tout au long de leur histoire, les administrations présidentielles américaines ont été confrontées au dilemme opposant le respect des valeurs de la démocratie - et des pratiques communicationnelles qui lui sont rattachées - au recours à la coercition pour assurer la sécurité nationale. Nous avons amplement documenté le fait que l'Administration du 43^e Président des États-Unis (l'A.B.), en se lançant dans la guerre au terrorisme (GT), avait opté pour l'étouffement de la «Conversation républicaine» (communication démocratique) au nom du maintien de la sécurité du pays. En mettant en contexte la politique étrangère de cette Administration (comme elle nous y invitait elle-même et comme c'était aussi notre travail de doctorante), nous nous sommes rendu compte que le Président G.W. Bush n'avait fait qu'exacerber des tendances fortement ancrées dans l'histoire de cette grande puissance et, plus particulièrement, celle du XIX^e siècle dont le penchant impérial a ressurgi avec «La fin de l'histoire⁶⁵⁸» de la rivalité avec le communisme soviétique. Ce qui nous conduit à penser que les États-Unis, loin d'être le modèle de démocratie communicationnelle qu'ils prétendent être, ressemblent beaucoup plus à une oligarchie guerrière éprouvant de grandes difficultés à rentrer dans le XXI^e siècle! Tel est, en gros, ce que nous pouvons conclure après avoir réalisé cette thèse de doctorat.

Bien sûr, de tels propos doivent être nuancés et «contextualisés» à leur tour. Nous avons appris, au cours de nos études supérieures en communication, et plus

658 La thèse de Fukuyama sur la chute de l'Union Soviétique et le recul des régimes totalitaires laissa augurer la fin des rivalités idéologique et l'établissement d'une nouvelle forme de gouvernement humain universel fondé sur la démocratie occidentale et le libéralisme.

spécifiquement, dans le cours portant sur «les paradigmes utilisées dans l'appréhension des phénomènes de communication» offert par Ravault, que l'être humain n'avait pas les moyens d'appréhender les choses, les événements, l'histoire d'un pays, etc. tels qu'ils sont. La perception que nous en avons, aussi savante soit-elle, est largement affectée par les ingrédients qui constituent notre identité de chercheure. Expliquant son «paradigme de la complexité», Edgar Morin⁶⁵⁹ conforte cette façon de concevoir la démarche scientifique et nous invite à repérer tous les liens systémiques qu'il peut y avoir entre la situation ou le phénomène observé avec les principaux éléments de son contexte autant historique que géographique. Il nous exhorte avant tout à considérer le système reliant le sujet observé à l'observatrice comme jouant un rôle déterminant dans notre démarche de recherche. Ainsi notre identité, nos qualités, nos lacunes, nos préoccupations et nos instruments (langue, cadres conceptuels, méthodes, etc.) affectent énormément la façon dont nous choisissons, appréhendons, cernons, observons, analysons et décrivons l'objet de notre recherche.

Pour décrire cette incidence de la personnalité de la chercheure sur son mode d'investigation, nous croyons plus approprié, ici, d'abandonner le «nous» académique pour utiliser le «je» plus personnel. Nous reviendrons à un «nous» plus collectif, immédiatement après, lorsque nous soulignerons les contributions de cette thèse aux différents champs de recherche convoqués. Le «nous» couvrira alors l'auteure comme celles et ceux que la lecture de cette thèse pourrait affecter.

- Les raisons personnelles pour lesquelles j'ai choisi de faire ma thèse sur la politique antiterroriste de l'Administration Bush (l'A.B.)

Ce sujet m'est venu à l'esprit à la suite des réactions de l'A.B. aux attentats du 11 septembre 2001. Les mesures prises par cette administration pour contrer le

⁶⁵⁹ Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, ESF, 1990.

terrorisme m'ont étonné. J'ai vite éprouvé l'impression que les États-Unis étaient en train de devenir un État policier. En tant que personne de couleur, j'ai surtout été choquée par le retour du profilage racial plus ou moins avoué. Pour moi, le profilage racial était révolu. Même si, parfois, il se pratiquait de manière officieuse, les victimes pouvaient toujours recourir aux tribunaux pour faire réparer les torts qu'il leur causait. Lors de la Présidence Clinton, et même bien avant, les États-Unis me semblaient se rapprocher des objectifs de l'idéologie démocratique américaine : une société libre de toutes contraintes fondées sur l'hérédité, pratiquant la conversation républicaine pour négocier ses projets de société. Pour moi, autant que pour les «nouveaux philosophes», les États-Unis étaient l'archétype même de la démocratie moderne. Ils représentaient le pays de la liberté, la terre de l'espoir. J'avais le sentiment que, bien qu'il y ait eu des entorses notoires dans le parcours démocratique surtout lors des guerres de grande envergure, les États-Unis ont pu continuer à pratiquer la conversation républicaine dans le respect de l'idéologie démocratique, en s'appuyant sur une infrastructure sociale, politique et juridique dont la raison d'être était de garantir le respect des droits et des libertés civiles, indispensables au bon fonctionnement de «la conversation républicaine».

Dès les premiers mois qui ont suivi le 9/11, j'ai senti que les libertés civiles reculaient considérablement sous les injonctions de l'A.B. Entre autres, il m'a, très désagréablement, semblé que les mesures de sécurité prônées par cette administration ramenaient avec force le profilage racial. En effet, certaines communautés ethniques étaient visées par ce dispositif et même leurs amis se trouvaient dans la ligne de mire. C'est alors qu'en tant qu'être communicant (et ayant étudié le fonctionnement idéal de la communication) de sexe féminin et de couleur noire, je me suis sentie interpellée et c'est pourquoi j'ai décidé de faire ma thèse sur ce sujet.

Dans notre démarche académique (ou «scientifique»), au départ, nous voulions étudier l'impact des dispositifs de sécurité sur la représentation de soi et sur les

interactions entre différentes communautés ethniques. De plus, ayant de la famille d'origine haïtienne aux États-Unis et allant, moi-même, très fréquemment dans ce pays, je me suis demandée comment on pourrait survivre dans un pays où l'on est traité en ennemi potentiel. Comment peut-on vivre chez soi tout en y étant considéré comme ennemie?

J'étais convaincue alors que l'on assistait à l'émergence d'un état policier. Il y avait des cas (assez rares, il est vrai - mais leur rareté semblait permettre l'indifférence de la presse et de l'opinion publique comme des Démocrates) d'arrestations arbitraires, suivies d'incarcération dans l'irrespect absolu de *l'Habeas Corpus*.

Étant culturellement créole et ayant de la famille aux États-Unis, je me sens plus de culture américaine. Je voulais continuer à croire en l'idéologie politique américaine, mais l'A.B. m'a révélé le fantasme idyllique que je projetais sur l'Amérique; si bien que j'ai, même aujourd'hui, sous la Présidence d'Obama, encore peur de me rendre aux États-Unis et j'ai peur de donner mon opinion sur les activités de leur gouvernement. Me plaçant dans ma peau noire, étrangère et dissidente, j'éprouve le sentiment confus, l'angoisse que je pourrais disparaître sans laisser de trace...

Je suis donc bien consciente que ma posture de départ, face à cette thèse, en est une de militante désirant voir triompher l'idéal démocratique qui est à la fois le SINE QUA NON et le produit de la conversation républicaine sur les contraintes visant à assurer la sécurité du pays face à la «menace terroriste». Menace dont l'intensité et la force ne sont peut-être pas de nature à justifier une riposte interne et externe aussi exhaustive, - pour ne pas dire «totalitaire» -, que celle que l'A.B. et ses conseillers néoconservateurs ont rapidement déployée.

Je suis consciente de n'avoir pu me départir de ce ton de militante engagée aux côtés de celles et ceux qui se battent pour le respect de la Constitution et de ses Amendements contre les tentatives de retour à la tyrannie ou à l'oligarchie. Je crois, toutefois, que l'ampleur du travail que j'ai effectué pour réaliser cette thèse, son enracinement dans un cadre théorique - tant communicationnel que politique - rigoureux, sa documentation factuelle puisée chez des commentateurs américains (anglophones) et étrangers (surtout francophones et anglophones) appartenant aux milieux académiques, journalistiques et politiques, assurent la qualité «scientifique» de ma démarche de doctorante. À la fin de cette conclusion, je reviendrai de façon plus autocritique sur les faiblesses de ma démarche dont je sais que les résultats ne sont pas nécessairement le reflet fidèle de la «réalité»; ce que d'ailleurs nul ne peut prétendre ! Je proposerai quelques prolongements de recherches qui pourraient partiellement pallier ces lacunes ou, au moins signaler, baliser d'autres itinéraires de recherches dont les résultats pourraient engendrer de nouvelles réflexions qui nuanceraient, corroboreraient, étaieraient davantage nos trouvailles.

Voulant maintenant et ici évoquer les différentes «contributions» de cette thèse, je retourne au «nous» académique qui recouvre autant l'auteure que les membres de la communauté universitaire qui ont pris le soin de lire ce travail.

PRINCIPALES CONTRIBUTIONS DE CETTE THÈSE:

a) Au niveau militant:

Certes, nous sommes consciente qu'une thèse de doctorat ne peut être un travail de militante, un vulgaire tract politique, un pamphlet d'idéologue!⁶⁶⁰ Par contre, une

⁶⁶⁰ Edgar Morin distingue le travail du chercheur scientifique de celui de l'idéologue en soulignant que le premier est toujours en proie au doute et sait qu'il trouvera un jour ou l'autre les

thèse de doctorat, accomplie selon les normes qu'une chercheuse universitaire doit respecter pour que son travail soit jugé: «scientifiquement» (ou académiquement) satisfaisant, peut être «récupéré» par l'idéologue pour promouvoir sa cause.

Nous pensons donc qu'en tout premier lieu, cette thèse conforte de façon rigoureuse notre posture engagée de départ, l'A.B. a bel et bien limité l'espace public, réduit les possibilités de tenir une conversation républicaine aux États-Unis, et ce, au nom de la protection des citoyens américains contre le terrorisme «islamo-fasciste⁶⁶¹».

Avant le 9/11, nous percevions les États-Unis comme une démocratie moderne négociant perpétuellement son contrat social. Pour nous, cette démocratie était fondée sur des valeurs et un système politique qui se voulaient respectueux des droits de la personne, garantissant les libertés civiles dans tous les secteurs de la vie sociale, et plus particulièrement dans l'expression des critiques politiques. Certes, des contraintes ont freiné la progression de cet idéal qui demeure à jamais perfectible, mais plusieurs théoriciens, auxquels nous nous joignons, ont constaté une bonification quasi constante.

Confrontés aux attentats du 11 septembre 2001, le Président, Georges W. Bush et son entourage ont réagi en se lançant dans une guerre, en principe, contre «les ennemis de la liberté et de la démocratie». L'A.B. part en guerre contre le terrorisme (GT) et entreprend toute une campagne pour l'éradiquer afin d'assurer la sécurité des États-Unis. Dans le cadre de la GT, de nombreuses mesures, dont le *Patriot Act*, la création du Département de la Sécurité du Territoire (Homeland Security), etc. ont été prises et immédiatement mises en vigueur.

failles de sa recherche tandis que l'idéologue est convaincu de la vérité indestructible de ses propos, par ailleurs, non vérifiables!

661 Expression employée par Benjamin Netanyahu dans son ouvrage, *Combattre le terrorisme: comment les démocraties peuvent venir à bout des réseaux terroristes*, Paris, l'Archipel, 1996.

Il était alors évident que cet état de guerre, en dépit de la rhétorique qui l'accompagnait, compromettait les libertés civiles et contribuait à l'expansion de la surveillance nationale ainsi qu'à l'augmentation du pouvoir de collecter de l'information sur tous les citoyens américains. L'A.B. a contrevenu à presque tous les Amendements de la Constitution qui garantissaient les droits civils: liberté d'expression, d'association politique, de pratique religieuse et de presse. Même si, pour certains, cela relevait de l'évidence, nous pouvons affirmer, au travers de notre analyse rigoureuse, que la politique de l'A.B. a tous les traits d'une réaction exagérée à ce qu'elle a qualifié de «menace terroriste» à la suite événements du 11 septembre. Le respect de la démocratie, de la justice sociale et de l'égalité des citoyens s'efface brusquement de la scène politique, ce sont désormais les exigences de sécurité qui dominant le fonctionnement des États-Unis. La priorité est de repenser les mesures de sécurité afin de rendre les États-Unis à nouveau inviolables. Le profilage racial (*Racial profiling*) refait surface, ramenant les pires moments de l'histoire des États-Unis sur le devant de la scène politique.

Nous avons constaté les tendances totalitaires de certains dispositifs mis sur pied pour censurer la réflexion critique. Elles contreviennent au droit à la parole, comme au droit de garder le silence et d'être représenté en cas d'arrestation. Nous avons observé que la plupart des citoyens avaient peur de parler et d'agir, peur de leurs voisins qui voulaient se conformer aux dispositifs ou simplement désireux de faire bonne impression en contrôlant avec zèle ce qui pourrait «trahir» le système mis en place, la sécurité du pays, voire la nation. Nous avons assisté au sein des institutions à un bouleversement contrecarrant la mouvance démocratique.

Le problème était aggravé par les mesures de guerre permettant l'exercice, de la part des autorités, du contrôle et de la répression sur tout le territoire américain. Ces mesures n'étaient pas sans rappeler le concept de «contrôle absolu» proposé par

Michel Foucault, pour qui l'État «...disposerait d'un contrôle absolu; présent partout, panoptique, il créerait l'impression d'un pouvoir anonyme ou inassignable et ses sujets troqueraient leur liberté contre la sécurité obtenue d'un ordre sans surprises.⁶⁶²»

Il devient alors évident que, dans un tel contexte, il est impossible que l'idéal de communication démocratique survive. La conversation républicaine, avec ses exigences démocratiques, est incompatible avec l'état de guerre permanent dans lequel Bush entraîne l'Amérique. Et ceci est encore plus certain et pour plus longtemps s'il s'agit d'un état de guerre indéfini par rapport à un ennemi aussi fluide et indéfini que «le terrorisme»! Cette tendance se renforce encore plus lorsque les exigences de la GT ramènent au premier plan la distinction ethnoculturelle qu'implique le recours à la coercition à partir du profilage racial. L'augmentation des surveillances, la suspension de l'Habeas Corpus, l'infiltration par le FBI des assemblées pacifiques contre la guerre, le profilage racial ont sensiblement compromis les promesses de cette nation où les citoyens devaient vivre libres et heureux, dans le respect et la tolérance de l'autre; ils devaient prospérer en toute liberté, dans l'égalité, le respect des droits de chacun et dans la paix.

Nous avons donc bien conforté notre hypothèse de départ selon laquelle en se lançant dans la GT, en envahissant l'Afghanistan puis l'Irak, G.W. Bush, inspiré par son entourage de Néoconservateurs, a mis en péril, l'idéal de «conversation républicaine» inventé par les Pères fondateurs (et leurs prédécesseurs) de la Démocratie Américaine. Pour nous, depuis l'élaboration de cet idéal qui a conduit à la proclamation de la Constitution, puis la Déclaration des Droits de l'Homme, suivies à plus long terme par les Amendements, il y a eu, au moins en apparence, maintien de cet idéal en temps de paix même si certaines contraintes limitaient la participation de toutes et tous à la conversation républicaine. Certes, des entraves à

662 Georges Balandier, *Le détour: pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985, p. 10

l'idéal démocratique et à la pratique de la conversation républicaine se sont avérées importantes dans la gestion et la préparation des conflits. Car, chaque fois qu'il y avait des menaces externes ou l'impression ou suspicion de menaces, les autorités en place prenaient des mesures draconiennes, freinant la mise en pratique de la conversation républicaine et dérogeant aux principes démocratiques garantis par la Constitution. Vu, la fréquence des épisodes de guerre aux États-Unis planait un doute qui est devenu de plus en plus sérieux, - au fur et à mesure que nous avançons dans nos recherches - sur la possibilité du fonctionnement optimal de l'idéal de la conversation républicaine dans le pays qui en est le fondateur et s'en réclame.

En explorant les contraintes que l'état de guerre exerce sur la mise en pratique de l'idéal démocratique américain, nous avons souligné que la GT avait des conséquences catastrophiques sur la notion de démocratie en Amérique. Nous avons également mis en évidence l'incompatibilité des grandes idéologies humanistes avec l'état de guerre décrété par l'A.B. en réponse aux événements du 11 septembre 2001. Cette étude a fait ressortir les difficultés fondamentales de la survie de la démocratie et de toutes ses applications à différents niveaux. Nous avons donc, sinon vérifié, au moins solidement documenté le bien-fondé de notre hypothèse de départ: si on sait qu'il y a souvent dilemme entre le respect des principes de la communication démocratique et les exigences de la sécurité en temps de guerre, l'A.B. est allée très loin en optant pour la sécurité alors que la menace terroriste semble, pour le moins, être à géométrie très variable. Jusqu'à l'été 2010, il n'y a pas eu d'actes terroristes majeurs sur le sol américain. Évidemment, selon notre posture engagée, cela s'explique par la faiblesse de la menace, alors que d'autres prétendront que des complots ont été déjoués à temps. Effectivement, le pays ayant été mis en état d'alerte jaune, orange, rouge, plusieurs fois! Confortant cette logique d'argumentation, les mêmes soutiendront que les mesures prises par l'A.B. contre le terrorisme se sont avérées très dissuasives...

Chose certaine, c'est que, justifiées ou non, ces mesures de guerre, étendues à un état de guerre permanente et préemptive, confortent amplement notre posture idéologique de départ selon laquelle l'A.B. a transformé ce que nous croyons avoir été la démocratie américaine, gouvernée au travers de conversations républicaines dont elle garantit le fonctionnement, en une sorte d'oligarchie où l'élite se sert de la puissance militaire payée par l'ensemble du pays pour atteindre ses fins tant sur le plan international en intervenant partout où ses intérêts sont menacés qu'au niveau national où le climat de paranoïa, proscrivant les conversations républicaines, élimine le risque de voir des réflexions critiques contre le système s'y développer; protégeant ainsi le fonctionnement optimal du système dominant.

Toutefois, sur le plan idéologique, cette thèse n'a pas fait que conforter notre posture de départ. Contre toute attente, au fur et à mesure que nos recherches progressaient, guidées tout d'abord par la curiosité intellectuelle requise par toute démarche universitaire, mais aussi, et paradoxalement, par l'examen du système de justification et de légitimation développé par l'A.B. et ses conseillers néoconservateurs, nous sommes arrivée au constat que, finalement, cette politique qui nous semblait trop radicale et antidémocratique avait été le fait de la très grande majorité des administrations présidentielles américaines.

Contribution inattendue: L'A.B., qui nous avait semblé se caractériser par ses pratiques antidémocratiques, n'est pas l'exception qui infirme la règle, mais s'inscrit bel et bien dans la tradition historique américaine

Comme nous avons amplement documenté ce constat dans la troisième partie de notre thèse, nous ne l'expliquerons pas à nouveau ici, mais nous nous demanderons à quoi il peut contribuer. Puisqu'au début de cette conclusion nous avons fait part de notre intuition de départ et de la signification qu'elle pouvait avoir pour nous, sur le plan personnel, il est évident qu'à ce niveau, cette «surprise» à une conséquence

catastrophique. Une bonne partie de «ma famille» s'est déjà installée aux États-Unis et je suis «moi-même» en proie à un fort tropisme pour ce pays. Découvrir que l'histoire de ce pays est plus celle d'une oligarchie impériale et donc guerrière que celle d'une démocratie modèle et pacifique remet en question le bienfondé de décisions existentielles prises dans un passé peu éloigné. Moi-même et ma famille étendue aurions été victimes d'une illusion, de la rhétorique apparemment pro démocratique des oligarques au pouvoir? Serais-je «moi-même» trop idéaliste et n'aurais-je pas su regarder la réalité en face? Cette thèse semble donc plus me déstabiliser qu'autre chose. Ce n'est pas Bush qui est l'exception, mais moi qui a cru que l'Amérique pouvait, en temps normal, être une démocratie pacifique laissant son peuple, constitué de citoyens égaux en droits, la gérer par le biais de la conversation républicaine!

La façon que nous entrevoyons de nous tirer du constat pessimiste auquel notre thèse nous a mené, nous semble quand même indiquée par les trouvailles secondaires et plus ou moins accidentelles que nous avons faites au cours de nos recherches liées à cette thèse. Nous reviendrons sur ces trouvailles lorsque nous évoquerons les contributions politiques et historiques de la thèse. Pour l'instant, nous pouvons dire que si la politique étrangère de l'A.B. se situe bien dans le prolongement de l'histoire du XIX^e siècle américain ainsi que dans la prolongation des politiques internationales des Présidents républicains depuis la chute du mur de Berlin (Ronald Reagan et Bush, père) puisque tous deux ont été partiellement sous l'influence des Néoconservateurs, elle détonne sensiblement par rapport aux politiques internationales développées pendant presque tout le XX^e siècle sous la menace des «rouges», des communistes. Ce n'est pas pour rien que Fukuyama a parlé de «Fin de l'histoire» lorsque l'empire soviétique a éclaté. C'est parce que la menace socialiste s'est rapidement dissipée au cours du dernier quart du XX^e siècle que l'Amérique a pu retourner à ses velléités impériales du XIX^e. Précédemment, surtout à la suite de la défaite américaine au Vietnam, les États-Unis ont connu, sous les Présidents, Nixon et Carter ou, plus

précisément, sous les Secrétares d'État, Kissinger et Brzezinski, quelques années de politique extérieure réaliste, ouverture sur la Chine, réaction mesurée pour ne pas dire timide face à la révolution des Ayatollahs, etc. Nous avons vu qu'en fait, ce sont les Néoconservateurs qui sont les idéalistes, les idéologues, les termes de «réalistes» sont réservés par les historiens à Kissinger et Brzezinski.

S'il est incontestable que les utopies états-uniennes ont pu triompher sur tout le continent américain au cours du XIX^e siècle, le XX^e siècle américain a été, dans l'ensemble beaucoup plus «réaliste» en termes de politique étrangère. Intervention très tardive dans le premier conflit mondial, non-intervention dans le second tant qu'Hitler était allié à Staline, et victoire obtenue sur l'Axe fasciste grâce aux énormes sacrifices des Communistes, alors allés à l'Amérique. Les nuances historiques que notre thèse a fait ressortir nous invitent donc à penser qu'au contraire, ce sont les politiques guerrières, voire impériales des néoconservateurs qui sont utopiques, voire fantasmées et que, dès que l'équilibre des forces sera rétabli par le constat qui tarde à se faire des défaites américaines en Irak et en Afghanistan, ce pays devra retourner au réalisme des Kissinger et Brzezinski. Moins agressifs à l'extérieur, les États-Unis seront plus en mesure de revenir aux pratiques de la conversation républicaine dont ils sont les concepteurs. Pour conclure cet examen de la contribution de cette thèse au renforcement de notre idéal démocratique, nous pouvons affirmer que si le poids de l'histoire récente (celle qui a été largement guidée par les stratèges néoconservateurs) et de l'histoire du XIX^e siècle des États-Unis fait passer notre espoir démocratique pour une illusion, la sanction de l'histoire globale semble conforter l'idée que la prudence et le pacifisme sur la scène internationale permettent de mieux respecter les exigences de la conversation républicaine sur la scène nationale. Et généralement, la conversation républicaine est porteuse de paix, contrairement aux manipulations des oligarques.

b) Contributions de cette thèse à la compréhension de l'histoire politique des États-Unis: les États-Unis ont été et sont toujours en guerre préemptive depuis leur naissance et risquent fort de l'être encore pour longtemps.

L'histoire des guerres aux États-Unis semble conforter la thèse selon laquelle, les guerres ne sont pas fortuites, mais qu'elles émanent de la volonté des oligarques. Ceux-ci veulent entretenir une économie de guerre permanente qui leur est avantageuse. En effet, notre perception de l'histoire des États-Unis est, après cette thèse, celle d'une oligarchie belliqueuse, toujours en guerre ou en préparation de la prochaine. On découvre par exemple que les guerres se déclenchent surtout lorsque les élites n'arrivent pas à satisfaire leurs intérêts ou quand ces derniers sont menacés, ou bien encore, pour éviter des crises sociales déstabilisatrices qui pourraient freiner les ardeurs du capitalisme. En effet, notre analyse des épisodes de guerre documentée dans la troisième partie nous amène à croire que la guerre remplirait une fonction fondamentale, voire primordiale aux États-Unis: celle de ressouder la société américaine, en d'autres mots, raviver le patriotisme (et le conformisme) - ainsi que les vertus civiques des Américains, tout en dynamisant l'économie (hyper capitaliste) du pays.

Une première contribution de cette thèse à l'histoire politique des États-Unis est le constat que les États-Unis sont, ont été et seront, fort probablement, toujours en guerre préemptive depuis leur naissance. Une fois, débarrassés de la métropole, obstacle à leur prospérité économique, ils ont commencé à éliminer tout ce qui représentait un obstacle à leurs intérêts économiques et nationaux en utilisant des rhétoriques idéologiques des oligarques pour justifier la guerre. La multiplication d'adversaires ou de menaces (réelles ou imaginées) leur a permis d'entretenir une culture de guerre qui leur permet de poursuivre leurs «intérêts». Nous avons déjà documenté comment des événements fortuits leur permettaient d'entrer en guerre et coïncidaient étrangement avec de graves tensions ethniques et socio-économiques.

Howard Zinn et Noam Chomsky ont attiré notre attention sur ces coïncidences fréquentes entre bavures internes et agressions externes. Et plus tard, Théodore Roosevelt et McKinley reprennent la thèse d'Alfred Thayer Mahan, selon laquelle les conquêtes militaires et l'expansion commerciale à l'étranger sont de mise pour résoudre les crises internes. Ainsi, la guerre contre Cuba a quelque peu désamorcé les tensions sociales créées par les inégalités économiques. N'est-ce pas Théodore Roosevelt qui avançait que n'importe quelle guerre ferait son affaire, épousant la thèse de Thayer Mayan, il croyait qu'une expansion commerciale accompagnée de conquêtes militaires résoudrait la crise interne. Nous pourrions continuer avec de nombreux exemples. Et il y a sûrement des exceptions, mais il semble bien que, la plupart du temps, les conflits viennent à temps ressouder la société américaine. Nous ne sommes pas les seuls à avoir fait ce lien; beaucoup d'autres critiques, Howard Zinn (2003), Noam Chomsky (1996) Melman Seymour (1970), pensent que la guerre sert de pacificateur social aux États-Unis. Si bien que nous pouvons avancer qu'en alimentant une situation conflictuelle permanente, en ayant des ennemis et en entretenant la peur, en maintenant les USA dans un état de guerre ou d'alerte constante, les gouvernements finissent par détourner l'attention des citoyens des problèmes sociaux que pourrait évoquer la conversation républicaine.

- La guerre pour désamorcer les crises économiques et procurer les ressources nécessaires (énergétiques et matières premières) et élargir le marché!

Par exemple, la guerre d'indépendance a été orchestrée par les élites qui trouvaient que l'impôt était trop élevé et elles voulaient reprendre le contrôle de leur croissance économique en se séparant de l'Angleterre. Après s'être débarrassés de l'Empire britannique, les États-Unis ont trouvé une nouvelle mission dictée par la providence: la Conquête de l'Ouest (CO) qui chez Bush redeviendra le prototype de la conquête du monde sur lequel, ils rayonneraient par l'ampleur de leur commerce extérieur et par la domination de leur continent. Ils n'ont pas hésité à utiliser la force

contre toute entrave à l'expansion de l'empire continental. Les Indiens représentaient un obstacle pour la prospérité des Colons, ce qui fait qu'ils ont maintenu un état de guerre permanent contre les Indiens, ces «terroristes» du XIX^e siècle américain.

La guerre contre le Mexique, analysée dans le chapitre VII, a permis aux États-Unis de gagner une bonne partie des territoires mexicains leur permettant ainsi de continuer leur expansion territoriale. Une autre illustration est celle de la guerre de Theodore Roosevelt avec Cuba, comme pour la guerre avec le Mexique, l'explosion d'un navire américain, le *Maine*, dans le port de La Havane a justifié une intervention musclée à Cuba sous le motif de libérer cette île de l'Espagne. Cette guerre contre Cuba a permis aux Américains de bénéficier des taux préférentiels pour leurs exportations vers les territoires convoités comme les Antilles et certaines républiques de l'Amérique du Sud. Bien que nous ayons passé sous silence plusieurs épisodes de guerre et de conflits dans notre survol du XIX^e siècle, nous pouvons affirmer que les États-Unis ont souvent été en guerre; des guerres intermittentes avec le Canada loyaliste, la France, le Mexique, l'Espagne, Cuba, voire la Conquête de l'Ouest et la Guerre de Sécession dans la poursuite d'intérêts économiques. Les élites ont toujours su utiliser une rhétorique moralisante pour légitimer et sanctionner une guerre. Les adversaires étaient, soit des «sauvages», des «immoraux», des «irréguliers», des «êtres inférieurs» qui n'arrivaient pas à intégrer le concept de commerce et d'économie libérale. Les élites cachaient ce reproche d'épicier derrière les notions plus nobles de chrétienté, de protestantisme ou de civilisation.

À partir de 1917 jusqu'à la fin de 1980, le capitalisme, même triomphant dans le monde libre, se sentait très menacé, tant à l'intérieur que de l'extérieur, parfois, plus à l'intérieur et parfois plus de l'extérieur. Dans certains cas, ces menaces prenaient une ampleur gigantesque, suscitant tout de suite une mobilisation ou une intervention militaire rapide et musclée. Durant cette période, il était facile de justifier des interventions armées américaines comme des réactions défensives par rapport à la

menace soviétique. Toutefois, ces interventions se faisaient surtout dans les pays du Tiers-monde qui possédaient des matières premières ainsi qu'un marché à exploiter. Nous savons que, durant toutes les périodes où les États-Unis étaient censés être isolationnistes, ils ont été, en fait, très interventionnistes. Ils ont augmenté leur budget militaire afin de défendre leurs intérêts économiques et financiers au Vietnam et dans d'autres pays du tiers monde ciblé par le communisme.

Nous avons pu remarquer également que peu importe l'époque, les oligarques ont eu recours à des méthodes différentes pour obtenir l'adhésion populaire en cas de conflits et l'on se rend compte finalement que l'idéal démocratique américain reste avant tout un idéal, utilisé à des fins de propagande, pour amadouer la population américaine et conquérir l'opinion mondiale.

S'il y a des constantes factuelles dans la façon dont les États-Unis vont en guerre (provocations brutales de l'adversaire: Bunker Hill, pour la révolution, les attaques surprises des Indiens dans la Conquête de l'Ouest, le Maine à La Havane, torpillage de vaisseaux américains durant la PGM et menace de complot allemand visant à faire attaquer l'Amérique par le Mexique, Pearl Harbour, 9/11...) les courants stratégiques et idéologiques dans lesquels ils s'inscrivent ont varié et l'A.B. ne s'est pas également inspiré de tous. Durant la CO, les intellectuels américains croyaient que les États-Unis devaient se répandre sur tout le continent, briller par leur valeur et l'ampleur de leur commerce. Ils répondaient à leur mission d'exploiter le continent en se débarrassant des obstacles (incluant les Indiens). L'A.B. reprend leur propre théorie de la destinée manifeste, s'inspirant de la destinée, de la doctrine de Monroe et de Thayer Mahan en tendant de répandre le bien et les meilleures valeurs du monde par la promotion du libre échange et l'exportation de la liberté, qui illustre l'union de leurs valeurs et de leur succès national. Lors de la SGM, les États-Unis ont rédigé le plan Marshall pour appuyer les démocraties libres en Europe. Il ya eu également des missions humanitaires au nom de la liberté. C'est probablement à tort que l'on dit que

les Néoconservateurs sont Wilsoniens, ils le sont au niveau de la rhétorique, mais dans leurs motivations profondes, ils sont proches des idéologues du XIX^e: James Monroe et les principes énoncés sur la politique extérieure des États-Unis, Thayer Mahan et la doctrine de la Destinée manifeste. Ils croyaient vraiment que l'implantation de la démocratie et du libéralisme économique au Moyen-Orient réduirait les menaces envers les États-Unis. Pour eux, c'était là, la seule façon d'atteindre et de maintenir la prospérité économique qui, pour elle, à moyen ou long terme, ne pouvait que réduire les chances de conflits. Cependant, paradoxalement, en tentant d'imposer ce projet par la force, elle n'a fait que créer, puis alimenter l'hostilité des habitants dont certains ont résisté en allant jusqu'à poser des gestes terroristes.

Notre thèse a donc fait ressortir des nuances et les leçons que l'on peut en tirer peuvent être porteuses d'espoirs... (Voir plus haut!)

c) Contributions de cette thèse à la compréhension de la communication politique aux États-Unis

Nous avons présenté, les liens existant sur le plan conceptuel entre les notions de démocratie et de communication... Ils concernent la démocratisation de la société et des outils de communication qui permettent de faire converger l'expression d'opinions divergentes dans la vie politique et la culture sociale. En créant un espace public où les gens peuvent se faire entendre, s'exprimer et s'informer, les conversations républicaines ont permis la participation des citoyens aux affaires publiques. On peut avancer que la conversation républicaine est devenue à la fois la cause et la conséquence de la démocratie, dans la mesure où elle implique le partage d'informations et la participation démocratique des individus aux affaires publiques. La conversation républicaine, selon Carey, dépasse le stade d'une simple conversation. Il s'agit plutôt d'une conversation critique et rationnelle entre les

citoyens, alimentée et colportée par la presse. Un processus par lequel l'Américain devient citoyen engagé dans le projet de sa propre société. Sans cette conversation, la société perdrait le potentiel communicationnel et l'esprit de communauté sans lesquels les sociétés n'arriveraient pas à se créer, se maintenir, et se transformer comme le soulignait Dewey. Benjamin Franklin avait déjà énoncé l'importance de la communication et soutenait que, pour *conserver la République*⁶⁶³, il fallait maintenir les conversations républicaines, donc des conversations publiques entretenues et amplifiées par les médias.

La démocratie ou la conversation républicaine présuppose un débat éclairé entre citoyens égaux. Comme nous l'avons remarqué, cette conversation s'effectue sans contraintes, dans le respect des principes démocratiques fondamentaux comme l'égalité des conditions juridiques et politiques des citoyens, la liberté d'expression des interlocuteurs, le respect de l'Habeas corpus. L'ordre social dépend de la communication libre, ouverte et réciproque. Selon Carey, le contrat social se renouvelle constamment à travers la conversation républicaine et il soutient que les premiers amendements représentent les formes de communication à travers lesquelles la société américaine s'organise et se maintient sans l'intrusion de l'État ou de ses représentants. Pourtant, en temps de paix, ce bel idéal fait face des contraintes techniques et en temps de guerre « des contraintes sécuritaires » qui viennent le compromettre. En effet, en temps de guerre, les contraintes qui restreignaient la réalisation des idéaux de la communication démocratique se retrouvent amplifiées.

663 Benjamin Franklin, «A Republic, if you can keep it», in *James Carey: A Critical Reader*, par Munson & Warren, 1997.

d) Apport de la recherche à la connaissance du fonctionnement imparfait des médias dans une démocratie....

La communication sociale a joué, certes, un rôle important dans la culture politique américaine et dans la réalisation de l'idéal de la conversation républicaine. En présentant le compte-rendu des faits et en publiant les débats par la narration journalistique, elle permet aux citoyens de se faire une opinion éclairée sur les enjeux de la société et de participer à la prise des décisions de façon égale... Elle éduquait le public sur les idées politiques et les principes démocratiques. Voilà pourquoi la liberté de presse est protégée par la Constitution. Toutefois, nous ne pouvons négliger le fonctionnement imparfait des médias dans une démocratie qui s'éloigne parfois de son rôle d'échangeur d'information entre citoyens. La raison principale de ce demi-échec est que la transformation des moyens de communication n'est pas en phase avec les changements de situation de la population américaine. En effet, la croissance du capitalisme et les industries culturelles, la presse finit par répondre aux impératifs économiques des propriétaires d'entreprises médiatiques et des contraintes du marché. Sous couvert du respect des exigences du marketing, l'évolution des médias s'inscrit dans l'idéologie des *managers* dont les intérêts coïncident davantage avec ceux des corporations que des citoyens. Nous avons pu nous rendre compte également, au cours de l'histoire des États-Unis, que des oligarques économiques et financiers sont parvenus à orienter les politiques internes et externes du pays en contrôlant d'assez près le gouvernement par leurs lobbys ainsi que les médias par l'achat d'espace et de temps publicitaires, maintenant ainsi constamment une sorte d'autocensure économique politique dans les milieux journalistiques américains. Celle-ci a une profonde incidence sur la façon dont les citoyens peuvent prendre des décisions concernant leurs affaires.

Contribution de cette thèse à la compréhension scientifique de la communication: changement de notre perception de l'histoire des États-Unis.

Nos analyses effectuées sur l'histoire de la communication démocratique des États-Unis nous ont fait découvrir un univers complexe qui se présente comme «un puzzle difficile à résoudre» pour paraphraser Edgard Morin. En effet, comme il le souligne, appréhender la réalité est un défi de la connaissance qui se traduit dans notre incapacité de décrire, d'une façon claire et précise, les éléments du système parce que nous sommes limités dans nos perceptions, dans nos représentations mentales.

Le fait de réaliser cette thèse m'a emmenée à changer ma perception de l'histoire des États-Unis. Tout d'abord, les agissements de Bush ont attiré ma curiosité de chercheuse en communication. J'ai voulu démontrer que la GT avait des conséquences catastrophiques sur la notion de démocratie en Amérique, qui repose sur la conversation républicaine, les libertés civiles, etc. Ensuite, à partir de mon examen de certains phénomènes de communication démocratique et des contraintes qui leur ont été imposées au cours de l'histoire des États-Unis, et dans le cadre de la GT dont la légitimité a été questionnée dans le pays même et sur le plan international. J'en suis arrivée à formuler des jugements qui confortent mon intuition de départ: Bush en se lançant dans la guerre au terrorisme a fait quelque chose de terrible et, fort probablement, d'injustifié. Et, à cause de cela, j'ai découvert les raisons de l'agressivité envers les États-Unis tout au cours de leur histoire. Leur bellicisme a été de nature agressive et impériale au XIX^e siècle mais beaucoup plus défensif au XX^e siècle, face au «péril rouge», jusqu'à la fin de l'histoire telle que Fukuyama l'a vue, et, avec Reagan, comme au XXI^e siècle, ils redeviennent agressifs comme ils l'ont été au XIX^e.

Je me suis efforcée d'explicitier ou de modéliser les phénomènes de communication démocratique observés aux États-Unis en tentant de trouver des mécanismes qui me permettent d'appréhender la réalité selon une trame plus «objective» de la situation. Toutefois, selon Edgar Morin, tenter d'appréhender des phénomènes dont l'accès est limité par nos perceptions, nos filtres et d'autres contraintes nous condamne à avoir une vision simpliste de la réalité. Et comme nous ne pouvons appréhender ce qui se trouve hors de notre portée, nos études de ces phénomènes aux États-Unis ne nous ont donné accès qu'à ce que Edgar Morin appelle dans son paradigme de la complexité: «une connaissance mutilée». Ce qui peut contribuer à nous confondre davantage, car nous comprenons de moins en moins les rapports de force qui gouvernent la communication démocratique aux États-Unis. La réalité existe, mais, en tant qu'être humain, nous ne pouvons l'appréhender telle quelle, mais seulement comme nous la percevons avec nos moyens limités.

En examinant les épisodes de guerres aux États-Unis, et en essayant de capter le réel, comme le souligne Morin, nous n'avons saisi que des bribes, des éléments dont certaines relations nous échappent. Nous avons découvert qu'effectivement les États-Unis en guerre sont gouvernés par une élite oligarchique pour qui la guerre est un élément incontournable des relations internationales. Il semble donc que les États-Unis sont loin d'être la démocratie communicationnelle que je croyais. Sans toutefois nourrir la prétention de «résorber toute incertitude, toute confusion», pour paraphraser Morin. Sans nul doute, la réalisation de cette thèse aura contribué à modifier significativement ma perception de l'histoire des États-Unis.

AUTOCRITIQUE ET PISTES DE RECHERCHES COMPLÉMENTAIRES

a) Autocritique

Dans le cadre de notre regard très critique sur l'histoire de la communication démocratique aux États-Unis, nous avons cherché à nous distancer de notre subjectivité pour produire une analyse aussi dépourvue que possible de toute orientation normative. Notre analyse consiste principalement à extraire, à partir des documents, des arguments pouvant mettre en valeur, les constances et les récurrences susceptibles de montrer les relations entre les périodes de crise interne aux États-Unis et les épisodes guerriers d'un côté, et d'un autre, les restrictions des pratiques communicationnelles. Nous croyons qu'il est essentiel de trouver des liens entre les politiques internes et étrangères. Toutefois, nous n'avons pas voulu nous cantonner seulement aux ouvrages américains, afin d'avoir une vue plus diversifiée nous permettant de trouver des documents pertinents à la poursuite de notre analyse.

La difficulté majeure que nous avons rencontrée est de faire la synthèse des données sur les guerres et la communication démocratique aux États-Unis. Un choix des principaux épisodes guerriers a été nécessaire. Il est important de préciser, en premier lieu, que nous n'avons évoqué et sommairement analysé ici que quelques épisodes - épisodes majeurs certes -, mais pas toute l'histoire guerrière des États-Unis, de leur fondation à la fin du XX^e siècle. Entre autres, faute de temps et d'espace, nous avons omis d'évoquer les velléités expansionnistes de la nation naissante, commandées par Georges Washington, vers le Canada. Nous aurions peut-être du traiter des guerres «islamo fascistes» avec les pirates Maures qui causaient déjà du tort au commerce américain dans la Méditerranée au XIX^e siècle. Donc, nous avons orienté notre choix vers les épisodes de guerre les plus marquants, médiatisés, documentés et nous les avons évoqués et analysés sommairement. Toutefois, il demeure évident que même si notre survol des grands conflits auxquels ont participé

les États-Unis n'est pas exhaustif, nous pouvons quand même avancer qu'ils ont souvent été en guerre.

Comme nous l'avons indiqué dans notre méthodologie, nous avons fait des incursions dans le temps afin de tenter d'établir les rapports entre la mise en pratique de l'idéal démocratique et les épisodes guerriers. Notre étude est linéaire et chronologique. Notre recherche historique fait appel à des éléments de comparaison. Nous ne pouvions pas ne pas analyser la pertinence de l'idéal démocratique américain dans le cadre de la GT de Bush et ses relations avec les pratiques de communication dans des périodes de paix et de guerre dans les Administrations précédentes sans faire un va-et-vient entre la GT de Bush et les autres guerres.

L'autre partie critique de notre approche réside dans le corpus étudié qui est particulièrement dense et hétérogène. Nous avons utilisé des ouvrages américains et étrangers nous permettant d'avoir une vue plus diversifiée de notre sujet de recherche, mais nous avons négligé de différencier les auteurs critiques des auteurs traditionnels; des auteurs critiques des journalistes engagés et nous avons omis aussi de distinguer les membres de groupes de recherche parrainés par les partis ou de puissants lobbys. On pourrait avancer que nous n'avons pas suffisamment distingué les sources, et que nous utilisons surtout des études de seconde main portant sur notre sujet. Nous nous justifions, en partie, en empruntant les arguments de Todorov qui justifient ce choix:

L'excuse: si on renonce à cette source de renseignements, on ne peut la remplacer par aucune autre, à moins de renoncer à toute information de ce genre. Le seul remède est de ne pas lire ces textes comme des énoncés transparents, mais d'essayer en même temps de tenir compte de l'acte et des circonstances de leur énonciation.⁶⁶⁴

Épousant la méthode de Todorov qui a tenté de faire entendre la voix de tous ses personnages, nous avons utilisé des voix provenant des débats des acteurs sociaux du

664 Tzvetan Todorov, 1982, p. 72.

secteur public et de la sphère gouvernementale, car ils font partie des membres de la société américaine qui conversent et dont toutes les opinions comptent. Tout comme Todorov qui souligne:

[...] j'ai cherché non un terrain de compromis, mais la voie du dialogue. J'interpelle, je transpose, j'interprète ces textes; mais aussi, je les laisse parler (d'où autant de citations), et se défendre. [...], Mais ce n'est pas faire vivre l'autre que de le laisser intact, pas plus qu'on n'y arrive en oblitérant entièrement sa voix. Proches et lointains à la fois, j'ai voulu les voir comme formant l'un des interlocuteurs de notre dialogue.⁶⁶⁵

Nous avons procédé de façon similaire dans notre analyse des pratiques des restrictions communicationnelles enclenchées par la GT. Nous avons marié différentes sources celles censées faire figure d'autorité avec d'autres, contestataires de la politique de Bush. Par exemple, nous avons utilisé Howard Zinn, historien, universitaire militant et militant politique et Noam Chomsky, philosophe, linguiste très engagé, très critique envers la pensée des élites. Ils sont tous les deux des auteurs critiques, défenseurs des droits et libertés civils. Nous aurions peut-être dû distinguer les journalistes indépendants des journalistes engagés; mieux différencier des sources comme Lewis Laphan, journaliste de New York Times d'Al Gore, ancien vice-président de Bill Clinton, mais ils sont tous deux très critiques de l'AB. Notre approche consiste principalement à extraire de ces documents, des arguments mettant en valeur les constances et les récurrences entre les périodes de crise de la communication démocratique américaine et les épisodes de guerre qu'ont connus les États-Unis. L'abondance d'informations et de sources a rendu compliquée la synthèse des informations pertinentes à notre objet d'étude. Vous pourriez vous demander pourquoi prioriser telles sources plutôt qu'une autre? Pour contourner cette critique, nous citerons Todorov qui insiste que

Le travail de l'historien, comme tout travail sur le passé, ne consiste jamais seulement à établir des faits, mais aussi à choisir certains d'entre eux comme étant plus saillants et

665 Tzvetan Todorov, 1982, p. 312.

significatifs que d'autres, à les mettre ensuite en relation entre eux; or ce travail de sélection et de combinaison est nécessairement orienté par la recherche, non de la vérité, mais du bien.⁶⁶⁶

Finalement, si notre survol des guerres est loin d'être exhaustif, on peut néanmoins y discerner les tendances qui nous ont conduite au changement de perspective vis-à-vis de l'histoire de la communication démocratique aux États-Unis.

Pour finir et pour remplir nos promesses de la conclusion de la troisième partie, nous risquons quelques pronostiques, cette guerre qui, au début, était temporaire, confinée seulement en Afghanistan est devenue un état de guerre permanent qui risque de durer plus longtemps que les GM. Car il y a très peu de possibilités de gagner cette guerre. La GT n'arrivera pas à convertir le MO à l'idéologie américaine. Il est de plus en plus évident que les Américains ne pourront pas vaincre les Djihadistes. Pour la deuxième fois⁶⁶⁷, la super puissance surarmée risque fort de se faire battre par une population déterminée. Elle s'est engagée dans une guerre avec un ennemi qui n'a rien à perdre et qui est résilient (nous y référons comme l'hydre aux sept têtes). La guerre «préemptive» ne contribue qu'à provoquer les actes terroristes et à réveiller les cellules qui étaient désactivées. En d'autres mots, la GT de l'A.B. n'a fait qu'exacerber l'antiaméricanisme au Proche-Orient. En outre, il n'y a aucun équilibre de pouvoir et de contrôle, mais plutôt des jeux de dissuasion entre les antagonistes (force militaire et attentat suicide).

Nous pourrions aller plus loin et avancer que les plans de l'A.B. visant à réorganiser le MO et à renforcer la suprématie américaine tant sur les plans militaires qu'économiques, ont quelque peu échoué. Les États-Unis n'ont plus les moyens d'étendre le conflit aux autres États récalcitrants du MO comme le Pakistan, l'Iran, ou encore la Corée du Nord. L'A.B. avait projeté d'absorber le coût de la guerre avec les

⁶⁶⁶ Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, Arléa, Paris, 1998, p. 50.

⁶⁶⁷ La première fois a été l'échec de la GV.

profits du pétrole, mais cet objectif semble inatteignable maintenant. En outre, on remarquera que les États-Unis ne peuvent pas abandonner leurs opérations dans le MO sans rendre leurs propres institutions vulnérables après avoir provoqué l'hostilité des populations locales. Nous avons également découvert que les États-Unis semblent être pris dans un éternel combat avec les «Islamo-fascistes», similairement aux conflits de la CO qui étaient en fait des conflits permanents comme le souligne magnifiquement le film de Robert Redford *Jeremiah Johnson* où le héros est pris dans un éternel combat avec les Indiens. Mais, cette fois-ci, ils ne pourront pas se débarrasser de leurs adversaires qui se révèlent plus résilients et surtout plus nombreux que les Indiens. Dans la GT, si elle est comparable à la CO, les adversaires s'avèrent mieux organisés que les Indiens. Ils ont eu et ont encore de forts alliés ou supporters potentiels comme la Russie et, maintenant, le Pakistan et surtout la Chine.

Durant sa campagne présidentielle, Barack Obama disait que, le jour où il sera élu, les États-Unis retourneraient aux vraies valeurs américaines. Il arrive au pouvoir, rempli de bonnes intentions. Il veut arrêter la guerre d'Irak et promouvoir une politique étrangère peu coûteuse et minimiser ses engagements à l'étranger là où c'est possible. Selon lui, en renforçant la démocratie à l'interne et en promouvant la paix, on aura une meilleure chance de démocratiser la planète entière. Les engagements à l'étranger ne font que compromettre la démocratie américaine à l'interne, selon lui. En fait, contrairement à Bush qui veut augmenter les troupes à l'étranger pour assurer la sécurité nationale, Obama lui veut se concentrer sur les réformes nationales, espérant ainsi créer des conditions permettant de démanteler l'état de sécurité nationale hérité de la GF et de l'après 11 septembre 2001 et, par le fait même, créer un climat propice à la coopération internationale et réduire la puissance militaire américaine. Il préfère entamer le processus de désarmement et soustraire les États-Unis du fardeau coûteux des guerres. Mais, c'est sans considérer les nouvelles réalités

engendrées par le XXI^e siècle, argue Walter Russel Mead⁶⁶⁸, comme l'émergence de nouveaux pouvoirs. L'Administration de Barack Obama ne pourra pas trop se distancier des mesures de l'A.B., car il y aura cette même crise sécuritaire nécessitant des mesures visant à assurer la sécurité et à sauvegarder les intérêts américains. Si bien qu'elle ne peut opérer qu'un retrait progressif et partiel des troupes de l'Irak. 50 000 troupes américaines resteront sur place en appui «aux forces de sécurités irakiennes et au maintien de la stabilité». Quant à la guerre en Afghanistan où le retrait des troupes américaines est prévu pour juillet 2011, il est là aussi presque improbable de le réaliser sans considérer les enjeux de stabilité. On est obligé de reconnaître que l'A.B. a bel et bien entraîné le pays sur des rails dont l'A.O. ne peut l'extraire.

Dans un travail de recherche, restreint par le temps et d'autres contraintes, il nous est impossible d'aborder un problème sous tous les angles. Nous aurions aimé explorer les stratégies qui permettraient aux États-Unis de sortir de cette situation paradoxale. Une stratégie de recherche normative s'impose. Dans le cadre de la GT, l'A.B. a voulu installer de force la démocratie en Irak confiant que cela provoquerait une vague de démocratisation dans cette région. Toutefois, l'A.B. semble avoir oublié que ce n'est que par la négociation que l'on peut arriver à un consensus comme les Américains l'ont fait au début de la fondation des États-Unis au travers des conversations républicaines. Elle ne peut créer un ordre international par la force. Il faut plutôt faire appel aux vieux concepts de consensus, de compromis pour rétablir la confiance et créer des alliances au lieu d'user de la coercition.

668 Walter Russel Mead, «The Carter Syndrome» in *Foreign Policy*, Janvier/février 2010. En ligne: http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/01/04/the_carter_syndrome, consulté le 10 mars 2010.

BIBLIOGRAPHIE

Ackerman, Bruce. 1998. *Au nom du peuple: les fondements de la démocratie américaine*. Paris: Calmann-Lévy. Traduction de: *We the People, Foundations*, Boston: Havard University Press en 1991.

Agamben, Giorgio. 2003. *État d'exception*. Paris: Le Seuil.

Ajchenbaum, Yves-Marc. 2003. *Les États-Unis, gendarmes du monde: Pour le meilleur et pour le pire*. Collectif. Paris: J'ai lu.

Allison, Graham & Gregory F. Treverton. (Editors). 1992. *Rethinking America's Security: Beyond Cold War to New World Order*. New York: W. W. Norton & Company.

Arendt, Hannah. 1967. *Essai sur la révolution*. Paris: Gallimard.

Arendt, Hannah. 1972. *Du mensonge à la violence: essais de politique contemporaine*. Paris: Calmann-Lévy.

Arendt, Hannah. 1983. *Condition de l'homme moderne*. 2^e éd.. Paris: Calmann-Lévy.

Aron, Raymond. 1984. *Paix et guerre entre les nations*. 8^e éd. avec une présentation inédite de l'auteur. Coll. «Liberté de l'esprit». Paris: Calmann-Lévy.

Attallah, Paul. 1989. *Théories de la communication: Histoire, contexte, pouvoir*. Canada: Sillery Presses de l'université du Québec/Télé-université.

Avenel, Jean-David. 2007. *La guerre hispano-américaine de 1898: La naissance de l'impérialisme américain*. Paris: Éditions Economica.

Balandier, Georges. 1985. *Le détour: pouvoir et modernité*. Paris: Fayard.

Baudrillard, Jean. 1986. *Amérique*. Paris: Librairie générale française.

Belperron, Pierre. 1947. *La guerre de sécession (1861-1865) ses causes et ses suites*. Paris: Plon.

Bensaïd, Daniel et collaborateurs. 2002. *L'autre Amérique: Les Américains contre l'état de guerre*. Paris: Textuel.

Berger, Raoul. 1974. *Executive Privilege: A constitutional Myth*. Coll. «Studies in legal history». Cambridge: Harvard University Press.

Berry, Jeffrey M. 1984. *The Interest Group Society*. USA: Little, Brown and Company.

Bertho, Alain. 2003. *L'état de guerre*. Coll. «Comptoir de la politique». Paris: La Dispute.

Blin, Arnaud. 2001. *Géopolitique de la paix démocratique*. Paris: Descartes & Cie.

Blin, Arnaud. 2004. *Le désarroi de la puissance. Les États-Unis vers la 'guerre permanente'*. Paris: Lignes de Repères.

Boorstin, Daniel J. 1987. *Hidden history, exploring our secret past*. New York: Vintage Books.

Bottome, Edgar. 1986. *The Balance of Terror: Nuclear Weapons and the Illusion of Security, 1945-1985*. Revised and updated edition. Boston: Beacon Press.

Bourdieu, Pierre. 1984. «L'opinion publique n'existe pas». *Questions de sociologie*. Paris: Les Éditions de Minuit.

Branaa, Jean-Éric. 1999. *La constitution américaine et les institutions*. Coll. «Les essentiels de la civilisation anglo-saxonne». Paris: Ellipses.

Brock, William R. 1974. *L'évolution de la démocratie en Amérique*. Paris: Nouveaux horizons.

Broder, David S. 2005. «Our Back-Seat Congress». *Washington Post*, 4 septembre, p. B7.

Brzezinski, Zbigniew. 1965. *Alternative to partition: for a broader conception of America's role in Europe*. 1st Edition. New York: McGraw-Hill.

Brzezinski, Zbigniew. 2004. *Le vrai choix: l'Amérique et le reste du monde*. Paris: Odile Jacob.

Bugnon-Mordant, Michel. 2003. *États-Unis, la manipulation planétaire*. Paris: Éditions Favre SA.

Buncombe, Andrew. 2005. «US criticised for use of phosphorous in Fallujah raids». Washington: *The Independent*. 9 novembre.

Burke, John P. 2004. *Becoming President: the Bush Transition, 2003-2003*. United States: Lynne Rienner Publishers, Inc.

Butler, Judith (et al.). 2002. *L'autre Amérique: Les Américains contre l'état de guerre*. Coll. «La Discorde». Paris: Éditions Textuel.

Callinitos, Alex. 2003. *The Mandarins of American Power: The Bush Administration's Plans for the World*. Cambridge: Polity Press.

Carey, James W. 1988. *Communication as Culture: Essay on Media and Society*. New York: Routledge.

Carey, James W. 1989. *Communication As Culture, Essays on Media and Society*. Boston: Unwin Hyman.

Carey, James W. 1997. «A 'Republic, if You Can Keep It': Liberty and Public Life in the Age of Glasnost». In *James Carey, A critical Reader* sous la direction de Eve Stryker Munson and Catherine A. Warren, p. 207-227. Minneapolis: The University of Minnesota.

Carey, James W. 1997. «The Press, Public Opinion, and Public Discourse: On the Edge of the Postmodern». In *James Carey, A critical Reader*, sous la direction de Eve Stryker Munson and Catherine A. Warren, p. 228-260. Minneapolis: The University of Minnesota.

Catton, Bruce. 1967, c1966. *The Penguin Book of the American Civil War*. (The American Heritage Picture History of the Civil War). Harmondsworth: Penguin Books.

Chantal, François Vergniolle de. 2007. *L'empire de l'exécutif: la présidence des États-Unis de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush (1933-2006)*. Paris: Armand Colin-CNED.

Chesneaux, Jean. 1996. *Habiter le temps. Présent, passé, futur: esquisse d'un dialogue politique*. Paris: Bayard.

Chomsky, Noam et Robert W. McChesney. 2000. *Propagande, médias, démocratie*. Montréal: Écosociété.

Chomsky, Noam. 1973. *For reasons of state*. New York: Pantheon Books.

Chomsky, Noam. 1991. *Idéologie et pouvoir*. Bruxelles: EPO.

Chomsky, Noam. 1991. *Necessary illusions: Thought control in democratic societies*. Don Mills: Anansi.

Chomsky, Noam. 2001. *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*. Marseille: Agone.

Chomsky, Noam. 2001. *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*. Traduction de l'anglais & annexes de Frédéric Cotton. Montréal & Marseille: Agone et Nadeau.

Chomsky, Noam. 2004. *Dominer le monde ou sauver la planète? L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale*. France: Fayard.

Chomsky, Noam. 2007. *Les États manqués: abus de puissance et déficit démocratique*. Paru en Anglais sous le titre original *Failed States: The Abuse of Power and the Assault on Democracy*. Paris: Fayard.

Ciliga, Ante. 1977. *Au pays du mensonge déconcertant: dix ans derrière le rideau de fer*. Paris: Gallimard.

Clark, Richard. 2004. *Against All Enemies: Inside America's War on Terror*. New York: Free Press.

CNN. 2002. «Entrevue avec Condoleeza Rice». *Late Edition*. 8 septembre.

Coben, Stanley. 1972. «A Study in Nativism; The American Red Scare of 1919-1920». In *Causes and Consequences of World War I*, sous la direction de John Milton Cooper Jr., p. 150-179. New York: Quadrangle books.

Colàs, Alejandro and Saul Richard. 2006. *The War on Terrorism and the American 'Empire' after after the Cold War*. London & New York: Routledge Taylor & Francis Group.

Colloque du bicentenaire de l'indépendance américaine. 1977. *L'Amérique des lumières: partie littéraire du colloque du bicentenaire de l'indépendance américaine (1776-1976)*. Collection Histoire des idées et critique littéraire. Genève: Librairie Droz.

Conyers, John Jr. and Staff. 2007. *The Constitution in Crisis: The High Crimes of the Bush Administration and a Blueprint for Impeachment: Deception, manipulation, Torture*. New York: Skyhorse Publishing Inc.

Cook, Fred J. 1976. *Lobbying in American politics*. New York: Franklin Watts.

Cooper, John Milton Jr. (ed.). 1972. *Causes and Consequences of World War I*. USA. Quadrangle Books, a New York Times Company.

Costner, Kevin. 2004, c1990. *Dance with the Wolves*. Santa Monica, California: Tig Productions, MGM Home Entertainment.

Cox, Arthur Macy. 1975. *The myths of national security: The peril of secret government*. Boston: Beacon Press.

Darmer, Katherine B. Baird, Robert M. Rosenbaum, Stuart E. 2004. *Civil Liberties vs. National Security*. New York: Prometheus Books.

David, Charles.-Philippe. 2008. *Les États-Unis et le monde après Bush*. Coll. «Entretiens». Québec: Nota bene.

David, Charles.-Philippe. 2002. *Repenser la sécurité: nouvelles menaces, nouvelles politiques*. Coll. «Points chauds». Éditeurs Saint laurent: Fides. Montréal: La presse.

David, Charles-Philippe. 2006. «Les médias québécois sous influence?». In *Born in the USA*. Sous la direction de Yves Théoret, Antoine Char et Margot Ricard. Presses de l'université du Québec.

Davis, Mike. 2002. «Les flammes de New York». In *L'autre Amérique: Les Américains contre l'état de guerre*, Bensaïd, Daniel et collaborateurs, p. 11-32. Paris. Textuel.

De Zayas, Rodrigo. 2004. *État d'exception permanent: la néorévolution américaine*. Paris: l'Esprit des Péninsules.

Dean, John W. 2004. *Bush: le dossier accablant pire que le Watergate*. Paris: Presses de la Renaissance.

Debouzy, Marianne. 1991. *Le capitalisme «sauvage» aux États-Unis (1860-1900)*. Paris: Seuil.

DeConde, Alexander. 1973. *Patterns in American History*. Vol. 1. California: Wadsworth Publishing Company.

Deledalle, Gérard. 1995. *La philosophie peut-elle être américaine? Nationalité et universalité*. Coll. «ouverture». Paris: J. Grancher.

Dewey, John. 1927. *The Public and its Problems*. Denver: A. Swallow.

Dion, Léon. 1965. *Les groupes et le pouvoir politique aux États-Unis*. Québec: Les presses de l'Université Laval.

Doyle, Michael W. 1992. «An international Liberal Community». In *Rethinking America's Security. The American Assembly and the Council on Foreign Relations*.

Sous la direction de Graham Allison and Gregory F. Treverton, p. 307-333. New York & London: W. W. Norton & Company.

Earp, Jeremy & Jhally, Sut. 2004. *Hijacking Catastrophe: 9/11, fear & the Selling of American Empire*. Northhampton: Mass. Media Education Foundation.

Fohlen, Claude. 1988. *Les États-Unis au XX^e siècle*. Collection historique fondée par Paul Lemerle et dirigée par Maurice Agulhon et Bernard Guenée. Paris: Aubier.

Foucault, M. 1975. *Surveiller et punir: naissance de la prison*. Coll. «Bibliothèque des histoires». Paris: Gallimard.

Frank Louis Schoell. 1985. *Histoire des États-Unis*. Paris: Payot.

Fukuyama, Francis. *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris: Flammarion. 1992.

Gadamer, Hans-Georg. 1965. *Truth and Method*. London: Sheed & Ward.

Galbraith, John Kenneth. 1962, cf 1961. *L'ère de l'opulence*. Trad. de l'anglais par Andrée R. Picard, paru sous le titre original: *The affluent society*. Paris: Calmann-Lévy.

Galbraith, John Kenneth. 1968. *La paix indésirable? Rapport sur l'utilité des guerres*. Paru sous le titre original: *Report from Iron Mountain on the Possibility and Desirability of Peace*. France: Calmann-Lévy.

Galbraith, John Kenneth. 2005. *L'ère de l'opulence et le libéralisme*. Coll. «Innovations: cahiers d'économie de l'innovation», no. 23. Paris: L'Harmattan, Innoval: Dunkerque.

Garry, Patrick M.. 1994. *Scrambling for protection. The New Media and the First Amendment*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.

Géré, François. 1991. *Les lauriers incertains: Stratégie et politique militaire des États-Unis 1980/2000*. Par l'Observatoire de la Stratégie des États-Unis. Paris: Fondation pour les études de défense nationale.

- Gerson, Mark. 1997. *The Neoconservative Vision, from the Cold War to the Culture Wars*. Lanham: Madison books.
- Gibson, Mel et Emmerich, Roland et al. 2000. *The Patriot*. Culver City, California: Columbia TriStar Home Video.
- Golub, Philip S. «Aux origines de la guerre antiterroriste: Retour à une présidence impériale aux États-Unis». *Le Monde diplomatique*. Janvier 2002, p. 8-9.
- Gore, Al. 2007. *The Assault on Reason*. New York: The Penguin Press.
- Gouirand, Pierre. 2005. *Tocqueville, une certaine vision de la démocratie*. Paris: l'Harmattan.
- Goyard, Simone et John Locke. 1992. *Traité du gouvernement civil*. Traduction de David Mazel. Paris: Flammarion - Fabre.
- Guétin, Nicole. 2004. *États-Unis: l'imposture messianique, genèse et sources*. Paris: l'Harmattan.
- Guibert, Joel et Guy Jumel. 2002. *La socio-histoire*. Coll. «Cursus». Sociologie sous la direction de Gilles Ferréol. Paris: Armand Colin/VUEF.
- Habermas, Jürgen. 1973. *La technique et la science comme idéologie*. Paris: Gallimard.
- Habermas, Jürgen. 1997. *Droit et démocratie. Entre faits et normes*. Traduit de l'allemand par Rainer Rochlitz et Christian Bouchindhomme. Paris: Gallimard.
- Habermas, Jürgen. 1998. *L'intégration républicaine: Essais de théorie politique*. Paris: Fayard.
- Halperin. Morton H. and Daniel N. Hoffman. 1977a. *TopSecret: National Security and the Right to Know*. Washington: New Republic Books.

Halperin, Morton H. and Daniel N. Hoffman. 1977b. *Freedom vs. National Security: Secrecy and Surveillance*. New York: Chelsea House.

Harper, Hélène. 2001. *L'Amérique, Les États-Unis, patrie des libertés individuelles?* Paris: Le Cavalier Bleu.

Hassner, Pierre et Vaisse Justin. 2003. *Washington et le monde, Dilemmes d'une superpuissance*. Paris: Autrement.

Hébert, Jean-Paul et Nardon, Laurence. 1968. *Concentration des industries d'armement américaines: modèle ou menace?* Variante du titre: *Stratégie & armement États-Unis : 1998-1999*. Paris: Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques.

Helper, Hinton Rowan. 1857. *The Impending Crisis of the South: How to Meet it*. New York: Burdick Brothers & Spruce Street.

Hentoff, Nat. 1992. *Free speech for me - but not for thee: how the American left and right relentlessly censor each other*. New York: Harper Perennial.

Hentoff, Nat. 2003. *The War on the Bill of Rights and the Gathering Resistance*. Edited by Seven Stories Press.

Hermet, Guy et al. 1994. *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*. Paris: Armand Colin.

Hersh, Seymour . 2004. M. *Chain of command: the road from 9/11 to Abu Ghraib*. New York: Harper-Collins.

Hoffman, Daniel N. 1981. *Governmental secrecy and the founding fathers: A study in Constitutional controls*. Westport, CT: Greenwood Press.

Hudson William E. 2004. *American Democracy in Peril: Eight Challenges to America's Future*. Washington: CQ press.

Huntington, Samuel P. 1999. «The Lonely Superpower». *Foreign Affairs*. Volume 78 No. 2, p. 35- 49.

- Huntington, Samuel. 1997, 2000. *Le choc des civilisations*. Paris: Odile Jacob.
- Jacquard Albert. 1995. *J'accuse l'économie triomphante*. France: Le Livre de Poche Calmann-Lévy.
- Jacques, Daniel. 1995. *Tocqueville et la modernité: la question de l'individualité dans la démocratie en Amérique*. Montréal: Éditions Boréal.
- Jefferson, Thomas. 1939. *Democracy*. New York: Appleton-Century Company.
- Jefferson, Thomas. 1976. *Thomas Jefferson: Revolutionary philosopher*. J. S. Pancake & N. S. Summers (Eds.). New York: Woodbury.
- Jefferson, Thomas. 1970. *La liberté et l'État*. Textes réunis et présentés par Edward Dumbauld, Paris, Seghers, 1970. Paru en 1955, à New York sous le titre original: *The Political Writings of Thomas Jefferson: Representative Selections*.
- Jordan, Robert Paul. 1969. *The Civil War, Special Publications Division*, Washington. D.C.: the National Geographic Society.
- Julien, Claude et al. 1989. *La paix des grands, l'espoir des pauvres: désarmement et survie de l'humanité*. Paris: La Découverte et le Monde.
- Julien, Claude. 1968. *L'empire américain*. Paris: Grasset.
- Kahn, Herman. 1984. *Thinking about the unthinkable in the 1980s*. New York: Simon and Schuster.
- Kammen, Michael. 1994. *A Machine That Would Go of Itself: The Constitution in American Culture*. Washington: St Martin's Press, Inc.
- Kaspi, André. 1976. *L'indépendance américaine. 1763-1789*. (Texte de la Déclaration unanime des treize États-Unis d'Amérique). Paris: Gallimard/Julliard.
- Katz, Steven L. 1987. *Government Secrecy: Decisions Without Democracy*. Washington: A publication of People for The American Way.

Klare, Michael T. 1989. «Une doctrine contestée», in *La paix des grands, l'espoir des pauvres: désarmement et survie de l'humanité*, sous la direction de Claude Julien et al., p. 137-150. Paris: La Découverte et le Monde.

Klare, Michael T. et Peter Kornbluh (Ed.). 1988. *Low-Intensity Warfare in the 1980s and Beyond: Countersurgency, Proinsurgency and Antiterrorism in the eighties*. New York: Pantheon Books.

Krauthammer, Charles. 1990. «The Unipolar Moment». *America and the World* (1990/91). *Foreign Affairs*. Council on Foreign Relations, Vol. 70, No. 1, p. 23-33.

Kristol Irving. 1973. *On the Democratic Idea in America*. USA: First Harper Torchbook

Kristol, William and Kagan Robert. 1996. «Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy». *Foreign Affairs*. vol. 75 (July/August), no. 4, p. 18-32.

Krugman, Paul. 2003. *The Great Unravelling: Losing Our Way in the New Century*. New York & London: W.W. Norton & Co.

Krugman, Paul. 2008. *L'Amérique que nous voulons*. Paru en 2007 à New York, sous le titre *The Conscience of a Liberal*, Norton & Company. Paris: Flammarion.

Kubrick, Stanley. 1995, c1963. *Dr, Strangelove, or How I learned to stop worrying and love the bomb*. Directed and produced by Stanley Kubrick, Terry Southern & Peter George video recording. Burbank, California: Columbia Tristar Home Video.

Kuhn, Thomas. 1983. *La structure des révolutions scientifiques*. Paris: Flammarion. (original USA 1962)

Lacorne, Denis. 1991. *L'invention de la République, le modèle américain*. Paris: Hachette.

LaFerber, Walter; Polenberg, Richard et Woloch, Nancy. 1992. *The American Century: A History of the United States since the 1980s*. Fourth Edition. USA: McGraw-Hill, inc.

Lagayette, Pierre. 1997. *L'Ouest Américain: Réalités et mythes*. Coll. «Les essentiels de la civilisation anglo-saxonne». Dirigée par D. Frisson. Paris: Ellipses.

Laphan, Lewis. 2002. *Theater of War*. New York: The New Press.

Laphan, Lewis et Laurent Bury. 2004. *L'Amérique baillonnée*. Paris: Saint Simon.

Lapierre, Dominique et Larry Collins. 1944. *Paris Brûle-t-il?: Histoire de la libération de Paris*. Paris: R. Laffont.

Lasch, Christopher. 1996. *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*. Paris: Climats (traduit de: *The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy*. New York, Norton & Company. 1995).

Leduc, Jean. 1999. *Les historiens et le temps: Conceptions, problématiques, écriture*. Paris: du Seuil.

Lemaire, Jacques. 1997. La démocratie en danger, actes du colloque. Coll. «Pensée et les hommes, 40^e anniversaire. Nouvelle série, 35. Bruxelles: l'Université de Bruxelles.

Levering, Ralph B. 1988. *The Cold War, 1945-1987*. The American History Series. Second Edition. Illinois: Harlan Davidson.

Levine, Andrew. 2004. *The American Ideology, A critique*. New York and London: Routledge.

Link, Arthur S. 1972. «What Happened to the Progressive Movement in the 1920's?» In *Causes and Consequences of World War I*. USA, sous la direction de John Milton Cooper, Jr., p. 203-223. Quadrangle Books, a New York Times Company.

Lippmann, Walter. 1914. *Drift and mastery; an attempt to diagnose the current unrest*. New York: H. Holt and Co.

Lippmann, Walter. 1943. *U. S. Foreign Policy: Shield of the Republic*. An Atlantic monthly Press Book. Boston: Little, Brown and Company.

Lippmann, Walter. 1949. *Public Opinion*. New York: Macmillan.

Lunet, Paul. 1848. *Du droit politique en Amérique et en Suisse, ou Essais sur les rapports de la Constitution fédérale des États-Unis et de quelques Constitutions suisses avec les mœurs et les institutions françaises*. Fourni par la New York Public Library, numérisé le 11 septembre 2006. Éditeur C. Gruaz.

Lynch, Timothy J. and Singh Robert S. 2008. *After Bush*. Boston/Cambridge: University Press.

Magis, Maurice. 2002. «Les libertés civiles en danger». *Le journal du mardi*. Bruxelles, n° 90. (3 décembre).

Manent, Pierre. 1982. *Tocqueville et la nature de la démocratie*. Paris: Julliard.

Marienstras, Élise. 1976, 1991cf. *Les mythes fondateurs de la nation américaine*. Paris: Maspero.

Marienstras, Élise. 1992. *Les mythes fondateurs de la nation américaine. Essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'indépendance (1763-1800)*. Bruxelles: complexe.

Marshal, Ference. 1989. *Classique et modernité. Introduction à la philosophie politique*. France: Érasme.

Marx, Karl et Engels Friedrich. 1970. *La guerre civile aux États-Unis*. Traduction et présentation de Roger Dangeville. France: Union Générale d'Édition.

May, Larry. 2007. *War Crimes and Just War*. New York: Cambridge University Press.

Mayer, Jacob Peter (éd.). 1980. *Alexis de Tocqueville: De la démocratie en Amérique*. Les grands thèmes. Paris: Gallimard.

McPherson, James M. 1991. *La guerre de sécession (1861-1865)*. Paru en 1988 sous le nom de *Battle Cry of Freedom*. Par Oxford University Press Inc. Paris: Éditions Robert Laffont. Traduit de l'américain par Béatrice Vienne.

Melandri, Pierre et Picard, Serge. 2008. *Les États-Unis entre uni et multilatéralisme de Woodrow Wilson à George W. Bush*. Paris: L'Harmattan.

Melandri, Pierre et Portes, Jacques. 1991. *Histoire intérieure des États-Unis au XX^e siècle*. Coll. «Un Siècle d'Histoire». Masson: Paris.

Melandri, Pierre. 1982. *La politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*. Paris: Presses universitaires de France.

Melandri, Pierre. 1996. *Histoire des États-Unis, 1865-1996*. Paris: Fernand Nathan.

Melanson, Phillippe. H. 2002. *Secrecy wars: National security, privacy, and the public's right to know*. Washington, DC: Brassey's, Inc.

Melman, Seymour. 1970. *Pentagon Capitalism: The political Economy of War*. New York: McGraw-Hill.

Mill, John Stuart. 1963-1991. *Essais sur Tocqueville et la société américaine*. Paris: Vrin.

Miller, Anita. 2004. *George W. Bush versus the U.S. Constitution. The Downing Street Memos and Deception, manipulation, Torture, Retribution, and Coverups in the Irak War and Illegal Domestic Spying*. Compiled by the House judiciary Committee Democratic Staff at the Direction of Representative John Conyers. Chicago: Academy Chicago publishers.

Milza, Pierre. 2000. «Pax Americana: le triomphe des États-Unis». In *L'empire Américain*. Les collections de l'histoire, no 7, février 2000. Paris: Sociétés d'éditions scientifiques.

Miroslav, Nincic M. 1992. *Democracy and foreign policy: The fallacy of political realism*. New York: Columbia Press.

Montesquieu, Charles de Secondat et Truc, Gonzague (éd.). 1956. *De l'Esprit des lois, texte établi avec une introduction, des notes et des variantes*. 2 t. Paris: Garnier Frères.

Morin, Edgar. 1990. *Introduction à la pensée complexe*. Paris: ESF. 1990.

Morison, Samuel Elliot. 1965. *Sources and Documents illustrating the American Revolution 1764-1788 and the formation of the Federal Constitution*. New York: Second Edition. Oxford University Press.

Moynihan, Daniel P. 1998. *Secrecy: The American experience*. New Haven, CT. Yale: University Press.

Munson Strykers E. and Warren Catherine A. (directors). 1997. *James Carey: A Critical Reader*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Netanyahu, Benjamin. 1995. *Combattre le terrorisme: comment les démocraties peuvent venir à bout des réseaux terroristes*. Paris: l'Archipel.

Newhouse, John. 2003. *Imperial America: the Bush Assault on the World Order*. New York: Alfred A. Knopf.

Nouailhat, Yves-Henry. 1973. *Les États-Unis: l'avènement d'une puissance mondiale (1898-1933)*. Paris: Éditions Richelieu.

Nouailhat, Yves-Henry. 1997. *Les États-unis et le monde au XX^e siècle*. Paris: Armand Colin/Masson.

Nussbaum, Bruce. 2003. «The High Price of Bad Diplomacy: Mis-managing the Runup to War Will Do More Than Squander Goodwill and Damage Alliances». *Business Week*. 24 mars.

Oliver, James K. 2007. «US Foreign Policy after 9/11: Context and Prospect». In *The War on Terror in Comparative Perspective*, sous la direction de Mark J. Miller and Boyka Stefanova, p. 19-45. London: Palgrave MacMilan.

Orban, Edmond. 1987. *Le système politique des États-Unis*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, Bruxelles: Bruylant.

Pallito, Robert M. et William G. Weaver. 2007. *Presidential Secrecy and the Law*. Baltimore: The John Hopkins University Press.

Patman, Robert. G. 2007. «Sources of US Foreign Policy and the War on terror». In *The War on Terror in Comparative Perspective*, sous la direction de Mark J. Miller and Boyka Stenova, p. 46-68. New York: Palgrave Macmillan.

Patterson, Eric. 2007. *Just War Thinking: Morality and Pragmatism in the Struggle against Contemporary Threats*. USA: Lexington Books, Rowman & Littlefield.

Pauly, John. 1997. «Introduction/On the Origins of Media Studies and Media Scholars». In *James Carey: A Critical Reader* sous la direction de Munson Strykers E. and Catherine A. Warren, p. 3-13. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Paye, Jean Claude. 2004. *La fin de l'État de droit: la lutte antiterroriste, de l'état d'exception à la dictature*. Paris: La Dispute.

Peterson, H. C. (Horace Cornelius). 1939. *Propaganda for War: The Campaign against American Neutrality, 1914-1917*. Norman: University of Oklahoma Press.

Petrowitz, Clyde. 2003. *Rogue Nation, American Unilateralism and the Failure of Good Intentions*. New York: Basic Books.

Picard, Robert G. 1985. *The Press and the Decline of Democracy: The Democratic Socialist Response in public Policy*. New York: Greenwood Press.

Popper, Karl. 1979. *La société ouverte et ses ennemis*. Paris: Seuil.

Portes, Jacques. 1997. *Les États-Unis au XX^e siècle*. Paris: Armand Colin/Masson.

Portes, Jacques. 2003. *Les États-Unis aujourd'hui, les maitres du monde?* Paris: Petite encyclopédie Larousse.

Posen, Barry R. and Andrew Ross L. 1996-1997. «Competing Visions for U.S. Grand Strategy». In *International Security*, vol. 21, no. 3, (Winter, 1996-1997), p. 5-53. The MIT Press.

Posner, Richard A.. 2006. *Not a suicide pact: the constitution in a time of national emergency*. Oxford: Oxford University Press.

Priest, Dana. 2004. *The mission: waging war and keeping peace with America's military*. New York: Norton paperback.

Rapoport, Anatol. 1967. *Combats, débats et jeux*. Paru sous le titre original de: *Fights, games and debates*. University of Michigan Press, Ann Arbor (Michigan) USA. Traduit par Josette de la Thébaudière. Paris: Dunod.

Rapoport, Anatol. 1974, c1960. *Fights, games and debates*. Fifth printing. Ann Arbor, Michigan: University of Michigan Press.

Ravault, René-Jean. 1993. «La communication dans le monde, un rêve américain irréalisable même aux États-Unis». In *Dictionnaire critique de la communication*, sous la direction de Lucien Sfez, p. 72-86. Paris: PUF.

Rice, Condoleezza. 2000. «Campaign 2000: Promoting the National Interest». *Foreign Affairs*. New York. Volume 79. Issue no. 1. (jan- fév.), p. 45-62.

Riemer, Neal. 1967. *The Democratic Experiment: American Political Theory - Volume I*. Coll. «New Perspectives in political science 14». Toronto: D. Van Nostrand Company.

Robert, Frédéric. 2003. *La civilisation américaine par les textes de 1494 à nos jours*. Paris: Ellipses Éditions Marketing S.A.

Rosen, Jay. 1997. «Introduction/''We'll Have That Conversation'': Journalism and Democracy in the Thought of James W. Carey». In *James Carey: A Critical Reader* sous la direction de Munson Strykers E. and Catherine A. Warren, p. 191-206. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Roszak, Theodore. 2004. *La menace américaine: le triomphalisme américain à l'âge du terrorisme*. Paris: Cherche midi.

Rousseau, Jean-Jacques et Patrick M. Garry. 1994. *Scrambling for protection. The New Media and the First Amendment*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.

Rousseau, Jean-Jacques. 2001. *Du contrat social*. Paris: Flammarion.

Roz, Firmin. 1935. *Les États-Unis d'Amérique: l'organisme économique, politique et social*. Avec un avant-propos de la crise américaine. Coll. «Les questions du temps présents». Paris: Librairie Félix Alacan.

Rozell, Mark j. 1994. *Executive Privilege, The dilemma of Secrecy and Democratic Accountability* (Interpreting American Politics). Baltimore: Johns Hopkins University Press.

Russert, Timothy (Tim). 2002. «Meet the Press». Entrevue avec le Vice-président Dick Cheney. *NBC News*. Dimanche 8 septembre.

Rutherford, Paul. 2004. *Weapons of Mass Persuasion: Marketing the War against Iraq*. Canada: University of Toronto Press.

Sartori, Giovanni. 1965. *Democratic Theory*. New York: Praeger.

Schaffer, Ronald. 1991. *America in the Great War: the Rise of the War Welfare State*. New York, Toronto: oxford university Press.

Shelling, Thomas C. 1986. *Stratégie du conflit*. Paru sous le titre original de: *Strategy of conflict*. Traduit de l'anglais par Raymond Manicacci. France: Presses universitaires de France.

Schlesinger, Arthur J. 2004. *War and the American Presidency*. First Edition. New York: www.Norton&Company.

Schmitt, Gary and Donnelly Tom. 2002. «Put Your Money Where Your War is. The underfunded Bush Doctrine». *The Weekly Standard*. 20 mai.

Schoell, Frank Louis. 1985. *Histoire des États-Unis*. Bibliothèque historique. Paris: Payot.

Schroeder, John H. 1973. *Mr. Polk's War: American Opposition and Dissent, 1846-1848*. Madison: University of Wisconsin Press.

Scruton, Phil. 2002. «In the Name of a 'Just War'». in *Beyond September 11: an Anthology of Dissent*. London. Sterling. Virginia: Pluto Press.

Smith, Jeffery A. 1999. *War Freedom and Democracy: the problem of prerogative power*. New York: Oxford University Press.

Soros, George. 2004. *Pour l'Amérique contre Bush*. Titre original: *The Bubble of American Supremacy*. Traduit de l'américain par Larry Cohen. Paris. Dunod.

Soros, George. 2004. *The Bubble of American Supremacy, Correcting the Misuse of American Power*. New York: Public Affairs.

Splichal, Slavko and Janet Wasko. 1993. *Communication and Democracy*. USA: Ablex Publishing Corporation.

Steel, Ronald. 1995. *Temptations of a Superpower*. Cambridge: Harvard University Press.

Taft, William Howard. 1916. *Our Chief Magistrate and His Powers*. Columbia University Press.

Takaki, Ronald. *A different Mirror: A History of Multicultural America*. First Paperback Editions. Boston: Little Brown & Co.

Tertrais, Bruno. 2004. *La guerre sans fin: l'Amérique dans l'engrenage*. Paris: Seuil.

Thayer, Lee. 1987. *On communication: Essays in Understanding*. New Jersey: Ablex.

Theoharis, Athan G. 1978. *Spying on Americans: Political surveillance from Hoover to the Huston Plan*. Philadelphia: Temple University Press.

Theoharis, Athan G. 1998. *A culture of secrecy: The government versus the people's right to know*. Lawrence, Kansas: The University of Kansas Press.

Thompson, John B. 1995. *The media and modernity*. Oxford: Polity Press.

Time/Canadian Edition. 2003. *America the Anxious*. 24 février.

Tocqueville, Alexis de 1805-1859. (s. d.). *De la démocratie en Amérique. Pages choisies*. Paris: Istra.

Tocqueville, Alexis de. 1951. *De la démocratie en Amérique*. Paris: Gallimard.

Tocqueville, Alexis de. 1981. *De la démocratie en Amérique I*. Paris: Garnier-Flammarion.

Todd, Emmanuel. 2002. *Après l'empire: essai sur la décomposition du système américain*. Paris: Gallimard.

Todorov, Tzvetan. 1982. *La conquête de l'Amérique: la question de l'autre*. Paris: Seuil.

Todorov, Tzvetan. 1998. *Les abus de la mémoire*. Paris: Arléa.

Tunc, André. 1965. *Les États-Unis, 'comment ils sont gouvernés'*. (2^e éd.). Paris: Librairie générale de Droit et de Jurisprudence.

Vaïsse, Justin. 1998. *Le modèle américain*. Paris: Éditions Armand Colin.

Vaïsse, Justin. 2003. *Washington et le monde: dilemmes d'une superpuissance*. Paris: Autrement.

Valladao, Alfredo G.A. 1993. *Le XXI^e siècle sera américain*. Paris: La Découverte/essais.

Vincent, Bernard. 1999. *La Destinée manifeste des États-Unis au XIX^e siècle*. Paris: Messene.

Vincent, Bernard. 2001. *Histoire des États-Unis*. Paris: Flammarion.

Warren, Mark. March. 1992. «Democratic Theory and Self and Self-transformation» in *The American Political Science Review*, Vol. 86, No. 1, p. 8-23.

Wasko, Janet; Slavko Splichal. 1993. *Communication and democracy*. USA: Ablex Publishing Corporation.

Watt, Duncan. 2002. *Understanding American Government and Politics*. Manchester: Manchester University Press.

Werstein, Irvin. 1969. *1861-1865. The adventure of the Civil War told with Pictures*. New York: Cooper Square publishers, Inc.

Wieviorka, Michel, Wolton, Dominique. 1987. *Terrorisme à la une: média, terrorisme et démocratie*. France: Gallimard.

Wilson, James. 2002. *La terre pleurera: une histoire de l'Amérique indienne*. Coll. «Terre Indienne». Paris: A. Michel.

Wise, David. 1973. *The politics of Lying: Government Deception, Secrecy, and Power*. New York: Random House.

Wolffe, Richard. 2002. «The Bush Doctrine». *Financial Times*, 21 juin, p. 14.

Wolton, Dominique. 1991. *War Game: l'information et la guerre. Il faut sauver la communication*. France: Flammarion.

Wolton, Dominique. 1997. *Penser la communication*. Paris: Flammarion.

Wolton, Dominique. 2005. *Il faut sauver la communication*. France: Flammarion.

Woodward, Robert. 2003. *Bush s'en va-t-en guerre*. Paris: Denoël.

Woodward, William. 1968. *Les États-Unis, 1497-1917. Leurs peuples, leurs institutions*. Paru sous le titre original: *A New American History*, en 1932 à New York. Pour la traduction française René Reboud. Paris-6^e: F.D.E.

Wright, Micah Ian. 2004. *If You're Not A Terrorist...Then Stop Asking*. USA: Seven Stories Press.

Wu, Frank H. 2004. «Profiling in the Wake of September 11, the Precedent in the Case of the Japanese Internment». In *Civil Liberties vs. National Security*, sous la direction de Darmer, Katherine B. Baird, Robert M. Rosenbaum, Stuart E., p. 147-156. New York: Prometheus Books.

Zinn, Howard. 2003. *Le XX^e siècle américain, une histoire populaire de 1890 à nos jours*. Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton. Marseille, Montreal: Agone/Lux.

Zinn, Howard. 2004a. *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*. Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton. *A People's History of the United States. 1492 – Present*. Seconde édition revue et corrigée. Marseille: Agone

Zinn, Howard. 2004b. «Nous, le peuple des États-Unis...» *Essais sur la liberté d'expression et l'anticommunisme, le gouvernement représentatif et la justice économique, les guerres justes, la violence et la nature humaine*. Marseille: Agone.

Zinn, Howard. 1980. *A People's History of the United States*. New York: Harper and Row Publishers.

ARTICLES EN LIGNE

Allen, Mike and Priest Dana. «DoJ Investigates White House Over Outing of CIA». Operative. En ligne. <www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A11208-2003Sep27.html>. Consulté le 30 décembre 2003.

Alien and Sedition Acts of 1798. <http://www.ourdocuments.gov/doc.php?flash=true&doc=16&page=transcript>>. Consulté le 30 septembre 2004.

American Civil Liberties Union (ACLU). 2002 (avril). «Insatiable Appetite: The government's Demand for New and Unnecessary Powers After September 11th». En ligne. <<http://www.aclu.org/FilesPDFs/insatiable%20appetite%20final.pdf>>. Consulté le 4 mars 2003.

American Civil Liberties Union (ACLU). 2005 (4 avril). «National Security: Patriot Act Abuses and Misuses Abound, ACLU Says; Disclosure Comes Before Congress Begins Review of Controversial Law». En ligne. <<http://www.aclu.org/national->

security/patriot-act-abuses-and-misuses-abound-aclu-says-disclosure-comes-congress-begins-r >. Consulté le 22 novembre 2005.

Auzannea, Matthieu. 2003 (26 juin). «Le pentagone crée un réseau secret de dénonciation d'activités suspectes». In Transfert.net. En ligne. <<http://www.transfert.net/Le-Pentagone-cree-un-reseau-secret>>. Consulté le 10 janvier 2006.

Bolton, John R. 2002 (6 mai). «Beyond the Axis of Evil: Additional Threats from Weapons of Mass Destruction». Remarks to Heritage Foundation, Washington, D.C.. En ligne. <<http://www.state.gov/t/us/rm/9962.htm>>. Consulté le 24 mai 2002.

Breton, Philippe. 'Le déclin de la parole', «manière de voir», *le Monde diplomatique*, juillet-août 1999, page 96. En ligne. <<http://www.mondediplomatique.fr/1997/03/BRETON/8022>>. Consulté le 20 mars 2005.

Bush, George W. 2001 (14 septembre). «President's remarks at National Day of Prayer and Remembrance». En ligne. <<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html>>. Consulté le 30 septembre 2003.

Bush, George W.. 2001 (20 septembre). «Address to a joint session of Congress and the American people». Prononcé au Capitole, Washington, D. C.. En ligne. <<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html>>. Consulté le 30 octobre 2002.

Bush, Georges W. 2001 (30 octobre). « President launches 'Lessons of Liberty' ». Prononcé à la Thomas Wootton High School. Rockland. Maryland. En ligne. <<http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/10/20011030-7.html> >. Consulté le 30 août 2010.

Bush, George W.. 2002 (29 janvier). «The President's State of the Union Address». En ligne. <<http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>>. Consulté le 3 septembre 2004.

Bush, Georges W. 2002 (11 septembre). «President's remarks to the Nation ». Prononcé à Ellis Island. New York. En ligne. <<http://georgewbush->

whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/09/20020911-3.html>. Consulté le 30 mars 2010.

Bush, George W. 2003 (26 février). «President discusses the Future of Iraq». En ligne. <<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/02/20030226-11.html>>. Consulté le 30 mars 2003.

Chalmers Johnson. S.d. The personal Website of Chalmers Johnson. En ligne. <<http://www.thenation.com/authors/chalmers-johnson>>. Consulté le 28 mars 2006.

Cheney, Richard. 2002 (26 août). «Remarks by the Vice President to the Veterans of Foreign Wars 103rd Convention». En ligne. <<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/08/print/20020826.html>> Consulté le 26/7 août 2002.

Clark, Westley K.. 2004 (16 janvier). «Remarks on open government». En ligne. <<http://www.fas.org/sgp/news/2004/01/clark011604.html>>. Consulté le 15 février 2004.

Davey, Monica. 2004 (10 février). «An Antiwar Forum in Iowa Brings Federal Supoenas». En ligne. <<http://www.nytimes.com/2004/02/10/national/10PROT.html>>. Consulté le 14 février 2004.

«Department of Defense USA, Quadrennial Defense Review Report». 2006 (6 février). En ligne. <<http://www.globalsecurity.org/military/library/policy/dod/qdr-2006-report.pdf>>. Consulté le 18 mai 2008.

Derrida, Jacques. 2004. Entrevue accordée à France 3. En ligne. <<http://cultureetdependances.france3.fr/>>. Consulté le 16 décembre 2004.

Dworkin, Ronald. «The real threat to US value», *The Guardian*, Saturday 9 March 2002. En ligne. <<http://www.guardian.co.uk/world/2002/march/09/Afghanistan.books>>. Consulté le 20 juin 2006.

Dworkin, Ronald. «The real threat to US value». *The Guardian*, Saturday 9 March 2002. En ligne. <<http://www.guardian.co.uk/world/2002/march/09/afghanistan.books>>. Consulté le 9 mars 2002.

«Excerpts from Pentagon's Plan: "Prevent the Re-Emergence of a New Rival"». 1992 (8 mars). In New York Times. En ligne. <<http://www.nytimes.com/1992/03/08/world/excerpts-from-pentagon-s-plan-prevent-the-re-emergence-of-a-new-rival.html>>. Consulté le 28 septembre 2006.

Feingold, R. D.. 2002 (25 octobre). «Statement of U.S. Senator Russ Feingold on the antiterrorism bill from the Senate floor». En ligne. <<http://www.epic.org/privacy/terrorism/usapatriot/feingold.htm>>. Consulté le 15 juin 2004.

Feingold, Russ. 2001 (11 octobre). «Opening Statement of U.S. Senator at the Debate of the Anti-Terrorism Bill». From the Senate Floor. En ligne. <<http://feingold.senate.gov/statements/01/10/101101at.html>>. Consulté le 30 mars 2005.

Feingold, R. D. et al. 2003 (9 mars). «Letter to Attorney General Ashcroft». En ligne. <<http://www.cdt.org/security/usapatriot/20040309ashcroft.pdf>>. Consulté le 10 novembre 2004.

Foley, R. J. «Four peace activists receive subpoenas». *The Associated Press*. February 6 2004. En ligne. <<http://www.notinourname.net/restrictions/univ-feds-7feb04.htm>> Consulté le 15 février 2004.

Gilbert, Ronnie. 2001 (4 octobre). «FBI investigation of Women in Black». En ligne. En ligne. <<http://www.labournet.net/world/0110/wmnblk1.html>>. Consulté le 8 avril 2006.

Golub, Philip S. 2002 (janvier). «Aux origines de la guerre antiterroriste: Retour à une présidence impériale aux États-Unis». In *Le Monde diplomatique*. En ligne. <<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/01/GOLUB/15985>>. Consulté le 24 mars 2003.

Gore, Al. 2003 (9 novembre). «Freedom and Security». En ligne. <<http://www.acslaw.org/pdf/goretex.pdf>>. Consulté le 15 février 2004.

Gore, Al. 2003 (9 novembre). «Freedom and security». En ligne. <http://www.draftgore.com/freedom_security.html>. Consulté le 15 février 2004.

Hentoff, Nat. 2002 (31 décembre). «A Citizen Shorn of All Rights: 'A Case Vital to Future Americans, Too'». En ligne. <<http://www.villagevoice.com/2002-12-31/news/a-citizen-shorn-of-all-rights/>>. Consulté le 10 janvier 2003.

Hentoff, Nat. 2003 (7 janvier). «George W. Bush's Constitution 'Does it Take a Lifetime to Question a Man?'». En ligne. <<http://www.villagevoice.com/2003-01-07/news/george-w-bush-s-constitution/1>>. Consulté le 3 mars 2004.

Herbert, Bob. 2001 (3 décembre). «The Witch Hunt». In *New York Times*. En ligne. <<http://www.nytimes.com/2001/12/03/opinion/03HERB.html>>. Consulté le 13 mars 2002.

Homeland Security Act of 2002. En ligne. <http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=107_cong_public_laws&docid=f:publ296.107.pdf>. Consulté le 20 septembre 2004.

Ignatieff, Michael. 2004 (2 mai). «Lesser Evils». In *The New York Times*. En ligne. <<http://www.nytimes.com/2004/05/02/magazine/02terror.html?pa...>>. Consulté le 24 mai 2004.

Jennings, Peter. 2005. «Special Peter Jennings reporting on Guantanamo Bay». Special edition of 20/20. *ABC News Report*. 25 juin.

Kristof, Nicholas D. 2003 (6 mai). «Why truth matters», in *N. Y. Times*. En ligne. <<http://www.cnn.com/2003/US/05/06/nyt.kristof>>. Consulté le 20 mai 2003.

Leadership conference on Civil Rights. 2003 (26 février). «Wrong then, Wrong now: Racial Profiling before and after September 11, 2001». In *Reports and Curricula - Leadership Conference on Civil Rights*. En ligne. <www.civilrights.org/publications/reports/racial_profiling/endnotes.html>. Consulté le 20 mai 2004.

Lemann, Nicholas. 2002 (1er avril). «The next world order: The Bush Administration may have a brand-new doctrine of power». Letter from Washington. *The New Yorker*. En ligne. <http://www.newyorker.com/archive/2002/04/01/020401fa_FACT1#ixzz0fG0NdXLc>. Consulté le 4 mars 2005.

«Letter on Padilla». 2002 (9 juin). En ligne. <<http://www.cnss.org/padillapresord.pdf>> Consulté le 5 octobre 2004.

Levy, R. A.. 2002 (26 novembre). The federal eye: Why civil libertarians are concerned. *National Review Online*. November 26 2002. En ligne. <<http://foi.missouri.edu/terrorandcivillib/federaleye.html>>. Consulté le 4 décembre 2002.

Lieberman, J. 2004 (9 janvier). «The Bush wall of secrecy». En ligne. <<http://www.fas.org/sgp/news/2004/01/lieb-wall010904.html>>. Consulté le 22 janvier 2004.

Lynch, Timothy. 2002. «Breaking the vicious cycle: preserving liberties while fighting terrorism». *Cato Institute Policy Analysis*, n° 443. (June 26). En ligne. 21p. <<http://www.cato.org/pubs/pas/pa-443es.html>>. Consulté le 3 avril 2004.

Magno, Paul. 2005 (21 décembre). «Responding to the president address, of December 21, 2005». En ligne. <http://peacecenter.blogspot.com/2005_12_01_archive.html>. Consulté le 15 mars 2006.

Marable, Manning. 2007 (14 mars). «The Iraq War and America's Economic Imperialism». In MR zine A Project for the monthly review magazine. En ligne. <<http://mrzine.monthlyreview.org/2007/marable100107.html>>. Consulté le 14 mars 2007.

McCullagh, Declan. 2002 (26 novembre). « Bush donne le feu vert à son ministère de la Sécurité intérieure» in ZDNet. Fr-Actualités. En ligne. <<http://www.zdnet.fr/actualites/telecoms/0,39040748,2126570,00.htm>>. Consulté le 18 février 2004.

Mead, Walter Russel. 2010 (janvier/février). «The Carter Syndrome», in *Foreign Policy*. En ligne. <http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/01/04/the_carter_syndrome?page=full#>. Consulté le 10 mars 2010.

ONU. 1948 (10 décembre). «Article 22 de la Déclaration des droits». In Texte de la déclaration universelle des droits de l'homme». En ligne. <<http://www.un.org/fr/documents/udhr/>>. Consulté le 2 décembre 2004.

«Opening Statement of U.S. Senator Russ Feingold at the Debate of the Anti-Terrorism Bill». From the Senate Floor. 2001(11 octobre). En ligne. <<http://feingold.senate.gov/statements/01/10/101101at.html>>. Consulté le 16 mars 2003.

Parry, Robert. 2003 (8 avril). «Bush Alderaan». In ConsortiumNews.com. En ligne. <<http://www.consortiumnews.com/2003/040803a.html>>. Consulté le 18 décembre 2006.

Parry, Robert. 2003 (22 octobre). «Why U.S. Intelligence Failed». In ConsortiumNews.com. En ligne. <<http://www.consortiumnews.com/2003/102203.html>>. Consulté le 15 mars 2004.

Popham, Peter. 2005 (8 novembre). «US Forces ‘Used Chemical Weapons’ During Assault on City of Fallujah». In *The Independent/UK*. En ligne. <<http://www.commondreams.org/headlines05/1108-01.htm>>. Consulté le 15 novembre 2005.

«Presidential Debate». 2000 (3 octobre). Boston. Reproduit en ligne par John T. Woolley and Gerhard Peters. The American Presidency Project, Santa Barbara, CA. En ligne. <<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=29418>>. Consulté le 20 septembre 2004.

Principe, Michael L. 2004 (mars). «Les libertés civiles oubliées». In *Ceras - revue Projet no 279*. En ligne. <<http://www.ceras-projet.com/index.php?id=1456>>. Consulté le 30 janvier 2007.

Radack, J. 2004 (15 octobre). «Opportunistic use of enemy combatant label». *CNN.com*. En ligne. <<http://edition.cnn.com/2004/LAW/10/15/radack.enemy.combatant/>>. Consulté le 16 octobre 2004.

Réseau Voltaire. 2003 (30 septembre). «Les États-Unis se détournent de leur constitution». [Sources ouvertes - Veille documentaire Numéro 135]. En ligne. <<http://www.reseauvoltaire.net/article10672.html>>. Consulté le 12 janvier 2004.

Risen, James et Eric Lichtblau. 2005 (16 décembre). «Bush Lets U.S. Spy on Callers Without Courts». In N. Y. Times. En ligne. <

http://www.nytimes.com/2005/12/16/politics/16program.html?_r=1>. Consulté le 18 décembre 2005.

Safire, William. 2001 (15 novembre). «Seizing Dictatorial Power». In *New York Times*. En ligne. <http://www.nytimes.com/2001/11/15/opinion/15SAFI.html?pagewanted=1>>. Consulté le 15 mars 2002.

Savage, Charlie. 2008 (25 janvier). «Bush plan for Iraq would be a first. No OK from Congress seen; Constitutional issues raised». In *The Boston Globe*. En ligne. http://www.boston.com/news/nation/articles/2008/01/25/bush_plan_for_iraq_would_be_a_first/>. Consulté le 25 janvier 2008.

Schmitt, Gary & Tom Donnelly. 2002 (30 janvier). «The Bush Doctrine». Memorandum to Opinion Leaders. En ligne. <http://www.newamericancentury.org/defense-20020130.htm>>. Consulté le 24 février 2005.

«Statement of Attorney General John Ashcroft regarding the Padilla case». 2004 (20 février). En ligne. <http://www.fas.org/irp/news/2004/02/doj022004.html>>. Consulté le 15 octobre 2004.

Stevenson, Richard W. 2005 (24 décembre). «Congress Never Authorized Spying Effort, Daschle Says». In *N. Y. Times*. En ligne. <http://www.nytimes.com/2005/12/24/politics/24daschle.html>>. Consulté le 27 décembre 2004.

Taylor Jr., Stuart. 2001 (25 septembre). «The case of using racial profiling at the airport». En ligne. <http://www.theatlantic.com/politics/nj/taylor2001-09-25.htm>>. Consulté le 26 décembre 2002.

The White House. 2001 (11 septembre). «Statement by the President in his address to the Nation». En ligne. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010911-16.html>. Consulté le 23 septembre 2006.

The White House. 2002 (1er juin). «Remarks by the President at 2002 Graduation, Exercise of the United States Military Academy». West Point. New York. En ligne.

<http://www.nti.org/e_research/official_docs/pres/bush_wp_prestrike.pdf>. Consulté le 15 avril 2009.

The White House. 2002 (17 septembre). «The National Security Strategy of the United States of America». En ligne. <<http://www.globalsecurity.org/military/library/policy/national/nss-020920.pdf>>. Consulté le 24 février 2004.

Tritten, Dr. James J.. 1994 (juin). «Let's Put 'War' Into Warfighting». In *Naval Doctrine Command*. Norfolk, Virginia. En Ligne. <<http://handle.dtic.mil/100.2/ADA364177>>. Consulté le 30 septembre 2009.

Tyler, Patrick E. 2003 (17 février). «A New power in the Streets». In *New York Times*. En ligne. <<http://www.nytimes.com/2003/02/17/international/middleeast/17ASSE.html>>. Consulté le 20 février 2003.

USA Patriot Act of 2001. En ligne. <<http://www.epic.org/privacy/terrorism/hr3162.html>>. Consulté le 10 février 2003.

Yankelovich, Daniel. 2004 (14 juillet). «Cutting the Lifeline of Terror. What's Next After Iraq?» In *Public Agenda with Support for Rockefeller Brother Fund*. En ligne. <http://www.publicagenda.org/files/pdf/fall2004_newsletter.pdf>. Consulté le 25 octobre 2008.